

UNESCO

**CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL
BUREAU DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL**

23ème session
(5 - 10 juillet 1999)
Paris (France)

Conseil International des Monuments et des Sites
(ICOMOS)

Les évaluations de l'UICN et de l'ICOMOS sont destinées en priorité aux membres du Bureau et du Comité du patrimoine mondial. Un nombre limité de copies est à votre disposition au secrétariat.
Merci.



1999



Montagnes Bleues (Australie)

No 917

Identification

Bien proposé Région des montagnes Bleues

Lieu État de Nouvelle-Galles du Sud

État partie Australie

Date 30 juin 1998

[**Note** Ce bien est proposé pour inscription en tant que site mixte, en vertu de critères naturels et culturels. Dans la présente évaluation, seules les informations relatives à la proposition d'inscription en vertu des critères culturels sont prises en compte.]

Justification émanant de l'État partie

La zone proposée pour inscription, la région des montagnes Bleues, conte une extraordinaire histoire, faite d'antiquité naturelle, de diversité, de beauté et de présence humaine.

Dans un continent où vivent depuis des millénaires des peuples autochtones, cette zone protégée est riche en preuves de la continuité culturelle des aborigènes et de leur expression artistique et spirituelle. Ce paysage est parsemé de lieux de rêve et de sites d'art rupestre. Pour les colons britanniques des XVIII^e et XIX^e siècles, les montagnes Bleues étaient à la fois un défi à relever pour accéder aux terres intérieures, et une région sauvage spectaculaire. Des explorateurs traversèrent les montagnes avec difficulté et la main d'œuvre pénitencière suivit pour construire une route vers les pâturages de l'ouest. Cette route, suivant la ligne de crête, et les lignes de chemin de fer ultérieures forment l'épine dorsale d'une série de villes dont l'économie repose sur l'industrie minière, la promotion de la santé et les loisirs pour les habitants de Sydney, ainsi qu'un accès au paysage sauvage environnant.

Les hautes terres accidentées des montagnes Bleues ne sont pas seulement d'une diversité naturelle exceptionnelle, et d'une beauté spectaculaire et éphémère ; elles sont aussi étroitement liées aux vies de ceux qui les ont occupées, explorées, pensées et protégées pendant des milliers d'années. Ce bien représente, en fait, *l'œuvre combinée de l'homme et de la nature*.

Cette association *directe* et *tangible* avec les millions d'hectares de terres sauvages s'exprime sous deux formes physiques. Tout d'abord, les sites d'occupation

aborigène, les peintures rupestres des abris-sous-roche et les gravures des plates-formes rocheuses, disséminés un peu partout. Ensuite, le réseau plus étroit de pistes de marche, d'escaliers et de postes de guet historiques, qui jalonnent les flancs des montagnes jusqu'en bas des vallées. L'art rupestre aussi bien que les pistes sont intacts et authentiques.

Les montagnes Bleues sont exceptionnelles par l'envergure, l'intensité et la longévité de cette association culturelle. C'est un lieu où une ancienne protection des millions d'hectares de plateaux découpés a été remplacée par une protection d'une autre nature, plus récente mais tout aussi significative.

L'intense interaction de la nature et des hommes pendant des dizaines de milliers d'années fait des montagnes Bleues un exemple classique du continuum nature-culture, sur lequel se sont beaucoup penchés les membres du Comité du patrimoine mondial ces dernières années, et qui a été évoqué à l'occasion de la réunion de stratégie mondiale de celui-ci, tenue en mars 1998.

Critère culturel vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

Le peuple aborigène occupe cette région depuis au minimum 14 000 ans et peut-être 22 000, et a laissé des traces de sa présence dans ses sites d'habitation, par des peintures et des gravures rupestres. Les aborigènes ont exploité et entretenu les ressources naturelles de la région, dont ils tiraient aussi leur nourriture spirituelle.

Des tribus des trois groupes linguistiques (gundungarra, daruk et darkinjung) s'étaient fixées sur des territoires précis de la région. Leurs fréquents rassemblements sociaux et cérémoniels sont transcrits dans l'art rupestre. Les comptes-rendus par les colons de leurs premières rencontres avec ce peuple soulignent le physique puissant de ces hommes, parfaitement adapté aux rudes terres sur lesquelles ils vivaient.

La colonisation britannique a commencé sur la côte, près de ce qui est aujourd'hui Sydney, en 1788, et de nombreuses tentatives ont été faites pour traverser cette formidable barrière naturelle. En 1814, une route fut construite le long du chemin aborigène sur la crête entre les rivières Grose et Coxs, traversant le centre de la zone aujourd'hui proposée pour inscription. Les colons européens l'adoptèrent rapidement, et s'approprièrent pour faire paître leur bétail les zones fertiles que les aborigènes avaient maintenues intactes pour encourager la prolifération des wallabies et des kangourous. Ils brisèrent ainsi un maillon essentiel de la chaîne

alimentaire aborigène, ce qui entraîna des tensions entre les deux communautés.

À leur tour, ces tensions provoquèrent un état de guerre dans la région orientale des montagnes Bleues, et une expédition punitive envoyée de Sydney en 1816 aboutit au massacre d'un grand nombre d'aborigènes. En conséquence, ceux-ci adoptèrent de nouvelles stratégies de survie, recourant désormais à des ressources tirées de l'économie des colons tout en maintenant leur propre économie dans la plus grande mesure possible.

De son côté, l'installation européenne continuait de croître régulièrement, tout particulièrement après la loi de 1861 sur l'aliénation des terres de la Couronne. De petites propriétés fleurirent dans les vallées, et les colons instaurèrent de bonnes relations avec les communautés aborigènes. Certaines terres étaient exclues des dispositions de cette loi et de celles qui suivirent ; elles étaient réservées aux loisirs publics, à la protection de la faune ou à la mise en place de réserves forestières.

Dans les années 1850, une ligne de chemin de fer fut construite, sur le même parcours en crête que la route, ce qui attira une nouvelle forme de peuplement : les domaines d'hommes d'affaires qui n'avaient pas besoin de la terre pour vivre. Le tourisme se répandit, et les municipalités encouragèrent la construction de maisons d'hôtes pour les visiteurs désireux d'explorer les nombreuses pistes de randonnée qui s'étaient développées. Depuis cette époque, la région est toujours le plus important centre touristique aux alentours de Sydney.

C'est aussi dans les montagnes Bleues que commença l'industrie minière. Beaucoup de petites mines virent le jour dans les années 1860 pour exploiter le charbon, le gypse argileux et d'autres minéraux, mais les filons étaient peu importants et les installations grossières qui sortirent de terre autour des mines furent rapidement abandonnées.

Le développement agricole et urbain se poursuivit pendant tout le début du XX^e siècle, mais, dans le même temps, des efforts étaient faits pour préserver l'environnement naturel des montagnes. Au début des années cinquante, les petites réserves créées par les autorités locales fusionnèrent pour donner naissance au Parc national des montagnes Bleues. Depuis, d'autres parcs nationaux et zones protégées ont été créés dans la région.

Récemment, les peuples gundungarra et daruk ont formé des conseils tribaux locaux pour réunir les aborigènes de la région.

Description

[L'évaluation de l'ICOMOS n'inclut pas de description générale de l'ensemble de la région proposée pour inscription, celle-ci étant couverte par l'évaluation de l'UICN. La section qui suit se concentre sur l'art rupestre des montagnes Bleues.]

Près de 700 sites aborigènes ont été recensés dans les montagnes Bleues ; sur ceux-ci, 40 % présentent un élément artistique.

L'art rupestre de la région tire sa source de deux contextes sociaux distincts. Par un comportement stylistique, les peuples de la région, qui n'étaient pas en contact oral permanent les uns avec les autres, étaient à même de se communiquer d'importants messages sociaux et de faire la preuve tant de leur grande cohésion au niveau du groupe que de leur individualité au sein de ce dernier. Ces témoignages sont étudiés depuis le début de ce siècle, et ont fait l'objet de la première analyse archéologique quantitative d'un corpus d'art aborigène d'Australie en 1965.

L'art rupestre se rencontre dans des abris-sous-roche et sur des plates-formes de grès à ciel ouvert ; les peintures et les gravures sont toutes deux présentes dans les abris, mais les plates-formes ne présentent que des gravures.

L'art rupestre des montagnes Bleues est dominé par des empreintes ou des motifs figuratifs. Ils consistent généralement en simples tracés, avec divers degrés de remplissage, surtout en ce qui concerne les peintures. Les sujets incluent des figures anthropomorphiques, des animaux terrestres et marins, des oiseaux, des éléments de la culture matérielle, et des empreintes d'humains, d'oiseaux et de kangourous. La majorité d'entre eux sont grande nature ; quelques-uns sont très grands (jusqu'à 7 m), ou très petits (kangourous de 15 cm).

Les représentations en négatif sont courantes dans les abris-sous-roche. Il s'agit pour la plupart de mains, mais des artefacts culturels, tels que des haches à poignée ou des boomerangs, peuvent également être observés.

L'analyse des peintures utilisant les pigments, dans les abris-sous-roche, à l'aide de techniques de datation indirectes (sites fouillés associés) ou directes (spectrométrie de masse), suggère qu'elles datent dans leur majorité des derniers 4000 ans, avec un pic de production entre 3000 et 1000 ans avant nos jours. La peinture se pratiquait encore à l'époque du contact avec les Européens, après 1788. Aucune technique ne permet de dater les gravures sur les plates-formes rocheuses, mais, d'après un examen stylistique, il semblerait qu'elles soient contemporaines des peintures.

Les gravures se trouvent sur des plates-formes de pierre relativement horizontales. Plus de la moitié d'entre elles se trouvent sur des crêtes ; elles sont à l'inverse rares dans les vallées. Leur nombre moyen est de dix par site, mais quatre sites en comptent plus de cent – dont Burrigura et Frying Pan Rock.

Par contraste, les abris-sous-roche sont décorés avec plus de profusion : le nombre moyen de motifs est de 25, tandis que le site le plus important (Swinton's) en possède plus de 850 et huit autres sites plus de 200. Les abris se trouvent en majorité à flanc de colline, le reste se répartissant à parts égales entre les crêtes et les vallées. La plupart des motifs sont dessinés ou peints à la surface du mur du fond, moins souvent sur les plafonds ou les bords intérieurs du surplomb. Les peintures sont principalement monochromes ; le noir prédomine, suivi par le blanc, le rouge et le jaune. Le

choix des couleurs varie significativement d'une région à l'autre.

La plupart des abris décorés ont produit des preuves d'occupation humaine. La majorité des sites étaient vraisemblablement occupés, mais les preuves se trouvent sous la surface du sol, et seules des fouilles peuvent les révéler.

Gestion et protection

[Cet aspect du bien proposé pour inscription sera traité en détail dans l'évaluation de l'UICN.]

Toutes les terres à l'intérieur de la zone proposée pour inscription sont des terrains publics, confiés à l'État de Nouvelle-Galles du Sud. À l'exception de la réserve de Jenolan Caves, qui est une réserve de conservation karst, la zone entière est protégée en tant que parcs nationaux créés en vertu de la loi de 1974 sur les parcs nationaux et la vie sauvage de Nouvelle-Galles du Sud. Ils sont sous le contrôle et la direction du directeur général du service des Parcs nationaux et de la Vie sauvage de Nouvelle-Galles-du-Sud.

Des plans de gestion sont en vigueur ou en préparation pour tous les parcs, conformément aux *Politiques de gestion des terres* du service des Parcs nationaux et de la Vie sauvage de Nouvelle-Galles du Sud. Parmi leurs objectifs figure la préservation des sites aborigènes et des traits historiques, pour lesquels les *Politiques de gestion des terres* énoncent des directives détaillées. En outre, une politique de consultation des communautés aborigènes sur toutes les questions liées à leur patrimoine et à leur mode de vie a été définie.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation a commencé avec l'établissement de la première réserve en 1867, et d'autres ont été créées au cours des décennies suivantes ; elles ont été consolidées en 1917 et incorporées dans le Parc national des montagnes Bleues en 1987. Toutefois, l'objectif sous-tendant la création de ces réserves était le maintien de leurs qualités naturelles et visuelles. L'attention portée à l'art rupestre aborigène est un phénomène plus récent, résultant des études archéologiques réalisées après la seconde guerre mondiale et de la reconsidération du statut des peuples aborigènes dans la société australienne contemporaine.

Des études intensives, des inventaires et des fouilles sélectives des sites aborigènes ont été régulièrement menés à bien ces dernières décennies. Toutefois, il existe encore un potentiel de découverte d'une multitude d'autres sites ; malheureusement, le travail est entravé par la difficulté d'accès à de nombreuses régions de haute montagne. Des interventions de conservation et de protection ont été réalisées sur quelques-uns des sites les plus accessibles et les plus spectaculaires.

Authenticité

L'authenticité de l'art rupestre aborigène d'Australie a fait l'objet d'interminables discussions entre les professionnels. Il est essentiel de repindre sous le contrôle des anciens détenteurs de la connaissance traditionnelle, pour la pratique culturelle, et traiter ces sites comme de l'art préhistorique intouchable, comparable à celui d'Europe, est inapproprié, la culture aborigène survivant à ce jour. Repindre et re-graver les motifs a également une valeur sociale positive en tant que moyen de renaissance culturelle pour les aborigènes.

On peut arguer que l'art rupestre des montagnes Bleues est authentique en termes de dessin, de fonction et de décor. Toutefois, paradoxalement, l'absence d'une politique de restauration cohérente des peintures par les Aborigènes peut en même temps être considérée comme produisant une authenticité moindre des matériels.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS, en partie conjointe de celle de l'UICN, a visité la région des montagnes Bleues en février 1999.

Caractéristiques

La région des montagnes Bleues est un site d'une grande beauté naturelle, où les hommes vivent depuis des millénaires. De fait, le peuple aborigène a laissé des traces frappantes de ses croyances et de son mode de vie, sous la forme d'un art rupestre de grande qualité.

Analyse comparative

L'art rupestre est le témoignage le plus durable et le plus impressionnant des premières sociétés humaines. Il n'y a qu'en Australie, cependant, que cet art a continué d'exister jusqu'à ce jour. Pour juger de ces sites d'art rupestre, par conséquent, les seuls points de comparaison qui s'imposent logiquement sont les sites similaires de ce continent.

Deux sites aborigènes abritant des peintures rupestres sont déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial – Uluru-Kata Tjuta et Kakadu. Ceux-ci, cependant, sont inscrits en qualité de paysages culturels plutôt que sur la seule base de leur art rupestre. La région des montagnes Bleues, proche de Sydney, a attiré grand nombre de colons, et attire tout autant de nombreux visiteurs depuis le début du XIX^e siècle. Dans la région des montagnes Bleues (particulièrement dans le Parc national de Yengo), il subsiste un assemblage significatif de gravures rupestres, et quelques peintures rupestres. Néanmoins, de nombreuses traces de l'impact des groupes aborigènes sur plusieurs millénaires ont été presque complètement oblitérées. Il existe encore un réseau partiel de pistes, mais celles-ci datent principalement de l'installation européenne plutôt que de la période antérieure. Les vestiges les plus durables

des premiers occupants aborigènes de la région sont leur art rupestre.

Dans une étude comparative réalisée en 1998, le Comité scientifique international de l'ICOMOS sur l'art rupestre identifiait six critères d'évaluation des sites d'art rupestre : qualités esthétiques ; qualités ethnologiques ; qualités archéologiques et chronologiques ; qualités environnementales ; nombre d'images dans une zone définie (sites sacrés) ; degré de protection. En appliquant ces critères, l'étude n'a identifié que deux groupes de peintures rupestres aborigènes qui lui paraissaient mériter une attention spéciale dans l'optique de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial : la région Laura du Cap York (Queensland) et le site Bradshaw à Kimberley (Australie-Occidentale). Elle n'inclut aucun site de gravures.

Observations de l'ICOMOS

L'ICOMOS est préoccupé par la priorité qu'accordent à la planification de la conservation des sites d'art rupestre les plans de gestion, d'après les constatations de sa mission d'expertise. Leur vulnérabilité justifierait, à son avis, l'élaboration d'une stratégie globale et l'attribution d'un haut degré de priorité à la planification de la conservation et à la gestion active des sites sélectionnés. Celles-ci doivent inclure l'adoption de directives de restauration des peintures et des gravures, en consultation avec les Anciens du peuple aborigène.

Certains des sites les plus aisément accessibles nécessitent en outre une meilleure protection et conservation. Les sites de gravures de Burrigurra et Finchley sont exposés aux risques des bulldozers pendant la gestion des incendies, ainsi qu'à ceux du passage des véhicules tout-terrains. Du fait d'un certain vandalisme, combiné aux intempéries, le site de peintures de Smith's Pass nécessite lui aussi en urgence des mesures de conservation.

L'État partie ne cite que le critère vi pour l'inscription en tant que bien culturel, en évoquant pour la justifier « l'intense interaction de la nature et des hommes pendant des dizaines de milliers d'années ». Si ce fait est incontestable, on ne peut cependant qu'observer une sérieuse discontinuité dans cette interaction. La culture aborigène, déjà ancienne, a atteint une parfaite relation symbiotique avec l'ensemble du paysage, des montagnes aux creux des vallées, sur lesquelles son impact physique a été minimal. Par opposition, la relation européenne à la nature a virtuellement détruit le système aborigène. Elle a imposé un système nouveau et intrusif sur les parties les plus fertiles et les plus accessibles, tout en laissant intacts de vastes terrains inaccessibles, régions aujourd'hui jugées nécessaires pour conserver la beauté naturelle des lieux, pour des motifs procédant à la fois de l'esthétisme et des loisirs. Le rôle des montagnes Bleues est en effet celui d'un lieu de loisirs, d'art et de conservation de la nature, fait qui, s'il est reconnu, peut cependant difficilement être jugé présenter une valeur universelle exceptionnelle.

L'ICOMOS a du mal à accepter cette explication pour justifier l'usage du critère culturel vi. Il a également envisagé l'application des critères culturels ii et iii, mais l'argument en leur faveur est faible, particulièrement pour la zone naturelle qui été proposée pour inscription.

L'ICOMOS souhaite attirer l'attention de l'État partie sur la nécessité de réconcilier les pratiques de gestion des incendies sur les surfaces de grès à ciel ouvert avec les politiques de protection sur le long terme de la valeur culturelle de ces sites.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base de critères culturels.

ICOMOS, mars 1999

Mont Wuyi (Chine)

No 911

Identification

<i>Bien proposé</i>	Mont Wuyi
<i>Lieu</i>	Wuyishan, province de Fujian
<i>État partie</i>	République populaire de Chine
<i>Date</i>	30 juin 1998

[**Note** Ce bien est proposé pour inscription en tant que site mixte, en vertu de critères naturels et culturels. Dans la présente évaluation, seules les informations relatives à la proposition d'inscription en vertu des critères culturels sont prises en compte.]

Justification émanant de l'État partie

Les vestiges archéologiques prouvent que le Mont Wuyi était habité il y a déjà 4000 ans. Ses habitants ont progressivement donné le jour à la culture Gumin et, plus tard, à la culture Minye, toutes deux uniques, dans cette contrée éloignée de la Chine.

Les cercueils en forme de bateau, dans lesquels ont été trouvés les plus anciens tissus de coton de Chine, les planches Hongqiao et la ville du roi de Yue, de la dynastie des Han, qui s'étend sur 48 hectares et est l'une des mieux préservées des anciennes cités de Chine, sont les témoins d'une civilisation antique et de coutumes traditionnelles qui se sont éteintes il y a plus de 3000 ans.

Le Mont Wuyi a en outre été le berceau du néo-confucianisme, tout d'abord avec Cheng Yi (1033-1107), puis avec Cheng Hao (1032-1085), avant d'atteindre son apogée avec Zhu Xi (1130-1200). Ce fut la théorie intellectuelle dominante de la dynastie Song à la dynastie Qing (du ^{x^e} au ^{xix^e} siècle), qui représentait l'esprit traditionnel universel cher à la nation chinoise. Son influence s'étendit aux pays d'Extrême-Orient et d'Asie du Sud-Est, et au-delà même, jusqu'en Europe et aux Amériques.

Zhu Xi, le personnage le plus influent de la culture chinoise après Confucius lui-même, insuffla une nouvelle vitalité au confucianisme traditionnel ; aujourd'hui encore, les érudits de nombreux pays du monde continuent d'étudier cette école de pensée. Zhu Xi écrivit et enseigna sur le Mont Wuyi pendant plus de cinquante ans, hormis pendant une brève interruption de neuf ans. Ce lieu devait devenir le centre des études

néo-confucianistes du ^{x^e} au ^{xvii^e} siècle, et de nombreux sites néo-confucianistes y survivent.

Critère culturel iii

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

La plus ancienne occupation du Mont Wuyi par l'homme est antérieure à la dynastie Xia (fin du ^{iii^e} millénaire avant J.-C.). Sous les dynasties Shang et Zhou (^{xvi^e} au ^{iii^e} siècle avant J.-C.), il était peuplé par des tribus aborigènes minoritaires. Sous la dynastie Qin (fin du ^{iii^e} siècle avant J.-C.), la région accueillit de considérables migrations de groupes tribaux.

Avec la consolidation de l'empire chinois sous la férule de la dynastie Han (fin du ^{iii^e} siècle avant J.-C. jusqu'au début du ^{iii^e} siècle après J.-C.), Wuyi fut totalement absorbé par le système étatique, son souverain devenant vassal de l'empereur Han. Au ^{i^{er}} siècle avant J.-C., une grande ville fut bâtie à proximité, laquelle fit office de capitale et de centre administratif de la région.

C'est à cette époque que le Mont Wuyi (Wuyishan) acquit son statut de montagne sacrée. Dans les siècles qui suivirent, beaucoup de saints hommes et d'érudits y furent attirés, tandis que des monastères et des académies s'installaient dans ses magnifiques décors naturels, propices à l'étude et à la contemplation. Pour assurer la préservation de la beauté de l'environnement, l'empereur Xuan Zong de la dynastie Tang décréta interdits, en 748 après J.-C., la pêche et l'abattage des arbres, interdiction qui subsiste à ce jour.

Le Mont Wuyi fut tout d'abord un centre du taoïsme, où furent érigés de nombreux temples et centres d'étude, mais le bouddhisme s'y développa de concert, avant de largement supplanter le taoïsme, dès le ^{xvii^e} siècle. C'est sous la dynastie Song que Zhu Xi élaborait les doctrines du néo-confucianisme, dans sa célèbre académie Wuyi Jingshe, à partir de 1183. La renommée intellectuelle du Mont Wuyi continua d'attirer des érudits, des sages, des artistes et des écrivains dans les périodes qui suivirent.

Description

Les éléments culturels sont concentrés dans deux régions situées à l'extrême est du bien proposé pour inscription.

Au bas de la rivière aux Neuf Coudes et de la région montagneuse au nord, les dix-huit *cercueils en forme de bateau* de bois, dans leurs abris rocheux sur des falaises abruptes, reposent sur des planches dites Hongqiao, ont été datées du ^{ii^e} millénaire avant J.-C. et sont extraordinairement bien préservés. Les études réalisées sur ces objets ont mis à jour un remarquable assemblage

de matériaux organiques : bambou, soie, coton, chanvre, etc.

Cette région abrite les vestiges de trente-cinq anciennes *académies*, pas moins, datant des dynasties Song du Nord à Qing (X^e au XIX^e siècle). De la plupart de ces académies, étroitement intégrées au paysage naturel, il ne subsiste que peu de vestiges. Tout ce qui reste de la grande académie Ziyang de Zhu Xi, fondée au XII^e siècle, ce sont, par exemple, deux pièces ajoutées plusieurs siècles après.

De même, rares sont les *temples* et *monastères* taoïstes, dont plus de soixante ont été localisés, qui ont survécu dans un état complet. Parmi eux, font figure d'exception, le temple Taoyuan, le palais Wannian, la salle Sanqing, le temple Tiancheng, le temple Baiyun et le temple Tianxin, qui ont tous subsisté à divers degrés d'authenticité. On dénombre également un certain nombre de *tombes*, dont les plus anciennes remontent à la dynastie Shang (fin du II^e millénaire avant J.-C.) et des *inscriptions* dans cette région.

Autre élément intéressant, les témoignages de la *culture du thé*. Du XI^e au XVI^e siècle, il existait une ferme impériale de production de thé, destiné à la consommation de la cour de l'empereur. Certains éléments originaux subsistent, mais les structures qui restent visibles aujourd'hui sont des reconstructions récentes. En outre, on remarque également les vestiges, pour la plupart fragmentaires, d'anciennes usines à thé, construites à partir du XVII^e siècle.

La seconde région, détachée de la région principale, s'étendant à quelques 10 km au sud-est, est le site archéologique de la *cité Chengcun de la dynastie Han*. Découverte en 1958, il s'agit d'une cité dont les murailles encerclent quelques 48 hectares de terres accidentées. Les murailles sont intactes, et font, à certains endroits, 8 m de haut sur 4 m de large. On compte quatre portes situées sur la terre ferme et trois sur la rivière qui traverse le site.

Le tracé de la ville est conforme aux principes d'urbanisme caractéristiques du Sud de la Chine à cette époque. Quatre grands complexes ont été localisés à l'intérieur : on pense qu'il pourrait s'agir de palais ou de centres administratifs. D'autres structures, telles que des maisons, des édifices industriels, des fours et un système d'approvisionnement en eau, ont été découvertes à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre des murailles.

Gestion et protection

Statut juridique

L'ensemble de la région proposée pour inscription est protégé par une série de lois de la République populaire de Chine, notamment : la loi sur la sylviculture (1982), la loi sur la protection de la faune (1988), la loi sur la protection de l'environnement (1989), la loi sur la gestion des paysages et des zones d'intérêt historique (1985), la réglementation sur les réserves naturelles (1994), et la loi sur la protection des reliques culturelles (1982).

Des réglementations et autres instruments juridiques spécifiquement afférents au mont Wuyi ont été promulgués par le gouvernement populaire de la province de Fujian en 1982, 1988, 1990, 1995 et 1996.

Gestion

L'intégralité de la zone couverte par la proposition d'inscription – 63.575 ha de zone principale, 36.400 ha de zone intérieure protégée et 27.999 ha de zone tampon – est la propriété de la République populaire de Chine.

Deux des quatre zones qui composent le bien proposé pour inscription ont des valeurs culturelles : la zone orientale de protection du paysage naturel et culturel (7000 ha) et l'ancienne cité Chengcun de la dynastie Han (48 ha). Chacune de celles-ci, conformément à la pratique chinoise, se compose d'une zone principale, d'une zone intérieure de protection et d'une zone tampon. Aucun développement ne peut avoir lieu dans la zone principale, tandis qu'il est strictement contrôlé dans les deux zones environnantes.

Le *plan directeur des paysages et des zones d'intérêt historique de Wuyi* a été élaboré par le bureau d'État des Reliques culturelles (aujourd'hui Administration nationale du Patrimoine culturel) et le ministère de la Construction urbaine et rurale et de la Protection environnementale en 1986. Cet arrêté, en association avec le *règlement de gestion des paysages et zones d'intérêt historique de la province de Fujian*, promulgué par le gouvernement populaire de la province en 1996, stipule un programme global de gestion et de protection. Il implique l'installation et la maintenance d'équipement de prévention des incendies, de communication interne, de sites panoramiques et d'autres équipements destinés aux touristes, l'étude et la conservation des biens culturels, la création et la maintenance de documentation et d'archives scientifiques, ainsi que la formation de personnel scientifique, technique et autre.

Un certain nombre de structures culturelles sont individuellement désignées comme des biens protégés au niveau étatique ou provincial.

Le *plan de protection du site de la cité Chengcun de la dynastie Han* a été formulé en 1995. Il stipule la fouille et l'étude scientifique systématiques comme base de préparation d'un plan de gestion directeur. Il a été désigné site clé sous protection de l'État en 1986.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

On peut considérer que la conservation systématique remonte au VIII^e siècle après J.-C., époque à laquelle l'empereur Xuan Zong, de la dynastie Tang, a déclaré Wuyishan montagne sacrée, et a délivré un édit contrôlant les opérations forestières, et protégeant ainsi l'ensemble du paysage. Le premier contrôleur de la région a été nommé par la cour impériale en 1121. En outre, l'établissement d'une plantation impériale de thé

en 1302 a encore renforcé la protection et le contrôle du développement dans cette zone.

Bon nombre des structures religieuses et académiques ont progressivement été abandonnées, et ont été laissées peu à peu à l'état de ruines. D'autres ont subsisté, bien qu'elles aient été reconstruites à plus d'une occasion, à la suite de glissements de terrain ou d'incendies. Après 1949, plusieurs ont vu leur usage changer : de temples taoïstes, elles sont devenues des édifices séculiers (salles de réunion, usines à thé, bâtiments résidentiels), mais ont par la suite été restaurées et ouvertes au public.

Le patrimoine culturel a fait l'objet de trois études majeures, respectivement en 1973, 1982 et 1987.

Authenticité

Le paysage culturel de la zone orientale, le long de la rivière aux Neuf Coude, a conservé un remarquable degré d'authenticité, en grande partie grâce à la stricte application, pendant plus d'un millénaire, de l'interdiction de la pêche et des opérations forestières édictée au VIII^e siècle. Cependant, les biens culturels intacts de la région ont dans une large mesure perdu leur authenticité en termes de conception, de matériaux et de fonction, suite à de nombreux changements d'usage et reconstructions.

Par opposition, les sites archéologiques – l'ancienne cité de Chengcun, les cercueils en forme de bateau et les vestiges des temples, académies et monastères démolis ou effondrés – sont parfaitement authentiques.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue au mont Wuyi en septembre 1998.

Caractéristiques

Il importe de distinguer deux éléments culturels distincts dans cette proposition d'inscription.

Le paysage culturel qui s'étend le long de la rivière aux Neuf Coude et sur la montagne est d'une grande beauté, et abrite un groupe d'édifices religieux et académiques, la plupart en ruines, installés ici du fait de la magnificence et de la tranquillité du paysage naturel. Ses qualités ont été reconnues dès le VIII^e siècle après J.-C., et des mesures ont alors été prises pour assurer leur pérennité.

Quant au site de l'antique cité de Chengcun, il est d'une importance archéologique et historique considérable. Toutefois, il n'a été reconnu qu'en 1958 et les fouilles et son examen scientifique n'en sont qu'à leurs balbutiements.

Analyse comparative

Il convient d'établir la comparaison avec d'autres montagnes sacrées de Chine, parmi lesquelles Taishan,

Huangshan et Emeishan, toutes inscrites sur la Liste du patrimoine mondial. En termes de signification religieuse, Wuyishan doit être considéré comme étant d'une importance moindre, en dépit de son association au néo-confucianisme.

La cité antique de Chengcun est exceptionnelle, du fait qu'il n'existe aucun autre site urbain de la dynastie Han qui n'ait pas été recouvert, au moins en partie, par l'urbanisation ultérieure.

Observations et recommandations de l'ICOMOS

Il est nécessaire de traiter séparément le site principal de Wuyishan et la cité de Chengcun, les liens culturels entre eux étant ténus.

Le paysage de la zone orientale est d'un intérêt culturel considérable, en grande partie grâce à sa protection raisonnée depuis le VIII^e siècle. Toutefois, son importance réside principalement dans son indéniable beauté naturelle et, à ce titre, il correspond mieux au critère naturel iii.

Quant à l'ancienne cité de Chengcun, sa valeur culturelle ne peut être mise en doute, puisqu'elle représente les vestiges intacts d'une capitale pensée et construite il y a deux millénaires. Son exploration n'en est toutefois qu'à ses débuts, et les autorités compétentes ont jusqu'à présent peu fait, pour ne pas dire rien, pour son étude, sa conservation, sa gestion et sa présentation sur le long terme.

Le site de Chengcun ne présentant aucune des caractéristiques satisfaisant les critères naturels, l'ICOMOS considère par conséquent que cette partie de la proposition d'inscription devrait être retirée. L'État devrait être invité à envisager la possibilité de le proposer à nouveau pour inscription ultérieurement, cette fois en vertu des seuls critères culturels, quand les plans pour son éventuelle gestion seront plus avancés qu'ils ne le sont à ce jour.

Recommandation

Que ce bien, tel qu'il est défini dans le dossier de proposition d'inscription, ne soit pas inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des critères culturels.

ICOMOS, mars 1999

Ibiza (Espagne)

No 417rev

Identification

Bien proposé Ibiza, biodiversité et culture

Lieu Ile d'Ibiza - Baléares

Etat Partie Espagne

Date 30 juin 1998

Justification de l'Etat Partie

Tenant compte de la décision prise par le Comité du Patrimoine mondial lors de sa XI^e session, à Paris, en 1987, de ne pas accueillir favorablement une proposition d'inscription limitée à la Ville haute de Ibiza, l'Etat Partie entend présenter une proposition différente, qui incorpore de nouveaux territoires et des zones archéologiques de haute valeur, apporte de nouvelles interprétations scientifiques sur la valeur des Biens et met en évidence les relations entre les éléments culturels et naturels.

Les fortifications d'Ibiza, datant du XVI^e siècle, sont un témoignage unique de l'architecture, du génie militaires et de l'esthétique de la Renaissance. Ce modèle italo-espagnol a exercé une très large influence, notamment sur la construction des villes fortifiées du Nouveau Monde. **Critère ii**

Les ruines phéniciennes de Sa Caleta et la nécropole phénicienne-punique de Puig des Molins apportent un témoignage exceptionnel de l'urbanisation et de la vie sociale des colonies phéniciennes en Méditerranée occidentale. Elles constituent une ressource unique, en quantité et en importance, de découvertes en provenance des sépultures phéniciennes et carthagoises. **Critère iii**

La Ville haute de Ibiza représente un excellent exemple d'acropole fortifiée qui conserve de manière exceptionnelle la stratification, dans les murailles et dans le tissu urbain, des premiers établissements phéniciens, des périodes arabes et catalanes, jusqu'aux bastions de la Renaissance. Cette dernière phase d'un long processus de construction des murs d'enceinte n'a pas détruit, mais a incorporé les phases antérieures et la trame urbaine. **Critère iv**

Catégorie de bien

En termes de catégorie de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial, les biens culturels

proposés pour inscription constituent, pour partie un *ensemble* et pour partie un *site*. Las Salinas (Les Salines) sont aussi un *paysage culturel* comme défini dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial* (1998), paragraphe 39.

Histoire et Description

Biens proposés pour inscription

- La Ville haute (Alta Vila) de Ibiza et ses fortifications du XVI^e siècle

La Ville haute de Ibiza est la zone la plus ancienne. S'élevant sur un promontoire, face à la mer, elle apparaît comme une acropole. Son architecture et sa physionomie n'en ont pas été altérées depuis les travaux de fortifications du XVI^e siècle suivant les préceptes militaires de la Renaissance. Ces constructions, murailles et bastions ont intégré, dans une aire plus vaste, celles qui préexistaient, ce qui permet d'étudier la stratigraphie des fortifications successives.

Ebysos a été fondée par les Carthagois en 654 av. J.-C. (la ville de Bes, dieu égyptien). Des citernes puniques peuvent encore être observées, notamment dans la zone de El Soto. Durant 2000 ans, la ville et son port fortifié ont été au centre de la navigation méditerranéenne. L'économie locale comptait sur l'exploitation des salines, de la laine et des figues.

Après une période d'alliance avec Rome, l'île fut sous contrôle arabe à partir de 902. C'est de cette époque que datent les ruines d'une puissante muraille de terre qui ont fait l'objet de fouilles, ainsi que le plan urbain de la médina, la ville arabe d'une surface *intra muros* de 4 ha. La médina consiste en rues étroites fermées par des habitations dont les fenêtres donnent sur une cour intérieure et entourées de murs sur trois côtés.

En 1235, la ville est dominée par les Chrétiens, qui édifient notamment le château catalan, visible à l'intérieur de l'édifice actuel, des fortifications médiévales et la cathédrale gothique du XIII^e siècle qui peut encore être admirée de nos jours.

De 1530 à 1540, Philippe II développe un plan stratégique pour la défense des communications entre l'Espagne et l'Italie. En 1584-1585, les nouvelles fortifications sont élevées en faisant appel aux architectes italiens spécialisés, Giovanni Battista Calvi et Jacobo Paleazzo Fratin. Ces fortifications serviront de modèles pour les villes portuaires des Caraïbes.

- La nécropole phénicienne-punique de Puig des Molins

Cette grande nécropole est située au sud-ouest de la Ville haute et couvre une surface de plusieurs hectares entièrement protégée. Au début du VI^e siècle av. J.-C., après crémation, les cendres des défunts étaient placées dans une grotte naturelle. Ultérieurement, il fut procédé au creusement de puits et de chambres mortuaires, pour couvrir une surface de 5 puis 7

hectares. Des sarcophages monolithiques étaient descendus par des puits, dans des hypogées, sépultures familiales. Cette nécropole fut en usage jusqu'à la fin de la période romaine.

Cette nécropole phénicienne punique est la plus ancienne qui ait été conservée et permet l'étude des tombes, statues et objets de cultes les plus divers. Elle est incluse dans le périmètre urbain et contribue à la beauté du site, avec les terrasses plantées d'oliviers pour exploiter l'humidité que les chambres souterraines recueillent.

Par rapport à la proposition d'inscription de 1986, le périmètre de la nécropole s'ajoute à celui de la Ville haute dans la proposition d'inscription de 1998.

- Le site archéologique phénicien de Sa Caleta

Il s'agit du site de la première occupation phénicienne, à proximité de la saline. Vers 590 av. J.-C., il fut abandonné au profit du site de Ibiza. Cet établissement couvrait les 5 ha que comptait la péninsule, avant l'érosion de la mer.

Des fouilles ont mis à jour des murs de 45 à 60 cm d'épaisseur. Des constructions de forme carrée étaient dispersées et reliées par un système irrégulier de rues étroites et de places triangulaires qui met en évidence une forme archaïque d'implantation urbaine. Dans le quartier sud, les substructures d'une habitation peuvent être visitées, comportant une grande pièce rectangulaire et sept pièces, probablement des magasins et des cuisines. La cuisson du pain s'effectuait dans des fours de 2 mètres de diamètre. Le site était occupé par une communauté de quelque 800 personnes, d'une structure sociale égalitaire, dont l'économie était basée sur l'agriculture, la métallurgie, l'extraction du sel et la pêche.

Biens situés dans la zone tampon :

- Es Soto

Dans cette partie sud du promontoire, entre les murailles de Dalt Vila et la mer, ont été mis à jour des citernes puniques, des tombes qui se rattachent à la nécropole de Puig des Molins ainsi que l'ancien cimetière musulman et les ruines d'une chapelle chrétienne.

L'inclusion de cette zone d'intérêt archéologique, heureusement préservée, permet de maintenir une zone verte entre les fortifications et la mer.

- Ses Feixes

Cette zone s'étend le long de la côte, sur une surface plane située de l'autre côté du port, en face de la Ville haute. Elle représente une forme de culture basée sur un ingénieux système hydraulique : les champs sont divisés en parcelles rectangulaires longues et étroites par un réseau de canaux qui ont la double fonction de recueillir les eaux et d'irriguer ensuite les champs. Ce système permet la culture intensive équilibrée de sols arides et marécageux.

La proposition d'inscription inclut ce site dans la zone tampon comme témoignage d'une organisation agricole de valeur à la fois technique et esthétique.

- Las Salinas

Situé dans la pointe sud de l'île, en face de l'île de Formentera, ce site est proposé pour inscription en tant que paysage culturel. Une activité humaine millénaire y a créé un cadre naturel favorable au maintien de la biodiversité. L'extraction du sel y a depuis toujours joué un rôle important. L'espace a été traité par un système de canaux, de barrages et de digues, qui ont formé des zones humides de grande beauté et de grand intérêt écologique, avec une flore et une faune particulières.

Gestion et protection

Statut juridique

Tous les biens culturels en question sont placés sous la protection de diverses lois et réglementations, touchant aux monuments, aux centres historiques, aux gisements archéologiques et au milieu naturel.

Le Décret national 309/1969 confère à Dalt Vila et Es Soto la qualification de "Complexe Historique". Les salines d'Ibiza et Formentera sont des réserves naturelles protégées par la loi n° 26/95. Les ruines archéologiques sont protégées par des dispositions nationales, régionales et locales. La Communauté autonome des Iles Baléares a adopté en 1997 un "Plan régional Partiel d'Ibiza et Formentera" en vue de la préservation des salines. Il existe aussi un "Plan Spécial de Protection" et un "Plan de Développement Urbain".

Périmètre et zone tampon

Le périmètre est précis et logique. La Ville haute est parfaitement délimitée par ses murailles. La nécropole de Puig des Molins et les ruines de Sa Caleta sont délimitées de manière précise comme zone archéologique.

Une importante zone tampon inclut le promontoire de la Ville haute et la nécropole et s'étend le long de la côte, protégeant de la sorte l'autre promontoire et la zone de Ses Feixes situés de l'autre côté de la baie. La protection de Es Soto et de la nécropole prévient toute altération de l'environnement de la ville fortifiée. Au nord, la zone tampon protège les quartiers urbains situés au-delà des murs, avec leurs importantes sources d'informations. Ainsi, les quartiers populaires, d'une architecture et d'un tracé urbain de caractère arabe, sont préservés. La protection de la zone de Ses Feixes et du promontoire qui domine la ville prévient tout développement spéculatif.

Gestion

Depuis dix ans, les autorités publiques de Ibiza ont mis en œuvre un programme de travaux importants, qui a marqué de manière décisive la gestion culturelle

de l'île et la mise en valeur les monuments de Dalt Vila.

Le périmètre des bastions a été dégagé des constructions annexes qui les cachaient. Les citernes et autres adjonctions qui défiguraient le sommet des fortifications ont été enlevées, pour rétablir la beauté du paysage. Les habitations situées à l'intérieur de l'enceinte ont reçu les équipements de confort moderne (adduction d'eau, égouts...). Les fils électriques ont été enterrés. De nombreux édifices ont été restaurés sur la base d'une documentation historique et dans le respect des exigences d'authenticité.

Les conservateurs et les experts sont des personnes hautement qualifiées, soutenus avec détermination par les autorités administratives. La volonté municipale de résistance aux pressions spéculatives touchant la zone de Ses Feixes est déterminée.

Formation

La municipalité a organisé une école-atelier où des jeunes se forment aux métiers de la restauration, encadrés par des architectes et des archéologues expérimentés. Ils sont encouragés à fonder des petites entreprises de maintenance.

Authenticité

Les fouilles archéologiques n'ont pas affecté l'authenticité des nécropoles phéniciennes et puniques. Les monuments n'ont pas été reconstruits et les structures sont originelles. Certes, il a été procédé à des ouvertures entre les hypogées pour permettre de les visiter les unes après les autres. Cette altération a toutefois été opérée il y a très longtemps et peut être considérée comme faisant partie de l'histoire du site.

L'authenticité de la Ville haute est une question plus complexe. Il y est procédé à des changements réguliers en vue de répondre aux besoins sociaux de ses habitants, dont le maintien est important pour conserver à la ville son caractère vivant. A cet égard, la hauteur et l'importance des murailles sont déterminants pour garder la physionomie de la ville. Dans l'ensemble, on peut considérer que la structure urbaine est intacte et juger comme positive la volonté d'y promouvoir les conditions de vie.

Les matériaux et les formes des murailles du XVI^e siècle sont authentiques. Les reproductions des plans originaux peuvent être consultées dans les archives.

L'harmonie de l'ensemble souffre de la construction d'un escalier en béton armé et d'une tranchée de communication à proximité de la porte d'entrée. Cette intervention assez laide n'est pas conforme aux normes professionnelles de la conservation. Il convient d'affirmer clairement que ce type d'intervention est inacceptable, pour en éviter la répétition à l'avenir et pour recommander la réhabilitation des lieux dans leur état original.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le bien proposé pour inscription en février 1999.

Analyse comparative

La ville fortifiée et les ruines phéniciennes et puniques ont un caractère exceptionnel. La maîtrise de Calvi et de Fratin dans la construction de fortifications bastionnées a toujours été reconnue. Les gisements archéologiques sont d'un grand intérêt.

L'organisation des champs de Ses Feixes est unique en Méditerranée et témoigne d'une origine arabo-berbère. Dans le désert du Negev, les Nabatéens avaient une pratique similaire d'irrigation par capillarité. La mise en œuvre d'un tel système hydraulique suppose une planification de l'occupation des sols et une maîtrise des ressources en eau, l'étude soignée des différences de niveaux, l'érection de barrages et de murs de retenue. Une forte organisation sociale est dès lors nécessaire, encore assurée par les paroisses chrétiennes.

Les caractéristiques de paysage culturel évoquées ne se limitent pas aux sites proposés pour inscription, mais se retrouvent dans l'environnement agricole d'Ibiza et de Formentera, et cela, malgré le développement du tourisme, en général limité aux zones côtières, et grâce à l'attachement de la population à ses traditions. Cet attachement se traduit aussi dans les danses, les croyances populaires et les formes de spiritualité. Cette relation étroite entre le territoire et les traditions culturelles est à prendre en compte dans l'évaluation des sites, car elle est à la base de la conservation de ces mêmes sites.

Observations de l'ICOMOS

L'ICOMOS considère que les biens culturels et le paysage culturel en question sont d'un grand intérêt, heureusement mis en lumière dans le remarquable dossier, très élaboré, qui a été soumis par l'Etat Partie. On souligne l'importance historique des fortifications de la Ville haute et leur influence sur l'architecture des villes portuaires des Caraïbes, et de la grande richesse de la nécropole phénicienne et punique, dont le périmètre est proposé pour inscription. Néanmoins, ces valeurs historique et culturelle étaient connues déjà en 1986, lors de la première proposition d'inscription, quand l'ICOMOS a émis une évaluation négative, et en 1987, quand le Comité du Patrimoine mondial a décidé de refuser cette proposition.

Au cours des dernières années, les autorités publiques, en particulier au plan régional, ont mené une politique active de conservation et de réhabilitation du site qui mérite des éloges. Aucune révélation nouvelle ne permet, toutefois, de modifier les appréciations antérieures.

L'accent est mis sur la valeur culturelle du système d'irrigation du paysage de Ses Feixes, ainsi que sur celle des anciennes salines de Las Salinas ; il est donc

difficile de comprendre pourquoi ceux-ci sont inclus dans la zone tampon si cette proposition a pour objet de souligner la diversité culturelle d'Ibiza.

L'ICOMOS n'est pas convaincu par la nouvelle proposition d'inscription de ce bien avancée par l'État partie et dont le Comité a déjà refusé l'élément central en 1987. Si de nouveaux éléments ont été ajoutés, certains l'ont cependant été dans la zone tampon. Pour considérer plus avant cette proposition d'inscription, il est essentiel que l'État partie la révise de façon à présenter tous les éléments actuels de façon intégrée et à justifier ainsi le titre qui figure sur la couverture des divers volumes composant la proposition d'inscription (mais non le formulaire de proposition officiel), « Ibiza – Biodiversité et Culture ».

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie, en demandant une justification révisée de l'inscription, traitant les divers éléments de la proposition d'inscription comme les composants d'un seul tout. Si cela est mis à la disposition de l'ICOMOS, et ce sous une forme acceptable, l'ICOMOS recommandera l'inscription sur la base des *critères ii, iii et iv*.

Critère ii Les fortifications intactes d'Ibiza, datant du XVI^e siècle, sont un témoignage unique de l'architecture et du génie militaires et de l'esthétique de la Renaissance. Ce modèle italo-espagnol a exercé une très large influence, notamment sur la construction et les fortifications des villes du Nouveau Monde.

Critère iii Les ruines phéniciennes de Sa Caleta et la nécropole phénicienne-punique de Puig des Molins apportent un témoignage exceptionnel de l'urbanisation et de la vie sociale des colonies phéniciennes en Méditerranée occidentale. Elles constituent une ressource unique, en quantité et en importance, de découvertes en provenance des sépultures phéniciennes et carthagoises.

Critère iv La Ville Haute de Ibiza représente un excellent exemple d'acropole fortifiée qui conserve de manière exceptionnelle la stratification, dans les murailles et dans le tissu urbain, des premiers établissements phéniciens, des périodes arabes et catalanes, jusqu'aux bastions de la Renaissance. Cette dernière phase d'un long processus de construction des murs d'enceinte n'a pas détruit, mais a incorporé les phases antérieures et la trame urbaine.

ICOMOS, mars 1999

Iles Eoliennes (Italie)

No 908

Identification

<i>Bien proposé</i>	Isole Eolie (Iles Eoliennes)
<i>Lieu</i>	Mer Méditerranée - sud de la Mer Tyrrhénienne
<i>Etat Partie</i>	Italie
<i>Date</i>	24 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Situées dans la mer Tyrrhénienne méridionale, au large de la côte sicilienne, les îles Éoliennes représentent un patrimoine exceptionnel du fait de la co-présence de biens culturels concentrés sur une aire géographique et de nature scientifique et humaniste et plus particulièrement de nature : géodynamique, volcanologique, archéologique, naturelle et ethno-anthropologique configurant un système de valeur considérable du paysage structurel.

La valeur archéologique est due :

- A la présence de témoignages exceptionnels de la continuité de la vie dans les îles Éoliennes à partir de l'époque néolithique moyen jusqu'à aujourd'hui, avec un rôle ultérieur exceptionnel dans tout le monde antique, dans la période de l'obsidienne ;
- Au parfait état de conservation des couches stratigraphiques qui datent en partie de la préhistoire, de la protohistoire et l'Antiquité de la mer méditerranée, et au fait que les vestiges de toute culture, après abandon ou destruction des établissements, ont été préservés quasiment intacts, enfermés dans une couche de poussière volcanique transportée par le vent et générée par le pyroclastique produit par l'activité volcanique ;
- A l'extraordinaire richesse et l'état de préservation des nécropoles parmi lesquelles des masques de théâtre du culte dionysiaque en particulier représentent un document exceptionnel pour l'histoire du théâtre ;
- A l'Acropole de Lipari avec sa continuité de vie, son caractère de «ville protégée», son architecture, ses espaces, ses musées thématiques et multidisciplinaires en développement permanent. Sa transformation de fonction de baignade en un lieu de grande civilisation pour la transmission de la connaissance, de la culture, de

l'histoire de la science et des sciences humaines. En effet, elle est le siège du musée régional archéologique éolien, un des plus importants au monde de par ses sections complémentaires de volcanologie et de paléontologie du quaternaire.

La valeur ethno-anthropologique de grand intérêt pour le paysage culturel anthropique qui s'est formé au cours des siècles et qui est parvenu jusqu'à nous comme témoignage pratiquement intact de l'activité millénaire de l'homme avec des spécificités d'établissement et des particularités culturelles, relatives à :

- Aux raisons de défense et de survie dues à l'isolement des îles, pour lequel le premier système d'établissement est donné par une unité autarcique productive ;
- A l'utilisation de l'obsidienne comme ressource exceptionnelle pour la fabrication d'outils à usage domestique, pour la chasse ;
- A l'inclination du sol et donc à la particularité des cônes volcaniques à pentes raides qui dessinent le territoire avec la création de terrassements en pierre ;
- Aux caractéristiques pédologiques qui influencent les différents types de cultures agricoles ;
- Aux caractéristiques urbanistiques et architectoniques d'établissement qui donnent lieu à une typologie urbanistique dans laquelle on reconnaît sa matrice phylogénétique dans tous les villages d'origine rurale particulièrement dans les villes de Alicudi, Filicudi et à Ginostra.

Toutes ces valeurs d'intérêt anthropique du paysage se retrouvent sur le territoire lequel est caractérisé par une végétation aujourd'hui steppique, par une végétation endémique, par une végétation constituée d'anciennes cultures telles que l'olive et les cépages liées à des éléments du maquis méditerranéen où l'on trouve plus particulièrement du genêt, le lentisque, l'arbusier, le palmier nain, des plantes médicinales et le câprier. Dans les îles Éoliennes, la nature est fortement présente dans les zones habitées. Les cultures sont constituées avec des terrassements en pierre et les maisons s'insèrent dans des espaces dessinés par la végétation. L'ensemble est lié d'une telle façon que les établissements humains et le paysage naturel confèrent aux îles un intérêt écologique important.

[**Note** : dans le dossier de proposition d'inscription, l'Etat Partie n'émet aucune proposition sur les critères motivant selon lui l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial. De plus, le texte proposé ici est une version abrégée du texte du dossier d'inscription dans la mesure où il est pris en compte seulement les aspects culturels.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la

Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. C'est également un *paysage culturel* comme défini dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial* (1998), paragraphe 39.

Histoire et Description

Histoire

Les premiers établissements connus remontent au néolithique moyen sur l'île de Lipari. Le commerce de l'obsidienne assura la prospérité des îles pour environ 2000 ans jusqu'à la troisième moitié du deuxième millénaire. La diffusion du métal et de sa technique en Méditerranée, entraîna une période de décadence économique et de dépeuplement jusqu'au deuxième millénaire. L'activité reprit à l'âge du bronze.

Les îles connurent des fortunes diverses jusqu'à l'arrivée des Grecs vers 580 avant J.C. A cette époque, l'archipel était presque dépeuplé. De cette période date sans doute un mur cyclopéen découvert lors des fouilles de l'acropole de Lipari.

Lipari resta colonie grecque jusqu'en 252 avant J.C. Elle tomba aux mains des Romains au cours de la première guerre Punique. Cette occupation provoqua une forte récession qui cessa avec la défaite de Carthage.

La période de l'âge impérial et du haut Moyen Age est peu documentée. Le christianisme s'implanta très tôt autour du culte des reliques de saint Bartolomeo.

En 836, les Arabes détruisirent Lipari et déportèrent les habitants. Les îles restèrent désertes jusqu'à la conquête normande. Avec la création en 1083 du premier monastère bénédictin sur l'Acropole de Lipari, l'activité reprit. L'agriculture fut réintroduite.

Entre le XIIIe et le XIVe siècles, Lipari fit l'objet de conflits pour le contrôle de la mer Tyrrhénienne. L'unification du royaume de Naples et de Sicile détermine une période de grande prospérité.

En 1544, l'incursion des pirates barbaresques détruisit la ville de Lipari. La ville fut reconstruite et ceinte d'un rempart. Son extension se limita à cette fortification jusqu'au XVIIIe siècle. L'intensification des activités navales et agricoles entraîna le dépeuplement de l'acropole au profit des zones fertiles. Le territoire de l'île de Salina fut divisé en trois communes au début de ce siècle.

De 1926 à 1950, l'acropole de Lipari et l'ancien palais épiscopal furent utilisés comme prison politique, cette situation contribua à isoler économiquement Lipari pendant la première moitié de ce siècle.

Par ailleurs, la monoculture du raisin a été fortement perturbée par le phylloxera au XIXe siècle ce qui engendra une situation économique dont les îles ne se relevèrent pas. Une longue période de crise précéda le renouveau essentiellement touristique qui commença à se manifester après les années 1950.

Cette activité, si elle contribue à revitaliser le pays, entraîne également la destruction de sa culture. Beaucoup de bâtiments et d'habitations traditionnels liés aux anciennes activités agricoles sont transformés en résidences secondaires inspirés de modèles étrangers à la culture locale.

Une action politique soutenue par le secteur scientifique et culturel tente d'inverser la tendance en développant des formes de protection des monuments les plus remarquables et une diversification des activités.

Description

L'archipel est composé de sept îles dont la principale est Lipari, deux îles sont fortement marquées par l'activité volcanique : Stromboli et Vulcano.

La totalité de l'archipel représente un inépuisable sujet d'études volcanologiques en même temps qu'un lieu de ressources archéologiques majeur. L'accumulation des cendres volcaniques a en effet protégé de l'usure du temps et du pillage de nombreux vestiges de l'Antiquité grecque et romaine.

La morphologie actuelle des villages est caractéristique de l'insularité méditerranéenne comparable aux îles grecques.

Le caractère dominant du paysage est la stratification volcanique en particulier visible sur les falaises.

Gestion et Protection

Statut juridique

L'archipel éolien fait partie de la région Sicile, province de Messine, et son territoire est organisé en quatre communes : Leni, Malfa, S. Marina Salina (toutes situées sur l'île de Salina), et Lipari. Il y a une municipalité unique qui comprend les îles de Lipari, Vulcano, Filicudi, Alicudi, Stromboli, et Panarea. La protection du paysage et du patrimoine architectonique prévue par la Loi No 1497 du 29.6.1939 concernant l'archipel est appliquée par la Section des Biens du paysage, de l'architecture et de l'urbanisme de la *Soprintendenza per i Beni Culturali ed Ambientali* de Messine.

Gestion

Il y a un régime mixte : domaine et patrimoines de l'état, régionaux et de la mairie, mais surtout de propriété privée.

Etant donné l'ampleur du territoire il est impossible de citer tous les propriétaires du territoire morcelé et recensé au cadastre urbain.

En plus des zones de propriété du domaine communal, il y a des zones à usage public telles que celles de l'extraction de la ponce dans le mont Pelato à Lipari et d'autres territoires du Monte della Fossa delle Felci de Salina et beaucoup d'autres.

L'Acropole de Lipari est la propriété du *Demanio Regionale Assessorato dei Beni Culturali ed Ambientali* et est soumise au contrôle de la *Soprintendenza per i Beni Culturali ed Ambientali* de Messine (Département des biens archéologiques).

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Jusqu'à une date récente les îles Lipari n'ont pas connu d'altérations profondes mais le développement du tourisme et la mutation des bâtiments en résidences secondaires menacent fortement la conservation.

Authenticité

La première garantie d'authenticité et d'intégrité est donnée par le fait que 90% des publications sur les études volcaniques concerne les îles éoliennes. Dans l'île de Vulcano se trouve le siège du G.V.N. pour la surveillance continue de l'activité volcanique, géré par le C.N.R. et par le ministère de la Protection civile. Le château de Lipari est le siège du Musée éolien qui contient les pièces collectées à partir de 1946 jusqu'à aujourd'hui. Il forme avec le parc archéologique annexé l'un des musées historiques et archéologiques de la Méditerranée les plus importants.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Lipari en février/mars 1999.

Caractéristiques

Les îles éoliennes constituent un archipel volcanique dans la zone d'influence de la grande Grèce (pour l'Antiquité).

Analyse comparative

Les îles éoliennes appartiennent à la famille des arcs insulaires auxquelles on peut les comparer pour la géométrie, la morphologie et l'évolution des produits, mais comme on a dit, à l'intérieur de cette famille les îles éoliennes ont des spécificités particulières (courbure, inclinaison, énergie, zone de chute, activité strombolienne continue, etc..) Pour ce qui concerne le type d'activité explosive, éruption, etc. on peut comparer les îles éoliennes à l'archipel égéen (Kos, Nysidos, Yali, Santorin, Mylos, Methana).

Certaines formes volcaniques typiques des îles éoliennes, par exemple le grand cratère de la Fossa à Vulcano, Pollara à Salina, présentent des analogies avec certains volcans des très fameuses Galápagos de Darwin, tandis que Stromboli présente des analogies morphologiques avec le Piton de la Fournaise de l'Océan Indien.

Du point de vue archéologique les îles éoliennes peuvent être considérées comme une "Pompéi"

continue, avec des éruptions magmatiques qui n'ont pas le même caractère dramatique.

Pour les trois millénaires auxquels on se réfère, cette stratigraphie est la plus complète, précise et détaillée de toute la Méditerranée centrale et occidentale et elle nous donne la clé de lecture pour les autres civilisations de la Méditerranée.

Ce même phénomène a conservé intacte la nécropole grecque et romaine (jusqu'à aujourd'hui 3.000 tombes environ), presque unique parmi celles de la Sicile, de la Grèce et de l'Etrurie.

On a localisé presque une vingtaine d'épaves (du premier âge du bronze au XVIIème siècle).

Observations de l'ICOMOS

Archipel remarquable par sa géologie volcanique, les aléas de l'histoire et la relative aridité des îles éoliennes sont à l'origine de fréquents mouvements de population depuis les temps préhistoriques. Il en résulte un patrimoine d'une grande richesse archéologique.

Néanmoins, l'ICOMOS considère que les Iles Eoliennes n'ont pas la valeur universelle exceptionnelle requise pour justifier une inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il existe d'autres îles volcaniques qui ont une importance archéologique et historique plus grande et des paysages qui ont été moins touchés par des intrusions modernes liées à la croissance du tourisme.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du patrimoine mondial selon les critères culturels.

ICOMOS, mars 1999

Ubs Nuur (Mongolie et Fédération de Russie)

No 769 rev

Identification

Bien proposé Bassin d'Ubs Nuur

Lieu Ubs Aimag, Zavhan Aimag, Huvsgul Aimag (Mongolie); Mongun-Taïga Kojuun, Ovur Kojuun, Tes-Khem Kojuun, Ersin Kojuun (Touva)

État partie Mongolie et Fédération de Russie (Touva)

Date 1^{er} juillet 1998

[**Note** Ce bien est proposé pour inscription en tant que site mixte, en vertu de critères naturels et culturels. Dans la présente évaluation, seules les informations relatives à la proposition d'inscription en vertu des critères culturels sont prises en compte.]

Justification émanant de l'État Partie

La combinaison de paysages culturels et naturels, notamment de milliers d'artefacts, est unique et d'une importance mondiale.

Du côté de la Mongolie comme du côté de la république de Touva, de nombreux sites historiques présentent des signes de l'interaction entre l'homme et son environnement naturel. Deux sites, en particulier, remontent à l'âge de la pierre moyen (40.000 avant J.-C.). Des pétroglyphes mésolithiques ont été découverts à Sagil Soum, un mur peint avec des pigments rouges à Zuunhangai Soum : les deux sites dépeignent des bovidés et des bouquetins sibériens.

À Zuungov et à Omnoguv Soums (Mongolie), des outils de pierre, du grain et des poissons datant de la période néolithique ont été trouvés, ce qui montre que les hommes de l'époque pêchaient et pratiquaient l'agriculture.

Les recherches menées sur les sites de l'âge du bronze ont révélé quarante peintures et gravures rupestres de daims, des pétroglyphes représentant des animaux et des dessins abstraits, des outils agricoles en bronze et d'autres instruments. Ceux-ci sont datés de 2000-1000 avant J.-C.

La transition de l'âge du bronze à l'âge du fer est illustrée par les vestiges mis à jour à la Montagne Rouge, à l'extérieur de la ville d'Ulaangom. À l'époque,

de nombreuses cultures différentes cohabitaient dans la région. Les tombes mises à jour, datant de 700 avant J.-C. environ, contenaient du blé, preuve de l'importance de l'agriculture à cette époque ; on y a également découvert des outils de fer et des instruments agricoles. Toutes les vallées abritent des *kurgans* (tumuli funéraires), donnant ainsi au paysage un aspect historique et culturel unique.

Parmi les nombreux monuments de la zone protégée Yamaalig Uul (montagne) de Touva figurent plus de quatre cent *kurgans* et stèles (*stelae*).

[**Remarque** Les États parties n'avancent aucune hypothèse dans le dossier de proposition d'inscription quant aux critères en vertu desquels ils considèrent que le bien devrait être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*. Le bien peut également être considéré comme un *paysage culturel*, aux termes du paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

L'installation de l'homme dans cette région remonte au bas mot à l'ère mésolithique, quand arrivèrent des hommes probablement venus de l'Est, dont la culture reposait sur la chasse, la cueillette et surtout la pêche. Avec l'avènement du Néolithique, l'agriculture fut introduite dans les communautés humaines installées et dès le début de l'âge du bronze, l'élevage s'intégra dans l'économie régionale, pour progressivement remplacer la culture aux alentours de la fin du 1^{er} millénaire avant J.-C. L'élevage sur ce terrain requérant de vastes pâturages, le mode de vie sédentaire céda la place à un nomadisme pastoral, qui a survécu jusqu'à ce jour.

Au cours de l'histoire ultérieure de la région, des structures telles que monastères bouddhistes et fortifications militaires furent construites par les entités dirigeantes successives.

Description

La zone proposée pour inscription du bassin d'Ubs Nuur est vaste, puisqu'elle couvre plus de 37.000 km², dont plus de 8.000 sont des zones protégées.

C'est une région délimitée par de hautes montagnes, avec des paysages naturels d'une fabuleuse diversité : pics et glaciers, toundra montagnaise et zones alpines enneigées, taïga montagnaise, steppes boisées ou dénudées, zones semi-désertiques et déserts arides aux dunes de sables mouvants. Les rivières qui traversent le

bassin ont en outre créé d'autres types d'habitat, comme des marais et des marécages.

L'espèce humaine n'a eu qu'un impact très limité sur ce paysage naturel. En effet, si, sur la quasi-totalité des montagnes s'élèvent des *kurgans* et des stèles, ceux-ci sont les seules traces significatives des peuples nomades qui y vivent depuis des millénaires. Ce n'est qu'avec la collectivisation socialiste de ce siècle que les troupeaux et les groupes humains ont crû en nombre au point de commencer à rendre difficile la régénération de la végétation naturelle.

Gestion et protection

[Cet aspect sera traité dans l'évaluation complémentaire de l'UICN]

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

L'histoire de la conservation du site naturel sera traitée dans l'évaluation de l'UICN.

Dans le dossier de proposition d'inscription, la seule référence faite à la conservation des éléments culturels porte sur les caractéristiques naturelles telles que les lacs Ubs Nuur et Tore-Holl, qui sont sacrés pour les autochtones, ces derniers étant responsables de leur protection.

Authenticité

Il est difficile d'évaluer l'authenticité des aspects culturels de cette vaste région à partir des données fournies dans le dossier. Toutefois, étant donné qu'elle n'est habitée depuis nombre de siècles que par des peuplades nomades et pastorales, il est certain que l'authenticité du paysage est élevée.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Après discussion entre les deux organes consultatifs, il a été décidé que l'UICN entreprendrait la mission d'évaluation au nom de tous deux. Pour des raisons climatiques, cette mission ne peut avoir lieu avant mai 1999.

Caractéristiques

Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait qu'au moins une partie du bassin d'Ubs Nuur est un paysage culturel sur lequel des bergers nomades vivent et font paître leurs troupeaux depuis plusieurs millénaires ; cette continuité et l'isolement de la région ont préservé son intégrité quasi intacte.

Analyse comparative

La proposition d'inscription souligne les caractéristiques propres au bassin d'Ubs Nuur par opposition à celles des autres paysages naturels d'Asie centrale : monts de l'Altaï, lac Baïkal (tous deux en Fédération de Russie) et le lac Hovsgol (Mongolie). Les anciens sites préhistoriques et les *kurgans* ne sont que rapidement évoqués. Il convient cependant de reconnaître que ce type de culture est extrêmement répandu dans de nombreuses régions d'Asie centrale et de Sibérie.

Observations de l'ICOMOS

S'il évalue cette proposition d'inscription en fonction des seuls critères culturels, l'ICOMOS juge difficile de recommander l'inscription. Ceci tient principalement au fait que les informations relatives aux biens culturels ne sont pas suffisantes pour permettre à l'ICOMOS d'exprimer une opinion. En effet, les vestiges archéologiques, certes significatifs d'un point de vue scientifique, ne semblent cependant pas propres à ce seul bien. Ils sont en outre largement distribués sur une vaste région, et ne constituent donc pas un groupe clairement défini et compact. Leur valeur remarquable réside dans le témoignage qu'ils apportent d'une civilisation pastorale âgée de plusieurs millénaires, et non dans leur importance intrinsèque. De par ce statut, ils doivent être jugés par rapport au contexte d'un nomadisme pastoral préhistorique et historique dans une région beaucoup plus vaste. A l'exception d'une seule phrase, aucune information n'est donnée sur les vestiges appartenant aux périodes historiques (monastères bouddhistes, fortifications militaires).

La culture similaire de l'Europe du Nord est déjà représentée sur la Liste du patrimoine mondial par la région lapone du nord de la Suède (inscrite en 1996), qui a été jugée représentative du pastoralisme transhumant arctique et sub-arctique. Une étude s'impose pour déterminer quel est le paysage culturel d'Asie centrale ou de Sibérie le plus représentatif de ce nomadisme pastoral, en vue d'une éventuelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Recommandation

L'ICOMOS recommande que l'examen de cette proposition d'inscription sur la base des critères culturels soit *différé* en attendant que des informations détaillées sur les biens culturels de la région soient fournies. Les Etats Parties devraient également apporter des éléments de comparaison sur d'autres paysages traditionnels du nomadisme pastoral en Asie centrale.

ICOMOS, mars 1999

Sterkfontein (Afrique du Sud)

No 915

Identification

<i>Bien proposé</i>	Sites des hominidés fossiles de Sterkfontein, Swartkrans, Kromdraai et les environs
<i>Lieu</i>	Gauteng, Province du Nord-Ouest
<i>Etat partie</i>	République d'Afrique du Sud
<i>Date</i>	16 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Le paysage de la vallée de Sterkfontein recèle des grottes riches en fossiles qui ont une valeur universelle exceptionnelle. Ces grottes renferment des trésors d'informations sur la faune et conservent les traces inestimables et superbement préservées des différents stades de l'évolution de l'humanité depuis plus de 3,5 millions d'années. C'est sans aucun doute l'un des sites au monde les plus importants pour l'étude et la recherche sur l'évolution de l'homme.

Depuis plus de soixante ans, les sites de la région de Sterkfontein (douze principaux et de nombreux autres de moindre importance) ont joué un rôle fondamental dans la reconnaissance du fait que l'Afrique est le berceau de l'humanité. L'état juvénile du crâne de l'enfant Taung et quelques autres facteurs ne permettaient pas aux anthropologues de conclure que les espèces représentées avaient un quelconque lien avec l'origine et l'évolution de l'humanité. Ce n'est qu'après la découverte de spécimens adultes à Sterkfontein, à partir de 1936 et surtout après la Seconde Guerre mondiale, avec la reprise des fouilles par R. Broom et J.T. Robinson, et le lancement d'une nouvelle campagne de fouilles par P.V. Tobias avec A.R. Hughes et R.J. Clarke, que la preuve irréfutable fut présentée au monde de la science. Historiquement, ce sont les crânes, les dents et les os post-crâniens trouvés à Sterkfontein qui confirmèrent les découvertes de Dart (1925) qui déclaraient que ces petites créatures à bipédie au petit cerveau et aux petites canines, étaient des primates à la porte de l'humanité.

Ce sont les spécimens adultes découverts à Sterkfontein qui finirent par persuader les opposants à cette thèse et permirent de conclure qu'*Australopithecus* pouvait légitimement être considéré comme membre à part entière des Hominidés (la famille des humains). De plus, ce sont ces fossiles d'Afrique du Sud, découverts avant ceux

d'Afrique de l'Est, qui désignèrent l'Afrique plutôt que l'Asie comme le berceau de l'humanité, conformément à ce qu'avait prédit Charles Darwin dans son ouvrage de 1871, *De la descendance de l'homme*.

Par conséquent, d'un point de vue historique et heuristique, les découvertes de Sterkfontein ont permis des avancées majeures, tant factuelles que conceptuelles, dans la compréhension du temps, de l'espace et du mode d'évolution de la famille humaine. Ce rôle qui fait école se poursuit actuellement avec les fouilles et l'analyse d'autres spécimens, non seulement des crânes, dures-mères fossilisées et dents, mais aussi des vertèbres, ceintures thoraciques et membres supérieurs, ceintures pelviennes et membres inférieurs. L'ensemble des fossiles de Sterkfontein a permis aux paléontologues d'étudier non seulement des spécimens isolés et des individus mais aussi des populations d'hominidés, du point de vue de la démographie, de la diversité, de la croissance, du développement, du fonctionnement et du comportement, de l'écologie, de la taphonomie et de la paléopathologie.

Les sites des grottes de la vallée de Sterkfontein représentent l'œuvre conjuguée de l'homme et de la nature en ce sens qu'ils renferment des traces exceptionnelles, tant physiques que culturelles, des premiers stades de l'évolution des Hominidés et des mammifères. Les gisements renferment des vestiges archéologiques *in situ* vieux de 2 millions d'années et des périodes suivantes, d'une valeur universelle exceptionnelle, en particulier du point de vue anthropologique.

Si le paysage de la vallée de Sterkfontein est considéré comme un bien culturel, aux termes des *Orientations du Patrimoine mondial*, il est suggéré que ces grottes ont aussi une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de l'archéologie et de l'anthropologie. Elles portent un témoignage éminent sur les stades importants de la préhistoire humaine et sur le développement des traditions culturelles. De plus, elles répondent aux critères et aux tests d'authenticité, au titre de l'article 24(a) (iv) des *Orientations du Patrimoine mondial* en tant "qu'exemple éminent de paysage illustrant une ou plusieurs périodes significatives de l'histoire humaine".

En tant que bien culturel, les caractéristiques et les composantes particulières résident dans :

- la concentration de nombreux sites différents dans une zone relativement petite, des sites qui diffèrent par leur datation géologique, leur contenu hominidé et la paléoécologie ;
- la durée des stades d'évolution rencontrés dans cette zone restreinte et même dans une seule grotte (Sterkfontein) ;
- la portée historique des découvertes faites avant et après la Seconde Guerre mondiale (dans le cas de Sterkfontein) et depuis 1948 (dans le cas de

Swartkrans), les preuves fossiles qui ont convaincu les scientifiques que les hominidés archaïques qui vivaient en Afrique ont marqué la première apparition sur terre de la famille des Hominidés ;

- la révélation que certains des premiers hominidés (les australopithèques robustes de Kromdraai et de Swartkrans) avaient développé des caractéristiques spécialisées qui semblaient les avoir mis à l'écart de la lignée des formes ultérieures de l'homme – un concept qui, bien que courant pour les autres mammifères, n'avait pas été appliqué à l'évolution des hominidés, jusqu'à ce que Robert Broom découvre la forme robuste de Kromdraai en 1938 et de Swartkrans à partir de 1948.

Pour ces raisons, les sites de la vallée de Sterkfontein remplissent les critères d'un bien culturel.

[**Remarque** L'Etat partie ne fait aucune proposition quant aux critères au titre desquels il envisage que le bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Toutefois, les critères **iii** et **vi** sont suggérés dans la justification.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

Les fossiles des grottes de la vallée de Sterkfontein dépeignent le paysage et la faune de l'Afrique du Sud tels qu'ils étaient il y a 3,5 millions d'années. Quelques-uns des plus importants spécimens d'australopithécidés (*Australopithecus* (*Paranthropus*) *robustus* et *Australopithecus* (*Plesianthropus*) *africanus*), ancêtres collatéraux de l'homme moderne, ont été découverts dans la région. Les couches géologiques de Sterkfontein ont révélé les premières traces d'hominidés dans le sud de l'Afrique (environ 3,5 millions d'années). Historiquement, c'est aussi la découverte du premier australopithèque adulte en 1936, par Robert Broom, de la source la plus riche en fossiles de cette espèce et des plus anciens outils en pierre (2 à 1,5 millions d'années). Des spécimens de l'*Homo habilis* ont également été découverts dans les brèches des grottes de Sterkfontein. Ces éléments clés définissent l'origine et l'évolution de l'humanité. L'appartenance des hominidés à la lignée d'*Homo sapiens sapiens* (l'homme moderne) est prouvée par la capacité de leur boîte crânienne, leur alimentation et leur stature érigée debout, tous éléments qui indiquent une parenté avec l'homme moderne. Des outils en pierre et en os, datés de 2 à 1,5 millions d'années, ont été mis au jour à Sterkfontein, Kromdraai et Swartkrans, et corroborent cette hypothèse.

Des preuves de la domestication du feu ont été mises en évidence dans la grotte de Swartkrans (1,8 à 1 millions d'années), autre trait spécifique du comportement humain. L'ancienneté de ces primates fossiles ayant indiscutablement des traits d'hominidés font de l'Afrique le berceau de l'humanité.

Description

Le site proposé pour inscription est situé à 45km à l'ouest de Johannesburg et 5km au nord du centre urbain le plus proche. Une bande dolomitique et ses brèches traversent la totalité de la zone, créant un terrain accidenté. La zone est couverte d'herbages, la végétation se densifie le long des cours d'eau.

La totalité de la zone proposée pour inscription est d'environ 25000ha (avec une zone tampon d'environ 28000ha). La zone sélectionnée a été définie par la topographie, de manière à inclure à la fois de nouveaux sites de gisements de fossiles et à préserver la qualité visuelle du paysage de toute intrusion incompatible ou indésirable.

Les sites paléontologiques et paléanthropologiques sont une série de grottes que l'on trouve dans la bande dolomitique et ses brèches associées. Certaines ont été découvertes à la faveur de l'exploitation industrielle de carrières de calcaire, activité qui a cessé depuis.

Sterkfontein se situe sur une colline au sud de la vallée de la Rietspruit, à mi-chemin à vol d'oiseau entre Swartkrans (1,2km à l'ouest sud-ouest) et Kromdraai (1,6 km à l'est nord-est). Les trois grottes principales sont environnées d'une série de grottes comportant des fossiles ; sur les neuf grottes situées dans la zone proposée, seules trois (Drimolen, Coopers B et Gondolin) ont déjà livré des fragments d'hominidés. Les grottes suivantes - Wonder Cave, Gladysvale, Bolt's Farm, Minnaar's Caves, Plover's Lake et Haasgat – n'ont produit que des fossiles faunistiques, mais elles peuvent potentiellement révéler des fragments d'hominidés.

Sterkfontein a produit quelques 500 spécimens répertoriés, la plupart étant des représentants de l'espèce *Australopithecus africanus* (trouvés dans Member 4) et quelques-uns, de gisements plus récents, appartenant aux espèces *Australopithecus robustus* et *Homo habilis*. Les industries de l'Oldowayen (2 millions d'années) et de l'Acheuléen (1,5 millions d'années) ont produit des milliers d'outils en pierre. Des milliers de fragments d'animaux et des centaines de fragments de bois fossilisés attestent l'environnement passé. Très récemment, le premier squelette complet d'Australopithèque jamais trouvé a été mis au jour ; pour le plus grand intérêt du monde scientifique, surtout que les premières analyses suggèrent qu'il pourrait s'agir d'une autre espèce qu'*A. africanus* ou *A. robustus*.

Swartkrans est la première source de *Paranthropus crassidens* (homme-singe robuste). Une deuxième espèce de la famille *Paranthropus* a été trouvée, que l'on peut considérer comme contemporaine et donc

semblable à *Homo erectus*. Elle contient la plus grande collection de fragments de *A. robustus*. Le site comporte aussi un grand nombre d'outils en pierre et en os (près de 900 datant de 1,8 à 1 millions d'années) et des preuves de la domestication du feu suggérée par la découverte d'os brûlés. Des milliers de fragments d'animaux ont été collectés.

Kromdraai est le site du premier spécimen de *A. (Paranthropus) robustus* trouvé en 1938. Kromdraai A a essentiellement livré des outils et des fossiles d'animaux, tandis que Kromdraai B a révélé d'avantage de spécimens de *A. robustus*.

Près de Kromdraai, les fouilles de 1938 et 1939 dans les brèches des Cooper's Caves ont révélé la présence de fragments d'australopithécidés et de non-hominidés.

Au sud de Swartkrans, le site de Bolt's Farm a jusqu'à présent produit des fragments faunistiques. Sur les quatre sites qui forment le deuxième groupe (Minaars, Plover's Lake, Wonder Cave et Drimolen) au nord du groupe principal (Bolt's Farm, Swartkrans, Sterkfontein, Coopers et Kromdraai), un seul (Drimolen) a livré des fragments d'hominidés. Drimolen est le dernier site fouillé (1992) avec Gondolin. Ont été ramenés à la lumière les deux plus jeunes *A. robustus*, âgés de 8 et 12 mois et datés de 2 millions d'années avant notre ère.

Trois sites se trouvent à l'écart des principaux groupes de sites (dans l'ordre, du sud au nord) : Gladysvale, Haasgat et Gondolin. Gladysvale, connu pour être un site riche en fossiles depuis 1936, a révélé des fragments d'hominidés pour la première fois en 1992 - dents et os de doigts. Haasgat et Gondolin, deux sites trouvés dans la Province du Nord-Ouest ont produit tous les deux des fossiles faunistique. En 1997, le site de Gondolin a livré des fragments d'australopithécidés robustes.

Gestion et protection

Statut juridique

Le statut juridique n'est pas uniforme sur la totalité du site. Un certain nombre de mécanismes juridiques contrôlent l'utilisation des sols, le développement et l'impact environnemental dans la zone. La législation actuelle vise à protéger les sites, non pas à les gérer ou à les développer. Toutefois, la loi actuelle sur les monuments nationaux (No 28, 1969) devrait être incessamment remplacée par une nouvelle loi sur le Patrimoine national, dont l'objectif est de "présenter une structure de patrimoine holistique et intégrée qui coordonne les manifestations du patrimoine vivant commun à tous les citoyens d'Afrique du Sud". Ce statut tiendra compte de la gestion et de la présentation ainsi que de la protection. Le site dépend aussi des dispositions de la loi sur la gestion de l'environnement national (No 107, 1999), qui requiert la formulation de plans de gestion et leur approbation par le Comité gouvernemental de coordination environnementale.

Swartkrans, Sterkfontein, Kromdraai, et le matériel paléanthropologique qui en provient, sont protégés par la loi sur les monuments nationaux. Toute activité entreprise dans la région, en particulier l'exploitation minière, est soumise à la loi sur les carrières et mines (No 50, 1991) et à la loi sur la conservation de l'environnement (No 73, 1989), qui stipulent que des études d'impact sur l'environnement doivent être préalablement réalisées à tous travaux majeurs de construction.

Les autorités locales provinciales renforcent leur contrôle sur la planification locale et les stratégies de développement - au moyen des « Objectifs de développement » des terres - comme le prévoit la loi sur la facilitation du développement (No 67, 1995) qui complète les lois nationales existantes sur le développement. Ces « objectifs » encouragent les activités liées au tourisme, aux loisirs et à l'agriculture. Ils préservent et protègent le site de l'extension urbaine et de l'utilisation dommageable des sols. Le projet de loi d'urbanisme de Gauteng incorpore les « objectifs de développement » dans le cadre des "plans de développement locaux" (voir ci-dessous).

En plus de ces contrôles d'ordre juridique, de nombreux propriétaires fonciers de la région appliquent leurs propres plans de gestion et de conservation. L'engagement des propriétaires locaux envers la conservation se manifeste par le grand nombre de sites « Patrimoine naturel » enregistrés dans la région. Les propriétaires font une demande d'inscription de leur propriété foncière à la direction du Tourisme et de l'Environnement. Ils s'engagent à ne pas détruire ni détériorer leur bien et à signaler toute infraction aux autorités concernées.

Le projet de loi d'urbanisme de Gauteng vise à doter la Province d'une loi d'urbanisme unique. La zone proposée pour inscription serait traitée en tant que site du Patrimoine mondial et elle aurait une stratégie de gestion définie, une protection globale unique et un organisme administratif responsable de sa promotion, de sa protection et de sa gestion.

Gestion

Près de 98% de la terre est détenue par des propriétaires privés. Sur les 2% restant, l'Etat possède 8ha et le reste, essentiellement la Réserve Naturelle sur laquelle se trouvent les grottes de Sterkfontein et la ferme où se trouve Swartkrans, sont la propriété de l'Université de Witwatersrand.

Tant que l'organisme administratif prévu par le projet de loi d'urbanisme de Gauteng n'est pas établi, ce sont les différentes directions administratives de la Province de Gauteng - agriculture, conservation et environnement, sports, loisirs, arts et culture, affaires économiques et finances - qui sont responsables de la gestion globale et quotidienne du site. Après la promulgation de la loi, la Province de Gauteng continuera de coordonner les activités du Bureau.

Un plan de gestion provisoire a été élaboré et est devenu effectif en décembre 1998, en même temps que le projet de loi. Le plan mettra l'accent sur la protection des sites connus et futurs, s'assurera que l'utilisation actuelle des sols ne menace pas le paysage du site ou sa nature intrinsèque, et s'efforcera de promouvoir l'accès des visiteurs. Un programme de suivi permanent de l'état de conservation du site constituera la composante maîtresse de ce plan de gestion. Il comprendra une équipe du personnel qui doit être mise en place, et des institutions telles que l'Université de Witwatersrand et le musée du Transvaal fourniront des compétences scientifiques.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de personnel exclusivement responsable de la maintenance et de la gestion du site. Le projet de loi prévoit d'engager du personnel à cet effet. L'université de Witwatersrand et le musée du Transvaal continueront de gérer les aspects scientifiques.

Le tourisme est un axe essentiel du développement du site. Quelque 75000 personnes visitent Sterkfontein chaque année, à cheval ou sur des chemins pédestres, pour ses mines d'or, les plus anciennes de la région, sa réserve d'animaux et son paysage unique.

L'accès au site, qui n'est pas facile l'heure actuelle, soulève des débats considérables. Il existe quelques routes principales et surtout des chemins de terre. L'amélioration du réseau routier est donc une nécessité pour développer le tourisme et pour faciliter la gestion du site.

L'économie locale est dominée par l'agriculture et les activités liées à la réserve animale, complétée par quelques industries légères et des activités commerciales. Toutes ces activités sont pratiquées à petite échelle et ne menacent pas l'intégrité du parc.

La principale menace qui pèse sur le site provient du développement urbain : Krugersdorp s'étend vers le nord et se rapproche à moins de 5km et Randburg s'étend vers le nord-ouest, à 15km des limites du site. Cette menace est prise très au sérieux par les autorités et des plans de zonage et de réglementation du développement urbain sont en préparation.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Il est impossible d'examiner ce groupe de sites d'hominidés fossiles en termes classiques de conservation, car leur importance est révélée par les fouilles. Or l'exécution des fouilles signifie que l'on retire le matériel du site au fur et à mesure des découvertes. C'est donc un bref historique de chaque fouille qui sera présenté ici.

A *Sterkfontein* les brèches porteuses de fossiles ont été découvertes à l'occasion de l'extraction de chaux dans les années 1890. Ce n'est qu'à la fin des années 1930 que les fouilles à la recherche de fossiles d'animaux et d'hominidés ont commencé sérieusement. Les

recherches s'interrompirent pendant la Seconde Guerre mondiale et reprurent en 1947-1949. Après une première campagne de courte durée en 1956-1958, P.V. Tobias entama en 1966 les recherches qu'il poursuit actuellement.

Il semble que le potentiel du site de *Swartkrans* ait été reconnu en 1936, mais les fouilles n'ont été entreprises qu'à partir de 1948 et jusqu'en 1953. Une seconde phase de fouilles s'est déroulée entre 1965 et 1992, sous la direction de C.K. Brain.

Des fragments ont été collectés dans les brèches de *Kromdaai* et envoyés à Londres pour examen, mais il a fallu plus de soixante ans avant que les os de ce site ne soient "redécouverts" par L.S.B. Leakey. Des fouilles ont cependant été conduites par intermittence entre 1938 et les années 1990.

Le premier fossile important a été découvert à *Coopers B* dans les déchets d'extraction de chaux à la fin des années 1930. Toutefois, malgré plusieurs campagnes de fouilles, le deuxième fossile d'hominidé n'a été identifié qu'en 1989. Des campagnes de fouilles sont prévues.

Le site important de *Drimolen*, particulièrement riche en fossiles d'hominidé, n'a été découvert qu'en 1992 par A.W. Keyser qui en dirige les fouilles depuis lors. Les premières découvertes à *Gladysvale* datent de la fin des années 1940. L'étude systématique est en cours depuis 1993, par une équipe d'universitaires de Suisse et d'Afrique du Sud.

Des fouilles sporadiques à *Bolt's Farm* depuis la Seconde Guerre mondiale ont produit une grande quantité de fossiles de mammifères mais aucun d'hominidé jusqu'à présent. Aucune campagne de fouilles systématiques n'a été organisée sur ce site. De même, *Haasgat* et *Plover's Lake*, qui ont été fouillés de manière intensive à la fin des années 1980 et au début des années 1990 n'ont jusqu'à présent révélé aucun fossile d'hominidé.

Gondolin a produit un grand nombre de fragments de fossiles de mammifères pendant des fouilles conduites en 1979, mais ce n'est que depuis 1997 que sont apparus à la lumière les fossiles d'australopithèques.

Authenticité

L'authenticité n'est pas non plus un concept applicable aux sites de fossiles de ce type. Il conviendrait de les évaluer en termes d'intégrité, comme c'est le cas des biens relevant des critères de nature. Les brèches d'où sont extraites ces quantités de fossiles sont intactes. Elles ne sont plus exploitées comme carrières et les troupeaux et les animaux qui y paissent n'ont aucun impact nocif sur les dépôts de fossiles. L'intégrité des sites proposés pour inscription peut donc être considérée comme totale. Le paysage dans sa globalité possède également un haut degré d'authenticité et/ou d'intégrité pour les mêmes raisons : il est certain que la nature nourrit les animaux domestiques de la même manière que les animaux sauvages des temps préhistoriques.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité les sites en janvier 1999.

Caractéristiques

Ce groupe de sites est l'un des plus importants du monde pour la compréhension de l'évolution de l'homme moderne (*Homo sapiens sapiens*) à partir de ses ancêtres. Ils ont produit une grande quantité de fossiles d'hominidés, le plus ancien daté de 3,5 millions d'années, ainsi que leurs outils et des fossiles de la faune contemporaine. Les recherches des soixante dernières années ont eu un rôle crucial dans la reconnaissance de l'Afrique comme berceau de l'humanité. Les éventualités de découvertes importantes supplémentaires sont très grandes.

Analyse comparative

L'étude comparative des *Sites potentiels de fossiles d'hominidés pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial* préparée par deux éminents paléontologues pour l'ICOMOS en 1997 établit six critères d'évaluation de ces sites : bonne chronologie ; nombre de fossiles ; datation des découvertes ; potentiel de découvertes ; groupes de sites étroitement liés ; découverte et preuve de l'évolution humaine. L'étude divise l'évolution humaine en quatre périodes, dont la première va de 5 millions à 1 millions d'années avant notre ère.

Les auteurs de l'étude considèrent que la Vallée de Sterkfontein remplit tous les critères et qu'à ce titre elle doit être inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La taille de la zone proposée pour inscription et de sa zone tampon complique la gestion du site. La complexité de la situation est due au grand nombre de parties prenantes – propriétaires fonciers, administrations locales, provinciales et nationales, institutions scientifiques, etc.

L'Etat partie a abordé les principaux problèmes auxquels le site aura à faire face dans l'avenir proche et lointain s'il est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. L'expansion des zones urbaines voisines est une menace majeure pour l'intégrité du site. Dès lors que la plupart des parcelles qui constituent la zone proposée pour inscription et la zone tampon sont des propriétés privées, il est essentiel que l'Etat garde un contrôle strict sur l'utilisation des sols, le zonage, les visiteurs et la gestion. La fragilité des sites qui renferment les fossiles d'hominidés exige le contrôle des accès afin d'éviter toute destruction de données scientifiques importantes que risquerait de causer une trop forte fréquentation des sites.

A cet égard, l'aspect actuel de plusieurs sites de fossiles est préoccupant. Bolt's Farm, Drimolen et Gladysvale sont dans un état lamentable. L'ICOMOS ne va pas jusqu'à recommander de combler ces sites, mais suggère que leur état soit amélioré afin d'éviter l'érosion des brèches.

Le bien proposé pour inscription se réfère spécifiquement aux sites d'hominidés fossiles. Toutefois, l'ICOMOS estime qu'il possède une autre caractéristique importante. Les fouilles archéologiques ont montré que cette zone a été occupée sans interruption par *Homo sapiens sapiens* jusque vers 20000 avant notre ère, c'est-à-dire du Paléolithique inférieur au Néolithique. Une grande partie du paysage actuel est semblable à ce qu'il était à l'époque et l'ICOMOS considère que cela devrait être mis en avant dans la présentation du site au public.

La mission de l'ICOMOS se préoccupe de la zone tampon proposée. Elle semble suffisamment importante par la superficie, mais il conviendrait peut-être de l'étendre en certains points vulnérables de manière à éviter les projets immobiliers trop imposants comme celui de Letarno, pour l'instant interdit, et celui du casino.

Tout ces commentaires aboutissent à une seule recommandation spécifique : qu'un plan de gestion et de conservation définitif et impératif soit produit pour le site entier le plus rapidement possible.

Brève description

Les nombreuses grottes de la vallée de Sterkfontein ont produit d'abondantes informations scientifiques sur l'évolution de l'homme moderne depuis 3,5 millions d'années, sur son mode de vie et sur les animaux avec lesquels il vivait et desquels il se nourrissait. Le paysage actuel conserve également de nombreuses caractéristiques qui étaient identiques du temps ce celles de l'homme préhistorique.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères iii et vi* :

La zone de Sterkfontein contient un groupe de grands sites, d'une importance exceptionnelle pour la science, qui sortent de l'ombre les ancêtres les plus anciens de l'humanité. Ces sites constituent une vaste réserve de données scientifiques au potentiel considérable.

ICOMOS, mars 1999

Robben Island (Afrique du Sud)

No 916

Identification

<i>Bien proposé</i>	Robben Island
<i>Lieu</i>	Province du Cap ouest
<i>Etat partie</i>	République d'Afrique du Sud
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Robben Island – de l'incarcération à la libération, de la souffrance du corps à la liberté de l'esprit.

Robben Island possède une histoire bien documentée qui selon les sources écrites remontent à 1488. Qu'elle ait été occupée par des hommes de l'Age de la pierre à cause de sa proximité des côtes du continent africain reste à confirmer par des fouilles archéologiques.

Sa longue histoire, marquée par le bannissement, l'emprisonnement et la souffrance humaine, est abondamment décrite et rapportée tant par des sources écrites et des documents iconographiques que par le témoignage direct des anciens prisonniers. On doit les constructions présentes sur l'île aux premiers colons néerlandais, les colons anglais ayant construit les églises, la léproserie, l'asile pour les malades mentaux ainsi que les installations militaires de la Seconde Guerre mondiale et enfin les bâtiments de la prison qui témoignent de la dernière occupation de l'île. Les structures et les bâtiments de l'île représentent une période d'occupation continue depuis la deuxième moitié du XVII^e siècle à nos jours. Elles témoignent d'une société qui a joué un rôle important dans le développement du sud de l'Afrique et de ses rapports avec les mondes "civilisés" d'Europe et d'Asie. Cette société a disparu depuis longtemps et les vestiges de Robben Island, typiques de leurs époques respectives, sont les seuls exemples encore existants. Les bâtiments les plus récents sont exceptionnels en ce qu'ils représentent une époque de l'histoire qui revêt une symbolique universelle alors même que ceux qui y résidaient – les anciens prisonniers politiques – sont encore vivants. La proximité de cette histoire fait de Robben Island et de sa prison un lieu exceptionnel dans l'actuel contexte international. **Critère iii**

Robben Island a une valeur universelle pour les raisons suivantes : « Robben Island est une part vitale du patrimoine collectif de l'Afrique du sud. Songez que le peuple d'Afrique du Sud dans son entier, associé à l'aide de la communauté internationale, a transformé

l'un des symboles les plus connus au monde de résistance à l'oppression en une image internationale de l'universalité des droits de l'homme, de l'espoir, de la paix et de la réconciliation ? » (le Président Nelson Mandela, Journée du Patrimoine, 24 septembre 1997, Robben Island).

Robben Island symbolise le triomphe de l'esprit humain sur ce qu'on peut imaginer de plus douloureux et de plus inhumain. L'île pénitentiaire est devenue le symbole de la résistance à l'oppression, le symbole de la renaissance de la démocratie en Afrique du Sud, un exemple unique dans ce monde où règne l'incertitude politique. **Critère vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé pour inscription est un *site*.

Histoire et description

Histoire

Robben Island, qu'on appelle souvent simplement l'île, a pu être occupée par des hommes avant l'arrivée des Européens, car c'est le sommet d'une montagne submergée reliée par une dorsale sous-marine à la baie de la Table.

La péninsule du Cap, avec Robben Island, se trouvait à mi-chemin sur la route maritime entre l'Europe et l'Orient. Les premiers européens à débarquer ici furent probablement les membres de l'équipage de Vasco de Gama, en 1498, à la recherche d'un abri et de ravitaillement. Au cours des deux siècles suivants, un nombre croissant de vaisseaux européens mouillèrent là car cette halte leur offrait à la fois de la nourriture, de l'eau potable et une protection contre les attaques des populations indigènes du Cap.

La Compagnie néerlandaise des Indes orientales fut la première à prendre conscience du potentiel du Cap de Bonne Espérance au milieu du XVII^e siècle, et en 1657 Jan van Riebeeck y fonda une colonie, constituée de membres de la Compagnie des Indes et de citoyens libres (free burghers). Ils furent rejoints en 1688 par des Huguenots français chassés par la révocation de l'Edit de Nantes signée par Louis XIV. Les colons réduisirent à l'esclavage les peuples indigènes et d'autres Africains venus d'autres parties d'Afrique ; la population des esclaves fut complétée par la déportation de musulmans de l'Inde Orientale et d'autres pays d'Orient.

Van Riebeeck donna rapidement à l'île sa destinée pénitentiaire. Ce sont d'abord les esclaves et les prisonniers de guerre qui y furent envoyés pour casser des pierres et brûler des coquillages pour produire la chaux qui servait à la construction de la ville du Cap. Ils furent bientôt rejoints par d'autres – marins et soldats de la Compagnie condamnés, indigènes Khoisan révoltés,

chefs politiques et religieux musulmans des Indes orientales.

Lorsque le Cap fut pris aux Néerlandais par les Britanniques en 1795 et à nouveau en 1806, l'île continua de recevoir des prisonniers militaires (des Blancs essentiellement), politiques et de droit commun (surtout des Noirs). La prison des femmes (un dixième de la population carcérale) fut transférée au Cap en 1835. La prison de l'île fut fermée en 1846 et une infirmerie générale installée à la place pour recevoir les malades chroniques, les malades mentaux, les lépreux et ainsi, alléger la pression sur les hôpitaux du continent. (L'île fut cependant utilisée occasionnellement par les Britanniques comme un lieu d'exil pour les prisonniers politiques importants). La gestion de l'infirmerie générale et les soins apportés aux patients (qui subirent la ségrégation raciale à partir de 1860) étaient médiocres. Avec l'installation sur le continent d'hôpitaux spécialisés pour les malades mentaux et les malades chroniques, et la prise en charge des patients appartenant aux classes moyennes, il ne resta plus sur l'île que les lépreux. Robben Island devint la principale léproserie du Cap, avec plus de mille pensionnaires. Cet établissement finit par fermer en 1931.

Le projet de transformation de l'île en un lieu de villégiature ne vit pas le jour et à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, elle fut déclarée « réserve militaire » en 1936. Elle devint un avant-poste de défense de la baie de la Table, équipée d'un port et d'une artillerie lourde. Après la guerre, elle continua d'être utilisée comme camp d'entraînement et, en 1951, elle fut réquisitionnée par les fusiliers marins puis par la Marine d'Afrique du Sud.

En 1959 l'île fut reprise par l'administration pénitentiaire pour servir de prison de haute sécurité pour les prisonniers politiques condamnés par le régime de l'Apartheid, ainsi que pour les condamnés de droit commun, tous des Noirs. Les premiers prisonniers de droit commun sont arrivés en 1961, suivis par les prisonniers politiques l'année d'après. Beaucoup y furent envoyés par la suite, surtout des dirigeants du Congrès national africain et du Congrès Pan Africain ; Le plus célèbre des prisonniers de Robben Island fut Nelson Mandela, incarcéré dans cette prison pendant près de vingt ans. Pendant les années 1960 et le début des années 1970, l'isolement de l'île et le régime notoirement cruel instauré par le personnel en fit la prison la plus redoutée d'Afrique du Sud. Le dernier prisonnier politique quitta l'île en 1991 et la prison ferma enfin en 1996. Depuis lors, elle a été transformée en musée.

Description

Robben Island est un rocher affleurant en haute mer, d'une superficie de 475ha, à 9,3km au nord du continent. De climat méditerranéen, ses côtes nord et ouest sont battues par les tempêtes d'hiver et exposées aux marées qui en font des lieux quasiment inhabitables. Rien de surprenant qu'un certain nombre de naufrages se soient produits sur cette côte inhospitalière.

Les constructions sont donc concentrées sur les côtes sud et est. Leur dispersion et leur manque d'homogénéité reflètent l'histoire à caractère épisodique de l'île. Le manque d'eau potable est un facteur déterminant. L'eau des puits est saumâtre et l'eau de pluie est collectée pour subvenir aux besoins.

Les premières manifestations de l'activité humaine sont les carrières d'ardoise aujourd'hui abandonnées (au sud de l'île) et de pierre calcaire (au centre), qui remontent au XVII^e siècle. La pierre calcaire est encore exploitée occasionnellement pour l'empierrement des routes de l'île. Il ne reste rien des bâtiments érigés vers 1600 à l'extrémité nord de l'île, que l'on ne connaît que par des dessins de l'époque.

En 1806-1808 un nouveau groupe de bâtiments a été construit par les Britanniques à l'extrémité sud de l'île pour servir de prison. C'est le noyau de la zone administrative existante que l'on nomme « le village » et qui abrite le musée avec ses bureaux, ses salles de réunion, ses équipements publics, ses boutiques, etc. Certains des bâtiments, comme le club (ancienne maison du médecin chef) de 1840 et l'ancien presbytère anglican (1846), conservent encore des aspects contemporains intéressants à l'intérieur et à l'extérieur. L'église anglicane, construite par les prisonniers en 1841, est un des premiers exemples de style gothique qui s'est développé au Cap avec ses façades en stuc et blanchie à la chaux. Elle a un intérieur simple avec un balcon en tek, bois également utilisé pour l'autel, le pupitre, les bancs et la charpente.

Le petit phare édifié au sommet de la colline de Minto dans la partie sud de l'île a été construit en 1864. C'est un édifice en maçonnerie de 18m de haut, de section ronde avec un bel escalier en fonte qui permet d'accéder aux étages et grimpe en colimaçon jusqu'à la lanterne.

Entre le village et le port, légèrement au nord, dans la baie de Murray, la petite église du Bon Pasteur (que l'on appelle généralement l'église des lépreux) a été construite par les lépreux eux-mêmes en 1895, selon les plans de l'excellent architecte Sir Herbert Baker. Il ne reste rien d'autre de la léproserie des hommes, démolie en 1931. L'église n'est actuellement pas utilisée, mais il est prévu d'effectuer des travaux de réparation d'urgence et de la consacrer à nouveau afin d'y célébrer la messe. Autour de l'église se trouvent des tombes de lépreux, aujourd'hui à moitié enfouies dans les herbes.

Le port actuel de la baie de Murray a été construit pendant la Seconde Guerre mondiale en même temps que les fortifications et les défenses militaires comprenant des batteries, des entrepôts souterrains, des postes d'observation, des baraquements et des batteries côtières. Les structures militaires à cet endroit comme ailleurs sur l'île sont en ruine, de même que la piste d'atterrissage au centre de l'île.

Au nord de la prison de haute sécurité se trouve le Kramat, un monument érigé en 1967 à la mémoire du saint homme musulman Hadjie Mattarm, relégué sur Robben Island en 1744 par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. Il mourut en 1755 et sa tombe devint un lieu de pèlerinage pour la communauté

musulmane du Cap. C'est un édifice simple en ardoise de l'île et surmonté d'un dôme.

La construction de la prison de haute sécurité utilisée par le régime de l'Apartheid a commencé vers 1960. Les bâtiments sont solides et fonctionnels, construits en pierre de l'île. Hors de l'enceinte principale se trouvent les bâtiments de service, de stockage et administratifs.

Gestion et protection

Statut juridique

L'île est un monument national au titre de la loi sur les monuments nationaux (No 28 de 1969). Toute intervention sur un monument national requiert l'autorisation du Conseil des monuments nationaux.

La loi sur les institutions culturelles (No 29 de 1969) définit les critères selon lesquels de telles institutions sont créées et gérées. Robben Island est déclarée institution culturelle.

Aux termes de la loi sur la conservation de l'environnement (No 73 de 1989), certains travaux d'infrastructure et les modifications de l'utilisation des sols de l'île requièrent une étude d'impact sur l'environnement.

Gestion

L'île entière et tous les biens qui s'y trouvent appartiennent à l'Etat, à l'exception de l'église du Bon Pasteur et du terrain qui l'entoure, qui appartiennent à l'église de la Province d'Afrique du Sud. L'Etat possède aussi la zone tampon de un mile nautique autour de l'île.

Le Conseil de Robben Island, créé dans le cadre de la Loi sur les institutions culturelles, est constitué de dix huit personnes nommées par le ministre des Arts, de la Culture, des Sciences et de la Technologie. Ses membres sont par moitié d'anciens prisonniers politiques et des spécialistes de diverses formations ayant trait à la mission du Conseil. Ce dernier est responsable de l'établissement de la politique générale et des questions financières.

La gestion du site et la conservation sont confiées au directeur du Musée de Robben Island. Le développement futur de l'île sera réalisé dans le cadre de la politique de développement définie par les recommandations du Cabinet du 4 septembre 1996. L'île sera "gérée comme un musée, son environnement totalement protégé, selon les règles de conservation internationales ... et l'ancienne prison politique sera transformée en Musée de la lutte pour la Liberté en Afrique du Sud". On a demandé au Conseil "d'entreprendre une politique systématique et largement participative, avec l'aide d'une agence composée d'un personnel compétent, afin de concevoir une politique globale de développement à long terme et d'utilisation de Robben Island".

L'île est gérée dans le cadre du Contrat de gestion de biens passé entre le musée, le Conseil des monuments nationaux et le ministère des Travaux publics. Il définit

des procédures d'entretien détaillées relatives au patrimoine dû à l'homme et à l'environnement naturel.

Une gestion environnementale globale est mise en place, qui prévoit une politique, un plan de gestion et des systèmes de gestion environnementaux, et ce avec l'aide financière du gouvernement de Norvège. Elle doit se dérouler selon une série de phases, la première en cours étant la conception d'une première ébauche de plan, la totalité du projet devant être terminée à la fin de l'an 2000.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation systématique de l'île en tant qu'élément du patrimoine culturel n'a commencé que ces dix dernières années. Avant cela, les structures étaient démantelées ou laissées à l'abandon à mesure que cessaient les utilisations successives de l'île. Celle-ci étant devenue un musée, sa conservation systématique sera mise en œuvre dans le cadre des contrats et plans mentionnés au chapitre précédent.

Authenticité

Du fait que l'histoire de l'île a suivi une trajectoire qui comporte plusieurs changements d'orientation qui n'ont pas entraîné d'efforts conscients de conservation, l'authenticité de l'île est entière.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Robben Island en février 1999.

Caractéristiques

La valeur symbolique de Robben Island réside dans sa sombre histoire de pénitencier et d'hôpital pour les malheureux privés de liberté parce que socialement indésirables. Cela a pris fin vers 1990, au moment où le régime inhumain de l'Apartheid a été rejeté par le peuple d'Afrique du Sud. Les prisonniers politiques qui avaient été incarcérés sur l'île ont enfin été libérés après de nombreuses années d'emprisonnement.

Analyse comparative

Il est difficile de trouver un exemple parallèle semblable à Robben Island parmi les îles pénitentiaires datant de la période de colonisation européenne. L'île de Norfolk au large de la côte australienne était utilisée pour des condamnés déportés de Grande Bretagne au XIX^e siècle, et l'île du Diable, au large de la côte de la Guyane française, eut les mêmes fonctions, tandis que l'île d'Alcatraz dans la baie de San Francisco est l'archétype de l'île prison, mais aucune n'a rempli le rôle de prison politique qu'a eu Robben Island sous la loi coloniale néerlandaise puis britannique, et en particulier à la fin du XX^e siècle (la déportation

d'Alfred Dreyfus à l'île du Diable fut un acte politique isolé). L'histoire de l'île de Sainte Hélène qui commença d'abord par être une halte pour les navires faisant route entre l'Europe et l'Orient, est semblable à celle de Robben Island, mais elle ne fut utilisée qu'une seule fois pour héberger un prisonnier politique, fut-il l'un des plus illustres prisonniers.

Observations de l'ICOMOS

La mission de l'ICOMOS transmet ses observations sur l'état de conservation de certaines structures qui n'ont été que brièvement mentionnées dans le dossier de proposition d'inscription.

L'ancienne prison, qui est l'un des bâtiments les plus significatifs de l'histoire récente de l'île, que les prisonniers appelaient le « trou de l'enfer », est à peine mentionnée dans le dossier. Il apparaît qu'elle a été totalement abandonnée et qu'elle est dans un état de délabrement avancé.

Dans la nouvelle prison, les bâtiments A et C sont tous les deux en très mauvais état. Les murs sont lézardés, les plafonds crevés et les parties métalliques corrodées. Ceci est en conformité avec la politique de « maintien des lieux en l'état, c'est à dire tels qu'ils ont été trouvés au moment de leur transfert du Service de l'application des peines au tout nouveau musée de Robben Island. ». "L'effet (voulu) d'abandon et de désespoir » est indéniablement réussi, mais sans une intervention minimum de conservation, le processus de délabrement ne peut que se poursuivre, ce qui fait que les structures dans leur ensemble risquent de s'effondrer.

Quant au bâtiment B, où les prisonniers politiques de premier plan étaient enfermés, il est stipulé qu'il "doit être présenté tel qu'il était au moment où il a été le plus utilisé pour les prisonniers politiques les plus connus d'Afrique du Sud". On peut arguer du fait que ce n'est pas le cas, étant donné qu'après le départ des prisonniers quelques modifications ont été apportées, par exemple les murs qui étaient à l'origine « gris prison » ont été repeints en couleur. De plus, ce bâtiment était à l'origine en U, mais certaines parties des murs ayant été cloisonnées, l'aspect extérieur s'en est trouvé modifié.

L'ICOMOS s'inquiète du critère proposé pour l'inscription. Il n'y a aucune réserve quant à l'application du critère vi : la signification symbolique de Robben Island est comparable à celle du camp de concentration de Auschwitz (Pologne) ou l'île de Gorée (Sénégal), tous deux inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial au titre de ce seul critère. Toutefois, depuis la 20^e session du Comité du Patrimoine mondial à Mérida au Mexique en décembre 1996, "le critère vi ne devrait justifier une inscription sur la Liste que dans des circonstances exceptionnelles, et lorsqu'il est appliqué concurremment avec d'autres critères culturels ou naturels" (*Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, paragraphe 24.a).

Dans sa justification, l'Etat Partie propose aussi l'inscription au titre du critère iii, en déclarant que "les

structures de Robben Island ... représentent une période d'occupation humaine ininterrompue depuis la deuxième moitié du XVII^e siècle jusqu'à aujourd'hui." Bien que l'ICOMOS ne conteste pas cette déclaration, il ne pense pas que les biens en question soient entièrement conformes au critère de base de la Convention, à savoir la "valeur universelle exceptionnelle".

Dans le but d'assurer l'inscription de Robben Island sur la Liste du Patrimoine mondial, l'ICOMOS accepterait difficilement de formuler par complaisance une citation symbolique au titre du critère iii, dont le texte se trouve ci-après. Néanmoins, il estime que c'est un cas auquel il faut accorder une attention particulière dans le cadre de l'étude actuelle portant sur la définition et l'application des critères i et vi.

Breve description

Robben Island a été utilisée à différentes époques entre le XVII^e et le XX^e siècle comme prison, hôpital pour les malades socialement indésirables et base militaire. Ses bâtiments, et en particulier ceux du XX^e siècle, la prison à haute sécurité pour les prisonniers politiques, témoignent du triomphe de la démocratie et de la liberté sur l'oppression et le racisme.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base du *critère vi* :

Critère vi Robben Island et sa prison symbolisent le triomphe de l'esprit humain, de la liberté et de la démocratie sur l'oppression.

ICOMOS, mars 1999

Magdebourg (Allemagne)

No 536

Identification

<i>Bien proposé</i>	Cathédrale Saint-Maurice et Sainte-Catherine à Magdebourg
<i>Lieu</i>	Land du Saxe-Anhalt
<i>État Partie</i>	République fédérale d'Allemagne
<i>Date</i>	25 juin 1998

Justification émanant de l'État Partie

La cathédrale de Magdebourg est une œuvre architecturale et sculpturale unique, de par sa place prépondérante dans l'histoire de l'art, de la construction et de l'architecture. Des architectes brillants ont réussi à faire fusionner des idées et des inspirations diverses (de la Bourgogne et du nord de la France, par exemple) avec des traditions locales, créant ainsi la première cathédrale sur le sol allemand à la conception homogène : la première cathédrale gothique allemande parfaitement autonome par rapport au gothique français.

Critère i

La cathédrale de Magdebourg a eu une influence exceptionnelle sur le développement de l'architecture, la sculpture monumentale et la sculpture architecturale, et son impact a largement dépassé les frontières de l'Allemagne centrale.

Critère ii

La cathédrale de Magdebourg est un témoignage graphique d'idées et d'événements à l'envergure mondiale, comme en atteste le rôle exceptionnel de la cathédrale et sa position dans l'histoire européenne médiévale en tant qu'église palatiale impériale, cathédrale et tombe de l'empereur Otton Ier. En ce sens, elle est symbolique de la *renovatio* de l'*Imperium Romanum* sous les empereurs saxons des X^e et XI^e siècles.

En outre, le rôle de la cathédrale dans l'histoire de l'Église, en tant que tremplin de la conversion des Slaves au christianisme, église mère de l'archidiocèse de Magdebourg établi en 968 et base de saint Norbert, fondateur de l'ordre des Prémontrés, ne doit pas être sous-estimé.

Pour ces raisons, la cathédrale de Magdebourg est un exemple remarquable de la culture médiévale. Elle reflète les politiques de l'État et les aspirations impériales au pouvoir, ainsi que la théologie et l'histoire des idées, qui doivent également être considérées comme la source de la qualité exceptionnelle de l'architecture. En sa qualité de dernier séjour de l'empereur et d'église épiscopale, l'édifice est un témoignage de l'âge ottonien, mais

aussi des prémisses du gothique allemand. Il a exercé pendant plusieurs siècles une influence politique, culturelle et artistique prouvée sur une vaste région.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *monument*.

Histoire et Description

Histoire

Il est nécessaire de souligner l'importance du symbole ottonien. Une visite sur place permet de mieux appréhender le rapport étroit qui s'est établi entre l'œuvre du fondateur du Saint Empire romain germanique et le site de Magdebourg. L'excroissance rocheuse sur laquelle a été bâtie la cathédrale était dans les temps anciens, un véritable cap face au cours incertain du fleuve Elbe qui divaguait autour d'un chapelet d'îles marécageuses. Fleuve frontière avec les peuples slaves dont les territoires s'étendaient vers l'Est, était ainsi solidement établi dans la réalité géographique et dans la pensée du fondateur un fort point d'appui du Saint Empire face à des peuples à évangéliser. La création de l'évêché de Magdebourg en 968 confirme cette intention.

Otton Ier à l'image de Charlemagne a voulu établir entre Rome et sa capitale le rapport qui avait existé entre Rome et Aix-la-Chapelle. Des fouilles réalisées au nord sur la place de la cathédrale ont révélé les fondations du palais impérial. La profusion d'éléments antiques ramenés d'Italie dont on sait qu'ils figuraient dans la première cathédrale et qui sont encore nombreux aujourd'hui, participaient à établir l'autorité temporelle et spirituelle du chef de la chrétienté occidentale. Chrétienté qui par victoires militaires et conversions étendit l'influence du christianisme jusqu'en Pologne.

La cathédrale ottonienne où l'empereur fut enseveli en 973 avait succédé à la première abbaye Saint-Maurice. Cette cathédrale brûla en 1207. L'édifice actuel fut commencé en 1209 : le sarcophage d'Otton occupe le centre du chœur, persistance matérielle et spirituelle de la fondation du Saint Empire.

Description

- Les abords

Bien qu'une partie des abords de la cathédrale ait moins souffert que le reste de la ville lors des bombardements de 1945, les vastes espaces qui l'entourent font apparaître l'édifice dans un isolement qui accentue ses dimensions. L'examen des plans anciens montre que ces vastes dégagements sont dus moins aux effets de la guerre qu'à l'histoire : l'organisation de la ville au XVII^e et XVIII^e siècle, voire au XIX^e siècle a conduit à isoler la cathédrale et

son cloître dans un accompagnement d'immeubles baroques, de places et de jardins.

- L'aspect extérieur

D'apparence parfaitement symétrique, la nef rythmée de puissants contreforts, l'absence d'arcs-boutants, les tours occidentales pratiquement aveugles, l'emploi d'un grès fin dont la taille rectiligne accentue la verticalité des lignes, la teinte sombre des parements en contraste avec les façades claires des immeubles voisins, tout contribue à conférer à cette cathédrale une austérité particulièrement sensible à l'ouest et au nord, atténuée au sud par la présence du cloître et à l'est par le développement des chapelles du chœur.

Il faut préciser que la saison hivernale élimine l'environnement végétal très présent au sud-est et sur la place du Dôme au nord qui est plantée d'arbres d'alignement.

- Aspect intérieur et contraste

L'accès usuel se fait par l'avant-dernière demi-travée ouest de la façade nord. L'ambiance intérieure contraste fortement par sa clarté et l'ampleur de ses volumes avec la densité du rythme extérieur en particulier pour la nef.

La grande largeur des collatéraux par rapport à la nef centrale augmente le volume d'ensemble. Les murs et arcs sont recouverts d'un léger badigeon de chaux claire qui permet une bonne lecture des volumes, éclairés par des vitraux en verre blanc transparent.

La simplicité architecturale de la nef, met en évidence la conception beaucoup plus élaborée du chœur qui apparaît dès l'entrée dans une tonalité plus sombre, au-delà de la clôture du jubé.

- Le chœur

Le chœur est en plan de conception gothique, il est composé de deux travées droites et d'un rond-point de cinq travées. Cinq chapelles rayonnantes ouvrent sur le déambulatoire. Le déambulatoire comporte un double niveau, le niveau supérieur est une galerie qu'empruntait l'évêque et qui était autrefois directement reliée au palais épiscopal. Un troisième niveau correspond aux fenêtres hautes. Ce déambulatoire supérieur affecté à l'évêque n'existe que dans le chœur, il est à l'image de la tribune des premières cathédrales gothiques d'Occident mais traité dans un esprit fort différent. Les piles quadrangulaires qui sur les deux niveaux constituent la structure porteuse sont allégées face à l'autel par une superposition d'éléments disposés en montre, composition réalisée, à l'évidence, pour sublimer les plus précieuses colonnes ramenées d'Italie par Otton Ier et qui préexistaient dans l'ancienne cathédrale : depuis le sol, un faisceau de colonnettes adossées aux piles du niveau bas supporte un ensemble de colonnes antiques en marbre polychrome dont le chapiteau forme le socle d'une série de statues monumentales qui marquent le niveau du déambulatoire de l'évêque. Le dais de ces statues forme à son tour le socle de fines colonnes baguées qui monte jusqu'à porter les nervures des voûtes hautes.

- Le transept et la nef

Le transept et la nef ont une élévation sous voûte supérieure à celle du chœur.

Le transept à peine saillant est composé en plan de trois carrés correspondant à la croisée et aux bras nord et sud. Le bras nord est couvert d'une voûte à 6 compartiments, le bras sud de deux voûtes barlongues, la croisée d'une voûte à quatre compartiments. Les pignons nord et sud sont ouverts d'une grande fenêtre, sous ces fenêtres s'ouvre au sud l'accès au cloître centré sur le lavabo et au nord l'accès au portail du Paradis.

Le transept est cantonné au nord et au sud et du côté est par deux massifs, sortes de tours en liaison avec la galerie de l'évêque.

La nef est à deux niveaux, elle comporte cinq travées au niveau bas et dix demi-travées recevant chacune une fenêtre au niveau supérieur. Cette structure se traduit par une alternance dans les organes de support et de butée qui fait penser qu'à l'origine il était prévu des voûtes sexpartites. Or chaque demi-travée est couverte par une voûte barlongue.

- Les tours, les flèches, le massif occidental

Vers l'ouest la nef est limitée par le massif des deux tours occidentales. Ces deux tours presque aveugles en partie basse, sont simplement animées de contreforts à peine saillants dans leur premier registre, ornées de réseaux aveugles dans leur second registre qui poursuivent sur les façades nord-sud et ouest (et au même niveau) le rythme et le dessin des fenêtres hautes de la nef, les deux registres suivants sont de simples murs percés de baies jusqu'à une balustrade qui marque le niveau d'où s'élève le tambour des flèches en passant du plan carré au plan octogonal.

- Le cloître

Le cloître occupe le côté sud, on y accède depuis le bras sud du transept face à l'espace du lavabo couvert d'une voûte à nervures concentriques. Les galeries sont voûtées d'arêtes. Le plan trapézoïdal porte le souvenir de l'ancienne cathédrale : la galerie sud du cloître a en effet échappé à l'incendie de 1207 d'où son implantation biaisée qui correspond à l'orientation de l'ancienne cathédrale légèrement désaxée par rapport à la cathédrale actuelle. Ce désaxement a été attesté par les fouilles archéologiques et par la position de l'ancien chœur dont une partie sud-est existe encore dans une crypte archéologique hors œuvre à laquelle on accède depuis le cloître. Cette crypte montre la base des murs de l'ancienne cathédrale et un vestige de sol ancien. L'élément le plus remarquable du cloître se trouve sur le haut du mur extérieur de la galerie est. Il est constitué d'une série de dessins exécutés dans la première moitié du XIIIe siècle par gravure au stylet dans l'enduit frais. La partie encore existante la plus importante représente l'empereur Otton Ier et la reine Edith, d'autres vestiges apparaissent ponctuellement. La rareté d'un tel vestige parvenu jusqu'à ce siècle sur un support aussi fragile et éphémère qu'un enduit extérieur en fait toute la valeur, en outre la qualité du

dessin s'apparente aux œuvres picturales ou d'orfèvrerie les plus remarquables de cette époque.

A l'arrière de cette galerie est du cloître, se trouve une vaste salle aussi longue que la galerie elle-même couverte d'une voûte sur croisée d'ogive reposant en son centre sur neuf piliers constitués de colonnes de marbre antique polychrome dont les bases sont des chapiteaux en marbre renversés également d'origine italienne.

Sur cette salle s'ouvre au nord-est la petite chapelle Sainte-Marie couverte de voûtes à lierres dont les nervures retombent également sur des colonnes antiques engagées dans les murs.

Gestion et Protection

Statut juridique

La cathédrale fait l'objet d'une protection juridique par son inscription sur la Liste officielle des monuments du *Land* (État) de Sachsen-Anhalt.

Gestion

L'ensemble des instances qui sont chargées de la gestion et de l'administration de la cathédrale, dépendent du *Land* de Saxe-Anhalt. Le *Land*, à l'origine propriétaire de l'édifice, a créé "la Fondation pour la sauvegarde et l'utilisation des cathédrales, églises et monastères dans l'état de Saxe-Anhalt" plus couramment appelée à Magdebourg "Fondation de la cathédrale".

La propriété de l'édifice a été déléguée à cette fondation. La Fondation prépare les programmes d'entretien et de restauration. La paroisse assure les responsabilités de l'affectataire pour les questions religieuses (la cathédrale est affectée au culte réformé). Ces deux instances sont co-responsables des activités culturelles qui par ailleurs se déroulent dans la cathédrale.

Il faut retenir que les programmes de travaux sont décidés collégialement par les gestionnaires et les techniciens, que le budget d'entretien de la cathédrale est de l'ordre d'environ 1 million de \$US par an.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

La cathédrale a été restaurée de 1826 à 1834. Cette intervention réalisée selon des principes très stricts entre dans le cadre des grandes campagnes qui ont partout en Europe au XIXe siècle concerné les monuments du Moyen Âge. Selon une pratique courante à l'époque, l'intérieur a été débarrassé d'un décor baroque qui dissimulait la structure. Il n'existe jusqu'à aujourd'hui aucun document représentant ce décor (probablement en gypserie) avant son démontage. On peut juste constater quelques reprises ponctuelles de pierre dans les piles de la nef aux emplacements de ce qui a pu être d'anciens scellements.

Une seconde campagne de restauration se déroula de 1927 à 1930. L'iconographie ancienne montre que la cathédrale n'a connu aucune transformation d'importance. Une grande attention est apportée à conserver le maximum de pierres d'origine. L'architecte de la cathédrale a entrepris lui-même l'inventaire des signes de compagnons que l'on retrouve en tout point de l'édifice et qui authentifient tous les parements.

Authenticité

La cathédrale de Magdebourg présente un très haut degré d'authenticité et le traitement et les soins dont elle est l'objet tendent à pérenniser cette valeur de témoignage historique.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Magdebourg en février 1999.

Caractéristiques

La cathédrale de Magdebourg est un édifice gothique de grande dimension fortement marqué par les persistances romanes.

Analyse comparative

L'influence de Magdebourg est réputée s'être étendue à d'autres édifices élevant ainsi cette cathédrale au rang de modèle pour certains caractères déterminant de l'art romano-gothique.

Il est difficile d'analyser tous les édifices relevant de cette tendance.

- L'église de *Naumburg* est à double abside sans déambulatoire. Tout comme à Magdebourg le transept est cantonné à l'est de deux massifs mais surmontés de tours. Les deux chœurs sont gothiques, le chœur ouest comporte une disposition intérieure en superposition comparable en plus modeste au chœur de Magdebourg. L'organisation de la nef procède du même principe mais les voûtes avec leurs nervures intégrées sont plus proches de voûtes d'arête.
- L'église d'*Halberstadt*, édifice résolument gothique, comporte une organisation intérieure du chœur comparable, également en plus modeste, à celle de Magdebourg. A remarquer également les flèches de l'église de *Meissen* qui reproduisent en plus petite dimension mais assez fidèlement les flèches occidentales de Magdebourg.
- La cathédrale de *Mayence* présente extérieurement une disposition de bas-côtés très comparable à Magdebourg.

Tous ces édifices ont été édifiés postérieurement à Magdebourg.

Commentaires de l'ICOMOS

Il est vain de chercher dans un édifice comme Magdebourg l'imitation complète d'un modèle occidental. Tout au plus peut-on y voir l'interprétation d'une lointaine influence qui n'autorise pas à le sous-estimer. La cathédrale de Magdebourg est un édifice puissant et original dont les constructeurs ont soumis à leur culture les idées qui dans ces temps-là cheminaient à travers l'Europe.

Une autre évidence s'impose, la mémoire du créateur du Saint Empire : l'existence des précieux éléments d'architecture sauvés de l'incendie de 1207 et rattachés directement au souvenir de son règne ont conduit à rechercher des solutions architecturales qui intègrent ces éléments. L'enceinte sacrée que constitue le chœur autour du sarcophage n'est certainement pas née du hasard, ces savants assemblages intégrant les colonnes antiques, paraissent avoir eu pour cette partie de l'édifice autant d'importance sinon plus que les questions de construction.

Néanmoins, s'il apprécie le rôle de la cathédrale de Magdebourg dans le développement de l'architecture gothique et son extension en Europe centrale, ainsi que son importance historique dans le contexte de la fondation du Saint Empire romain, l'ICOMOS considère que ce bien ne possède pas le degré de valeur universelle exceptionnelle justifiant son inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la liste du Patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Museumsinsel (Allemagne)

No 896

Identification

Bien proposé Museumsinsel (île des Musées)

Lieu Land de Berlin

État partie République fédérale d'Allemagne

Date 25 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

La Museumsinsel de Berlin est un complexe d'édifices composé de musées individuels d'une importance historique et artistique remarquable, situé au cœur de la cité, et, en tant que tel, il satisfait les critères de la Convention du patrimoine mondial pour les biens culturels.

Les édifices individuels érigés au cours du XIX^e siècle par les architectes allemands les plus renommés forment un complexe unique dont la seule raison d'être est muséologique ; ce complexe, en forme de couronne, constitue l'un des fleurons du tissu urbain.

La Museumsinsel est une archive visible de l'évolution des valeurs humaines mentionnées dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* car elle représente un témoignage architectural remarquable du nouveau concept de musée d'art qui vit le jour en Europe après la Révolution française et s'adressait notamment à la classe moyenne. La Museumsinsel illustre en outre – comme le montre l'ordre chronologique de ses musées individuels – l'évolution qu'a connu le musée d'art du début du XIX^e siècle au XX^e siècle : d'abord lieu central des aspirations à l'éducation de la classe moyenne, puis lieu d'identité nationale, et enfin allié du pouvoir impérial.

Critère ii

Dans le même temps, la Museumsinsel est un exemple architectural remarquable d'un type de construction qui atteste une étape importante dans le développement de l'histoire de l'humanité. Les différentes conceptions des bâtiments individuels de la Museumsinsel illustrent dans un espace confiné le développement typologique du musée d'art européen, depuis le temple de l'éducation de la classe moyenne (Altes Museum, Nationalgalerie) au bâtiment d'exposition à la conception sobre qui tire tout son orgueil des œuvres exposées (intérieur du Pergamonmuseum). En outre, les musées individuels s'harmonisent si bien les uns avec les autres en termes de conception que la Museumsinsel présente le musée d'art comme un type d'édifice, selon

une approche architecturale et urbaniste unique.

Critère iv

La Museumsinsel, avec sa collection d'œuvres d'art de renommée mondiale et ses magnifiques édifices, est un lieu d'une signification artistique exceptionnelle.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Le développement de la partie de la Spreeinsel aujourd'hui connue sous le nom de Museumsinsel a commencé avec le jardin d'agrément (*Lustgarten*) pour le *Stadtschloß* (palais) au XVI^e siècle. Toutefois, elle n'a pris son importance actuelle qu'avec la construction de l'Altes Museum d'après les dessins de Karl Friedrich Schinkel en 1824-1828.

Un plan de développement de la partie de l'île située derrière ce musée, jusque là utilisée à des fins commerciales, comme un « sanctuaire des arts et des sciences », fut élaboré en 1841 par l'architecte de la cour, Friedrich August Stüler, sur les ordres de Frédéric-Guillaume IV. Le premier élément de ce plan à être construit fut le Neues Museum (1843-1847). L'étape suivante n'eut pas lieu avant 1866, quand la Nationalgalerie, œuvre de Johann Heinrich Strack, fut construite.

Vingt ans encore passèrent avant que le Kaiser-Friedrich Museum (aujourd'hui Bodemuseum) ne soit construit en 1897-1904 selon les plans d'Ernst von Ihne, et le plan de Stüler fut achevé en 1909-1930 avec la construction du Pergamonmuseum d'Alfred Messel.

Description

Le complexe de la Museumsinsel se compose de cinq musées.

- Altes Museum (Ancien Musée)

Il s'agit d'une structure sur deux niveaux, de plan rectangulaire et à la base haute, dont les salles d'exposition s'organisent autour de deux cours intérieures et d'une rotonde sur deux niveaux dotée d'un lanterneau. Les élévations sur le côté et l'arrière sont relativement neutres, mais celle qui fait face au site de l'ancien *Schloß* est un haut portique soutenu par dix-huit colonnes ioniques de grès et deux pilastres d'angle. L'accès se fait au moyen d'un escalier d'une largeur de sept travées, doté de larges limons.

- Neues Museum (Nouveau Musée)

La disposition du Neues Museum est comparable à celle de l'Altes Museum, mais la rotonde de ce dernier est remplacée par un escalier principal monumental. À l'encontre de l'Altes Museum, auquel un passage le reliait à l'origine, c'est une structure relativement sobre, plus dans le style de l'école Schinkel. Son articulation provient d'un haut parapet, avec des sculptures d'angle, de fenêtres dont les meneaux sont décorés de figures d'enfants, de corniches et de pilastres d'angle. Une grande partie des sculptures décoratives a été détruite par les bombardements de la guerre, mais certains éléments ont été restaurés et remplacés.

L'intérieur richement décoré contraste avec la sobriété de l'extérieur. Une grande partie de l'ornementation originale a été détruite, mais la décoration de la seconde cour intérieure (« la cour grecque »), notamment la frise monumentale illustrant la destruction de Pompéi, est quasiment intacte.

On note une caractéristique structurelle novatrice et intéressante. Les voûtes basses traditionnelles des plafonds, avec des poutres de bois et de la maçonnerie, sont remplacées au troisième étage par une structure dotée d'arcs de fonte et de paires de membrures de fer forgé. Cette construction légère était rendue nécessaire par des fondations médiocres.

- Nationalgalerie (Galerie nationale)

Une base haute en pierres de taille, en forme de bloc et dotée de fenêtres rectangulaires, est surmontée d'un temple corinthien pseudo-diptère de type *in antis*, à portique ouvert. On remarque également de hautes fenêtres rectangulaires dans le mur extérieur, derrière les colonnes. L'arrière est en forme de conque semi-circulaire. Un escalier ouvert à deux rampes, avec cinq volées de marches, mène au portique à frontons et à ses colonnes corinthiennes. L'édifice est revêtu de grès Nebra.

Cet immeuble à quatre niveaux présente un plan rectangulaire et des caractéristiques sur la façade arrière évoquant une abside. Une cave et un étage d'exposition se trouvent au sous-sol, et deux salles d'exposition dans la superstructure. La décoration luxuriante reprend une imagerie symbolique, sous forme de sculptures, de reliefs et de peintures. L'étage d'exposition supérieur était à l'origine disposé comme une salle de banquet, mais il accueille maintenant des expositions.

- Jardins

La Nationalgalerie donne sur les jardins qui occupent l'espace circonscrit par le Neues Museum, la Bodestraße et la rive de la Sprée. Leur conception formelle et simple, remplace la disposition élaborée d'origine avec des colonnades et des pavillons.

- Bodemuseum (Musée Bode)

Cette structure néo-baroque occupe une position dominante à la pointe nord-ouest de l'île. Revêtu de grès, dotée d'une base de pierre peu élevée, elle se dresse sur deux niveaux, liés par des pilastres

corinthiens et couronnés d'une balustrade. Les élévations longitudinales présentent deux projections latérales à frontons, avec des doubles colonnes adossées corinthiennes. La façade arrondie de l'entrée est décorée des mêmes colonnes et d'arcs ouverts en plein cintre.

L'entrée, avec son impressionnant escalier, se trouve sous le plus petit des deux dômes. Elle donne sur deux ailes latérales et une section centrale, reliées par des sections transversales, formant ainsi cinq cours intérieures. La salle principale du musée, dite Basilique, prend modèle sur l'église à dôme de San Salvatore al Monte, à Florence, et est embellie d'œuvres d'art qui lui donnent l'apparence d'un intérieur d'église de la Renaissance.

- Le Pergamonmuseum (Musée de Pergame)

Ce musée à trois ailes a été construit pour présenter les collections d'antiquités qui s'étaient considérablement accrues après les fouilles allemandes à Pergame et dans d'autres sites grecs d'Asie mineure, ainsi que les antiquités mésopotamiennes abritées précédemment par le Vorderasiatisches Museum (Musée du Proche-Orient).

De style sobre, il se conforme à la tradition de Schinkel, mais dans une optique moderne et suggérant également l'architecture classique. Il s'élève directement depuis la Sprée, comme le Bodemuseum, avec lequel il s'harmonise en termes d'échelle et de proportions. Le corps central et les ailes latérales, sans fenêtre, sont structurés par de gigantesques pilastres plats et des frontons abrupts ; on note en outre des traits archaïques tels que les demi-colonnes doriques et la superstructure centrale à degrés. Certains changements des éléments extérieurs ont été imposés à l'architecte, Alfred Messel, mais la modernité globale de sa conception a dépassé l'augmentation de la hauteur des avant-toits, l'aplatissement des frontons et l'ajout d'une frise à métopes et à triglyphes.

- Ponts

La zone proposée pour inscription inclut également le pont Montbijou, en face du Bodemuseum, une structure à deux arches de style baroque, et le pont de Fer à l'extrémité de la Bodestraße.

Gestion et protection

Statut juridique

La zone proposée pour inscription a été l'objet de protection dès le début du siècle (législations de 1907, 1909 et 1923). En 1997 la Museumsinsel a été inscrite à la « Liste centrale des monuments de la RDA » comme un ensemble remarquable de monuments d'importance nationale et internationale. La Loi de protection des monuments et des sites à Berlin, adoptée en 1995 prévoit trois degrés de protection juridique de la Museumsinsel : une protection en tant que Monument historique classé-ensemble englobant tout son territoire avec les bâtiments, les espaces libres entre ces derniers et les ponts attenants ; une protection en tant que

monuments individuels classés : monuments architecturaux (les bâtiments, le viaduc, le Pont de Fer et le Pont de Monbijou et les jardins comme monuments paysagers) ; une protection en tant qu'abords autour de chacun de ces monuments.

Le territoire contigu du côté ouest, nord et partiellement est de la Museumsinsel se trouve aussi sous protection juridique en tant que Monument historique classé - ensemble. Une partie de ce territoire protégé est incluse dans le dossier d'inscription comme zone tampon autour de la Museumsinsel.

Les plans d'urbanisme en vigueur - Plan d'occupation des sols (FNP) et Plan d'aménagement- contiennent des dispositions pour la sauvegarde du tissu urbain des ensembles protégés de l'arrondissement Mitte. Des instruments juridiques en vigueur permettent aux autorités compétentes du *Land* d'intervenir lors de toute procédure en rapport avec les plans d'urbanisme et d'agir par le moyen des permis de construire.

(A propos de la zone tampon voir les « Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures »).

Gestion

La gestion d'ensemble de la Museumsinsel, de ses bâtiments et ses collections est exercée par la Fondation Patrimoine culturel de Prusse (*Stiftung Preussischer Kulturbesitz* - SPK) qui assure la maintenance des valeurs et coopère avec d'autres partenaires en leur confiant des activités spécialisées de préservation. En tant qu'organismes étatiques responsables, le Gouvernement fédéral et tous les *Länder*, participent aux travaux de la SPK, ce qui est pour la Fondation une source de grandes possibilités financières, de force et de souplesse dans la gestion.

Au niveau fédéral, c'est le ministère fédéral de la Politique régionale, du Bâtiment et de l'Urbanisme qui exerce le contrôle professionnel sur les travaux de construction, tandis que l'Office fédéral des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire (*Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung* - BBR) prend soin de la planification, des interventions de conservation, des travaux de construction, des expertises, des conceptions, des propositions techniques, etc. que la Fondation (SPK) doit lui confier. Au niveau du *Land* de Berlin, c'est le Département de l'urbanisme, de l'environnement et de la technologie auprès du Sénat du Land qui supervise la planification et les travaux dans la Museumsinsel, tandis que l'Office des monuments du Land de Berlin (*Landesdenkmalamt Berlin* - LDA) définit toute les mesures de protection et de préservation. Enfin, au niveau de l'arrondissement Mitte, les autorités locales de la conservation sont compétentes pour tout ce qui concerne les zones protégées en dehors de la Museumsinsel.

Grâce à l'interaction constante entre les principaux partenaires SPK – BBR- LDA et également avec la

participation des autres acteurs, l'efficacité de la gestion du bien est garantie.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Pendant la Deuxième guerre mondiale les bâtiments de la Museumsinsel, et surtout l'Ancien musée, le Nouveau musée et la Galerie nationale subirent des dommages, parfois même une destruction partielle. Après la guerre toute une série de travaux de conservation ont été réalisés (dans les années 1950, 1960, 1980 et 1990) visant à éliminer les conséquences de ces dégâts. La typologie des interventions effectuées jusqu'à présent comprend la conservation, la restauration, la reconstruction (qui rétablit des parties et des éléments de bâtiment détruits à l'aide de matériaux anciens ou nouveaux avec réintégration d'éléments préservés, d'après une documentation précise), la consolidation d'éléments de la construction, la maintenance, la réparation de substance détériorée et, dans des cas limités, l'inclusion d'éléments nouveaux (par exemple les vitres entre la colonnade de l'Ancien musée, dont l'élimination est prévue).

Certains travaux de conservation réalisés tôt après la guerre et accusant de mauvais matériaux ou une exécution de qualité insuffisante ont dépassé les limites de leur durée de vie et sont maintenant l'objet de révisions et d'actions correctives.

Actuellement toute une stratégie de conservation intégrale et de grande envergure est en voie de réalisation, avec des garanties en matière de financement, de savoir professionnel et de qualité de la gestion. Cette stratégie est conçue à partir d'expertises détaillées pour chaque chantier Elle fournit le cadre des conceptions, propositions et plans, aux différents niveaux pour la préservation et la mise en valeur futures aussi bien de l'ensemble tout entier, que de chacun de ses éléments, selon l'ordre de priorité des valeurs, les critères d'authenticité, les impératifs en matière d'expositions de musée, etc.

Authenticité

En dépit des dommages causés par la guerre et de la longue série d'interventions de conservation qui ont suivi, la Museumsinsel a conservé un degré d'authenticité élevé dans ses bâtiments historiques, leurs fonctions, leur conception et leur contexte. L'authenticité des caractéristiques historiques et de l'évolution des fonctions de musée a également été conservée : le caractère, le style et le contenu thématique des collections exposées, le lien organique entre ces dernières et les espaces architecturaux, etc.. Les interventions de conservation en voie de réalisation respectent à un degré élevé les impératifs d'authenticité.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité la Museumsinsel en février 1999.

Caractéristiques

La Museumsinsel à Berlin constitue un exemple remarquable de réalisation urbanistique et architecturale d'un forum public urbain remplissant pour la ville le rôle emblématique d'acropole. Il est opportun de souligner la continuité urbanistique et architecturale rare et la conséquence avec laquelle pendant près d'un siècle a été successivement réalisée toute une conception assurant à chaque phase de la formation de l'ensemble son intégrité et sa cohérence urbanistique et architecturale.

La valeur culturelle de la Museumsinsel est liée à son rôle historique dans l'affirmation et le développement d'un certain type de construction et d'ensemble - celle du musée des arts. La Museumsinsel à Berlin est à cet égard un des complexes les plus importants et les plus impressionnants dans le monde.

Enfin, les valeurs urbanistiques et architecturales de la Museumsinsel sont inséparables de l'importance des collections muséales qu'elle abrite comme témoignage de l'évolution de la civilisation. Il s'agit d'un lien très direct puisque les espaces architecturaux de chaque musée ont été conçus en rapport organique avec les collections exposées.

Analyse comparative

Les comparaisons entre la Museumsinsel à Berlin et d'autres complexes de musées dans le monde mettent en évidence le fait que pour la première fois ici se trouve révélée l'identité urbanistique et architecturale du musée comme institution qui prétend à l'égalité avec les symboles de la religion et de la couronne. Cette caractéristique de la Museumsinsel apparaît nettement en comparaison à de nombreux musées européens installés dans d'anciens palais royaux (le Louvre à Paris) ou qui n'ont pas cette compacité urbanistique (les musées de Londres) ou cette position centrale dans la structure urbaine.

La Museumsinsel constitue un témoignage urbanistique et architectural unique en son genre quant aux changements dans les fonctions, la typologie, le style et l'importance du musée au XIXe - XXe siècle comme une prolongation des idées apparues après la Révolution française qui proclamaient le droit des hommes au libre accès de l'art.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La mission de l'ICOMOS a étudié attentivement les limites de la zone tampon proposées dans le dossier

d'inscription. Il a été proposé, suite à cette étude d'étendre la zone à l'ouest et au nord afin d'y inclure des zones intégrantes et déjà protégées par leur statut de Monument historique classé-ensemble. Il a également été proposé de corriger la délimitation de la zone tampon à l'est et au sud. Les propositions ont été acceptées par les autorités compétentes du *Land* de Berlin et un plan révisé satisfaisant entièrement les conditions de l'ICOMOS a été fourni.

Brève description

Les cinq musées de la Museumsinsel à Berlin, construits entre 1824 et 1930, représentent la réalisation d'un projet visionnaire et l'évolution de l'approche de la conception des musées au cours de ce siècle fertile.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii La Museumsinsel de Berlin est un ensemble unique de musées illustrant l'évolution de la conception des musées modernes sur plus d'un siècle.

Critère iv Le musée d'art est un phénomène social qui doit ses origines à l'époque des Lumières et son extension universelle à la Révolution française. La Museumsinsel est l'exemple le plus remarquable de ce concept ayant pris forme matérielle dans un cadre urbain central symbolique.

ICOMOS, mars 1999

La Wartburg (Allemagne)

No 897

Identification

Bien proposé La Wartburg

Lieu Eisenach, Etat libre de Thuringe

Etat Partie République Fédérale d'Allemagne

Date 25 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Il n'est guère de château fort en Allemagne qui soit aussi célèbre que la Wartburg. Sa situation dans un paysage délicieux, sur une hauteur d'environ 400m au sud de la ville d'Eisenach, en Thuringe, son aspect varié et l'harmonie qui s'en dégage ne constituent toutefois que deux des motifs de sa popularité en tant que destination pour les excursionnistes. Ce qui fait de la Wartburg un haut lieu du souvenir, de la tradition et de pèlerinage, c'est qu'elle est un monument de l'histoire culturelle allemande, européenne et extra européenne.

Les chrétiens de confession luthérienne du monde entier connaissent le château comme le lieu authentique de la traduction de la Bible par Martin Luther. La vénération de sainte Elisabeth, qui va bien au-delà des frontières de l'Allemagne, inclut la Wartburg, où elle a vécu et œuvré.

Le mécénat de Hermann I^{er}, landgrave de Thuringe, occupe une place exceptionnelle dans la constitution d'une littérature nationale. Dans la poésie comme dans les légendes, la Wartburg, cour médiévale des muses, demeure vivante jusqu'à son époque, avec les noms de Walther von der Vogelweide ou de Wolfram von Eschenbach.

Si ce sont là les premiers pas d'une littérature allemande, et si la traduction du Nouveau Testament par Martin Luther marque la création d'une langue écrite allemande, unitaire et à la portée de tous, les débuts de la nation bourgeoise et démocratique ont eux aussi un lien avec la Wartburg, par le biais du contenu et des effets de la fête de la Wartburg des associations d'étudiants allemands.

Depuis qu'elle existe, la forteresse des landgraves de Thuringe a été à plusieurs reprises le lieu et le témoin d'événements historiques et c'est donc à juste titre qu'elle jouit du renom d'un monument de l'histoire nationale et mondiale.

L'importance artistique et architectonique du palais,

érigé dans la seconde moitié du XII^e siècle, n'est pas moindre. De par sa réalisation et son ornementation, il est sans égal, et représente sur le sol allemand l'une des constructions profanes le mieux conservées de la fin de l'époque romane.

Grâce à ce large éventail de contenus religieux et de données historiques et en raison de sa signification dans l'histoire des arts, la Wartburg reçoit chaque année environ un demi-million de visiteurs venus du monde entier.

[**Note** : dans le dossier de proposition d'inscription, l'Etat Partie n'émet aucune proposition sur les critères motivant selon lui l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, le bien proposé pour inscription est un *monument*.

Histoire et Description

Histoire

La création légendaire de la Wartburg est attribuée au comte Ludwig der Springer. Le début de sa construction en 1067 est consécutif aux troubles générés par la "querelle des investitures." Ces troubles ont facilité la naissance de la féodalité. Ce château est cité pour la première fois en 1080 en tant que base stratégique, l'un des points importants des débuts de la souveraineté des Ludovings. Cette souveraineté s'affirme dans le courant de la première moitié du XII^e siècle. Elevés au titre de Landgraves, les Ludovings suivent la politique des empereurs Stauffen. La construction du palais dans la seconde moitié du XII^e siècle illustre leur condition de princes d'Empire.

Vers la fin du XII^e siècle, se développe à la Wartburg une cour de lettrés, attirés par le landgrave Hermann I^{er} qui s'entoure de poètes et de musiciens, les vers de Walther von der Vogelweide décrivent cette brillante vie de société dans laquelle se développa l'épisode de la joute des chanteurs de la Wartburg dont le récit romancé devait inspirer l'opéra de Richard Wagner *Tannhäuser*.

En 1221 le landgrave Louis IV, fils de Hermann épouse Elisabeth de Hongrie. Devenue veuve en 1227 Elisabeth développe une œuvre de charité dont la famille du landgrave prit ombrage. Contrainte de quitter la Wartburg avec ses trois enfants, elle fonde à Marburg un hôpital et vécut selon l'idéal franciscain. Elle est canonisée en 1235 quatre années après sa mort.

Henri Raspe IV, frère de Louis IV lui succéda, prenant le parti du pape, il fut élu roi d'Allemagne sur l'initiative d'Innocent IV. Sa mort en 1247 mit fin à la dynastie des

Ludovinges.

Le Margrave de Wettin Henri de Meissen prend possession de la Wartburg. Pendant un siècle le site s'enrichira de nouvelles constructions. Le transfert au début du XV^e siècle du siège du pouvoir à Gotha puis à Weimar marque le déclin de la forteresse.

Protégé par le prince électeur de Saxe, Martin Luther séjournera clandestinement à la Wartburg. Il s'y consacra à une œuvre littéraire considérable cette activité est attestée par une correspondance dont de nombreuses lettres sont conservées. C'est à la Wartburg qu'il traduisit en allemand le Nouveau Testament. Son exil s'acheva en mars 1522. Dès la fin du XVI^e siècle, le souvenir de Luther attira de nombreux pèlerins.

A partir du XVI^e siècle, la forteresse fut plus ou moins maintenue en état, abandonnée comme lieu de pouvoir, son importance stratégique est cependant plusieurs fois soulignée. Les événements qui s'y sont produits en particulier le souvenir de sainte Elisabeth et de Luther incitent également à sa conservation, mais progressivement l'abandon entraîne la ruine inéluctable qui est presque complète à la fin du XVIII^e siècle.

Goethe visite l'endroit en 1777 et réalise un dessin qui montre la ruine de l'ensemble où seul subsiste partiellement le palais, le poète propose la création d'un musée que justifie le nombre de pèlerins sans cesse croissant. Après les guerres de libération contre Napoléon, se développe un sentiment national qui s'exalte dans l'image de l'ancienne Allemagne que symbolise la Wartburg.

En 1817, les associations d'étudiants organisent une manifestation qui concrétise cette tendance, confirmée par la révolution de mars 1848. La Wartburg restera le siège des associations d'étudiants de toute l'Allemagne.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, sur l'initiative du Grand duc de Saxe, l'ensemble fait l'objet d'une restauration complète, ce qui subsistait du palais est relevé de ses ruines, l'enceinte est restaurée, le reste des bâtiments est reconstruit sous la direction de l'architecte Hugo von Ritgen. La large part d'hypothèse dans cette reconstruction rattache plus son aspect à l'imaginaire romantique qu'à la réalité historique. La participation d'artistes de renom tel Moritz von Schwind illustrant notamment la vie de sainte Elisabeth souligne le caractère symbolique du lieu.

Ce monument allégorique fut temporairement l'objet de l'attention du régime national socialiste mais aucune manifestation d'importance ne s'y déroula durant cette période à l'exception toutefois du rattachement des associations d'étudiants aux principes du régime.

En 1945, les bombardements qui affectèrent la ville d'Eisenach épargnèrent la Wartburg. Le château eut cependant à souffrir du pillage soviétique.

La République Démocratique Allemande fit de la

Wartburg un monument national, d'importants travaux de restauration y furent réalisés et de nombreuses manifestations commémoratives s'y déroulèrent en rapport avec la religion et la valeur symbolique du monument.

Depuis la réunification de l'Allemagne, l'effort porte principalement sur les restaurations intérieures et sur les problèmes que pose la conservation de la pierre des façades du palais.

Description

Le château occupe un éperon orienté nord-sud. Il est situé dans un site de forêt qui domine la ville d'Eisenach. Au site même du château s'ajoute une hôtellerie construite à la fin du XIX^e siècle par l'architecte Bodo Ebhardt mais cet élément ne fait pas partie de la proposition d'inscription.

Sur le plan archéologique, la Wartburg présente des dispositions en plan qui correspondent pour l'essentiel à celles de la forteresse d'origine. Ceci principalement pour le Palais, le rempart, la tour sud et les ouvrages avancés aujourd'hui en partie enfouis ou en état de ruine.

Sur le plan architectural, la Wartburg est pour l'essentiel une reconstitution romantique ayant fait l'objet de différents projets avant que ne se fixe l'état actuel. On accède à l'éperon par l'extrémité nord, occupée par la tour avec pont-levis, à la suite se trouvent un certain nombre d'éléments de service qui constituent en quelque sorte l'avant-cour.

A la suite se situe la basse cour dont les éléments principaux sont sur le côté est : le donjon et le Palais auquel est adossé le bain des chevaliers.

La tour sud marque l'extrémité de l'éperon. Une citerne occupe le centre de la basse cour.

La forteresse se compose des constructions suivantes :

- *Les fortifications avancées* : redoute; fondations du Fischerturm (tour des Pêcheurs, chemin de ronde, source de sainte Elisabeth, etc.),

Les fortifications avancées n'ont pas été conservées en tant que constructions. Il ne subsiste que des vestiges archéologiques, amorces des fondations et fossé de la tour des Pêcheurs, escarpements de la rampe d'accès, le chemin, creusé sur le vif du rocher et menant à la forteresse, ainsi que la source d'eau potable, à mi-hauteur en contrebas de la forteresse.

- *Les défenses extérieures*, constituées par :

la poterne et le pont-levis ; les logis des chevaliers et les bâtiments d'intendance ; les chemins de ronde de Marguerite et sainte Elisabeth et comprennent aussi des constructions extérieures, dont une petite citerne, la margelle du puits de la Wartburg, des balustrades en pierre de taille, des escaliers,

également en pierre de taille, des chemins pavés ainsi que la surface des cours des enceintes extérieures (creusées dans le roc et parfois nivelées avec du gravier de roc).

- Le *château* (Hofburg) dont les bâtiments sont les suivants:

Bergfried (beffroi); *Neue Kemenate* (nouveaux appartements avec cheminée); *Neues Treppenhaus* (nouvel escalier monumental); le Palais; *Ritterbad* (bain des chevaliers); *Südturm* (Tour sud); *Gadem*; *Dirmitz* et *Torhalle* avec *Dirmitzlaube* (entrée des communs avec arcade); murs de défense ouest et sud; citerne; basse-cour du château; jardin du commandant.

Gestion et Protection

Statut juridique

La Wartburg est couverte par une législation protectrice au niveau du *Land* et à l'échelle municipale. Le monument classé comprend la totalité de la colline sur laquelle se dresse le château.

La zone protégée de la Wartburg tombe dans les limites de la « ligne bleue » de la zone d'urbanisme de Eisenach, qui restreint toutes les formes de développement autour du monument. La majorité des flancs de colline boisés en contrebas du château est classée comme zone naturelle protégée (NSG).

Gestion

Le propriétaire du bien est la Fondation Wartburg, Eisenach fondée en 1922. La Fondation est une personne morale de droit public, avec son siège à Eisenach.

L'administration responsable est le *Stiftungsrat der Wartburg-Stiftung* (Conseil d'administration de la Fondation Wartburg) en collaboration avec le ministère de Thuringe pour la Science, la Recherche et la Culture (Office de protection des monuments de l'Etat de Thuringe).

Les crédits proviennent des sources suivantes: *Bundesministerium des Inneren* (ministère de l'Intérieur), *Thüringer Ministerium für Wissenschaft, Forschung und Kultur* (ministère de Thuringe pour la Science, la Recherche et la Culture), *Thüringisches Landesamt für Denkmalpflege* (Office du *Land* de Thuringe pour la sauvegarde des monuments), et fonds propres.

Les organismes cités sont responsables de l'entretien et de la conservation du bien avec l'équipe Bauhütte der Wartburg.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Hormis les ouvrages avancés restés à l'état de vestiges archéologiques, les importantes campagnes de restauration-reconstruction se sont déroulées dans le courant du XIX^e siècle.

Des études sont en cours pour remédier à la desquamation des pierres du palais.

La restauration des peintures décoratives historiques dans les salles des Chanteurs et des Landgraves, et la remise en état de la salle des Fêtes du palais, qui a été simultanément dotée d'un chauffage par le sol et d'un parquet ont été entreprises à partir de 1978.

En outre, on a inséré, de 1979 à 1981, une chape de béton armé entre les premier et deuxième étages. Les poutres et les solives défectueuses, qui selon une datation dendrochronologique, remonteraient à 1160-1170, ont été conservées et doublées, et n'ont plus désormais de fonction porteuse. Dans la salle des Chevaliers et la salle à manger, on a reconstitué, sur la base des découvertes originales, l'état médiéval, avec joints rainurés et cadres peints, et l'on a reconstruit les hottes des cheminées.

En 1989, le bain néo-romain des Chevaliers a été remis en état et ouvert au public. Des travaux d'entretien ont pu être effectués au cours des années quatre-vingt-dix sur le beffroi, le chemin de ronde, les passages défensifs et sur l'installation du pont-levis.

Les efforts permanents visant à la conservation des fresques de Moritz von Schwindt se sont intensifiés depuis 1990 grâce à un projet exhaustif et généreux de la Fondation allemande pour la conservation des monuments historiques et ont pu être provisoirement menés à bien en 1995.

Le principal projet actuel de sauvegarde des monuments concerne la conservation des pierres des façades médiévales du palais, qui sont encore pour une part importante les pierres de taille en grès d'origine. Les principaux travaux à ce titre sont la déminéralisation des pierres de taille, le remplacement soigneux des surfaces érodées par les intempéries, et la restitution de l'ancien aspect de jointoyage. De même que la méthodologie et les résultats du programme de conservation des fresques de Moritz von Schwindt doivent se révéler utiles aux fins d'entreprises comparables, la conservation de la pierre fait l'objet d'un projet pilote qui dès le stade de la réalisation en cours, trouvera son utilisation en vue de la conservation d'autres constructions.

Authenticité

Le Palais construit en pierre est au moins pour ses parties basses un exemple important d'architecture civile de l'époque romane. Le même jugement peut être porté sur les parties du rempart en maçonnerie et sur la tour sud.

Le reste de cet ensemble est une reconstitution entreprise sous l'influence des idées romantiques avec dans ce cas précis, une tentative de résurrection des formes qui pouvaient porter témoignage de la présence des illustres occupant du lieu : sainte Elisabeth, Luther, etc. et illustrer une pensée politique à la recherche d'une unité nationale.

Le critère d'authenticité peut se définir ici selon deux principes :

1. l'authenticité archéologique n'est pas dominante à l'exception principalement du palais et des fortifications ;
2. l'authenticité symbolique ou la forme importe moins que l'idée qu'elle porte. Il ne s'agit pas d'un décor mais d'une architecture, au demeurant de grande qualité, révélatrice d'un véritable idéal.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

La mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue sur le site en janvier 1999. Un grand spécialiste britannique des fortifications médiévales a été consulté sur la signification culturelle du bien.

Caractéristiques

Le bien est un château occupant une crête qui fut autrefois un point stratégique.

Ayant perdu son intérêt militaire, il tomba progressivement en ruines jusqu'à une importante campagne de restauration qui débuta au début du XIX^e siècle. Cet intérêt était justifié par le caractère symbolique du peuple allemand qui reste aujourd'hui symbolique du passé et du présent de la nation.

Analyse comparative

La reconstitution romantique, bien que remarquable, n'est pas une exception, il en existe plusieurs en Europe concernant des édifices civils. Le palais est par contre un bâtiment exceptionnel, peu de logis civils de cette époque nous étant parvenus. Il peut être comparé aux palais Goslar et Gelnhausen mais les plus importants travaux de restauration-reconstitution entrepris à la Wartburg permettent une lecture complète, même si elle est archéologiquement confuse, du palais d'un grand prince de l'époque romane.

Commentaires de l'ICOMOS

L'état d'entretien des bâtiments du château est variable, de correct à médiocre. La vétusté de l'ensemble conditionne un certain retard d'entretien.

Le bien présente un intérêt archéologique qui n'est pas dominant mais compensé par une fervente reconstitution

historique qui tout en inventant des formes a scrupuleusement respecté les vestiges authentiques.

Du point de vue de l'histoire et du rayonnement des idées, la Wartburg est incontestablement un haut lieu de l'histoire universelle.

Brève description

La Wartburg est un ensemble superbement intégré dans un paysage de forêt, il est en quelque sorte le "château idéal". Bien que comportant des parties fort anciennes, sa silhouette établie lors des reconstitutions du XIX^e siècle est une très bonne évocation de ce que pouvait être cette forteresse à l'époque de sa puissance militaire et seigneuriale.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iii et vi* :

Critère iii La Wartburg est un exceptionnel exemple de monument de la période féodale en Europe centrale.

Critère vi La Wartburg est riche en associations culturelles, notamment de par son rôle en tant que retraite de Martin Luther en exil, qui y composa sa traduction allemande du Nouveau Testament. C'est en outre un puissant symbole de l'intégration et de l'unité allemande.

ICOMOS, mars 1999

Río Pinturas (Argentine)

No 936

Identification

Bien proposé Area Arqueológica y Natural Alto Río Pinturas - Santa Cruz

Lieu Patagonie, province de Santa Cruz

État partie Argentine

Date 30 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

L'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz, qui comprend le site archéologique de la Cueva de los Manos (la grotte des mains), avec ses grottes, ses abris-sous-roche et ses murs rocheux ornés de magnifiques peintures, est une zone remarquable, car elle abrite les plus anciennes représentations artistiques des premiers groupes d'habitants de ce qui est aujourd'hui l'Argentine, dont la civilisation reposait sur la chasse et la cueillette.

La séquence artistique, qui inclut trois grands groupes stylistiques, commence dès le X^e millénaire. C'est l'un des rares sites d'art rupestre de l'Holocène ancien en Patagonie qui reste bien préservé. La séquence est longue : les recherches archéologiques ont démontré que le site a été habité pour la dernière fois aux alentours de 700 après J.-C., par les probables ancêtres du premier peuple Tehuelche de Patagonie. La communauté scientifique internationale considère la Cueva de los Manos comme l'un des plus importants sites des premiers groupes de chasseurs-cueilleurs en Amérique du Sud.

L'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz est un exemple remarquable d'habitat humain préhistorique. En effet, les sites archéologiques découverts des deux côtés du canyon Río Pinturas prouvent l'occupation des lieux par des chasseurs préhispaniques qui vivaient des ressources du canyon et de ses alentours.

Les peintures des abris et des grottes s'inscrivent dans un paysage remarquable, avec la rivière coulant dans un profond canyon, et offrent au visiteur une expérience esthétique incomparable. Les scènes de chasse dépeignent des animaux et des figures humaines en pleine interaction, sur un mode dynamique et naturaliste. Différentes techniques de chasse sont illustrées : les animaux sont encerclés, pris dans des pièges ou attaqués par des chasseurs à l'aide de leurs armes de jet, des pierres rondes connues sous le nom de

bolas. Certaines scènes représentent des chasseurs seuls, d'autres des groupes de dix hommes ou plus.

Il ne fait aucun doute que l'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz possède une grande valeur symbolique. Les Argentins n'ont que peu conscience de leur passé préhispanique, car la conquête espagnole et la colonisation importante du territoire qui s'ensuivit ont brisé les liens avec cette période. La Cueva de los Manos est l'un des témoignages le plus important de ce passé ; c'est aussi le site archéologique que les Argentins connaissent le mieux.

[Remarque L'État partie n'avance aucune hypothèse dans la proposition d'inscription quant aux critères en vertu desquels il considère que ce bien devrait être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

L'avancée des incursions humaines en Amérique du Sud fait actuellement l'objet de débats passionnés au sein de la communauté scientifique. Certaines datations au carbone 14 effectuées au Brésil, dans le Nordeste, remettent en effet en question l'opinion généralement répandue jusqu'à présent, selon laquelle ces incursions auraient commencé aux alentours de 12000 ans.

Toutefois, cela n'affecte pas la datation de l'occupation de l'abri-sous-roche Río Pinturas, qui, d'après les fouilles et l'analyse au carbone 14, remonte à 9300 ans, environ. Le premier groupe humain (dont les peintures constituent le groupe stylistique A) chassait sur de longues distances et principalement le guanaco.

On peut identifier aux environs de 7000 ans un second niveau culturel, baptisé groupe stylistique B. Les scènes de chasse disparaissent, l'art rupestre est dominé par des représentations en négatif de mains, parfois même d'empreintes d'autruche américaine (le nandou, *ñandú*). Cette culture a duré jusqu'en 3300 ans, environ, époque à laquelle l'art devient plus schématique, intégrant des figures zoomorphiques et anthropomorphiques très stylisées.

C'est aux alentours de 1300 ans que fut entamée la dernière phase culturelle de Río Pinturas. Les peintures de cette période (groupe stylistique C), réalisées avec des pigments rouges vifs, se concentraient sur des figures géométriques abstraites et des représentations très schématiques d'animaux et d'humains. On pense qu'il s'agit là de l'œuvre des anciens chasseurs-cueilleurs Tehuelche, qui habitaient cette vaste région qu'est la Patagonie avant l'arrivée des premiers marchands et colons espagnols. La création de grands élevages de bétail (*estancias*) a mis fin à leur mode de vie.

L'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz est située dans la *pampa* de la région du fleuve Pinturas. Ses plateaux peu élevés, culminant à 800-1000 m, sont entrecoupés de profonds canyons bordés de falaises abruptes, dont le principal est celui du Pinturas lui-même. Ces falaises comptent nombre d'abris-sous-roche naturels. Le sol est rocheux et pauvre, mais la région abrite une faune naturelle variée, au sein de laquelle le guanaco (*Lama guanicoe*) tient une place prépondérante.

Le climat des canyons, abrités des vents qui balaient la *pampa*, est tempéré. Ainsi, grâce aux températures hivernales relativement douces et à l'humidité élevée par rapport à la *pampa*, le bétail des *estancias* peut y paître de façon saisonnière. Des études paléoclimatologiques basées sur les sédiments de la Cueva de los Manos suggèrent que les conditions actuelles étaient déjà présentes dès 11000 ans.

L'entrée de la Cueva de los Manos est masquée par un mur de roche couvert de nombreuses mains négatives. Dans l'abri lui-même, on compte cinq concentrations d'art rupestre, les figures et les motifs les plus récents se superposant fréquemment aux plus anciens.

Ces peintures ont été exécutées à l'aide de pigments minéraux naturels, moulus et mélangés à un quelconque liant, dont la nature est inconnue. Des traces de pigments ont été découvertes lors de fouilles archéologiques conduites à l'entrée de la grotte, établissant ainsi un lien contextuel entre les peintures et les matériaux culturels stratifiés. L'analyse par diffraction des rayons X montre que les minéraux les plus communément utilisés étaient les oxydes de fer (hématite et maghémite) pour le rouge et le violet, le kaolin pour le blanc, le natrojarosite pour le jaune, et l'oxyde de manganèse pour le noir ; du gypse était parfois ajouté au mélange.

Gestion et protection

Statut juridique

Le Congrès national de la République argentine a classé la Cueva de los Manos monument historique national en vertu de la loi n° 24.225 du 20 juillet 1993 et conformément aux pouvoirs accordés par la loi n° 12.665 de 1940 à la Commission nationale des musées, monuments et lieux historiques.

Au niveau provincial, le gouvernement de la province de Santa Cruz a déclaré la ville de Perito Moreno capitale archéologique de Santa Cruz, du fait de l'importance du site archéologique de la Cueva de los Manos, par décret n° 133 du 13 mai 1981. En outre, un projet de loi provinciale sur la protection du patrimoine culturel est actuellement en cours d'adoption.

Gestion

La loi nationale de 1993, pour sa part, assigne la responsabilité de toutes les actions relatives à la Cueva de los Manos à la Commission nationale des musées,

monuments et lieux historiques, ainsi qu'au secrétariat de la Culture de la Présidence de la nation.

En outre, un accord pour la protection, la sécurité et l'expansion de l'infrastructure du monument historique national «Cueva de los Manos» a été signé en décembre 1998 entre la municipalité de Perito Moreno, les directions locales de la Culture et du Tourisme, la direction méridionale de l'Architecture (agence du secrétariat national des Travaux publics), et l'Institut national de l'anthropologie et de la pensée latino-américaine (*Instituto Nacional de Antropología y Pensamiento Latinoamericano* – INAPL), ce dernier étant chapeauté par le secrétariat de la Culture de la Présidence. Cet accord assigne à chacun de ces organismes la responsabilité d'activités données dans le cadre de l'accord même.

L'INAPL a commencé à travailler sur un plan de gestion du site en 1995. La première phase, achevée en 1997, impliquait un inventaire détaillé, une étude et une documentation exhaustive du site entier, l'inventaire de l'état de conservation des peintures, l'analyse des raisons de la détérioration, le prélèvement d'échantillons en vue d'une analyse, et la création d'une base de données. Elle s'accompagnait de programmes d'éducation et d'information publique, de formation de spécialistes et de diffusion des résultats scientifiques.

La seconde phase est actuellement en cours. En 1998, les activités couvraient la préparation de matériels d'information bilingues et le suivi de l'état de conservation des peintures (y compris du vandalisme). En outre, une proposition exhaustive de gestion du site actuellement présentée aux autorités compétentes traite de la délimitation précise du site et de l'érection d'une clôture sûre autour de celui-ci, de l'installation de deux gardiens, en alternance, assurant une présence permanente sur le site, d'un contrôle plus strict des visites touristiques, de la formation de guides locaux et de l'aménagement d'infrastructures à leur intention, de l'organisation d'heures régulières d'ouverture et de fermeture pour les visites, d'un droit d'entrée, de l'installation de panneaux signalétiques appropriés sur le site, de la création d'un centre d'information, et du remplacement de la clôture par une passerelle en bois.

La zone proposée pour inscription couvre 600 hectares : sur la carte accompagnant le dossier de proposition d'inscription, elle apparaît comme un rectangle entourant la Cueva de los Manos. Cependant, la zone tampon, qui n'apparaît pas sur la carte, ne couvre que 2331 hectares. Le site et la zone tampon sont tous deux situés dans la propriété d'une particulière, qui a signé un accord par lequel elle consent à ce que sa terre soit inscrite sur la Liste du patrimoine mondial.

Un gardien vit sur le site, isolé de tout lieu de peuplement, pendant les quatre mois d'été ; il est assisté par son fils et sa fille. Tous trois sont responsables du contrôle, de la sécurité et de la gestion des visiteurs. Ces derniers s'inscrivent à un guichet situé sur le site et doivent être accompagnés d'un guide. Des visites organisées à partir de Perito Moreno sont accompagnées par un guide touristique national, spécialiste de la Cueva de los Manos, tandis que des visites privées sont

également organisées par les propriétaires des *estancias* locales, dans le cadre de randonnées équestres ou pédestres.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Depuis le milieu du XIX^e siècle, les voyageurs visitent la Cueva de los Manos et enregistrent leurs impressions des peintures. Ces dernières apparaissent pour la première fois dans la littérature scientifique au cours de notre siècle, mais ce n'est que dans les années soixante qu'elles font l'objet d'une étude sérieuse, réalisée par Carlos J. Gradín et ses collaborateurs. Leur travail sur l'enregistrement et les fouilles a établi l'importance de la Cueva de los Manos comme site d'art rupestre préhistorique d'envergure scientifique internationale. Les conditions favorables (humidité très faible, absence d'infiltrations d'eau, strates rocheuses stables) dans l'abri-sous-roche ont assuré un état de conservation excellent pour la quasi-totalité des peintures, exception faite des plus exposées.

Toutefois, l'augmentation du tourisme en Patagonie ces dernières années a entraîné des dégâts dus au vandalisme : graffiti, vols de fragments de roche peinte, contact avec les surfaces peintes, accumulation de poussière et d'ordures, etc. De 123 en 1991-1992, le nombre des visiteurs de la Cueva de los Manos est passé à 3027 en 1997-1998. La présence d'un gardien sur le site pendant les mois d'été, où ont lieu presque toutes les visites, et l'installation d'une barrière de protection devant les peintures sur une longueur de 680 m ont favorisé la réduction des dégâts de ce type, mais le renforcement de la protection continue de s'imposer.

Authenticité

L'authenticité de l'art rupestre de la Cueva de los Manos ne fait absolument aucun doute. Il est en effet resté intact pendant plusieurs millénaires, et aucune restauration n'a été effectuée, puisqu'il n'est largement connu de la communauté scientifique que depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Les fouilles archéologiques ont en outre été limitées, de façon à obtenir le maximum d'informations culturelles et à permettre la datation des peintures en troublant le moins possible les différentes couches archéologiques et l'aspect de l'abri-sous-roche.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité l'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz en janvier/février 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur l'art rupestre.

Caractéristiques

L'art rupestre de la Cueva de los Manos, dans l'Area Arqueológica y Natural Río Pinturas - Santa Cruz, est exceptionnel, tant par l'étendue de sa thématique et par son exécution que par son état remarquable de conservation après plusieurs millénaires d'existence.

Analyse comparative

La proposition d'inscription fait référence à plusieurs sites d'art rupestre comparables en Patagonie, pour finalement parvenir à la conclusion qu'ils sont loin d'égalier, en termes de signification, la Cueva de los Manos.

Dans une étude comparative réalisée en 1998, le Comité scientifique international de l'ICOMOS sur l'art rupestre identifiait six critères d'évaluation des sites d'art rupestre : qualités esthétiques ; qualités ethnologiques ; qualités archéologiques et chronologiques ; qualités environnementales ; nombre des représentations sur une superficie bien délimitée (lieux sacrés) ; degré de protection. L'étude, en appliquant ces critères, a estimé que la Cueva de los Manos les satisfaisait de manière exceptionnelle.

Recommandations de l'ICOMOS

Une certaine ambiguïté sous-tend la proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. En effet, la zone montrée sur la carte fournie semble être un rectangle quelque peu arbitraire de 600 hectares. Pourtant, la proposition d'inscription se concentre exclusivement sur la Cueva de los Manos et son art rupestre. Le paysage alentour est mentionné, mais uniquement pour donner un aperçu de l'environnement du site archéologique. La zone délimitée n'est pas proposée en qualité de paysage culturel ; la proposition d'inscription n'est pas non plus mixte, en vertu de critères culturels et naturels. L'ICOMOS recommande que seul le site de l'abri-sous-roche lui-même, avec une petite zone de sécurité et d'infrastructures autour de lui, soit délimité et proposé pour inscription. La zone de 600 hectares qui apparaît dans la proposition pourrait être retenue comme zone tampon adéquate, son rôle ayant déjà été reconnu par la propriétaire du terrain.

On pourrait envisager d'associer le paysage de Alto Río Pinturas à l'art rupestre dans la mesure où les espèces animales qu'il représente prospèrent toujours dans la région. Cette remarque a été émise par le représentant de l'UICN qui a accompagné la mission d'expertise de l'ICOMOS mais également par le président du Comité scientifique international de l'ICOMOS sur l'Art rupestre qui s'est rendu sur le site récemment. Toutefois, l'ICOMOS considère que les critères culturels tels qu'ils sont rédigés actuellement ne lui permettent pas de recommander l'inscription de l'ensemble de la zone. Il suggère que l'Etat partie soit encouragé à soumettre à nouveau le bien sur la base des critères naturels.

L'ICOMOS est préoccupé par la gestion du site, à la lumière de l'incroyable augmentation du nombre de visiteurs ces dix dernières années, tendance que devrait confirmer une éventuelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Les propositions faites pour la

seconde phase du programme de l'INAPL sont excellentes. Un programme échelonné de maintenance et de conservation permanente s'impose également, avec une estimation des coûts et des garanties que les fonds nécessaires seront levés. Il devrait prendre la forme d'un plan de gestion officiel, soutenu par les institutions responsables et mis en œuvre sans délai.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé* afin de permettre à l'État partie de préparer et d'appliquer le plan de gestion que propose l'ICOMOS. L'État partie devrait en outre redéfinir le bien proposé pour inscription, afin de n'y inclure que le site archéologique de la Cueva de los Manos. Ceci entraînera le changement de l'intitulé du bien proposé pour inscription qui serait mieux représenté par « La Cueva de los Manos, Río Pinturas ». Il devrait également être invité à envisager la possibilité de soumettre l'ensemble de la zone pour examen sur la base des critères naturels.

ICOMOS, mars 1999

Graz (Autriche)

No 931

Identification

<i>Bien proposé</i>	Ville de Graz – Centre historique
<i>Lieu</i>	Länder de Styrie
<i>Etat Partie</i>	Autriche
<i>Date</i>	18 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Avec un ensemble d'édifices datant de plusieurs époques et très bien préservé, le centre historique de Graz représente un témoignage singulier d'une ville historique d'Europe centrale. Son authenticité n'a pas été affectée par les guerres ou par les périodes d'expansion économique subséquentes. Entre le cours d'eau et le Schlossberg, un "organisme urbain" a émergé du Moyen Age qui allait remplir un rôle important en Europe comme cour princière et comme bastion de l'Empire contre les Ottomans.

Les étapes du développement urbain peuvent être clairement discernées. Chaque époque est représentée par des constructions architecturales caractéristiques, qui forment un ensemble harmonieux. Jusqu'à ce jour, l'atmosphère de la cité réalise un mélange singulier d'influences méditerranéennes et nordiques, témoignages de la grande expansion de la monarchie austro-hongroise, et qui s'expriment dans la structure urbaine, dans l'atmosphère de ses rues et de ses places, comme dans la richesse de l'architecture de ses églises, monastères, palais et maisons bourgeoises.

L'extension de la ville aux XIX^e et XX^e siècles a ménagé une zone verte tout autour du centre historique sur l'emplacement des anciennes fortifications. La structure sociale du centre historique, avec l'accommodation des espaces de vie traditionnels, dans l'enveloppe des édifices anciens, a été conservée à un haut degré.

Le Moyen Age a légué des églises aux vastes vaisseaux ainsi que la trame urbaine et ses maisons bourgeoises agglutinées au pied du Schlossberg et sur les deux rives de la rivière Mur. La Renaissance et le baroque sont représentés par de nombreux édifices ecclésiastiques, d'imposants hôtels de l'aristocratie, des cours fermées par d'élégantes arcades et de splendides façades. Enfin, la période classique a pourvu le sud et l'est du centre historique de nombre d'édifices de qualité. Ainsi le centre de Graz forme un ensemble d'une valeur exceptionnelle, à la fois en tant que structure urbaine et en tant que témoignage

d'architectures traditionnelles remarquablement préservées. **Critère iv**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles que définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le centre historique de Graz constitue un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Les premières traces d'une occupation humaine continue du site datent du Néolithique. Le site ne fut pas retenu pour un établissement romain, quoique des chaussées s'y croisent. A la chute de l'Empire romain, se produisirent des invasions : d'abord des Slaves alpins, les Avars, peuple de chevaliers nomades qui fut soumis par Charlemagne ; ensuite les Hongrois, qui seront défaits à la bataille de Lechfeld, en 955 ; enfin des colons germains qui permettront d'intégrer Graz dans la Marche de Carinthie. La colline du Scholssberg voit s'ériger une petite forteresse ("gradec" en slave, qui donnera l'appellation Graz), tandis que s'élèvent quelques constructions domestiques et une église et qu'un acte officiel mentionne pour la première fois le nom de Graz, en 1128-1129.

Un marché ouvert va dès lors se développer, qui entraînera un premier développement urbain, avec l'immigration de colons bavarois. A côté de la noblesse locale, il s'agit d'une population de commerçants et d'artisans, avec une communauté juive qui se maintiendra jusqu'au XV^e siècle. Graz est alors dirigée par les maisons Traungau et Babenberg et reçoit le statut de ville.

Après le Traité de Neuberg, en 1379, et la première partition de l'héritage des Habsbourg, la ville échoit à la lignée établie par Léopold III. Graz devient la capitale de l'Autriche Intérieure, comprenant la Styrie, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie et Trieste. Graz devient surtout un lieu de résidence de prédilection, notamment de Frédéric III (1453-93) qui lui octroie de nombreux privilèges, y fait élever de nombreux édifices et fait reconstruire l'église Saint-Gilles, l'actuelle cathédrale.

La ville et la région sont alors impliquées dans de sérieux conflits armés avec des envahisseurs hongrois et turcs. En 1480, les Turcs menacent même les portes de la ville : cet épisode a été représenté dans la fresque "Les fléaux de Dieu" dans la cathédrale, chef d'œuvre gothique, par le Maître Thomas von Villach. Le XVI^e siècle sera ainsi marqué par la constante menace turque, de même que par des troubles religieux. Pour y faire face, le système de fortification médiévale est complètement remanié et modernisé selon les règles en vigueur à la Renaissance. En 1559, la Tour de l'Horloge reçoit sa configuration caractéristique, préservée jusqu'à nos jours, qui en a fait le monument emblématique de Graz.

Un nouveau partage des biens des Habsbourg, en 1564, rend à Graz le rôle de capitale de l'Autriche Intérieure, malgré la menace turque et les avancées de la Réforme. Les trois quarts des habitants sont protestants et animent une rayonnante Fondation protestante où vient enseigner Kepler, le célèbre astronome et mathématicien. Mais bientôt la ville va connaître la phase la plus importante de son développement, avec l'arrivée des Jésuites en 1572. L'Archiduc Charles II appuie la Contre-Réforme, installe une Université jésuite, et s'emploie à miner la Fondation protestante, qui disparaîtra en 1600. Son fils Ferdinand se fait construire un mausolée monumental par l'artiste Pietro de Pomis. Mais il est ensuite élu empereur en 1618 et transporte sa cour à Vienne, ce qui va entraîner une relative récession économique pour Graz.

Durant le XVII^e siècle, plusieurs hôtels particuliers furent construits dans le style Renaissance ou baroque initial : palais Kollonitsch, palais des Effans d'Avernas, palais Stubenberg qui passera à la famille Welsersheim. Des façades furent remaniées dans ces styles et des cours fermées à arcades furent ajoutées aux édifices existants. Dans la partie occidentale de la ville, le gouverneur de l'Autriche Intérieure, Hans Ulrich von Eggenberg, fit construire une résidence ducale de grand intérêt artistique, qui est le plus important palais baroque de Styrie. En 1656 naquit à Graz le grand architecte Johann Bernhard Fisher von Erlach. Après l'éloignement définitif du péril turc grâce à deux victoires décisives, saint Gothard en 1664 et Vienne en 1683, l'économie redevient florissante. Aristocrates et bourgeois rivalisent dans leur aspiration aux honneurs et à la culture.

Graz connaît ensuite une expansion vers le sud et le sud-ouest. Des manufactures et des banques se développent. Mais le mouvement de centralisation du pouvoir autrichien, qui aboutira à la suppression de l'Autriche Intérieure, a pour conséquence un affaiblissement des institutions de Graz. Parallèlement, des lieux de pèlerinage comme Maria Hilf et Maria Trost, deviennent des sanctuaires monumentaux. La suppression des couvents entreprise par Joseph II conduit à la fermeture de 9 monastères sur 16, tandis que la Bibliothèque universitaire s'enrichit des ouvrages provenant de 40 monastères de Styrie et de Carinthie. En 1786, l'évêque de Seckau transporte sa résidence à Graz et fait une cathédrale de l'église Saint-Gilles. L'ordre des Jésuites est dissous en 1773 et leur université transformée en université d'Etat.

L'expansion économique de la ville fut gravement affectée par les guerres entre la Coalition et la France. Les troupes françaises occupèrent Graz à trois reprises, en 1797, 1805 et 1809, lui imposant de lourdes contributions de guerre. Elles mirent le siège devant le Schlossberg, qui résista avec vaillance. Mais les dispositions du Traité de Schönbrunn imposèrent le démantèlement des fortifications. A partir de 1839, un parc public fut aménagé sur le Schlossberg, qui lui donna son aspect actuel.

La Révolution de 1848 s'exprima avec modération. La classe moyenne pro-allemande gouverna la ville

jusqu'en 1918. Ce fut une période d'ouverture à l'urbanisme moderne. La ville acquies les domaines militaires pour créer des espaces publics verts et les décréter zones *non aedificandi*. L'extension urbaine fut canalisée hors de cette ceinture verte, dans une expression marquée par le style *Biedermeier* puis par le *Jugendstil*, tandis que le centre historique restait le centre social et commercial de l'agglomération.

L'assassinat de l'héritier du trône, l'archiduc François-Ferdinand, qui était né à Graz dans le palais Khuenburg, déclencha les hostilités de la Première Guerre mondiale. Avec le tracé de nouvelles frontières en 1818/19, Graz perdit son hinterland et fut quelque peu marginalisée au plan géographique et économique. Les 17 municipalités alentour formèrent en 1938 l'agglomération intégrée du Greater Graz. La Deuxième Guerre mondiale fut suivie d'une période de lente normalisation, avant que Graz redevienne une cité moderne, centre culturel et industriel, ville universitaire et de jardins.

Description

L'inscription de la ville de Graz sur la Liste du Patrimoine mondial se justifie avant tout par le caractère exceptionnel de l'ensemble urbain comme tel et par le témoignage harmonieux de l'urbanisme et du style architectural des époques successives de l'histoire du développement urbain.

Il convient toutefois de mentionner, parmi les centaines d'édifices de grand intérêt historique et architectural, quelques constructions particulièrement remarquables.

- Le château comtal

Du château originel habité par l'empereur Frédéric III subsistent la salle gothique, une chapelle du gothique tardif et une cage d'escalier à double spirale datant de 1499. L'aile construite par l'Archiduc Charles en 1570 est restée largement intacte. Un monumental portail Renaissance donne accès à la cour interne ; il est l'œuvre de Domenico dell'Aglio et traduit l'influence que Sebastiano Serlio a exercée partout en Europe.

- Le séminaire (ancien collège des Jésuites)

Cet imposant complexe entamé en 1572 n'a pas été, comme les autres collèges, transformé en style baroque et constitue par conséquent un exemple majeur de la sévère architecture Renaissance des débuts de l'implantation de l'Ordre dans la Province allemande.

- L'ancienne université jésuite

Après la dissolution de l'Ordre en 1773, l'Université passa sous contrôle public. Pour assurer la sauvegarde de ses collections, sur ordre de l'impératrice Marie Thérèse, sa bibliothèque fut aménagée dans l'ancienne *magna aula* et dans le théâtre. Par sa décoration et son mobilier, elle est une manifestation majeure de la transition du rococo au classicisme et est aujourd'hui la vitrine des archives de Styrie.

- La cathédrale

A l'emplacement d'une église romane dédiée à saint Gilles, l'empereur Frédéric III fit construire l'édifice actuel de style gothique tardif (1438-64). On peut y admirer des fresques anciennes dont celle des "Fléaux de Dieu" (les sauterelles, les Turcs et la peste) attribuée à Thomas von Villach (1480). Suite au transfert du siège de l'évêché de Seckau à Graz, l'église Saint-Gilles, contrôlée pendant 200 ans comme centre de la Contre-Réforme, devint la cathédrale du nouveau diocèse en 1786.

- Le mausolée de l'empereur Ferdinand II

Entamée en 1614 par Giovanni de Ponis, l'édifice ne fut consacré qu'en 1714 avec l'achèvement de la décoration intérieure confiée à Johann Bernhard Fischer von Erlach. Il illustre, notamment dans sa façade, la transition de la Renaissance au baroque et constitue une synthèse originale entre une architecture puissante et la légèreté de ses dômes.

Gestion et protection

Statut juridique

Le périmètre proposé pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial couvre 72 ha et compte 450 édifices. La majorité de ces immeubles sont des propriétés privées qui connaissent un entretien régulier. De nombreux bâtiments d'importance majeure appartiennent à l'Etat fédéral autrichien, à la Province de Styrie, à diverses Eglises et autres institutions publiques.

Le périmètre est soumis à une protection légale et réglementaire de niveau fédéral, régional et local. Des prescriptions très strictes se fondent, notamment, sur l'Acte de protection des Monuments (*Denkmalschutzgesetz*) de 1923, modifié en 1978 et 1990, ainsi que sur l'Acte de conservation du centre historique de Graz (*Grazer Altstadterhaltungsgesetz*) de 1980.

Gestion

Le contrôle des prescriptions mentionnées plus haut est assuré par le Bundesdenkmalamt, qui assure par ailleurs la gestion directe des bâtiments publics. Tout transfert de propriété et toute modification apportée aux immeubles doivent être autorisés par ce service gouvernemental, via le Landeskonservatorat de Styrie, qui a son siège à Graz. En compensation, des subventions sont accordées pour les travaux de restauration.

L'Acte de conservation du centre historique définit 4 zones de protection de divers degrés. La zone I correspond au périmètre proposé pour inscription et est soumise au degré de protection le plus exigeant, tandis que les 3 autres remplissent un rôle de zone tampon. Le Gouvernement de Styrie a pris des mesures complémentaires en 1986, relatives à la protection du "paysage des toitures" et des fenêtres traditionnelles. Des subventions particulières sont

accordées pour les travaux de conservation et de restauration dans les zones protégées, à charge du Fonds pour la conservation du centre historique.

Deux services spécialisés veillent à la sauvegarde du centre historique. Le premier assure un contrôle permanent sur les travaux et les changements d'affectation. L'autre supervise les grands projets de réhabilitation et gère un Programme de rénovation urbaine.

Parmi les mesures de protection urbaine, il convient de souligner :

- le contrôle général du trafic et du stationnement des véhicules et la définition de zones réservées aux piétons ;

- le contrôle du cours de la rivière Mur afin de prévenir les inondations ;

- la maîtrise de la fréquentation touristique en vue de la rendre compatible avec les aspirations des habitants.

Des dispositions complémentaires vont encore s'ajouter pour les richesses naturelles, comme le Schlossberg et le Parc de la Ville.

La construction de bâtiments contemporains n'est autorisée qu'avec de grandes précautions. Dans ce domaine, l'Ecole d'Architecture de Graz jouit d'une renommée internationale. De telles interventions font en général l'objet d'un concours.

Plusieurs associations de sauvegarde oeuvrent à la conservation de la ville de Graz, dont la plus importante est l'*Internationales Städteforum Graz*.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Depuis des décennies, prévaut une pratique usuelle de respect de l'urbanisme original et de l'architecture traditionnelle, qui a été institutionnalisée par les lois et règlements de protection. Une documentation a été constituée, qui révèle le soin apporté aux travaux d'entretien et de conservation en vue de garder au centre historique à la fois sa configuration et ses fonctions sociales, en particulier après les dernières guerres.

Au cours des dix dernières années, les organes de contrôle ont supervisé des travaux dans plus de la moitié des monuments historiques et la majeure partie des espaces publics, sur base d'études historiques et architecturales préalables.

Authenticité

Le centre historique de la ville de Graz présente un haut degré d'authenticité, compte tenu d'une dynamique urbaine normale. La ville n'a pas trop souffert de destructions de guerre et les modifications ont en général été limitées et harmonisées au bâti existant.

Le centre historique a gardé sa morphologie et sa structure traditionnelles. Les limites des quartiers et des anciennes fortifications restent bien visibles. Les deux pôles urbains, l'ancien marché et la résidence ducal, ont gardé leur caractère. Le parcellaire a été conservé intégralement, de même que les limites du glacis, transformé en espace vert.

Les monuments historiques majeurs ont conservé toute leur authenticité architecturale et décorative, comme l'Arsenal, avec les armes originales ou, le vaste ensemble Stadtkrone qui groupe le palais, l'université, la cathédrale et le mausolée.

L'authenticité des quartiers du XIX^e siècle est de nature différente, mais bien réelle. Les maisons du "Gründerzeit" offrent plus de flexibilité pour des changements d'affectation dans le temps.

Un problème d'authenticité se pose dans les transformations des vitrines de rez-de-chaussée qui font contraste avec l'environnement architectural historique. L'intégrité urbaine n'en est pas pour autant compromise et, d'ailleurs, dans le cadre de la gestion attentive décrite plus haut, des mesures correctives sont en cours d'application.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Graz en janvier 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international des Villes et Villages historiques.

Caractéristiques

Le centre historique de la ville de Graz est un exemple exceptionnel de développement urbain à travers les siècles, avec intégration harmonieuse des immeubles édifiés en styles architecturaux successifs. L'ensemble ainsi formé a une valeur de monument historique, tout en gardant une vie sociale contemporaine dynamique. Entourée d'espaces verts, la ville ancienne a gardé sa configuration et son échelle urbaine, ainsi qu'une atmosphère marquée par les courants culturels et artistiques qui s'y sont rencontrés et fécondés.

Analyse comparative

La ville de Graz fait partie du réseau assez diversifié des villes de l'Europe centrale du Sud Ouest. Ses origines sont médiévales. Elle se distingue par les témoignages architecturaux d'une émulation séculaire entre l'aristocratie la plus élevée et une bourgeoisie commerçante et très active. Elle illustre aussi de manière singulière les épisodes de résistance aux invasions venant de l'Est, les tensions historiques entre religions et une synthèse des influences culturelles du Danube, des Balkans et de la Mer Adriatique.

Brève description

Le centre historique de la ville de Graz est un ensemble urbain d'Europe centrale marqué par la présence séculaire des Habsbourg. La ville ancienne a forgé son image singulière par l'intégration harmonieuse des styles architecturaux et des courants artistiques qui se sont succédés depuis le Moyen Age, ainsi que des influences culturelles variées des régions voisines.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur base des *critères ii et iv* :

Critère ii Le centre historique de la ville de Graz témoigne des courants artistiques et architecturaux dont il a été le carrefour durant des siècles, provenant de l'aire germanique, des Balkans et de la Méditerranée. Les plus grands architectes et artistes de ces diverses régions s'y sont exprimé avec force et y ont réalisé des synthèses brillantes.

Critère iv L'ensemble urbain que constitue le centre historique de la ville de Graz offre un exemple exceptionnel d'intégration harmonieuse des styles architecturaux des époques successives. Chaque période est représentée par des édifices caractéristiques qui sont souvent des chefs d'œuvre. La physionomie urbaine reflète fidèlement l'histoire de son développement historique.

ICOMOS, mars 1999

Les beffrois flamands (Belgique)

No 943

Identification

<i>Bien proposé</i>	Les beffrois flamands
<i>Lieu</i>	Flandre
<i>État Partie</i>	Belgique
<i>Date</i>	1er juillet 1998

Justification émanant de l'État Partie

Les beffrois sont - avec la halle - d'éminents et premiers représentants de l'architecture civile et publique. L'évolution de la forme de « donjon seigneurial » à celle de « donjon communal » est à ce niveau significative. Les beffrois d'église témoignent par ailleurs, dans certaines régions comme le Brabant historique, des relations, au sein de la commune, entre le pouvoir civil et religieux. De par la variété au sein de leur typologie « fonctionnelle » et l'évolution relative de leurs formes, les beffrois – et complexes dont ils font le plus souvent partie – représentent donc un élément capital de l'architecture civile à partir du XIII^e siècle. **Critère ii**

Les beffrois flamands font partie d'un groupe de constructions uniques témoignant de l'origine et de l'évolution de l'autonomie communale qui a marqué l'histoire de la Flandre à partir du Moyen Age. Ces beffrois incarnent, de manière unique, une volonté d'émancipation résultant en une démocratie locale significative dans l'histoire de l'humanité. Leur évolution est révélatrice en soi puisque intimement liée aux aléas de l'histoire d'une région au cœur de l'Europe. **Critère iv**

[**Note** Ce texte est une version abrégée du texte qui figure dans le dossier de proposition d'inscription.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

Le terme beffroi est assez peu défini à l'origine. Désignant au départ les tours de bois mobiles utilisées durant les sièges, le terme s'applique dans le

Dictionnaire raisonné de l'architecture française de Viollet-le-Duc, aux tours de guet en bois des premières palissades entourant les portus ou centres pré-urbains. Il s'appliquera parfois à toute forme de tours mais plus précisément celle abritant les cloches ou à la limite seulement du clocher.

Palissades, cloches et droit de cloche sont étroitement associés au développement de la vie urbaine qui s'opéra dans nos régions après les raids normands du IX^e siècle. La situation géographique favorable au cœur de l'Europe, le rétablissement ou développement de grands axes tels que celui de Bruges - Cologne et l'amélioration des voies navigables à échelle régionale et internationale, en firent un lieu propice aux contacts et échanges commerciaux et culturels. Les marchands ambulants, réapparurent, commencèrent peut-être à s'organiser et à fixer leurs entrepôts à proximité des *castra* des seigneurs féodaux. Ces noyaux pré-urbains, souvent établis le long des vallées fluviales, sont à l'origine des villes telles que Tournai et Gand, le long de l'Escaut. La jonction de routes et de voies navigables fut particulièrement favorable à l'organisation de marchés d'abord temporaires, et plus tard de foires permanentes incitant les marchands à s'installer sur place. Par ailleurs, l'industrie drapière semble s'être développée dès le XI^e siècle, dans de petits centres tels que Lille, Ypres, Bruges, Gand, etc. Commerce et industrie drapière devinrent les facteurs de développement essentiels du noyau pré-urbain qui commença à s'affirmer comme entité organisée, via les associations professionnelles - guildes, corporations - et à se délimiter par des remparts/palissades, avec "beffrois", destinés à assurer la sécurité contre les pillards. Les remparts seront souvent construits "en dur" au XII^e siècle et étendus par la suite.

Ce développement se fit sous la protection, dûment rétribuée des *castra*, dont l'importance et le rôle diminuèrent progressivement, jusqu'à la récupération, dans certains cas, des châteaux abandonnés, par les "bourgeois" du lieu, comme à Gand et Anvers. Une telle évolution montre les conflits irrémédiables qui opposèrent châtelains et "bourgeois" désireux de s'organiser en "commune" avec une administration propre. Les comtes de Flandre successifs favorisèrent les bourgeois à partir du XI^e siècle, ce qui donna lieu, d'Arras à Bruges, à l'éclosion au cours du XII^e siècle de villes florissantes qui réclamèrent des preuves écrites de leurs droits et privilèges, sous forme de "chartes". Ces chartes, délivrées à partir du XII^e siècle, sont extrêmement diverses et fragmentaires et d'ordre pratique, confirmant souvent peu à peu et légalement un état de fait.

La commune était en fait constituée par l'ensemble des bourgeois, vivant dans la ville et ayant prêté serment de fidélité. A sa tête, se trouvaient les magistrats élus, les échevins, *scabini* aux fonctions administratives, et le "mayeur", sans pouvoirs spéciaux ; le premier des échevins occupait une place importante puisqu'il présidait le tribunal et les réunions administratives, gardait les sceaux de la ville, les clés des portes et commandait la milice communale qui devait le "ban" au suzerain. En tant que "seigneur féodal", la commune avait d'autres obligations envers le seigneur, telle que le paiement d'aides pour les quatre cas suivants :

- départ pour la croisade ;
- chevalerie du fils aîné ;
- dote de la fille aînée ;
- rançon du seigneur prisonnier.

Le seigneur, en contrepartie, jurait de protéger la commune et de respecter ses droits.

Nombre de beffrois actuels ont été précédés par une construction en bois, le plus souvent disparue lors d'un incendie et seulement connue par les archives qui ne les décrivent pas. Le beffroi à destination multifonctionnelle fut rapidement construit en dur pour éviter qu'il fût à nouveau incendié. Son volume s'imposa comme élément isolé, central ou latéral des halles - ou marchés couverts - elles aussi rapidement construites en pierre.

Description

Le type des premiers beffrois XIII^e - début XIV^e siècles s'apparente à celui des donjons seigneuriaux dont il emprunte la forme carrée et massive, l'élévation à baies parcimonieuses et l'étagement de niveaux voûtés ou destinés à l'être. La souche se termine par le chemin de ronde bordé d'un parapet entre échauguettes ; la flèche centrale présente une toiture ardoisée à campanile et amortissement de formes variables. Les épis des tourelles d'angle et du sommet sont garnis d'animaux ou de personnages symboliques protégeant la commune.

Le beffroi d'Ypres du XIII^e siècle représente bien ce type, encore qu'il soit intégré dans le complexe de la halle, comprenant plus tard l'Hôtel de ville, dont la construction dura jusqu'au XVII^e. La majorité des exemples s'échelonne sur les XIV^e-XV^e et XVI^e-XVII^e siècles illustrant de la sorte le passage de la transition romano-gothique au gothique plus tardif, qui se mêle par la suite aux formes Renaissance et baroques.

Le type du beffroi de Gand du XIV^e, offre un type transitoire sur le plan rectangulaire, et développe déjà un volume plus élancé.

Les beffrois abandonneront aux XIV^e-XV^e siècles leurs allures de donjon pour adopter davantage celles de tours à surface plus réduite et souche élancée, tels que ceux de Termonde, Lierre et Alost. L'insertion par la suite, au-dessus de la souche, d'un volume plus petit et de forme différente, servant de soubassement au campanile, contribuera à conférer à l'ensemble la monumentalité désirée, de plus la toiture même adoptera des formes bulbeuses parfois étirées, comme à Furnes (XVII^e). Comme déjà indiqué, ces couronnements furent sujets à des réparations et même à des transformations multiples auxquelles s'applique dès lors une autre chronologie que celle de la souche qui reste l'élément constant.

Lorsque les halles et beffrois devinrent insuffisants pour héberger les lieux de réunions échevinales, s'imposa alors un nouveau type, celui de l'Hôtel de ville, clairement conçu en fonction de l'organisation

administrative et assumant à partir du XV^e et XVI^e siècle un rôle représentatif évident, obtenu par l'intégration du beffroi symbolique comme Bruxelles et Audenarde par exemple.

Dans l'Hôtel de ville d'Anvers de 1564, exemple par excellence de la transposition des principes de la Renaissance, le risalithe central avec superposition de registres dégressifs flanqués d'obélisques et volutes et amortis d'un fronton, reprend en fait le thème du beffroi central.

Le XX^e siècle sera confronté aux problèmes de la reconstruction après les deux guerres mondiales. La reconstruction du beffroi et de la halle d'Ypres après la Première Guerre mondiale, déclencha les polémiques au niveau international et se termina par une reconstruction à l'identique basée sur les relevés précédant la restauration en cour au moment de la guerre. Le même type de reconstruction "archéologique" fut appliqué à Nieupoort. Dans cette même période de l'entre-deux guerres se construisent de nouveaux Hôtels de ville à beffroi, présentant des variations sur les principes du régionalisme à Dixmude et Eeklo, mêlés à des formes modernistes à Roulers. Ils présentent dans les trois cas une valeur symbolique évidente et nuancée selon l'endroit : le beffroi de Roeselare étant destiné à célébrer la renaissance de la ville après les destructions de 1914-1918, et à renouer avec la tradition du beffroi disparu au XVIII^e siècle. A Eeklo, qui n'avait jusque là qu'un beffroi d'église, l'extension nécessaire de l'Hôtel de ville servit de point de départ à la construction d'un beffroi destiné en même temps à la commémoration des morts pour la patrie. La reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, suscita à Ostende un déplacement de la fonction d'Hôtel de ville sinistré, avec beffroi, vers la périphérie. Au centre même, le "Palais des Fêtes" fut construit sur la même parcelle, reprenant à l'angle le thème du beffroi dont le profil sobre et extrêmement stylisé s'associe encore à l'image traditionnelle.

Les exemples de beffrois conservés présentent une typologie variée avec deux catégories de base, à savoir :

1. les beffrois (de halles) civils ;
2. les beffrois d'églises.

Les beffrois des vingt-quatre villes suivantes sont proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial :

Aalst (Alost)
 Antwerpen (Anvers)
 Brugge (Bruges)
 Dendermonde (Termonde)
 Dijksmuide (Dixmude)
 Eeklo
 Gent (Gand)
 Herentals
 Ieper (Ypres)
 Kortrijk (Courtrai)
 Lier (Lierre)
 Leuven (Louvain)
 Lo-Reninge

Mechelen (Malines)
Menen (Menin)
Nieuwpoort (Nieuport)
Oudenaarde (Audenaarde)
Roeselare (Rosiers)
Sint-Truiden (Saint-Trond)
Tielt
Tienen (Tirlemont)
Tongeren (Tongres)
Veurne (Furnes)
Zoutleeuw (Léau)

Gestion et Protection

Statut juridique

Les beffrois de halle et d'église, font partie d'un complexe ou édifice qui est protégé comme monument historique dans son intégralité et est de plus parfois compris dans un site urbain protégé, ce qui renforce le rôle de la division des Monuments et Sites.

Les arrêtés de protection légale comme monument datent tous de la première période d'application de la première loi sur la Conservation des Monuments et Sites de 1931, ce qui prouve que les beffrois répondaient aux critères imposés, tant pour leurs valeurs artistique qu'historique et archéologique.

Les arrêtés de protection s'appliquent à la totalité des édifices et complexes, sauf à Menin où un arrêté supplémentaire a protégé, environ un an plus tard, l'Hôtel de ville accolé au beffroi.

Les arrêtés de protection s'appliquent à des halles avec beffrois sinistrées, à peine reconstruites comme à Nieuport ou en cours de reconstruction comme à Leper, ce qui confirme la valeur attribuée à une telle opération.

Les protections du site urbain environnant, rendues possibles suite au décret du 3 mars 1976, restent exceptionnelles et couvrent des superficies variables allant de la place du marché, comme à Malines (1985) ou Termonde (1996), au centre historique de Lo ou de Furnes (1995).

Le site entourant le complexe du beffroi de Gand comprend une concentration de monuments protégés individuellement par arrêtés successifs.

Sans les mentionner explicitement, les biens mobiliers, immeubles par destination sont compris dans la protection ; au niveau des beffrois, il s'agit en particulier de leurs éléments déterminants tels que l'horloge, les cloches, et les carillons.

Des dossiers de protection sont à l'étude pour Dixmude et Roulers, appartenant au "jeune patrimoine". Ces protections ont été différées jusqu'à nos jours parce que l'inventaire global du patrimoine architectural, servant de base pour toute comparaison et évaluation, n'était pas encore commencé dans la région.

Il convient de souligner que les deux édifices publics, qui ne sont pas menacés, sont compris, dans le plan de

secteur, dans la délimitation de la zone d'habitat ayant une valeur culturelle, historique et/ou esthétique, ou zone C.H.E. - ce qui leur assure une forme de protection. Ils sont de plus situés à proximité d'un ou de plusieurs monuments protégés.

Pour Roeselare, l'inventaire commencé en novembre 1997, permet d'ores et déjà de cerner l'importance et l'impact du "nouvel Hôtel de ville avec beffroi" dans l'environnement immédiat qu'est la Grand Place ; Le dossier de protection se constitue maintenant à partir des constatations et recherches de l'équipe qui proposera une protection du site urbain et de l'hôtel de ville comme monument spécifique de cet ensemble de la Grand Place.

Pour Dixmude, une demande de protection introduite par l'Administration communale est demeurée sans suite, en partie parce que le problème ne semblait pas urgent, le beffroi et l'hôtel de ville n'étant d'aucune part menacés. Dans le contexte de la proposition d'inscription, comme élément du "phénomène beffrois flamands", il est évident que ce dossier est traité de manière prioritaire.

Gestion

Au niveau de la communauté flamande, la division des Monuments et Sites et les cellules *ad hoc*, sont impliquées dans la gestion générale puisque les beffrois et leurs complexes sont des monuments protégés ; elles interviennent comme indiqué dans les questions d'entretien, de conservation/restauration au moment de la préparation des dossiers, de l'exécution des travaux et de l'examen des rapports annuels imposés par la suite.

La division des Monuments et Sites s'occupe du financement des travaux d'entretien et de restauration et doit veiller à proposer en temps voulu les sommes nécessaires à inscrire au budget annuel du ministre responsable.

Au niveau local, l'Administration communale, représentée par son collègue de bourgmestre et échevins et, nommé par le bourgmestre et le secrétaire communal est responsable de la gestion. Selon les cas, cette administration confie la gestion quotidienne à un ou plusieurs de ses services, selon la destination actuelle du beffroi.

Les plus souvent concernés sont les services de la Culture pour la gestion "fonctionnelle" et les services Techniques pour le contrôle "physique" du bâtiment et son entretien "quotidien". Dans les villes dotées d'un propre service des monuments, comme à Anvers, Bruges, Gand et Malines, il va de soi que ceux-ci sont associés à la gestion et qu'ils travaillent en étroite collaboration avec les cellules ad hoc de la division Monuments et Sites, pour la préparation et le suivi des différents dossiers.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Les beffrois flamands sont à la fois des édifices communaux et des symboles. A ce titre ils ont été l'objet d'un entretien constant. Leur édification s'est souvent réalisée en plusieurs phases, mais ils ont toujours été maintenus en état dans leur globalité. Certains touchés par la guerre ont été reconstruits généralement à l'identique. Tous sont protégés au titre des monuments historiques soit en tant que monument seul ou associé à un édifice, voire à une place ou un site urbain.

Authenticité

Compte tenu du nombre des édifices considérés (24), il serait fastidieux, voire impossible d'analyser ici leur degré d'authenticité matérielle. On pourrait soutenir que l'authenticité de ces monuments ne peut se mesurer en termes matériels mais plutôt en considérant leur valeur symbolique et la permanence de leur existence. Les plus anciens sont connus dès le XIII^e siècle et l'on en a construit jusqu'au XX^e siècle.

La plupart de ces beffrois ont été construits en plusieurs campagnes qui dans certains cas témoignent des aléas économiques de la cité à travers l'histoire. La guerre, en particulier celle de 1914-18, en a détruit plusieurs qui ont été reconstruits généralement à l'identique ce qui démontre leur valeur de représentation de la permanence communale. Pas plus que l'on ne conteste l'authenticité du centre de Varsovie totalement reconstitué après la dernière guerre, on ne peut contester l'authenticité des halles et du beffroi d'Ypres.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue en Flandre en mars 1999.

Caractéristiques

Il n'y a aucun doute sur le caractère tout à fait particulier des beffrois flamands. La localisation des ces œuvres dans l'ancien comté de Flandre est un phénomène propre à cette région. Les limites de ce comté débordent aujourd'hui sur les Pays-Bas, la France et la province belge de Wallonie. Dans ces différentes régions se trouvent également des beffrois, il s'agit donc bien d'une tradition propre à la Flandre.

Analyse comparative

Les beffrois constituent un ensemble qui ne peut être comparé qu'à lui-même. Tout au plus peut-on parler des éléments qu'il a pu inspirer. Dans le passé, les échanges entre cités hanséatiques n'étaient pas seulement commerciaux, les villes de Flandre ont inspiré des réalisations de beffrois en Pologne. Plus près de nous, la construction de la "Tour Perret" à Amiens au lendemain de la dernière guerre ou la tour de l'Hôtel de ville du Havre du même architecte sont directement inspirées des beffrois flamands même si leur vocation campanaire n'a pas été reprise.

Observations de l'ICOMOS

Si l'ICOMOS n'émet aucune réserve quant à la valeur des beffrois flamands, il est cependant conscient qu'ils représentent un phénomène caractéristique de l'ancien comté de Flandre et non pas simplement des provinces belges modernes de Flandre-Occidentale et de Flandre-Orientale. Comme ceci a déjà été souligné, on trouve de beaux exemples dans des régions et des pays avoisinants, par exemple dans la province belge wallonne, en France et aux Pays-Bas. Il est donc jugé qu'il serait plus conforme à l'esprit de la Convention du patrimoine mondial d'en faire une proposition d'inscription conjointe transfrontalière, incluant les beffrois situés sur les territoires d'autres États partie en plus de la Belgique.

Brève description

Cette proposition d'inscription consiste en une série de vingt-quatre beffrois d'origine médiévale qui dépendent généralement de l'hôtel de ville et plus rarement d'une église. Ces édifices sont toujours situés en milieu urbain.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé*, afin que l'État partie puisse explorer avec les États parties voisins la possibilité d'étendre cette proposition d'inscription sérielle de manière à inclure les exemples majeurs de beffrois flamands dans tous les territoires de l'ancien comté de Flandre.

ICOMOS, mars 1999

Sarajevo (Bosnie Herzégovine)

No 851rev

Identification

Bien proposé Sarajevo – symbole unique de multiculture universelle et ville ouverte

Lieu Canton de Sarajevo

Etat partie Fédération de Bosnie et Herzégovine

Date 15 juillet 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Une ville est belle non pas seulement par ses nombreux monuments mais aussi par l'harmonie vivante qui s'en dégage et par la multiplicité de ses facettes. Telle est Sarajevo – ville ouverte, unique, incomparable et une.

Les habitants cosmopolites de la vallée de Sarajevo ont appris au fil des siècles l'importance de la tolérance – en faisant usage de cinq alphabets et de sept langues. Ils ont créé un lieu unique et cultivé des relations harmonieuses avec l'art et l'architecture. La vallée et le cours d'eau dessinent un cadre linéaire propice à l'interaction continue entre l'homme et son environnement dans une région où les cultures d'Europe, d'Asie et de la Méditerranée se rejoignent. Ainsi est née une civilisation multiculturelle.

Les styles architecturaux qui se succèdent dans la ville et la détermination des habitants à manifester leurs aspirations culturelles ont créé une unité originale des cultures et un mode de vie où les habitants se soutiennent mutuellement dans leur individualité culturelle.

Sarajevo a su conjuguer les forces culturelles de la vallée et s'ouvrir aux quatre religions et à sept civilisations. Des forces créatrices ont concilié ici la philosophie de l'ancien monde et le concept de démocratie pour créer une société sage et tolérante, encouragée par le génie du lieu. L'évolution physique de la ville reflète son contexte social et culturel. Elle transparaît dans la disposition des lieux et la juxtaposition des bâtiments, des espaces ouverts et du fleuve.

Il n'existe aucune autre ville au monde où la société, profondément multiethnique qui comporte une diversité de religions et d'identités culturelles, soit parvenue à établir des liens aussi puissants avec son environnement géographique. De ce point de vue, Sarajevo ressemble par de nombreux aspects à Jérusalem, Rome, Istanbul et

d'autres villes d'Europe centrale et de la Méditerranée, auxquelles il faut ajouter la pureté et la simplicité qui lui sont propres.

Sarajevo est le gardien et le symbole du multiculturalisme de la Bosnie et de l'Herzégovine. La présence dans la ville de musées nationaux, de galeries et d'universités assure la survivance de cette culture nationale.

En tant que ville ouverte, Sarajevo symbolise la Bosnie et l'Herzégovine. Au cours des siècles, Sarajevo a réussi à rassembler des éléments apparemment incompatibles. Elle a su à la fois protéger son riche patrimoine historique tout en restant ouverte à tout ce qui était susceptible de l'enrichir encore. Elle a de ce fait préservé son identité propre à travers les siècles, depuis la préhistoire, puis sous diverses formes de contrôle exercées par des forces extérieures jusqu'à l'indépendance d'aujourd'hui.

Notes

- 1 L'Etat partie ne précise pas dans le dossier de proposition les critères au titre desquels il envisage de demander l'inscription de ce bien sur la Liste du Patrimoine mondial.
- 2 Le texte ci-dessus est une version légèrement abrégée et modifiée du texte contenu dans le dossier de proposition d'inscription.

Catégorie de bien

En termes de catégorie de biens, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

La vallée d'Or, favorable à l'établissement des hommes, était déjà peuplée au Néolithique. Des places fortes (*oppida*), installées au sommet de collines, ont été occupées sans interruption depuis l'Age du Bronze jusqu'au VI^e siècle apr. J.-C., tandis que d'autres villes classiques, au plan caractéristique en damier, furent fondées par les Grecs au VIII^e siècle av. J.-C. puis passèrent sous la domination romaine aux II^e et I^{er} siècles av. J.-C.

La région a préservé son identité culturelle après l'effondrement de l'empire romain, survécu aux invasions des tribus barbares telles que les Avars et les Slaves et résisté à la domination commerciale de la République de Venise. Ainsi, la nature multiculturelle de la Bosnie et de l'Herzégovine moderne qui persiste aujourd'hui, s'est fortement enracinée dès le Moyen Age.

Le royaume de Bosnie fut conquis par les Turcs au milieu du XV^e siècle et le centre administratif appelé

Sarai Ovasi fut désigné pour remplir la même fonction pour le nouveau Vilayet de Hodidjed. C'est ainsi que la ville commença à se développer vers 1640, réussissant une fusion des cultures et des modes de vie orientaux et méditerranéens, les populations priant qui dans les mosquées qui dans les églises et vivant en paix côte à côte.

Cette coexistence pacifique et symbiotique se poursuivit, les catholiques romains, les chrétiens orthodoxes, les musulmans et les juifs vivant dans des quartiers séparés, durant les siècles suivants, troublée brièvement au XVIIe siècle par les soldats du prince Eugène de Savoie. En 1878, une grande partie de la ville fut détruite par les incendies déclenchés par l'armée d'occupation austro-hongroise.

La reconstruction se fit dans le style bosniaque qui synthétise des éléments de l'architecture d'Europe centrale et de l'Islam. Le style Sécession viennois fut introduit par la suite à Sarajevo.

Sarajevo connut une période économiquement et culturellement ralentie après la première guerre mondiale. Après 1945, la culture bosniaque, qui avait évolué au cours des siècles, fut remplacée par une culture de masse, puis elle reprit de la vigueur quand la Bosnie et l'Herzégovine obtinrent leur indépendance après la fin des hostilités de 1992-1995.

Description

La ville de Sarajevo est située dans la partie est de la vallée de Sarajevo (autrefois appelée vallée d'Or). Elle s'étend principalement sur la rive nord du fleuve et les collines la dominant au nord et au sud.

Le plan des rues est rectiligne, avec un réseau de ruelles ouvrant sur des placettes ou des places plus grandes utilisées par les musulmans pour la prière du vendredi. Cet aspect rappelle les villes classiques de l'Islam comme Le Caire ou Damas. La ville ancienne s'étend gracieusement le long de la rivière, et n'a pas perdu son tissu urbain lorsque furent ajoutés des quartiers « européens » pendant la période austro-hongroise. Le plan de la petite ville romaine dans la vallée transparaît dans la partie ouest de la vieille ville.

Sarajevo renferme plus de deux cents bâtiments historiques protégés. Une description des types de bâtiments et leurs qualités est donnée ci-après.

- Bâtiments religieux

Parmi les lieux de prière islamiques, il faut citer la mosquée monumentale de Gazi Husref-Beg (1530-31) magnifiquement ornementée, celle de Soliman le Magnifique avec ses superbes décorations murales, édifiée en 1566 à l'emplacement de la première mosquée construite dans la ville ; celle de Cekrekci Muslihudin, édifiée au XVIe siècle, très bel exemple d'architecture ottomane et enfin la mosquée Magribija à voûte en berceau (1538-65). En plus des mosquées, Sarajevo possède beaucoup d'autres bâtiments associés à l'Islam, tels que le couvent des derviches (*tekkié*,

khanqa), les écoles religieuses (*mekteb*) et les mausolées (*tourbets*).

La synagogue de la fin du XVIe siècle, restaurée au début du XIXe siècle, possède trois nefs et une galerie à deux étages. Elle a été transformée en musée juif. La synagogue Ashkénaze, élevée en 1902, est de style pseudo mauresque.

L'église Saint-Cyrille et Saint-Méthode (1896) et l'église Saint-Antoine de Padoue (1914), respectivement de style néo-renaissance et néogothique, sont toutes deux l'œuvre de Josip Vancaš. Il a également élevé la cathédrale du Sacré-Cœur, de style néo-roman (1899). Tout à fait remarquables, la vieille église orthodoxe serbe et son école datent du début du XVIe siècle. L'église possède une très importante iconostase du XVIIe siècle. L'église évangélique, qui marie des éléments byzantins et gothiques, est l'œuvre de Karl Parzik (1899-1909).

- Bâtiments publics

La grande Tour de l'Horloge, de forme rectangulaire, date du début du XVIIe siècle. Elle a été plusieurs fois restaurée et remaniée, les plus récentes modifications datant de 1875. La ville recèle de nombreuses vieilles fontaines (*sebilj*) et une série de petits bâtiments administratifs à vocations diverses tels que l'hôtel des poids et mesures.

Sarajevo possède d'intéressantes haltes et auberges pour voyageurs. Par exemple, l'auberge (*Musafirhana*) de Gazi Husref-Beg fut construite en 1531 pour héberger gratuitement les voyageurs pendant trois nuits. L'auberge de Kolobara, dont seuls les murs subsistent, est le plus ancien caravansérail, construit au XVIe siècle. D'anciens caravansérails, tels que l'auberge de Morics (XVIe – XVIIe siècles), sont encore utilisés pour des activités liées au tourisme.

Les bains publics (*hammams*) sont une caractéristique des villes ottomanes et celui de Gazi Husref-Beg (1537-65) a fonctionné à Sarajevo jusqu'en 1916; il a été transformé en restaurant. Le hammam de Gazi Isa-Beg a été totalement reconstruit en 1890 par Vancaš dans le style mauresque.

- Bâtiments scolaires et culturels

La medersa de Kuršumlja (1537-38) est un bâtiment relativement simple mais bien proportionné et possédant un portail à belle ornementation. L'école primaire des garçons (1890), l'école d'enseignement secondaire (1893) et le collège des enseignants, de style néo-renaissance (1905) sont l'œuvre commune de Carl Panek et de Karl Parzik. Ces bâtiments ont servi de modèle pour toutes les écoles de la majeure partie de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Le Théâtre (1898), également l'œuvre de Parzik, associe des éléments sobres de style Renaissance et une façade de style palladien.

- Architecture résidentielle

De nombreux et beaux édifices résidentiels datant des époques ottomane et austro-hongroise sont préservés à Sarajevo. Remarquable parmi les maisons ottomanes, celle de Svrzo (XVIIe et XVIIIe siècles), de style islamique-ottoman, construite autour de deux cours intérieures avec des appartements séparés pour les hommes et les femmes, est maintenant transformée en musée national, mais une partie est toujours occupée par un descendant du premier propriétaire. La maison Catica à trois étages, du XVIIIe siècle, construite pour le commandant de la garnison ; la maison de Derzelez, la plus ancienne de Sarajevo (début du XVIIe siècle) est un très bel exemple de ce type de construction modeste.

Après l'annexion par l'empire austro-hongrois en 1878, de nombreuses villas et constructions luxueuses à double fonction, résidentielle et commerciale, ont été édifiées dans les nouveaux quartiers de la ville. Elles sont marquées par l'influence des styles « historiques » prisés en Europe centrale puis par le style Sécession de Vienne.

- Ponts

Un seul pont enjambait la rivière pendant plusieurs siècles. Le pont latin fut construit en pierre au milieu du XVIe siècle, mais il fut emporté par un débordement du fleuve en 1791. A la fin du XIXe siècle, il fut reconstruit à l'identique en pierre. Le vieux pont du Tzar partagea ce destin mais fut reconstruit à un emplacement différent et sous une forme légèrement modifiée par rapport à l'original (1896) ; ce fut l'un des premiers ponts en béton de l'empire austro-hongrois.

- Bâtiments commerciaux

Le *bezistan* est un centre commercial spécifiquement oriental composé de petites échoppes disposées autour d'une cour ouverte. Le *bezistan* de Gazi Husref-Beg (1537-55) et celui de Bruza (1551) sont toujours utilisés par le commerce de détail. Ils sont situés dans le vieux quartier du bazar (Bašcaršija). De nombreux petits magasins et entrepôts construits en bois sont intacts et encore utilisés de nos jours. Le marché couvert a été construit pendant la période austro-hongroise (1895). Comme d'autres bâtiments contemporains, il associe différents styles, Renaissance et Classique ; c'est l'un des bâtiments emblème de la ville.

Cette période vit aussi la construction d'un certain nombre de banques, par exemple l'immeuble de la Banque austro-hongroise (1912) et celui de la Banque Slavia (1913), qui illustrent admirablement les phases successives qui ont marqué le passage du style « historique » à l'expressionnisme.

- Fortifications

Les fortifications existantes doivent leur forme actuelle aux travaux réalisés dans la première moitié du XVIIIe siècle sous la direction de Hesim Oglu Alia Paša. Les remparts bastionnés (*tabija*), dont l'appareillage de pierres recouvre des murs de remblais, sont d'une longueur de 2280m et gardent la citadelle, d'une superficie totale de 4.5ha, à laquelle on accède par trois portes.

Les portes de Širokac, Višegrad et Ploca ont une structure de base carrée et sont surmontées d'une arche circulaire. Les baraquements de Filipovic furent construits pendant la période austro-hongroise et sont fortement influencés par le style Sécession.

- Cimetières

Sarajevo possède plusieurs beaux cimetières anciens – le *Turbe* de Hadzi Sinan, le cimetière d'Alifakovac et celui de Nad Kovaci, qui renferment tous des pierres tombales datant du XVe siècle. Le cimetière juif séfaraïte date de la même époque.

Gestion et protection

Statut juridique

Les bâtiments historiques désignés sont protégés par la loi de 1985 sur la Protection et l'utilisation du patrimoine culturel, historique et naturel de Bosnie et d'Herzégovine. Le Parlement de la ville et du canton de Sarajevo a entamé une procédure de définition et de protection légale du centre historique de la ville en 1996.

Gestion

Les formes de propriétés de la zone proposée sont variables – organes gouvernementaux, communautés religieuses, institutions et particuliers.

Au niveau national, le contrôle général est exercé par le Centre du Patrimoine Culturel Historique et Naturel de Bosnie et d'Herzégovine qui se trouve à Sarajevo. Cet organisme collabore avec l'Institut de la Protection du Patrimoine Culturel Historique et Naturel de la ville de Sarajevo, le Parlement de la Ville et du Canton, l'Institut d'urbanisme de la ville et l'Institut du développement de la ville.

Le Plan général d'urbanisme révisé de la Ville de Sarajevo et de sa région - canton de Sarajevo - et le Plan régional d'occupation des sols prévoient des dispositions particulières pour la protection et la gestion du centre historique. Ils réglementent les nouvelles constructions et les reconstructions, les travaux d'infrastructure urbaine, le développement du tourisme et d'autres activités risquant d'avoir un impact sur le cadre historique.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

En 1872 le Grand vizir promulgua un décret "interdisant l'exportation d'antiquités et la destruction des bâtiments anciens". En 1892 les autorités austro-hongroises prirent un décret pour la préservation des antiquités et des biens historiques et culturels avec une mention particulière visant une partie du centre historique de Sarajevo.

Après la deuxième guerre mondiale, des lois furent votées pour la conservation, l'étude et la présentation des monuments. Le quartier du vieux bazar (Bašcaršija) a fait l'objet de réglementations d'urbanisme spéciales depuis 1975.

Sarajevo est depuis de nombreuses années un centre de conservation et de restauration d'art mural et d'icônes. Ses spécialistes transmettent leur savoir dans d'autres villes d'Europe.

Authenticité

Certaines réserves ont été émises au moment du test d'authenticité tel que défini au paragraphe 24.b.i des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* à Sarajevo. La proposition est recevable pour ce qui est de l'architecture et son environnement, car le tissu urbain qui a évolué pendant les périodes ottomane et austro-hongroise est clairement visible.

Des travaux de reconstruction et de restauration considérables ont cependant été réalisés à la suite des bombardements subis par la ville pendant la guerre, dont une partie est d'une authenticité douteuse quant aux matériaux et aux techniques utilisés. Néanmoins, la part des bâtiments reconstruits est relativement faible par rapport à Mostar, et un contrôle sera fermement exercé sur les interventions futures.

En conclusion, on peut affirmer que le centre historique de Sarajevo, tel qu'il est défini dans le dossier de proposition d'inscription, répond aux conditions d'authenticité exigées par les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Sarajevo en février 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Sarajevo est une ville historique qui illustre la rencontre entre la culture orientale ottomane et la tradition européenne apportée par l'empire austro-hongrois au cours de l'annexion courte mais très influente de la Bosnie-Herzégovine.

Analyse comparative

Sarajevo est inévitablement comparée à Mostar (également proposée en 1999), car toutes deux sont des villes ottomanes du XV^e siècle qui ont atteint leur apogée économique au XVI^e siècle et ont conservé des traces importantes de leur passé islamique en même temps que l'impact culturel de l'occupation austro-hongroise. Toutes deux ont souffert des bombardements intenses entre 1992 et 1995.

Il existe deux différences essentielles entre les deux villes : l'implantation spectaculaire de Mostar et sa symbiose avec la nature d'une part et la plus grande importance de la Sarajevo ottomane, par la taille et l'influence, qui a produit un paysage urbain et une architecture plus impressionnants, tant publics que résidentiels.

Observations et recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* posent comme condition à l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial que chaque bien possède un plan de gestion adapté et en application. Sarajevo ne disposant pas d'un tel plan, il convient d'en préparer un et de le mettre en application sans délai. Ce plan devrait contenir une description détaillée des projets proposés, le calendrier de réalisation et les ressources (y compris financières) disponibles et accordées.

Les similitudes entre Sarajevo et Mostar sont grandes. C'est pourquoi l'ICOMOS estime qu'il ne convient pas d'inscrire les deux biens sur la Liste du Patrimoine mondial. De l'avis des experts, la relation que Mostar entretient avec son cadre naturel spectaculaire et la valeur symbolique de son pont historique la place dans une meilleure position pour revendiquer l'inscription.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Mostar (Bosnie Herzégovine)

No 946

Identification

<i>Bien proposé</i>	Le vieux Mostar - un pont entre deux mondes
<i>Lieu</i>	Canton de Neretva-Herzégovine
<i>Etat partie</i>	Fédération de Bosnie et Herzégovine
<i>Date</i>	15 juillet 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Mostar est le fruit de l'interaction entre un phénomène naturel et la créativité de l'homme au cours de l'histoire. Les caractéristiques des paysages culturels du sud-est de l'Europe sont un phénomène universel qui appartient à l'humanité tout entière. La valeur culturelle et historique du vieux Mostar offre une harmonie totale entre les structures bâties et l'environnement naturel de la Neretva. L'agglomération urbaine est née au XVI^e siècle, à l'apogée de l'Empire ottoman, autour du vieux pont, merveille technologique de ce temps révolu.

Au cours des siècles, des vagues successives d'expressions artistiques et plastiques ont embelli la vieille ville, en particulier à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, sous l'influence de l'Empire austro-hongrois et de l'architecture d'Europe centrale.

Le développement durable de la région a été mis en péril par les destructions humaines et les dévastations causées par la guerre. Mostar a toujours suscité l'intérêt du public tant au plan local qu'au plan international, comme en témoignent de nombreux documents historiques et ce, jusqu'à nos jours, où se manifeste à nouveau un regain d'intérêt. Des études ont été menées sur les origines des différents styles ainsi que sur leur expression, leur harmonie dans l'espace et leur préservation.

La protection, l'entretien, la réglementation et la relance de l'activité du centre historique supposent l'engagement d'un processus à long terme. Jusqu'à présent, les études portant sur ce sujet se sont limitées à quelques comptes-rendus succincts, quelques références littéraires éparpillées et quelques interventions à des conférences. Pour toutes ces raisons, au nom des principes relatifs à l'importance de la préservation des vestiges matériels du passé, en particulier le patrimoine architectural, et aussi à cause de l'impression erronée que cette partie de la ville n'est plus d'actualité et doit disparaître du paysage historique, l'UNESCO et la

communauté internationale doivent accepter la justification de cette proposition, d'autant plus que les vestiges préservés de la vieille ville offrent aussi un caractère urbain. Ils ont été intégrés au tissu urbain de la ville de Mostar comme faisant partie intégrante de la culture européenne. Le centre historique et les zones environnantes symbolisent la vie civilisée. Cela justifie presque automatiquement l'existence de la ville comme l'une des sources premières de l'identité et de l'histoire commune de la Bosnie et de l'Herzégovine.

La destruction de la ville a privé le visiteur cosmopolite du repos de l'âme et du corps qu'offrait cette ville, et de la possibilité de plonger dans son propre passé. Le paysage urbain vivant de Mostar est une classe à ciel ouvert pour les jeunes et le lieu pour eux d'évaluer leur propre destinée.

[Remarque L'Etat partie ne précise pas les critères au titre desquels il demande l'inscription du bien sur la liste du Patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

L'occupation humaine sur la Neretva, entre les hauteurs du Hum et les pentes de la Velez, remonte à la préhistoire, comme en témoignent les enceintes fortifiées et les nécropoles. Les vestiges de la présence romaine sont enfouis sous la ville actuelle.

On sait peu de choses de Mostar au Moyen Age, mais les basiliques chrétiennes de la fin de l'antiquité sont toujours utilisées. Le nom de Mostar apparaît pour la première fois dans un document de 1474, du nom des gardiens du pont, les *mostari* : cela fait référence à l'existence d'un pont de bois qu'empruntaient les soldats, les commerçants et les autres voyageurs pour se rendre dans la ville marchande située sur la rive gauche de la rivière. A l'époque, c'était le siège d'un *kadiluk* (district avec un juge régional). Du fait qu'elle se trouvait sur la route commerciale entre l'Adriatique et les riches régions minières du centre de la Bosnie, la bourgade s'étendit de l'autre côté du pont sur la rive droite de la Neretva. Elle devint la première ville du sandjak de l'Herzégovine et, avec l'arrivée des Ottomans, le centre du gouvernement turc.

La ville fut fortifiée entre 1520 et 1566 et le pont reconstruit en pierre. La deuxième moitié du XVI^e siècle et le début du XVII^e furent les périodes les plus importantes du développement de Mostar. On construisit des bâtiments religieux et publics tels que des mosquées, une *medersa* (école islamique) et un *hammam* (bains publics). Ces constructions se trouvaient sur la rive gauche de la rivière, dans un

ensemble religieux (*kullia*). Dans le même temps, de nombreux bâtiments commerciaux et privés, organisés par quartier, appelés les *mahalas* (résidentiel), et le bazar, furent érigés.

La Bosnie-Herzégovine fut d'abord occupée (1878) puis annexée (1908) par l'empire austro-hongrois. C'est à cette époque que de nombreux bâtiments administratifs, militaires, culturels et chrétiens furent construits. Ils étaient essentiellement bâtis sur la rive droite, où un nouveau quartier s'est élevé selon le plan "Rondo". Ce quartier est très différent de celui de la rive gauche où la ville a grandi en s'accrochant aux pentes des collines, formant des rues étroites et des espaces publics occupés par des marchés (*pazar*), des lieux de loisir (*mejdan*), et de prière (*musallah*). A l'époque, une voie de chemin de fer et de nouvelles routes reliaient Mostar à Sarajevo et à l'Adriatique.

Description

La zone proposée pour inscription s'étend sur les deux rives de la Neretva, avec le pont au centre.

La rivière Radobolja est très importante pour la ville. Elle se jette dans la Neretva sur sa rive droite et offre une source d'eau qui accompagna le développement urbain. De ce cours d'eau partaient des petits canaux d'irrigation sur lesquels tournaient des moulins à eau.

Le bazar se trouvait au centre de la ville qui s'étendait des deux côtés de la rivière, les deux parties étant reliées par le pont. A partir de là partait un dédale de rues qui formaient les *mahalas*. Ce système a été considérablement modifié pendant la période austro-hongroise avec la construction de nouveaux quartiers selon les principes européens d'urbanisation ainsi que des nouveaux ponts sur la rivière.

La zone proposée pour inscription renferme de nombreux bâtiments historiques importants. Sur les treize mosquées d'origine construites aux XVIe et XVIIe siècles, sept ont été détruites au cours de ce siècle pour des raisons idéologiques ou par les bombardements. Une des églises deux orthodoxes du XIXe siècle a disparu et la synagogue du début du XXe siècle a été gravement endommagée pendant la seconde guerre mondiale, puis transformée en théâtre.

Plusieurs hôtels de voyageurs de l'époque ottomane subsistent aussi, avec d'autres bâtiments de la même période de l'histoire de Mostar, tels que des fontaines et des écoles.

Les bâtiments administratifs appartiennent tous à la période austro-hongroise et présentent des styles néoclassique et sécessionniste.

Il reste quelques villas de l'époque ottomane (XVIIIe et début XIXe siècle) qui présentent les principales caractéristiques de cette forme d'architecture : entrée, étage supérieur réservé à l'habitation, cour pavée, véranda sur un ou deux niveaux. Les villas de la fin du XIXe siècle sont toutes de style néoclassique.

Certains anciens bâtiments industriels et commerciaux sont également encore nombreux, en particulier des boutiques basses en bois et pierre, des entrepôts en pierre et un groupe d'anciennes tanneries bâties autour d'une cour. Là encore, les bâtiments commerciaux du 19^e siècle sont essentiellement de style néoclassique.

Certains éléments des premières fortifications sont encore visibles. La tour Hercegusa date de la période médiévale, tandis que les défenses ottomanes sont représentées par les tours Halebinovka et Tara, les tours de guet surplombant l'extrémité du vieux pont, et une portion des remparts.

Gestion et protection

Statut juridique

La ville historique de Mostar est protégée par la Loi de 1985 sur la Protection et l'utilisation du patrimoine culturel, historique et naturel de Bosnie et d'Herzégovine, les statuts provisoires de 1996 sur la ville de Mostar et la Loi de 1998 sur l'eau. En 1998 le conseil municipal de Mostar a voté une série de règlements relatifs à la réhabilitation et à la conservation des bâtiments dans la zone protégée de la ville, interdisant toute intervention non autorisée.

Gestion

Les formes de propriété de la zone proposée pour inscription sont variables – organes gouvernementaux, communautés religieuses, institutions et particuliers.

Au niveau national, le contrôle général est exercé par le Centre du Patrimoine de Bosnie et d'Herzégovine qui se trouve à Sarajevo. La responsabilité directe au niveau régional incombe à l'Institut pour la Protection du Patrimoine Culturel Historique et Naturel, situé à Mostar. Cet organisme collabore avec l'Institut de l'Urbanisme et de la Planification de l'Espace basé à Mostar et la municipalité de Stari Grad, et travaille aussi étroitement avec la Fondation du vieux Mostar et le Centre de Recherche pour l'Histoire, l'Art et la Culture Islamique d'Istanbul (Turquie).

Toutes les demandes d'autorisation de projets entrant dans le cadre des dispositions municipales doivent être soumises à la municipalité de Stari Grad. Elles sont étudiées par l'Institut pour la Protection du Patrimoine Culturel, Historique et Naturel qui soumet ses recommandations à la municipalité qui prend la décision finale.

Un plan de Réhabilitation de l'UNESCO a été entrepris en 1997 et la Fondation Aga Khan a elle aussi produit un plan directeur et entrepris des études approfondies pour la réhabilitation de monuments importants et de quartiers sur les deux rives. Toutefois, il n'y a pas de plan de gestion global actuellement en vigueur pour le centre historique de Mostar.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Les premières étapes de l'histoire de la conservation de Mostar remontent à 1878, lorsque le Grand vizir promulgua un décret « interdisant l'exportation d'antiquités et la destruction des bâtiments anciens. »

La vieille ville a subi de graves dommages pendant la deuxième guerre mondiale. Une série de lois votées entre 1945 et 1965 fournissent la base d'une politique de conservation des bâtiments historiques et leur étude scientifique. Plusieurs institutions chargées de ces questions ont été créées à Mostar. Un certain nombre de grands projets de restauration ont été entrepris pendant cette période, entre autres, la reconstruction de la *medersa* de Koski Mehmed Pasha et du vieux pont.

Les hostilités qui se sont déclarées au début des années 1990 ont entraîné la destruction systématique d'une grande partie de la vieille ville par les bombardements et les incendies en 1992-95, accompagnée d'une déstabilisation structurelle du bâti et des détériorations causées par l'abandon. Parmi les structures totalement ou partiellement détruites, il y avait le vieux pont avec ses tours, les anciens entrepôts et magasins près du pont, toutes les mosquées à dômes, de nombreux autres bâtiments islamiques et un certain nombre de bâtiments administratifs austro-hongrois.

Certains des travaux de reconstruction réalisés, en particulier par des institutions religieuses et des fondations humanitaires étrangères, sont franchement décrits par l'Etat partie dans le dossier de proposition comme étant contraires aux principes reconnus de la conservation. De plus, de nombreux bâtiments ont été érigés qui ne répondent pas aux exigences d'un centre ville historique.

Authenticité

Sur la base du test d'authenticité, tel que défini au paragraphe 24.b.i des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial*, nous émettons des réserves importantes quant à l'authenticité de Mostar. En terme d'authenticité de conception et de paysage, la vieille ville peut être considérée comme acceptable, car le site de l'établissement médiéval est encore occupé et le tissu urbain qui s'est développé pendant les périodes ottomane et austro-hongroise se distingue encore relativement clairement.

Toutefois, comme le montre le chapitre précédent, la reconstruction de Mostar est assez importante, du fait des destructions causées pendant la guerre, et l'Etat partie lui-même conteste l'authenticité des matériaux et des techniques mises en œuvre pour une grande partie de ces travaux. De plus, la part de bâtiments reconstruits est élevée ; ce commentaire s'applique à bon nombre des bâtiments islamiques les plus importants et au célèbre vieux pont.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Mostar en février 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Mostar est une ville historique de grande importance qui représente la rencontre des cultures orientale et européenne, comme en témoigne la présence du patrimoine ottoman et des monuments de la période austro-hongroise. Son cadre naturel est exceptionnel. Les gorges de la Neretva et l'établissement humain ont évolué harmonieusement.

Analyse comparative

La comparaison s'impose avec Sarajevo (également proposée pour inscription en 1999). Les deux villes sont toutes deux des villes frontières ottomanes du XVe siècle fondées sur des axes commerciaux qui ont connu une économie florissante au XVIe siècle et ont conservé des traces importantes de leur passé islamique, malgré l'europanisation qui se produit lors de la brève mais influente occupation austro-hongroise. Enfin, toutes deux ont subi d'énormes dommages entre 1992 et 1995 pendant une période de violentes hostilités.

Toutefois, il y a une différence significative entre les deux villes qui provient du site spectaculaire de Mostar et de la symbiose entre l'établissement humain et le cadre naturel.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

L'absence de plan de gestion pour Mostar est gênante, surtout à la lumière de quelques-uns des commentaires faits par l'Etat partie dans le dossier de proposition d'inscription concernant la qualité et la nature de quelques-uns des projets de restauration et de reconstruction qui ont été réalisés depuis 1995. L'ICOMOS est incapable de faire des recommandations concernant cette proposition d'inscription tant qu'un plan de gestion n'aura pas été préparé et tant qu'il n'aura pas eu l'occasion d'étudier ce plan et d'évaluer sa mise en œuvre. Ce plan devrait contenir une description détaillée des projets proposés, le calendrier d'application et les ressources (y compris financières) disponibles et approuvées. L'ICOMOS comprend qu'un tel plan est en préparation, mais aucun détail n'est donné dans le dossier de proposition d'inscription.

L'expert de l'ICOMOS a rencontré quelque embarras pendant sa mission. Il ressort de son entrevue avec le maire de Mostar que la proposition avait été préparée sans consultation de l'administration croate. Tout en étant convaincu que la nature biculturelle de Mostar est complètement et justement présentée dans la proposition, l'ICOMOS estime qu'il serait souhaitable que l'Etat partie entame des discussions qui fassent que la proposition reçoive le soutien entier des deux communautés.

Brève description

Mostar est une ville ancienne située dans un site spectaculaire qui s'étend dans la vallée profonde d'une rivière. Le tracé de ses rues et ses édifices historiques illustrent avec éclat son rôle de point de rencontre des cultures orientales et occidentales pendant plusieurs siècles et qui est symbolisé par son célèbre pont médiéval.

Recommandation

Que cette proposition soit *renvoyée* à l'Etat partie, lui demandant des informations complémentaires sur le plan de gestion de la vieille ville. Au cas où cette information serait fournie et considérée comme conforme aux exigences du Comité, l'ICOMOS recommande que la vieille ville de Mostar soit inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères iv et vi* :

Critère iv La vieille ville de Mostar est un exemple exceptionnel de ville européenne multiculturelle.

Critère vi Mostar est un symbole exceptionnel du pouvoir des hommes de rassembler avec succès en une communauté homogène civilisée des groupes différents par la culture, l'ethnie et la religion.

Il est suggéré que le titre du bien proposé soit changé en «La vieille ville de Mostar» afin de conserver une unité avec les dénominations des autres biens inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Diamantina (Brésil)

No 890

Identification

<i>Bien proposé</i>	Centre historique de la ville de Diamantina
<i>Lieu</i>	Etat de Minas Gerais
<i>État partie</i>	Brésil
<i>Date</i>	18 septembre 1998

Justification émanant de l'État partie

Diamantina est l'une des six villes brésiliennes qui, en 1938, furent classées monuments historiques. Diamantina est de plus la capitale de l'une des trois principales régions productrices de diamants, les deux autres étant l'Inde, jusqu'au XVIII^e siècle et l'Afrique du Sud, depuis le XIX^e siècle.

La production de diamants ayant coïncidé avec le XVIII^e et le début du XIX^e siècle, la ville conserve un ensemble architectural et urbain d'autant plus remarquable que la décadence des activités minières l'a protégée de toutes les rénovations urbaines du XIX^e siècle. Lorsque la "modernité" est arrivée à Diamantina, ce fut grâce à la réussite politique d'un enfant du pays, Juscelino Kubitschek, gouverneur de Minas (1950-1955) et président de la République (1956-1960). Celui-ci eut l'intelligence de faire appel à Oscar Niemeyer qui y réalisa quatre œuvres remarquables.

Diamantina est si remarquablement intégrée à son site, qu'elle forme avec la Serra dos Cristais un ensemble indissociable. Le centre historique de Diamantina qui est proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, forme avec la Serra dos Cristais un véritable paysage culturel que viennent compléter, dans le voisinage immédiat, la Gruta do Salitre (Grotte du salpêtre), belle curiosité géologique et la minuscule cité ouvrière de Biri Biri (1873-1890), utopie insérée dans un paysage sévère et paradisiaque.

Critères d'inscription :

Diamantina montre comment, au XVIII^e siècle, les découvreurs du territoire brésilien, les aventuriers du diamant et les représentants de la Couronne surent adapter des modèles européens à une réalité américaine, créant ainsi une culture à la fois fidèle à ses origines et tout à fait originale.

Critère ii

L'ensemble urbain et architectural de Diamantina, si

parfaitement intégré à un paysage sauvage est un bel exemple de ce mélange d'esprit aventurier et de souci de raffinement, qui est l'un des éléments significatifs de l'histoire humaine.

Critère iv

Diamantina est l'un des derniers exemples de la manière dont le Brésil a conquis son territoire et élaboré sa culture. Il est d'autant plus exceptionnel qu'il est lié à un mode d'exploitation aussi rare que son objet : le diamant.

Critère v

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le centre historique de la ville de Diamantina constitue un *ensemble*. Prenant en considération l'environnement dans lequel il s'insère, on peut considérer qu'il s'agit d'un *paysage culturel vivant*.

Histoire et description

Histoire

La ville de Diamantina est un oasis au coeur d'une région de montagnes arides et rocheuses du centre-est du Brésil. Elle est située dans l'État de Minas Gerais, à 350 kilomètres de Belo Horizonte et à 710 kilomètres de Brasilia, à flanc de colline, sur un dénivelé d'environ 150 mètres. Elle s'est développée à partir du XVIII^e siècle dans la Chaîne de l'Espinhaço méridional, à 1200 mètres d'altitude, entourée de la Serra dos Cristais, dans la vallée du fleuve Jequitinhonha. Les sols de la région de Diamantina sont constitués presque exclusivement de roches de type quartzite et schiste qui donnent à la région son relief montagneux et coloré mais aussi des sols pauvres et perméables et une végétation rupestre. Ses formations géologiques ont été déterminantes tant pour la beauté de ses paysages que pour son développement économique.

L'une des expéditions menées depuis São Paulo en 1713 pour explorer l'intérieur du territoire brésilien a conduit à l'implantation de l'une des bases d'occupation de l'*Arraial do Tijuco* qui deviendra plus tard Diamantina. Sur les versants des montagnes et le long des cours d'eau de la région, de grandes quantités d'or ont été trouvées. Comme les meilleurs filons se concentraient dans la vallée du ruisseau Tijuco, petit affluent du Rio Grande, ses rives ont été choisies pour y établir un petit hameau appelé Buralhau. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres agglomérations de l'Amérique portugaise constituées à la suite de la découverte de mines d'or, comme à Ouro Preto par exemple, la croissance et la consolidation de l'*Arraial* ont résulté de la découverte, en 1720, d'une richesse insoupçonnée : le diamant. L'histoire de Diamantina est donc, à cet égard, différente de celle des autres villes minières du Brésil.

Lorsque la Couronne portugaise découvre l'existence

de cette richesse en 1731, elle installe un nouvel ordre administratif pour gérer le territoire, le *Demarcação Diamantina*, qui comprend l'ancien *Arraial do Tijuco* et d'autres hameaux miniers voisins. En 1734, elle crée l'*Intendência des Diamants* qui s'installe à Tijuco, déjà la plus importante agglomération de la région. L'Intendance doit contrôler l'extraction et la commercialisation du diamant. Il y eut d'abord la période dite "des contrats" instituée en 1739, lorsque l'exploitation était attribuée à des monopoles privés. Puis, en 1771, la Couronne reprend la propriété de la ressource et en confie la gestion de l'exploitation à la *Real Extração do Diamante* qui demeure opérationnelle jusqu'en 1845. Le monopole royal est alors régi par le *Regimento Diamantino* qui comptait, dit-on, plus de militaires que d'administrateurs.

Le contrôle ainsi exercé par l'État fait en sorte que Tijuco ne devient *vila*, c'est-à-dire agglomération de taille plus grande que celle du hameau mais plus petite que celle de ville, qu'en 1832, dix ans après la création du Brésil. Elle a alors droit à sa propre administration. Ce n'est qu'en 1838, en reconnaissance de son importance sur le plan régional, que Tijuco est élevée au rang de ville. En 1845, la *Real Extração* est dissoute et les baux miniers qui se signent sous le contrôle de l'*Inspetoria dos Terrenos Diamantinos* sont annulés en 1906, avec la dissolution de l'*Inspetoria* lui-même. Entre-temps, les premières compagnies étrangères d'exploitation minière mécanisée et les premiers ateliers de taille de pierre et d'orfèvrerie se sont installés dans la région. Malheureusement, la découverte en Afrique du Sud de gisements miniers plus abondants et de meilleure qualité fait chuter dramatiquement les activités d'exploitation à Diamantina.

À la fin du XIX^e siècle, le projet utopique d'une industrie du textile à Diamantina donne lieu à la création de l'ensemble de Biri Biri, une implantation industrielle idyllique construite dans l'intimité d'un paysage très scénographique, à environ 12 km de la ville. Créé de toute pièce pour satisfaire ce rêve, à l'instar des villages spontanés aménagés par les chercheurs de diamants près des sites de fouilles, l'ensemble de Biri Biri a compté, pendant une certaine période, pour une partie importante de l'économie locale. L'industrie n'a pas survécu mais le site du village n'a rien perdu de son esprit ni de son charme. En 1914, le chemin de fer pénètre jusqu'à Diamantina et la confirme dans son rôle de centre économique et de carrefour de la région. Le chemin de fer est abandonné en 1973.

Le peu de perturbations dont a été victime la ville depuis le déclin de l'activité minière au XIX^e siècle a produit l'heureux résultat que son tissu ancien a été bien protégé et qu'il nous est parvenu presque intégralement.

Description

Deux séries de plans du XVIII^e montrent un tracé de rues sinueux et accidenté qui a peu changé depuis cette époque. La morphologie de la ville, inspirée de la ville médiévale portugaise, a évolué dans le respect

et la continuité de la première implantation. Le bâti du XVIII^e s'est densifié sans rien perdre de son caractère d'origine. Le tracé des rues, ruelles et venelles et des places publiques est le résultat de l'occupation naturelle du site, compte tenu de sa topographie exigeante, et le reflet du trafic qui s'est développé au fil des ans entre les hameaux miniers. Le centre de la vieille ville est plus dense et situé dans un secteur légèrement plus à plat que la périphérie. Sur la place centrale, la cathédrale néo-baroque construite en 1938, de dimensions contestées, est un point de repère dans le panorama tranquille de la ville.

L'architecture de Diamantina est d'inspiration baroque, sobre et pure comme dans la plupart des autres villages miniers du Brésil. On peut y déceler toutefois des particularités qui la distinguent du modèle colonial portugais traditionnel. Des géométries et des détails confirment que les personnes qui ont été chargées par la Couronne portugaise de diriger les destinées de cette colonie dans la Colonie, étaient cultivées et qu'elles ont cherché à transposer modestement dans ce pays d'adoption les caractéristiques de l'architecture de la Métropole, comme cela fut également le cas pour la musique et les arts.

Les rues de la ville sont pavées de pierres grises, plates et larges, posées selon un ordre qui forme un appareil dit à la *capistranas*, en référence au président João Capistrano Bandeira de Melo qui l'introduisit en 1877. Cet assemblage pittoresque met la rue en contraste avec le *casario*, cet alignement régulier et mitoyen de maisons d'habitation des XVIII^e et XIX^e siècles, à un ou deux étages, dont les façades aux couleurs vives sur fond blanc empruntent d'une façon systématique à une même typologie et présentent certaines filiations avec l'architecture maniériste portugaise. Le plan est étroit et profond, les pièces de séjour étant aménagées à l'avant suivies des chambres et des dépendances qui sont accessibles via un corridor central ou, plus souvent, latéral. Les murs extérieurs sont constitués d'une ossature de bois tressé qui est bouchée par un torchis ou pisée fait de terre battue et travaillée à la main et à laquelle on ajoute d'autres matériaux, tels que la pierre ou le gravier. L'architecture de Diamantina se distingue de celle des autres villes coloniales brésiliennes du fait que la pierre taillée n'est pas utilisée, sauf pour les fondations. Le bois est employé pour la construction des éléments décoratifs, dans l'architecture civile comme dans l'architecture religieuse.

La plupart des églises et des bâtiments religieux de Diamantina sont intégrés, ici et là, à l'intérieur de l'ensemble régulier et homogène du *casario*, en général en retrait de quelques mètres à peine de son alignement. Ceci témoigne que le pouvoir spirituel entretenait avec la population un rapport d'intimité qui le distinguait et sans doute l'assujettissait au pouvoir temporel, vu le peu de parvis et d'espace consacrés aux rencontres sociales et aux manifestations publiques. La construction des églises est de même nature que celle des bâtiments civils auxquels elle emprunte également les textures et les couleurs. Les églises de Diamantina ont cette

particularité de n'avoir, pour la plupart, qu'un seul clocher qui est généralement construit dans la partie latérale du bâtiment. Leur fronton est en bois sculpté. Certaines d'entre elles sont richement décorées d'oeuvres remarquables réalisées par des artistes réputés, notamment par le maître de la peinture de perspective, José Soares de Araújo.

La ville recèle quelques curiosités architecturales d'intérêt, notamment la halle du Vieux Marché construite en 1835 et restaurée récemment, le *Passadiço*, une passerelle couverte en bois bleu et blanc qui enjambe la Rua da Glória pour joindre deux bâtiments du Centre de Géologie Eschwege, le *muxarabi* de la Bibliothèque Antônio Torres, sorte de balcon entièrement cloisonné par un treillis de bois et, enfin, la *chafariz* de la Rua Direita, près de la Cathédrale, une sculpture-fontaine qui garantit un retour à Diamantina à quiconque boit de son eau.

Au-delà du patrimoine physique, les légendes et les traditions habitent la ville. Les rumeurs sur la liaison entre l'esclave nègre Chica da Silva et l'adjudicataire de diamants portugais João Fernandes de Oliveira courent toujours et les parfums de la maîtresse embaument encore aujourd'hui les pièces vastes de la maison magnifique que son maître lui a fait construire, vers 1770. À la nuit tombée, les rues résonnent du chant triste des *serestas*, parfois des musiques orchestrées des *vesperatas* ou encore des rythmes endiablés des groupes de jeunes percussionnistes et danseurs qui parcourent librement la ville pendant des heures.

Gestion et Protection

Statut juridique

Le site proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial fait partie de l'aire protégée au titre de monument historique national en vertu du Procès no. 64-T-38, inscription no. 66 du Livre des Beaux-Arts, tel qu'adopté le 16 mai 1938 par le Gouvernement brésilien, conformément au Décret-Loi no. 25 du 30 novembre 1937. Comme son périmètre est sensiblement plus petit que celui du site historique qui a été créé en vertu cette loi, la partie de l'aire protégée qui n'est pas incluse dans la demande d'inscription est considérée comme constituant une zone tampon.

Gestion

Le territoire est depuis 1938, sous le contrôle de l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) qui, en vertu de la Loi qui le régit, doit veiller à sauvegarder l'intégrité et l'authenticité des biens classés et des monuments historiques nationaux. Dans le contexte d'un ensemble historique, sa juridiction s'étend également aux bâtiments et aux structures qui sont situés dans le voisinage de cet ensemble afin d'en protéger la lecture et la cohérence. Les activités de l'IPHAN à Diamantina sont coordonnées par son Bureau de coordination régionale pour le Minas Gerais et sont menées sur le terrain par

un Bureau technique qui loge dans la Casa Chica da Silva. L'IPHAN doit s'assurer que les travaux qui sont entrepris sur les bâtiments et structures situés à l'intérieur du secteur sauvegardé sont réalisés conformément aux principes et aux règles établis à cette fin. La documentation, l'analyse et le suivi de toutes les opérations de restauration sont sous sa responsabilité. L'IPHAN réalise lui-même ou coordonne la réalisation des travaux qui concernent les monuments les plus importants de la ville.

En vertu de l'article 182 de la Constitution fédérale de 1988, la municipalité de Diamantina est tenue de faire préparer un Plan directeur. Ce plan est actuellement en cours d'élaboration et doit être adopté pour la mi-1999. Le Plan propose notamment l'adoption de mesures de contrôle des hauteurs et des zones d'expansion de la ville pour en protéger la silhouette et l'intégrité urbanistique. Il recommande l'adoption d'une législation et de mesures administratives qui garantiront une gestion participative et dynamique du processus de conservation et de développement de la ville, y compris de son centre historique.

Dans le contexte de l'élaboration de ce Plan, l'IPHAN a fait réaliser un relevé de l'ensemble des structures à caractère historique de la région de Diamantina, incluant un inventaire de la documentation disponible et une enquête sur le profil socio-économique de ses habitants. Ce travail a été réalisé conformément aux règles et procédures établies pour dresser son *Inventaire National des Biens Immeubles*. Les données recueillies sont en voie d'être informatisées.

L'IPHAN voit la ville historique comme un organisme vivant, dynamique, en situation permanente de changement, qui doit associer sa survie à son développement, c'est-à-dire au déploiement de ses activités sociales et économiques, et à la conservation des valeurs qui la rendent précieuse.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le centre historique de la ville est sous la gouverne de l'IPHAN depuis son classement en 1938. L'IPHAN exerce un contrôle sévère et un suivi de tous les travaux qui sont effectués à l'intérieur du périmètre de l'aire classée ou qui ont une incidence sur la préservation de son intégrité. Son Bureau technique à Diamantina assure la surveillance des projets sur le terrain mais tous doivent être approuvés par les professionnels de sa coordination régionale dont les bureaux sont situés à Belo Horizonte.

Authenticité

Le déclin des activités d'exploration minière au XIX^e siècle a protégé la ville des bouleversements souvent désastreux que les époques plus récentes ont fait subir à un très grand nombre de villes. Le tracé des rues et le schéma d'implantation des éléments du bâti sont encore aujourd'hui, pour l'essentiel, ceux qu'on peut observer sur les plans du XVIII^e siècle.

Le bâti ancien s'est densifié durant le XIX^e siècle mais toujours en respectant les règles traditionnelles locales de l'art de bâtir. Jusque dans les années 1950, on a entrete nu le parc immobilier de la ville en utilisant les matériaux et les techniques d'origine. Il arrive parfois aujourd'hui que la brique creuse remplace le torchis ou pisé, lors de travaux majeurs de consolidation ou de reconstruction. Mais, dans le détail, dans la finition et dans les coloris, l'architecture de Diamantina, qu'elle soit civile, institutionnelle ou religieuse, n'a rien perdu de son caractère ni de son originalité.

Bien entendu, la ville contemporaine apparaît au fur et à mesure que le visiteur s'éloigne du centre historique. Des constructions plus récentes et de grande qualité, comme les oeuvres de Niemeyer, ont été introduites dans le paysage de la ville avec lequel elles composent, en général, agréablement.

Les traditions séculaires, comme les *serestas* et les *vesperatas*, sont encore bien vivantes. Fait intéressant, la quête de la fortune et du bonheur qui, à Diamantina, pousse à la recherche de l'or et des diamants est une activité toujours en vogue, même si son intensité est incomparable à celle qu'elle était autrefois. Il suffit d'aller à l'extérieur de la ville, à quelques kilomètres à peine, pour voir à l'oeuvre les chercheurs de diamants.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Diamantina en février 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Diamantina est un témoignage authentique et concret des efforts incroyables que l'Homme peut déployer pour gagner la fortune, pour améliorer sa condition, pour atteindre à sa plénitude. Du haut des sommets des montagnes voisines, la région est aride et désertique, aussi loin qu'on puisse voir. Le paysage est lunaire, habitat naturel des serpents et des coyotes. Et puis au coeur de cet entrelacs de collines rocheuses et de vallées infertiles dont elle est indissociable, il y a une ville, comme une oasis.

Des aventuriers fous, des chasseurs de rêve ont bâti cette ville pour réaliser leurs ambitions et leurs espoirs : forts de leur détermination, ils l'ont construite pour durer, dans la matière comme dans l'esprit. La ville est belle d'une beauté simple mais raffinée. Les traces de ce passé qui en a enrichi quelques privilégiés mais qui a laissé la majorité dans la pauvreté sont encore profondément inscrites dans la pierre et les légendes qui donnent à cette ville son caractère unique.

Analyse comparative

À plusieurs égards, Diamantina est le reflet fidèle du modèle des villes coloniales de l'Amérique

portugaise. Elle est l'illustration d'un développement similaire à celui de Ouro Preto, suite à la découverte de l'or ou, de Potosí, en Bolivie, lié à la découverte de gisement d'argent. Mais elle s'en distingue par son paysage tout à fait spectaculaire, par son histoire, puisqu'elle a été assujettie à des gouvernances spéciales qui l'ont "enclouée" pour mieux se nourrir de la présence abondante des diamants dans le lit de ses ruisseaux et de ses rivières, enfin par son architecture, certes plus sobre que celle d'autres villes minières du Brésil, les villes de l'or, mais tout aussi raffinée.

Elle se distingue par ses rues pavées à la *capistranas*, ses maisons en *casario* et ses églises construites sans les décors de pierre de taille caractéristiques de l'architecture baroque mais avec des frontons chargés de boiseries riches en sculptures et en couleurs. Depuis l'autre côté de l'étroite vallée du Rio Grande, du sommet de la Serra dos Cristais, Diamantina apparaît confortablement installée sur son dénivelé de 150 mètres qui a produit un entrelacs de rues tortueuses et des percées visuelles sur des panoramas époustoufflants. Au milieu de la scène, la Cathédrale, construite plus récemment, marque le coeur de la ville historique.

Dans l'étude comparative de l'ICOMOS sur le *Patrimoine architectural urbain en Amérique latine*, Diamantina figure sur la liste des biens auxquels on devrait accorder une priorité.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

L'ICOMOS a pris note et soutient l'intention de la municipalité de s'impliquer davantage, en partenariat avec l'IPHAN et avec les autres institutions concernées, dans la gestion de son patrimoine à travers la mise en oeuvre d'un Plan directeur. La vieille ville est exposée à des risques de changement qu'il faut pouvoir maîtriser. L'ICOMOS recommande que ce Plan Directeur soit effectivement adopté avant l'inscription formelle sur la Liste du Patrimoine mondial et que l'autorité municipale soit dotée des ressources compétentes et suffisantes et des instruments légaux et techniques nécessaires pour lui permettre d'assumer les responsabilités qui en découlent.

Par ailleurs, l'ICOMOS estime que l'appréciation des valeurs qui distinguent Diamantina des autres villes coloniales de l'Amérique portugaise et lui confèrent son caractère universel, implique que le projet de conservation et de développement prenne en compte, non seulement le paysage de la Serra dos Cristais mais également les villages d'Extração, de Mendanha, de Sopa et autres villages proches qui font partie intégrante de son histoire. Ces villages sont sous la juridiction de l'administration de Diamantina.

Brève description

Diamantina est une ville coloniale insérée comme un joyau dans un massif montagneux inhospitalier. Elle

illustre l'aventure humaine des chercheurs de diamant, au XVIII^e siècle, et offre le témoignage d'une emprise culturelle et artistique de l'Homme sur son cadre de vie.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur base des *critères ii et iv* :

Critère ii Diamantina montre comment, au XVIII^e siècle, les explorateurs du territoire brésilien, les aventuriers du diamant et les représentants de la Couronne ont su adapter des modèles européens à un contexte américain, créant ainsi une culture à la fois fidèle à ses origines et tout à fait originale.

Critère iv L'ensemble urbain et architectural de Diamantina, parfaitement intégré à un paysage sauvage est un bel exemple de ce mélange d'esprit aventurier et de souci de raffinement qui caractérise l'aventure humaine.

ICOMOS, mars 1999

Sculptures rupestres de Dazu (Chine)

No 912

Identification

<i>Bien proposé</i>	Sculptures rupestres de Dharma – les sculptures à flanc de montagne de Beishan, Baodingshan, Nanshan, Shizhuanshan et Shimenshan
<i>Lieu</i>	Comté de Dazu, municipalité de Chongqing
<i>État partie</i>	République populaire de Chine
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

[**Note** Le présent document est une version résumée et éditée de la version longue qui figure dans le dossier de proposition d'inscription.]

Les sculptures de Dazu représentent un élément majeur de l'art rupestre chinois. Les cinq sites proposés pour inscription se composent de 75 sites protégés, abritant quelques 50.000 statues et plus de 100.000 caractères chinois, formant inscriptions et épigraphes. D'envergure majeure, de qualité artistique extraordinaire et de contenu incroyablement riche, ils représentent un chef d'œuvre de l'art.

Ils sont en effet les plus remarquables manifestations de la dernière période de l'art rupestre chinois. Les plus anciens datent de 650 après J.-C., environ, mais le principal épanouissement artistique se fit entre les IX^e XIII^e siècles ; après quoi l'art rupestre chinois s'éteignit pratiquement. Les sculptures de Dazu diffèrent des exemples antérieurs en ce qu'elles synthétisent l'art sculptural du bouddhisme, du taoïsme et du confucianisme, tout en offrant une représentation vivante de la vie spirituelle et domestique. La richesse des sculptures et des inscriptions reflète l'essor artistique et religieux de la période concernée, et exprime également des valeurs historiques, artistiques et scientifiques absentes des groupes d'art rupestre antérieurs.

Les sculptures de Dazu démontrent le renouveau du bouddhisme tantrique (Vajrayana), originaire d'Inde, et qui connut un certain déclin en Chine aux alentours du IX^e siècle. Cette branche du bouddhisme se caractérise par la transition de la pensée spéculative à l'application des idéaux bouddhistes dans la vie quotidienne. Les sculptures de Dazu marquent le début d'une nouvelle et spectaculaire page dans l'histoire spirituelle de la Chine, reflétant les croyances du peuple et la simplicité de son

mode de vie. Elles témoignent d'un style qui leur est propre, et amènent la représentation de la vie quotidienne dans la sculpture à un niveau jamais égalé auparavant. Tant dans le choix des sujets que dans leur représentation, elles cherchent à transcrire aussi exactement que possible la vie quotidienne et les goûts esthétiques ordinaires de ce peuple dans son ensemble. Les scènes de Baodingshan, en particulier, constituent une véritable galerie du folklore de la dynastie Song (XII^e – XIII^e siècle). Qu'il s'agisse de princes, de personnages publics ou de petites gens, les figures semblent prendre vie, et dépeignent, sous différents angles, une société chinoise en miniature.

Les sculptures rupestres de Dazu ont beaucoup apporté à l'expression artistique chinoise, notamment un réalisme nouveau et une certaine exagération dans les contrastes entre le bien et le mal, la beauté et la laideur. Pour ce qui est de leur teneur, les scènes reflètent la volonté, morale et rationaliste, de punir les fauteurs de trouble, et encouragent les individus à faire le bien et à contrôler leurs désirs ainsi que leur comportement. Leur disposition démontre en outre une ingénieuse intégration de l'art, de la religion, de la science et de la nature. Esthétiquement parlant, elles sont mystérieuses, naturelles et élégantes, illustration parfaite de la culture chinoise traditionnelle, qui insiste sur les leçons à tirer du passé.

En termes spirituels, les sculptures de Dazu représentent le changement majeur dont la Chine a été le théâtre entre le X^e et le XIII^e siècle : la diversité des croyances cède en effet la place à la foi en un dieu unique. Elles montrent comment les trois grandes religions, bouddhisme, taoïsme et confucianisme, se sont rassemblées dans des formes d'expressions artistiques proches au point de rendre difficile l'identification de frontières claires entre elles, les dieux du bouddhisme indien et les immortels du taoïsme se fondant dans les divinités du peuple chinois d'alors. Cette évolution majeure de la foi religieuse des Chinois fut à l'origine des croyances des générations qui suivirent, et les influença profondément. **Critères i, ii, iii, iv et vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un ensemble de *sites*.

Histoire et description

Histoire

Les premières sculptures rupestres du comté de Dazu remontent à 650 après J.-C., à l'aube de la dynastie Tang, mais la période majeure commença à la fin du IX^e siècle. En 892, Wei Junjing, préfet de Changzhou, lança l'exécution des premières sculptures de Beishan ; à la chute de la dynastie Tang, son exemple fit des émules parmi les officiels de la préfecture et du comté, la petite noblesse locale, les moines et nonnes, et les

petites gens, entre 907-65 (période des Cinq Dynasties et des Dix Royaumes).

La création de ces sculptures cessa pendant les premières années de la dynastie Song, et ne reprit qu'en 1078, sous le règne de l'empereur Yuan Feng de la dynastie Song du nord ; Le travail recommença à Beishan, se poursuivant jusqu'en 1146. C'est alors que furent sculptés les groupes de Nanshan et de Shimenshan. Entre 1174 et 1252, le moine Zhao Zhifeng se fit le porte-parole du bouddhisme tantrique à Baodingshan et créa le seul grand site rituel de pierre réservé à cette croyance, faisant appel pour cela à des maîtres artisans des quatre coins du pays.

Les guerres omniprésentes interrompirent à nouveau les travaux à la fin du XIII^e siècle, qui ne reprirent qu'à la fin du XV^e siècle, sous la dynastie Ming. Ils se poursuivirent, quoique à une échelle beaucoup plus réduite, jusqu'à la fin de la dynastie Qing (fin du XIX^e siècle).

Description

- Beishan

Beishan (jadis connu sous le nom de Longgangshan) est situé à 1,5 km de Longgang, siège du comté de Dazu. La falaise qui abrite les sculptures culmine à 545 m au-dessus du niveau de la mer, dans une région montagneuse et boisée ; elle s'étend sur 300 m de long et s'élève entre 7 et 10 m de haut. Elle se divise en deux sections : le nord, avec ses 100 groupes de sculptures, et le sud, qui en compte 190. On dénombre 264 niches avec statues, une peinture en entaille et huit piliers ornés d'inscriptions ; en tout, Beishan accueille plus de 10 000 sculptures.

Plus de la moitié représente le bouddhisme tantrique, et le reste porte sur les concepts de la trinité et de Sukhavati, des croyances populaires entre 897 et 1162, époque à laquelle furent créées ces sculptures. La niche 254 est particulièrement remarquable, de par ses 539 figures sculptées dépeignant le Amitabha Sôûtra.

Plus d'un tiers des sculptures de Beishan datent du milieu du X^e siècle (période des Cinq Dynasties), et se concentrent sur 18 sujets différents, notamment le Sôûtra du Maître de la Guérison. Les sculptures de cette période se distinguent par la délicatesse et la beauté de leurs figures, la diversité des postures, l'aspect naturel et sans retenue des traits et la recherche des ornements vestimentaires.

Pour leur part, les statues de la dynastie Song (fin du X^e siècle au milieu du XII^e), portant sur 21 thèmes, sont plus vivantes ; les personnalités sont clairement différenciées, les postures gracieuses, les corps bien proportionnés et les habits splendides. La grotte du « Moulin à prières » (niche 136), 1142-1146, est l'exemple le plus typique de cette période. Autres figures magnifiques, l'Avalokitesvara au Chapelet (niche 125) et l'Avalokitesvara aux Perles (niche 136). Les sept inscriptions qui ont survécu sont fondamentales pour l'étude de l'histoire et des croyances religieuses, la datation et l'identification des figures historiques. Ainsi,

l'inscription de Wei Junjin, datée de 895, contient des informations uniques sur l'histoire de la dynastie Tang. Quant à la stèle de Zhao Yijian, réalisée entre 1163 et 1189, elle est de la main de Cai Jing, l'un des plus grands calligraphes de la dynastie Song.

- Baodingshan

Il s'agit d'un site très impressionnant, à 15 km au nord-est de Longgang, sur les bords d'une gorge en forme de U à plus de 500 m au-dessus du niveau de la mer, qui protège les sculptures et leur donne en même temps un caractère quasiment architectural. Les sculptures, disposées en ensemble sous la direction de Zhao Zhifeng, forment une série. Elles se divisent en deux groupes. Le premier et le plus petit, connu sous le nom de Xiaofowan, se dresse au sommet de la montagne ; il est étroitement lié au monastère de la Sainte Longévitité, construit au même moment mais détruit ensuite par le feu et reconstruit sous les dynasties Ming et Qing. Il couvre 1,6 hectares. Le second (Dafowan), couvrant une superficie de 500 m de long sur 8 à 25 m de haut, se trouve à l'ouest du monastère.

Les statues forment 31 groupes, dont les thèmes vont de l'Avalokitesvara aux mille bras à la Roue de la loi Bouddhique, en passant par les douleurs de l'enfement, la vieillesse, la maladie et la mort, un Bouddha Sakyamuni, le Nirvana du Bouddha de 31 m de long, les Trois Saints de l'École Huayan (qui font saillie depuis le versant de la falaise), et la Fontaine aux neuf Dragons, ainsi que nombre de scènes de la vie quotidienne – buffles paissant sous la garde de bergers ou ivrognes ne reconnaissant plus leurs proches. Les statues représentent l'intégration des doctrines fondamentales du bouddhisme, de l'éthique du confucianisme, des dogmes du rationalisme et du taoïsme. De bien des manières, les sculptures de Baodingshan peuvent être considérées comme l'apothéose de la sculpture rupestre chinoise.

- Nanshan

Les sculptures de Nanshan s'étendent sur plus de 86 m de long. Dans leur majorité, elles dépeignent des sujets taoïstes, et sont réputées être les mieux préservées des cinq grands groupes taoïstes de Chine. Au XII^e siècle, à l'époque de l'exécution de ces sculptures, le taoïsme avait évolué de l'adoration du Maître Suprême et des Trois Officiers à la croyance en la Pure Trinité et aux Quatre Empereurs.

- Shizhuanshan

Ces sculptures de la fin du XI^e siècle s'étendent sur plus de 130 m, et offrent un rare exemple d'organisation tripartite d'images bouddhistes, taoïstes et confucianistes.

- Shimenshan

Ces sculptures, de la première moitié du XII^e siècle, couvrent 72 m. Elles réunissent sujets bouddhistes et taoïstes, ces derniers étant les plus caractéristiques. Le Dieu de la Clairvoyance, par exemple, à gauche de l'entrée de la niche 2, possède des yeux énormes,

« comme s'ils pouvaient voir sur mille *li* ». Quant aux 92 statues de la grotte des Dieux et Déesses du Mont Tai [Taishan], elles reflètent le rôle majeur de la famille Taishan au sein des divinités taoïstes entre le *x^e* et le *xiii^e* siècle.

Gestion et protection

Statut juridique

En 1961, le conseil d'État de la République populaire de Chine a classé les sculptures de Beishan et de Baodingshan dans le premier groupe de biens culturels soumis à protection en vertu des dispositions de l'article 4 de la loi sur la Protection des reliques, en qualité de « sites de culture ancienne, de tombes anciennes et de temples rocheux ». En 1966, à l'occasion de la déclaration du quatrième groupe, les sculptures de Nanshan, Shizhuanshan et Shimenshan furent elles aussi classées.

En sus de cette protection élémentaire, les sites sont également couverts par d'autres textes législatifs : les lois de la République populaire de Chine sur la Protection de l'environnement, sur l'urbanisation et le droit pénal de la République populaire de Chine.

Gestion

Les sites sont la propriété de la République populaire de Chine.

En vertu de la Loi sur la Protection des reliques, chaque site protégé est une « zone clef de protection », ceinte d'une « zone de protection générale », entourée à son tour d'une « zone à construction contrôlée ». Celles-ci constituent une zone tampon appropriée, telle que l'exigent les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Jusqu'aux années 50, des moines bouddhistes et des taoïstes se chargeaient de la gestion des sculptures rupestres de Dazu, le financement provenant des aumônes qu'ils collectaient. Avec la mise en place de la République populaire de Chine en 1949, la maintenance des sites passa sous la responsabilité des administrations locales et centrales. En 1952, le comté de Dazu instaura l'Office du comté pour la Protection des reliques culturelles et en 1984, la province de Sichuan approuva la création du musée des Sculptures rupestres de Dazu (à Chongqing depuis 1990).

Actuellement, la gestion des sites protégés est basée sur des plans quinquennaux consécutifs agréés par le Bureau municipal de la Culture de Chongqing, sous la direction globale de l'Administration nationale du Patrimoine culturel (anciennement bureau d'État des Reliques culturelles), à Beijing.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Entre 1952 et 1966, les efforts se sont concentrés sur deux aspects de la conservation : l'investigation de l'environnement naturel, de l'histoire et de l'état actuel et les problèmes particuliers. Une étude et un inventaire complets ont été réalisés, aboutissant à la définition de zones de protection. Plus de 20 projets de sauvetage ont été menés à bien : consolidation des bases rocheuses, restauration des groupes qui s'étaient effondrés, et création de couloirs d'accès et de structures couvrantes. Parallèlement, des travaux de contrôle de la perméabilité ont commencé, et se poursuivent sans interruption depuis lors.

Cette phase a duré jusqu'au début de la Révolution culturelle en 1966. À la fin de cette période, en 1977, des programmes de maintenance planifiée et de protection ont été institués. Le bureau d'État aux Reliques culturelles, qui portait encore ce nom à l'époque, alloua des fonds substantiels à un certain nombre de projets majeurs de restauration en sus des programmes de maintenance planifiée et de conservation en cours. Plusieurs études scientifiques ont été effectuées, une attention toute particulière étant accordée au contrôle de la perméabilité (au moyen de nouveaux composés étanches et du creusement de tunnels derrière les statues) et aux dégâts causés par les intempéries.

Authenticité

Le degré d'authenticité de l'art rupestre de Dazu est élevé. Les sculptures ont en effet conservé leur forme et leurs matériaux d'origine, et les interventions de conservation ont été conduites avec intelligence. L'environnement naturel est également bien préservé ; l'authenticité du cadre est donc elle aussi élevée.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le bien en septembre 1998.

Caractéristiques et analyse comparative

Les sculptures de Dazu sont des exemples remarquables de la dernière époque de l'art rupestre en Chine. D'une grande importance artistique, elles ont marqué le début d'une phase majeure dans l'évolution artistique chinoise. Elles illustrent la transition de la pensée spéculative à la mise en application des idées bouddhistes dans la vie quotidienne, dans l'esprit du bouddhisme tantrique, tout en conservant l'identité propre à cette région.

Observations et recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Globalement, les sites sont en bon état, et il ne semble y avoir aucun problème grave. Les sculptures sont en fait bien mieux préservées que celles d'autres régions de la Chine, où les sites culturels ont pâti des conflits armés, de la Révolution culturelle ou des pressions du développement.

On observe toutefois certains problèmes de conservation particuliers, notamment la perméabilité, les dégâts causés par les intempéries et les chocs sismiques éventuels. C'est pourquoi les autorités réalisent des tests scientifiques, afin de déterminer des programmes de conservation et de protection adéquats. Il est primordial que ceux-ci intègrent des procédures appropriées de suivi sur le long terme.

Il convient en outre d'accorder une attention toute particulière à la mise en place d'un accès correct aux sites, et à la construction d'installations pour les visiteurs. Néanmoins, il importe également de faire attention à leur emplacement, afin d'éviter les impacts visuels négatifs.

Il semble que la région de Dazu soit incluse dans un vaste programme de la Banque mondiale, dans le cadre duquel des entreprises italiennes spécialisées sont consultées au sujet de projets de conservation et de gestion des sites culturels. Le Comité pour la protection du patrimoine mondial et l'ICOMOS doivent être tenus parfaitement informés de la nature et des progrès des projets de cette sorte, qui pourraient avoir un impact négatif sur les sculptures rupestres de Dazu et leur environnement.

Brève description

Les montagnes abruptes de la région de Dazu abritent une série exceptionnelle de sculptures rupestres datant du IX^e au XIII^e siècle. Ces dernières sont extraordinaires pour bien des raisons : leurs qualités esthétiques indéniables, la riche diversité de leurs sujets, tant séculiers que religieux, la lumière sous laquelle elles présentent la vie quotidienne en Chine à cette époque, et les preuves qu'elles apportent de la fusion du bouddhisme, du taoïsme et du confucianisme en une harmonieuse synthèse.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères i, ii et iii*.

Critère i De par leur grande qualité esthétique, la diversité de leur style et de leurs sujets, les sculptures de Dazu représentent l'apogée de l'art rupestre chinois.

Critère ii Le bouddhisme tantrique originaire d'Inde et les croyances taoïstes et confucianistes chinoises se sont réunis à Dazu pour créer une manifestation hautement originale d'harmonie spirituelle, dont l'influence a été énorme.

Critère iii La nature éclectique des croyances religieuses de la fin de la Chine impériale trouve son expression dans le patrimoine artistique exceptionnel de l'art rupestre de Dazu.

Viñales (Cuba)

No 840rev

Identification

<i>Bien proposé</i>	Vallée de Viñales
<i>Lieu</i>	Province de Pinar del Río
<i>Etat Partie</i>	République de Cuba
<i>Date</i>	22 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

La proposition d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial est basée sur la définition de "Paysage culturel" proposée par les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* dans ses articles 36, 37, 38 et 39ii, en tant que "paysage vivant".

Le territoire de la vallée de Viñales est un mélange de paysages naturels – les buttes – et d'interventions humaines – la culture du tabac, de fourrages et de plantes vivrières. Il en émane une valeur esthétique et socio-culturelle exceptionnelle. Les différences de relief et les contrastes des couleurs entre le sol ocre, les cultures de nuances vertes et les buttes de calcaire sombre produisent un tableau dont la beauté s'explique par la conjugaison des caractéristiques naturelles du site et les transformations dues à l'activité humaine.

[**Note** : L'Etat Partie n'avance pas de suggestion à l'égard des critères en vertu desquels le bien devrait être inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, la Vallée de Viñales constitue un *site*. En prenant en considération l'environnement dans lequel elle s'insère, on peut considérer que la Vallée de Viñales est un *paysage culturel*.

Histoire et description

Histoire

Les nombreuses grottes situées aux flancs des buttes qui s'élèvent dans la Vallée de Viñales ont été habitées durant des siècles, bien avant l'arrivée des conquérants espagnols.

La qualité des sols et le climat favorable permirent le développement de l'élevage, la culture du fourrage et des plantes vivrières, avec recours au travail des esclaves importés d'Afrique. Les *cimarrones* ou esclaves en fuite, se réfugièrent souvent dans les grottes de la Vallée. Le site de Pan de Azúcar contient les ruines de la plus grande hacienda de dressage et de formation des esclaves aux différents métiers.

Suite à l'apparition et à l'extension considérable de la culture du tabac, le village de Viñales fut fondé en 1875, le long de la route conduisant de Pinar del Río, capitale de la province, à Puerto Esperanza, principal accès à la mer. En 1882, le chemin de fer de l'Ouest (*Ferrocarril del Oeste*) fut construit, dont il ne reste plus aujourd'hui que des vestiges.

Diverses opérations militaires furent menées dans la Vallée de Viñales durant la Guerre d'Indépendance, de même qu'à l'époque de la Révolution cubaine.

Aujourd'hui, la Vallée connaît une occupation agricole, avec une population de quelque 8000 habitants qui se livrent en particulier à la culture du tabac, culture qui y donne les meilleurs rendements.

Description

La Vallée est entourée par un ensemble montagneux. Elle est constituée d'une plaine de terres arables, dont s'élèvent de spectaculaires buttes de calcaire pouvant atteindre 300 mètres de hauteur, appelées *mogotes*. Elle comporte un système de cavernes très étendu, renfermant des fossiles ammonites. La végétation des buttes se caractérise par l'existence d'espèces endémiques locales, notamment le *Microcycas calocoma*, fossile vivant de la flore phanérogame du crétacé. Il y vit une faune d'oiseaux et de mollusques intéressante.

La plaine est toute entière vouée à l'agriculture traditionnelle. Des expériences récentes ont montré qu'une exploitation mécanique entraînait une perte de qualité du tabac. Par conséquent, les anciennes méthodes restent en usage, comme la traction animale. A travers les saisons et l'évolution des cultures, la Vallée subit des variations que vient encore renforcer son orientation est-ouest. Suivant la course du soleil, s'offre un spectacle unique, avec les formations rocheuses grises et vertes, les sols rougeâtres, les habitations blanches et grises et les nombreuses nuances vertes des cultures.

La plupart des constructions réparties dans la plaine sont de caractère modeste, construites avec des matériaux naturels locaux et destinées à l'habitation ou à l'exploitation familiale. Le village de Viñales a gardé sa configuration originelle, s'étirant le long de la rue principale ; il compte de nombreux exemples intéressants d'architecture coloniale.

La Vallée connaît une culture originale, synthèse des apports des indigènes, des conquérants espagnols et des esclaves noirs. Elle s'illustre notamment dans l'expression musicale du travailleur vega (*veguero*), dont Benito Hernández Cabrera (connu comme le

Viñalero) fut le principal interprète. Il s'y pratique aussi un artisanat traditionnel.

La beauté du site et sa charge historique et culturelle ont fait de la Vallée de Viñales un lieu de grande identification pour les Cubains. Dans le domaine des arts visuels, des artistes comme Domingo Ramos et Tiburcio Lorenzo ont conféré à la Vallée de Viñales une valeur emblématique du paysage des Caraïbes.

Gestion et protection

Statut juridique

92% du périmètre proposé pour l'inscription est entre les mains de propriétaires privés, à concurrence de 30% de paysans dispersés et, pour le reste, de l'Association nationale des petits paysans.

La Vallée de Viñales est protégée sur la base des dispositions de la Constitution de la République de Cuba de février 1976, et de sa déclaration comme Monument national, le 27 mars 1979, en application de deux lois du 4 août 1977, l'une portant sur la protection du patrimoine culturel et l'autre, relative aux monuments nationaux et locaux.

Gestion

L'autorité supérieure en charge de la gestion est le Conseil national du patrimoine culturel et naturel de l'Etat. La supervision locale est assurée par le Centre provincial du patrimoine culturel de Pinar del Río, la Délégation provinciale du ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement, et la Délégation provinciale du ministère de l'Agriculture.

La conservation des valeurs naturelles et culturelles du site est considérée comme un impératif, et toutes dispositions réglementaires et administratives sont prises pour l'assurer. Dans le même temps, les besoins sociaux des populations locales et la nécessité de promouvoir l'activité économique et les conditions de vie sont pris en compte. Des campagnes de sensibilisation de la population locale comme des visiteurs, visent à mettre en lumière les valeurs naturelles et culturelles du site.

C'est dans la Vallée de Viñales que fut lancé, dès 1959, le premier plan national de tourisme, selon des principes respectueux de l'environnement. C'est alors que fut construit le premier hôtel, *Los Jazmines*, qui a gardé ses qualités originelles. En 1997, selon les indications de l'Etat Partie, le site a été visité par plus de 30.000 touristes étrangers. Il faut s'attendre à un accroissement de cette fréquentation. Aussi les autorités ont-elles des plans pour l'infrastructure et les voies d'accès, de nouvelles installations hôtelières et des projets de développement du tourisme écologique.

Les autorités œuvrent en ce moment à l'établissement d'un Parc national de 13.200 hectares, qui inclurait la Vallée de Viñales en lui offrant une protection accrue de son environnement.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le site a connu, depuis toujours, une gestion traditionnelle, avec entretien régulier lié à l'exploitation agricole. L'importance du site dans l'imaginaire cubain a procuré une conservation coutumière, jusqu'aux mesures légales et réglementaires de 1979.

Authenticité

Le site proposé à l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial est un "paysage vivant" qui présente un haut degré d'authenticité. Il a pu garder son caractère spécifique, tout en accueillant des conditions de vie modernes et un afflux de visiteurs.

Prévention des risques

La zone n'est pas exposée à des catastrophes naturelles. Les mesures générales de protection et de gestion doivent permettre de prévenir les dommages dus au fait de l'Homme.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le site en février 1999.

Caractéristiques

La Vallée de Viñales présente un exemple de valeur exceptionnelle d'interaction entre l'activité humaine et un cadre naturel de grande beauté. Tout en connaissant une vie économique et sociale active, elle a conservé l'harmonie et l'équilibre élaborés par des générations d'agriculteurs, en formant un creuset d'influences culturelles diverses.

Analyse comparative

Ce paysage extraordinaire de buttes s'élevant du sol n'est pas unique pour Cuba. Des formations karstiques similaires peuvent être observées dans quelques autres régions du monde : en République Dominicaine, en Slovénie, en Thaïlande, à Madagascar, au Vietnam ou en Chine. La Baie d'Ha Long, de même composition géologique, est inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial.

Le caractère singulier de la Vallée de Viñales tient à son occupation importante et à son affectation à des activités humaines, notamment l'agriculture et, en particulier, la culture du tabac, dans le respect des méthodes traditionnelles. Cette dimension culturelle confère au site une valeur exceptionnelle.

Cependant, l'ICOMOS considère que ce bien ne possède pas une valeur universelle exceptionnelle qui justifierait son inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Si la fréquentation touristique est actuellement bien maîtrisée, il faut s'attendre à ce que son développement comporte des menaces pour l'intégrité du site. Il est recommandé de renforcer l'attention portée à ces développements dans les plans de gestion. Un programme de recueil des traditions orales et du "patrimoine immatériel" serait opportun pour conserver la mémoire de cet établissement humain singulier, dans les domaines de la musique, de l'artisanat, et des diverses formes de culture populaire.

Il serait heureux de doter le site d'une signalisation bien intégrée, avec des sentiers balisés permettant le développement d'un tourisme écologique.

Des itinéraires culturels pourraient être identifiés à partir des types de production agricole traditionnelle, comme le sucre, le tabac ou le café, pour établir des liens avec les autres îles caraïbes.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Cuenca (Equateur)

No 863

Identification

<i>Bien proposé</i>	Centre historique de Santa Ana des Rivières de Cuenca
<i>Lieu</i>	Province de Azuay
<i>Etat Partie</i>	Équateur
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Cuenca est un exemple exceptionnel de cité "entroterra" construite sur une surface libre de la rude géographie des Andes, à l'écart d'une agglomération inca, en suivant les préceptes urbanistiques édictés par Charles Quint en 1526. **Critère ii**

Elle est la matérialisation d'un modèle urbanistique idéal de ville coloniale "de l'intérieur" à vocation de centre agricole et d'administration des importantes communautés indiennes. **Critère iii**

Sa valeur exceptionnelle ne tient pas tant à la conception monumentale des constructions, mais plutôt dans sa capacité d'intégrer les différents courants architecturaux du passé tout en conservant son caractère essentiel de ville coloniale. La ville contient de nombreux immeubles en adobe, fruit d'une adaptation d'une architecture européenne traditionnelle aux conditions locales. **Critère iv**

La cité fondée par les Espagnols a produit une synthèse, dans l'aménagement de l'espace et dans les relations sociales, entre les Indiens et les nouveaux arrivés espagnols. **Critère v**

[**Note** Ce texte est une version abrégée du texte qui figure dans le dossier de proposition d'inscription]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le centre historique de Santa Ana des Rivières de Cuenca constitue un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

La ville est fondée en 1557, sur ordre du vice-Roi Andres Hurtado de Mendoza, sur un site choisi à proximité de Pumapungo. L'objectif est d'en faire un centre de production agricole d'exploitation des ressources et des conditions favorables des plaines alentour pour l'élevage et la culture. Il s'agit aussi d'établir un centre d'administration des populations indiennes nombreuses dans cette région andine.

La ville de Cuenca connut un développement lent, longtemps contenu dans les limites de son tracé initial, et est resté un centre de production agricole. Elle a intégré des apports architecturaux successifs, dans le respect du tissu urbain et de son caractère de cité coloniale et cela, jusqu'à l'indépendance politique par rapport à la Couronne espagnole, en 1820. Parallèlement, les populations et les cultures se sont mélangées.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, la ville connut un certain développement manufacturier, notamment pour la production de quinine et la fabrication de chapeau de paille. Cela lui permit un relatif enrichissement, avec construction de quelques édifices plus importants, dont l'Université de Cuenca, en 1867.

En raison de son isolement géographique, la ville de Cuenca arriva aux années 1950 avec un profil urbain cohérent. Des menaces se manifestèrent ensuite, en raison d'extensions et de transformations urbaines dues à des pressions immobilières ou à une demande sociale nouvelle. En 1982, fut adopté un "Plan de Développement Urbain de la Zone Métropolitaine de Cuenca", qui permit de conserver l'image de la ville et entreprit la restauration de plusieurs immeubles.

Description

La ville de Cuenca est située dans une vallée entourée de complexes montagneux andins qui lui ont longtemps permis d'entretenir un contact intime avec le milieu naturel.

La ville elle-même est organisée selon une stricte grille de rues perpendiculaires s'étendant à partir de la Place Centrale, le Parc Abdón Calderón, pour former un total de 200 blocs. Autour de la Place Centrale sont érigés le Gouvernement municipal, le Bureau du Gouverneur, deux cathédrales et le Palais de Justice. Les rues pavées sont larges et ensoleillées. Le tissu urbain est marqué par la présence de parcs, places, cloîtres d'églises et autres espaces publics.

Les maisons coloniales simples ont souvent été transformées en habitations plus importantes, spécialement à la période de relative expansion économique due à la production de quinine et de chapeaux. Il en résulte une architecture singulière, qui intègre diverses influences, locales ou européennes.

L'architecture vernaculaire se trouve aujourd'hui à la périphérie du centre historique et dans les zones

rurales, où elle a conservé les techniques et l'organisation de l'espace de la période coloniale.

Quelques édifices importants sont à mentionner, comme la Nouvelle Cathédrale, commencée en 1880, et l'Ancienne Cathédrale, comme le Monastère du Carmel et l'église de Santo Domingo.

Gestion et protection

Statut juridique

Les immeubles sont en majorité des propriétés privées, avec toutefois quelques édifices importants qui sont propriétés publiques ou propriétés ecclésiastiques.

Au plan national, s'appliquent : la loi sur le Patrimoine culturel de 1979, et ses règlements d'application de 1984, ainsi que la loi portant création d'un Fonds de Secours pour le Patrimoine culturel de 1988.

Au plan régional, s'appliquent diverses mesures réglementaires :

- l'Acte de Déclaration du Centre historique de la ville de Cuenca de 1982,
- l'Ordonnance pour le Contrôle et l'Administration du Centre historique de 1983,
- l'Ordonnance de Création du Directeur du Centre historique de 1989,
- l'Ordonnance sur les Enseignes et la Publicité de 1992
- l'Ordonnance d'Exonération de la Taxe Immobilière pour les propriétaires de biens déclarés Patrimoine culturel national.

Ces dispositions réglementaires s'appliquent dans le périmètre du centre historique, mais laissent la zone tampon sans un contrôle analogue, zone tampon au demeurant très étroite.

Gestion

La Commission du Centre historique est un organe spécial chargé du contrôle et de la gestion du centre historique. Pour les aspects techniques, la commission est assistée par le Secrétariat Général de l'urbanisme relevant du Gouvernement municipal de Cuenca.

Les autorités municipales ont aussi compétence pour intervenir dans la gestion du centre historique, notamment le Conseil municipal et le Maire de la ville de Cuenca.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La préoccupation de conservation s'est affirmée au cours des années 1970, pour aboutir à une protection effective à partir de 1982.

Des inventaires ont été entrepris et les zones constituant le centre historique ont été étudiées dans leurs caractéristiques.

Les immeubles du centre historique sont d'une grande fragilité en raison de leur construction en matériaux peu résistants, tout particulièrement quand il s'agit d'architecture de terre. Les autorités considèrent que leur entretien régulier par leurs propriétaires est une mesure de protection prioritaire et l'encouragent de diverses manières.

En 1995, l'aboutissement du Plan Directeur pour l'eau potable et les égouts ont assuré un assainissement fondamental pour les habitations anciennes.

Quelques pâtés de maisons du centre historique ont subi d'importantes altérations qui ne s'intègrent ni à la forme, ni à la typologie du tissu historique.

Authenticité

La ville de Cuenca a su conserver son image de ville coloniale et l'essentiel de son caractère originel. Son centre historique est habité et connaît une vie sociale traditionnelle active, dans des conditions d'habitat parfois dégradées. Compte tenu de cette occupation continue, le ville offre un haut degré d'authenticité.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue sur les lieux en février 1999. Elle a fait observer que la zone tampon devrait être reconsidérée dans ses règlements ou dans son extension car elle autorise des constructions dont l'échelle perturbe les perspectives du centre historique. Par ailleurs, l'ICOMOS a consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

La valeur particulière de Cuenca procède de l'ensemble historique, urbain, architectural et paysager qu'elle représente. Son évolution historique se matérialise dans les diverses phases de son développement urbain. Chacune de ces phases s'offre comme un livre ouvert pour l'analyse, la recherche et la connaissance des civilisations successives de la région, à travers la période Cañari, le gouvernement inca, la conquête et la colonisation par les Espagnols.

Analyse comparative

Contrairement à de nombreuses villes coloniales portuaires, Cuenca a la particularité d'être une ville historique de l'intérieur. Elle se distingue aussi de Quito ou Cuzco par son installation sur un site libre, et non en superposition d'une agglomération existante.

Dans l'étude comparative de l'ICOMOS sur le *Patrimoine architectural urbain en Amérique latine*, Cuenca figure sur la liste des biens auxquels on devrait accorder une priorité.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La zone tampon devrait faire l'objet d'un nouvel examen quant à son extension et quant aux règlements urbanistiques qui doivent lui être appliqués, en particulier à l'échelle des constructions.

Pour mieux exercer son contrôle, les autorités devraient disposer d'un inventaire complet du patrimoine immobilier du centre historique, en particulier pour les zones les plus vulnérables, comme celles où s'exercent des activités d'approvisionnement et de commerce.

Brève description

Le centre historique de Cuenca est caractéristique d'une cité coloniale de l'intérieur, établie dans une vallée entourée des massifs andins. Vouée à la production agricole, elle a permis un brassage de populations indigènes et immigrantes.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit **différé**, en demandant à l'Etat partie un nouvel examen des règlements applicables à la zone tampon et son extension. Qu'il soit également demandé des précisions quant à l'avancement de l'inventaire des immeubles du périmètre proposé pour inscription.

ICOMOS, mars 1999

San Cristóbal de la Laguna (Espagne)

No 929

Identification

<i>Bien proposé</i>	San Cristóbal de la Laguna
<i>Lieu</i>	District de Santa Cruz de Tenerife, Communauté autonome des Canaries
<i>Etat partie</i>	Espagne
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

San Cristóbal de la Laguna a une valeur universelle exceptionnelle de par la conception de son plan. Cet ensemble historique est l'archétype de la "ville-territoire". C'est le premier exemple de ville non fortifiée, conçu et construit selon un plan inspiré de la navigation, la science de l'époque. Son espace est organisé selon un nouvel ordre social pacifique inspiré par la doctrine religieuse du millénaire que suscita l'an 1500.

Ainsi, les dimensions de la ville, les processus conceptuels et les relations formelles entre les espaces et les éléments urbains prennent une signification implicite fondamentale.

Le plan de la ville se lit comme la carte du ciel, dont les points correspondent à des points particuliers de la ville et aux relations entre certains de ces points et le tout. Il a une signification symbolique et s'interprète à la manière d'une carte marine ou d'une carte des constellations de l'époque.

Remarque de l'ICOMOS Le dossier de proposition d'inscription fait suivre cette "Déclaration de signification" de 27 pages de "Justification". Pour des raisons d'économie, les différents points de la justification sont résumés en seize titres :

1. Une ville du temps des Rois catholiques (*Los Reyes Católicos*), 1500.
2. La ville d'un seul homme, le gouverneur Alfonso Fernandez de Lugo.
3. Une ville coloniale représentative de la mission des colons d'une cité-république en terre nouvelle.
4. Une ville administrative qui illustre une conception de la ville, où les décisions des pouvoirs publics et du conseil municipal (*Cabildo*) sont prises en

- compte dans le processus de la construction de la ville.
5. La première ville de "paix" – une ville non fortifiée.
6. Le premier exemple de cité-territoire, prédécesseur des villes américaines.
7. La ville en tant que projet.
8. Deux villes et deux époques de fondation : la Ville haute et la Ville basse.
9. Forme dérivée de la navigation : une sphère et une disposition en damier ordonnée selon des axes.
10. Une ville entièrement contrôlée par des mesures réglementaires.
11. Le tracé des rues est à l'image de la structure sociale : répartition équilibrée des classes sociales dans le tissu urbain.
12. Le millénarisme de l'an 1500 : la réforme du clergé se reflète dans le tissu urbain.
13. Dimensions en tant que symboles : la résurrection et la fin des temps.
14. Un axe religieux relie les églises paroissiales.
15. La signification de San Cristóbal et de La Laguna.
16. L'image de la ville : la constellation des points d'une carte de navigation et les constellations du ciel.

[Remarque L'Etat partie ne fait aucune proposition quant aux critères au titre desquels il envisage de proposer l'inscription de ce bien sur la Liste du patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

San Cristóbal de la Laguna fut fondée en 1497 par Alonso Fernandez de Lugo. La dernière ville à être établie dans les îles Canaries (qui fut le premier territoire d'outre-mer d'Espagne) tire son nom d'un lac peu profond ou d'une zone marécageuse (La Laguna) qui ne fut drainée qu'en 1837.

Les premiers colons, en majorité des soldats, ne reçurent aucune parcelle définie ; la zone urbaine non fortifiée était considérée comme un espace public où chacun pouvait construire. Des petites maisons furent donc édifiées tout autour de l'église de la Conception dans le plus grand désordre, sans plan général, dans la Ville

haute (*Villa de Arriba*). Cette situation fut régularisée en 1502, lorsqu'un plan régulier, basé sur les plans que Léonard de Vinci avait réalisés pour la ville d'Imola, fut adopté par le gouverneur (*Adelantado*) pour la zone comprise entre sa résidence officielle et l'église. Des rues principales larges (*calles reales*) reliaient les espaces publics ouverts et formaient une grille sur laquelle se greffaient de plus petites rues.

La Ville basse ainsi créée (*Villa de Abajo*) s'étendit rapidement, attirant les classes dirigeantes de l'île et, en 1515, comportait plus de mille habitants. Les communautés monastiques commencèrent à y construire au XVI^e siècle – l'église de Nuestra Señora de los Remedios (1511), l'ermitage de San Miguel (1506), les hospices de San Sebastián (1506) et Los Dolores (1515).

Le conseil municipal (*Cabildo*) fit arriver l'eau dans la ville à ses frais en 1521 et les premiers bâtiments publics furent construits en 1525. La ville chercha un statut officiel dès 1514, qui ne lui fut accordé qu'en 1531. En 1554, le conseil municipal ordonna que tout bâtiment comportant du chaume soit détruit afin de diminuer les risques d'incendie, précaution importante, car à cette date, la ville comptait déjà six mille habitants, faisant d'elle la plus grande ville des Canaries.

San Cristóbal conserva cette position politique, religieuse et commerciale dominante aux XVII^e et XVIII^e siècles. La prospérité qu'elle connut se voit dans les bâtiments construits à cette période. Le centre politique et économique fut cependant transféré à Santa Cruz au XVIII^e siècle, provoquant le déclin de San Cristóbal qui ne conserva que les rôles religieux et culturel. Un renouveau politique suivi l'installation à San Cristóbal du siège de la Cour suprême (*Junta Suprema*) des îles Canaries en 1808 mais qui prit brusquement fin lorsque, cinq ans plus tard, ce corps eut des démêlés avec le Parlement provincial (*Diputación Provincial*), installé à Santa Cruz de Tenerife, et fut dissout.

Le XX^e siècle a vu San Cristóbal recouvrer un peu de son ancien rôle, notamment grâce au prestige de son université.

Description

San Cristóbal de la Laguna est composée de deux parties distinctes – la Ville haute (*Villa de Arriba*) de 1497 et la Ville basse (*Villa de Abajo*) de 1502. La rue principale (Calle de la Carrera) forme l'axe de la ville planifiée, reliant la première église paroissiale à la Plaza del Adelantado. Parallèlement à celle-ci, la rue San Agustín, qui forme le centre géométrique de la ville, est bordée de grandes maisons construites par les premiers marchands de la ville. Des places s'ouvrent sur son passage, épousant les formes régulières inspirées de modèles mudéjars.

La première église, dédiée à l'Immaculée Conception, fut entièrement démolie et reconstruite à partir de 1511. Elle fut remaniée et agrandie à plusieurs reprises dans les siècles suivants. Le mélange de styles et les structures asymétriques – tour, baptistère, nef et

deux bas-côtés, chapelles, etc. – qui caractérisent sa forme actuelle, reflètent sa longue histoire. Non loin, il reste peu de chose du monastère de *San Agustín*, fondé au début du XVI^e siècle. Il possède encore un beau cloître à deux niveaux.

La construction de la nouvelle église paroissiale de la Ville haute fut un long processus, car le gouverneur s'intéressait d'abord au développement de la Ville basse, où les travaux commencèrent en 1515 par la construction de l'église paroissiale consacrée à *Los Remedios*. Edifice à nef unique de style mudéjar, avec une tour ajoutée au XVII^e siècle, elle devint plus tard la cathédrale du nouvel évêché de Tenerife, établi en 1813. La façade d'origine s'est effondrée et a été remplacée par une façade néoclassique ; des modifications importantes ont été réalisées au début du XX^e siècle. Actuellement, la nef centrale est bordée de bas-côtés et de plusieurs chapelles latérales.

Le couvent des dominicains de *Santa Catalina de Siena* a été inauguré en 1611. Il prit tant d'importance qu'il engloba plusieurs bâtiments voisins. Les façades de l'église et des autres bâtiments sont simples et austères mais les intérieurs sont somptueusement décorés.

Le petit ermitage de *San Miguel* a décliné très vite après sa fondation par le premier gouverneur et fut utilisé comme entrepôt jusque dans les années 1970, époque à laquelle le conseil de l'île de Tenerife le restaura et en fit un centre culturel. Les vestiges du couvent de *Santa Clara*, très prospère au XVI^e siècle, en grande partie détruit par le feu en 1697, servent également de centre culturel.

Il existe plusieurs belles demeures anciennes à San Cristóbal de la Laguna. La plus ancienne, la maison del Corregidor, dont seule la façade en pierre de taille rouge est d'origine, date de 1545. Elle est actuellement occupée par des bureaux municipaux. Également du XVI^e siècle, la maison de Lercaro, avec une façade de style maniériste remarquable, est actuellement le musée d'histoire de Tenerife.

La maison de Alvarado Bracamonte, que l'on appelle aussi la Maison des Gouverneurs, fut construite en 1624-1631 et utilisée par les gouverneurs successifs comme résidence et lieu de travail jusqu'au XIX^e siècle. Elle a un portail en pierre rouge à pilastres, un balcon de fer forgé et un fronton brisé. Elle abrite actuellement les services du patrimoine historique et artistique de la ville.

La maison de Salazar du XVII^e siècle est très bien conservée. Edifiée en 1682, elle a un élégant portail de style éclectique, principalement baroque mais avec des éléments maniéristes et néoclassiques. Elle appartient maintenant à l'évêché de Tenerife. La maison de Ossuna est contemporaine de la maison de Salazar ; sa caractéristique la plus frappante est le balcon du premier étage de la façade principale. Elle abrite l'énorme collection des archives de San Cristóbal.

Parmi les beaux bâtiments du XVIIIe siècle, il y a l'élégante maison de Montañés, d'abord demeure privée et actuellement le siège du Conseil consultatif du gouvernement autonome des Canaries, et la maison en forme de L des Jésuites, occupée par la Société de Jésus jusqu'à son expulsion des Canaries en 1767, date à laquelle elle a été reprise par la Société royale des Amis de Tenerife (*Sociedad Real Económica de Amigos del País de Tenerife*), qui en occupe encore les bureaux. La maison de la Alhóndiga fut construite au début du XVIIIe siècle pour servir de marché au maïs. Au début du XIXe siècle elle servit de baraquements aux militaires français puis de tribunal du district ; actuellement elle est occupée par des bureaux municipaux. Son portail monumental est particulièrement intéressant.

San Cristóbal possède également quelques beaux exemples d'architecture du XXe siècle, comme le Palais de Rodriguez de Azero (actuellement le casino) et le Théâtre Leal, tous deux de beaux exemples d'éclectisme.

Gestion et protection

Statut juridique

L'ensemble historique de San Cristóbal de la Laguna a été déclaré Site d'intérêt culturel (*Bien de Interés Cultural*), tel que défini par la loi de 1985 relative au Patrimoine historique d'Espagne, par la Province des Canaries, le 28 décembre 1985.

La ville possède un Plan d'urbanisme (*Plan de Ordenación Urbana* – POU) depuis 1947, complété par le Plan général de 1965. Un Plan spécial pour la rénovation du quartier historique (*Plan Especial de Reforma Interior del Casco Histórico* – PERI) a été adopté en 1977. Toutefois, ils n'ont été que partiellement mis en œuvre et ont donc été remplacés par deux nouveaux plans : le Plan spécial pour la protection et la rénovation (*Plan Especial de Protección y Reforma Interior* – PEPRI) et le Plan général d'urbanisme (*Plan General de Ordenación Urbana* – PGOU), tous deux entrés en vigueur en 1996. Le premier traite spécifiquement le centre historique, objet de la proposition d'inscription, le second couvre le reste de la municipalité.

Ces réglementations nationales, régionales et locales ont pour effet d'exercer un contrôle strict sur toutes les formes de développement dans le centre historique et sa zone tampon.

Gestion

La responsabilité de la protection, du contrôle et de l'inspection du quartier historique est partagée par la Direction générale du Patrimoine historique du Gouvernement des Canaries (*Dirección General de Patrimonio Histórico del Gobierno de Canarias*) et le Conseil de l'Île de Tenerife (*Excmo Cabildo Insular de Tenerife*), tandis qu'au niveau local, cette fonction est exercée par la mairie de San Cristóbal de la Laguna (*Excmo Ayuntamiento de San Cristóbal de la Laguna*).

Des plans de gestion sont en vigueur qui portent sur trois aspects des travaux : la conservation, la restauration et la réhabilitation, la promotion. Ils ont abouti à l'établissement de vingt-cinq projets réalisés ces dernières années au profit des principaux édifices historiques. Un programme pédagogique actif s'attache à élever le niveau de conscience des habitants, à les impliquer dans l'amélioration des structures touristiques dans le cadre des célébrations du cinq centième anniversaire de la ville.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Au début du XXe siècle, de nombreux édifices anciens ont subi des transformations importantes, en particulier les toits et les façades. Dans les années 1960, un certain nombre de bâtiments ont été détruits et remplacés par des bâtiments modernes plus hauts. Néanmoins, ce processus a pris fin grâce à l'application stricte des réglementations qui jusqu'alors avaient été largement négligées. Il a été plus difficile de lutter contre la dégradation des bâtiments due à la négligence des propriétaires, bien que la municipalité fasse de gros efforts pour inverser cette tendance. Une liste des monuments et bâtiments protégés fait apparaître que 71,4% des bâtiments sont classés dans la catégorie "bon état de restauration et de conservation".

Les réglementations et les plans actuellement en vigueur sont désormais appliqués strictement. Cette politique locale est soutenue par deux programmes qui concernent l'île dans son entier. L'un est une enquête et un inventaire complet sur la propriété foncière de Tenerife qui fournit des données sur les besoins de restauration et de réhabilitation. L'autre est un ensemble de recommandations pratiques relatives à la préservation du mobilier classé. Les deux programmes bénéficient du soutien des organisations non gouvernementales locales.

Authenticité

Une ville vivante possède une dynamique qui entraîne un processus continue de modifications et qui est une preuve d'authenticité. Ceci est bien illustré à San Cristóbal de la Laguna qui a évolué en continu depuis sa fondation il y a cinq cents ans. Cela peut se "lire" dans la disposition des rues, des espaces ouverts et des monuments qui conservent une continuité visible. Paradoxalement, c'est le retard économique enregistré depuis deux siècles qui a sauvé la ville de la destruction sauvage d'une grande partie du bâti et du tissu urbain. La ville conserve de ce point de vue une authenticité irréfutable.

Du point de vue du détail, l'authenticité est grande. Les façades d'origine qui ont survécu en grand nombre offrent un paysage urbain historique authentique qui illustre les diverses origines architecturales de la ville. L'architecture originale et authentique associe des éléments européens et islamiques ; elle a joué un rôle

important dans le développement de l'architecture dans le Nouveau Monde espagnol.

Enfin, San Cristóbal de la Laguna a conservé à un degré inhabituel l'authenticité de la fonction de quelques-uns de ses quartiers traditionnels. Ainsi les artisans et corps de métiers – forgerons, cordonniers, chaudronniers ou barbiers – occupent traditionnellement certains quartiers depuis la naissance de la ville.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité San Cristóbal de la Laguna en mars 1999.

Caractéristiques

Le quartier historique de San Cristóbal de la Laguna est un exemple de planification urbaine innovante. C'est un témoignage universel du concept de la "cité-territoire" et la conception d'une ville en tant que projet, préservé dans ses deux composantes, la Ville haute et la Ville basse.

San Cristóbal de la Laguna est aussi directement liée à une tradition culturelle, dont les éléments survivants, tangibles et intangibles sont préservés par l'utilisation d'instruments de gestion et de planification appropriés.

San Cristóbal de la Laguna est d'une grande importance pour le développement ultérieur des villes coloniales espagnoles en Amérique centrale et en Amérique du sud, et son plan est d'une grande portée culturelle.

Analyse comparative

Le concept de "ville idéale" s'est développé en Espagne au Moyen Age. Il prit pour point de départ la disposition en damier attribuée à Hippodamos de Milet, qui domina la conception urbaine pendant les périodes hellénistique et romaine et fut abondamment décrit par Vitruve. Le concept fut affiné et étendu pour prendre en compte la place de l'église dans la structure politique et sociale de la fin de la période médiévale et les structures de classes qui se sont développées avec le féodalisme et la loi féodale.

Ce concept a été formalisé et codifié à partir du XIVe siècle. La première occasion de l'appliquer à une ville entièrement nouvelle vint avec le début de l'empire colonial espagnol au XVe siècle. A cause de la situation militaire, les premières villes fondées aux Canaries furent fortifiées et ce n'est qu'avec la pacification des îles qu'il devint possible de construire la ville idéale non fortifiée.

Etant donné le caractère novateur et la nature unique de San Cristóbal de la Laguna, il semble inapproprié de considérer cette proposition d'inscription dans le contexte d'une comparaison.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Le rapport de la mission de l'ICOMOS a suggéré de légères modifications des limites du bien proposé pour inscription qui ont été acceptées par les autorités compétentes. D'autres suggestions, qui ont également été acceptées, concernent la création d'un système intégré du traitement des services d'infrastructure (par exemple les câbles électriques), la transformation en zones piétonnes de certaines rues principales (accompagnée de création de parcs de stationnement) et la recherche sur les anciens systèmes de pavage, aujourd'hui recouverts, dans le but de les restaurer.

Brève description

San Cristóbal de la Laguna possède deux centres, le premier, celui de la Ville haute, non planifié, et le second, celui de la Ville basse, première "cité-territoire" idéale conçue selon des principes philosophiques. Ses larges rues et ses espaces ouverts sont bordés de belles églises et de beaux édifices publics et privés des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critères ii et iv San Cristóbal de la Laguna est la première ville coloniale espagnole non fortifiée. Son plan a fourni un modèle pour les villes coloniales des Amériques.

ICOMOS, mars 1999

Elche (Espagne)

No 930

Identification

Bien proposé El Palmeral de Elche y sus tradiciones (Misteri)

Lieu Communauté autonome de Valence

Etat partie Espagne

Date 30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Il s'agit de l'unique forêt de palmier de ce type sur le continent européen, ce qui lui confère une valeur de paysage exceptionnel dans ce cadre géographique. Les géographes arabes et les voyageurs européens attestent ce caractère exceptionnel à travers l'histoire.

En plus de la forêt authentiquement naturelle, de nombreux palmiers sont cultivés dans les jardins et vergers, vestiges de l'exploitation agricole qu'en firent les Arabes de la péninsule ibérique il y a huit siècles. Les données archéologiques des périodes romaines et ibériques indiquent que ces plantations sont en réalité bien plus anciennes que la palmeraie arabe.

C'est aussi la survivance d'un habitat et d'une conception de la ville qui est visible sur la cartographie de la région. Le noyau central de la ville est entouré d'une série de jardins de palmiers avant d'arriver à la partie rurale proprement dite, où les exemplaires apparaissent plus disséminés jusqu'à former des forêts naturelles, sans que la main de l'homme intervienne dans leur culture.

Le palmier est une composante indissolublement associée à la culture d'Elche et s'y manifeste de différentes manières – la procession du dimanche des Rameaux, le Mystère ou « Festa » d'Elche, la Nuit des Rois et même le blason de la ville.

Le Mystère d'Elche est le seul exemple de survivance de cette forme de théâtre religieux du Moyen Age. Il est joué dans une église catholique sans interruption depuis ses origines jusqu'à nos jours. Cela lui confère une valeur extraordinaire, en particulier pour l'étude de cette forme de théâtre.

[Remarque L'Etat partie ne fait pas de propositions particulières quant aux critères au titre desquels il envisage de proposer l'inscription de ce bien sur la Liste du Patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. On peut aussi considérer que la palmeraie est conforme au critère de paysage culturel évolutif tel que défini au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

L'origine de la palmeraie d'Elche est traditionnellement attribuée aux Phéniciens et aux Carthaginois du 1^{er} millénaire av. J.-C., car les dattes faisaient partie de leur alimentation. C'est au moment de l'invasion arabe au VIII^e siècle ap. J.-C. qu'elles commencèrent à être cultivées ; un réseau de canaux d'irrigation permit d'utiliser les eaux saumâtres du Vinalopo. La ville fut à l'époque transférée vers le nord et entourée de nombreuses palmeraies de manière à recréer un paysage rappelant l'Afrique du Nord d'où venaient les nouveaux habitants.

Elche fut reprise en 1265 pendant le règne de Jacques Ier et les terres furent redistribuées. Les terres fertiles de la rive gauche, irriguées par le canal principal (*Sequia Mayor*) furent accordées à ceux qui avaient participé à la reconquête ; cette zone comprenait de nombreuses palmeraies de dattiers, dont certaines existent encore. Les terres de la rive droite (le *Magram*) ne comprenaient pas de palmeraies et furent attribuées aux vassaux musulmans (*moriscos*) qui, en dépit de la moindre fertilité de la zone et grâce à leur savoir-faire, plantèrent des palmeraies et obtinrent de hauts rendements. Ces cultures devaient malheureusement se dégrader lorsque les *moriscos* furent chassés en 1606.

Les palmeraies continuèrent de produire de grandes quantités de dattes, mais les récoltes diminuèrent à mesure que la ville s'étendait dans cette direction au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle et pour finir les dattiers furent abattus. Ce processus s'accéléra avec l'industrialisation et l'arrivée du chemin de fer au XIX^e siècle. On ne reconnut le danger qui menaçait les palmeraies que dans les années 1920 et dans les années 1930, des mesures législatives furent prises pour assurer la survivance de ce qui restait, un processus qui fut complété par la promulgation de la Loi sur la protection de la palmeraie d'Elche par le Parlement régional de Valence en 1986.

Plusieurs traditions expliquent l'origine du Mystère d'Elche, mais de récentes recherches tendent à prouver qu'il existe sous sa forme actuelle depuis la deuxième moitié du XV^e siècle, époque à laquelle il y eut en Europe un mouvement en l'honneur de l'assomption de la Vierge. Une confrérie de Notre Dame de l'Assomption fut fondée au début du XVI^e siècle à la chapelle Saint-Sébastien, près de l'église Sainte-Marie,

où l'on vénère la statue de la Vierge utilisée dans le Mystère.

L'organisation du Mystère fut reprise par le conseil municipal d'Elche en 1609, qui le finança grâce à des taxes prélevées sur la mouture des céréales et la cuisson des viandes. L'évêque d'Orihuela tenta au début du XVII^e siècle d'empêcher la représentation du Mystère sur le parvis de l'église, conformément aux décisions du Concile de Trente qui lançait la Contre-Réforme, mais le conseil municipal s'y opposa et obtint une dispense spéciale lui permettant de continuer la tradition établie sous le pape Urbain VIII en 1632. Après la guerre civile de 1936-1939, la Fondation Nationale pour le Mystère d'Elche fut créée. Elle est actuellement responsable de l'organisation du Mystère.

Description

Les dattiers d'Elche sont de l'espèce *Phoenix dactylifera* L., native du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ils peuvent atteindre 30m de haut et vivre plus de 300 ans.

Les palmeraies qui sont l'objet de cette proposition forment un groupe compact dans la partie est de la ville d'Elche. Les limites des jardins (*huertos*) sont rectilignes, les parcelles sont essentiellement carrées ou rectangulaires mais certaines sont triangulaires. Elles sont séparées par des *cascabots* (clôtures de branches de palme tressées) ou des murs de pierre de 1 ou 2 mètres de haut. Chaque parcelle comprend la maison du propriétaire ou du locataire. Ces maisons sont en général délabrées sur les parcelles les plus proches du centre de la ville. Les palmiers sont plantés en rangs simples ou doubles, le long des canaux d'irrigation. Ils produisent des dattes pour la consommation alimentaire et des palmes d'un blanc laiteux qui sont expédiées dans toute la péninsule ibérique pour la décoration et les processions du dimanche des Rameaux.

Le Mystère est joué dans l'église Sainte-Marie et dans les rues de la ville les 14 et 15 août (veille et jour de la fête de l'Assomption de la Sainte Vierge). Le premier jour est consacré à la mort de la Vierge et le second à son enterrement et à son assomption.

Gestion et protection

Statut juridique

Les palmeraies privées ou publiques qui constituent cette proposition d'inscription sont protégées par la Loi régionale de 1986 sur la protection de la Palmeraie d'Elche. Tout abattage d'arbre, changement de pratique agricole, abandon délibéré ou enlèvement de clôtures, toutes actions pouvant nuire à la qualité ou à l'apparence des palmeraies sont soumises à autorisation. Les palmeraies sont l'objet d'un suivi systématique.

Gestion

Le bien proposé pour inscription est constitué de 282 palmeraies individuelles, dont 102 se trouvent en zone urbaine et 180 dans la zone rurale environnante. Parmi

les palmeraies de la ville, 50 appartiennent à la municipalité, le reste à des particuliers. Une seule des palmeraies rurales est municipale.

Une Fondation chargée de la surveillance des palmeraies d'Elche a été créée en 1933, et son rôle a été confirmé en 1986 par une loi de la Province. Elle est composée de représentants des départements du gouvernement provincial (*Generalitat Valenciana*) chargés de la culture, de l'urbanisme et du développement agricole, de deux conseillers municipaux et d'un représentant des exploitants des palmeraies. Cet organe, présidé par le Conseiller culturel de la Province assisté par le maire d'Elche, est responsable de la politique et délègue ses fonctions administratives, conformément à la Loi de 1986, à la Commission de gestion locale (*Junta Local Gestora*).

Le plan d'urbanisme d'Elche de 1997 prend un certain nombre de dispositions concernant les palmeraies plantées sur le territoire de la municipalité. Cette dernière applique une politique d'achat des propriétés, de plantations de dattiers issus de la pépinière municipale et d'accroissement de la productivité.

La gestion du Mystère est entre les mains de sa Fondation (voir plus haut).

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation du paysage d'Elche est prise en charge depuis les années 1920, mais c'est seulement la promulgation de la Loi provinciale de 1986 qui l'a rendue obligatoire.

Authenticité

Les parcelles sur lesquelles sont plantées les palmeraies sont fidèles au système d'origine de l'attribution des terres et forment une unité avec l'ancien système d'irrigation installé pendant la période arabe.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Elche en février 1999. L'ICOMOS a également bénéficié des conseils de son Comité international sur les Jardins et les Sites historiques et de la Fédération internationale des architectes paysagers (IFLA).

Caractéristiques

Le paysage des palmeraies d'Elche et de ses environs est un exemple remarquable d'introduction d'une forme d'agriculture et d'acclimatation d'une espèce à rendement économique dans une nouvelle région. Il reflète aussi une époque importante de l'histoire.

Le Mystère d'Elche a ceci d'exceptionnel qu'il a continué à être joué sans interruption depuis la période médiévale jusqu'à aujourd'hui.

Analyse comparative

Il y a bien sûr d'innombrables palmeraies en Afrique du Nord et au Moyen Orient. Toutefois, le caractère exceptionnel d'Elche provient du fait qu'il s'agit d'une implantation délibérée, par un envahisseur qui apporte une forme d'agriculture venant d'un autre continent et qui a, de plus, conservé sa forme d'origine jusqu'à nos jours. L'ICOMOS ne connaît pas d'autre concentration comparable d'une culture vivrière importée d'une région à l'autre qui ait survécu, immuable dans ses techniques et sa distribution sur un site unique et sur plusieurs siècles.

De nombreuses cultures vivrières comme le riz et les oliviers ont aussi été acclimatées à de nouvelles terres, au cours de la préhistoire ou de l'antiquité classique, mais il est impossible de trouver un exemple qui ait une continuité spatiale et technique comparable à Elche. De nombreuses cultures vivrières ont été importées en Europe en provenance d'un autre continent de façon similaire (tabac, pomme de terre, maïs), mais cela s'est produit beaucoup plus tard que l'introduction du dattier sur la péninsule ibérique. De plus, aucun lieu spécifique d'implantation ne peut être identifié avec certitude.

Le Mystère n'est pas unique en tant que tel, mais ceux qui sont joués actuellement sont soit récents (le Mystère de la Passion d'Oberammergau fut créé au XVII^e siècle) soit des reprises du XX^e siècle (par exemple le Cycle de York).

Observations de l'ICOMOS

La zone proposée pour inscription comprend près de 300 palmeraies - 102 à l'intérieur de la ville, 180 dans la zone rurale environnante. Leur superficie est de plus de 440ha et contient plus de 11,000 arbres. Le dossier précise qu'il y a 1046 propriétés dans sept des 34 municipalités voisines qui possèdent des dattiers isolés, des petits groupes ou des alignements, ce qui suggère qu'il y ait quelque 20 000 propriétés de ce type au total.

Ces chiffres confirment les informations complémentaires contenues dans un document communiqué par la municipalité d'Elche. Cela montre que la zone qui comporte des palmeraies dans les dix communes situées au sud de la ville couvre une superficie de 9362ha. Dans ce même document, il est fait mention d'une zone tampon dans la ville de 810ha.

Le matériel cartographique remis avec la proposition d'inscription, dont une partie est réutilisée dans la demande complémentaire, contient un ensemble de cartes résultant de la révision du Plan d'urbanisme général de 1992. La carte générale, dessinée à l'échelle de 1:100000, montre des groupes de palmeraies dispersés sur le territoire, avec une concentration dans la partie est de la ville. Ces derniers sont indiqués dans le détail sur un autre plan. Toutefois, il n'existe pas de

carte qui spécifie la ou les zones proposées pour inscription ; il faut donc se reporter à la carte à petite échelle indiquée ci-dessus.

S'il semble exister une zone tampon autour des palmeraies de la ville, comme l'exigent les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (paragraphe 24.b), cela n'est indiqué sur aucune carte étudiée par l'ICOMOS. Ce type de zone existe apparemment pour les palmeraies dispersées dans les zones rurales, selon les indications du document complémentaire, mais les données cartographiques sont lacunaires.

On devrait attirer l'attention de l'Etat partie sur le fait que la Convention ne reconnaît pas la propriété intangible. Il est impossible d'interpréter l'Article 1 de la Convention de manière à prendre en compte le Mystère d'Elche. Le seul lien qui existe entre les palmeraies et le Mystère, c'est que tout deux sont particuliers à la ville d'Elche. L'association des deux dans une seule proposition d'inscription n'est pas logique ou ne le serait que dans le cas d'une proposition d'inscription de la totalité de la zone urbaine d'Elche.

Après avoir étudié attentivement cette proposition d'inscription, l'ICOMOS estime que les palmeraies d'Elche constituent un phénomène historique intéressant mais il considère qu'elles n'ont pas la valeur universelle exceptionnelle requise par la Convention du patrimoine mondial.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Sammallahdenmäki (Finlande)

No 579 rev

Identification

<i>Bien proposé</i>	Site funéraire de l'âge du bronze de Sammallahdenmäki
<i>Lieu</i>	Lappi Tl., province de Satakunta
<i>État partie</i>	Finlande
<i>Date</i>	26 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

Le site préhistorique de Sammallahdenmäki forme le monument le plus grand, le plus varié et le plus complet de l'âge du bronze scandinave que l'on puisse trouver sur la côte du golfe de Botnie. Situés dans un paysage accidenté et rocheux, les tumuli de Sammallahdenmäki représentent l'architecture monumentale de la période à son apogée. De plus, l'ancienne ligne côtière est toujours présente sur les falaises de Sammallahdenmäki.

On connaît des tumuli similaires sur la côte ouest du golfe de Botnie (Ångermanland, Uppland et Medelpad en Suède). Toutefois, les tumuli de pierre connus dans ces régions côtières ne forment généralement que de petits groupes seulement, et non de vastes rassemblements comme celui de Sammallahdenmäki. Ensemble, les trente-trois tumuli de Sammallahdenmäki forment un exemple monumental unique dans la région de la culture scandinave de l'âge du bronze, tant par le nombre et la variété des sépultures que par la préservation de l'environnement naturel. Les tumuli de Sammallahdenmäki sont en outre des témoignages uniques des pratiques religieuses de l'âge de bronze et de l'architecture monumentale associée. Il est évident que les tombes, situées dans des endroits extrêmement visibles des falaises côtières, faisaient également office de repères.

Le degré d'authenticité de l'aire du site est très élevé, que ce soit par rapport aux sépultures elles-mêmes ou au paysage naturel environnant. Grâce à sa position isolée et au respect des habitants de la région, ce site a été préservé quasiment intact dans son environnement naturel primitif. Il se dresse ainsi au milieu d'un paysage principalement naturel, dénué de structures plus tardives telles que maisons, routes ou lignes électriques.

Critères iii et iv

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

La culture scandinave de l'âge du bronze, de 1500 avant J.-C. à 500 avant J.-C., incluait la zone côtière de la Finlande continentale et l'archipel. Dans cette culture, le bronze est omniprésent, mais l'on ne trouve pourtant ni cuivre ni étain dans la région, métaux qu'on obtenait principalement par le commerce et l'échange. La valeur des objets est encore accentuée par leur association avec des sites funéraires et religieux, tels que cairns et autres types de sépultures.

Les cairns funéraires de pierre, construits de blocs de rochers, sans remblai, sur des cistes de pierre ou de bois, ont été érigés sur les falaises donnant sur la mer le long de la côte finlandaise ; plus de 3.000 ont été identifiés. Ils abritent des tombes dans lesquelles sont incinérées et inhumées les dépouilles des membres de la communauté, avec tous les objets funéraires associés.

Le site de Sammallahdenmäki est lié à des rituels d'adoration du Soleil, culte originaire de Scandinavie qui s'étendit à toute la région. C'est en outre une manière, pour les groupes familiaux, de délimiter un territoire, pratique introduite avec l'agriculture. À l'époque, la colline de Sammallahdenmäki était totalement dénuée d'arbres ; elle a probablement été choisie pour sa vue parfaitement dégagée sur la mer et son exposition au soleil dans toutes les directions.

En 1891, quatre tumuli ont été mis à jour, ce qui a permis de mieux comprendre leur contenu et leur usage. Le nombre de tumuli connus est plus important que le nombre d'habitations humaines de l'époque. Ainsi, la distribution des tombes permet de mieux observer la répartition de la population humaine. Nombre de tumuli sont directement associés à des installations humaines, probablement celles de leurs constructeurs, mais celles qui correspondent aux individus enterrés à Sammallahdenmäki n'ont pas encore été identifiées.

Description

Le cimetière de Sammallahdenmäki comprend trente-trois tumuli funéraires ; dans toute la Finlande, c'est le plus grand et le plus beau de ces sites, dont vingt-huit tumuli peuvent sans hésitation être datés de l'âge du bronze ancien. Ces tumuli se dressent le long de la crête et en haut des versants sur une ligne de 700 m, et sont disposés en plusieurs groupes distincts.

Les structures ont été construites à l'aide de blocs de granit extraits du versant de la falaise au-dessous de la crête ou trouvés sur le site lui-même. D'autres sont faites de maçonnerie de pierres sèches. On peut les classer en plusieurs groupes différents, en fonction de

leur forme et de leur taille : petits tumuli circulaires et bas, grands tumuli en forme de buttes, et tumuli circulaires dotés de murs. Ils entourent des cistes faits de dalles de pierre.

Ce site abrite également deux structures inhabituelles. L'une est ovale et allongée (24 m sur 7,5 – 8 m) et semble avoir été agrandie en trois étapes successives. Elle ne contient que du charbon, et aucun ossements n'y ont jamais été découverts. Quant à la seconde, il s'agit d'un grand tumulus quadrangulaire, connu sous le nom de "plancher de l'église" (*Kirkonlaatia*), unique en Finlande et extrêmement rare en Scandinavie. De surface plane, il ne possède aucun mur extérieur et les strates de pierre s'amincissent vers le centre. Les fouilles ont révélé, en son centre, une structure interne faite de dalles de pierre. Il reste difficile de déterminer si cette structure était associée à des cérémonies religieuses ou s'il s'agit d'une tombe.

Aucun des tumuli de Sammallahdenmäki n'a livré d'outils de bronze. Leur disposition et leur emplacement indiquent qu'ils appartiennent sans nul doute à l'âge du bronze ancien.

Gestion et protection

Statut juridique

La zone des tumuli proposée pour inscription, qui couvre 35 hectares, est protégée en vertu des dispositions de la loi finlandaise sur les Antiquités (295/63), aux termes de laquelle creuser, couvrir, modifier, endommager ou enlever un monument antique sans autorisation préalable du conseil national des Antiquités (*Museovirasto*) est un délit. Les limites du site et de sa zone tampon (55 hectares) ont été définies en 1993 par le gouvernement provincial, en accord avec le conseil national.

Le site et ses alentours sont également protégés par le système régional de planification finlandais. Les plans régionaux, qui doivent être approuvés par le ministère de l'Environnement, constituent la forme la plus stricte de protection législative en Finlande. Dans les plans régionaux successifs établis pour Satakunta de 1985 à ce jour, la zone tampon est présentée comme un "environnement à l'importance culturelle et historique tel que défini aux termes des critères paysagers, historiques, architecturo-historiques ou artistiques".

Gestion

Le site est une propriété privée.

Le conseil national des Antiquités est responsable de la gestion du site. Il n'existe aucun personnel permanent spécialement chargé de la promotion ou de la maintenance du site.

L'agriculture est la seule forme de développement autorisée dans la zone. Aucune opération de construction ou opération d'abattage ne sont permises sans l'autorisation préalable de l'instance compétente.

La zone tampon se compose principalement de cultures, de champs et de zones boisées ; elle est contiguë à la réserve naturelle de Saarnijärvi, une zone naturelle protégée.

Le plan de gestion du site élaboré par le conseil national des Antiquités vise à le conserver parfaitement intact. La maintenance se limite à l'enlèvement des branches et des arbres tombés sur le site et à l'entretien de ses chemins, ainsi qu'à l'élimination des jeunes pousses d'arbrisseaux sur les tumuli eux-mêmes. Selon les estimations, ce travail ne prend que quelques jours par an. Les visiteurs sont guidés par des chemins marqués. La compréhension et la présentation du site ne peut se faire sans prendre en considération la valeur significative de son aspect naturel.

Une centaine de personnes visitent le site chaque année, principalement des écoliers locaux. Les touristes peuvent accéder à la zone par des routes signalisées partant des plus grandes autoroutes. De plus, un panneau multilingue affiche des informations sur le site, et des visites guidées peuvent être organisées par l'intermédiaire du conseil national des Antiquités.

Ce site fait partie de la route touristique des "Empreintes des Ancêtres", élaborée par un office du tourisme local. Cette initiative s'inscrit dans un projet plus vaste, le Registre d'inscription des sites de tourisme préhistoriques.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Ce site a été pour la première fois mentionné en 1878, dans un inventaire des sites anciens de la région. Certaines fouilles sont supposées avoir eu lieu sur quelques tumuli, mais il n'existe apparemment aucun compte-rendu des résultats. Les premières fouilles scientifiques ont eu lieu en 1891, révélant la présence de dix-sept tumuli. En 1961, une étude a noté la présence de vingt-six tumuli, et un projet de cartographie de la région, en 1990, en a enregistré au total trente-trois.

Peu de travaux de restauration ou de reconstruction ont été jugés nécessaires. Les tumuli fouillés en 1891 et ces dernières années ont été rendus à leur état originel. D'autres, pillés au XIX^e siècle, ont été laissés en l'état dans lequel ils ont été trouvés après ces interventions illégales, car il n'existe aucune information sur leur forme et leur taille originale.

Authenticité

Le degré d'authenticité du site est très élevé. En effet, les tumuli sont faits de granit, roche qui ne s'érode pas facilement. Les environs sont restés intacts et les tumuli eux-mêmes n'ont que très peu été modifiés, à l'exception de la poignée d'entre eux qui a été pillée au XIX^e siècle et de ceux qui ont été fouillés. L'emplacement isolé du site l'a mis à l'abri du

développement ; en outre, la population locale s'est enorgueillie de le protéger elle aussi.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue sur le site en mai 1999 (une visite antérieure avait été annulée du fait de mauvaises conditions météorologiques dans la région).

Caractéristiques

Le site de Sammallahdenmäki offre une perspective d'une valeur incommensurable sur l'âge du bronze dans la région. L'état complet et l'intégrité du site en font une ressource incomparable pour les futures recherches sur le comportement social des sociétés de l'époque.

Analyse comparative

L'ICOMOS a consulté le professeur John Coles (anciennement de l'université de Cambridge, Royaume-Uni), reconnu comme l'expert le plus important de l'âge du bronze en Europe septentrionale, quant à l'importance culturelle relative du cimetière de Sammallahdenmäki. Dans son rapport, il souligne que "les tumuli sont... spectaculaires de par leur emplacement,... ils n'ont pour la plupart jamais été examinés, et sont isolés", et par conséquent "présentent un portrait quasi unique d'un paysage de l'âge du bronze qui n'a pas été touché par les horreurs modernes telles que voitures et lignes électriques ... (le site) mérite fortement d'être considéré pour inscription".

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La décision de laisser l'environnement des monuments en l'état est bienvenue, car elle augmente les chances d'étude du contexte environnemental.

Toutefois, l'État partie devrait être encouragé à prendre des dispositions en vue de l'impact d'une éventuelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial, qui augmenterait inévitablement le nombre de visiteurs. Une campagne de promotion d'envergure nationale et internationale s'impose, afin de sensibiliser le public à la valeur scientifique et symbolique de ce site.

Les éléments du plan de gestion en cours de préparation (conformément au *Guide de gestion des sites du patrimoine culturel mondial* de l'ICCROM-UNESCO-ICOMOS) ont été communiqués à la mission d'expert de l'ICOMOS. Les mesures sont classées selon quatre degrés de priorité. Priorité A : relevé topographique et archéologique et protection des cairns ; priorité B : interprétation (signalisation, brochures, etc.) et consultation de la communauté locale ; priorité C : amélioration du site des cairns (y compris la gestion des terrains boisés), accès

handicapés et plans d'urgence pour une augmentation limitée du nombre des visiteurs et enfin, priorité D : plans d'urgence pour une augmentation importante du nombre des visiteurs.

L'ICOMOS approuve les mesures prises par l'Etat partie mais recommande cependant que soit accordée une plus grande priorité aux plans d'urgences afin d'affronter l'augmentation prévisible du nombre des visiteurs.

Brève description

La trentaine de tumuli funéraires de granit du cimetière de l'âge du bronze de Sammallahdenmäki est un témoignage exceptionnel des structures sociales et religieuses de l'Europe du Nord il y a plus de trois millénaires.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iii et iv* :

Critère iii Les cairns du cimetière de Sammallahdenmäki apportent un témoignage exceptionnel sur la société de l'âge du bronze en Scandinavie.

Critère iv Le cimetière de Sammallahdenmäki est un exemple remarquable des pratiques funéraires de l'âge du bronze en Scandinavie.

ICOMOS, juin 1999

Saint-Emilion (France)

No 932

Identification

Bien proposé Ancienne juridiction de Saint-Emilion (comprenant les communes de Saint-Christophe-des-Bardes, Saint-Emilion, Saint-Etienne-de-Lisse, Saint-Hippolyte, Saint-Laurent-des-Combes, Saint-Pey-d'Armens, Saint-Sulpice-de-Faleyrons et Vignonet)

Lieu Région Aquitaine, Département de la Gironde

Etat partie France

Date 30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Le site de l'ancienne juridiction de Saint-Emilion porte un témoignage exceptionnel sur une tradition culturelle et une civilisation vivante, celle de la vigne. **Critère iii**

Il offre un exemple éminent à la fois d'un ensemble architectural de grande qualité, particulièrement les édifices religieux et civils de la commune de Saint-Emilion, et d'un paysage illustrant plusieurs périodes significatives de l'histoire humaine – occupation des grottes naturelles dès la Préhistoire, utilisation des ressources géographiques et climatiques pour la création d'un type particulier d'exploitation. **Critère iv**

Il constitue un exemple marquant d'occupation du territoire représentatif d'une culture et est un témoignage unique de la parfaite symbiose entre un terroir, des hommes et une production. **Critère v**

Catégorie de bien

En terme de catégories de bien culturel telles que définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. C'est aussi un paysage culturel tel que défini à l'article 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

Les premières traces d'établissement humain dans la région de Saint-Emilion remontent au moins au

Paléolithique supérieur (35000-10000 av. J.-C.). Le menhir de Pierrefitte confirme la présence humaine aux V^e et IV^e millénaires av. J.-C. La région était densément peuplée durant la période celto-gauloise comme l'atteste l'*oppidum* (ville fortifiée) construit sur le plateau surplombant la ville actuelle de Saint-Emilion.

L'occupation romaine commença lorsque Auguste créa la province d'*Aquitania* en 27 av. J.-C. Avec la prospérité de *Burdigala* (Bordeaux), Valerius Probus utilisa ses légions pour déboiser la forêt de *Cumbris* en 275 av. J.-C et planta le premier vignoble en greffant de nouvelles variétés de vignes sur la *vitis biturica* qui poussait à l'état sauvage dans la région. Les traces d'occupation romaine sont nombreuses, en particulier les riches villas, et c'est là que le poète latin Ausone se retira lorsqu'il cessa ses activités publiques au IV^e siècle.

Les premiers monastères chrétiens apparaissent au début du VII^e siècle. Une légende raconte qu'au milieu du VIII^e siècle, un moine breton, Emilian, chercha refuge dans la communauté bénédictine et mena une vie d'ermite dans une grotte. Ses nombreux miracles attirèrent de nombreux compagnons qui vécurent selon la règle de saint Benoît. Ils commencèrent à construire l'église monolithe qui ne sera terminée que trois siècles plus tard. La région se trouvant sur le chemin du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle, elle connut à partir du XI^e siècle une grande prospérité et de nombreux monastères, églises et autres institutions religieuses furent fondés. La construction des nombreux bâtiments de pierre accompagnant ce développement donna lieu à une exploitation intensive des carrières de l'excellente pierre calcaire de la région jusqu'au XVIII^e siècle.

Lorsque Aliénor d'Aquitaine épousa Henri Plantagenêt, qui devint Henri II d'Angleterre, la ville de Saint-Emilion, à l'époque fortifiée, fut rattachée à la couronne d'Angleterre, en même temps que la Guyenne. En 1199, Jean sans Terre accorda à la ville ses premières libertés.

En 1224, lorsque cette partie de la Guyenne fut reprise par la France, Louis VIII commença la construction du Château du roi qui ne devait être achevé qu'en 1237 par Henri III d'Angleterre. En 1298 Edouard Ier signa un décret définissant les limites de la jurade. Cinq ans plus tard, elle repassa sous la domination française avec Philippe Le Bel, puis elle changea de mains à plusieurs reprises pendant la guerre de Cent Ans.

En 1453 elle devint définitivement française, et trois ans plus tard, Charles VII confirma tous les privilèges accordés par les Anglais à la ville pour aider à son rétablissement. Elle devait souffrir à nouveau pendant les guerres de religion à la fin du XVI^e siècle et, malgré les efforts de Louis XIV, elle perdit sa place dominante face à Libourne. C'est ce qui explique que la ville conserva son apparence médiévale jusqu'au XVIII^e siècle, période à laquelle ses fortifications furent démantelées. De profonds changements sociaux se produisirent sous la Révolution qui détruisit

l'ancien ordre datant du Moyen Age, et de nombreux anciens bâtiments furent démolis ou tombèrent en ruine.

Ces événements eurent un effet néfaste sur les vignobles et ce ne fut pas avant 1853 que Saint-Emilion commença à se relever, grâce à ses vignobles. Pendant les XII^e et XIII^e siècles, ils avaient produit ce que l'on appelait des *vins honorifiques* parce qu'ils étaient présentés en cadeaux aux rois et aux personnages importants, ce qui donne une indication de leur qualité. Un corps réglementaire dénommé la Jurade contrôlait la qualité du vin de Saint-Emilion et accordait cette appellation à un nombre limité de vins.

La demande des consommateurs flamands au XVIII^e siècle entraîna un accroissement de l'activité viticole, car la qualité des vins de Saint-Emilion permettait leur transport par bateau sans que le vin tourne au vinaigre. La qualité exceptionnelle des vins de la région fut reconnue au cours de ce siècle, comme l'atteste les archives innombrables de cette époque. Sous le Second Empire, la production de vins rouges se généralisa dans la région, remplaçant les vins blancs qui étaient plus communs au Moyen Age. Leur distribution fut grandement facilitée par l'ouverture en 1853 de la ligne de chemin de fer entre Paris et Bordeaux.

En 1867 les vins de Saint-Emilion obtinrent la médaille d'or de l'Exposition universelle, suivie par la plus haute distinction, le *Grand Prix Collectif* de l'Exposition universelle de 1889. *La Jurade*, qui avait été supprimée pendant la Révolution, fut restaurée en 1948, et continue d'assurer la qualité des vins de Saint-Emilion.

La première classification des vins de Saint-Emilion par l'Institut National des Appellations d'Origine (AOC) intervint en 1954, lorsque quatre appellations furent définies. Leur nombre fut réduit à deux - *Saint-Emilion* et *Saint-Emilion Grand Cru* - en 1984. Par rapport à d'autres régions viticoles du Bordelais, Saint-Emilion s'est distingué par ses innovations, telles que la création du premier syndicat vinicole en 1884 et les premières caves coopératives de la Gironde en 1932.

Actuellement, les vignobles de Saint-Emilion produisent annuellement en moyenne 230000 hectolitres de vin (rouge), soit 10% des vins AOC de la Gironde.

Description

Les 7846ha qui sont l'objet de cette proposition d'inscription couvrent huit communes, correspondent à la juridiction établie au XII^e siècle par Jean sans Terre, roi d'Angleterre. Elle est bordée au nord par la Barbanne, un affluent de l'Isle, au sud par la Dordogne, à l'ouest par le territoire de Libourne et à l'est par celui de Castillon-la-Bataille.

Le relief se caractérise par une succession de strates calcaires qui s'entrecroisent dans le paysage. Cette forme géologique disparaît dans le nord, en même

temps que le grès tendre qu'elle recouvre et fait place à un mélange hétérogène de sables argileux et de graviers plongeant vers le sud. Deux types de pentes sont clairement identifiables : celles du nord sont douces et entrecoupées de vallées, celles du sud sont abruptes et plongent dans la vallée de la Dordogne en formant des vallées concaves (*combes*), dans l'une desquelles se trouve la ville de Saint-Emilion.

Le climat convient admirablement bien à la viticulture – des hivers doux et humides qui commencent tard dans l'année, des étés chauds également tardifs et des automnes ensoleillés qui favorisent le mûrissement des raisins. Le paysage est celui d'une monoculture, des vignobles exclusivement qui occupent quelque 5400ha, soit plus de 67.5% de la superficie totale. Hormis les établissements humains, les seules autres traces d'exploitation sont les carrières abandonnées qui fournissaient la pierre calcaire des bâtiments publics et religieux de Bordeaux et de ses environs jusqu'au XVIII^e siècle.

La longue histoire viticole a marqué de manière caractéristique les monuments et l'architecture. Toutefois avant que la viticulture ne prédomine, des demeures seigneuriales, des châteaux médiévaux et Renaissance, ont été construits sur des hauteurs. Par exemple, le château Laroque, du XIII^e siècle (Saint-Christophe-des-Bardes), le Château de Preyssac du XIV^e siècle (Saint-Etienne-de-Lisse) et le Château Ferrand du XVI^e siècle (Saint-Hippolyte).

Les « châteaux » des vignobles sont quant à eux situés au centre de leur domaine. Ils datent du milieu du XVIII^e siècle (Château Ausone, Château Canon) au début du XIX^e (Château Cheval-Blanc, Château Mondot) jusqu'à la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles (Château Laroze, Château La Gaffalière). Les premiers édifices sont de style classique relativement sobre tandis que les derniers sont plus extravagants.

Les villages sont caractérisés par des maisons de pierre modestes, habitées par des ouvriers agricoles, datant de la première moitié du XIX^e siècle. Elles n'ont jamais plus de deux niveaux et sont rassemblées par petits hameaux. Les *chais* sont de grandes structures rectangulaires et fonctionnelles, construites en pierre ou briques, avec des toits de tuiles à double pente. On a commencé à les construire dans les années 1930, soit comme nouvelles constructions, soit comme des réutilisations de structures plus anciennes.

Les villes et villages de la région renferment de nombreux monuments historiques. A Saint-Emilion, les monuments religieux les plus importants sont l'ermitage ou grotte de Saint-Emilion, l'église monolithe surmontée de son clocher, les catacombes monastiques du Moyen Age et l'église collégiale avec son cloître. Cet ensemble, essentiellement roman à l'origine, se regroupe autour du centre de pèlerinage du saint ermite. Il y a également un groupe de monuments séculiers, notamment le donjon massif du Château du Roi et les ruines élégantes du Palais Cardinal. Il y a de jolies églises romanes dans chacun des sept autres villages. L'énorme menhir de Pierrefitte est sur la commune de Saint-Sulpice-de-Faleyrens.

Gestion et protection

Statut juridique

Depuis juin 1968 Saint-Emilion est un site protégé ; la désignation inclut la totalité de la cité médiévale. En 1986 une zone de protection, un secteur sauvegardé, a été créée au titre de la "Loi Malraux" de 1962. De nombreux monuments et sites situés dans les huit communes sont également protégés par la loi.

Saint-Emilion, Saint-Christophe-des-Bardès et Saint-Sulpice-de-Faleyrens ont des Plans d'Occupation des Sols - POS - qui réglementent toutes les formes de développement dans leurs limites.

Les zones de production de vin sont protégées par un décret de 1980 du Ministère de l'agriculture qui désigne le groupe des communes produisant des vins AOC comme étant d'intérêt public. D'autres instruments juridiques de 1990 et 1998 réglementent toute intervention sur la terre qui risquerait de porter préjudice à son intégrité.

En 1991 les zones boisées au sommet des plateaux des territoires de cinq des communes étaient inscrites à l'inventaire Znieff comme "zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique". Cela n'a pas de force réglementaire mais une influence évidente sur les POS ; ils figurent déjà dans ceux de Saint-Christophe-des-Bardès et Saint-Emilion.

Gestion

La propriété de chacun des biens individuels qui constituent cette proposition d'inscription est détenue par des personnes privées, des institutions ou des organismes publics à différents niveaux.

Il n'existe pas de plan de gestion global pour la région, mais trois communes ont un POS. En 1966, le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de la juridiction de Saint-Emilion, couvrant les huit communes, a été créé pour coordonner "les œuvres et services présentant un intérêt général pour toutes les communes associées". Parmi ses prérogatives, il y a la protection et la préservation des monuments historiques de sa juridiction. Saint-Emilion s'est servi de cette structure pour éliminer toutes les antennes de télévision de la ville.

Le SIVOM de Saint-Emilion prépare actuellement un plan global de conservation pour la protection de la totalité du paysage et du patrimoine architectural, avec le soutien du Conseil régional de l'Aquitaine et le Conseil général de la Gironde.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Il existe une longue tradition de conservation systématique des principaux édifices religieux et publics de la région, en particulier ceux qui sont protégés par la loi sur les monuments historiques. En conséquence, l'ensemble jouit d'un haut degré de conservation. La consolidation des édifices protégés est en cours, et le POS de Saint-Emilion est appliqué afin d'assurer le maintien du paysage des rues de la ville, sans nouvelles constructions à proximité des monuments historiques.

Authenticité

Le niveau d'authenticité est élevé dans les zones urbaines. Cela est confirmé si l'on se reporte aux plans et aux documents photographiques historiques.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité la zone proposée pour inscription en janvier 1999.

Caractéristiques

La Juridiction de Saint-Emilion et ses huit communes constituent un ensemble remarquable d'une valeur monumentale et paysagère incontestable. Les nombreux monuments de la région, dont certains sont d'une valeur exceptionnelle, tels que le menhir de Pierrefitte ou l'église de Saint-Emilion, symbolisent admirablement l'histoire de la région et la richesse des différentes cultures qui y ont laissé leur empreinte, créant un patrimoine monumental inestimable. Les huit communes tirent un caractère spécial de la manière dont elles ont évolué par rapport aux besoins de l'existence humaine. Le plus important toutefois est la manière dont toutes ces activités se sont conformées aux caractéristiques du paysage. Sans le détruire, les communautés humaines ont tiré le meilleur parti de ses caractéristiques dans l'aménagement du paysage pour développer leurs activités et leur manière de vivre. L'exploitation des carrières, l'établissement et le développement urbain, la construction des églises, des monastères et des maisons d'habitation – tout cela a créé une communauté en parfaite harmonie avec la topographie. La recherche de la qualité, le respect du sol et le développement des techniques de production ont assuré la survie et consolidé la beauté de l'ensemble.

Pour cette raison, la Juridiction de Saint-Emilion est entièrement conforme à la deuxième catégorie de paysage évolutif (*Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, paragraphe 39*) – un paysage vivant qui conserve un rôle social actif dans la société contemporaine, étroitement associé au mode de vie traditionnel dans lequel le processus évolutif se poursuit, et qui en même temps montre des preuves manifestes de son évolution au cours des temps.

Analyse comparative

L'ICOMOS est d'avis que Saint-Emilion est exceptionnel, réunissant comme il le fait des monuments d'une qualité extraordinaire qui sont demeurés intacts à travers les âges, avec un paysage d'une grande beauté et d'une grande stabilité qui justifient leur inscription sur la Liste du Patrimoine mondial.

Observations de l'ICOMOS

Bien que la totalité de la zone proposée pour inscription soit protégée par diverses lois, il manque un plan d'ensemble qui définit et évalue les composantes du paysage et établit des dispositions générales pour la formulation de plans de gestion plus précisément définis.

Cette carence a été signalée pendant la visite de la mission d'expertise de l'ICOMOS aux autorités compétentes qui sont prêtes à commencer des travaux de planification dans un délai aussi court que possible. L'ICOMOS ne croit pas qu'il faille différer l'examen de cette proposition dans l'attente de la conception et de la réalisation de ce plan, mais il est d'avis que l'Etat partie doit s'engager fermement à prendre des mesures urgentes.

Sachant que d'autres propositions d'inscription de paysages viticoles peuvent être faites dans les années à venir, l'ICOMOS effectuera une étude comparative au niveau européen avec des biens similaires.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères iii et iv* :

Critère iii La Juridiction de Saint-Emilion est un exemple remarquable d'un paysage viticole historique qui a survécu intact et est en activité de nos jours.

Critère iv La Juridiction historique de Saint-Emilion illustre de manière exceptionnelle la culture intensive de la vigne à vin dans une région délimitée avec précision.

Il est suggéré que la dénomination du bien soit abrégée en enlevant le nom des communes.

ICOMOS, mars 1999

Vallée de la Loire (France)

No 933

Identification

Bien proposé La vallée de la Loire entre la Maine et Sully-sur-Loire

Lieu Départements : Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et Loire et Maine-et-Loire.
Régions : Centre et Pays de la Loire

Etat partie France

Date 29 juin 1998

Justification émanant l'Etat partie

La vallée de la Loire entre Sully-sur-Loire et la Maine a été, à la Renaissance, une aire culturelle majeure de rencontres et d'influences entre la Méditerranée italienne, la douce France et les Flandres. Cette aire culturelle a vu l'émergence d'une civilisation paysagère, française en premier lieu, puis européenne, qui a élaboré certains des modèles les plus achevés des paysages de la modernité.

Les habitants de la vallée avaient certes cultivé, soigné et aimé contempler leur pays avant la Renaissance, en l'aménageant selon la séquence classique *domus-hortus-ager-saltus* entre les deux grands milieux naturels du fleuve et de la forêt environnante. Mais c'est à partir de la Renaissance, et conjointement à l'apparition du mot "paysage" en Europe, que les développements originaux de cette organisation de l'espace commencèrent à faire l'objet de représentations littéraires, picturales et jardinières qui les érigèrent en modèles esthétiques et explicitement paysagers, conditions requises pour que l'on puisse parler de paysages culturels.

Avant la Renaissance, les premières représentations littéraires de ces paysages sont dues à Charles d'Orléans puis, sur un autre mode, à Rabelais, dont l'Abbaye de Thélème restera un modèle emblématique jusqu'à aujourd'hui. A la Renaissance, les représentations littéraires seront principalement dues à Pierre de Ronsard, Honorat de Racan et Joachim du Bellay. Elles décrivent et célèbrent les beautés de ces paysages, non sans marquer leur excellence par rapport à d'autres, pourtant fameux, ceux de Rome par exemple, où séjourna Du Bellay.

Parallèlement à ces célébrations du pays, les représentations jardinières proprement esthétiques – et dépassant donc les simples jardins de subsistance ornés de fleurs – accompagnèrent la métamorphose des grandes forteresses moyenâgeuses en châteaux de

plaisance et d'agrément. Dans ces jardins si nombreux, *l'aquosité*, ce terme typique de la Renaissance aujourd'hui tombé en désuétude, qui signifiait la jouissance de l'eau sous toutes ses formes, stagnantes, courantes et jaillissantes, ne le céda en rien à l'amour des plantes et des animaux dans des mises en scène amplifiant considérablement les dimensions et les ambitions des jardins du Moyen Age.

Cette émergence de modèles nouveaux, célébrés *in visu* par les poètes et mis en œuvre *in situ* par les architectes, ne fut pas sans lendemain. Le mouvement né de l'Humanisme sur les bords de la Loire allait se poursuivre et se répandre pendant des siècles, et ce fut la modernité. Les paysages ligériens allaient s'y inscrire et contribuer sans rupture au développement du paysage moderne.

Au XVII^e siècle, les paysages ligériens furent célébrés par Jean de la Fontaine et la marquise de Sévigné ; quant à l'art des jardins, il se prolongea dans les grands chefs d'œuvre classiques où l'aquosité s'étoffa si bien qu'ils devinrent en quelque sorte les laboratoires de « l'architecture hydraulique » qui devait s'épanouir dans la construction des grands canaux au siècle des Lumières.

Au XIX^e siècle, les paysages ligériens furent célébrés, entre autres, par Alfred de Vigny, Gustave Flaubert, Honoré de Balzac, Charles Baudelaire et même Victor Hugo, dont la sensibilité romantique rejoignait celle d'un Turner, peintre majeur de la Loire. Le Val de Loire fut également étudié et célébré par une pléiade de géographes dont certains, les deux Reclus par exemple, allèrent jusqu'à parler "du plus beau royaume sous le ciel" et affirmer que la Loire moyenne avait "plus que toute autre province contribué à la naissance et au développement de la nation". Quant aux grands initiateurs du tourisme moderne, les Joanne, Abel Hugo et autres Ardouin-Dumazet, ils joignirent leurs voix à ces savants pour faire du Val une des plus grandes destinations touristiques d'Europe puis du monde, ce qu'il est resté. C'est d'ailleurs le XIX^e siècle qui vit le développement des représentations picturales et photographiques du fleuve, lesquelles jouèrent le rôle que l'on sait dans la diffusion de son renom et dans le renforcement de la volonté de protection de ses trésors patrimoniaux, souci apparu au milieu du siècle et demeuré intact jusqu'à nos jours.

Les représentations picturales des paysages ligériens apparurent en effet plus tardivement que leurs représentations littéraires et jardinières. René Bazin a attribué ce décalage à la difficulté de peindre la Loire du fait des trop vastes dimensions de sa vallée et de sa lumière, "fine, voilée, que ne relève aucune ombre forte, aucun contraste". Il est vrai que, dans la vallée de la Seine par exemple, les peintres pouvaient trouver des points de vue leur permettant d'en embrasser la totalité, de coteau à coteau, de façon à représenter le fleuve dans son cadre. Les dimensions de la Loire sont telles que ce type de cadrage y est quasi impossible, exception faite – et les peintres et graveurs en ont largement profité – des ponts, des quais et des fronts urbains de ses villes, tous motifs très tôt et très souvent représentés. Tel fut du reste le cas, au XIX^e siècle, de Joseph Mallord William

Turner. Mais il sut aussi inventer d'autres points de vue et, de plus, utiliser les transparences de l'aquarelle pour suggérer la finesse de la lumière ligérienne dans le Val. La série des tableaux qu'il réalisa lors de son voyage entre Nantes et Orléans en 1826 reste un monument et une consécration.

Et l'on peut regretter que Delacroix, qui peignit la Loire avec une sensibilité prémonitoire des œuvres modernes, ne se soit pas davantage consacré à ces motifs si dignes de ses visions de grandeur. Regrettons enfin, pour tout dire, qu'un Stendhal n'ait pas eu connaissance, à ce qu'il semble, de ces œuvres majeures. Son génie romantique aurait sans doute découvert dans ces paysages une dimension qu'il semble avoir ignorée.

L'époque moderne compte de nombreux peintres de la Loire, un Debré, un Boller, un Kolsch, un Verdenet. Mais les photographes sont bien sûr les plus nombreux. La photographie a pu, en Loire comme dans bien des paysages naturels de montagne inventés au siècle dernier, suppléer aux limites de la peinture pour exprimer le caractère monumental et grandiose du fleuve. Pour autant, ces représentations picturales et photographiques n'ont pas supplanté celles des écrivains et de poètes. Dans cette longue lignée, c'est surtout le nom de Maurice Genevois qui vient à l'esprit, mais il ne doit pas faire oublier les autres, très nombreux, qui ont trouvé et trouvé encore dans la Loire leur source d'inspiration, on pense à Charles Péguy, René Bazin, René Boylesve, Julien Gracq, Francis Ponge, et à ceux qui ont formé l'École de la Loire à la fin du siècle dernier autour d'Hubert-Fillay.

Les célébrations séculaires des artistes, non seulement ligériens mais encore français et étrangers, auront toutes contribué à l'éclosion du mythe ligérien. Tous auront longuement décrit et souvent apostrophé la Loire avec l'admiration mêlée de respect et de crainte qui conviennent à un très haut personnage, un personnage royal en vérité. Un ouvrage tout récent, résumant le sentiment unanime, la célèbre précisément comme une reine dont le cours moyen marque le couronnement. Comme telle en effet, elle est digne d'admiration, de respect et de crainte, car quel est le souverain qui, tout soumis qu'il soit aux exigences de l'étiquette et des rituels de sa fonction, ne resterait souverainement libre, jusque dans ses colères, parfois dévastatrices ? Ainsi en va-t-il de la Loire en son royaume. Consciente des exigences de son rang, elle se soumet aux contraintes des savoir-faire et des besoins de ses sujets et accepte de les voir aménager son lit pour mieux les combler de ses bienfaits, tout en restant souverainement libre. La Loire "dernier fleuve sauvage d'Europe" ? Proposons plutôt cette autre figure du mythe : "La Loire dernier fleuve libre d'Europe".

Critère ii

Les modèles paysagers élaborés au cours de la Renaissance dans la vallée de la Loire se sont développés sur le fond de l'ordonnement *domus-hortus-ager-saltus*. L'apport spécifique de la Renaissance se mesure par les développements qu'elle a apportés à trois des domaines de ce schéma d'organisation de l'espace.

L'invention majeure fut la métamorphose de l'*hortus* en jardin de plaisance attenant au château, puis, au fil du temps, aux autres demeures, et finalement à une part très importante de l'espace séparant les deux *saltus*, du fleuve d'un côté et de la forêt de l'autre. Non pas que cet espace fût explicitement conçu comme un jardin de plaisance, mais parce que les cultures relevant spécifiquement du jardin, notamment les vergers et la vigne, où la taille et les soins les plus attentifs tiennent une place prépondérante, y occupèrent progressivement la majeure partie de l'espace, en y supplantant souvent les labours de l'*ager*. Cette extension du jardin et de ses techniques au territoire ligérien entre fleuve et forêt a trouvé son expression la plus forte en Touraine, très tôt célébrée comme le Jardin de la France, lui-même fréquemment érigé en modèle représentatif de l'ensemble du territoire national : la France n'est-elle pas d'abord, pour beaucoup, un pays dont le caractère le plus frappant est d'être jardinée ?

Les autres modèles développés dans le Val à la Renaissance sont ceux du bâti, sous la forme des célèbres châteaux, mais aussi des villes et des villages de la vallée. Les villes sont toutes des ports, construits sur un schéma simple et puissant reprenant à sa façon le *cardo* et le *décanus* romains. Les motifs maîtres en sont ainsi le quai, longé par l'esplanade puis par le front bâti, et, perpendiculairement à eux, le pont, prolongé par la voie monumentale sur laquelle ou près de laquelle, s'organise la place, elle-même entourée des édifices de la vie publique. Ce sont ces motifs qui ont été les plus représentés et répandus comme modèle par les dessinateurs et les graveurs. Quant aux villages, leur typologie se partage entre ceux qui s'installent dans le lit majeur, au pied du coteau, sur la terrasse fluviale la plus élevée et ceux qui occupent le bord du coteau en jalonnant les grandes voies de communications telle la route de Paris à Tours. Ces modèles nous semblent aujourd'hui encore tellement achevés dans leur conception et leur mise en œuvre qu'ils font partie intégrante de l'image du Val et bénéficient des mesures de protection, voire de restauration, les plus attentives. Ainsi, les ponts de Loire détruits lors de la deuxième guerre mondiale furent-ils tous reconstruits à l'identique.

Quant aux deux *saltus* caractéristiques du Val, le fleuve lui-même d'un côté et la forêt de l'autre, ils reçurent aussi la marque des créateurs de la Renaissance et eurent à leur tour un rôle exemplaire dans l'organisation d'autres territoires. On en prendra pour exemple le traitement des grandes forêts en parcs voués au loisir de la chasse royale. Les motifs qui se lisent encore dans les forêts ligériennes telles que celle de Chambord, allées rectilignes de plusieurs kilomètres de longueur, clairières et carrefours, se retrouvèrent plus tard dans toutes les forêts d'Ile-de-France, et donnèrent lieu à la fameuse série des cartes dites Cartes des Chasses, dont un des avatars les plus connus fut la série aquarellée de l'Abbé Lagrive.

Critère iv

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du

Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé en un *site*. C'est aussi un paysage culturel, tel que défini au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

L'occupation humaine de la vallée de la Loire remonte à la préhistoire et à la protohistoire. L'influence romaine a profondément marqué le paysage et reste aujourd'hui très forte puisqu'en dépendent encore les lieux et la forme (urbaine particulièrement) des établissements humains et des voies de communication. La Loire était l'un des axes majeurs de communication et de commerce de la Gaule.

Dans la dernière période gallo-romaine, vers 372, St Martin, évêque de Tours, fonda l'abbaye de Marmoutier qui servit de modèle à de nombreux établissements monastiques du Val de Loire dans les siècles suivants. Le sanctuaire de Tours était l'un des principaux lieux de pèlerinage en Europe jusqu'à ce qu'il soit remplacé par Saint-Jacques-de-Compostelle. Les nombreux monastères servirent de points de convergence pour les implantations au Moyen-Age.

Le pouvoir seigneurial se développa au X^e siècle et marqua profondément le paysage. La société féodale investit les terres et les seigneurs se construisirent des châteaux fortifiés qui attiraient également autour d'eux l'installation de villages. La vallée de la Loire fut une zone frontière pendant la guerre de Cent-Ans et le lieu de nombreuses luttes entre Français et Anglais. Les châteaux furent reconstruits, agrandis, et devinrent des forteresses massives, les ancêtres des *châteaux* d'aujourd'hui.

Le danger permanent que représentaient les Anglais pour Paris a poussé la cour du roi à séjourner longuement à Tours. La paix revenue au milieu du XV^e siècle, la vallée fut le lieu idéal où s'enracinèrent l'Humanisme et la Renaissance en France. Ainsi furent démantelées les grandes forteresses médiévales, remplacées par des châteaux de plaisance et d'agrément.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, parallèlement à la survivance féodale de l'*Ancien Régime*, se développa une économie séculière basée sur l'industrie, l'artisanat, le commerce, les transports, le fleuve et les villes. A la fin du XVIII^e siècle furent réalisés les premiers ouvrages de régulation du fleuve, qui furent complétés tout au long du XIX^e siècle.

Les représentations romantiques de la vallée que donnèrent les écrivains et les peintres du XIX^e siècle attirèrent les touristes vers la Loire, venus d'abord de France, puis d'Europe, puis, au XX^e siècle, du monde entier. L'intérêt porté aux attraits naturels du Val et à ses monuments encouragea les efforts de préservation du patrimoine paysagé et de ses monuments, de ses villes et de ses structures rurales.

Description

Le Bassin de la Loire s'étend sur une vaste région dans le centre et l'ouest de la France, du sud du Massif Central jusqu'à la côte Atlantique. Quelque 200km du cours moyen du fleuve sont l'objet de la présente proposition, de Sully à l'est d'Orléans jusqu'au confluent de la Loire et de la Maine près d'Angers, à l'ouest. Il s'agit essentiellement de la « nouvelle » Loire car le fleuve à l'origine s'écoulait vers le nord-est dans le bassin parisien. Cette partie du fleuve traverse deux régions, le Centre et les Pays de la Loire, et quatre départements.

Le paysage culturel proposé s'inscrit dans la vallée le long du fleuve orienté ouest-sud-ouest à est-nord-est et qui reçoit les vents dominants du sud-ouest. La Loire est alimentée par deux grands affluents qui prennent leur source dans le Massif Central à quelque 350km au sud. Sur la partie proposée pour l'inscription, le fleuve reçoit de nombreux autres affluents, tous venant du sud, dont trois très importants : le Cher, l'Indre et la Vienne. Ils drainent des zones calcaires, argileuses et sableuses et charrient des alluvions dans la vallée.

Le long de la Loire, entre Orléans et Angers, la vallée comporte des petites falaises de tuffeau et de calcaire, souvent une ou deux terrasses formées par le fleuve et une plaine alluviale parcourue d'anciens chenaux. Le fleuve lui-même est parsemé de nombreux îlots et bancs de sable ou de gravier ; sa profondeur et sa largeur fluctuent énormément d'une saison à l'autre et d'une année à l'autre. Une partie de la vallée inondable est régulièrement sous les eaux en hiver, phénomène accueilli par les habitants comme une revivification des sols plutôt que comme un danger. La vallée a cependant une longue histoire de crues et d'inondations catastrophiques, dont la mémoire est soigneusement gardée par des niveaux d'eau taillés dans des blocs de pierre en de nombreux endroits de son cours, et encore à ce jour, les habitants vivent sous la menace de graves inondations. Des travaux d'aménagement du fleuve ont été réalisés pour réduire ce risque.

Sur la partie de son cours proposé pour l'inscription, la Loire coule le plus souvent entre des digues. Ses rives sont ponctuées tous les quelques kilomètres par des villages, des bourgades et des villes. A noter parmi les villes, du nord-est au sud-ouest, Sully, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Saumur et Angers. L'utilisation des terres est très diversifiée : villes denses, horticulture, vignoble (certaines activités dépendant des inondations) et chasse en forêt. En général, l'économie de la région est prospère, en partie seulement basée sur l'industrie du tourisme, d'abord soucieuse d'exalter la qualité de la vie qu'offre le patrimoine en général et les châteaux en particulier.

La zone choisie pour la proposition d'inscription se distingue par l'homogénéité des valeurs du patrimoine. De nombreux monuments, villes et villages sont en eux-mêmes d'une grande valeur patrimoniale. Il faut les considérer, selon les mots mêmes du dossier de proposition comme "les pierres précieuses d'un diadème." Cependant, c'est le paysage dans sa globalité, qui a évolué au cours des âges, qui est considéré comme ayant une valeur universelle exceptionnelle, de sorte que

la proposition est centrée sur le Val de Loire en tant que paysage culturel (comme le fait cette évaluation).

Gestion et protection

La zone proposée couvre une superficie de 745km² et elle est entourée d'une zone tampon de 400km².

Les formes de propriété des milliers de parcelles qui constituent la zone proposée sont variées, allant du domaine public à la propriété privée. Le fleuve et ses rives sont propriété publique.

Les modes de protection sont également très diversifiés. Différentes zones naturelles peuvent être inscrites sur la liste des sites à protéger au titre de la Loi de 1930, conçues comme des réserves naturelles, des biotopes, des Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF) ou des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) ou encore intégrées dans un parc naturel régional. Toutes ces formes de classifications légales impliquent le contrôle des interventions humaines.

Les monuments culturels peuvent être protégés au titre de la loi sur les Monuments Historiques de 1931, dans le cadre des *Secteurs sauvegardés* ou des Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Le gouvernement français a décidé en 1994 de mettre en œuvre un plan de dix ans pour la planification et la gestion cohérentes de la vallée de la Loire (*Plan Loire Grandeur Nature*). Celui-ci prévoit la protection de l'environnement et le développement économique de la région. Il est mené en étroite collaboration avec les organisations et institutions concernées – collectivités territoriales, agences économiques et associations. Les objectifs principaux sont les suivants : protection des habitants contre les inondations ; mesures spécifiques de planification pour la Loire moyenne et maritime ; mesures pour assurer l'approvisionnement en eau ; restauration de la diversité écologique. En 1997, une section "paysage" a été ajoutée à ce plan ; parmi d'autres caractéristiques, elle envisage d'augmenter le nombre de monuments historiques protégés dans la zone proposée.

Le contrôle global du paysage proposé au niveau national est assuré par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (Direction nature et paysages, Sous-direction des sites et des paysages) et par le ministère de la Culture et de la Communication (Direction du Patrimoine, Sous-direction des Monuments Historiques). Les régions Centre et Pays de la Loire ont chacune des directions régionales de l'environnement et directions régionales des affaires culturelles, et les départements du Loiret, du Maine-et-Loire, du Loir-et-Cher, de Loire-Atlantique et d'Indre-et-Loire ont des Services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

Sur le périmètre de la zone proposée se trouve le parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine dont la gestion est déterminée par sa charte.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation des différents éléments qui composent la zone proposée est un processus en cours depuis longtemps. La plupart des *châteaux* et de nombreux autres bâtiments historiques sont protégés en tant que monuments ou sites historiques depuis de nombreuses années, un certain nombre depuis le début du XX^e siècle. Avec la promulgation de la loi de 1962, certains centres urbains sont protégés en tant que *Secteurs sauvegardés*, et des ZPPAUP ont été déclarés dans plusieurs villages suivant la promulgation de la loi de 1983.

Toutes ces mesures de classement et de protection ont apporté dans leur sillage des programmes systématiques de conservation.

Authenticité

L'évaluation du paysage culturel de la vallée de la Loire fait ressortir un haut degré d'authenticité. Sa trajectoire historique est clairement visible dans le paysage actuel. Il existe bien ici et là quelques éléments modernes gênants tels qu'une carrière en exploitation, une concentration de lignes électriques et quelques immeubles de logements modernes de qualité médiocre, incluant des mobile homes, mais la réglementation des intrusions de ce type est prévue au plan directeur.

Etant donné que cette proposition concerne un paysage culturel, il ne convient pas d'étudier l'authenticité de chaque composante culturelle ou naturelle. A noter cependant que le rapport de la mission d'expertise de l'ICOMOS porte un jugement favorable à l'authenticité globale des matériaux et des conceptions des nombreux monuments culturels visités.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité la Vallée de la Loire en mars 1999.

Caractéristiques

La relation dynamique entre le fleuve et le paysage est un phénomène puissant qui marque la vallée depuis deux mille ans. La diversité des établissements humains, des fermes isolées aux villes de province en passant par les villages, traduit à la fois les caractéristiques physiques des différentes parties du fleuve et leur évolution historique. L'histoire politique et sociale de la

France et de l'Europe de l'ouest au Moyen-Age et à la Renaissance est illustrée par les magnifiques demeures et châteaux qui ont fait la célébrité de la vallée de la Loire. L'utilisation des sols est également riche d'indications de l'évolution sociale et économique au cours du dernier millénaire.

Analyse comparative

Les grands fleuves ont joué un rôle fondamental dans l'évolution et le rayonnement culturel : les anciennes grandes civilisations ont évolué le long de voies fluviales telles que le Tigre et l'Euphrate, le Nil, l'Indus, le Mekong et le Yangtse. En Europe, le Danube, le Rhin et le Rhône ont tous été des vecteurs culturels et économiques de première importance.

Le caractère particulier de la Loire réside dans la cohérence de sa relation avec son environnement naturel. Les cours d'eau et leur vallée montrent en général d'abondantes traces de leur utilisation et des établissements humains au cours des temps. Cela se ressent encore plus nettement et est mieux préservé dans son intégrité historique dans la vallée de la Loire qui est un modèle de l'interaction humaine dans un paysage culturel fluvial.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Le rapport de la mission de l'ICOMOS présente certaines recommandations :

- Limites

- Au confluent de la Vienne et de la Loire, la limite devrait englober Montsoreau pour inclure l'Abbaye de Fontevraud. Cette abbaye, liée aux Plantagenêt, fut un haut lieu religieux et aristocratique qui domina le Val de Loire en son temps. Elle est aujourd'hui le « centre culturel de l'Ouest ». Elle doit être intégrée en tant qu'exemple de traitement et de présentation requis par les sites du Patrimoine mondial.
- Un territoire élargi autour de Rochecorbon devrait permettre d'inclure des exemples de grottes, d'habitations troglodytiques et de maisons de vigneron, car ce type de paysage caractéristique est peut-être sous-représenté dans la proposition.
- A Amboise il faudrait aussi inclure la Pagode de Chanteloup et son allée encore visible qui court à travers champs et traverse les banlieues depuis la ville jusqu'au site de l'ancien château. Une petite aire soigneusement définie autour de la pagode pourrait donc être intégrée au paysage culturel, ne serait-ce que pour donner à cette structure verticale saisissante une présence dans la dimension horizontale.
- Il faudrait envisager d'inclure dans la zone protégée le Château de Cheverny, célèbre pour son

architecture classique, sa décoration intérieure et son mobilier.

- Le statut du Château de Chambord, déjà inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial, devrait être modifié de manière à faire partie intégrante du paysage culturel après inscription. La proposition actuelle inclut non seulement le château mais aussi son grand parc au sud, ce qui constitue une grande extension du paysage culturel vers le sud.

- Une partie du Loiret devrait être intégrée dans la zone proposée à cause de l'intérêt que présentent l'architecture des moulins à eau, les paysages de vignobles et leurs maisons.

- On pourrait concevoir que les limites du paysage culturel du Patrimoine mondial aillent d'Angers à Orléans, ces deux villes servant de portes au site. Le site commencerait naturellement par Orléans ; on installerait un centre de présentation du site du Patrimoine mondial, à l'est, près de l'Autoroute plutôt que dans le centre-ville déjà très fréquenté.

- Recommandations structurelles et action

- La zone proposée pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial possède une logique et une cohérence en tant que paysage culturel. Pour une gestion adéquate et globale de cette zone en tant que site unique, il est fortement conseillé de créer un bureau consacré à la vallée dirigé par un directeur à temps plein doté de pouvoirs suffisants. Ce bureau centraliserait des projets et des actions concernant la vallée en tant que paysage culturel du Patrimoine mondial.

- Le *Plan Loire Grandeur Nature* pour les années 2000 à 2006 définit une stratégie et un calendrier qui conviennent parfaitement. Toutefois, il est nécessaire d'établir d'urgence un plan de gestion consacré au site proposé comme Patrimoine mondial et à ses besoins spécifiques. Le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine peut être un modèle très utile.

- Interprétation

- Parallèlement à la nomination d'un directeur, la création d'un bureau et d'un centre et la préparation d'un plan de gestion, il convient d'apporter une interprétation adéquate de la culture de la vallée en direction de la communauté locale et des touristes. Les Maisons de Loire, qui existent à Montlouis et ailleurs, ainsi que le musée de la Marine de Loire à Châteauneuf pourraient servir de base et pourraient faire partie d'un réseau destiné à expliquer la vallée et sa dimension de Patrimoine mondial.

- Consultation

L'expert de la mission ICOMOS a eu l'impression que les communautés locales n'étaient pas complètement informées ou qu'elles n'avaient pas eu l'occasion de

participer à des discussions sur la proposition d'inscription et sur le concept de paysage culturel. Un programme de consultation et d'information mutuelle doit être entrepris sans délai, comme l'exige le paragraphe 41 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Brève description

Le Val de Loire est un paysage culturel exceptionnel d'une grande beauté, comprenant des villes et des villages historiques, de grands monuments architecturaux (les *châteaux*) et des terres cultivées et façonnées par des siècles d'interaction entre les hommes et leur environnement physique, essentiellement la Loire elle-même.

Recommandation

Que cette proposition **soit renvoyée** à l'Etat partie à qui il est demandé de réviser les limites du bien proposé pour inscription, comme le recommande l'ICOMOS et de faire en sorte que des mesures soient prises sans retard afin de préparer un plan de gestion global pour le site proposé au titre de Patrimoine mondial. Si l'information demandée arrive à temps pour la réunion du Comité du Patrimoine mondial, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii Le Val de Loire est un paysage culturel exceptionnel le long d'un grand fleuve. Il porte témoignage sur un échange d'influences de valeurs humaines et sur le développement harmonieux d'interactions entre les hommes et leur environnement sur deux mille ans d'histoire.

Critère iv Le paysage du Val de Loire, et plus particulièrement ses nombreux monuments culturels, illustre à un degré exceptionnel les idéaux de la Renaissance et du siècle des Lumières sur la pensée et la création de l'Europe occidentale.

ICOMOS, mars 1999

Mycènes et Tirynthe (Grèce)

No 941

Identification

Bien proposé Sites archéologiques de Mycènes et de Tirynthe

Lieu Région du Péloponnèse, province d'Argolide

État partie Grèce

Date 1^{er} juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

[*Note de l'ICOMOS* : Bien que les deux sites ne forment qu'un seul et même bien proposé pour inscription, l'État partie a fourni des dossiers séparés. Les justifications sont données ci-dessous pour chacun d'entre eux, précédées d'une section relative à la proposition d'inscription conjointe, qui ne contient aucune proposition de critère.]

Il est proposé que les sites archéologiques de Mycènes et de Tirynthe soient inclus dans la Liste du patrimoine mondial en tant qu'unité représentative des exemples les plus caractéristiques des citadelles mycénienes. Mycènes et Tirynthe sont toutes deux des chefs d'œuvre du génie créateur de l'humanité. Elles présentent similitudes et différences, et constituent une entité continue en ce qu'elles sont complémentaires.

Mycènes

Le site de Mycènes, chef d'œuvre du génie créateur de l'humanité, abrite des monuments architecturaux et des sculptures remarquables, uniques au monde : les imposantes murailles de la citadelle, avec la porte des Lions et le relief des Lions, le trésor d'Atrée, le cercle de tombeaux A et la citerne souterraine. **Critère i**

Mycènes, le plus célèbre centre du monde mycénien, fut décrite par Homère dans son légendaire poème épique, l'*Illiade*, qui transmet ainsi l'esprit de la civilisation mycénienne depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Depuis l'époque d'Homère, un échange permanent de valeurs humaines, dans cette zone culturelle dont l'envergure s'est faite de plus en plus mondiale, a exercé une influence notable sur l'évolution des civilisations.

La religion, l'écriture et l'architecture des Grecs de l'ère classique trouvent toutes leurs racines dans la culture mycénienne. De plus, le *mégaron* anticipe le plan adopté par les temples grecs, tandis que le relief des Lions est le premier exemple d'une sculpture

monumentale qui devait par la suite avoir un grand avenir. **Critère ii**

Mycènes, non contente d'être le principal site archéologique de la civilisation mycénienne, qui s'épanouit aux alentours de la mer Égée avant de se répandre dans toute la région méditerranéenne entre 1600 et 1100 avant J.-C., représente aussi un témoignage exceptionnel des accomplissements tant artistiques que technologiques de cette civilisation, ainsi que d'une économie et d'une organisation sociale très avancées pour l'époque.

L'architecture monumentale a connu une étape décisive avec la construction des massives murailles défensives de Mycènes et des tombes en forme de ruches, *tholos*. Pour leur part, les cercles des tombeaux A et B ont livré des objets remarquables (objets métalliques, bijoux).

Le site de Mycènes présente en outre certains éléments caractéristiques de l'organisation économique et sociale propre à la civilisation mycénienne, dotée d'un réseau élaboré d'échanges fondé sur des centres dirigés par un *wanax* – axe de toutes choses – palais, ateliers, entrepôts et lieux de culte. Il comprend également une rampe d'accès monumentale unique, destinée à mettre en valeur la puissance du Palais, et le cercle des tombeaux A, construit pour vénérer les ancêtres.

Critères iii et iv

Mycènes fut découverte en 1876 par Heinrich Schliemann ; c'est alors que le théâtre légendaire des épopées homériques et foyer d'Agamemnon, l'un des héros les plus populaires de celles-ci, sortit du mythe pour entrer dans l'Histoire. Les Grecs de l'Antiquité considéraient ses légendaires souverains, les Atrides, comme leurs ancêtres. Tout au long des siècles, nombre d'œuvres artistiques et littéraires remarquables y puisèrent leur inspiration. **Critère vi**

Tirynthe

Tirynthe représente une étape majeure dans l'histoire de notre planète, puisqu'elle remonte à la civilisation mycénienne, la première civilisation palatiale dotée de caractéristiques urbaines et d'un système administratif centralisé en Europe.

Là aussi, son architecture est un hommage au génie créateur de l'humanité. Les murailles peuvent être décrites comme une création qui dépasse l'entendement, comme en témoigne l'attribut "cyclopéen" qui les qualifie dans les poèmes homériques, adjectif tiré du nom des Cyclopes, ces géants légendaires de Lycie à qui on en attribuait la construction. L'ensemble architectural que forment les enceintes cyclopéennes et le complexe du palais est un témoignage majeur de l'ère préhistorique la plus importante de la civilisation grecque. **Critère i**

Le système administratif du palais mycénien, avec sa structure centralisée, fonctionna pendant cinq siècles. À l'apogée de sa prospérité (1300-1200 avant J.-C.), la région mycénienne abritait une société homogène, connue sous le nom de *Koinè* mycénien. Cette vaste homogénéité est évidente dans la religion, le langage et

l'art. En outre, c'est là que s'épanouit le concept de conscience ethnique commune. **Critère ii**

La ville en dehors de la forteresse de Tirynthe était elle aussi très étendue et bien organisée. Le système administratif du palais contrôlait la production agricole, l'élevage de bétail et le commerce. Ce système politique, social et économique complexe de l'ère mycénienne représente un témoignage exceptionnel des premiers stades de la civilisation grecque. **Critère iii**

Les citadelles mycénienes sont des exemples uniques de fortifications. Les murailles cyclopéennes abritent les édifices publics, les ateliers, les entrepôts et les lieux de culte. La réalisation de cette construction massive exigea une planification architecturale précise, de même que le contrôle d'architectes hautement qualifiés. L'architecture des citadelles fortifiées, qui ont été bien préservées jusqu'à ce jour, représente un exemple remarquable d'une forme unique d'expression architecturale. **Critère iv**

La civilisation mycénienne est l'un des temps forts de l'histoire de l'humanité. Le système administratif fortement centralisé, l'architecture monumentale, les objets d'art et les premières traces de la langue grecque préservées sur les tablettes à écriture linéaire B inspirèrent Homère, qui décrit ce monde impressionnant dans ses poèmes – particulièrement dans l'*Odyssée*. L'esprit de la civilisation mycénienne subsiste à ce jour grâce aux épopées homériques, qui firent partie de la tradition orale et de l'enseignement scolaire jusqu'à la fin du monde classique. C'est d'ailleurs la tradition homérique qui conduisit Schliemann à rechercher et à révéler les plus importants centres de cette civilisation. Des milliers de visiteurs influencés par cette tradition écrite continuent aujourd'hui de rechercher à Mycènes et à Tirynthe les traces des légendaires royaumes d'Agamemnon et de Proetos. La civilisation mycénienne en général, et les deux centres majeurs de Mycènes et de Tirynthe, en particulier, ont une signification universelle exceptionnelle, en leur qualité de temps forts de la civilisation humaine. **Critère vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, Mycènes et Tirynthe sont des *sites*.

Histoire et description

Histoire

La civilisation mycénienne s'est développée sur le continent hellénique à l'âge du Bronze récent (XVI^e siècle avant J.-C.) Il s'agissait essentiellement de la continuation de la culture de l'Helladique moyen, transformée par les influences minoennes venues de Crète.

Les connaissances de ses deux périodes plus anciennes, les périodes I (vers 1580-1500 avant J.-C.) et II (vers

1500-1400 avant J.-C.) viennent principalement des tombes, et particulièrement des tombes à fosse de Mycènes. Vers la fin de la période II, des types de tombe plus élaborés se développèrent – grandes tombes à chambres funéraires pour les familles et sépultures royales en forme de ruche (*tholos*).

Mais c'est à la période III que la civilisation mycénienne connut son apogée (vers 1400-1120 avant J.-C.), à l'époque de la construction de fortifications imposantes et de palais élaborés. Vers la fin de cette période, une écriture connue sous le nom de linéaire B fit son apparition ; il fut prouvé que le langage utilisé était une forme ancienne de grec, ce qui confirma que les Mycéniens parlaient un dialecte grec d'origine indo-européenne.

La structure politique était une monarchie autocratique, dont le souverain était connu sous le nom de *wanax* ; ce dernier administrait son territoire à l'aide d'une structure hiérarchique de représentants officiels. On observait en outre une classe à part composée de prêtres et de prêtresses. Le peuple était organisé selon un système complexe de classes, et l'esclavage était monnaie courante.

Des fouilles ont montré que le site de *Mycènes* était occupé depuis le néolithique (vers 4000 avant J.-C.). Au cours de la période de l'Helladique moyen, un cimetière fut établi sur le versant sud de la colline naturelle, lequel incluait le cercle des tombeaux B (daté du XVII^e siècle avant J.-C.) et le cercle des tombeaux A (XVI^e siècle avant J.-C.). Le palais fut érigé au sommet de la colline et entouré de massives murailles cyclopéennes, en trois phases (vers 1350, 1250 et 1225 avant J.-C., respectivement). Pendant la dernière étape, la citerne souterraine fut elle aussi fortifiée.

Une série de sépultures à *tholos* fut construite sur les versants sud et sud-ouest de la colline à l'époque mycénienne : la tombe dite tombe d'Égisthe (vers 1500 avant J.-C.), la tombe à *tholos* des Lions (vers 1350 avant J.-C.), la tombe de Clytemnestre (vers 1220 avant J.-C.) et, enfin, le trésor d'Atrée, à une certaine distance des autres sépultures. Quatre grands édifices, dont on pense qu'ils étaient les ateliers royaux, furent construits au XIII^e siècle avant J.-C. à proximité du cercle des tombeaux B.

Le palais fut pour sa part abandonné à la fin du XII^e siècle avant J.-C. et certains édifices furent endommagés par le feu. Toutefois, le site resta occupé jusqu'en 498 avant J.-C., date à laquelle il fut conquis par Argos, qui expulsa ses habitants. Le sommet de la colline fut alors nivelé afin de permettre la construction d'un temple archaïque. Le site fut brièvement occupé à nouveau pendant la période hellénistique, qui vit la construction d'un autre temple et d'un théâtre, érigé sur la tombe de Clytemnestre. Lorsque le voyageur grec Pausanias visita Mycènes, au II^e siècle après J.-C., elle était totalement désertée depuis déjà de nombreuses années.

À l'instar de Mycènes, la première occupation humaine connue à Tirynthe remonte au néolithique. Les plus anciens vestiges architecturaux, dans l'enceinte

supérieure, datent du début de l'âge du Bronze (vers 3000 avant J.-C.). Cette zone accueillit de nouveaux édifices à l'âge du Bronze moyen (1900-1600 avant J.-C.).

Tirynthe connut la prospérité sous l'ère mycénienne. Un nouveau palais fortifié fut construit au XIV^e siècle avant J.-C. Les ouvrages défensifs furent agrandis au début du XIII^e siècle avant J.-C., et l'enceinte inférieure fut elle aussi fortifiée. À la suite d'un tremblement de terre et d'un incendie, le site fut reconstruit, les nouvelles fortifications clôturant une zone de 20 hectares ; quant à la ville extra-muros, elle couvrait plus de 25 hectares.

Avec le déclin de la civilisation mycénienne, Tirynthe et Mycènes connurent un sort identique. Tirynthe ne fut abandonnée qu'à l'expulsion du V^e siècle avant J.-C., mais elle avait déjà, à cette époque, dû renoncer à son pouvoir et à son influence.

Description - Mycènes

Le site se dresse sur une petite colline, sur les versants du mont Eubée, au croisement des routes qui mènent du golfe d'Argolide à Corinthe et à Athènes.

La zone de la *citadelle* ou *Acropole* est entourée de murailles massives, de 6 à 8 m d'épaisseur, qui s'élevaient probablement à une hauteur de 18 m à l'origine. Trois phases de construction peuvent être identifiées, les deux premières de la période mycénienne, utilisant des blocs massifs de calcaire d'abord non taillés puis équarris, et la troisième durant la période hellénistique (petits blocs taillés).

Les murailles sont percées de deux portes. La *porte des Lions* se compose de quatre grands blocs, un linteau et deux jambages ; le triangle de décharge au-dessus du linteau est un bloc de calcaire portant le fameux relief des Lions. La *porte du Nord* est une réplique légèrement plus petite de la porte des Lions, avec un triangle de décharge sans motif.

Le *grenier*, construit contre la face intérieure de la muraille, était une structure de briques à deux étages.

Dans l'axe de la porte des Lions se trouve la *grande rampe monumentale*, construction gigantesque et raide faite de blocs de pierre cyclopéens et flanquée de murets, qui mène au sommet de la colline et au palais.

Le *palais*, d'environ 170 m sur 50-80 m, est construit sur plusieurs niveaux, sur un sol égalisé, et doté de murailles cyclopéennes. Sa forme actuelle est celle qu'il avait à la fin de la période mycénienne. Parmi ses caractéristiques figurent le *propylée* rectangulaire, constitué de deux portiques monostyles, la *cour principale*, et le *mégaron*, le principal édifice du palais, qui était un complexe de pièces, de portiques, d'escaliers et de corridors construit sur plusieurs niveaux obtenus grâce à des travaux de terrassement.

La *citerne souterraine* fut construite au XII^e siècle avant J.-C., par une profonde entaille dans la roche. Un escalier descend jusqu'à une porte cyclopéenne, puis

ensuite jusqu'à la citerne proprement dite, dont les murailles sont revêtus de ciment hydraulique.

La région au sud-est de l'Acropole est connue sous le nom de *centre du culte*, les édifices fouillés ayant permis de trouver de nombreux autels, sanctuaires et fresques dépeignant des rituels religieux.

Le *cercle des tombeaux A* a été créé au XVI^e siècle avant J.-C., lorsqu'une muraille circulaire basse fut construite autour d'un groupe de grandes tombes à fosses royales (ainsi qu'autour d'un certain nombre de sépultures de moindre importance, détruites par les fouilles de Schliemann). Les tombes présentaient généralement des murs en blocaille, soutenant les poutres horizontales des murs d'ardoise ou de roseau. Au XIII^e siècle avant J.-C., des murailles plus importantes furent construites pour ramener le cimetière au niveau de l'entrée de la citadelle.

Un groupe d'*édifices* du XIII^e siècle avant J.-C., dont la fonction est inconnue, s'étend en dehors des murailles. On trouve également en dehors des murailles le *cercle des tombeaux B*, qui contenait quatorze tombes royales à fosses et quelques-unes plus petites. Comme le cercle des tombeaux A, il était encerclé par des murailles basses.

Le *tombeau d'Égisthe* (toutes ces attributions à des personnages historiques sont fantaisistes et aucune preuve ne vient les étayer) possède un *dromos* long et étroit (entrée) menant à une *tholos* (chambre en forme de ruche), dont la partie supérieure s'est effondrée. C'est le plus ancien de ce groupe (vers 1500 avant J.-C.). Le *tombeau des Lions*, légèrement postérieur, est comparable en forme et en taille, comme le *tombeau de Clytemnestre* du XIII^e siècle.

La structure monumentale la plus splendide à Mycènes est le *trésor d'Atrée* (également connu sous le nom de *tombeau d'Agamemnon*). Construite aux alentours de 1250 avant J.-C., elle a été creusée dans le flanc de la colline. Le *dromos* et le *tholos* sont bordés de blocs soigneusement taillés. Il possède une façade monumentale de 10,50 m de haut, dont la décoration était à l'origine élaborée, percée au milieu d'une porte. Le *tholos* fait 14,60 m de diamètre et 13,50 m de haut.

Description – Tirynthe

Tirynthe est situé à 20 km au nord-est de Mycènes, sur une colline rocheuse et isolée qui culmine à 26 m au-dessus de la fertile plaine d'Argolide. Sa position stratégique lui permet de contrôler les routes qui mènent à Argos, Mycènes, Nauplie et Épidaure.

Les *murailles* cyclopéennes, construites en pierres plus grandes encore que celles de Mycènes, atteignent en certains endroits 8 m d'épaisseur et 13 m de haut, et encerclent une zone de 20 hectares. L'accès à l'entrée, à l'est, se fait par une large rampe. La *porte extérieure*, similaire en taille à la porte des Lions de Mycènes, s'ouvre sur un espace compris entre les murailles extérieures et intérieures par une seconde porte.

Au nord s'étend une zone fortifiée dégagée, dont on pense qu'elle servait de refuge, pendant les périodes de troubles, à la population de la région environnante. Un escalier caché donne accès aux *sources* souterraines, comme à Mycènes.

On accède à la partie principale de l'*enceinte supérieure* par une avant-cour, dotée d'une colonnade d'un côté, et par le *grand propylée*, qui se compose de deux porches à colonnes. La colonnade est en face d'une série de galeries (d'autres se trouvent au sud) construites dans un style remarquable, avec des murs en encorbellement se terminant au sommet par un angle aigu.

Ensuite vient la *cour extérieure du palais*, qui mène à son tour à la *cour centrale* à travers une autre porte fortifiée, version réduite du grand propylée. Cet espace ouvert délimité par des colonnades et au milieu duquel se dresse un autel s'ouvre sur le *mégaron*, dont les murs ont jadis dû porter des décorations somptueuses, si l'on en juge d'après les fragments subsistants. D'autres parties du palais se regroupent autour de la cour ; on note tout particulièrement les *bains*, dont le sol est constitué d'une seule et même dalle de calcaire pesant plus de 20 tonnes.

Le complexe tout entier s'ouvre sur l'ouest, en direction de la mer. On y accédait par une impressionnante volée d'escaliers, à travers une petite poterne.

Gestion et protection

Statut juridique

Les deux sites sont protégés en vertu des dispositions de la loi sur les Antiquités grecques N° 5351 de 1932, amendée en 1981 (lois N° 1126 et 1127), qui déclare tous les biens culturels propriété de l'État. Pour toute forme d'intervention sur les sites protégés, il faut obtenir un permis auprès des autorités compétentes.

Les limites du site archéologique de Mycènes et de sa zone tampon ont été définies par décret ministériel N° 2160 en 1964. La protection s'étend à l'Acropole, aux zones en dehors des murailles, et à la zone environnante, y compris l'environnement naturel du site. Pour Tirynthe, il s'agit des décrets 241 de 1956 et 379 de 1991.

Gestion

Les deux sites sont la propriété de l'État grec. Quant à la zone protégée (zone tampon) autour de Mycènes, elle a fait soit l'objet d'une expropriation par l'État, soit elle appartient à la municipalité de Mycènes ou à des particuliers. Dans le dernier cas, l'usage de la terre est très strictement contrôlé. Des considérations similaires s'appliquent à Tirynthe.

La gestion globale incombe au ministère de la Culture, qui la délègue à la direction des Antiquités préhistoriques et classiques. La gestion directe (maintenance, administration, investigation, restauration et conservation) des sites est sous la responsabilité du 4^{ème} Éphorat des Antiquités préhistoriques et classiques, basé à Nauplie.

Chaque site a son propre conservateur, un archéologue du 4^{ème} Éphorat. Ces conservateurs et les gardiens du site (dix à Tirynthe et douze à Mycènes) effectuent chaque jour une inspection du site. Le 4^{ème} Éphorat de Nauplie, proche des deux sites, fournit des services professionnels et l'assistance technique.

- Mycènes

Le programme de restauration et de conservation de Mycènes, qui a commencé en 1997, est combiné depuis mars 1998 à celui de l'équipe de travail pour la Conservation des monuments de l'Asclepion d'Épidaure. Le travail de restauration a été achevé sur certaines sections du site. En outre, une étude sur l'environnement et la mise en place d'une documentation architecturale y seront ajoutées dans le cadre d'une extension du programme sur cinq ans. Le financement de ce programme est assuré par le ministère de la Culture, par les Crédits pour l'Exécution du Fonds de distribution des travaux archéologiques, et par les crédits UE Delors II.

Un plan directeur détaillé sur un an et demi a été élaboré ; parmi ses aspects importants figurent la création d'un nouveau système d'entrée et un vaste réseau de voies d'accès menant à des plates-formes offrant une vue sur le site. Des panneaux d'informations en grec et en anglais, totalement absents jusqu'à présent, sont en cours d'installation. Les travaux ont été achevés sur le nouveau musée du site, qui abritera du matériel d'interprétation et des découvertes effectuées sur le site, ainsi que des entrepôts et un laboratoire. Son emplacement, près de la porte du Nord, aidera à réduire la pression qu'exercent les visiteurs sur la porte des Lions.

Le nombre des visiteurs s'élève actuellement entre 500.000 et 700.000 par an. Une nouvelle zone de parking, bien plus grande, avec des navettes desservant le site, doit être construite dans la ville moderne avoisinante.

- Tirynthe

Un programme de restauration et de conservation est en cours, sous la direction du 4^{ème} Éphorat, depuis plusieurs années ; il se concentre sur la restauration des murailles entourant l'acropole. Celles-ci sont en effet en mauvais état depuis plusieurs années, ce qui a motivé la restriction de l'accès au site.

En outre, l'Institut allemand d'archéologie a réalisé une étude détaillée des besoins futurs de l'acropole elle-même, étude actuellement mise en œuvre.

Un programme supplémentaire porte sur la gestion des visiteurs et les installations touristiques sur le site. Il couvre la création de voies d'accès, de plus grands parkings, de restaurants et autres installations, et la réhabilitation d'un vieil édifice sur le site, qui deviendra un centre d'information.

Le nombre des visiteurs s'élève actuellement entre 20.000 et 50.000 par an.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Mycènes a été mise à jour en 1874-1876 par Heinrich Schliemann. Par la suite, des archéologues grecs et britanniques ont réalisé un certain nombre de fouilles, quoique limitées. Ces dernières années, un relevé topographique a été réalisé sur les édifices (par l'École britannique d'archéologie d'Athènes), deux études aériennes ont été conduites sur le site dans son ensemble et ses alentours, et la totalité de l'acropole et les structures en dehors des murailles ont été inventoriées.

Schliemann a également effectué des fouilles à Tirynthe (en 1884), et son assistant, Wilhelm Dörpfeld, a poursuivi ses recherches. Plus tard, des travaux plus intensifs ont été réalisés sur l'Acropole par l'Institut allemand d'archéologie. L'étude architecturale et topographique la plus récente a eu lieu en 1980.

Des travaux considérables de restauration et de conservation ont été effectués à Mycènes, mais ils n'ont commencé que récemment à Tirynthe, qui a connu de très graves problèmes liés à la stabilité des murs.

Sur les deux sites, tous les travaux ont été conduits conformément aux rigoureuses pratiques grecques. À Tirynthe cependant, elles ont dû être plus drastiques, du fait de la nécessité de stabiliser des murailles devenues dangereuses en certains endroits.

Authenticité

Le degré d'authenticité des deux sites est très élevé. En effet, aucun d'eux n'a fait l'objet d'interventions, de quelque sorte que ce soit, depuis leur évacuation forcée au V^e siècle avant J.-C. En effet, les deux sites ont été abandonnés et oubliés jusqu'à leur redécouverte au XIX^e siècle.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Mycènes et à Tirynthe en 1999.

Caractéristiques

La civilisation mycénienne a marqué un grand pas en avant dans le développement culturel européen. Les deux magnifiques sites archéologiques de Mycènes et de Tirynthe illustrent, ensemble, l'esprit et les accomplissements de cette civilisation vieille de plus de trois millénaires.

Analyse comparative

Le rôle de la civilisation mycénienne dans l'évolution de la culture européenne est unique en termes de signification et d'influence. Mycènes et Tirynthe sont les sites les plus remarquables de cette culture, et donnent des preuves complémentaires de la civilisation mycénienne. Pour ces raisons, par conséquent, il est impossible de trouver des sites comparables.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

En ce qui concerne *Mycènes*, il est important que le nouveau plan de gestion soit mis en œuvre dans les plus brefs délais. Un plan d'inspection et de maintenance régulière devrait venir le compléter. Il serait également souhaitable d'accorder une plus grande attention à la mise en évidence des niveaux post-mycéniens sur le site.

À *Tirynthe* comme à Mycènes, il est recommandé que le plan de gestion bien formulé soit complété par un plan d'inspection et de maintenance régulière.

La zone de l'ancien Tirynthe proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial est limitée à la zone appartenant à l'État. Certes, la partie appartenant à des particuliers est protégée par la loi ; l'ICOMOS estime cependant qu'il serait plus logique d'inclure toute la zone de l'ancienne cité dans le bien proposé pour inscription. L'ICOMOS ne souhaite pas faire de la mise en œuvre de ces recommandations une condition d'inscription, l'importance culturelle des deux sites étant indéniable et leur gestion actuelle excellente.

En ce qui concerne l'éventuelle extension du site proposé pour inscription à Tirynthe, il est reconnu qu'elle pourrait bien présenter des problèmes juridiques qui nécessiteront un temps de négociation considérable. L'État partie est encouragé à entamer dès à présent cette procédure, en vue de proposer ultérieurement une extension.

Brève description

Mycènes et Tirynthe sont les ruines imposantes des deux plus grandes cités de la civilisation mycénienne, qui domina le monde de la Méditerranée orientale du XV^e au XII^e siècle avant J.-C. et qui joua un rôle vital dans le développement de la culture de la Grèce classique.

Recommandation

Que ces biens soient inscrits comme un seul site sur la Liste du patrimoine mondial, sur la base des *critères i, ii, iii, iv et vi* :

Critère i L'architecture et la conception de Mycènes et Tirynthe, avec, par exemple, la porte des Lions, le trésor d'Atrée à Mycènes et les murailles de Tirynthe, sont des exemples remarquables du génie créateur de l'homme.

Critère ii La civilisation mycénienne, telle que l'illustrent Mycènes et Tirynthe, a eu un profond impact sur le développement de l'architecture

grecque classique et de l'urbanisme, et par conséquent également sur les formes culturelles contemporaines.

Critères iii et iv Mycènes et Tirynthe représentent l'apogée de la civilisation mycénienne, qui a posé les fondations de l'évolution des cultures européennes ultérieures.

Critère vi Mycènes et Tirynthe sont indissolublement liées aux épopées homériques l'*Iliade* et l'*Odyssée*, dont la profonde influence sur la littérature européenne et les arts perdure depuis plus de trois millénaires.

ICOMOS, mars 1999

Pátmos (Grèce)

No 942

Identification

<i>Bien proposé</i>	Le centre historique (Chorá) avec le monastère de Saint-Jean « le théologien » et la grotte de l'Apocalypse sur l'île de Pátmos
<i>Lieu</i>	Préfecture du Dodécannèse, province de Kálymnos, municipalité de l'île de Pátmos
<i>État partie</i>	Grèce
<i>Date</i>	1 ^{er} juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

- Monastère de Hagios Ioannis Theologos

Le monastère de Hagios Ioannis Theologos offre pléthore d'attraits scientifiques et de plaisirs esthétiques, à l'érudit comme au simple visiteur. Le monastère, qui est à proprement parler une forteresse, est l'un des ensembles monastiques fortifiés les mieux préservés du Moyen Âge. Sa caractéristique la plus impressionnante, hormis son harmonieuse relation avec l'environnement naturel et bâti, réside dans sa continuité parfaite et son lien étroit avec l'histoire : au cours de ses neuf siècles d'existence, le monastère s'est créé une physionomie architecturale unique par la construction, la modification et la restauration des bâtiments ou par le changement de l'usage de la terre, toutes ces modifications ayant pour but de satisfaire des besoins quotidiens ou artistiques. Les vastes programmes de construction, qui vont de l'époque du fondateur du monastère, saint Christodule (Hosios Christodoulos) en 1088-1099 jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, révèlent une expression architecturale extrêmement variée. Seuls quelques rares monuments en Grèce peuvent prétendre à la richesse morphologique, stylistique et artistique du monastère de Hagios Ioannis Theologos, ainsi qu'au caractère complet et continu de son existence. Ce complexe monastique, qui abrite un trésor inestimable d'œuvres d'art et de littérature, possède une valeur fonctionnelle spécifique en sus de sa valeur artistique et historique évidente. Tous ces faits, ainsi que son rayonnement spirituel, prêtent au monastère de Hagios Ioannis Theologos une signification unique. Centre religieux majeur de l'archipel égéen, c'est une arche de la tradition byzantine et orthodoxe néo-hellénique, qui reste d'actualité même à ce jour.

- Le rituel du lavement des pieds

Les services et rituels de la Semaine sainte sont célébrés à Pátmos avec toute la grandeur d'une cérémonie byzantine, selon les règles de l'ancien *typikon* monastique, que le monastère a strictement préservées. Les événements dramatiques de la Passion du Christ sont revécus au travers des passages des Évangiles et des hymnes appropriés que les moines récitent ou chantent avec une émotion et une dévotion profondes.

La mystagogie la plus impressionnante et la plus émouvante est le rituel du lavement des pieds, instauré à Byzance et toujours exécuté à ce jour, le mercredi de la Semaine sainte, à midi. Il s'agit de la représentation du lavement des pieds donné aux Apôtres par le Seigneur, l'un des épisodes dramatiques du cycle de la Passion du Christ ; l'abbé et les moines du monastère l'exécutent devant un large public, sur la place centrale du village de Chorá.

- L'Apocalypse

En 95 après J.-C., saint Jean l'Évangéliste fut exilé à Pátmos pour avoir témoigné de la gloire du Christ. C'est au cours de ce long séjour sur l'île qu'il écrit l'Apocalypse (le Livre de la Révélation), dernier livre du Nouveau Testament. Ce texte offrit aux anciennes églises persécutées d'Asie mineure un message d'espoir et d'encouragement, donna son œuvre fondamentale à la littérature eschatologique, et fut une source inépuisable d'inspiration artistique. Comme le note l'érudit français Guérin, « l'Apocalypse de saint Jean l'Évangéliste, ce chef d'œuvre de poésie, est l'œuvre suprême de la littérature chrétienne. »

L'Apocalypse, traduite dans toutes les langues du monde, n'a pas seulement inspiré aux plus grands artistes de Byzance et de la Renaissance des œuvres peintes, sculptées et décoratives magnifiques ; elle a aussi amené les compositeurs de musique sacrée les plus célébrés à tenter de surpasser le « chœur des anges » pour exprimer la vision extatique de saint Jean le Divin, faisant ainsi cadeau à l'humanité de superbes oratorios religieux.

Le bien proposé pour inscription possède une évidente valeur archéologique, artistique et esthétique, et satisfait donc les critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'ensemble que forment le monastère de Hagios Ioannis Theologos, la grotte de l'Apocalypse et le village de Chorá, harmonieusement intégrés dans un environnement à la beauté naturelle toute particulière, acquiert automatiquement la valeur et l'importance que lui confère son caractère unique. La relation entre ce centre majeur du culte orthodoxe naissant (le monastère de Hagios Ioannis Theologos et la grotte de l'Apocalypse) et un établissement historique parfaitement préservé (Chorá) fait office de parfait point de référence créative pour ceux qui cherchent à entreprendre les signes et les valeurs d'une vie au-delà des confins étroits du rationalisme.

[Remarque : L'État partie n'avance aucune proposition quant aux critères en vertu desquels il considère que le bien devrait être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Pátmos a été colonisée en premier lieu par les Grecs doriens, puis par les Ioniens. Rattachée à l'Empire romain, elle servit, comme d'autres îles de la mer Égée, de lieu d'exil des prisonniers politiques. Parmi eux figure l'Évangéliste saint Jean le théologien (également connu sous le nom de saint Jean le Divin), qui fut amené sur l'île en 95 après J.-C. sous le règne de Domitien et écrivit, pendant son long séjour sur Pátmos, l'Apocalypse et son Évangile.

Comme tant d'autres îles égéennes, Pátmos fut dévastée par des pillards sarrasins au VII^e siècle, et fut quasiment inhabitée pendant les deux siècles qui suivirent. En 1088, Hosios Christodoulos (saint Christodule), abbé bithynien fondateur de monastères à Léros et à Kos, obtint de l'empereur byzantin Alexis I^{er} Comnène la permission de fonder sur l'île un monastère dédié à saint Jean. À cette époque, l'État impérial encourageait la repopulation des îles et des côtes de la mer Égée, politique qui incluait l'établissement de monastères fortifiés (tels que Néa Moni sur l'île de Chios et les monastères du mont Áthos).

L'île tomba aux mains des Vénitiens en 1208, et c'est aux alentours de cette période que le plus ancien peuplement de Pátmos, celui de Chorá, fut fondé, lorsque des frères lais mariés et d'autres personnes travaillant pour la communauté monastique s'installèrent autour du monastère. Après la chute de Constantinople, en 1453, une centaine de familles se réinstallèrent à Chorá, à l'ouest du monastère, et créèrent la riche zone connue sous le nom d'Alloteina. À cette époque, cet établissement, de nature essentiellement rurale, était constitué de maisons dispersées.

Au début du XVI^e siècle, Pátmos passa sous la domination turque. Paradoxalement, ce fut le début d'une ère de prospérité pour les insulaires, qui se virent offrir certains privilèges fiscaux en échange de leur soumission. Les habitants de Chorá en tirèrent parti et se lancèrent dans la navigation et le commerce, comme en témoignent les magnifiques demeures construites par les riches marchands fin XVI^e – début XVII^e, dont plusieurs subsistent à ce jour.

Cette période de prospérité prit brutalement fin avec la mise à sac de l'île par les Vénitiens, sous Francesco Morosini, en 1659. Après la chute de Candie aux mains des Turcs en 1669, des réfugiés vénitiens s'installèrent sur l'île. Ils y créent une nouvelle zone résidentielle,

connue sous le nom de Cretika, dont la place principale, dédiée à une sainte crétoise, était nommée Agialesvia. Le tissu urbain commença à se modifier, les nouvelles bâtisses étant beaucoup plus petites et plus densément réparties. Il fallut longtemps à l'île pour recouvrer son ancien rôle commercial, mais à la fin du XVIII^e siècle et pendant tout le XIX^e siècle, Pátmos redevint un important centre marchand. Vers le milieu du XVIII^e siècle, le quartier d'Aporthiana se forma, alors que la ville s'étendait. Beaucoup des anciennes maisons furent restaurées, et de nouvelles demeures construites.

Description

Pátmos est la plus septentrionale des îles du Dodécanèse ; elle couvre environ 34 km², et compte environ 2500 habitants. En grande partie aride, elle est formée de trois masses volcaniques reliées par des isthmes étroits. On compte trois centres de peuplement : Chorá la médiévale, le port de Skála, du XIX^e siècle, et Kampos, petite zone rurale.

Le site choisi par Christodule pour son *monastère de Hagios Ioannis Theologos* (saint Jean le Divin) domine toute l'île. Le complexe actuel a été construit progressivement, au fil des siècles, depuis la fondation du monastère en 1088, à l'aide de la roche volcanique qui compose l'île. Il possède l'aspect extérieur d'une forteresse polygonale, dotée de tours et de créneaux, et représente l'un des plus beaux exemples existants d'un complexe monastique médiéval fortifié. Ses remparts offrent un panorama magnifique de l'île tout entière.

Le complexe a évolué de manière non planifiée autour d'une cour centrale, et ce sur plusieurs siècles. Les premiers éléments, du XI^e siècle, sont le *Katholikón* (la grande église) du monastère, la chapelle de la Panagía et le réfectoire. Au nord et à l'ouest, la cour est délimitée par les murs blancs des cellules monastiques, tandis qu'au sud se dresse la *tzafara*, une arcade de 1698, sur deux niveaux, en pierre taillée. Le narthex extérieur du *Katholikón* forme le côté est.

Le *Katholikón*, achevé aux alentours de 1090, présente le dôme central couvrant un plan en croix grecque inscrite, supporté par quatre colonnes, typique de la période. Le sol élaboré, de marbre blanc et gris en *opus sectile*, est original, de même que les poutres de bois sculpté de la nef de l'église byzantine. Les peintures murales originales ont été recouvertes de fresques datant de 1600 environ, mais certaines parties en ont été révélées au cours de récents travaux de restauration sur les fresques ultérieures. Quant à l'*iconostase* de bois sculpté, elle fut offerte par le métropolite de Pátmos en 1820, mais les icônes qui l'ornent datent de diverses périodes. La tombe du fondateur, saint Christodule, fit partie d'un don de la Russie en 1796, lequel incluait également des lampes, des chandeliers et des stalles du chœur.

Au sud du *Katholikón* s'élève la *chapelle de la Panagía*, adjacente, qui fut ajoutée au milieu du XII^e siècle. Il s'agit d'une petite structure à une seule travée, dotée de voûtes en berceau et d'une voûte d'arête. Elle abrite des fresques peintes entre 1176 et 1180, mises à jour pendant les travaux de restauration

de 1958, et qui dépeignent la Mère de Dieu (*Theotokos*), les archanges Michel et Gabriel et d'autres scènes bibliques. L'*iconostase* de bois sculpté (1607) est décorée d'icônes de style crétois contemporain.

Le *réfectoire*, auquel on accède par la cour intérieure, date lui aussi de 1080, et abrite des fresques de trois périodes : 1176-1180, fin du XII^e siècle et troisième quart du XIII^e siècle. Elles dépeignent la Passion et divers Conciles de l'Église. Les tables et les bancs de marbre sont d'origine.

Des escaliers mènent du réfectoire à la *bibliothèque*, qui contient environ deux mille livres imprimés et plus d'un millier de manuscrits, dont beaucoup sont très anciens et d'une rare beauté. C'est saint Christodule lui-même qui en posa les fondations, en apportant avec lui, du monastère qu'il avait fondé à Milet, de nombreux manuscrits qu'il avait sauvés des Turcs. Grâce à cette collection, Pátmos devint pendant plusieurs siècles un centre spirituel et intellectuel majeur dans la région. En outre, les archives exhaustives du monastère fournissent des informations d'une valeur incommensurable sur son évolution depuis le XI^e siècle.

La *sacristie* du monastère abrite de fabuleux trésors religieux, parmi lesquels des reliques saintes et des fragments de la Croix, des icônes portatives, de riches vêtements sacerdotaux brodés, et de magnifiques exemples d'orfèvrerie d'or et d'argent.

D'autres zones du monastère illustrent de façon vivante la vie quotidienne des moines, et fournissent des informations précieuses sur l'architecture domestique des établissements monastiques. On compte entre autres, la *cuisine*, construite avant 1091, l'*oreton* (grenier), les *pithones* dans lesquels on stockait de l'huile dans de grandes jarres de terre (*pithoi*), et le *magiperon* (fournil).

À mi-chemin de la route abrupte qui monte de Skála à Chorá se trouve la *grotte de l'Apocalypse* (*Spilaion Apokalypseos*), où, selon la tradition, saint Jean a dicté le Livre de la Révélation et son Évangile à son disciple Prochoros. Ce lieu saint a attiré un certain nombre de petites églises, de chapelles et de cellules monastiques, donnant ainsi naissance à un intéressant ensemble architectural.

Le point focal est l'église Sainte-Anne (Hagia Anna) et saint Jean le théologien (Hagios Ioannis Theologos) : l'aile nord est dédiée à la sainte et l'aile sud, dans laquelle se trouve la grotte de l'Apocalypse elle-même, à saint Jean. Seule une fraction des peintures murales qui couvraient à l'origine les murs de la grotte subsiste, mais l'une d'entre elles, qui représente le saint dictant à son disciple et qui a été datée du XII^e siècle, est toujours intacte. Elle contient également une remarquable *iconostase* sculptée (1600) et deux icônes crétoises exceptionnelles (1596).

Deux autres chapelles ont été ajoutées au milieu du XVII^e siècle, et en 1713 le nombre des cellules fut augmenté, dans le cadre du complexe, aujourd'hui en ruines, de l'école théologique de Pátmos.

La ville de Chorá abrite pour sa part un certain nombre de charmantes petites églises. Parmi celles-ci figurent Hagioi Apostoloi (1609), Hagia Lesvia, l'église à deux dômes de Hagioi Vaileios et Thalaleos, Hagios Spyridon, Hagios Dimitrios et Eleimontra. Datant pour la plupart des XVII^e et XVIII^e siècles, elles abritent d'importantes peintures murales et icônes, ainsi que du mobilier ecclésiastique.

La ville elle-même compte un certain nombre de belles bâtisses résidentielles (les « Maisons des Capitaines »), dont la plupart se tiennent à une certaine distance du monastère et furent construites pendant l'ère de prospérité de la fin XVI^e – début XVII^e siècle : la maison de Sopholis et Natalis (1599), Pagostas (1606), Moussoudakis (1625), Simirantis (1625), Syphantos (1636) et Skrinis (1640) en sont des exemples.

La pierre, taillée ou non, était le principal matériau de construction. Il s'agit soit d'une roche granitique grise extraite de la carrière de Manolakas, soit de calcaire extrait de la carrière de Megalo. L'un des traits caractéristiques des édifices de Pátmos est la *mantoma*, ouverture formée par des poutres soutenues par des piliers. Les toits sont généralement plats et faits de longs rondins de cyprès (*fites*), couverts de roseaux ou d'algues et d'argile. D'un point de vue architectural, la salle à manger et les chambres sont les plus intéressantes. En effet, la salle à manger est généralement décorée de portraits d'ancêtres, de broderies, d'icônes et d'objets d'art ramenés de l'étranger par les membres de la famille partis en voyage.

Il existe également un petit groupe de maisons néoclassiques datant du XIX^e siècle. Les maisons des familles Kalligas, Themelis, Konsolis et Leousis sont les plus représentatives de cette période.

Gestion et protection

Statut juridique

Un certain nombre de textes légaux complémentaires, à l'échelon national, offrent une protection juridique au site proposé pour inscription.

La ville de Chorá tout entière, monastère de Hagios Ioannis Theologos compris, est une « communauté historique de référence » ; aucun changement ne peut être apporté aux structures ou aux espaces de la zone sans l'approbation du 4^{ème} Éphorat des antiquités byzantines du ministère de la Culture, aux termes d'une législation entrée en vigueur en 1960. Quant à la grotte de l'Apocalypse, c'est un monument classé en vertu de la législation de 1932 concernant la protection des monuments à valeur architecturale et archéologique. La grotte de l'Apocalypse et l'environnement immédiat de Chorá (essentiellement une zone tampon adjacente) sont une zone de non-développement totalement protégée, et toujours placée sous l'autorité du 4^{ème} Éphorat, aux termes de la législation de 1995. Le « versant montagneux de Pátmos, défini par l'extrémité de Skála et l'établissement de Chorá », est reconnu « d'une beauté

naturelle particulière » sous l'égide du 4^{ème} Éphorat, aux termes de la législation de 1968. Les changements ou développements proposés pour « le versant montagneux de Pátmos » nécessitent l'autorisation du 4^{ème} Éphorat.

L'île de Pátmos tout entière a été reconnue « référence et paysage urbain historique » sous la pleine protection du ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics, en vertu d'une législation entrée en vigueur en 1971 ; du fait de la désignation parallèle de l'île en tant que « référence historique et lieu d'une beauté naturelle particulière » sous l'égide du 4^{ème} Éphorat en 1972, le ministère de la Culture a apporté ses conseils au ministère susmentionné, dont la responsabilité porte principalement sur l'occupation des sols, la densité, les formes de construction générale et leur concentration, et l'impact environnemental. En outre, l'opinion en faveur de la poursuite de l'agriculture sur des terres agricoles précises de Pátmos limite les possibilités de développement pour, approximativement, deux tiers de la surface de l'île.

L'approbation des projets de réparation dans la zone proposée pour inscription doit également être obtenue auprès du ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics et de la municipalité de Pátmos, afin d'assurer que les propositions avancées respectent la sûreté publique, la sécurité, l'hygiène et les objectifs environnementaux généraux, au niveau national comme municipal. En cas de litiges dans la zone proposée pour inscription, les objectifs du ministère prévalent.

Une protection significative est également apportée au moyen d'un mécanisme de propriété « publique ». En sus du complexe monastique lui-même et de la grotte, le monastère possède deux couvents (Zoodochos Pegi, Evangelismos) et de nombreuses églises et maisons de Chorá. Le Gouvernement grec et la municipalité de Pátmos sont également les propriétaires d'un nombre significatif de biens immobiliers de Chorá. Beaucoup de grandes maisons individuelles appartiennent à de riches propriétaires le plus souvent absents. Ils ne reviennent la plupart du temps que pour les vacances, mais assurent en permanence des normes élevées d'entretien et de maintenance.

Gestion

Étant donné la complexité des juridictions et des schémas de propriété de Chorá et de ses complexes religieux, il n'existe aucun plan de gestion unique régissant le processus décisionnel. Toutefois, un ensemble complémentaire de mécanismes et d'initiatives de coordination, dont les racines, pour beaucoup, plongent dans les schémas traditionnels de coopération de l'île, permet une gestion efficace du site. Le Comité pour le caractère sacré de l'île de Pátmos, fondé en 1980, qui reflète l'interdépendance historique de la communauté religieuse et de l'établissement adjacent, dont venaient les moines, représente un forum où le monastère et la municipalité discutent ensemble des propositions de développement, dans l'optique de l'intérêt public. Grâce à ses efforts, bon nombre des

abus touristiques courants dans d'autres régions de la mer Égée ont été évités ; Ainsi, il a été possible de préserver dans une grande mesure la tranquillité convenant aux valeurs sacrées de Pátmos, et d'instaurer une communication franche et positive entre les autorités séculières et ecclésiastiques dans tous les domaines d'intérêt commun. Pátmos possède également de nombreux clubs d'entretien communautaires et institutions publiques dont les objectifs sont axés sur la préservation du patrimoine culturel de l'île.

Beaucoup des principaux partenaires des efforts de préservation adoptent une approche de plus en plus active des besoins de gestion et de développement à long terme au sein de la communauté. Le monastère a récemment installé dans ses murs un centre de conservation des matériaux haut de gamme, afin d'être à même d'entreprendre in situ des travaux de restauration et de réparation. À l'heure actuelle, le monastère explore également les différents moyens pour développer un petit centre de séminaires et de conférences à Chorá ou dans les environs, ainsi qu'un centre de formation régional à la restauration des peintures. La municipalité, pour sa part, se penche sur des projets d'amélioration de la qualité de la vie dans la communauté et de renforcement des engagements envers son patrimoine et ses valeurs. Ceux-ci incluent la remise sur pied, au moins symbolique, de l'ancienne école de Pátmos adjacente à la grotte de l'Apocalypse, afin de renforcer la position de l'École Patmiada. La priorité est donnée à des questions environnementales et sociales cruciales dans le contexte du Plan de développement régional 2000-2006 (SANTER) de l'Union Européenne. Le 4^{ème} Éphorat a quant à lui entrepris un certain nombre de projets financés par l'Union, parmi lesquels la restauration du couvent Zoodochos Pegi. D'autres projets de restauration devraient voir le jour dans un futur très proche pour le monastère, la grotte et la grande demeure Nikolaidi Archontiki.

Ces initiatives et approches reflètent la grande qualité de l'implication personnelle dans les questions liées à la conservation au sein du monastère et de la municipalité. L'engagement tout particulier du 4^{ème} Éphorat envers le traitement et la gestion des questions de conservation à Pátmos mérite également d'être noté. Les visites régulières des professionnels de l'Éphorat sont en effet efficacement appuyées par la présence d'un inspecteur résident sur l'île, poste maintenu en permanence sur Pátmos depuis plus de trente-quatre ans.

La combinaison d'une propriété responsable, d'une législation de protection, du suivi permanent de l'activité de construction et de mécanismes de coordination et de relations traditionnels mais évolutifs, assure efficacement la survie des caractéristiques propres au site proposé pour inscription. À Chorá et autour du village, toutefois, on observe quelques exemples mineurs d'abus du système : des constructions non autorisées, des litiges non résolus entre l'Éphorat et les propriétaires locaux, ainsi que quelques développements laids et mal situés dans la zone tampon entourant le site proposé pour inscription (où les autorités supérieures ont outrepassé les conseils de l'Éphorat). Toutefois, ces problèmes sont loin de menacer le caractère du site proposé pour inscription.

Seule exception : la croissance relativement incontrôlée de Skála (le port de Chorá) ces vingt dernières années, qui a diminué la qualité et l'intégrité de l'expérience de Pátmos et qui, si on la laisse se poursuivre, pourrait affecter la valeur du site proposé pour inscription. Le contrôle du développement de Skála a été transféré du ministère de la Culture à celui de l'Environnement en 1982. La ville ayant depuis triplé en taille, beaucoup des changements apportés ont détruit ou diminué une grande part de son caractère architectural intrinsèque. Ce fait est regrettable puisque Skála, en sa qualité de port de Chorá et du monastère, a grandement contribué à leur développement au fil du temps.

Autre menace potentielle pour les valeurs sacrées de Pátmos, les stratégies touristiques obsolètes. Ainsi, le tourisme actuel est régi par le texte de 1979, *Pátmos : Étude des effets du tourisme sur l'environnement*, qui établissait des directives pour le développement approprié de ce secteur sur l'île. Toutefois, la base statistique de cette étude n'étant plus d'actualité, et le ministère ne semblant plus jouer le rôle d'appui solide du développement touristique des établissements traditionnels qui était le sien dans les années quatre-vingt, les autorités devraient prévoir des dispositions actualisées de gestion des flux touristiques. Le monastère, par exemple, a mis au point des mécanismes et des procédures longuement pensés en vue de contrôler le nombre et les mouvements des visiteurs dans les sites qu'il possède.

L'efficacité des mécanismes actuels de gestion à Pátmos repose pour beaucoup sur l'engagement et l'intelligence d'un petit nombre d'individus clés. Il serait utile, en tirant parti de l'actuel climat très favorable à la conservation, d'envisager la construction d'une base institutionnelle permanente en vue de la gestion intégrée des ressources patrimoniales de l'île. Le développement d'un plan de gestion, la construction sur les points forts, passés et actuels, en matière de gestion, et l'intégration d'une optique de conservation dans les plans de développement, en passant par la mise à jour des stratégies touristiques et la préparation aux risques (Pátmos se trouve en effet dans une zone très exposée aux tremblements de terre) apporterait un mécanisme permanent de maintien des valeurs sacrées de l'île, indépendamment des futurs changements au sein du personnel qui s'y consacre.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le monastère, le village de Chorá et la grotte de l'Apocalypse ont continuellement évolué au fil du temps, en réaction aux guerres, aux occupations et aux schémas migratoires dans la région de la mer Égée. Les changements parallèles de la disposition et des formes des constructions ont été introduits d'une manière qui n'occulte pas les origines de l'installation, et qui permet la lecture très claire, aujourd'hui encore, des chapitres significatifs de l'histoire de ce site. La survie des caractéristiques et des valeurs de l'installation religieuse et séculière est pour beaucoup due aux pratiques

intrinsèquement conservatrices et respectueuses, en matière d'occupation des sols, de ceux qui ont occupé le site au fil des siècles.

La conservation moderne de Pátmos recoupe largement la croissance de la capacité dédiée, au sein du Gouvernement, à la conservation en Grèce. Sous l'occupation italienne du Dodécanèse (1912-1948), la conservation recevait un appui fort, et l'entretien des installations traditionnelles, notamment le village de Pátmos, Chorá, et son monastère, faisait l'objet d'une attention considérable. Quand la Grèce assumait la responsabilité du Dodécanèse, la législation de 1932 sur les monuments grecs fut immédiatement appliquée, et les efforts se concentrèrent de toute urgence sur la réalisation d'un inventaire, afin de documenter les déprédations de la guerre et de mettre à jour la liste des monuments. Le Gouvernement grec a en permanence construit et renforcé sa capacité à contrôler et à assister le processus de conservation. Dans les années soixante, les dispositions protectrices de la loi archéologique grecque s'appliquèrent d'abord aux établissements, ce qui avantageait les communautés comme Pátmos. En 1977, un Éphorat pour les antiquités byzantines, sous la tutelle du ministère de la Culture, fut établi à Rhodes et se vit confier la responsabilité des établissements antérieurs à 1830, ce qui mis plus encore en exergue les besoins de conservation à Pátmos. Depuis, l'Éphorat n'a cessé de croître, en termes de ressources, de capacité professionnelle (ses effectifs sont aujourd'hui supérieurs à 100 personnes, dont 20 professionnels) et de complexité de son approche de la conservation.

Aujourd'hui, il garantit que les travaux de restauration majeurs sont conformes à des normes strictes, que des modèles sains de pratiques de conservation sont fournis localement, qu'un soutien permanent est apporté au développement et à l'entretien de compétences artisanales spécialisées, ainsi qu'à la production de matériaux traditionnels, et qu'une orientation est donnée aux travaux réalisés sur le plan privé. Ainsi, l'Éphorat maintient et promeut les normes les plus strictes de pratiques de conservation contemporaines, à l'aide de modèles consensuels qui impliquent tous ses partenaires dans le processus décisionnel, en assurant toujours que les travaux reposent sur des recherches, des enquêtes et des documentations exhaustives.

Tous les monuments majeurs sont soumis à une conservation régulière. Certains ont fait l'objet de projets de restauration majeurs ; d'autres reçoivent actuellement une assistance, tandis que de vastes projets sont en cours de développement pour d'autres. Parmi les monuments majeurs, seul la Palia Patmida est en ruines et même dans ce cas, différents concepts sont actuellement débattus, au niveau local, en vue de son éventuelle restauration.

Certains travaux de conservation de l'Éphorat ont récemment été qualifiés « d'excessifs » (par exemple au couvent Zoodochos Pegi), mais un processus consultatif homogène est scrupuleusement respecté. Il serait possible d'améliorer encore l'efficacité de l'Éphorat en apportant, en contrepoint des modèles traditionnels de protection par « l'inspection et le contrôle », une plus ample utilisation des modèles de « soutien » : en mettant

davantage l'accent sur le développement de mécanismes formateurs des propriétaires privés (par exemple en utilisant des orientations de conception), en fournissant des conseils en la matière aux propriétaires à un stade précoce de leurs projets, et en récompensant ceux d'entre eux qui réalisent des travaux de conservation sensibles. Ces mesures pourraient réduire les conflits inhérents au modèle d'inspection et, sur le long terme, encourager un plus grand soutien du public, une meilleure compréhension des travaux de conservation, et un plus grand intérêt pour la qualité de ces derniers.

Authenticité

Le monastère, Chorá et la grotte de l'Apocalypse offrent un reflet hautement authentique des valeurs significatives du site, à de nombreux niveaux.

Les matériaux et la conception des éléments significatifs, ainsi que leurs schémas d'organisation, ont été bien entretenus et fournissent une expression authentique et crédible des modèles stylistiques et typologiques du site (par exemple, le monastère fortifié au sein d'un *chorá* égéen concentrique) ; Les quartiers environnants de Chorá, y compris ceux construits par les réfugiés de Constantinople (Alloteina), à l'aide de formes et de technologies de construction byzantines du xv^e siècle ; Kretika, construit par des immigrants crétois en 1669 à la suite de la chute de Candie (aujourd'hui Héraklion), qui introduisit de nouveaux styles d'*archontika* (grandes demeures) et le style agraire adopté pour le Zoodochos Pegi, etc.

L'authenticité du cadre et de la facture a été compromise, mais de manière mineure. Le cadre du monastère, de Chorá et de la grotte doit être considéré comme incluant la région égéenne environnante, et la rapide et brutale croissance touristique du port de Skála sape l'authenticité de l'expérience de l'arrivée des pèlerins sur l'île, qui avait pourtant conservé un très haut degré d'intégrité, tout au long des siècles, jusqu'à récemment. Bien qu'une route moderne relie Skála à la grotte et enfin à Chorá, le réseau de sentiers et le paysage traditionnel associé restent les éléments clés d'un cadre à l'authenticité incontestable. Si une grande partie de la facture traditionnelle a été perdue au profit de la modernisation de l'industrie du bâtiment, chaque projet de conservation intègre désormais des efforts en vue de faire revivre ces artisanats et de former et soutenir les artisans les pratiquant. Des efforts considérables se dirigent sur le rétablissement des sources d'approvisionnement en matériaux locaux traditionnels, tels que les carreaux de céramique (*patiniotiko plakai*) utilisés pour couvrir les terrasses extérieures et les sols des rez-de-chaussée.

En ce qui concerne la continuité des traditions et de l'usage, l'authenticité est extraordinaire. On en compte beaucoup d'exemples remarquables : la conservation de nombre d'anciennes traditions chrétiennes, telles que la cérémonie du lavement des pieds pendant la semaine de Pâques, l'école Patmiada moderne, continuation de l'institution de 1713, qui a continué d'assurer les enseignements de l'Église orthodoxe grecque pendant la période ottomane, fait quasi unique en Grèce, et la reconnaissance, par l'établissement, en 1980, du Comité

pour le caractère sacré de l'île de Pátmos, des efforts du *koino* pour établir une institution communautaire séculière, dès 1659, afin d'aider le monastère à remplir sa mission spéciale au sein de l'Église orthodoxe.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Pátmos en mars 1999.

Caractéristiques

Le monastère de saint Jean le théologien est une création unique, intégrant des valeurs monastiques à une enceinte fortifiée, qui s'est développée continuellement et harmonieusement en réaction à un contexte politique et économique changeant, et ce pendant plus de neuf siècles. Il abrite également une remarquable collection de manuscrits, d'icônes et d'objets et d'œuvres d'art liturgiques.

L'École Palia Patmiada, qui a maintenu la culture grecque orthodoxe pendant deux siècles de domination ottomane, unissait grâce à ses enseignements des étudiants venus d'Asie mineure, de Russie, des Balkans, d'Afrique du Nord et d'Éthiopie.

On peut dire de Pátmos qu'elle est le dernier foyer vivant de la civilisation byzantine qui a quitté Constantinople en 1453. Alloteina fut en effet construite par des réfugiés de la ville après sa chute ; il reste encore aujourd'hui de nombreux descendants de ces familles, ainsi que les structures qu'elles ont construites.

Chorá lui-même est l'un des *chorá* égéens plus anciens et les mieux préservés, ses origines remontant à plus de neuf siècles. À l'encontre de la plupart de ceux-ci, créés pour soutenir l'activité agraire au xvii^e siècle, le monastère supportait dans ce cas une installation agraire peu de temps après sa fondation, en 1132. Le monastère est le seul complexe monastique fortifié du monde grec orthodoxe. L'*archontiki* de Chorá présente une combinaison unique de traits et de caractéristiques typologiques bourgeois continentaux et agraires insulaires.

Le monastère est l'un des plus importants centres de pèlerinage du monde chrétien. L'importance du sanctuaire de saint Jean a stimulé la génération par le monastère de programmes éducatifs efficaces, qui ont participé tant à la survie qu'à l'extension des enseignements de l'Église orthodoxe et ont entraîné la création d'une bibliothèque et d'archives incomparables de la foi chrétienne orthodoxe, pour étayer les interrogations académiques et philosophiques.

Analyse comparative

Si la Grèce et le monde orthodoxe comptent une multitude d'autres complexes monastiques de qualité et

d'importance significatives, les éléments du site proposé pour inscription sont à de nombreux égards uniques, qu'ils soient considérés dans leur ensemble ou individuellement.

Pátmos est le seul exemple de monastère orthodoxe intégrant depuis ses origines une communauté, le Chorá, bâti autour des fortifications qui se dressent au sommet de la colline. De plus, si l'on trouve d'autres monastères fortifiés dans d'autres régions du monde orthodoxe, celui de saint Jean le théologien en est le seul exemple en Grèce.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Il convient d'envisager certaines mesures qui renforceraient le contrôle de gestion sur plusieurs composantes du site proposé pour inscription et du territoire adjacent :

- inclusion de Skála dans la zone tampon, tout en assurant que des moyens appropriés de contrôle du développement à Skála soient remis en vigueur afin d'empêcher que se poursuive la détérioration de son caractère ;
- renforcement des mesures de protection de l'environnement naturel de l'île, afin de limiter définitivement les possibilités de construction et leur envergure dans le paysage, y compris en ce qui concerne le développement et le déploiement d'installations aéroportuaires et de tours de communication ;
- développement d'un plan de gestion intégré pour l'île tout entière, établissant la place de la conservation parmi tous les intérêts de l'île, en accordant une attention toute particulière au développement touristique approprié et aux mesures de préparation aux risques.

Brève description

La petite île de Pátmos, dans le Dodécanèse, est réputée être l'endroit où saint Jean le théologien a écrit son Évangile et l'Apocalypse. Un monastère dédié au « disciple bien aimé » y a été fondé à la fin du X^e siècle, et est un lieu de pèlerinage et d'enseignement orthodoxe grec permanent depuis cette époque. Ce magnifique complexe monastique domine l'île et l'ancien établissement de Chorá qui lui est associé, lequel abrite de nombreux édifices religieux et séculiers.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iv et vi* :

Critère iv Le monastère de saint Jean le théologien et la grotte de l'Apocalypse de l'île de Pátmos, ainsi que l'ancien établissement associé de Chorá, constituent un exemple exceptionnel de lieu

de pèlerinage orthodoxe grec traditionnel, d'un intérêt architectural remarquable.

Critère vi Le monastère de saint Jean le théologien et la grotte de l'Apocalypse commémorent le site où saint Jean le théologien, le « disciple bien aimé », a composé deux des œuvres chrétiennes les plus sacrées, son Évangile et l'Apocalypse.

ICOMOS, mars 1999

Hortobágy (Hongrie)

No 474rev

Identification

<i>Bien proposé</i>	Parc national de l'Hortobágy
<i>Lieu</i>	Comitats de Hajdú-Bihar, Jász-Nagyun-Szolnok, Heves et Borsod-Abaúj-Zemplén
<i>Etat partie</i>	République de Hongrie
<i>Date</i>	25 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

L'Hortobágy est un exemple remarquable de l'interaction harmonieuse entre l'homme et la nature, basée sur une utilisation durable des sols qui préserve la diversité des espèces et les biotopes. La *Puszta* offre des panoramas extraordinaires, une succession de paysages variés, originaux et saisissants de beauté. La zone est épargnée de toute urbanisation ou industries polluantes, intempêtes ou inesthétiques, et des infrastructures qui les accompagnent. Elle se caractérise par une unité visuelle et topographique originale. Son intégrité est soulignée par des monuments, des bâtiments et autres structures d'un grand intérêt architectural et historique. Ce paysage et ses habitants, de l'avis des experts et du public, est une source d'inspiration d'œuvres picturales et littéraires et sans nul doute une ressource d'importance mondiale en termes de rareté et de représentativité.

Le Parc national de l'Hortobágy, qui s'étend sur un vaste territoire, représente la continuité, sur plusieurs milliers d'années, dans l'utilisation traditionnelle des sols, et conserve le plus haut degré de biodiversité.

Le Parc national de l'Hortobágy porte un témoignage unique sur les traditions culturelles des bergers des XVIII^e et XIX^e siècles.

Le parc est entouré de villages sur trois côtés, et l'environnement façonné par l'homme est enrichi par la diversité historique. Les différentes nations et cultures qui se sont succédées ont laissé des traces de leurs migrations. Parmi les monuments il y a les *kurgans* (tumulus) constructions funéraires qui remontent à 2000 ans av. J.-C., les villages dévastés de la Hongrie médiévale et les nombreux bâtiments des XVIII^e et XIX^e siècles, encore utilisés de nos jours et d'une valeur architecturale exceptionnelle.

L'actuel environnement aménagé par l'homme est diversifié mais ce qui fait l'originalité de cette région de la Hongrie, ce qui fait qu'elle est inhabituelle et unique en Europe, c'est principalement l'élevage des troupeaux. Cette activité était d'une importance majeure aux XVIII^e et XIX^e siècles. Le processus de désertification, amorcé au XIV^e siècle, s'est terminé au XVII^e siècle après la série de guerres contre l'Empire ottoman.

Critères iii et iv

Le parc national de l'Hortobágy est un exemple exceptionnel de survivance de l'utilisation durable d'une terre de pâturages.

L'activité principale du peuple nomade qui occupait cette région aux V^e et IV^e millénaires av. J.-C. était déjà l'élevage extensif sur de vastes pâturages. C'était aussi celle des conquérants hongrois à la fin du 1^{er} millénaire de notre ère, puis pendant tout le Moyen Age - une carte datant de la fin du XVI^e siècle montre que cette région était déjà vouée à l'élevage. Cette dernière époque de prospérité marqua définitivement cette région façonnée par l'homme. L'élevage n'altère pas le paysage naturel mais utilise les ressources naturelles sans leur causer de dommages. Le paysage est composé de vastes pâturages et de peu ou pas, de bâtiments. La zone proposée pour inscription ne comporte presque pas de constructions : des puits pour abreuver le bétail, des abris au toit de chaume pour passer l'hiver, des ponts pour traverser les rivières et des *csárdas* (auberges provinciales) qui jalonnent la route à intervalles d'une ou une demie *jordana*. Tout cela représente la mémoire inestimable de la vie pastorale d'autrefois. C'est aussi la preuve vivante de la coexistence harmonieuse de l'homme et de la nature.

Critère v

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. C'est aussi un *paysage culturel* tel que défini au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention de patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

De nombreux peuples ont migré de l'est vers le Bassin des Carpates pendant la préhistoire. Le groupe nomade qui est arrivé autour de 2000 av. J.-C. à la fin de l'Age du bronze fut le premier à laisser son empreinte sur le paysage naturel, sous la forme de nombreux tumuli (*kurgans*). La région est en marge de l'Empire romain et, à l'époque, occupée par les Sarmates, un peuple cavalier venu d'Asie. Les Avars sont arrivés au milieu du VI^e siècle, suivis par des colons slaves.

Les Hongrois s'installèrent dans ce que l'on appelle aujourd'hui la Hongrie à la fin du IX^e siècle, menés par leur chef, Arpád. Comme la région se prêtait à merveille à l'élevage, ils occupèrent les terres autour de la Tisza

aux X^e et XI^e siècles. Au début du XIII^e siècle, un réseau dense d'établissements, dont l'économie reposait sur l'activité pastorale, s'était développé dans l'Hortobágy. L'axe commercial principal reliant Buda à la Transylvanie passait par Tiszafüred et Debrecen. Une tribu Cuman venue du sud de la Russie s'installe pacifiquement près de Nagykunság au sud-ouest de l'Hortobágy au début du XIII^e siècle.

La région fut cependant dévastée par la horde mongole qui déferla sur cette partie de l'Europe en 1241-1242 et de nombreux villages ne furent jamais relevés après le départ soudain des Mongols à la mort de leur Grand khân. Pendant la grande peste, au milieu du XIV^e siècle, de nombreux villages se vidèrent de leur population et furent abandonnés. Simultanément, Debrecen se développa et attira les habitants des autres villages.

La région tomba entre les mains des Ottomans lorsque Debrecen fut prise en 1543. D'autres villages furent abandonnés durant les guerres qui dévastèrent la région entre 1593 et 1608, après l'incursion des Tatars de Crimée en 1594 et la guerre de quinze ans qui refoula les Turcs hors de Hongrie en 1711.

Les 150 ans de gouvernement turc ont renforcé l'économie pastorale qui devait dès lors dominer l'Hortobágy. De grands troupeaux de moutons et de bœufs étaient gardés sur les prairies ouvertes du début du printemps jusqu'à l'automne, puis conduits vers les abris d'hiver à proximité des sources d'eau. Au début du XIX^e siècle, ce système prit fin, ruiné par la dévastation économique causée par les guerres napoléoniennes et les changements d'habitude alimentaire. Simultanément, des systèmes de régulation des eaux ont été mis en place. La domestication des eaux du fleuve Tisza élimina les crues et les inondations et draina les marécages qui furent transformés en terres arables, tandis que les prairies naturelles, privées d'eau, perdirent leur fertilité. Les maigres ressources ne suffisaient plus à nourrir les troupeaux et la région connut une grave surexploitation au début du XX^e siècle.

On s'efforça de diversifier les activités dans l'Hortobágy, dont la plus réussie fut la création des étangs à poissons entre 1914 et 1918 et à nouveau dans les années 1950. Les étangs et les lacs couvrent actuellement une superficie de 65km². L'introduction de la culture du riz dans les années 1950 fut un échec, de même que les projets de reboisement dans les anciens marais asséchés au sol alcalin.

Description

Le Parc national de l'Hortobágy s'inscrit dans la plaine de la Tisza dans l'est de la Hongrie. Il est entouré de développements urbains au sud, à l'est et à l'ouest. Les deux principaux foyers urbains sont Tiszafüred sur la Tisza et la ville de Debrecen. Ces deux villes sont reliées par la grande route de crêtes historique.

Les plus anciens éléments dus à l'homme sont les tombes de l'Age du bronze ancien (*kurgans*). Leurs dimensions sont variables – 5 à 10m de haut et 20 à 50m de diamètre – ils sont en général coniques ou hémisphériques. On les trouve toujours sur des sols

secs mais à proximité d'une source. Ils ont souvent été réutilisés comme tombeau et dans certains cas, les Hongrois ont construit des églises chrétiennes à leur emplacement. On trouve aussi dans le Parc des tells correspondant à d'anciens villages maintenant disparus.

Au Moyen Age, les villages bordaient la route de Debrecen à Tiszafüred. Le groupe principal se trouvait dans le voisinage des villages actuels de l'Hortobágy - Naghegyes, Náduvdar et Nagyiván. Des documents d'archives prouvent que nombre de ces villages possédaient une église. Avec le dépeuplement progressif à partir du XIV^e siècle, les villages ont disparu. Dans les grandes plaines de la Puszta, les seules marques d'établissement des hommes se limitaient à des structures légères et temporaires, faites de roseaux et de branchages, pour abriter les hommes et les animaux durant l'hiver.

Les seules structures qui soient parvenues jusqu'à nous sont les constructions publiques en pierre : les ponts et les *csárdas*. Le pont à neuf arches à Hortobágy est le plus long pont de pierre de Hongrie. Des documents attestent la présence d'un pont en bois à cet endroit dès le XIV^e siècle, remplacé en 1827-1833 par l'ouvrage existant de style classique. Le pont Zádor dans la partie sud du parc national a été construit en 1809 avec neuf arches, mais les deux piles ont été emportés par une crue du Zádor en 1830 et ne furent jamais remplacés.

Les *csárdas* étaient des auberges provinciales construites aux XVIII^e et XIX^e siècles pour permettre d'héberger et de nourrir les voyageurs. Les *csárdas* typiques comportent deux bâtiments l'un en face de l'autre, tous deux d'un seul niveau et couverts d'un toit de chaume ou parfois de bardeaux ou de tuiles. Une taverne s'ouvrait en principe sur la route, avec un comptoir et un accès à la cave à vin. Quelques-unes disposaient d'une ou deux chambres à louer. De l'autre côté de la route, en face de la *csárda* se trouvait les écuries et le hangar à voitures. Les meilleures *csárdas* connues sont celles de Balmazújváros (XVIII^e siècle), Hortobágy (construite en 1699 et reconstruite plusieurs fois), Naghegyes (début du XIX^e siècle), Nagyiván (milieu du XVIII^e siècle), et Tiszafüred (vers 1770).

Gestion et protection

Statut juridique

Le parc national de l'Hortobágy fut créé en 1972 par le Décret présidentiel national pour la conservation de la nature N° 1850. Les 52000ha d'origine furent complétés par 11422ha en 1993. La superficie actuelle est inchangée depuis 1996.

Le parc est régi par les articles 31-41 de la loi No LIII de 1996 sur la conservation de la nature. Ils répriment toute activité qui risquerait d'avoir un impact négatif sur le caractère et la qualité des zones protégées, y compris le défrichage, toute forme de construction ou de terrassement, et l'utilisation non autorisée de véhicules.

Gestion

Sur la superficie totale du parc (74820ha), 68196ha appartiennent à l'Etat - principalement à la Direction des Parcs nationaux, mais aussi à l'entreprise publique de gestion des eaux, à l'armée hongroise et à d'autres institutions d'Etat. Pour le reste, 5069ha appartiennent aux fermes collectives, 1263ha à des propriétaires individuels, 254ha à des municipalités et 38ha à des organisations non gouvernementales.

L'article 36 de la loi de 1996 sur la conservation de la nature, exige un plan de gestion pour chaque zone de protection de la nature, révisé tous les dix ans. Le plan actuellement en vigueur pour le parc national de l'Hortobágy, préparé en 1997, couvre les points suivants :

- Achat des parcelles encore détenues par les fermes collectives ;
- Soutien à la création de sociétés d'élevage dans les villages environnants afin d'éviter un morcellement de la gestion des terres ;
- Obtention des droits pour la conservation de la nature dans des zones destinées à être rattachées au Parc.
- Application des règlements relatifs à la chasse, à l'utilisation de produits chimiques, etc. , dans la zone tampon ;
- Systématisation et meilleure diffusion des informations et des résultats de recherches ;
- Poursuite et extension des recherches portant sur les nouvelles espèces ;
- Désignation des valeurs naturelles découvertes par la recherche sur la protection ;
- Développement d'une stratégie de recherche globale.

L'article 30 de la loi de 1996 sur la conservation de la nature requiert la protection des espaces naturels "en cas de nécessité" par des zones tampon. La zone tampon du Parc national de l'Hortobágy est définie ; elle couvre une superficie 199380ha.

Le personnel de la Direction des Parcs nationaux est composé de 42 personnes : 20 administrateurs et spécialistes, 13 gardiens, 6 membres du service technique et 3 chauffeurs. La Direction est placée sous l'autorité du ministère de l'Environnement et de la Politique Régionale. C'est l'autorité de première instance pour les parcelles qui n'appartiennent pas à l'Etat au sein du Parc.

Les *kurgans*, *csárdas* et autres biens historiques du parc sont protégés en tant que monuments historiques dans le cadre de la loi No LIV de 1997 sur les Monuments anciens. Les bureaux régionaux de l'Office national des monuments anciens à Debrecen, Eger et Szolnok sont

responsables du suivi de l'état de conservation et doivent prendre les mesures nécessaires.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation des valeurs naturelles de la zone proposée pour inscription est un processus continu entrepris depuis la création du Parc national de l'Hortobágy en 1972. Une série de lois votées depuis 1995 ont renforcé les contrôles obligatoires sur la zone désignée, encouragé la préservation des environnements créés par la main de l'homme et attribué des responsabilités relatives à la protection aux conseils locaux, conseils municipaux et administrations des comitats.

Le bien proposé pour inscription est une réserve de la biosphère dans le cadre du programme "L'homme et la biosphère" (MAB) de l'UNESCO. Plus de 23000ha sont protégés dans le cadre de la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale.

Authenticité

La trajectoire historique de la *Pusztá* est telle que sa croissance et son déclin culturels sont inscrits à tout jamais dans son paysage. Le paysage actuel est comme un palimpseste qui n'aurait pas été recouvert par les plus récents développement technologiques ou sociaux. Son authenticité en tant que paysage culturel est donc absolue.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Un expert proposé par l'ICOMOS après délibération avec l'UICN a visité le bien à la fin du mois d'avril 1999.

Caractéristiques

Le paysage de la *Pusztá* hongroise, illustré par le Parc national de l'Hortobágy, porte un témoignage exceptionnel sur son évolution dans le temps. La ressource naturelle des vastes étendues d'herbages et autres plantes fourragères ont attiré depuis les premiers temps les nomades ou semi-nomades menant une vie pastorale. Des traces abondantes de leur présence depuis la préhistoire jusqu'à un passé récent survivent intactes ou sous forme de vestiges. Le déclin économique de la région a contribué à figer le paysage tel qu'il était et empêche son altération par de plus récents développements.

Analyse comparative

La *Pusztá* est une plaine marécageuse périodiquement inondée, un vaste cône alluvial que les eaux érodent continuellement depuis la fin de la période glaciaire.

Morphologiquement, le parc national de l'Hortobágy se caractérise par une alternance de dépressions inondables et de formations de loess. En Europe ce type de paysage est caractéristique du Bassin des Carpates et ne se retrouve ailleurs, sur des étendues comparables, qu'à l'Est de l'Oural.

Observations et recommandations de l'ICOMOS

Ce bien a été proposé une première fois pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial en 1988, comme patrimoine naturel. Sur recommandation de l'UICN, la proposition n'a pas été inscrite, mais les qualités naturelles de l'Hortobágy en tant que réserve de la biosphère et site Ramsar ont été reconnues. Depuis lors, le Comité a précisé sa définition des catégories de paysages culturels, et l'actuelle demande est présentée, au titre du critère culturel, implicitement en tant que paysage culturel.

Le dossier de proposition d'inscription contient une grande quantité de données sur les caractéristiques naturelles de la zone proposée, avec une place presque aussi importante accordée à la "Description du Bien" consacrée aux habitats naturels, aux biotopes et à la faune des oiseaux qu'au patrimoine culturel. Les liens importants entre les caractéristiques naturelles de la région et son développement culturel ne sont pas clairement formulés, bien qu'une lecture attentive de certaines parties révèle les faits essentiels.

Dans la description du patrimoine culturel, les *csárdas* les plus importantes et les deux ponts historiques sont abondamment décrits tandis que les tumuli (*kurgans*) ainsi que les vestiges d'anciens villages ne le sont que succinctement. Aucune information n'est donnée sur les sites des villages médiévaux abandonnés.

Le rapport de mission émet un avis favorable sur le niveau de protection assuré aux éléments culturels appartenant au bien mais suggère qu'il soit demandé à l'Etat partie de fournir une liste complète du patrimoine culturel du Parc national de l'Hortobágy, assortie de la description de tout programme d'inventaire, de recherche et de fouilles en cours. Si aucun programme de ce type n'existe actuellement, il est fortement recommandé à l'Etat partie de les concevoir et de les mettre en place sans délai.

Le rapport signale également le manque d'information concernant l'interaction et la coordination entre les agences chargées respectivement de la protection du patrimoine culturel et du patrimoine naturel. Il est demandé à l'Etat partie de fournir des renseignements à ce sujet. Ni cette demande ni celle visée au paragraphe précédent ne justifient cependant pour l'ICOMOS la nécessité de retarder l'inscription de ce paysage culturel exceptionnel sur la liste du Patrimoine mondial.

Les informations fournies dans le dossier d'inscription du bien proposé sur les valeurs naturelles du Parc national de l'Hortobágy sont très complètes. Sur la base du rapport de mission, l'ICOMOS estime qu'il pourrait être demandé à l'UICN de reconsidérer ses recommandations de 1988, avec pour conséquence la

possibilité d'inscrire le bien au titre du critère iii relatif aux biens naturels.

Brève description

L'Hortobágy est une vaste étendue de plaines et de marécages qui a été utilisée par l'homme comme pâturages pour les animaux domestiques pendant plus de deux mille ans.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la liste du patrimoine mondial sur la base des *critères culturels iv et v* :

Critère iv La *Puszta* hongroise est un exemple exceptionnel de paysage culturel constitué par une société pastorale.

Critère v Le paysage du Parc national de l'Hortobágy conserve intactes et visibles les traces de son utilisation traditionnelle sur une durée de plus de deux mille ans et illustre l'interaction harmonieuse entre l'homme et la nature.

L'ICOMOS recommande également a. que le rapport de la mission d'expert soit remis officiellement à l'Etat partie, précisant que soient prises les mesures visées plus haut et b. que le Bureau envisage de demander à l'UICN de revoir sa recommandation de 1988 qui n'était pas favorable à l'inscription du bien au titre des critères naturels.

ICOMOS, juin 1999

Darjeeling Himalayan Railway (Inde)

No 944

Identification

<i>Bien proposé</i>	Darjeeling Himalayan Railway
<i>Lieu</i>	District de Darjeeling, Etat du Bengale-Occidental
<i>Etat Partie</i>	Union indienne
<i>Date</i>	3 juillet 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Le Darjeeling Himalayan Railway (ci-après dénommé DHR) est un exemple exceptionnel du génie des ingénieurs des chemins de fer de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La voie ferrée gagne en altitude de façon remarquable par l'utilisation de boucles et de gares permettant l'alternance du sens de la marche du train. La ligne se distingue aussi par le fait qu'elle passe par la deuxième gare la plus haute du monde. **Critère i**

Le DHR témoigne d'un échange considérable de valeurs humaines car il a eu un impact sur la vie des habitants de la région. Ainsi, par exemple, la notion du temps a changé, car le chemin de fer a mis Calcutta à moins de 24 heures de Darjeeling alors qu'il fallait auparavant cinq à six jours de voyage pour aller d'une ville à l'autre. **Critère ii**

Le DHR apporte un témoignage unique sur la tradition culturelle des plantations de thé qui demeurent le principal moyen d'existence des habitants de la région, qu'ils soient propriétaires terriens, ouvriers agricoles ou commerçants. **Critère iii**

Plusieurs caractéristiques de la ligne - les innovations techniques utilisées pour gagner de l'altitude et franchir les obstacles, les ateliers de Tindharia qui utilisent encore de nombreuses machines d'origine, les voitures pour voyageurs et les locomotives à vapeur d'origine, comme l'*Everest*, construite en 1914, les gares datant du XIX^e siècle qui ont conservé leur aspect d'origine - témoignent des savoir-faire technologiques d'une époque révolue, illustrent de manière éminente leur fonction et représentent un stade important de l'histoire de l'humanité. **Critère iv**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la

Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*.

Histoire et description

Histoire

Le DHR est intimement lié au développement de Darjeeling, reine des stations de montagne et l'une des principales régions productrices de thé en Inde au début du XIX^e siècle.

Le contrefort couvert de forêts épaisses auquel s'accroche la ville de Darjeeling faisait autrefois partie du royaume du Sikkim. Ce lieu fut choisi en 1835 par la Compagnie britannique des Indes Orientales pour servir de station de repos et de convalescence à ses soldats. C'est alors que la région fut achetée au Sikkim et que commença la construction de la station reliée à la plaine par une route. La région fut annexée par l'Empire britannique des Indes en 1858.

Dès 1878, Calcutta était reliée par le chemin de fer à Siliguri, sur les contreforts de l'Himalaya. A l'époque, l'industrie du thé avait pris un bel essor dans la région de Darjeeling, et le réseau de transport routier existant ne suffisait plus face à l'accroissement du trafic. Franklin Prestage, agent des chemins de fer du Bengale-Oriental, soumit une proposition détaillée pour la construction d'une ligne de chemin de fer à vapeur reliant Siliguri à Darjeeling. La proposition fut acceptée officiellement et les travaux de construction débutèrent immédiatement. En 1881 les trois phases de la construction étaient achevées.

La société privée Darjeeling Himalayan Railway a été rachetée par le Gouvernement de l'Union indienne en octobre 1948. Depuis 1958 elle est gérée par la société nationale Northeast Frontier Railway.

Description

Le DHR comporte une voie ferrée de 88,48km d'un écartement de 2 pieds (0,610m) qui relie les gares terminus de New Jalpaiguri et Darjeeling en passant par onze gares intermédiaires. L'une d'elles, Ghoom, construite à 2258m d'altitude, est la deuxième plus haute gare du monde.

Du fait que la ligne traverse une région montagneuse, son tracé est constitué à 73% de courbes, dont la plus serrée, entre Sukna et Rongtong, suit un arc de cercle de 120°. La ligne comporte également six gares permettant l'alternance du sens de la marche et trois boucles, dont la plus connue est celle de Batasia, entre Ghoom et Darjeeling. La pente la plus raide est de 1 pour 18 (dans les inversions de sens de la marche du train).

Le bien proposé pour inscription comprend l'emprise ferroviaire, sur une largeur qui varie de 3 à 50m, et tous les bâtiments annexes – gares et installations, ateliers, dépôts de locomotives et matériels roulants et habitations des cheminots. La voie traverse constamment Hill Cart Road, rendant indispensable l'aménagement de 170 passages à niveau. Les glissements de terrains causés par la mousson (juillet et

août) exigent la reconstruction de beaucoup de ces passages.

Le petit train ("Toy Train"), comme on l'appelle affectueusement, offre des vues prodigieuses sur des chutes d'eau vertigineuses, des vallées vertes souvent embrumées et, au bout du voyage, le splendide panorama de la chaîne du Kanchenjunga couronnée de neige. La ligne se divise en quatre parties : 10km en plaine entre Siliguri et Sukna (en partie urbanisée et en partie agricole), 11km de jungle épaisse entre Sukna et au-delà de Rongtong, 38km dans une région de collines en grande partie déboisées et couvertes de plantations de thé jusqu'à Kurseong et enfin 30km en milieu alpin jusqu'à Darjeeling, dominée par des terrasses plantées de pins de l'Himalaya et de thé.

Gestion et protection

Statut juridique

La seule protection dont bénéficie le chemin de fer s'applique à l'emprise ferroviaire qui est en principe protégée en vertu des mesures générales relatives aux biens du gouvernement central et des dispositions spécifiques de la Loi sur les chemins de fer de 1989.

Gestion

Le DHR est la propriété du gouvernement de l'Union indienne. Il est placé sous la tutelle du ministère des chemins de fer. L'administration du chemin de fer incombe à la Northeast Frontier Railway dont le siège social est situé à Guwahati, capitale de l'Etat de l'Assam.

Les équipements fixes et roulants de la ligne sont répertoriés par la Northeast Frontier Railway et les bâtiments sont inscrits dans un registre détaillé.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Cette ligne de chemin de fer étant en service, elle est régulièrement entretenue suivant des programmes définis. Le financement des travaux d'entretien est variable car il répond aux besoins courants et dépend du niveau du trafic généré.

Des programmes d'investissement sont prévus pour la réhabilitation des bâtiments des gares de Darjeeling, Ghoom, Kurseong et Tindharia. Un programme de stabilisation de la voie est en cours pour la section comprise entre Sukna et Mahanadi, qui est une des plus sensibles aux glissements de terrain pendant la mousson.

Le développement touristique de Darjeeling dépend largement de l'efficacité du service du chemin de fer himalayen. Des programmes destinés à l'améliorer sont par conséquent à l'étude. Sont envisagés des travaux d'amélioration de la voie et l'acquisition de nouvelles locomotives et de nouveaux matériels roulants.

Actuellement, le ministère des chemins de fer finance une étude complète de la ligne par des conseillers spécialistes des transports.

Les contacts avec la Darjeeling Himalayan Railway Heritage Foundation basée au Royaume-Uni sont permanents. Des études sont en cours sur des réseaux ferroviaires semblables qui existent ailleurs dans le monde, comme le Festiniog Railway au Pays de Galles (Royaume-Uni), dont la conception a inspiré celle du DHR.

Authenticité

L'authenticité du tracé, tel qu'il a été construit à l'origine en 1881, a été fidèlement préservée, et ne compte que des modifications mineures, liées à un développement progressif et normal. Toutes les gares - à l'exception de Siliguri Junction et de Darjeeling qui ont été reconstruites après avoir été détruites par un incendie - ont conservé leur aspect d'origine.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le bien en janvier 1999. L'ICOMOS a également examiné l'étude comparative des chemins de fer historiques coordonnée par le Musée national du chemin de fer de York (Royaume-Uni) en 1998 (voir ci-après).

Caractéristiques

Le DHR est un ouvrage de génie civil exceptionnel qui est parvenu jusqu'à nous presque intact. Il est également remarquable pour la qualité de nombreux bâtiments qui s'y rattachent, en particulier les gares intermédiaires, les maisons d'habitations et les maisons de repos appartenant à la ligne ainsi que les ateliers de Tindharia.

Analyse comparative

L'étude comparative de 1998 *Railways as World Heritage Sites* définit des critères d'évaluation spécifiques des lignes de chemin de fer historiques. Pour que leur proposition d'inscription sur la liste du patrimoine mondial soit prise en considération, ces sites doivent répondre à l'un ou plusieurs des critères suivants :

- être un ouvrage révélateur du génie créateur humain ;
- démontrer l'influence des innovations technologiques sur l'ouvrage et, inversement, l'influence de l'ouvrage sur la technologie ;
- être un exemple éminent ou typique ;
- illustrer l'évolution économique ou sociale.

Le DHR a été choisi comme étude de cas. Il a été déclaré « ligne de chemin de fer exceptionnelle à plusieurs titres, mais plus particulièrement pour ce qui

concerne ses implications sociales, économiques et politiques et pour sa relation au paysage. »

Le rapport insiste sur la modestie des infrastructures et des installations du DHR ; en effet, dès sa conception, l'investissement en capital a été minimal. Néanmoins, les solutions techniques adoptées pour vaincre les fortes pentes et les distances relativement courtes sont exceptionnelles.

Il souligne également l'importance économique et sociale de la ligne. Le choix du chemin de fer à voie étroite, admirablement adapté au terrain, a permis le transport des passagers et des marchandises et a profondément marqué l'évolution économique et sociale de la région de Darjeeling.

Enfin, le rapport qualifie d'exceptionnelle l'étroite relation qui existe entre le chemin de fer et les divers types de terrains qu'il traverse.

A la lumière de ces commentaires, l'éminente qualité du DHR ne fait pas de doute. L'association du chemin de fer à voie étroite et des gares qui permettent l'alternance du sens de la marche est le premier exemple de ce type jamais réalisé et représente à ce titre un intérêt technologique exceptionnel. C'est le premier chemin de fer de montagne au monde et, en tant que tel, il a servi de modèle à de nombreuses lignes construites ultérieurement en Inde, au Vietnam, à Burma, à Sumatra, à Java et ailleurs.

A noter enfin que le DHR ne relie pas seulement les plaines aux montagnes de l'Himalaya, il réunit aussi deux traditions culturelles – la culture hindoue du Bengale et la culture bouddhiste de la région montagneuse. En conséquence, Darjeeling, qui se situe en un point de rencontre important, reflète la fusion de ces deux cultures (sans oublier également l'influence britannique).

Observations et recommandations de l'ICOMOS pour les actions futures

L'ICOMOS est impressionné par la qualité du DHR, par le dévouement des personnes responsables de sa gestion et de son entretien eu égard à sa conservation comme témoin de l'histoire du chemin de fer tant en Inde que dans d'autres pays. Il s'inquiète cependant de ne trouver aucune compétence particulière relative à la conservation du patrimoine parmi le personnel de la Northeast Frontier Railway. Il suggère que les chemins de fer indiens envisagent de confier la responsabilité de la conservation du DHR à une unité spéciale qui possède des connaissances en matière de patrimoine ainsi que des compétences en gestion des chemins de fer. Cette unité aurait comme une de ses priorités de gestion et d'action, la préservation des valeurs patrimoniales tout en tenant compte du développement harmonieux de la ligne dans le cadre d'un plan d'expansion du tourisme dans la région de Darjeeling.

Il n'existe pas de zone tampon le long du DHR. Etant donné la complexité des rouages de la planification en Inde, l'ICOMOS enjoint l'Etat Partie à préparer un plan de gestion environnementale avec le concours de toutes

les autorités responsables de la protection du paysage tout au long de la voie ferrée.

L'ICOMOS est conscient que ces deux propositions exigeront une période assez longue avant de pouvoir être développées et appliquées. Il est conscient de l'importance du DHR, du niveau actuel de préservation et de l'engagement pris par toutes les parties concernées en faveur de sa pérennité. Il ne propose donc pas que l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial soit soumise à la condition de leur application. Il suggère que le Comité envisage de demander à l'Etat Partie de soumettre des rapports périodiques dans le but d'établir des structures appropriées au cours des cinq années à venir.

La signification de ce bien repose sur son utilisation ininterrompue. Son abandon remettrait nécessairement en question sa valeur de patrimoine mondial.

Brève description

Le Darjeeling Himalayan Railway est le premier et le plus extraordinaire exemple de chemin de fer de montagne destiné aux voyageurs. Mis en service en 1881, il a appliqué des solutions d'ingénierie audacieuses et ingénieuses au problème de la construction d'une ligne de chemin de fer à travers une région montagneuse d'une grande beauté. Cette ligne est encore en service et la plupart de ses caractéristiques d'origine sont intactes.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii Le Darjeeling Himalayan Railway est un exemple éminent de l'influence que peut avoir un système de transport novateur sur le développement économique et social d'une région multiculturelle et qui a servi de modèle à de nombreux autres développements de ce type à travers le monde.

Critère iv Le développement du chemin de fer au XIX^e siècle a eu une profonde influence sur le développement économique et social dans de nombreuses parties du monde. Ce processus est illustré de manière exceptionnelle, riche et exemplaire par le Darjeeling Himalayan Railway.

ICOMOS, mars 1999

Gare Victoria (Inde)

No 945

Identification

<i>Bien proposé</i>	Gare Victoria (Gare Chhatrapati Shivaji)
<i>Lieu</i>	Ville de Bombay, Etat de Maharashtra
<i>Etat partie</i>	Union indienne
<i>Date</i>	3 juillet 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Cette magnifique structure, de style gothique inspiré de l'architecture médiévale italienne est indéniablement la gare la plus imposante du monde et l'un des plus beaux édifices du sous-continent indien. Achevée en 1888, elle représente un chef d'œuvre du génie créateur humain qui s'est manifesté dans la dernière partie du XIX^e siècle et qui est aujourd'hui encore reconnu comme incomparable. **Critère i**

Cette gare de chemin de fer, au cœur de la ville, témoigne d'un échange considérable de valeurs humaines du point de vue de l'architecture, de l'art monumental et de l'urbanisme. **Critère ii**

Cet édifice est un témoignage de la tradition des transports ferroviaires en Inde, car l'histoire du chemin de fer en Inde a commencé à Bombay. **Critère iii**

Divers éléments de cette structure du XIX^e siècle de style néogothique italien – comme le grand dôme central, les grands bas-reliefs, les colonnades de l'entrée, les frises ornementales - sont représentatifs d'une architecture extraordinaire, tant dans la conception que dans la réalisation, qui illustre une phase importante de l'art et de l'architecture dans l'histoire humaine. **Critère iv**

Catégorie de bien

En terme de catégories de bien culturel telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé pour inscription est un *monument*.

Histoire et description

Histoire

Le lieu d'édification de ce bien, Bori Bunder, est d'une grande importance historique. Il est associé aux origines de la ville de Bombay (aujourd'hui appelée Mumbai). La ville tire son nom de la déesse Mumba Devi ; le premier temple qui lui était dédié devait se trouver à l'emplacement même de la Gare Victoria. Il fut détruit en 1317 par Mubarak Shah, puis reconstruit. Ce deuxième temple fut à son tour détruit par les Portugais en 1760.

Avant 1852, au moment de la construction du premier quai, Bori Bunder n'était guère plus qu'un petit port pour des petits bateaux, et sa gare de chemin de fer, une modeste structure en bois. La gare Victoria qui la remplaça, fut nommée ainsi en l'honneur de la reine Victoria, impératrice des Indes, dont le vingt-cinquième anniversaire de règne coïncida avec l'inauguration du nouveau bâtiment en 1887. Destinée à l'origine à accueillir uniquement la gare principale et les bureaux de l'administration du *Great Indian Peninsula Railway*, un certain nombre de bâtiments annexes lui furent ajoutés, tous conçus de manière à s'harmoniser avec la structure principale achevée en 1888. Une nouvelle gare pour le trafic des grandes lignes fut érigée en 1929.

Le bâtiment d'origine est aujourd'hui utilisé pour le service de la banlieue et fréquenté quotidiennement par plus de deux millions de voyageurs. C'est également le siège social de l'administration de la *Central Railway*.

Description

La gare Victoria fut bâtie selon les plans de l'architecte F.W. Stevens. Sa construction commença en 1878 et dura dix ans. De style gothique victorien inspiré du style médiéval tardif italien, son architecture allie les influences européennes et indiennes et utilise des couleurs et des ornements qui s'accordent avec l'architecture hindoue et moghole du sous-continent indien. La ligne des toits, les tourelles, les arcs brisés et le plan excentré rappellent l'architecture des palais indiens traditionnels.

L'espace intérieur fut conçu comme une série de grandes salles aux plafond hauts. Par la suite, cet espace a été profondément modifié afin de répondre aux changements d'utilisation. C'est ainsi qu'ont été rajoutés des niveaux et des entresols, de même que les différents branchements, colonnes et circuits d'eau et d'électricité, les sanitaires et les ascenseurs qui ont été réalisés sans véritable souci d'esthétique.

Ce bâtiment utilitaire, en forme de C, est symétrique selon l'axe est-ouest. Tous les côtés du bâtiment sont de valeur égale. Il est surmonté d'un dôme central qui sert de point de convergence. Le dôme de forme octogonale sur tambour est orné d'une représentation féminine colossale qui symbolise le progrès. Elle brandit une torche de la main droite et tient une roue à rayons dans la main gauche.

Les ailes du bâtiment entourent la cour qui s'ouvre sur la rue. Elles sont reliées au corps principal du bâtiment par des tours monumentales disposées aux quatre coins, qui équilibrent et encadrent le dôme central.

Les façades présentent une série de fenêtres et d'arcades aux proportions élégantes. L'ornementation, composée de statues, de bas-reliefs et de frises, est à la fois exubérante et maîtrisée. Les colonnades des portes d'entrée sont surmontées de lions qui symbolisent la Grande Bretagne et de tigres qui symbolisent l'Inde.

Les matériaux de construction ont été choisis avec soin. Les façades présentent un arrangement harmonieux de grès et de pierre calcaire du pays, tandis que les éléments décoratifs clés sont en marbres italiens. Les salles principales sont aussi richement décorées : dans l'aile nord, les sols de la « Star Chamber », où se trouvent toujours les guichets de vente des billets, sont faits de marbres italiens, de pierres polies bleues d'Inde et les arches en pierre sont décorées de feuillages et de grotesques sculptés.

Gestion et protection

Statut juridique

Le dossier de proposition d'inscription ne livre aucune information sur une quelconque forme de protection légale du bien.

Gestion

La gare Victoria est la propriété de la *Central Railway* qui est une agence du ministère indien des Chemins de fer.

Le Directeur de la Division Bombay de la *Central Railway* est responsable de la gestion du bien, y compris l'entretien quotidien et la conservation. L'Ingénieur en chef de la *Central Railway* étudie les principales propositions d'investissement et de planification. Ces deux responsables ont leurs bureaux dans la gare elle-même.

Un petit atelier qui dépend de la gare effectue les travaux d'entretien et de conservation qui comprennent la peinture des menuiseries intérieures, le nettoyage de la pierre par cycles de trois ou quatre ans et l'étanchéité des bâtiments avant chaque saison de mousson.

Le *Railway Staff College* situé à Vadodara et le *Pune Indian Railway Institute of Civil Engineering* assurent la formation en gestion et la formation technique du personnel responsable de la gare Victoria qui suit régulièrement des sessions de formation et d'entretien des connaissances dans ces deux institutions.

La formation du personnel d'*Indian Railways* concernant certaines activités spécialisées de conservation est assurée par l'*Architectural Conservation Cell*, le *Research and Consultancy Directorate* de l'*Associated Cement Companies Limited*. Une formation systématique sera organisée dans un avenir proche.

L'*Associated Cement Companies Limited* a entrepris une étude approfondie qui a conduit à la préparation d'un plan global pour la préservation et la réparation du bien dans son ensemble. Le plan propose une

revitalisation de la gare et la réorganisation radicale des services. S'il est mis en œuvre, il devrait durer cinq ans.

Le dossier de proposition d'inscription comporte un plan indiquant la zone tampon proposée. Cette zone, totalement inadéquate, ne comprend que les espaces libres sur l'îlot occupé par la gare. Elle devrait comprendre les pâtés de maisons qui entourent la gare, en particulier vers le nord et l'est, où le développement de la ville et les problèmes de circulation exercent une forte pression. Il faudrait envisager la mise en place de zones piétonnes dans une grande partie de la zone tampon élargie. A noter qu'un grand passage souterrain est en cours de construction en face de la gare, dont on ne peut encore évaluer l'impact.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

En service ininterrompu depuis son inauguration en 1888, la gare Victoria a été l'objet de constants travaux de maintenance et de réparation depuis plus d'un siècle. La pollution et la salinité de l'atmosphère ont eu des effets dévastateurs sur la pierre, surtout lorsque les réparations ont fait appel à des tirants métalliques qui, en se corrodant, causent l'éclatement de la pierre en surface. Une rangée d'arbres a été plantée en partie pour réduire ce risque.

Actuellement, un ingénieur et son équipe technique dressent un état des fissures, du vieillissement de la pierre, de la dégradation du mortier et des infiltrations d'eau.

Authenticité

Du point de vue de sa fonction, le bâtiment a une forte authenticité car il a toujours servi de gare. A première vue, les modifications pratiquées à l'extérieur du bâtiment semblent avoir préservé son apparence générale. Un examen plus approfondi révèle que de nombreuses réparations et transformations extérieures ont été réalisées d'une façon précautionneuse, quant à l'utilisation des matériaux et des techniques.

Les modifications apportées au cours des cinquante dernières années à l'intérieur du bâtiment ont radicalement changé son aspect d'origine. Des entresols ont été ajoutés, de même que des faux plafonds en panneaux d'amiante et isolants acoustiques, des matériaux disparates, sans rapport avec ceux de la structure. Les halls principaux ont pour la plupart conservé leur destination d'origine, mais le choix des matériaux de revêtement de sol a parfois été peu judicieux.

Des extensions construites sur le flanc est de la gare, indiquée comme « Extensions incompatibles » sur le plan fourni avec le dossier de proposition d'inscription, portent atteinte à l'authenticité physique de cette partie du bâtiment.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Bombay en janvier 1999.

Caractéristiques

La gare Victoria est un exemple impressionnant de l'architecture monumentale des chemins de fer de la fin du XIX^e siècle. De style gothique italien, le bâtiment fait aussi référence à l'architecture traditionnelle du sous-continent indien.

Analyse comparative

Le dossier de proposition d'inscription compare la gare Victoria aux autres gares de l'Inde, mais aucune référence n'est faite aux structures comparables qui existent dans d'autres parties du monde.

Au XIX^e siècle, les chemins de fer étaient un phénomène mondial qui ne se limitait pas au sous-continent indien. Etant donné que la deuxième moitié du XIX^e siècle a vu la construction de gares de chemin de fer monumentales dans de nombreuses parties du monde, il est essentiel qu'on évalue la gare Victoria en tant que bâtiment d'une catégorie que l'on retrouve dans le monde entier avant de faire des recommandations concernant son inscription sur la Liste du Patrimoine mondial.

L'étude menée sur les chemins de fer historiques pour l'ICOMOS s'en est tenue aux lignes de chemin de fer, les gares étant traitées comme des composantes de ces lignes. L'ICOMOS est favorable à la conduite d'une étude complémentaire pour prendre en compte les gares historiques. (Il faudra rappeler dans celle-ci que les gares des grandes lignes revêtent une signification symbolique particulière dans les anciennes colonies et les pays en voie de développement.) Il pourrait donc s'avérer nécessaire d'élargir cette enquête, afin de prendre en considération les gares de chemin de fer comme une catégorie de bâtiments publics du XIX^e siècle.

La gare Victoria est présentée comme un exemple exceptionnel du mariage heureux des styles d'architecture européens et indiens durant la période coloniale. Il existe cependant de nombreux autres beaux bâtiments qui reflètent cette harmonie en Inde. L'Etat partie devrait aussi envisager une étude critique de cet aspect de son patrimoine architectural dans le cadre duquel il serait possible d'évaluer le rôle et l'importance de la gare.

Observations et recommandations de l'ICOMOS pour les actions futures

L'ICOMOS s'inquiète de ce que les autorités des chemins de fer n'ont pas encore décidé la mise en œuvre de l'excellent plan de conservation proposé par l'*Associated Cement Companies*. Si ce plan est adopté, il reste à savoir s'il sera sous-traité à cette organisation ou s'il sera mis en pratique par le personnel des chemins de fer. Il faut rappeler que le *Central Railway* n'est pas compétent en matière de conservation et que son

personnel n'est pas en mesure de prendre en charge un tel plan sans mettre en péril son efficacité.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé*. L'Etat partie devrait entreprendre un programme de conservation correctement défini sous l'autorité de professionnels qualifiés. Une étude comparative des gares historiques devrait également être entreprise au niveau mondial.

ICOMOS, mars 1999

Villa Adriana (Italie)

No 907

Identification

<i>Bien proposé</i>	Villa Adriana
<i>Lieu</i>	Province de Latium
<i>État partie</i>	Italie
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

La villa Adriana possède une valeur universelle et exceptionnelle. Elle est unique par son type de conception, elle est dotée d'une immense valeur intrinsèque et elle abrite les exemples les plus complets de l'architecture romaine. **Critère i**

La villa Adriana ne peut être comparée directement à aucune des autres grandes résidences aristocratiques des empereurs romains, car il ne s'agit pas d'une villa au sens strict du terme. Elle a en effet été conçue comme une « cité idéale », élaborée à cette fin par l'empereur Hadrien.

La villa a exercé une influence considérable sur l'architecture de la Renaissance (Giuliano et Antonio San Gallo, Pirro Ligorio, Dosio et beaucoup d'autres), mais par-dessus tout sur l'architecture baroque. Le Bernin, Borromini, Le Brun et Hildebrand se sont inspirés de l'alternance d'espaces concaves et convexes de la « Piazza d'Oro » et des Petits Thermes pour l'intérieur de nombreuses églises et édifices publics. La relation entre la villa Adriana et l'architecture moderne semble elle aussi fondamentale. Des architectes tels que John Ruskin, Frank Lloyd Wright, Le Corbusier, Louis Kahn et John Johansen ont réinterprété la disposition des organisations ouvertes de la villa tiburtine d'Hadrien pour des structures architecturales de divers types. Par exemple, les similitudes entre le Florida Southern College de Wright et le Mummer's Theatre de Johansen d'une part et la villa Adriana de l'autre sont extraordinaires – dans les liaisons de distribution circulaires entre les divers corps inspirés par le « théâtre naval » et les Trois Exèdres et, en général, dans la distribution globale assez libre des parties au-delà de la zone construite, qui rappelle intellectuellement et conceptuellement la composition architecturale de la villa Adriana.

Celle-ci est un exemple exceptionnel de la civilisation romaine. Il convient en particulier de souligner la nature multiethnique et universelle de la culture romaine, et la villa Adriana représente une synthèse de ses valeurs les

plus fondamentales. L'empereur Hadrien, d'origine romaine et ibérique mais de culture grecque, amoureux de l'Orient, philosophe, poète et grand voyageur, est le prototype même de l'intellectuel européen autant conscient des valeurs de la tradition que de celles des cultures locales. **Critère ii**

La villa Adriana est l'ensemble architectural le plus complet et le mieux conservé du monde romain ; elle illustre la période la plus significative de l'histoire romaine au sein d'un écrin naturel incomparable. Puisqu'il s'agit d'une « cité / villa », elle se compose d'un complexe d'édifices publics et privés, de pavillons, de voies, de passages souterrains et de bassins qui, ensemble, dessinent l'un des ensembles les plus novateurs de l'architecture romaine. **Critère iii**

La villa Adriana est un exemple typique et original du génie des Romains en matière d'architecture et d'ingénierie ; son importance historique est incommensurable. **Critère iv**

Elle est en outre un exemple inimitable d'anciennes installations humaines intégrées, à partir du XVIII^e siècle, dans certains espaces restés vides à côté d'édifices typiques du paysage rural romain et qui ont aujourd'hui disparu. Ces édifices datés du XVIII^e siècle sont des fermes, des granges, des citernes, des lavoirs et des écuries, tous construits pour doter la région d'une activité agricole qui perdura jusqu'en 1870. **Critère v**

Ce type de paysage est resté intact depuis le XVIII^e siècle, offrant ainsi aux yeux du visiteur les vues fascinantes qui enchantaient déjà les voyageurs faisant le Grand Tour. En ce sens, la villa Adriana reste un exemple de ce « paysage avec ruines » typique qui inspira les artistes et les peintres du monde entier (particulièrement les *vedutisti*, les peintres paysagistes). Pour ces raisons, la villa Adriana reste une source d'inspiration pour les hommes de lettres et les artistes de notre siècle, de Marguerite Yourcenar aux peintres contemporains. **Critère vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

Sur cette zone se dressait à l'origine une villa de la fin de la République, présumée propriété de l'épouse d'Hadrien, Vibia Sabina. La résidence impériale fut construite au même endroit en deux étapes, 118-125 et 125-138, symbole d'un pouvoir qui devenait progressivement absolu et qui s'éloignait de la capitale : c'est pourquoi on l'a comparée au Versailles de Louis XIV.

Après la mort d'Hadrien en 138, ses successeurs préférèrent faire de Rome leur résidence permanente, mais la villa continua cependant de s'agrandir et d'être embellie. On dit que Constantin I^{er} le Grand aurait emporté certaines de ses plus belles pièces dans sa nouvelle capitale, Byzance.

La villa fut ensuite mise à sac et pillée par des hordes successives d'invasisseurs barbares, et elle finit par tomber à l'abandon. Ainsi, dans les siècles qui suivirent, les constructeurs et les chauxonniers l'utilisèrent comme carrière.

Ce n'est qu'au XV^e siècle que l'intérêt pour ces ruines renaquit, sous l'influence du pape Pie II (Æneas Silvius). Au début du XVI^e siècle, Alexandre VI ordonna des fouilles pour récupérer des objets d'art. Quand le cardinal Hippolyte II d'Este commença la construction de sa villa d'Este, toute proche, il poursuivit les fouilles, sous la direction de son architecte Pirro Ligorio, espérant orner sa nouvelle demeure des œuvres d'art découvertes. Par la suite, les fouilles se poursuivirent sporadiquement jusqu'à ce que la villa Adriana devienne la propriété du tout jeune État italien, en 1870.

Description

Le complexe connu sous le nom de villa Adriana couvre une zone de plus de 120 hectares, sur les versants des collines tiburtines.

Les nombreuses structures sont organisées sans plan global dans cette zone. Elles se divisent en quatre groupes spécifiques.

1 Le théâtre grec et le temple d'Aphrodite Cnidia

Le théâtre, en bon état de conservation, bien que conservé partiellement, est d'une conception conventionnelle. Ses gradins (*cavea*) sont creusés dans le flanc de la colline et font approximativement 36 m de diamètre. Le petit temple circulaire s'inscrit dans une grande exèdre semi-circulaire, dans une zone qui fut marécageuse jusqu'à son assèchement, au XVI^e siècle.

2 Le « théâtre naval », la cour des Bibliothèques, les Bibliothèques latine et grecque, le Palais impérial et la « Piazza d'Oro ».

Il s'agit du cœur du complexe, aligné sur la vallée de Tempe. Les divers éléments sont regroupés autour de quatre péristyles. Le « théâtre naval » est une structure circulaire de 43 m de diamètre ; le péristyle ionique de marbre enferme des douves circulaires autour d'une île centrale sur laquelle se dresse une villa miniature. La cour des Bibliothèques, la plus ancienne partie de l'ensemble, est un portique à colonnades, avec un nymphée du côté nord. Des passages situés de chaque côté du nymphée permettent d'accéder aux deux « bibliothèques ».

Le Palais se compose d'un complexe de pièces autour d'une cour spacieuse. La « Piazza d'Oro » est l'un des édifices les plus impressionnants du complexe. Le vaste péristyle est entouré d'un portique à deux travées, avec des colonnes qui alternent marbre cipolin et granit

égyptien. Au centre figure un grand bassin, entouré d'un jardin.

3 Le Poecile, le Stade et ses édifices associés, les Petits Thermes et les Grands Thermes, le Canope, le Serapeum, et le Cento Camerelle.

Le Poecile (ou *Poikile*) est une reproduction d'une structure imposante d'Athènes célèbre pour ses peintures et ses références aux philosophes stoïciens. Elle consiste en un péristyle rectangulaire de 232 m sur 97 m. Une partie de ses murs massifs subsiste ; ils étaient flanqués de colonnades de chaque côté. Au milieu de l'enceinte se trouve un bassin rectangulaire, délimité par un espace vide qui a peut-être été un champ de courses.

Les deux ensembles de thermes sont d'une forme conventionnelle. Le plus petit aurait été exclusivement réservé aux femmes.

Le Canope est un canal oblong, imitant le fameux sanctuaire de Sérapis, près d'Alexandrie. L'exèdre semi-circulaire du Serapeum se dresse à son extrémité sud.

4 Le bassin aux Lys, la tour Roccabruna et l'Académie

On pense que la tour Roccabruna, qui est un belvédère, ou *pharos*, est une copie de la tour de Timon à Athènes. Quant à l'Académie, il s'agit d'un complexe d'édifices dont la fonction n'a pas été clairement établie.

En sus de ces structures, on observe un ensemble d'éléments souterrains, notamment des cryptoportiques et des galeries, qui servaient de voies de communication interne et d'entrepôts.

À l'emplacement de plusieurs structures anciennes se dressent des fermes et autres bâtiments, remontant pour la plupart au XVIII^e siècle. Elles furent directement construites sur les fondations antérieures, et il est difficile de les dissocier des anciennes structures.

Gestion et protection

Statut juridique

Le bien tout entier est protégé en vertu des dispositions de la loi italienne N° 1089 de 1939, qui interdit l'exécution de travaux susceptibles d'affecter le monument sans autorisation.

L'ensemble de la zone (incluant la zone tampon) est couvert par les réglementations de contrôle sur l'environnement énoncées dans la loi N° 431 de 1985.

Gestion

La villa Adriana couvre 120 hectares environ, dont 80 appartiennent au Gouvernement italien et les 40 restants à des particuliers. Les deux zones sont protégées par la loi de 1939. Toutefois, les zones appartenant à des particuliers sont exclues de celle du bien proposé pour

inscription (quoiqu'elles fassent partie de la zone tampon).

La gestion de la villa Adriana incombe au ministère des Biens culturels (*Ministerio per i Beni Culturali*). La Direction archéologique du Latium (*Soprintendenza Archeologica per il Lazio*) est pour sa part responsable de la gestion au niveau régional. Le personnel actuel se compose de trois archéologues (l'un d'entre eux étant directeur de la Villa), d'un architecte, de trois restaurateurs, de trois artisans qualifiés, et de quarante-trois gardiens.

La villa fait l'objet de vastes recherches archéologiques et scientifiques dans divers domaines d'étude. Actuellement, des universitaires italiens et étrangers réalisent des projets à son sujet.

Le monument accueille quelques 350.000 visiteurs par an, ce qui en fait l'un des dix sites les plus visités d'Italie. La gestion était encore récemment relativement mineure, couvrant des programmes de maintenance régulière et des projets de restauration choisis.

Toutefois, depuis 1996, elle bénéficie de sources majeures de financement provenant de la Communauté Européenne, de la Loterie Nationale et d'ailleurs, ce qui a permis la préparation et la mise en œuvre d'un vaste programme d'investigation, de restauration, de conservation, de récupération des espaces verts, de réhabilitation des structures ultérieures sur les anciennes fondations et, en particulier, d'amélioration des installations destinées aux visiteurs (centre d'accueil, parking supplémentaire et extension des musées existants sur le site). Une nouvelle zone d'entrée et d'accueil est en cours de préparation, sur un site plus étroitement lié à la communauté moderne de Tivoli. La clôture a récemment été reconstruite, et est maintenant illuminée la nuit.

Depuis 1997, un plan de gestion relatif aux infrastructures du site – drainage, eau, approvisionnement et distribution électrique, services d'hygiène, sorties de secours, etc. – est en vigueur.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Des travaux scientifiques de conservation ont été effectués à la villa Adriana depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, qui étaient conformes aux techniques et principes de l'époque. Ils ont commencé par la construction de contreforts pour la consolidation de plusieurs des anciennes structures, suivant l'approche prescrite par les Commissions papales et appliquée avec succès à d'autres structures anciennes telles le Colisée à Rome. Les données des fouilles scientifiques au tournant du siècle furent utilisées pour quelques projets limités de restauration.

Des mesures de consolidation et de reconstruction partielle à l'aide de matériaux nouveaux et clairement différenciés ont été appliquées à partir de 1913. Cette technique a été affinée à partir du milieu du XX^e siècle.

Parallèlement, une analyse précise a rendu possible une anastylose partielle de certaines des structures, dont le Serapeum, le «théâtre naval» et la salle des colonnes doriques. Ce travail a d'ailleurs suscité l'admiration à l'échelle internationale.

Récemment, des projets de conservation majeurs sur le complexe des Cento Camerelle et le nymphée de Roccabruna sont arrivés à terme. Actuellement, des travaux sont exécutés non seulement sur un certain nombre des structures elles-mêmes, mais aussi sur leurs éléments décoratifs (stucs, peintures murales, mosaïques).

Authenticité

Le degré d'authenticité global de la villa Adriana est élevé. La disposition globale des structures la composant est parfaitement préservée, de même que leur relation au paysage environnement. Ainsi, en dépit de siècles de pillage et de destruction, la qualité monumentale a été dans une très grande mesure préservée. Les projets de restauration et de conservation au cours des 150 dernières années ont été menés à bien avec sensibilité, et toujours en stricte conformité avec les normes contemporaines les plus exigeantes.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité la villa Adriana en février 1999.

Caractéristiques

La villa Adriana est un vestige exceptionnel du Haut Empire romain. L'ensemble des édifices et des autres structures qu'elle abrite illustre en outre le goût et l'érudition de l'un des plus grands empereurs romains. De fait, Hadrien était un homme à la culture immense, sans cesse sur les routes de son empire, rapportant dans son complexe palatial le meilleur des diverses cultures que cet empire réunissait.

Analyse comparative

On peut déclarer sans crainte d'erreur que la villa Adriana est unique. Il ne s'agit pas d'une villa romaine au sens strict du terme, comme par exemple la villa romaine du Casale à Piazza Armerina (en Sicile). Ce n'est pas non plus un seul palais intégré, comme celui de Dioclétien à Split (en Croatie) : c'est l'illustration parfaite et absolue des cultures méditerranéennes à leur apogée, et en tant que telle, elle est *sui generis*.

Observations de l'ICOMOS

La mission d'expertise de l'ICOMOS a eu l'impression qu'il y avait peu de contacts, voire aucun, entre l'instance étatique responsable de la gestion de la villa (la Soprintendenza) et les autorités municipales de Tivoli. Il serait souhaitable que des liens plus solides s'instaurent lorsque le nouveau centre d'entrée et

d'accueil sera opérationnel et que l'actuelle situation intérimaire du gouvernement local aura pris fin.

L'ICOMOS considère également qu'un plan de gestion global est nécessaire. Il intégrera et coordonnera le plan d'entretien existant ainsi que les nombreux projets de restauration et de réhabilitation.

Brève description

La villa Adriana est un complexe exceptionnel d'édifices classiques, créé au II^e siècle après J.-C. par l'empereur romain Hadrien, et qui reproduit les meilleurs éléments des cultures matérielles d'Égypte, de Grèce et de Rome sous la forme d'une « cité idéale ».

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères i, ii et iii* :

Critères i et iii La villa Adriana est un chef d'œuvre qui réunit de façon unique les plus hautes formes d'expression des cultures matérielles de l'ancien monde méditerranéen.

Critère ii L'étude des monuments qui composent la villa Adriana a joué un rôle crucial dans la redécouverte des éléments de l'architecture classique par les architectes de la Renaissance et de la période baroque. Elle a en outre profondément influencé nombre des architectes et dessinateurs du XIX^e et du XX^e siècle.

ICOMOS, mars 1999

Nikko (Japon)

No 913

Identification

<i>Bien proposé</i>	Sanctuaires et temples de Nikko
<i>Lieu</i>	Préfecture de Tochigi
<i>Etat Partie</i>	Japon
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Les sanctuaires et temples de Nikko ont une valeur artistique exceptionnelle et représentent autant de chef d'œuvres dus au génie des premiers architectes japonais.

Critère i

Les deux mausolées inclus dans la proposition d'inscription – le Tōshōgū et le Taiyū-in Reibyō – sont une illustration parfaite du style architectural connu comme "Gongen-zukuri", forme la plus aboutie de l'architecture religieuse de l'époque. Ce style devait exercer une grande influence sur les bâtisseurs de sanctuaires et de mausolées des générations suivantes. Ces édifices démontrent l'ingéniosité et la créativité des architectes qui ont réalisé ce paysage architectural ; la décoration exubérante introduite ici était inconnue jusque là dans l'histoire du Japon et les édifices étaient disposés et colorés à dessein et avec efficacité pour s'intégrer parfaitement dans le paysage. Ils offrent aussi une parfaite représentation du style architectural de la période Edo appliqué aux sanctuaires shintoïstes et aux temples bouddhistes, style qui se caractérise par ses mausolées. Les bâtiments du Tōshōgū en particulier constituent une source d'information importante et éloquente sur cet ancien style architectural japonais. Le bien proposé pour inscription illustre une étape significative de l'histoire de l'architecture au Japon.

Critère iv

Les édifices religieux et leur environnement qui composent cette proposition d'inscription constituent un exemple typique d'espace religieux traditionnel japonais, directement associé à la perception shintoïste des rapports avec la nature, où les montagnes et les forêts ont une charge religieuse et sont objets de vénération.

Nikko est d'ailleurs un lieu de culte toujours en activité, où se déroulent souvent des manifestations traditionnelles bien vivantes dans l'esprit et la vie quotidienne du peuple.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, les sanctuaires et temples de Nikko constituent un *ensemble* qui s'inscrit dans un cadre naturel aménagé par l'homme pour former un *site* ayant valeur de *paysage culturel associatif* comme décrit au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (1998).

Histoire et description

Histoire

Le bien culturel proposé à l'inscription a une destination liée au culte qui remonte à la fin du VIII^e siècle, quand un moine bouddhiste, Shōdō, érigea les premiers édifices au flanc de la montagne de Nikko, laquelle était vénérée comme montagne sacrée depuis les temps les plus anciens. Certains édifices des deux ensembles Futarasan-jinja et Rinnō-ji remontent à cette période.

A la fin du XII^e siècle, le shogunat Kamakura s'établit dans la région du Kanto. Nikko s'affirma davantage encore, tant par son site montagneux que par les édifices religieux, comme un lieu sacré majeur du Kanto. Mais les troubles de la période Muromachi, au XVI^e siècle, entraînèrent un relatif délaissement du site.

Au début du XVII^e siècle, il fut procédé à une réhabilitation des temples. Nikko fut choisi comme site pour la construction du Tōshōgū, un sanctuaire avec plusieurs édifices destiné à accueillir le mausolée de Tokugawa Ieyasu, le fondateur du shogunat Tokugawa. Ce régime devait exercer le pouvoir durant plus de 250 ans de l'histoire japonaise. Depuis cette époque, Nikko a rempli un rôle politique très important en symbolisant la souveraineté nationale, aussi bien aux yeux des autorités locales qu'à l'égard des dirigeants des pays voisins, dont les émissaires venaient rendre hommage à Ieyasu, personnage déifié.

En 1871, le gouvernement Meiji décida de répartir le site et les édifices religieux qui relevaient d'une seule entité religieuse, en trois ensembles, confiés à trois organisations religieuses distinctes : Futarasan-jinja et Tōshōgū au culte shintoïste, et Rinnō-ji au culte bouddhiste. Cette réorganisation entraîna le déplacement et la restauration de certains édifices. Le caractère sacré et prestigieux du site permit de garantir la sauvegarde de Nikko qui, dès 1897, fut placé sous une protection légale renforcée ensuite à plusieurs reprises.

Description

- Le Futarasan-jinja

Consacré à trois divinités du mont Nantai, il forme un ensemble d'édifices dont 23 sont inscrits comme "Biens culturels importants" selon la Loi de protection

des biens culturels. La plupart ont été restaurés ou construits au XVIIIe siècle, selon les traditions anciennes, exerçant une influence générale à travers le Japon dans l'aménagement des sanctuaires.

Parmi les édifices les plus remarquables, il faut citer le Honden et le Haiden, coeur du sanctuaire, le Bestugû Takino-o-jinja Honden, dont le plan de construction remonterait à l'an 825, et le Shin-yosha, le plus ancien témoignage du style architectural qui allait inspirer les premières phases de construction du Tôshôgû.

Le Sinkyô relève aussi du Futarasan-jinja. Ce pont sacré enjambe la rivière Daiya et daterait de la période Muromachi. C'est en 1636 qu'il a reçu sa configuration actuelle : un pont de bois laqué au vermillon, reposant sur des piliers de pierre massifs. Le tablier du Sinkyô a été emporté par une inondation catastrophique, en 1902 ; il a été restauré à l'identique en 1904 et fait l'objet d'une restauration importante dont le terme est prévu en l'an 2001.

- Le Tôshôgû

Ce sanctuaire, fondé dans la première moitié du XVIIIe siècle, comporte un grand nombre d'édifices, dont 37 sont inscrits comme "Biens culturels importants", tandis que les édifices suivants sont inscrits comme "Trésors nationaux".

Un ensemble de trois chambres sacrées illustre parfaitement le dispositif architectural en forme de H dénommé "Gongen-zukuri" dans lequel le Honden, chambre principale, est reliée au Haiden, oratoire, par un corridor pavé de pierres, appelé Ishinoma.

Le Shômen Karamon et le Haimen Karamon, chef d'œuvre d'artisanat et de décoration, inspiré d'un style étranger qui lui a donné le nom courant de "porte chinoise".

Le Yômeimon, érigé en 1636, probablement l'œuvre architecturale la plus connue de Nikko, est un édifice chargé d'une décoration d'une infinie variété.

Le Tôzai Sukibê est un mur de quelque 160m, datant aussi de 1636, qui entoure l'ensemble Honden, Ishinoma et Haiden.

Le Tôzai Kairô, corridor de 220m, dont la partie sud est formée de 25 panneaux sculptés, entoure sur trois côtés le même ensemble Honden, Ishinoma et Haiden.

- Le Rinnô-ji

Ce temple bouddhiste, dont les origines remontent au VIIIe siècle, est resté en permanence un lieu de culte. Des constructions importantes ont été ajoutées au début de la période Edo, notamment en 1653, pour aménager le mausolée du troisième shogun Tokugawa Iemitsu. Il comporte de nombreux édifices, dont 37 sont inscrits comme "Biens culturels importants"

L'ensemble de forme et de style "Gongen-zukuri" formé par le Taiyû-in Reibyô Honden, Ainoma et Haiden est inscrit comme "Trésor national". Il

constitue un pur chef d'œuvre d'architecture et de décoration.

- Le site

Un aménagement paysager séculaire a produit une insertion remarquable des temples et sanctuaires dans le cadre naturel. Au flanc des pentes montagneuses, les édifices sont disposés de manière à ménager divers effets visuels. La perception des perspectives et de l'échelle des constructions est conditionnée par les proportions étudiées des escaliers, des murs de soutènement et des parois qui cloisonnent l'espace. Il s'en dégage une impression saisissante d'harmonie et de recueillement.

Au moment de l'aménagement du Tôshôgû, au début du XVIIIe siècle, des milliers de cèdres ont été plantés. Ils ont aujourd'hui atteint leur plein développement. Cette forêt de cryptomeria offre un écrin naturel extraordinaire pour les sanctuaires et les temples, contribuant, de manière déterminante, à la beauté et au caractère sacré du site.

Gestion et protection

Statut juridique

Les édifices inscrits comme "Trésors nationaux" (9) ou comme "Biens culturels importants" (94) en vertu de l'article 27 de la Loi de protection des biens culturels font l'objet d'une protection juridique et de mesures de gestion et de conservation strictes

L'ensemble du site, en particulier dans ses valeurs de patrimoine naturel, comporte diverses zones de protection. Certaines sont fixées depuis très longtemps : depuis le XVIIIe siècle, dans des mesures réglementaires et, antérieurement, dans des dispositions coutumières. Des régimes spécialisés couvrent ces diverses zones, parfois de manière concomitante : outre la Loi de protection des biens culturels de 1950, qui protège à la fois les édifices et le périmètre dans lequel ils sont situés, il convient de mentionner la Loi sur les forêts, la Loi sur les rivières, la Loi sur le contrôle des sables, la Loi sur les parcs naturels de 1957 (laquelle distingue 4 catégories avec un niveau de protection spécifique), ainsi que diverses prescriptions municipales qui portent sur des zones d'affectation spéciale. Le tout forme un arsenal de mesures de protection complet, fondement d'un plan de gestion très élaboré.

Gestion

Le périmètre du site proposé à l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial correspond aux limites des propriétés foncières des moines en charge de la gestion journalière. Il fait l'objet d'une réglementation particulière, qui se combine, suivant les zones, avec les diverses mesures de protection mentionnées plus haut. Sa forme est irrégulière, notamment par l'excroissance étroite du sud-est autour du pont sacré (Sinkyô). Un minuscule terrain séparé sur lequel s'élève un très ancien édifice religieux est ajouté au périmètre. La logique de définition du périmètre

relève du caractère religieux du site ainsi que du souci de clarté dans les responsabilités de gestion courante, précisément assumées par les autorités religieuses.

La zone tampon, elle aussi, comprend diverses aires relevant de plans de protection spécifiques. Sa délimitation suit les lignes de crête des collines entourant le site historique, sauf au sud-ouest, où elle suit les limites de parcelles cadastrales et de zones protégées par la Loi sur les parcs naturels.

La sauvegarde de l'ensemble du site et de la zone tampon fait l'objet d'une définition précise des responsabilités, depuis les autorités religieuses, chargées de la gestion courante et de l'entretien régulier, jusqu'au Bureau national des affaires culturelles qui assure une supervision générale et le financement des opérations les plus onéreuses selon une planification pluriannuelle. Aux niveaux intermédiaires, des responsabilités particulières sont assumées par la Municipalité de Nikko, en matière d'urbanisme, de circulation et de contrôle sur la zone tampon, et par la Préfecture de Tochigi, en matière d'éducation et de sensibilisation du public, avec notamment le contrôle des flux touristiques.

De nombreux visiteurs fréquentent les sanctuaires et temples de Nikko. En 1996, sur un total de quelque 1,7 millions de visiteurs, 550.000 étaient des étudiants en voyage scolaire et 20.000 des visiteurs étrangers. Des mesures strictes sont d'application, notamment pour le stationnement des voitures et des autocars. Compte tenu de la grande affluente enregistrée lors de jours fériés nationaux ou au début de l'automne, les autorités religieuses prennent des mesures d'encadrement des visiteurs qui peuvent aller jusqu'au contingentement, dans le souci de préserver non seulement l'intégrité physique des édifices et du site naturel, mais aussi le caractère sacré des lieux.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation des sanctuaires et temples de Nikko s'inscrit dans un contexte de respect des traditions séculaires de conservation et de restauration ainsi que de maintien des pratiques religieuses liées à un site considéré comme sacré.

Très tôt, une approche méthodique est adoptée. C'est ainsi qu'un remarquable manuscrit, daté de 1753, contient de nombreux commentaires sur les travaux du XVII^e siècle que les moines ont consignés par écrit. Des indications très précises y sont données, en rapport avec les structures architecturales et les travaux de décoration, pour former un document de référence très précieux régulièrement consulté de nos jours. Ce manuscrit indique, par exemple, les prescriptions traditionnelles pour les couleurs, avec références précises sur les pigments et leur lieu de provenance.

Cette pratique de tenue minutieuse des archives a été respectée jusqu'à nos jours.

Sous la Restauration Meiji fut adopté le Décret de 1871 relatif à séparation des cultes shintoïste et bouddhiste. A Nikko, deux sanctuaires shintoïstes et un temple bouddhiste furent confiés à trois organisations religieuses distinctes. Dans ce cadre, quelques édifices, en nombre heureusement limité, furent supprimés, transformés ou déplacés. Un terme fut mis à ces atteintes à l'intégrité du site historique par la constitution, en 1879, d'une "Association pour la conservation des sanctuaires et des temples de Nikko", appelée Hokōkai, encore active aujourd'hui et par l'adoption, en 1897, d'une Loi pour la préservation des sanctuaires et des temples.

Authenticité

Au cours des siècles, le site historique a certes connu bien des vicissitudes. Des édifices ont été incendiés ou endommagés par des chutes d'arbre ou des tremblements de terre. Chaque fois, il a été procédé à une restauration à l'identique, dans le respect strict des plans et des techniques d'origine, en utilisant le plus possible les matériaux d'origine et en gardant une documentation détaillée sur ces opérations.

Cette fidélité au modèle initial et à la signification même des édifices religieux témoignent d'une exigence véritable de respect de leur authenticité. De manière plus générale, la gestion du site vise à maintenir dans toute sa richesse l'harmonie du paysage culturel qui allie les éléments naturels et les édifices construits.

Prévention des risques

Depuis les origines, des mesures préventives et des plans d'intervention d'urgence ont été adoptées pour faire face aux dangers d'incendie ou de tremblement de terre. Cette préoccupation est restée constante. Au cours de ce siècle, en particulier, toute nouvelle technique de prévention a rapidement été adoptée. Ainsi, un système perfectionné de jets d'eau, alimentés par de vastes citernes souterraines, a été installé dans les années cinquante. Les techniques les plus récentes de télédétection, intégrées avec grande discrétion, permettent de contrôler, depuis un observatoire central, tout signe suspect.

La forêt de cryptomeria fait aussi l'objet d'examen de contrôle régulier et de mesures de consolidation des arbres pour prévenir leur chute sur les édifices.

Formation

La maintenance générale et les travaux de restauration sont considérés comme une "école d'application" permettant à des artistes et à des artisans de se former. Des cours de perfectionnement de haut niveau sont organisés à Nikko, sous forme de séminaires résidentiels de plusieurs mois, accueillant une quinzaine d'artisans sélectionnés à travers tout le pays. Les spécialités les plus pratiquées portent sur les techniques de décoration qui ont reçu à Nikko le plus haut degré d'application : couleurs, laques, vernis. Ces programmes de formation sont placés sous la haute supervision du Maître Hokusai Yoshihara, un des deux artistes reconnus, dans cette discipline, comme "Trésors culturels vivants".

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Nikko en décembre 1998.

Caractéristiques

Les sanctuaires et temples de Nikko forment un ensemble d'édifices religieux, témoins d'une tradition séculaire, dans un cadre naturel exceptionnel. Depuis des siècles, il constitue un lieu sacré et, aujourd'hui encore, connaît une pratique religieuse régulière. Le site évoque aussi des heures glorieuses de l'histoire du Japon, en particulier autour de la figure emblématique du grand shogun Tokugawa Ieyasu.

Analyse comparative

Le caractère singulier des sanctuaires et temples de Nikko tient à la conjonction de valeurs très fortes : une longue tradition culturelle, un très haut niveau de réalisation artistique, une alliance saisissante entre l'architecture et l'aménagement du cadre naturel, un lieu de mémoire national. D'autres sites peuvent refléter telle ou telle de ces valeurs, mais cette conjonction fait de Nikko un "bien culturel" exceptionnel.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Malgré une protection et une gestion du site historique à bien des égards exemplaires, trois suggestions sont à formuler :

Concernant le Tōshōgū, la documentation présentée à l'appui de la demande d'inscription devrait combler l'absence d'informations relatives à deux édifices : d'une part, le Kyōzō, avec sa bibliothèque tournante comprenant des milliers de volumes de sutras, dont certains datent du début du XVII^e siècle ; d'autre part, le Honkidō, bien connu pour son "Dragon pleureur", dessin remarquable peint au plafond. Ces deux édifices sont placés sous la garde de l'Association pour la conservation des sanctuaires et temples de Nikko.

La signalisation mérite des soins plus attentifs pour être à la hauteur de l'importance culturelle du site. Cela, tant dans le choix de matériaux plus discrets que dans le graphisme des indications, l'emploi de l'une ou l'autre langue étrangère et la localisation des panneaux d'information. Les prescriptions du "Plan de gestion du Parc National de Nikko" adopté en 1996 indiquent la voie à suivre.

Le contrôle de la zone tampon demande une attention particulière : d'une part, la limite sud-ouest ne suit pas une ligne de crête et traverse une zone susceptible de connaître des pressions immobilières ; d'autre part, la maîtrise des flux croissants de visiteurs restera un défi permanent.

Breve description

Les sanctuaires et temples de Nikko et le cadre naturel qui les entoure constituent, depuis des siècles, un lieu sacré où se sont élevés des chefs d'œuvre d'architecture et de décoration artistique. Ils sont étroitement liés à la mémoire des shoguns Tokugawa.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur base des *critères i, iv et vi* :

Critère i : les sanctuaires et temples de Nikko portent la marque du génie architectural et artistique ; ce caractère est renforcé par la parfaite intégration des édifices dans une forêt et un site naturel aménagés par l'homme.

Critère iv : Nikko offre une parfaite représentation du style architectural de la période Edo appliqué aux sanctuaires shintoïstes et aux temples bouddhistes. Le style "Gongen-zukuri" des deux mausolées, le Tōshōgū et le Taiyū-in Reibyō, connaît à Nikko son illustration la plus aboutie, qui allait exercer dans la suite une influence déterminante. L'ingéniosité et la créativité des architectes et des artistes décorateurs s'y révèlent d'une manière singulière et éminente.

Critère vi : les sanctuaires et temples de Nikko et leur environnement évoquent un espace religieux traditionnel japonais, associé à la perception shintoïste des rapports avec la nature, où les montagnes et les forêts ont une charge sacrée et sont objets de vénération, dans une pratique religieuse encore vivante aujourd'hui.

ICOMOS, mars 1999

Fortifications portuaires (Malte)

No 891

Identification

<i>Bien proposé</i>	Les fortifications portuaires de Malte
<i>Lieu</i>	La Valette
<i>Etat partie</i>	Malte
<i>Date</i>	19 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Les fortifications des ports de Malte sont un exemple unique d'un vaste réseau complexe de fortifications permanentes Renaissance et baroque conçues par quelques-uns des meilleurs ingénieurs militaires d'Europe et constituent par conséquent un exemple remarquable de l'architecture militaire européenne à son apogée. L'originalité des fortifications de Malte provient non seulement de leur envergure mais aussi de la concentration d'un si grand nombre de systèmes de fortifications sur un si petit espace – en tout, trois forteresses, quatre ensembles de lignes fortifiées et cinq forts, totalisant 25km de murs et de remparts bastionnés – la ville fortifiée de La Valette étant le cœur du système. Ce système défensif fut édifié par phases successives s'échelonnant sur deux siècles et demi, d'où sa composition particulière qui consiste en plusieurs parties construites selon différents styles d'architecture militaire.

L'importance de chacune des fortifications du port d'un point de vue architectural et historique provient de leurs spécificités respectives. La forteresse du XVI^e siècle de La Valette est considérée comme l'un des premiers très beaux exemples de ville fortifiée et bastionnée construite sur une presqu'île. Les lignes *Cottonera* constituent la plus longue enceinte bastionnée construite *all'Olandese* (à la manière hollandaise) au cours du dernier quart du XVII^e siècle en Méditerranée du Sud. Le fort *Manoel*, de plan carré classique flanqué de bastions aux quatre coins, conçu à la manière des premiers systèmes de fortifications de Vauban, a été construit au 17^e siècle par les ingénieurs français de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Le fort *Tigne* est l'un des premiers forts du XVIII^e siècle construit selon les principes du système polygonal de défense, inspiré des théories de Montalembert.

Critère i

Ayant été conçues par quelques-uns des meilleurs ingénieurs militaires d'Europe, les fortifications du port de Malte présentent une diversité unique de styles d'architecture militaire intégrés dans un large complexe défensif. Les ingénieurs militaires qui ont servi l'ordre

sont nombreux. Les cours catholiques d'Europe étaient régulièrement sollicités par l'ordre qui leur demandait de lui prêter leurs ingénieurs militaires, demandes qui généralement lui était accordées.

Au XVI^e siècle, et pendant la première moitié du XVII^e siècle, l'ordre suivait ce qui se faisait à l'époque, c'est-à-dire qu'il employait des ingénieurs italiens. A partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, on employait généralement des ingénieurs français. Bien qu'il soit un petit état, Malte faisait toujours appel aux meilleurs ingénieurs militaires, ce qui signifie qu'il restait dans la ligne de ce qui se faisait de mieux en Europe. **Critère ii**

Les fortifications portuaires de Malte forment un ensemble unique, un vaste réseau de fortifications bastionnées Renaissance et baroque, composé de nombreux ouvrages défensifs édifiés sur une durée de quelque trois cents ans et construit dans différents style influencés par les écoles d'architecture militaire italienne, néerlandaise et française. La grande quantité des défenses et l'énorme masse qu'elles représentent ainsi que leur état relativement intact et complet font des fortifications des ports de Malte un ensemble extrêmement impressionnant.

Les fortifications de Malte ont ceci d'original qu'elles réunissent le génie militaire des pays d'Europe d'une part et les matériaux, méthodes et techniques du pays d'autre part. Les fortifications sont édifiées en pierre calcaire du pays, très souvent taillées et creusées à même la roche, ce qui en fait les plus formidablement résistantes au feu du canon qui aient jamais été construites avant l'introduction du béton et l'utilisation du fer dans les ouvrages défensifs.

Historiquement, ces fortifications ont une signification unique dans la mesure où elles ont été construites par les célèbres Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, le dernier des Ordres militaires à retenir les idéaux des Croisés, à servir d'ultime bastion au sud du monde de la chrétienté à une époque où l'Europe était menacée par la puissance ottomane.

Critère iii

[**Note de l'ICOMOS** Bien que ce dossier ait été traité comme une nouvelle proposition d'inscription, l'introduction insérée dans le dossier se termine par ce qui suit : "... on estime que le classement de La Valette comme site du Patrimoine mondial exige qu'il soit étendu à la totalité du système des fortifications autour des ports de Malte."]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

L'édification des fortifications de la zone du Port commença lorsque les chevaliers de l'Ordre de Saint-

Jean-de-Jérusalem arrivèrent à Malte en 1530 après avoir été chassés de Rhodes. A l'emplacement du fort Saint-Ange, il y avait un château médiéval qui devint le premier quartier général de l'Ordre, mais les Hospitaliers avaient besoin de créer une ville et un port sûrs qui puissent servir de base navale, car leur force de frappe résidait essentiellement dans leur flotte de galères.

Les travaux commencèrent d'abord dans la partie sud-est du Grand Port. Le château existant fut renforcé, les murs bastionnés fermèrent les presqu'îles de Pìrgu (*Città Vittoriosa* après 1565) et de Senglea (*Città Invicta*) qui dès lors s'urbanisèrent rapidement, et une petite forteresse fut construite pour garder l'entrée du port. En 1565, le sultan turc Soliman le Magnifique attaqua Malte avec une flotte de 180 vaisseaux et une troupe de 30 000 hommes. Les Hospitaliers défendirent La Valette pendant près de quatre mois, perdant 240 chevaliers et plus de six mille soldats, jusqu'à l'arrivée d'une force espagnole qui fit abandonner aux Turcs ce que l'on appela le Grand Siège. Peu après, une nouvelle forteresse fut construite au bout de la presqu'île de Sciberras qui séparait les deux ports et sur laquelle fut construite La Valette.

A partir de ce moment-là, la ville de La Valette devint la clé des défenses portuaires. Les fortifications qui furent élevées par la suite visaient à consolider la zone entourant la ville et interdire l'approche de tout ennemi. Les lignes Floriana (commencées en 1635) formèrent les ouvrages extérieurs vers la terre autour de La Valette et de Santa Margherita (1638) et les lignes Cottonera (1670) protégeaient le sud-ouest du Grand Port.

L'entrée du Grand Port était protégée par deux forts, Saint-Elme (1552), qui fut plus tard intégré à l'enceinte défensive de La Valette, et Ricasoli (1680) sur le promontoire opposé, répondant au fort d'artillerie Saint-Ange (années 1680) pour former un formidable bouclier défensif.

Le port de Marsamxett, à l'ouest de La Valette, était protégé par deux forts : le fort Manoel, en étoile (fin des années 1720), et le fort Tigne (1793), qui tenait davantage de la redoute que du fort, avec ses coffres de contrescarpe flanquants et sa tour de garde.

Après 1680, l'influence française s'accrut et au XVIIIe siècle, Malte était un grand centre du commerce français en Méditerranée. Les chevaliers furent chassés de l'île en 1798 par Napoléon Bonaparte en partance pour l'Égypte. Elle fut alors assiégée et prise par les Britanniques après deux ans de siège. Malgré le traité d'Amiens, les Britanniques refusèrent de la rendre aux chevaliers et Malte resta entre leurs mains, comme base navale et port de commerce, jusqu'à ce qu'elle gagne son indépendance en 1974. Pendant la période britannique, les lignes Corradino furent construites pour commander l'extrémité sud du Grand Port. Le bastion Lascaris, une grande batterie casematée à l'est de La Valette, est aussi l'œuvre des Britanniques au milieu du XIXe siècle.

Description

Le Grand Port, le port de Marsamxett, ainsi que les anses qu'ils comportent, sont séparés par l'étroite presqu'île de Sciberras, occupée par la ville fortifiée de

La Valette et sa banlieue, Floriana. Les fortifications consistent en une série d'ouvrages défensifs disposés en arc de cercle autour des deux ports afin de les protéger des attaques venant de la mer ou de la terre. La principale concentration se trouve autour du Grand Port et consiste en un certain nombre d'ouvrages de différentes tailles, allant de la grande enceinte fortifiée comme les lignes Cottonera jusqu'aux batteries côtières comme le bastion Lascaris.

Au centre du fort Saint-Ange se trouve le château médiéval comportant le palais magistral, une église et les ruines d'un premier mur. A l'extérieur se trouve un fort construit au XVIIe siècle, avec le bastion D'Homedes en forme de pointe de flèche, un mur rideau, un haut cavalier et des remparts incorporant des batteries à trois étages de feu.

Città Vittoriosa fut le nom donné aux fortifications de Birgu après qu'elles eurent résisté au Grand siège de 1565. Les défenses traversant l'étroite presqu'île étaient doubles, un front bastionné défendant la terre et une digue. Les ouvrages extérieurs ont maintenant disparu, sauf le poste de garde que l'on appelle la Couvre Porte.

La presqu'île de Senglea fut aussi fortifiée par les chevaliers au XVIe siècle et on la nomma *Città Invicta* après le Grand Siège. Le fort Saint-Michel fut démoli dans les années 1920, et d'autres éléments furent également supprimés par les Britanniques dans les années 1850 pour laisser la place au nouvel arsenal, mais les défenses casematées vers la terre et vers la mer sont demeurées intactes. La pointe de la presqu'île est également fortifiée par un rempart bastionné que l'on appelle le Spur.

Les lignes *Margherita*, commencées par les ingénieurs italiens au début du XVIIe siècle, furent terminées par les ingénieurs français au siècle suivant. Elles consistaient à l'origine en une enceinte semi-circulaire comportant cinq bastions et deux demi-lunes et rejoignant aux deux extrémités les lignes de défenses de Birgu et Senglea. Un des bastions et une des demi-lunes ont été démolis et deux des bastions du centre ont été transformés en fort dans les années 1840.

Les ouvrages défensifs les plus impressionnants construits par les chevaliers sont les lignes *Cottonera*. Elles sont aujourd'hui presque intactes, formant une large enceinte semi-circulaire comportant huit bastions et une demi-lune. Ces bastions sont creux, dans le style des fortifications néerlandaises, et reliés par des murs rideaux percés de portes ornées de style baroque.

Le premier des forts construit vers la fin du XVIIe siècle pour protéger l'entrée du Grand Port est le fort *Ricasoli*, de style néerlandais. Le front sur la terre, à la base de la péninsule, est en forme de couronne, consistant en un bastion central relié par de courts murs rideaux à deux demi-lunes, protégé à l'extérieur par une *fausse-braie*, un poste de garde, deux ravelins et un fossé. Le reste des défenses du promontoire est de deux ordres. Le front de mer est une ligne de bastions et de plates-formes d'artillerie reliés par de courts murs rideaux, tandis que le front faisant face au port a un tracé en tenaille. Les Britanniques apportèrent un grand nombre de modifications et de transformations aux XIXe et XXe

siècles, mais l'apparence globale et le plan du fort restent intacts.

Les lignes *Corradino* ont été construites par les Britanniques au XIXe siècle pour protéger les terres stratégiquement importantes qui surplombent l'extrémité sud du Grand port. Elles consistaient en un mur continu muni de parapets en terre et d'un fossé creusé dans la roche, dans le style des fortifications polygonales. Certaines sections ont fait place à des routes et au développement industriel. Il ne reste qu'un seul des quatre coffres de contrescarpe.

Le fort *Saint-Elme* a été construit pour commander l'entrée des deux ports à partir de la pointe de la presqu'île de La Valette. Construit en 1552 puis reconstruit après le Grand Siècle, il a subi de nombreuses modifications à cause de sa position défensive d'importance capitale. Il conserve en grande partie sa forme d'origine en étoile, hormis les baraquements ajoutés dans la cour et la démolition des remparts du nord au XVIIIe siècle pour permettre la liaison avec le cavalier triangulaire qui a également subi de nombreuses modifications ; son apparence actuelle est le résultat des modifications et des ajouts apportés par les Britanniques aux XIXe et XXe siècles. Le troisième élément du fort Saint-Elme est la ligne de ceinture externe des bastions de Carafa, disposée en couronne et projetée vers la mer à l'avant de l'enceinte de La Valette. La ligne des fortifications n'a pas changé, mais comme pour le cavalier, l'apparence actuelle résulte essentiellement des modifications et des ajouts apportés pendant la période de domination britannique.

Les fortifications de La Valette consistent en un front bastionné implanté sur la partie la plus haute du plateau. Le front vers la terre comporte deux bastions en son centre, chacun avec un haut cavalier, flanqué de deux demi-lunes et bordé à l'avant d'un profond fossé taillé dans la roche. Il fut protégé ultérieurement par quatre postes de garde de hauts murs latéraux dotés de plates-formes rectangulaires le reliant au fort Saint-Elme. [Remarque : ces fortifications sont déjà inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial car elles font partie de la ville de La Valette qui est inscrite sur la Liste depuis 1980.]

Le bastion de *Lasclaris* consiste en une grande batterie casematée sur le flanc est des défenses de La Valette. Il a un plan en forme de botte, avec quatre façades percées d'embrasures et une plate-forme d'artillerie tout le long du parapet sur le toit.

Les lignes *Floriana* ont été construites au XVIIIe siècle pour renforcer la protection du front de La Valette vers la terre. Ce dernier consiste en *fausses-braies* et des ouvrages extérieurs qui furent ajoutés au XVIIIe siècle. La *fausse-braie* se poursuit le long du Grand Port et du port de Marsamxett, tous deux également protégés par des ouvrages à cornes, des lunettes, des galeries de tir et des ouvrages détachés.

L'oeuvre de l'ingénieur militaire français Vauban se manifeste dans le fort *Manoel* construit au XVIIIe siècle. C'est un fort classique de plan carré, bastionné aux quatre coins, un ravelin, une tenaille, un chemin couvert et un glacis contre-miné. Il est bordé sur trois côtés par un fossé profond taillé dans la roche dans

lequel se trouve un ravelin et une tenaille taillée dans la roche. Le terrain de manoeuvre est maintenant en partie occupé par des baraquements du XIXe siècle, une chapelle et des bâtiments administratifs.

Le dernier ensemble défensif à avoir été construit par les chevaliers à la fin du XVIIIe siècle est le fort *Tigne*. Sur le plan, ce petit fort, qui relève plutôt de la redoute, consiste en un ouvrage casematé en losange protégé par un solide parapet circulaire en saillie arrière. Le centre est occupé par une tour de guet. Le fort est entouré d'un fossé taillé dans la roche. Il a subi de nombreuses modifications sous la domination britannique mais la disposition générale et le plan sont intacts.

Gestion et protection

Statut juridique

La plupart des biens qui constituent cette proposition d'inscription sont inscrits sur la liste des monuments classés au titre de la Loi de 1925 sur les monuments historiques (Protection) 1925 ; depuis 1932, cette liste comprend toutes les fortifications, les portes, les inscriptions anciennes et armoiries répertoriées dans les îles de Malte. Les monuments inscrits ne peuvent être ni démolis ni modifiés sans autorisation écrite du Ministère chargé de la culture.

Les terrains jouxtant les fortifications sont soumis aux dispositions de la Loi de 1956 sur les zones de développement spécial qui interdit tous travaux sans autorisation écrite.

Le chapitre 7 de la Loi de 1991 sur la protection de l'environnement traite de la protection du patrimoine historique. Le ministre chargé de l'environnement peut protéger tout bâtiment ou site présentant un intérêt particulier en l'inscrivant au Journal officiel du Gouvernement. La liste des monuments du patrimoine national est révisée tous les trois ans.

Gestion

Les biens proposés pour inscription sont la propriété de l'Etat.

Un Plan structurel de 1990 définit les politiques « pour la conservation et la mise en valeur de tout bâtiment, structure ou espace d'intérêt historique ou architectural. » Cela suppose la préparation de Plans locaux pour les zones de conservation urbaines, la zone de La Valette étant spécifiquement identifiée. Les plans déjà établis concernent le Grand port, le fort Saint-Elme et ses environs, le fort Manoel, le fort Tigne et le fort Ricasoli. Le Plan structurel contient la déclaration suivante concernant les fortifications du Port : « Cet ensemble unique réunissant plusieurs époques et de plusieurs cultures dans une zone relativement restreinte constitue un patrimoine historique de grande valeur, d'envergure nationale mais aussi européenne et mondiale. »

Le Service d'urbanisme, créé par la Loi de 1992 sur le développement urbain, est responsable de l'établissement de la liste des biens protégés et de la préparation des Plans locaux, y compris ceux villes dans les paragraphes précédents.

Le ministère des Travaux publics et de la Construction est responsable de l'entretien de tous les bâtiments et espaces publics. Deux comités émanant du ministère sont directement responsables de la maintenance, de la restauration et de la réhabilitation des fortifications dans la zone portuaire. Les Projets de réhabilitation de La Valette et de Cottonera ont été définis dans les années 1980 pour encourager la réalisation des travaux dans ces zones.

Le service des Musées du ministère de l'Education et de la Culture est directement responsable de la conservation et de la restauration des fortifications.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Les fortifications de La Valette ont rempli leur rôle de défense pendant plus de quatre siècles, depuis l'arrivée des Hospitaliers jusqu'au départ des Britanniques à la fin du XXe siècle. Elles ont été par conséquent régulièrement entretenues, les modifications ayant découlé des progrès du génie militaire et des nouvelles exigences imposées par l'évolution de l'art de la guerre aux XIXe et XXe siècles. Elles ont été gravement endommagées par les bombardements aériens pendant la seconde guerre mondiale, mais des travaux de restauration ont été effectués avec succès sur un certain nombre d'éléments des fortifications à la fin de la période britannique (1950-75).

En 1980, l'UNESCO a lancé une campagne internationale pour la restauration de quelques monuments historiques maltais majeurs, et des travaux ont été réalisés au fort Saint-Elme. Toutefois, peu de choses ont été faites dans les années 1980, et ce n'est que lorsque les deux Projets de réhabilitation ont été définis que l'effort de conservation actuel a commencé.

Un certain nombre d'éléments des fortifications sont dans un état de conservation relativement médiocre ou contiennent des bâtiments modernes qui déparent les lieux. Par exemple, l'ornementation de la pierre tendre des portes des lignes Cottonera souffre de dégradations dues à la pollution atmosphérique ; l'intérieur du fort Ricasoli est totalement délabré et le site est défiguré par un grand silo de stockage industriel ; l'intérieur du fort Manoel est également délabré et le fossé est rempli d'ordures ; la moitié du fossé du fort Tigne est occupé par une usine de désalinisation, dont le toit en tôle ondulée s'élève au-dessus des murs du fort lui-même.

Authenticité

Comme il a déjà été dit plus haut, les fortifications de La Valette ont eu un rôle actif jusque dans la dernière partie du XXe siècle et ont évolué continuellement sur une période de plus de quatre cents ans. L'authenticité de ce complexe et son évolution dans l'histoire est indiscutable.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Malte en février 1999.

Caractéristiques

Les défenses du port de La Valette constituent l'un des plus importants et des plus complets exemples d'architecture militaire au monde. Elles mettent en évidence l'évolution des principes et des pratiques de fortification en Italie, en France et en Grande Bretagne sur plus de quatre siècles.

Analyse comparative

Un certain nombre de ports méditerranéens fortifiés doivent être comparés à La Valette, à savoir Corfou, Candie (Héraklion), Rhodes et Gibraltar. Corfou est le plus comparable à La Valette, car ses ouvrages de fortification s'étalent dans le temps et sont dus aux Vénitiens, aux Français et aux Britanniques, tous ayant laissé la marque de leurs traditions en matière d'architecture militaire. Toutefois, les fortifications de Corfou ont été en grande partie détruites au XIXe siècle et seuls quelques éléments restent intacts.

Les fortifications vénitiennes du XVIIe siècle d'Héraklion enferment une zone bien plus petite et ne représentent qu'une seule période d'architecture militaire. Le même commentaire s'applique aux fortifications médiévales de Rhodes. Gibraltar est le seul site possédant un système de fortifications aussi développé, mais il est dû presque uniquement aux Britanniques entre le XVIIIe et le Xxe siècle.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Cette proposition d'inscription ne peut être traitée que comme une extension de l'inscription actuelle de la ville de La Valette sur la Liste du Patrimoine mondial au titre des critères i et vi. L'ICOMOS ne doute pas de la portée culturelle des fortifications. L'ICOMOS considère que les fortifications forment une seule unité avec la ville historique. Dans le cas où cette extension serait approuvée par le Comité du Patrimoine mondial, les critères ii et iii pourront être ajoutés.

A l'heure actuelle, tous les éléments proposés pour inscription ne sont pas protégés formellement en tant que monuments classés au titre de la Loi de 1925 sur les monuments historiques (Protection). Il conviendrait de remédier à cela.

Bien qu'un certain nombre de plans d'occupation des sols couvrent la plus grande partie des fortifications, il est nécessaire de concevoir un plan directeur général de la conservation. A cet effet, une étude complète des fortifications devrait être réalisée, portant sur les détails architectoniques, les relations historiques et physiques qui les unissent, leur arrangement géomorphologique ainsi qu'une synthèse de leur évolution. Le plan devrait définir le calendrier et le coût d'un programme de conservation et de restauration, doublé d'un programme scientifique de suivi régulier.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'extension soit *différé* pour permettre à l'Etat partie de présenter le plan

directeur de conservation des fortifications que
recommande l'ICOMOS.

ICOMOS, mars 1999

Campeche (Mexique)

No 895

Identification

<i>Bien proposé</i>	Zone de monuments historiques de la ville de Campeche et son système de fortifications
<i>Lieu</i>	Etat de Campeche
<i>Etat Partie:</i>	Mexique
<i>Date</i>	23 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

La ville de Campeche est un modèle d'urbanisation d'une cité baroque (1686-1704), selon un plan en damiers, entouré d'un hexagone irrégulier qui correspond à la ceinture de défense qui entourait la ville et la protégeait des attaques des pirates. Pour cette raison, son système de fortifications fait partie d'un plan global de défense qui, traduction architecturale de son histoire, existe encore aujourd'hui dans les caractéristiques urbanistiques.

Critère ii

La zone des monuments historiques de la ville de Campeche avec sa partie emmurée est un exemple de cité portuaire coloniale qui a joué un important rôle économique et stratégique à travers le temps. Elle conserve les traces de son plan urbain et de ses édifices historiques, qui sont les témoins silencieux du haut degré de conservation et d'intégrité de la ville.

Les fortifications de Campeche offrent un exemple éminent de l'architecture militaire des XVII^e et XVIII^e siècles faisant partie du système de défense intégrée des ports implantés par l'Espagne dans les Caraïbes pour se défendre contre les invasions de pirates. La ville de Campeche est l'une des deux villes fortifiées de la côte mexicaine des Caraïbes, et la seule à avoir largement conservé cet important patrimoine culturel.

Critère iv

Catégorie de bien

En termes de catégories de bien culturel, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, la zone de monuments historiques de la ville de Campeche et son système de fortifications constituent un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Campeche a été fondée en 1540 par Francisco Montejo El Mozo au sud ouest du territoire Maya de Ah Kin Pech qui venait d'être explorée et occupée par les conquérants espagnols à partir de 1517. Dès l'origine, son port joua un rôle majeur comme point de départ des expéditions vers la péninsule du Yucatan et la région de Peten au Guatemala et son importance commerciale et militaire en firent la seconde ville du Golfe du Mexique, après Mérida.

Durant la seconde moitié du XVI^e siècle, Campeche, comme d'autres villes des Caraïbes, fut systématiquement attaquée par des pirates et des corsaires à la solde des ennemis de l'Espagne. C'est la raison pour laquelle un système défensif à grande échelle fut établi. Au début du XVIII^e siècle, la ville était ainsi entourée d'une impressionnante muraille hexagonale d'un périmètre de 2536 mètres, d'une hauteur de 6 à 8 mètres et d'une épaisseur de 2.50 mètres. Le plan urbain en damier fut conservé, avec une *Plaza mayor* faisant face à la mer et entourée d'édifices gouvernementaux et religieux.

Au XIX^e siècle, la ville se dota d'un beau théâtre, harmonieusement inséré dans le tissu urbain. Pour ménager une vue sur la mer, une portion de la muraille fut abattue en 1893 et la place centrale fut transformée en jardin public.

Au XX^e siècle, un relatif ralentissement de l'activité économique fit en sorte que les espaces traditionnels du centre urbain furent peu affectés par le courant de modernisation.

Description

La zone des monuments historiques présente un polygone irrégulier de 181 hectares, comprenant les 45 hectares entourés de murs de part et d'autre desquels la ville s'étendit en suivant les configurations de la côte et du relief. L'ensemble protégé comporte deux sous-ensembles : une zone A, avec une grande densité d'édifices de grande valeur patrimoniale, et une zone B de moindre densité et de valeur moindre, qui constitue une zone de transition et de protection. Parmi les quelque 1000 édifices de valeur historique, peuvent être mentionnés : la cathédrale de l'Immaculée Conception, plusieurs églises, le théâtre Toro, les archives municipales.

Le système des fortifications se trouve en grande partie dans la zone des monuments historiques et à ses deux extrémités, face à la mer, avec les redoutes de San José et San Miguel, et les batteries de San Lucas, San Matías et San Luis.

Gestion et protection

Statut juridique

Les édifices de la zone des monuments historiques sont, en grande majorité, des propriétés privées, avec quelques immeubles de propriété publique.

Une protection juridique est assurée par la loi fédérale sur les Monuments et les Zones archéologiques de 1972 et par son règlement d'application de 1975 qui soumet toutes modifications des immeubles à une autorisation préalable. Un Décret fédéral de 1986 classe la zone des monuments historiques de Campeche et la soumet au contrôle de l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire.

Au niveau municipal, différents textes normatifs réglementent les conditions d'intervention sur les monuments, le respect de l'image urbaine et différentes mesures de protection. Un important instrument juridique est le "Programme partiel pour la Conservation et l'Amélioration de la Zone des Monuments Historiques" qui vient d'être adopté. Ce plan de gestion se veut un instrument dynamique de protection et de ré-affectation des immeubles à des activités économiques et culturelles nouvelles.

Gestion

La responsabilité première de la gestion relève du Bureau de l'Etat (Campeche) pour la coordination des monuments et sites et de la Direction du développement urbain de la Municipalité. Ces deux bureaux sont dirigés par des professionnels compétents et motivés, sous l'autorité directe du Gouverneur ou du Président de la Municipalité.

Le "Programme partiel pour la Conservation" évoqué plus haut a été élaboré par la Direction du Développement urbain. Il couvre les 42 hectares entourés de murs et définit des orientations pour la conservation, le contrôle de l'affectation des sols, et la promotion d'activités touristiques, commerciales et sociales. Il vise aussi la promotion du logement et des conditions de vie dans le centre historique.

Au plan fédéral, un contrôle général sur les conditions de conservation du patrimoine culturel est exercé par l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Les conditions de conservation sont excellentes. Avant même l'adoption de mesures légales de protection, la population de la ville veillait à la conservation du centre historique, et cette conscience publique est encore vive aujourd'hui.

Un programme à grande échelle de restauration des façades a été mis en œuvre. Il ne s'agit pas de simple "façadisme" car la plupart des immeubles sont encore dans un bon état de conservation. Quand cela s'avère nécessaire, les interventions portent aussi sur les

intérieurs. Plusieurs édifices de qualité sont en cours de réhabilitation : le n°6 de la place principale doit accueillir une institution sociale et culturelle ; le *Renacimiento Circus* de 1910, avec sa structure métallique originelle, va accueillir un hall polyvalent.

Les travaux entrepris sur les diverses parties du système des fortifications sont exemplaires. Les espaces verts sont traités avec soin. La ville est propre et paisible.

Authenticité

La zone des monuments historiques et le système des fortifications présentent un haut degré d'authenticité, compte tenu du nombre réduit de transformations et d'interventions. Les travaux de restauration ont recours à des techniques et à des matériaux traditionnels.

L'authenticité du centre historique est, dans une large mesure, due à la permanence d'une vie familiale traditionnelle, avec des manifestations d'un riche patrimoine intangible qu'illustrent la musique, la danse, la cuisine, l'artisanat, les vêtements ou la cuisine locale.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le centre historique de Campeche et le système des fortifications en février 1999. Par ailleurs, l'ICOMOS a consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

La zone des monuments historiques présente un témoignage cohérent de l'architecture coloniale. Le système des fortifications, très bien conservé, est une illustration des travaux de génie militaire du temps des colonies espagnoles dans les Caraïbes.

Analyse comparative

Le centre historique de Campeche entouré de murailles et son système de fortifications sont d'une qualité exceptionnelle, comparable à celle de Cartagena de Indias et de San Juan de Puerto Rico. La ville portuaire s'inscrit dans un système défensif et d'itinéraires de transport qui couvre toute la Mer des Caraïbes, ainsi que l'ont mis en évidence les experts réunis à Cartagena de Indias en 1996, sous les auspices de l'UNESCO.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La zone tampon est définie de manière cohérente mais devrait pouvoir couvrir une plus large étendue pour assurer la préservation des valeurs patrimoniales du périmètre du centre historique et devrait entourer aussi les forteresses.

Il y a lieu de promouvoir avec détermination la politique actuelle d'amélioration des conditions de vie des habitants du centre historique, et d'investissements touristiques pour un développement endogène : logement chez l'habitant, artisanat local et manifestations culturelles.

Au-delà du centre historique et de la zone tampon, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble du territoire de la municipalité de Campeche, considéré comme un immense complexe de valeurs architecturales, archéologiques, naturelles et culturelles.

Brève description

Le Centre historique de Campeche est une ville portuaire de l'époque coloniale espagnole dans le Nouveau Monde qui a gardé sa muraille d'enceinte et son système global de fortifications.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur base des *critères ii et iv* :

Critère ii : La cité portuaire de Campeche est un modèle d'urbanisme d'une ville baroque coloniale, avec son plan de voirie en damier ; les murailles qui entourent son centre historique traduisent l'influence de l'architecture militaire des Caraïbes.

Critères iv : Le système des fortifications de Campeche, exemple éminent de l'architecture militaire des XVIIe et XVIIIe siècles, fait partie du système défensif intégral mis en place par les Espagnols pour protéger les ports donnant sur la Mer des Caraïbes contre les attaques de pirates.

ICOMOS, mars 1999

Xochicalco (Mexique)

No 939

Identification

Bien proposé La zone de monuments archéologiques de Xochicalco

Lieu Municipalités de Temixco et Miacatlan, État de Morelos

État partie Mexique

Date 1 juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

La période épiclassique en Mésoamérique (vers 650-900 après J.-C.) se caractérise par le déclin et finalement la chute des grands centres classiques dominants tels que Teotihuacan. L'ère épiclassique fut une période de transition pendant laquelle la population était extrêmement mobile, ce qui permit l'essor et la prospérité d'autres centres régionaux. Ces nouvelles cités constituaient des sociétés généralement plus militarisées et habituellement situées en hauteur, dans une optique de défense. Xochicalco est la plus importante manifestation de ce nouveau type de cité mésoaméricaine fortifiée.

Critère ii

Xochicalco présente, en termes d'urbanisme, des caractéristiques exceptionnelles. La colline a été artificiellement modifiée, tronquée et comblée, afin de créer des plates-formes sur différents niveaux qui accueilleraient les structures principales, chaque partie de la cité ayant une fonction spécifique.

Critère iii

La présence de sculptures d'une extraordinaire qualité sur les murs de la pyramide du Serpent à plumes, présentant une iconographie complexe et une riche combinaison d'influences stylistiques, indique des contacts importants avec diverses cultures d'autres régions mésoaméricaines.

Critères ii et iii

L'usage exceptionnel d'un réseau complexe de voies d'accès à des grandes places, à travers des portiques, ainsi que des bastions aux entrées de la cité, représente une innovation dans l'architecture mésoaméricaine. Ce site est unique de par la présence des portiques, qui constituent des édifices indépendants dont le seul but est de contrôler l'accès au centre urbain et la circulation dans ce dernier.

Critère iv

Autres traits extraordinaires : un observatoire souterrain, dont le sol est, à des dates particulières, spectaculairement illuminé par les rayons du soleil, une intéressante rampe pavée de dalles sculptées de figures

animales, un magnifique *temazcal* (bain de vapeur), situé près du terrain de jeu et utilisé pour la purification dans le rituel du jeu de pelote, sans compter la parfaite intégration à l'environnement naturel et au paysage environnant.

Critère iv

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

Le déclin de la primauté politique et économique des villes téotihuacanes aux VII^e et VIII^e siècles après J.-C. a marqué la fin de la période classique mésoaméricaine et le début d'un âge qui a duré environ deux siècles et a été le témoin de la chute d'autres grandes capitales classiques, telles Monte Alban, Palenque, La Quemada et Tikal, qui dominaient jadis de vastes territoires. Il en a résulté la diminution des populations urbaines, voire l'abandon total des cités.

Les mouvements de migration furent considérables, et de nouvelles relations s'instaurèrent entre différentes régions telles les hauts plateaux du centre, la côte du golfe du Mexique, le Yucatan, le Chiapas et le Guatemala. Cette ère, qui s'étend de 650 à 900 environ, est connue sous le nom de période épiclassique. De nouvelles sociétés expansionnistes se développèrent, bien qu'aucune n'ait atteint le statut dominant et l'ampleur de Teotihuacan, de Monte Alban ou de Tikal. L'intégration entre elles était mineure, les confédérations disparaissant aussitôt formées. Elles ne devaient leur survie qu'à leur succès dans le contrôle de leurs maigres ressources, le développement de productions spécialisées et la domination des routes commerciales.

Dans une telle époque d'instabilité politique et de concurrence commerciale, l'infrastructure militaire était devenue cruciale, et de nouveaux sites, équipés de remparts, de fossés, de palissades, de bastions et de citadelles, voyaient le jour en des endroits faciles à défendre. Xochicalco est l'illustration parfaite de ce type de cité fortifiée épiclassique. Elle semble avoir été à l'origine de la création d'une confédération d'établissements dans la vaste région que se partagent aujourd'hui les États de Guerrero, de Mexico et l'ouest de Morelos.

Nombre d'impressionnantes structures publiques et religieuses ont été érigées en un très bref laps de temps, et celles-ci dénotent des influences culturelles des hauts plateaux du centre, de la côte du golfe et de la région maya. La ville fut fondée pendant la seconde moitié du VII^e siècle, puis brutalement abandonnée après avoir été mise à sac, à la fin du IX^e siècle.

Description

Xochicalco fut construite sur une série de collines naturelles, dont la plus haute constituait le cœur de la cité. Elle accueillait de nombreux bâtiments publics, mais des preuves d'occupation ont été découvertes sur six des collines plus petites qui l'entouraient. Un travail d'ingénierie important, sous forme de terrassements et d'épais murs de soutènement, a permis la création d'espaces ouverts, délimités par des plates-formes et des structures pyramidales, et reliés par un système complexe d'escaliers, de terrasses et de rampes, qui crée un axe de communication principal nord-sud.

On distingue trois différents niveaux d'organisation dans Xochicalco : social, politique et religieux. Ainsi, la partie inférieure est entourée de fossés et de murs percés d'entrées défensives, et abrite principalement des édifices résidentiels. Ensuite vient le niveau intermédiaire, dit « Ensemble du marché », avec la place de la *Stèle aux deux glyphes*, un terrain de jeu de pelote et des structures plus résidentielles. Quant au niveau supérieur, il se compose d'un groupe de temples et autres édifices monumentaux destinés à la classe dirigeante, entourant la *place principale*. Au sommet de la colline se trouve « l'Acropole ».

- Niveau inférieur

La voie d'accès part du pied de la colline située la plus au sud ; on entre dans la cité par l'entrée principale, flanquée de deux bastions. La chaussée est pavée de dalles irrégulières, et des deux côtés s'élèvent des murs peu élevés qui donnent sur les zones résidentielles.

- Niveau intermédiaire

L'*Ensemble du marché* est une place de 40 x 70 m, qui semble avoir servi, d'après les témoignages archéologiques, de marché.

Au-delà se trouve une autre place, sur une plate-forme dont part un escalier de plus de 30 m de large, qui mène jusqu'à la place de la *Stèle aux deux glyphes*. Cette place carrée de 40 m² est fermée à l'est et à l'ouest par deux édifices similaires de forme et de taille, et au nord par la *Grande Pyramide*, la plus grande structure du site. Elle se compose de sept niveaux, les vestiges d'un temple s'élevant au sommet. La stèle dont la place tire son nom se dresse sur un piédestal carré en son centre. Sa forme et son emplacement suggèrent qu'il s'agissait du centre de la vie civique et cérémonielle de la communauté, principalement parce qu'on y accède facilement.

L'accès au *terrain de jeu de balle méridional*, le plus grand de Xochicalco, se fait par une large chaussée. Au-dessus se dresse un groupe de structures connu sous le nom de *Palais*, où des pièces résidentielles, des cuisines, des ateliers, des réserves et un *temazcal* (bain de vapeur) sont disposés autour d'une série de patios. Vingt et un autels calendriers bordent la chaussée, indiquant les mois (et, dans l'un des cas, les jours) de l'année cérémonielle. En dessous se trouve un tertre de 70 x 45 m, connu sous le nom de *la Malinche* (inexploré à ce jour), auquel l'accès a été rendu possible par le comblement d'une gorge de 15 m de profondeur.

- Niveau supérieur

Une grande plate-forme entoure les côtés nord, sud et ouest du niveau supérieur, tandis qu'à l'est s'élève un complexe composé de trois structures. La première est de plan rectangulaire et s'ouvre sur un patio de 15 x 8 m situé à 3,7 m en deçà du niveau externe ; on ne peut y accéder que par les toits des pièces.

La seconde unité est un vaste patio (35 x 25 m) fermé sur trois côtés par d'étroites galeries, et dont le quatrième côté est délimité par trois plates-formes pyramidales. Le troisième élément se dresse à côté : il s'agit du terrain de jeu oriental, délimité par une rampe monumentale de 15 x 6 m, pavée de dalles de pierre ornées d'images d'oiseaux, de reptiles, d'insectes et de mammifères, connue sous le nom de *rampe aux Animaux*.

Au nord, on remarque une série de grandes structures, prenant appui sur un mur de soutènement de 15 m de haut. Elles comportent des éléments imposants de fonction incertaine, ainsi qu'un *temazcal* formé de quatre piliers rectangulaires surmontés d'un toit plat ; il s'agit là de l'un des plus beaux exemples de ce type de structure en Mésoamérique. Le terrain de jeu de balle septentrional, d'une longueur de 90 m, est exceptionnel en ce que l'un de ses côtés présente la pente normale, tandis que l'autre consiste en un mur massif, de 9 m de haut, faisant office de mur de soutènement pour la plate-forme qui le surplombe.

Ce secteur comprend également une grande citerne d'eau de pluie, qui s'intégrait dans un système complexe approvisionnant en eau toute la cité. On trouve sous cette plate-forme l'entrée de souterrains utilisés pendant les premières phases d'occupation pour l'extraction des matériaux de construction, et qui devinrent ensuite un observatoire d'étude des cieux et un lieu de cérémonie.

La *place principale* est un énorme tertre artificiel, accessible uniquement via deux portiques fortifiés, à 100 m au-delà de l'entrée principale et à quelques 600 m de distance. Deux complexes architecturaux la surplombent. Au nord, le premier se compose de quatre très grandes pièces entourant un patio. Quant au complexe situé à l'est, il est de plan plus compliqué, avec quatre patios ; l'accès y est strictement contrôlé.

Dans l'angle au sud-est de la *place principale*, on trouve la *pyramide de la Stèle aux deux glyphes*, une base pyramidale étagée, dotée au sommet d'une structure se composant d'un patio délimité par deux pièces latérales, et d'un temple à l'extrémité.

Deux structures pyramidales s'élèvent au milieu de la place. L'une est la remarquable *pyramide au Serpent à plumes*. Les extraordinaires proportions de sa base inclinée et de son panneau vertical lui-même couronné par une corniche évasée donnent à cette structure un aspect très particulier. Les quatre façades sont sculptées en haut-relief qui représentent d'énormes serpents en plumes, le Quetzalcoatl de Teotihuacan. Leurs corps délimitent un espace où des figures assises dotées de caractéristiques mayas, peuvent être interprétées comme étant des prêtres, des souverains et des astronomes. Sur

le panneau saillant apparaissent d'autres figures assises similaires, aux atours cependant moins élaborés, accompagnées de symboles temporels. Quant à la corniche, elle est décorée d'une frise de coquillages. Les murs supérieurs du temple portent des figures dont on pense qu'il s'agit de guerriers.

La pyramide dite *pyramide Jumelle* est similaire en forme et en taille, mais ne présente pas de reliefs ornés. Toutefois, d'après les traces découvertes, il est évident qu'elle était à l'origine agrémentée de peintures murales.

L'*Acropole*, pour sa part, est érigée sur une plate-forme de 6 m de haut, à l'ouest de la *place principale*. Elle se compose d'une série d'édifices, dont la disposition évoque un patio central entouré de pièces latérales.

Gestion et protection

Statut juridique

Le bien est protégé en vertu des dispositions de la loi fédérale de 1972 sur les monuments et zones archéologiques, artistiques et historiques, qui définit une réglementation stricte pour la protection et la conservation des sites archéologiques classés. Xochicalco a été classé Zone de monuments archéologiques par décret fédéral du 18 février 1994.

Gestion

La majorité de la zone archéologique est propriété nationale. Toutes les formes de développement au sein de la zone ou de l'aire substantiellement protégée (qui constitue une zone tampon adéquate aux termes des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*) sont très strictement contrôlées.

La gestion du site incombe à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (*Instituto Nacional de Antropología e Historia* – INAH), par le biais de son Centre régional de Morelos. L'INAH est une branche du Conseil national pour la culture et les arts (CNCA) et du ministère de l'Éducation publique (SEP). Dans le cas de Xochicalco, il travaille en collaboration avec l'État de Morelos et les municipalités de Miacatlan et Temixco.

Le site de Xochicalco s'élève au sommet de collines, dans une région sauvage et difficile d'accès. Il n'existe qu'une seule route qui y mène, longue de 8 km depuis l'autoroute fédérale 55 et qui va jusqu'aux municipalités de Xochitepec et Miacatlan, toutes deux situées 24 km plus loin. Cet isolement a grandement contribué jusqu'à présent à son excellent état de conservation, et a favorisé une gestion efficace, mais cette situation pourrait changer dans le futur.

Depuis 1978, l'INAH élabore pour Xochicalco des critères de protection et de gestion, en collaboration avec d'autres autorités. Le plan de développement urbain de 1980 pour Miacatlan a défini la zone tampon au sein de laquelle l'usage urbain a été interdit, ce qui a empêché l'incursion aux alentours du site aux fins de la

construction d'un complexe touristique, proposé par les instances étatiques et fédérales au début des années quatre-vingt.

En 1982, le ministère des Travaux publics (SAHOP) et la Direction générale pour l'Organisation et les Travaux dans les parcs nationaux ont préparé un plan de protection du parc pour la zone archéologique de Xochicalco, qui prescrit des propositions de développement relatives à la protection et au fonctionnement de la zone et des critères afférents à sa gestion.

Le programme de 1995 de développement urbain pour la municipalité et l'État de Morelos a établi des réglementations contrôlant les établissements non autorisés dans les zones écologiques protégées, dont fait partie la zone archéologique de Xochicalco.

Le Centre régional de Morelos de l'INAH dispose d'un plan de gestion général pour la protection et la gestion efficaces du site.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Les premières fouilles archéologiques de Xochicalco ont eu lieu en 1909, époque à laquelle des travaux de restauration de la *pyramide au Serpent à plumes* ont été effectués. La zone centrale a fait l'objet d'une étude en 1923 et a été inscrite à l'Inventaire archéologique national en 1927.

Par la suite, d'autres fouilles ont été réalisées entre 1934 et 1939, 1941 et 1951, 1960 et 1970, et 1984 et 1986 ; dans chaque cas, les structures découvertes ont subi des travaux de conservation et de consolidation.

Entre 1992 et 1994, l'INAH a financé une campagne majeure, le Projet archéologique spécial Xochicalco. Celui-ci s'inscrivait dans un ensemble de douze projets portant sur des sites susceptibles de faire partie du Patrimoine mondial, ou déjà inscrits sur la liste. Ce travail se poursuit depuis dans le cadre du programme de gestion normal.

Le Projet spécial a englobé la conservation et la consolidation des structures fouillées antérieurement et de celles révélées par les fouilles en cours. Des recherches scientifiques considérables ont été conduites afin de trouver les matériaux et les techniques de conservation appropriés au site, ainsi qu'un meilleur drainage. Un programme de réhabilitation forestière a en outre abouti au reboisement d'une grande partie du site à l'aide d'authentiques espèces indigènes.

Authenticité

L'authenticité de Xochicalco peut être jugée très élevée. De fait, une politique d'anastylose conforme aux préceptes de la Charte de Venise de 1965 est appliquée depuis de nombreuses années. Dans l'optique actuelle, on peut remettre en question une partie des travaux de reconstruction antérieurs, notamment pour ce qui est de

la pyramide au Serpent à plumes, qui ont eu lieu au début du siècle, mais ils peuvent toutefois être considérés comme ayant leur propre historicité.

où l'effondrement des structures politiques antérieures a engendré un intense regroupement culturel.

Évaluation

ICOMOS, mars 1999

Action de l'ICOMOS

Une mission d'experts de l'ICOMOS s'est rendue à Xochicalco en août 1998.

Caractéristiques

Xochicalco est l'exemple le mieux préservé et le plus complet d'un centre urbain fortifié datant de ces périodes troubles de l'archéologie mésoaméricaine que sont les périodes classique tardive et épiclassique.

Analyse comparative

Parmi les cités contemporaines de celle-ci, on dénombre El Tajín, Uxmal (toutes deux inscrites sur la Liste du patrimoine mondial) et Cacaxtla. Toutefois, Xochicalco diffère grandement de ces sites du fait de la façon exceptionnelle dont divers éléments culturels issus des hauts plateaux du centre, de la côte du golfe et du Yucatán ont été réunis et ont fusionné pour donner naissance à un style nouveau et caractéristique.

Recommandations de l'ICOMOS en vue d'une action future

L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial entraînerait inévitablement une hausse considérable du nombre de visiteurs, d'autant plus que Xochicalco est proche de Mexico par la route. L'INAH devrait donc prendre les mesures nécessaires à l'accueil du nombre croissant de visiteurs. En effet, les installations existantes demeurent pour l'instant appropriées au flux actuel des visiteurs, mais seraient inévitablement dépassées en cas d'augmentation significative.

Brève description

Xochicalco est l'exemple exceptionnellement intact et bien préservé d'un centre politique, religieux et commercial fortifié de la période trouble qui va de 650 à 900 après J.-C. et qui a suivi l'effondrement des grands États mésoaméricains tels Teotihuacan, Monte Alban, Palenque et Tikal.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iii et iv* :

Critère iii Xochicalco est l'exemple exceptionnellement bien préservé et complet d'un centre fortifié de la période épiclassique mésoaméricaine.

Critère iv L'architecture et l'art de Xochicalco représentent la fusion d'éléments culturels issus de différentes régions de Mésoamérique, à une époque

Sukur (Nigeria)

No 938

Identification

<i>Bien proposé</i>	Paysage culturel de Sukur
<i>Lieu</i>	Gouvernement local de Madagali, État de l'Adamaoua
<i>Etat partie</i>	Nigeria
<i>Date</i>	30 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Le paysage culturel de Sukur présente un immense potentiel pour la recherche qui aurait des répercussions sur la compréhension d'autres sites africains. Le mystère non résolu des terrasses Nyanga au Mozambique et au Zimbabwe ainsi que les questions relatives aux terrasses du Kenya pourraient trouver des réponses dans les recherches futures sur le site de Sukur. Le paysage domestiqué de Sukur, qui se caractérise par une agriculture en terrasses, est comparable au paysage des rizières en terrasses des Philippines. Son architecture unique, ses murs de pierre rappellent les murs de pierre de Ziea au Zimbabwe qui ont des structures en creux, comme celles de Sukur. Sukur représente un patrimoine vivant ainsi qu'un effort unique d'innovation et d'ingénierie indigènes sans équivalent en Afrique de l'Ouest.

Critère i

Le paysage culturel de Sukur est également unique dans ses composantes culturelles bâties qui n'existent ni dans les terrasses construites aux Philippines, ni à un tel niveau de complexité dans les collines Kofyar du plateau de Jos. Les composantes sont entre autres des tombes, des fours, des sanctuaires, des murs de pierre et des chemins pavés. Ces caractéristiques font du paysage de Sukur une interaction inhabituelle entre la nature et la culture, les morts et les vivants, le passé et le présent, chargeant le paysage de sens, au contraire du paysage des Philippines, silencieux et esthétique.

Critères ii et iii

Les aires de battage, des puits coniques maçonnés dans lesquels on descend à pied et les fours de fusion du fer sont adaptés avec génie aux conditions écologiques difficiles et soulignent l'exemplaire adaptabilité et la résistance physique et spirituelle africaine, affirmant l'identité africaine sur la face de la terre, encourageant de manière unique le processus de développement local dans le contexte de la mondialisation. **Critères v et vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. C'est aussi un *paysage culturel* tel que défini au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

Les preuves de l'occupation humaine de Sukur au néolithique sont rares mais des traces de fours, de minerais et de meules attestent l'existence d'un âge du fer qui aurait précédé la civilisation de Sukur.

L'actuelle dynastie des chefs Dur s'est établie au XVII^e siècle. A cette époque, Sukur est devenu une région vouée à la métallurgie du fer, fournissant au Nord-Est du Nigeria cette matière première vitale. Cette phase se poursuit jusqu'à la première décennie du XX^e siècle. Toutefois, entre 1912 et 1922 Sukur fut soumis à des attaques et des dévastations par Hamman Yaje, le Lamido Fulbe (chef) de Madagali.

La métallurgie du fer continua de décliner durant la période coloniale et après l'indépendance pour s'éteindre vers 1960, entraînant des migrations importantes du peuple de Sukur du plateau vers les plaines qui s'étendent au Nord et au Sud.

Description

Le paysage culturel de Sukur est situé sur un plateau au nord-est du Nigeria, près de la frontière avec le Cameroun. C'est une région qui est habitée depuis des siècles, et ses habitants ont laissé d'abondantes traces sur le paysage actuel. La zone proposée pour inscription a une superficie de 76440ha.

Le *Palais du Hidi*, un ensemble de maisons réservées au *Hidi* (chef), dont le harem est maintenant en ruine, a une importance politique et religieuse considérable pour le peuple de Sukur. D'une superficie totale de près de 1ha, sa disposition et son emprise en haut de la colline, dominant les habitations des gens ordinaires, symbolisent l'autorité et le pouvoir du chef. Les bâtiments qui composent le pourtour de l'enceinte circulaire du palais sont de conception relativement simple et construits en granit local. Quelques grandes pierres, comme les grands monolithes qui flanquent l'une des portes proviennent de lieux d'extraction lointains.

Deux chaussées, pavées de dalles du même granit que celui utilisé pour le palais lui-même, de 5 à 7m de large, conduisent au Palais l'une par le nord et l'autre par l'est. Dans le Palais et ses environs, d'autres chaussées pavées sont composées de dalles bien plus grandes.

Le paysage domestiqué du plateau de Sukur se caractérise par la quantité de terrasses d'un type connu ailleurs au Nigeria (par exemple les terres de Koma des Monts Atlantica dans la zone frontalière du Nigeria et celles du Cameroun et des fermiers des collines Kofyar du plateau de Jos). Mais les terrasses de Sukur ont une dimension sacrée qui manque dans ces paysages à terrasses purement fonctionnelles. Produit d'une organisation sociale, elles sont soigneusement entretenues et progressivement étendues. Tout en fournissant des surfaces planes pour l'agriculture, elles sont aussi investies d'une signification spirituelle, comme l'indiquent les nombreux arbres sacrés, les portes et les sites rituels.

Les villages intégrés dans le paysage culturel de Sukur, situés en contrebas des collines sous le Palais du Hidi, ont leur propre *architecture domestique*. Parmi ces caractéristiques, il faut citer les murs de pierre sèche, servant de marqueurs sociaux et d'enclos défensifs, des enclos creusés pour les animaux (essentiellement des buffles), des silos à grain et des aires de battage. Là encore, le granit local est la principale source de matériaux de construction. Les cases d'habitation sont de simples structures circulaires faites en argile avec toit de chaume et nattes tressées. Les groupes de maisons sont entourés de murs de pierre sèche.

Les cimetières traditionnels se trouvent dans les collines. Les tombes sont de simples structures en pierre. Les groupes sociaux et les clans ont chacun leur cimetière. Les seules exceptions concernent les *Hidi* dont les dépouilles sont enterrées dans leur palais, et les enfants qui sont enterrés à proximité du village.

Les *puits* ont une importance économique et sociale considérable. Ce sont des structures enterrées surmontées de structures coniques en pierre et entourées d'un mur de clôture. A l'intérieur, les animaux – bœufs et moutons – sont engraisés soit pour la consommation de la famille, soit comme signe de prestige et symbole de statut, utilisés en cadeau et pour les mariages.

On trouve les vestiges de nombreux fours de fonderie abandonnés. Ces fours enterrés, alimentés par un soufflet, étaient habituellement situés à proximité de la maison de leur propriétaire. La production du fer entraînait des relations socio-économiques complexes et elle s'accompagnait d'un rituel important.

Des sanctuaires et des autels, très souvent en céramique, ponctuent le paysage culturel de Sukur. Il y en a un grand nombre à l'intérieur et aux environs du Palais du *Hidi*.

Le paysage forme un tout qui symbolise la structure politique et économique du peuple de Sukur. L'autorité, représentée par le *Hidi*, domine la masse des gens dans leur village au pied des collines. Des relations sociales complexes peuvent être observées dans la disposition des cimetières, tandis que les relations entre les fours, les villages et les terrasses cultivées illustrent un modèle économique élaboré de production et de distribution.

Gestion et protection

Statut juridique

Des accords locaux ont été passés avec le « Hidi-en-Conseil » pour que le paysage culturel de Sukur - c'est-à-dire le bien proposé pour inscription - soit déclaré Monument d'Etat. Ils ont fait l'objet d'une publication officielle par le Gouvernement de l'Etat d'Adamaoua.

Cela a pour effet de donner à la Commission nationale pour les musées et les monuments (CNMM), au titre du Décret n° 77 de 1979, le pouvoir de protéger le site en tant que Patrimoine national et de participer à sa gestion.

Gestion

La propriété du paysage culturel de Sukur revient au « Hidi-en-Conseil » et au chef du District de Sukur, sous les auspices du Gouvernement local de Madagali de l'Etat d'Adamaoua.

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le Décret No 77 de 1979, la responsabilité globale de la gestion incombe conjointement à la CNMM et au Comité du patrimoine mondial de la Commission nationale nigériane pour l'UNESCO. La CNMM a nommé un archéologue résident sur le site, avec du personnel pour l'assister. Elle collabore étroitement avec le Conseil national d'Adamaoua pour l'Art et la Culture, le Conseil du gouvernement Local de Madagali et l'Association pour le développement de Sukur.

La NCMM est sur le point de créer un Département des monuments et des sites qui sera chargé de la gestion de Sukur. Il appliquera le plan de gestion provisoire actuellement en vigueur qui vise essentiellement au développement et à la conservation du site et prévoit des mesures destinées à palier l'érosion, la réalisation d'un inventaire du patrimoine culturel, la restauration des bâtiments les plus menacés et l'identification des besoins de signalisation. La communauté locale est étroitement associée à toutes ces activités au travers de l'Association de développement des Sukur.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La pose d'enduit sur certaines parties du palais du Hidi a été abandonnée il y a cinquante ans. La structure s'est donc désintégrée par endroit et requiert des réparations circonscrites à l'aide de techniques traditionnelles. La partie occupée est cependant bien entretenue.

La prison traditionnelle et l'ancien lieu des exécutions qui ne sont plus ni l'un ni l'autre utilisés, sont en partie détruits et ont besoin d'être restaurés et peut-être reconstruits. L'entretien des voies pavées est pris en charge chaque année par les habitants, mais certains tronçons ont besoin de réparations plus importantes.

Un four de fusion du fer a été reconstruit et utilisé pour des fusions expérimentales. La communauté locale de

Sukur, avec l'aide du Conseil national des Arts d'Adamaoua, a créé un petit musée sur place.

Le classement du paysage culturel de Sukur comme patrimoine national signifie qu'il bénéficie maintenant de mesures de protection et de conservation par la CNMM. Toutefois, celles-ci resteront le fait des propriétaires traditionnels et utilisateurs du bien.

Authenticité

Les caractéristiques de ce paysage culturel n'ont pas beaucoup changé au cours des âges. Les techniques d'entretien et les matériaux traditionnels sont toujours utilisés. On peut donc affirmer que le paysage culturel de Sukur possède un degré exceptionnellement élevé d'authenticité et d'intégrité.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Pour des raisons administratives, la mission d'expertise de l'ICOMOS n'a pas été en mesure de visiter le site du paysage culturel de Sukur avant le mois de mai 1999.

Caractéristiques

Le paysage culturel de Sukur est un paysage essentiellement évolutif (tel que défini au paragraphe 39.ii des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*) qui reflète fidèlement la structure sociale, les croyances religieuses et la base économique de la société qui l'a créé il y a des siècles et qui continue d'y vivre. L'établissement humain et le paysage de Sukur sont représentatifs des sociétés traditionnelles de cette région d'Afrique de l'Ouest. Sukur n'a pas connu d'influence externe hostile depuis sa fondation et son maintien devrait être assuré par la continuation des pratiques traditionnelles associées à une protection légale.

Analyse comparative

Le paysage en terrasses de Sukur, avec sa structure hiérarchique et ses pratiques agricoles intensives et extensives, n'est pas unique. Ce type de paysage se retrouve ailleurs au Nigeria, pratiqué par les fermiers des collines Kofyar du plateau de Jos et des systèmes comparables existent dans les terres de Nubie, au Soudan et plus loin encore, chez les peuples amérindiens des Amériques. Toutefois, le paysage de Sukur possède certaines caractéristiques exceptionnelles qui ne se trouvent pas ailleurs, notamment l'utilisation de voies pavées et la signification spirituelle des terrasses, avec leurs caractéristiques rituelles.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La mission de l'ICOMOS a été conduite par un expert d'un pays voisin d'Afrique subsaharienne qui souligne l'importance et l'efficacité de la protection assurée à ce paysage culturel par les coutumes traditionnelles et ancestrales de la communauté sukur.

Le rapport de mission émet les propositions suivantes :

- organisation d'une table ronde sur le devenir de Sukur, à laquelle devraient être associés les agences gouvernementales, la communauté locale, les organes de tourisme et d'autres partenaires potentiels ;
- adoption d'un plan de gestion culturelle et touristique qui prévoit la création d'un organe responsable de sa mise en œuvre, la production de matériels authentiques destinés au tourisme, l'intégration de lieux d'accueil et d'hébergement pour le tourisme et le développement de moyens de transport intégrés au paysage et à l'environnement. Une partie des recettes dérivées de ces activités sera réinvestie dans la gestion des ressources naturelles et culturelles de Sukur.

Brève description

Le paysage historique en terrasses de Sukur, avec le palais de son chef sur une colline dominant le village en contrebas, ses champs en terrasses et leurs symboles sacrés, ainsi que les vestiges omniprésents de l'ancienne industrie florissante du fer est une expression physique remarquablement intacte d'une société et de sa culture spirituelle et matérielle.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères iii et v* :

Critère iii Sukur est un paysage exceptionnel qui illustre graphiquement une forme d'occupation du territoire qui caractérise un stade critique de l'établissement humain et sa relation à l'environnement.

Critère v Le paysage culturel de Sukur est resté inchangé pendant des siècles et demeure tel à une époque où cette forme d'établissement humain traditionnel est menacée dans de nombreuses régions du monde.

Les deux propositions de l'ICOMOS devraient être recommandées à l'Etat partie afin que soient prises des mesures immédiates.

ICOMOS, juin 1999

Shakhrisyabz (Ouzbékistan)

No 885

Identification

Bien proposé Centre historique de Shakhrisyabz

Lieu Région de Kashkadarya

Etat Partie Ouzbékistan

Date 27 avril 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

La ville de Shakhrisyabz a plus de 2000 ans. Elle compte non seulement les monuments exceptionnels de la période des Timourides, mais aussi des mosquées, des mausolées et des quartiers de maisons anciennes. Malgré les destructions survenues au cours des temps, les vestiges restent impressionnants dans leur harmonie et dans la force de leur formes, qui enrichissent l'héritage architectural de l'Asie Centrale et du monde musulman.

Malgré le grand nombre de monuments des Timourides à Samarcande, aucun n'est pareil au Palais Ak-Saray de Shakhrisyabz. Les fondations de son énorme portail ont été préservées : ce chef d'œuvre d'architecture étonne par ses dimensions et son étonnant dessin. L'ensemble de Dorus Saodat, la tombe de Timour, couvert de pierres blanches, est aussi un des meilleurs mémoriaux d'Asie Centrale.

La ville de Shakhrisyabz a vu ses constructions étalées sur une longue période et la succession des différentes architectures lui donne son caractère singulier. Le centre historique a gardé sa physionomie, qui présente une grande valeur historique, scientifique et culturelle.

Critères i, ii, iii et iv

Catégorie de bien

En référence à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le centre historique de Shakhrisyabz constitue un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Des fouilles archéologiques ont révélé une occupation par des communautés agricoles dès le début du premier millénaire av.-J.C. Dans la suite des cités hellénistiques s'y développèrent. La ville de Shakhrisyabz se constitua selon un modèle du haut Moyen Age, avec une structure centrale similaire à

celle de Samarcande et Boukhara. Aux IXe et Xe siècles, malgré les conflits incessants entre les dynasties Samanides, puis entre tribus turques, la ville continua de se développer.

Au milieu du XIVe siècle, un grand empire fut créé par Timour, qui porta une attention constante à sa ville natale. Il fit construire des murs d'enceinte, le grandiose Palais Ak-Saray, des mosquées, des bains, des caravansérails, jusqu'à sa mort en 1405, déportant vers Shakhrisyabz, à l'occasion de ses expéditions militaires, les meilleurs architectes et artisans.

Après la chute de la dynastie des Timourides, la ville n'eut plus qu'une importance secondaire, dépendant du khanat de Boukhara.

Description

Le site proposé pour inscription comprend de nombreux édifices monumentaux, notamment :

- Le Palais Ak-Saray

Ce "Palais blanc" fut construit à partir de 1380, année qui suivit la conquête par Timour de Khorezm, dont les artisans furent déportés pour en assurer une décoration précieuse. Les dimensions de cet édifice grandiose sont données par les tours du portail, dont les vestiges nous sont parvenus : deux tours qui atteignaient 50 mètres de hauteur, et une voûte d'une portée de 22 mètres.

- L'ensemble Dorus Saodat

Ce vaste complexe devait devenir le tombeau de la famille régnante et comportait, outre les tombes proprement dites, un hall de prière, une mosquée, et des logements pour les officiants et les pèlerins. La façade principale était revêtue de marbre blanc. La tombe de Timour, aussi de marbre blanc, est un chef d'œuvre de l'architecture de cette époque.

- Le marché Chor-su et les bains

Au centre de la ville, le marché couvert Chor-su a été élevé au croisement de deux rues principales, sous forme d'un octogone avec une coupole centrale, sans décoration particulière mais en recherchant l'effet extérieur d'une architecture audacieuse. Cette construction date du XVIIIe siècle tout comme les bains, reconstruit sur l'emplacement de bains du XVe siècle et qui sont encore en fonctionnement. Ils sont chauffés par un réseau élaboré de conduits souterrains.

Outre les édifices monumentaux, la ville offre aussi diverses constructions intéressantes plus récentes, comme les mosquées de Mirhamid, de Chubin, de Kunduzar ou de Kunchibar. D'anciennes maisons d'habitations constituent un témoignage de l'architecture populaire, avec la disposition typique de chambres autour d'une cour avec véranda.

Gestion et protection

Statut juridique

La ville de Shakhrysyabz a été inscrite sur la Liste des villes historiques par la Résolution N° 339 du Conseil des Ministres de l'Ouzbékistan en 1973.

La ville est aussi considérée comme "Monument de signification du niveau de la République" par une autre Résolution de 1973.

Gestion

Les grands édifices et ensembles architecturaux sont propriété de l'Etat, tandis que les habitations et autres constructions modestes sont des propriétés privées.

Les monuments principaux sont inventoriés et protégés par les Décrets déjà cités. Un projet de plan de protection du centre historique est en cours d'élaboration.

L'ensemble est géré sous l'autorité nationale du ministère de la Culture, Bureau général pour la protection scientifique des monuments culturels et sous l'autorité municipale du Maire et de l'Inspection pour la protection et l'utilisation des Monuments culturels et historiques.

Un programme de promotion touristique appelé MEROS est en cours de mise en œuvre, en liaison avec la compagnie nationale Ouzbektourism. En 1996, 23.000 touristes nationaux et 4.200 touristes étrangers ont visité le site et ce nombre va croissant.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Des archives sont régulièrement tenues depuis le début des années 1970, avec le relevé des travaux effectués :

Ak-Saray : en 1973-75 et en 1994-95

Dorus Saodat : 1973-75, 1981-85, 1994-95

Chor-Su : 1976-85

Bains : 1986-90

Les travaux de conservation et restauration sont actuellement menés dans le cadre du programme MEROS. Une première phase (1993-96) a porté sur la consolidation de structures architecturales et la restauration d'éléments de décoration. Une seconde phase est prévue pour limiter les constructions dans la zone protégée, reconstruire d'anciennes habitations selon des techniques traditionnelles en les équipant des services collectifs.

Formation

Le personnel de cadre est recruté parmi les diplômés des départements d'architecture de Tashkent et de Samarcande.

Une formation en restauration est financée par un service spécial ainsi que dans le cadre d'ateliers Usto-Shogird pour étudiants en maîtrise qui sont occupés sur les chantiers.

Authenticité

Le tissu urbain de la ville est intact en dépit de quelques insertions maladroites durant la période soviétique. Les travaux de restauration actuels montrent une attention particulière à l'emploi de matériaux et de techniques traditionnels.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission de l'ICOMOS a visité le site en février 1999.

Analyse comparative

La ville de Shakhrysyabz, avec ses monuments et ses habitations anciennes traditionnelles peut être comparée, en moindre valeur, aux autres capitales de l'empire des Timourides, Samarcande et Hérat.

Brève description

Le centre historique de Shakhrysyabz compte des édifices monumentaux exceptionnels et des quartiers anciens qui sont le témoignage du développement séculaire de la ville, et tout particulièrement de son apogée, sous l'empire de Timour, au XVe siècle.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé* en demandant à l'Etat Partie de fournir des détails précis sur la zone proposée pour inscription, les limites de la zone tampon et les réglementations qui définissent son utilisation. L'Etat Partie devrait également fournir des informations complémentaires sur les qualités de Shakhrysyabz en comparaison avec d'autres villes d'Asie Centrale (Samarcande, Boukhara, Hérat, etc.).

ICOMOS, mars 1999

Polder de Beemster (Pays-Bas)

No 899

Identification

<i>Bien proposé</i>	Droogmakerij de Beemster (Le polder de Beemster)
<i>Lieu</i>	Province de Hollande-Septentrionale
<i>Etat Partie</i>	Pays-Bas
<i>Date</i>	26 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Beemster, terre conquise sur les eaux, clairement définie et planifiée systématiquement, paysage culturel complexe, conçu et créé volontairement par l'homme, est un site d'une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art, de l'architecture (landscape), des sciences et de la connaissance ainsi qu'un monument à part entière. Il représente un chef-d'œuvre unique du génie créateur humain.

Critère i

C'est aussi un exemple remarquable d'ensemble architectural et d'environnement physique qui illustre un stade important de l'histoire de la colonisation des terres aux Pays-Bas et dans d'autre partie du monde, depuis le XVII^e siècle. L'environnement physique et historique des Pays-Bas a été conçu et a évolué avec le perfectionnement des techniques de gestion des eaux et des terres humides. Beemster est un paysage façonné par l'homme. Il constitue un site dans le delta d'une rivière qui comporte de vastes zones marécageuses.

Critère ii

Beemster a été drainé, mis en culture et colonisé – mise en valeur voulue par l'homme d'une zone jusqu'alors inexploitée – en même temps que la ville d'Amsterdam prenait son premier essor au XVII^e siècle. La réalisation du polder Beemster en 1613 fut soutenue par les élus et la riche bourgeoisie commerçante de la ville d'Amsterdam. Elle est l'œuvre des ingénieurs hydrographes, architectes, géomètres et gestionnaires qui prirent part dans le même temps à l'expansion d'Amsterdam. Les principes d'urbanisme et d'architecture qui dominaient à l'époque, et qui disparaissent encore aujourd'hui, s'inspiraient largement des théories et traités classiques et italiens, développés par Vitruve et repris par Palladio et d'autres architectes, qui préconisaient des villes à plan radial ou à damier - la *città ideale* - ordonnées par des voies droites, sûres, pavées et plantées d'arbres.

Critère iv

Deux objectifs principaux présidèrent à la création du polder de Beemster : la lutte contre les inondations répétées et la conquête de nouvelles terres cultivables. C'était par ailleurs un moyen sûr et rentable de faire fructifier les richesses produites par la ville. Dès 1611, il fut décidé que la région refléterait une nature pastorale classique et deviendrait un modèle agricole par sa conception spatiale, avec ses routes rectilignes, ses compartiments verts (chambres), ses cultures et ses jardins d'agrément pour les riches marchands d'Amsterdam.

Le tracé rationnel et géométrique de Beemster en fait, dès l'origine, un paysage architectural. Les théories d'urbanisme et les techniques de conquête des terres agricoles, telles qu'elles étaient pratiquées au XVII^e siècle, étaient fondées sur « l'idéal de la ligne droite » et reposaient sur des principes anciens tels que la structure (géométrique), la monumentalité planifiée et linéaire, la symétrie, l'harmonie et l'ordre – un paysage dans lequel le carré, figure de base des théories de Scamozzi, induit équilibre et diffusion.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la convention du Patrimoine mondial de 1972, le polder de Beemster est un *site*. C'est aussi un *paysage culturel* tel que défini au paragraphe 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

Lagunes et deltas occupent la plus grande partie des Pays-Bas. Au cours des siècles, ces terres basses ont été rendues habitables grâce à la conquête de territoires et la protection contre les eaux. Un tiers des 3,4 millions d'hectares qui composent actuellement les Pays-Bas est situé en dessous du niveau de la mer. Sans la construction de digues et le drainage de l'eau excédentaire, 65% de la superficie des Pays-Bas seraient aujourd'hui immergés.

La région littorale nord de la péninsule de la Hollande-Septentrionale et de la mer des Wadden était autrefois constituée d'une succession de terres basses et marécageuses qui s'étendaient jusqu'au sud-ouest du Danemark. Les premières habitations furent construites sur des tertres qui offraient une protection contre les eaux, et cela avant que soient construits des murs et des digues. La « création » de nouveaux territoires résulte de la nécessité de lutter contre les inondations incessantes et fournit de surcroît d'excellentes terres agricoles.

Les facteurs ayant influencé le processus de la conquête de territoires sont au nombre de cinq : la disponibilité de capitaux à investir, un climat politique et économique stable, l'existence de moyens

techniques, l'esprit d'entreprise et le bon prix des terres arables.

La lutte contre les eaux a commencé dans le nord de la Hollande-Septentrionale, dans la zone située au-delà des eaux autrefois libres de l'IJ, en l'isolant de la mer. A partir du XVI^e siècle, tous les efforts tendent à éliminer l'eau des lacs et des marais situés à l'intérieur de cette limite. La conquête des terres a été réalisée par le drainage des grands lacs, en particulier dans le nord de la Hollande. Ce processus a été rendu possible par l'amélioration radicale des techniques de pompage et de drainage qui utilisaient le moulin à vent et la roue hydraulique. A partir de la fin du Moyen Age, toute la partie nord de l'IJ (*Hollands Noorderkwartier*) était fermée par un ensemble de digues. Toutefois, de vastes étendues d'eau subsistaient à l'intérieur de chacun des polders et le centre de la région était encore occupé par les grands lacs de Schermer, Purmer et Beemster. Il devint possible de conquérir davantage de terres avec la mise au point de digues comportant des vannes de régulation et des écluses. Ces aménagements sont parfois appelés les travaux du delta des XVII^e et XVIII^e siècles.

Dès le XV^e siècle on utilisa la force du vent pour drainer les polders à l'aide des moulins à vent qui actionnent les pompes à eau. Au XVI^e siècle, les améliorations techniques apportées aux moulins permirent le drainage de lacs plus grands. A partir du début du XVII^e siècle, il devint possible de drainer de grandes étendues d'eau comme le Beemster, en utilisant trois ou quatre moulins à vent en chaîne. L'invention de ce procédé est attribuée à Simon Stevin (1548-1620).

L'initiative de drainer l'eau du Beemster revient à plusieurs administrateurs prospères et riches marchands de la ville d'Amsterdam et à un certain nombre de hauts fonctionnaires de La Haye. En 1607 un droit d'exploitation fut accordé par le gouvernement des Provinces-Unies à seize personnes qui fondèrent la *Beemstercompagnie* chargée de réunir le capital nécessaire. Le droit d'exploitation fait mention de "travailler de manière à transformer des étendues d'eau en terres (arables)" Au total, 123 investisseurs bénéficièrent d'un retour sur investissement de 17% à l'achèvement du polder en 1612.

Avant le début des travaux, une carte du Beemster et de ses environs fut dressée par l'ingénieur Pieter Cornelisz Cort de Alkmaar, afin de déterminer les possibles conséquences de la construction de digues et de définir la manière de drainer le Beemster lui-même. Cort décéda en 1608 et son successeur, Lucas Jansz. Sinck, géomètre à Amsterdam, dessina la première partie de la digue du polder de Beemster. En 1608, la construction de la digue entre Purmerend et Neck fut confiée à une entreprise, de même que le creusement du canal de drainage jusqu'au Zuiderzee.

En 1611 Sinck fut chargé de tracer les routes et les canaux. La même année, les travaux de construction de ces derniers commencèrent et on délimita les

parcelles. Sur chacune d'elles, les propriétaires auraient le droit de creuser autant de canaux et de fossés qu'ils jugeraient nécessaire. Les terrains compris entre chaque route devaient avoir une superficie de 400 *morgen*, être divisés par des canaux en quatre unités de 100 *morgen* (1 *morgen* = 0.85ha). Il fut finalement décidé de diviser la terre en cinq parcelles qui, réunies, constitueraient des unités de valeur équivalente, car les sols pauvres seraient compensés par d'autres plus riches.

Les travaux de gros œuvre furent effectués à la pelle et à la pioche. Les pieux des fondations destinées à recevoir les écluses et les moulins à vents étaient enfoncés à l'aide de dispositifs manuels manœuvrés par 30 à 40 personnes. L'assèchement des terres se faisait au moyen des moulins à vent. Celui du Beemster nécessita la construction d'une série de quinze moulins à vent.

Le polder devint une réalité le 19 mai 1612 et en août 1612 les parcelles de terres étaient attribuées. Un arrêté municipal de 1616 précise les conditions de plantation des arbres et haies. Ainsi était créé à partir de 1620 un paysage « idéal » avec des routes bordées d'arbres. Au début, seuls les côtés nord et ouest devaient être plantés afin de permettre au soleil de sécher les routes encore détrempées.

Vers la fin du XIX^e siècle, les pompes à vapeur remplacent les moulins à vent et l'eau est refoulée vers le canal périphérique par trois stations de pompage. Au XX^e siècle, la vapeur fait place au diesel. Le Beemster est maintenant drainé par la station de pompage électrique entièrement automatique de Wouter Sluis sur le Westdijk (Middensloot) et par la station de pompage au diesel Jacobus Bouman sur l'Oostdijk (Oosthuizenloot).

Description

Le polder de Beemster est situé au nord d'Amsterdam et à l'ouest de Purmerend. Le Beemster était autrefois constitué d'un ensemble de tourbières entourées de digues et protégées de la mer sur le flanc ouest par les dunes du Kennemerland. Le Zeevang à l'est de Beemster et les Waterlant et Zaanstreek au sud étaient encerclés de digues. Entre ces polders demeuraient des étendues d'eau comme le Beemster et le Schermer et le bras de mer Ye.

A marée haute, l'eau du Zuiderzee remontait librement dans le Beemster via le Korsloot. Le Beemster à son tour se déversait dans le Purmer via le Weere, et dans le Schermer par le Zwet au niveau de Schermerhoorn, et enfin dans le Starnmeer via le Spijkerboor. Pendant quelques temps au début du XIV^e siècle, le Beemster fut fermé sur le côté nord-est et était coupé du Zuiderzee à cet endroit-là.

L'ancien Beemstermeer, qui fut autrefois la plus grande étendue d'eau de mer du Noorderkwartier des Pays-Bas, fut créé par les inondations répétées et l'effritement des tourbières basses après que le Zuiderzee eut fait irruption dans les terres. Le processus d'envahissement de la terre par la mer prit

fin vers 1100. Les dimensions actuelles du polder de Beemster correspondent à celles de l'ancien lac.

La terre fut attribuée par parcelles rectangulaires de 180m sur 900m. Les côtés les plus courts des parcelles sont reliés par un canal de drainage et une route d'accès. Cinq de ces parcelles forment une unité, un module de 900m carrés, et quatre de ces unités forment un grand carré de 400 *morgen*. L'orientation des parcelles correspondait autant que possible à celle des rives de l'ancien lac de manière à éviter la création de parcelles inutilisables le long de cette ancienne rive.

- *Les constructions dans le polder de Beemster*

La ferme à toit en cloche (*stolpboederij*), avec son plan carré caractéristique, convient particulièrement bien au dessin géométrique du polder. La ferme en elle-même est une unité modulaire géométrique flanquée d'étables, de silos à grains, de granges à foin, d'écuries et d'autres dépendances.

Il existe aussi des maisons de campagne avec leur jardin à la française conçues comme des fermes d'agrément (*lusthoven*) et des maisons rurales qui servent de résidences d'été pour des habitants des villes, essentiellement d'Amsterdam. Les fonctions décoratives et utilitaires des jardins guidaient de la même façon la création de vergers, de charmilles, de jardins aromatiques et de chemins. La plupart des constructions et des jardins disparurent cependant au XVIII^e siècle et il ne reste qu'un certain nombre d'entrées et de grilles monumentales menant à des fermes construites ultérieurement.

- *Agriculture dans le Beemster*

Les terrains drainés furent au départ consacrés à la production de céréales, mais ces cultures furent abandonnées au profit de pâturages, car le niveau élevé de l'eau et l'état du sol ne permettaient pas l'exploitation d'une terre arable. Jusque vers 1880, le Beemster fut essentiellement consacré à l'élevage bovin. Grâce à l'introduction des stations de pompage à vapeur, il fut possible de drainer l'eau plus profondément et de l'éliminer davantage, ce qui permit une grande extension de l'horticulture.

Actuellement, le Beemster est partagé entre l'exploitation de terres arables, les prairies pour la production laitière, l'horticulture sous serre, la production fruitière, 200ha étant consacrés à la culture de la tulipe.

- *Villages et routes du Beemster*

Sur les cinq centres résidentiels prévus dès l'origine au XVII^e siècle, seuls Midden-, West-, et Noordbeemster ont été effectivement construits. Zuid- et Oostbeemster sont devenus Zuidoostbeemster. De plus, un certain nombre d'autres centres se sont développés.

Les principaux canaux, orientés nord sud, et creusés parallèlement les uns aux autres sont le

Schermerhornersloot, l'Oosthuizenloot, le Middensloot, Draaiordersloot, et le Zuidersloot. D'est en ouest on trouve l'Oostersloot, le Beetstersloot, le Jispersloot et le Vrouwsloot, dont le tracé est également parallèle.

Le réseau routier est parfaitement rectiligne, conforme au dessin géométrique du polder. Au milieu se trouve le Middenweg, orienté nord-est sud-ouest. Parallèlement à celui-ci sont tracés le Purmerenderweg, le Nekkerweg et le Jisperweg. A Middenbeemster, le Middenweg croise le Rijperweg dont le tracé suit l'axe nord-ouest sud-est. Parallèlement au Rijperweg se trouve le Mijzerweg (la route la plus au nord), le Vrouwenweg (autrefois appelé le Westmyserpad), l'Oosthuizenweg, le Hobrederweg, le Rijperweg, et le Zuiderweg (la route la plus au sud).

Parmi les routes du polder, le Wormerweg a conservé son aspect ancien. Les arbres qui le bordent offrent une vision particulièrement frappante. Aucun arbre n'est planté à proximité des digues le long du canal collecteur ni du canal périphérique longeant le Beemsterringvaart à cause de leur fonction de barrage. Après la Deuxième Guerre mondiale, la digue fut plantée de peupliers. Ils forment un écran proéminent et dessinent nettement les limites du polder dans le paysage ouvert du Noorderkwartier.

Middenbeemster, situé à l'intersection du Middenweg et du Rijperweg, est la principale ville du Beemster. L'ancien marché aux bestiaux, correspondant à un espace ouvert de forme rectangulaire, se trouve à l'intersection de ces routes. L'église réformée, construite après 1621, s'élève dans l'angle sud-est. Une ancienne forge, une école et le manoir (Heerenhuis) sont également disposés autour de cette place. Les fermes monumentales à toit en cloche construites en bordure du Middenweg, dénommées Lepelaar, Eenhoorn, et Volgerweg, sont des éléments originaux situés en dehors du centre historique du village.

Westbeemster fut dès l'origine conçu comme hameau agricole situé à l'intersection du Jisperweg et du Hobrederweg. L'église et le cimetière furent implantés au nord du croisement des routes. Les bâtiments sont essentiellement des maisons d'habitation construites de façon linéaire en bordure du Jisperweg. La communauté catholique romaine de Beemster s'est installée dans ce village et une grande église néogothique, un couvent et quelques écoles religieuses catholiques furent construits aux XIX^e et XX^e siècles.

Noordbeemster, également conçu comme un hameau agricole, est situé au nord de Middenbeemster, sur le Middenweg. Les maisons des agriculteurs comportent un seul niveau et un toit pentu ou mansardé.

Zuidoostbeemster, qui a toujours été une région d'horticulture destinée à approvisionner Amsterdam, s'est considérablement développé. Le village est situé à l'intersection du Purmerenderweg et du Zuiderweg. A partir du milieu du XIX^e siècle, les fermiers du

Beemster s'installait ici pour prendre leur retraite, ce dont témoignent leurs maisons à un seul niveau (*rentenierswoningen*) construites en bordure du Purmerenderweg et du Zuiderweg.

Klaterbuurt était à l'origine une région destinée à la classe ouvrière. Les habitations des ouvriers agricoles s'appellent parfois des "cuisines." Quelques fermes anciennes à toit en cloche et les étables d'un ancien domaine agricole transformé en ferme, Rijperweg 17, sont des caractéristiques remarquables de la région.

Halfweg, situé sur le Volgerweg et à l'intersection du Nekkerweg, est également un ancien village ouvrier. Les maisons des ouvriers agricoles, construites parallèlement à la route, sont constituées de deux habitations réunies sous un toit en pente.

Cinq forts, une écluse d'inondation et deux vannes de régulation appartenant à la ligne de défense d'Amsterdam (*Stelling van Amsterdam*) se trouvent dans la partie sud du Beemster.

- *Gestion de l'eau du polder Beemster*

Le polder de Beemster produit de l'eau sur une superficie de 7220ha. Il existe des différences de niveaux à l'intérieur du polder. Une bande de terre orientée est ouest et passant par le milieu du polder est à 50cm en dessous des zones adjacentes. L'altitude moyenne est de 3,80m sous le niveau de la mer, de grandes étendues se trouvant à moins 4m ; les zones les plus élevées sont à 3m en dessous du niveau de la mer. Le polder est entouré d'une digue qui elle-même est surélevée par rapport aux digues situées de l'autre côté du canal périphérique. Ce type de construction a été réalisé afin de protéger les importants investissements réalisés dans le polder au cas où la digue du Zuiderzee céderait.

L'actuel Beemsterringvaart (canal périphérique du Beemster) et une partie du Groot Noordhollandsch Kanaal (1819-24) appartiennent au Schermerboezem (réservoir du Schermer). Le réservoir se déverse à la fois via des cours d'eau naturel et des canaux artificiels dans la mer des Wadden (près de Den Helder), dans l'IJsselmeer (via le Naamsloot à Lutje Schardam), et le Noordzeekanaal (le Canal). L'eau provient essentiellement de l'IJsselmeer.

Le Beemster est divisé en trois parties, chacune ayant son propre niveau d'eau : le Bovenpolder, le Middenpolder et l'Arenbergerpolder. Il existe deux zones plus basses dans le Middenpolder - le Hoge Kilpolder et le Lage Kilpolder. Le niveau des eaux en été et en hiver varie entre 10cm and 30cm. Les principaux cours d'eau des différentes parties du polder sont reliés par des caniveaux qui permettent l'écoulement de l'eau des zones les plus hautes dans les zones plus basses qui sont drainées.

Six écluses pratiquées dans les 45km de digue laissent pénétrer l'eau pendant l'été. Les canaux autour des forts sont alimentés par quatre de ces écluses, en plus des vannes d'inondation. Il existe une écluse

d'admission d'eau pour Kruisoord ou Hoogland dans la partie nord-est.

Gestion et protection

Statut juridique

Au niveau de l'Etat, la loi de 1988 sur les monuments définit comme monument d'Etat "tout ce qui est construit depuis plus de cinquante ans et qui présente un intérêt général en raison de son esthétique, de son importance pour la science ou de sa valeur historico-culturelle." Le Registre des monuments d'Etat comporte les paysages urbains pour lesquels il doit exister des plans réalisés par les autorités locales dans le cadre de la loi de 1985 sur le développement rural. Actuellement, 60 monuments de la municipalité de Beemster, dont les limites sont calquées sur celles du polder, sont des monuments protégés et une liste complémentaire de 17 autres bâtiments a été soumise à examen.

Des dispositions sont prises au niveau régional, provincial et municipal en faveur de la préparation et de la mise en œuvre de plans de zonage et d'utilisation des sols qui sont régulièrement mis à jour. La protection du patrimoine culturel fait partie intégrante de ces plans. Le polder de Beemster est un élément constitutif du paysage national de Hollande Septentrionale tel qu'il est défini dans le plan régional des terres humides de 1991.

Le décret de 1996 de la Province de la Hollande-Septentrionale concerne les monuments, les bâtiments et les paysages urbains et s'applique directement au polder de Beemster. En 1991, la municipalité de Beemster a adopté son propre décret portant sur les monuments ; il a été mis à jour en 1994.

Gestion

Conformément aux plans de zonage et d'utilisation des sols, la gestion est partagée à différents niveaux par la Municipalité de Beemster, l'administration Provinciale de Hollande-Septentrionale et le Waterschap De Waterlanden.

Ce dernier organisme est une agence de l'eau de type particulier aux Pays-Bas. Il a été créé en 1981 à la suite de la fusion de plusieurs services et s'occupe de la gestion de l'eau sur un territoire d'environ 35000ha qui comporte le Beemster. Il est entre autre responsable des plantations d'arbres le long des routes du domaine public dans le Beemster.

Les monuments d'Etat protégés sont placés sous la tutelle de la direction de la Conservation des Pays-Bas (*Rijksdienst voor de Monumentenzorg*) qui dépend du Ministère de l'Education, de la Culture et des Sciences. L'Association pour la Conservation de la nature des Pays-Bas (*Vereniging tot Behoud van*

Natuurmonumenten in Nederland) gère les forts de la Ligne de défense d'Amsterdam.

Tous ces organismes ont des programmes de conservation systématiques et prennent des mesures de protection et de conservation dans leur domaine de compétence.

Les limites de la zone proposée pour inscription sont clairement délimitées et logiques, du fait qu'elles suivent le tracé des digues et des canaux qui furent créés au début du XVII^e siècle au moment de la réalisation du projet du Beemster et qui ne subit aucune modification ultérieure. Il existe une zone tampon logique et appropriée, comprenant le canal de Hollande-Septentrionale et d'autres polders (et la ville historique de Rijpp), à laquelle s'applique une protection découlant de la loi néerlandaise précitée.

Conservation et authenticité

Le polder de Beemster est un paysage organique vivant qui évolue depuis plus de quatre siècles et continue de jouer un rôle important dans la vie économique des Pays-Bas. Avec l'évolution des conditions économiques et sociales, certains éléments tels que les fermes d'agrément et les moulins à vent ont disparu tandis que d'autres ont changé de fonction. L'économie de la zone, à l'origine essentiellement fondée sur l'agriculture, est actuellement diversifiée, l'accent étant mis sur la production laitière et l'horticulture, ce qui a modifié certains aspects du paysage.

Toutefois, la structure de base des digues, des canaux, des routes et de la colonisation définie au début du XVII^e siècle demeure intacte et authentique, car toute modification fondamentale mettrait l'intégrité physique de la région en péril.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le polder de Beemster en janvier 1999. L'ICOMOS a également bénéficié de l'expertise de son Comité scientifique international sur les jardins et sites historiques.

Caractéristiques

Le polder de Beemster représente un événement très important dans l'histoire de la conquête de terres. Il allie le génie des ingénieurs hydrographes néerlandais, qui devaient mener des projets similaires dans d'autres parties du monde, et un concept intellectuel, celui du paysage architectonique entièrement dessiné, issu de l'idéal classique et Renaissance, à savoir la « ville idéale », qui impose au paysage à la fois l'ordre social et spatial et qui opère la fusion des éléments naturels et ceux créés par la main de l'homme en un tout intégré et ordonné. Le polder de Beemster a exercé une profonde influence sur les entreprises d'assèchement ultérieures et sur les projets de façonnage du paysage en Europe et dans le monde.

Analyse Comparative

L'exemple du polder de Beemster fut rapidement suivi par d'autres projets réalisés aux Pays-Bas au XVII^e siècle, sous la pression d'une démographie en expansion rapide. Il devait servir de modèle à l'ambitieux projet du drainage du Zuiderzee, actuel IJsselmeer, entrepris au XX^e siècle. Aucun de ces projets ne peut cependant lui être comparé, car il représentait à l'époque une innovation et une audace technologique et intellectuelle incomparables.

Brève description

Datant du début du XVII^e siècle, le polder de Beemster est la plus ancienne région conquise sur l'eau aux Pays-Bas. Il a conservé intact son paysage régulier de champs, de routes, de canaux, de digues et de villages dessinés selon les principes urbanistiques de l'antiquité et de la Renaissance.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères i, ii, et iv* :

Critère i Le polder de Beemster est un chef-d'œuvre de planification créatrice dans lequel les idéaux de l'antiquité et de la Renaissance furent appliqués à la conquête d'une terre.

Critère ii Le paysage innovateur et imaginatif du polder de Beemster a eu un impact profond et durable sur les projets de reconquête des terres en Europe et au-delà de ses frontières.

Critère iv La création du polder de Beemster marque une étape majeure dans la relation entre l'homme et l'eau à une période cruciale d'expansion économique et sociale.

ICOMOS, mars 1999

Pachacamac (Pérou)

No 952

Identification

<i>Bien proposé</i>	Le sanctuaire archéologique de Pachacamac
<i>Lieu</i>	Département de Lima, province de Lima
<i>État partie</i>	Pérou
<i>Date</i>	5 août 1998

Justification émanant de l'État partie

De par son emplacement stratégique et la magnificence de ses constructions, le sanctuaire de Pachacamac illustre le génie créateur de l'homme. Il remplissait avec succès ses fonctions religieuses et socio-économiques. Cette construction était dédiée à une divinité suprême, le « créateur de l'univers », qui rendait des oracles dans ce site ; ce dernier devint le plus important lieu de pèlerinage de la côte du Pérou, attirant des pèlerins venus des quatre régions de l'empire inca. **Critère i**

En sa qualité de lieu de pèlerinage religieux pour divers peuples de la côte et des Andes centrales, le sanctuaire de Pachacamac faisait office de point de rencontre des cultures, où l'on pouvait ainsi partager des connaissances et des technologies qui furent appliquées au développement de cette cité. Ainsi, elle servit à transmettre la connaissance dans toute sa zone d'influence, l'unissant par la vénération du dieu Pachacamac et devenant un centre d'échange de valeurs sur le développement des arts monumentaux.

Des milliers d'heures et d'hommes furent consacrés à la construction des palais, temples, murs, rues, places et quartiers résidentiels, faits de millions de briques d'adobe préparées avec le plus grand soin, car les constructeurs étaient désireux de plaire au dieu et de le remercier, illustrant en cela l'une des plus grandes des valeurs de l'homme : la foi en son dieu. Cette dévotion se reflète également dans l'approche architecturale monumentale mise en œuvre dans la construction des divers monuments de la cité, tels le Vieux temple, le temple Peint et le temple du Soleil, qui occupent des positions dominantes dans le paysage et le tissu urbain.

Critère ii

Pachacamac est le témoignage unique et exceptionnel de l'occupation de cette vallée par les peuples andins depuis 200 avant J.-C. jusqu'à l'arrivée des Espagnols, en 1532. La cité sanctuaire a vu la grandeur et la chute des cultures de Lima (200 avant J.-C. – 500 après J.-C.),

de Huari (500-1000), d'Ichimay (1000-1450) et inca (1450-1532). Tout au long de cette longue période de développement culturel, Pachacamac conserva son importance religieuse et fut un objet de respect et d'adoration. Il fallut aux Espagnols quarante ans d'occupation pour chasser par la force les habitants du sanctuaire de Pachacamac. Toutefois, le culte du dieu se poursuivit pendant plusieurs générations. Aujourd'hui encore, une cérémonie est célébrée le 21 juin de chaque année, en reconnaissance de cet héritage ancestral.

Critère iii

Pachacamac, dieu des tremblements de terre, était l'une des divinités les plus vénérées du panthéon andin. Son sanctuaire fut mis à sac et abandonné peu de temps après l'arrivée des Espagnols.

Ceux-ci amenèrent avec eux des esclaves africains, qui adoptèrent à leur tour le culte de Pachacamac, profondément enraciné sur la côte péruvienne. Ainsi, une forme de symbiose religieuse qui dura presque un siècle conduisit un esclave africain à peindre l'image grossière d'un Christ noir sur le mur d'une église de Pachacamilla, en démonstration de la foi chrétienne imposée par les Espagnols. Cette image était censée avoir le pouvoir de commander aux tremblements de terre, pouvoir qu'elle tenait du dieu indigène Pachacamac. Le culte de cette divinité andine survit à ce jour, car le culte du Christ de Pachacamilla ou Seigneur des miracles, est l'occasion d'une grande démonstration de la foi catholique romaine au Pérou, au mois d'octobre de chaque année, et s'étend à d'autres régions du globe.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

La région de Pachacamac fut pour la première fois habitée pendant la période formative (1800-200 avant J.-C.), époque à laquelle une société théocratique construisit de nombreux temples pyramidaux dotés d'un plan en forme de U caractéristique. Aux alentours de 200 avant J.-C., diverses cultures régionales, aux sociétés à la hiérarchie rigide, firent leur apparition ; elles s'accompagnaient de structures politico-religieuses complexes, au sein desquelles les luttes se généralisèrent et le développement technologique atteignit des sommets.

L'une d'entre elles, la culture de Lima (200 avant J.-C. – 650 après J.-C.), créa de grands centres cérémoniels, tels que Pachacamac. Ces centres s'organisaient autour d'un groupe de grandes pyramides à degrés construites en petites briques d'adobe et entourées de nombre de structures plus petites, qui composaient de vastes zones

urbaines. On sait peu de choses des cultes de cette période.

Aux environs de 650, la culture de Huari apporta l'idéologie et l'iconographie de Nazca et Tiahuanaco dans la région côtière centrale, dont les cultures matérielles et idéologiques furent radicalement transformées. Les centres cérémoniels furent remplacés par d'importants peuplements urbains. Pachacamac, qui ne jouissait avant que d'un rôle secondaire, devint une capitale régionale politique et religieuse, et commença à interagir avec d'autres régions du Nord et du Sud. Pendant l'Horizon moyen (600-900), le culte de Pachacamac avait probablement conquis la plus grande partie des Andes centrales.

Pendant la période qui suivit (1000-1450), le développement régional culturel et politique connut un renouveau. Des entités politiques complexes, des royaumes ou *señorios*, tels que le *señorio* de Ichimay, dont la capitale était Pachacamac, virent le jour. Son influence religieuse et idéologique s'accrut énormément après la conquête inca. L'augmentation de la production des biens marchands et l'essor du prestige et de la quantité des tributs, comme l'illustrent les rapports archéologiques, démontrent comment le culte de Pachacamac s'étendit à tout l'empire inca.

Mais avec l'arrivée des *conquistadores* espagnols en 1532, le sanctuaire de Pachacamac fut pillé, quoique le site restât habité pendant quarante ans encore.

Description

La cité sacrée de Pachacamac se dresse sur un plateau désertique connu sous le nom de Tablazo, près de la bordure nord et de l'entrée de la vallée du Lurin. À l'ouest se trouvent des lacs et des marais, tandis que l'arrivée par le côté sud est interdite par des affleurements rocheux. Des murailles et un large canal construits par l'homme venaient compléter ces défenses naturelles.

L'intérieur se divisait en plusieurs quartiers, aux fonctions spécifiques. Le noyau, connu aujourd'hui sous le nom de *Secteur I*, est à peu près trapézoïdal, et couvre une surface d'environ 400 m sur 500 m ; il est délimité par un large mur de pierre et d'adobe qui date de 1100 après J.-C. Il abrite les principaux temples.

- Le *Vieux temple* est de forme cubique ; il se dresse au centre de l'enceinte. Il se compose de deux structures : un tertre de pierre à degrés, au sommet d'une colline rocheuse naturelle, est surmonté du Vieux temple lui-même, fait de petites briques d'adobe. Ses dimensions globales sont de 150 m sur 100 m ; il culmine à plus de 26 m. On compte plusieurs périodes de construction, du début du I^{er} siècle jusqu'au VIII^e siècle, époque à laquelle il fut remplacé comme lieu de culte principal par le Temple peint.
- Le *Temple peint* consiste en une plate-forme rectangulaire surélevée, avec des pentes à degrés entièrement faites d'adobe. Il est plus petit que le Vieux temple : 120 m sur 60 m, pour 15 m de haut.

Il a été construit au-dessus d'un autre édifice plus ancien, baptisé Temple rouge à cause de la couleur de ses murs peints. Le Temple peint servit de centre du culte de Pachacamac jusqu'à l'arrivée des Espagnols en 1532.

- Le *temple du Soleil*, qui s'élève au sud du temple Peint, sur une colline à la limite du sanctuaire, fut construit pendant la période inca, après 1450, sur les vestiges d'une ancienne structure datant de la culture de Lima. C'est un édifice massif (150 m sur 150 m, pour 25 mètres de haut) qui se compose de quatre plates-formes à degrés, faites en partie de pierre taillée et en partie d'adobe. On observe un certain nombre de petits bâtiments rectangulaires sur les vastes terrasses, où vivaient probablement les prêtres du culte du Soleil inca et leurs serviteurs.
- Le *Mausolée* est une vaste enceinte rectangulaire au nord du Vieux temple, délimitée par des murs de grosses briques d'adobe. À l'intérieur, des murs transversaux définissent de petites cellules. Les témoignages archéologiques indiquent que ce bâtiment était un mausolée pendant les périodes d'Ichimay et inca (1100-1532). Autour des bâtiments principaux, l'enceinte abrite également nombre de tombes de ces périodes et de celles plus anciennes.

Le *Secteur II* est situé entre les murs les plus récents et ceux du sanctuaire intérieur. Une zone aux constructions denses abrite les Temples inférieurs (pyramides à rampes), des groupes de places et d'autres importants édifices postérieurs à 1100 après J.-C. Un système de rues basé sur de grandes artères nord-sud et est-ouest se croisant approximativement à angle droit divise le secteur en quatre zones. Parmi les plus importantes structures, on dénote :

- La *place et les logements des Pèlerins* est une place partiellement fermée, de 320 m de long sur 60 m de large, qui date de la période inca (1450-1532). Deux doubles lignes parallèles de colonnes en adobe supportaient à l'origine de légers toits de branchages. On pense que les petites pièces rectangulaires au nord de la place servaient à loger les pèlerins. Son étroite relation avec les temples principaux du Secteur I indique que la place avait des fonctions religieuses.
- Le *temple d'Urpihuachac*, à l'ouest de la place des Pèlerins, est un petit tertre en adobe, seul vestige d'un groupe de temples de la période de Lima.
- On compte également quinze *pyramides à rampes*, de taille et d'orientation variées, mais partageant une configuration similaire. Il s'agit de pyramides à degrés, dont les différents niveaux sont reliés par des rampes centrales, qui partent de grandes cours rectangulaires auxquelles on ne peut accéder qu'indirectement de la rue. Des petites structures et des pièces carrées ou rectangulaires sont associées aux pyramides. Faites d'adobe, elles reposent sur des fondations de pierre. La construction des pyramides, dont on croit qu'il s'agissait de temples provinciaux ou familiaux, a commencé aux

alentours de 800 mais, sous la culture inca, elles perdirent leurs fonctions religieuses pour devenir des lieux de résidence.

- Le *palais de Tauri Chumpi* est un grand complexe architectural de la période inca, se composant de deux grandes cours entourées de pièces et de corridors dans le plus pur style inca.

Le *Secteur III* se trouve au nord de la zone du sanctuaire, entre les deuxième et troisième murs. Il abrite les vestiges d'édifices relativement modestes, quartiers des serviteurs du temple et logements pour les pèlerins.

Gestion et protection

Statut juridique

La *zone archéologique de Pachacamac* est protégée en vertu de la loi générale péruvienne sur la protection du patrimoine culturel national n° 24047. Elle a été délimitée et déclarée site protégé en 1983, par la résolution n° 740-83-ED du ministère de l'Éducation. Elle est inscrite au Registre des biens de l'Office national des archives publiques sous le n° 81836.

Cette protection a été renforcée par plusieurs mesures approuvées par la municipalité de Lima, notamment l'accord n° 113 de septembre 1997, qui déclarait la conservation et la promotion du tourisme à Pachacamac priorité d'intérêt public. Le plan de développement de la municipalité de Lima stipule en outre la protection et la conservation des sites et zones archéologiques sur son territoire.

Gestion

Pachacamac est la propriété de l'État péruvien, qui délègue ses responsabilités à l'Institut national de la culture, lequel est chargé de la protection du patrimoine culturel national. Il travaille en collaboration avec la municipalité de Lima et d'autres instances administratives, ainsi qu'avec le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Intégration.

La zone proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial couvre une superficie de 492,95 hectares et se compose de la zone du sanctuaire, laquelle a fait l'objet de fouilles approfondies, et d'un vaste secteur à l'ouest, dont on sait qu'il abrite toujours d'importants vestiges archéologiques.

La gestion et la conservation quotidiennes incombent au personnel du musée du site, sous l'égide de l'Institut national de la culture, une émanation du ministère de l'Éducation.

Des *Directives et profils généraux pour le plan de gestion du sanctuaire de Pachacamac* ont été rédigés en juin 1998, dans le cadre de la préparation du dossier de proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Ceux-ci ont été approuvés par la Commission technique d'archéologie de l'Institut national de la culture.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le sanctuaire a été abandonné en 1750, avec l'expulsion de la population autochtone par le vice-roi espagnol. Il fut alors pillé par les *conquistadores*, à la recherche de trésors. Peu à peu, au fil des siècles suivants, les fermiers locaux envahirent le site.

À la fin du XIX^e siècle, des visiteurs étrangers se rendaient à Pachacamac pour y faire des fouilles et rapporter des spécimens archéologiques destinés à des musées ou à leurs collections personnelles. Quand les recherches archéologiques commencèrent, au début de ce siècle, le nombre de fouilles illicites (*huaqueos*) s'accrut, tendance encouragée par le commerce des objets anciens.

Ce n'est que dans les années soixante que de sérieux efforts furent faits pour protéger le site. C'est ainsi qu'un musée du site fut créé, et un service de gardiens mis sur pied. Parallèlement commencèrent des travaux de nettoyage des principales structures du site, associés à un programme de fouilles. Il fut également officiellement ouvert au public.

Actuellement, une équipe archéologique belge effectue des fouilles sur le site, et un projet archéologique et ethnologique conjoint péruvien-japonais est prévu.

Authenticité

On observe deux techniques distinctes de construction à Pachacamac : des briques crues (adobe) de diverses tailles et des blocs de pierre taillée. Toutes deux ont été considérablement dégradées, en grande partie du fait de la proximité de la mer et de l'impact énorme de l'érosion saline.

En conséquence, différentes techniques de conservation ont été mises en œuvre par le passé. Julio C. Tello mena à bien une reconstruction extrêmement radicale dans les années quarante, et créa une réplique sur deux niveaux dotée d'un toit, dont le degré d'authenticité, des matériaux comme des techniques, est très réduit. Cependant, les interventions ont été moins drastiques sur la plus grande partie du site, et n'impliquaient en général qu'un remplacement limité des briques d'adobe par de nouvelles, fabriquées selon les techniques traditionnelles ou la simple pose sur celles-ci de couches sacrificielles d'adobe.

Pour ce qui est de l'authenticité globale du site, par conséquent, on peut juger que le degré en est élevé et parfaitement conforme aux prescriptions des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Pachacamac en février 1999.

Caractéristiques

L'importance culturelle et historique de Pachacamac est très élevée. Ce site a en effet joué un rôle très important dans la vie religieuse des peuples précolombiens d'une grande région, et une forme spéciale d'architecture, que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs dans les Andes à un tel degré de concentration, s'y est développée. C'était pendant la période précolombienne un lieu de pèlerinage majeur, qui conserve d'ailleurs ce rôle dans une mesure considérable aujourd'hui encore.

Analyse comparative

Les caractéristiques particulières de Pachacamac sont décrites à la section précédente. Le seul site archéologique qui pourrait lui être comparé, en termes de localisation côtière, d'envergure et de matériaux de construction, est Chanchan (Pérou), qui figure déjà sur la Liste du patrimoine mondial. Toutefois, il s'agissait là d'un centre urbain ; son tracé et son architecture en font plus un complément de Pachacamac qu'un point de comparaison directe.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La mission de l'ICOMOS a estimé que le plan de gestion du site (cf. rubrique « Gestion » ci-dessus) n'est pas approprié à une bonne gestion du site, car il ne définit ni tâches spécifiques ni calendrier de réalisation de celles-ci.

Le rapport de la mission commente également de façon négative des empiètements non autorisés sur le site archéologique, sur lesquels il semble difficile d'exercer un contrôle adéquat.

Les recommandations de l'ICOMOS sont les suivantes :

- Il est impératif de préparer un plan exhaustif de gestion et de conservation du site, impliquant une expertise pluridisciplinaire – archéologues, conservateurs, anthropologues, architectes, urbanistes, administrateurs, environnementalistes et biologistes.
- Le problème de l'empiètement non autorisé doit être résolu.
- Il convient de se pencher de toute urgence sur la recherche de nouvelles techniques de conservation de l'adobe. Aucune structure ne doit plus être ouverte ou explorée tant que des solutions satisfaisantes n'auront pas été trouvées.
- Les efforts de conservation doivent se concentrer sur les structures déjà révélées.

- Il convient de demander à l'UNESCO son assistance technique quant à la conservation et à la présentation du site.
- L'interprétation et la présentation du site doivent être améliorées, afin que les visiteurs, quel que soit leur niveau, puissent mieux le comprendre.
- L'accès du site doit être interdit aux poids lourds.
- Des itinéraires doivent être définis et signalés aux visiteurs.
- La lagune doit être réhabilitée.
- Il convient de planter des arbres pour séparer le site des bâtiments et des routes modernes.
- Le site doit être nettoyé, en particulier des décombres et du sable.
- Le musée doit être modernisé et ré-équipé de toute urgence.
- La sécurité doit être accrue et améliorée.

L'ICOMOS souhaite ajouter qu'il n'émet aucune réserve quant à l'importance culturelle de Pachacamac, qui mérite d'être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Cependant, conformément aux instructions du Comité du patrimoine mondial au sujet de la conservation et de la gestion des sites, il se voit obligé de faire la recommandation suivante.

Recommandation

Que l'examen de la proposition d'inscription soit *différé* dans l'attente de la préparation et de la mise en œuvre d'un nouveau plan de gestion et de l'amélioration des services existants (gestion des visiteurs, sécurité, etc.) conformément aux propositions de l'ICOMOS.

ICOMOS, mars 1999

Vigan (Philippines)

No 502rev

Identification

Bien proposé La ville historique de Vigan

Location Province d'Ilocos-Sur

Etat Partie Philippines

Date 30 avril XIX98

Justification émanant de l'Etat partie

Vigan, qui faisait partie du réseau des villes commerçantes d'Asie aux XVIII^e et XIX^e siècles, présente une architecture unique qui allie aisément les styles Ilocano, philippin, chinois et espagnol. Bien que construite en Asie tropicale et non dans le Nouveau Monde, c'est une ville de type colonial espagnol qui répond aux règles d'urbanisme définies dans la *Ley de las Indias* et qui, par conséquent, lie Vigan au réseau des villes coloniales d'Amérique latine. **Critère ii**

Vigan témoigne des traditions culturelles philippines et du mode de vie de ses habitants aux XVIII^e, XIX^e, et XX^e siècles. L'architecture locale, qui prévoit dans une même construction les locaux professionnels au rez-de-chaussée et l'habitation familiale à l'étage supérieur, reflète les liens profonds qu'elle entretient avec les pays asiatiques voisins où commerçants et entrepreneurs vivent et travaillent sur le même lieu. Ce mode de vie se traduit dans la ville de Vigan par des rues bordées d'échoppes où les maisons se dressent les unes à côté des autres en bordure de voies étroites. L'ensemble urbanistique de Vigan se compose d'un groupe de constructions qui, par leur architecture, leur unité et leur intégration dans le paysage, a une véritable valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire et de l'art. **Critère iii**

L'architecture de Vigan est un reflet authentique de ses racines. Les matériaux de construction - bois, pierre, coquillages (*kapis*) et terre cuite - proviennent de la région. Les maisons sont de style traditionnel *bahay na bato*, avec le rez-de-chaussée fermé par des murs de pierre et le niveau supérieur entièrement fait de bois. Certaines maisons de Vigan présentent une variante de ce style avec les deux niveaux construits en pierre ou en brique. **Critère iv**

Vigan est réputée pour être la dernière ville des Philippines à avoir conservé l'architecture et le plan urbanistique de la période coloniale espagnole. La modernisation et les progrès créent une forte pression en faveur de la transformation de nombreuses structures du centre de la partie historique de la ville ainsi que de la

zone tampon. Vigan est cependant déterminée à conserver son authenticité. **Critère v**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Avant l'arrivée des Espagnols, il existait un village indigène installé sur une île, constitué d'un groupe de maisons de bois ou de bambou sur pilotis. En 1572 le *conquistador* Juan de Salcedo fonda sur ce site une ville nouvelle, qu'il baptisa du nom de Villa Ferdinandina. Il en fit sa capitale lorsqu'il fut nommé Lieutenant Gouverneur (*Encomendero*) de la région d'Ilocos. Conçue comme un comptoir commercial plutôt que comme une forteresse, elle était l'établissement urbain le plus septentrional installé aux Philippines par les Espagnols.

A la fin du XVII^e siècle, une nouvelle forme d'architecture est née, qui alliait la construction traditionnelle avec les techniques de construction en pierre et bois introduites par les Espagnols. Les frères augustins introduisirent la brique pour leurs églises et leurs bâtiments.

Le siège de l'archidiocèse de la Nueva Segovia fut transféré à Vigan en 1758 qui devint le centre de l'activité religieuse de la région. En 1778, en raison de son expansion, elle fut rebaptisée Ciudad Ferdinandina.

Le fleuve Mestizo joue un rôle central dans le développement de la ville du XVI^e au XIX^e siècle : son delta pouvait accueillir les grands navires tandis que des petites embarcations assuraient la navette avec l'intérieur des terres. Il n'est toutefois plus navigable aujourd'hui en raison de l'ensablement qui, en outre, fait que la ville n'est plus une île.

En tant que principal centre commercial de la région, Vigan entretenait des liens commerciaux directs avec la Chine. En tant qu'escale dans le commerce par galion entre Manille et Acapulco, qui dura pendant toute la période coloniale espagnole, elle fournissait des marchandises qui traversaient le Pacifique à destination du Mexique puis de là gagnaient l'Europe en traversant l'Atlantique. Ces liens commerciaux ont favorisé des échanges constants entre les peuples et les cultures Ilocanos, philippins, chinois, espagnols et (au XX^e siècle) américains du nord.

Description

Vigan est située dans le delta de l'Abra, en bordure de la plaine côtière de la Mer de Chine, près de l'extrémité nord est de l'île de Luçon.

Le territoire municipal actuel couvre environ 27km². Il est divisé en neuf districts urbains (*poblaciones*) et trente villages ruraux (*barangays*). Près de la moitié de la superficie est encore consacrée à l'agriculture. La partie historique de la ville, qui est proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, occupe

une superficie de 17,25ha délimitée en deux endroits par les cours d'eau Govantes et Mestizo.

Le plan espagnol traditionnel de la ville en damier comporte une place principale en L, la place Salcedo dans la partie la plus longue et la place Burgos dans la plus courte. La première est dominée par la Mairie et le Capitole provincial et la seconde par la cathédrale.

Le plan de la ville est conforme au modèle urbain en quadrillé de la Renaissance décrit dans la *Ley de las Indias* qui s'applique à toutes les villes nouvelles de l'empire espagnol. Vigan se distingue cependant des villes de l'empire colonial espagnol implantées en Amérique latine par son centre historique (que l'on appelle Mestizo), où la tradition latine est tempérée par de fortes influences chinoises, Ilocanos et philippines. Comme son nom l'indique, dans ce quartier s'installèrent de riches familles métisses d'origine chinoise et Ilocano.

Les matériaux de construction utilisés à Vigan sont la terre cuite, le bois, les coquillages (*kapis*), la pierre et la chaux, qui sont des matériaux provenant de la région. L'architecture typique de la maison de Vigan s'inspire de l'habitation philippine traditionnelle, la *bahay kubo*, qui est une petite case d'une pièce construite en matériaux légers tressés (bois, bambous et paille) et reposant sur pilotis pour la ventilation et la protection contre les inondations de la mousson.

On ne trouve plus de ces maisons à Vigan, mais leur influence est discernable dans les maisons de pierre de plus grandes dimensions que sont les *bahay na bato*. Celles-ci possèdent une structure beaucoup plus solide, le niveau inférieur est construit en pierre et il est surmonté d'un étage à pans de bois et d'un toit à forte pente recouvert de tuiles, inspiré de l'architecture traditionnelle chinoise. Les murs extérieurs de l'étage supérieur sont percés de panneaux vitrés décorés de coquillages *kapis* et encadrés de bois, qui coulissent pour assurer une meilleure ventilation. La plupart des bâtiments existants ont probablement été construits entre le milieu du XVIII^e siècle et la fin du XIX^e siècle. Peu ont échappé aux réorganisations internes qu'il a fallu réaliser pour suivre l'évolution des usages qui a accompagné le déclin de la prospérité de la ville.

Les marchands et les négociants chinois menaient leurs affaires dans les bureaux et les entrepôts situés au rez-de-chaussée de leur maison, leur habitation se trouvait au niveau supérieur. Cette pratique est typique de la société chinoise et on peut l'observer dans d'autres villes d'Asie comme Penang, Singapour et les quartiers les plus anciens de Bangkok.

Le paysage urbain qui en résulte est d'une qualité spécifique qui ne se retrouve nulle part ailleurs. C'est une manifestation unique de la nature multiculturelle de la société philippine, laquelle résulte du mélange harmonieux d'éléments Ilocanos, philippins, chinois et nord américains et qui, au total, produit un ensemble homogène.

Outre l'architecture commerciale et résidentielle, Vigan possède un certain nombre de bâtiments publics qui eux aussi montrent des influences multiculturelles. Parmi ceux-ci, il faut citer la cathédrale Saint Paul (1790-1800), le Palais de l'archevêché (1783), le collège Saint

Paul (1892), la chapelle du cimetière catholique (1852), et le Capitole provincial de style néoclassique élevé au début du XX^e siècle.

Gestion et protection

Statut juridique

Vigan est actuellement protégée au niveau national par les instruments juridiques suivants :

- Décret présidentiel No 374, 1974 "modifiant certains articles de ... la Loi sur la protection et la préservation des biens culturels" ;
- Décret présidentiel No 756, 1975 "modifiant le décret présidentiel No 260 afin d'inclure dans son champ le quartier Mestizo, les maisons du père José Burgos et de Leona Florentino" ;
- Décret présidentiel No 1505, XIX78 "modifiant le décret présidentiel No 260, tel qu'amendé, visant à interdire toutes modification, altération, réfection et démolition non autorisées d'éléments architectoniques d'origine dans tous les sanctuaires, monuments et autres édifices nationaux importants"
- Décret-loi No 358, 1996 "créant une Commission présidentielle pour la restauration, la conservation et le préservation du village historique de Vigan"

Une nouvelle "Loi prévoyant la protection et la préservation du patrimoine culturel philippin..." devrait prochainement entrer en vigueur.

Au niveau local, l'Ordonnance No 05 "prévoyant la préservation et la protection des maisons ancestrales et autres biens de Vigan, province d'Ilocos-Sur, en particulier dans le quartier Mestizo" a été promulguée en 1990 par la municipalité de Vigan. A la suite de la deuxième Conférence internationale de Vigan en mars 1997, les Ordonnances municipales suivantes ont été approuvées par le Sangguniang Bayan (conseil municipal) :

- Ordonnance No 12 "définissant le centre et les zones tampon de la ville historique de Vigan ainsi que les paramètres historiques, pédagogiques, esthétiques et économiques qui président à sa préservation et à son développement" ;
- Ordonnance No 14 "définissant les orientations de la politique de conservation de la ville historique de Vigan."

L'Ordonnance qui prévoit la "création d'une Agence pour la conservation de Vigan" est encore à l'étude.

Gestion

Les espaces publics et bâtiments inclus dans la proposition d'inscription ont des régimes de propriété variables. Selon les cas, les bâtiments publics sont la propriété du gouvernement provincial d'Ilocos-Sur, de la municipalité de Vigan ou du diocèse romain catholique de Nueva Segovia, et la plupart d'entre eux sont accessibles au public. Toutes les maisons situées dans le centre de la ville ou dans les zones tampon sont des propriétés privées qui ne sont pas ouvertes au public.

Le centre de la ville et les zones tampon sont soigneusement définis afin de préserver le tissu et le paysage urbain. Cette mesure a été prise après que la proposition d'inscription ait été différée en 1987 du fait que les zones n'étaient pas correctement délimitées.

La responsabilité de la préservation du centre historique incombe officiellement à la Commission du Patrimoine Historique de Vigan créée par le décret-loi No 358 de 1996, en collaboration avec la municipalité de Vigan. De plus, la Commission entretient des liens avec la direction du Tourisme, l'Institut historique national, le Musée national, l'Administration Intra-muros (Manille), la Commission nationale pour la culture et les arts et les organisations non gouvernementales impliquées dans la conservation de la ville. Les biens de l'Eglise sont administrés par la Commission archidiocésaine pour la conservation du patrimoine culturel de l'Eglise.

Dans l'attente de la création de l'Agence spécialisée pour la conservation, la gestion quotidienne est assurée par la municipalité de Vigan.

Un série de plan d'occupation des sols et autres plans prend en compte les besoins particuliers de Vigan à des degrés divers. Parmi ceux-ci :

- Plan directeur national du tourisme aux Philippines, 1991- 2010 ;
- Plan de conservation du centre historique de Vigan, 1995 (Tourconsult/International pour la Commission de l'Union européenne) ;
- Plan directeur du développement du tourisme pour la Région I, 1992 ; Vigan, 1995 (direction du Tourisme) ;
- Plan de développement du Nord-Ouest de Luzon (Northwestern Luzon Growth Quadrangle Development Plan, 1995, Projet USAid) ;
- Plan d'investissement pour le Nord-Ouest de Luzon (Investment Promotion Package for the Northwestern Luzon Growth Quadrangle, 1997, Projet USAid) ;
- Mise en application des lois et réglementations : Plan d'action, 1996 (Commission du patrimoine de Vigan).

La deuxième Conférence internationale pour la conservation et le développement de Vigan, qui s'est tenue en 1997, a préparé plusieurs projets de politiques et d'ordonnances pour le développement et la préservation de la cité historique.

Des négociations sont actuellement en cours avec la Agencia Española de la Cooperación Internacional pour la préparation d'un "Plan global de conservation et de développement de Vigan".

Les fonds alloués aux projets de conservation proviennent actuellement du budget limité de la municipalité de Vigan. Les organisations non gouvernementales locales étudient des mécanismes de collectes de fonds ; des projets spécifiques ont bénéficié de financements privés. Une fois constituée, la Commission du patrimoine de Vigan, qui sera chargée de coordonner les programmes de conservation de la ville, recevra des fonds du gouvernement national.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

En 1975, le Musée national a entrepris une première action de sensibilisation des propriétaires et administrateurs de biens historiques à Vigan à la nécessité de suivre des règles de conservation appropriées. A cet effet un séminaire a été organisé au cours duquel il fut question du patrimoine de la ville et de la nécessité de le préserver. A l'issue de ce séminaire, un groupe d'architectes et d'ingénieurs a été mandaté par le Musée pour réaliser une étude sur les biens et mener une mission de conseil auprès des propriétaires sur les mesures de conservation nécessaires. Le manque de financement a cependant limité l'impact de cette action.

Le Plan de conservation du centre historique de Vigan, 1995 (se reporter plus haut) a effectué une enquête sur les bâtiments existants (56 maisons comportant un étage supérieur en bois, 130 maisons entièrement construites en maçonnerie ou briques), et constaté que 86 de ces structures étaient en bon état et 84 dans un état de conservation médiocre à mauvais.

Un inventaire détaillé de 120 maisons, financé par la Fondation Toyota, a été effectué en 1996 afin de servir de base au futur projet de conservation.

Authenticité

Le tracé des rues est totalement authentique et entièrement conforme au plan dessiné par les Espagnols au XVI^e siècle. L'authenticité de l'ensemble du paysage urbain et des espaces publics est également élevé.

Pour ce qui concerne les bâtiments, le manque de réglementation sur la conservation s'est traduit par l'utilisation de matériaux modernes comme l'acier galvanisé en remplacement des tuiles de couverture.

La prise de conscience de la nécessité de préserver l'authenticité de Vigan est récente. On voit émerger des pratiques de restauration et de conservation qui respectent l'authenticité de la ville laquelle a évolué au cours des siècles et qui puisent dans les ressources considérables que constituent les métiers traditionnels qui survivent aux Philippines.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Vigan en janvier 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Vigan est unique parmi les villes des Philippines car c'est la seule qui conserve en grande partie intacte son caractère colonial espagnol. Elle se distingue également par la manière dont les différentes traditions architecturales – européennes, Ilocanos, philippines et chinoises – se sont alliées pour créer un paysage urbain homogène de grande importance culturelle.

Analyse comparative

Vigan appartient à un groupe de grandes villes commerçantes d'Extrême-Orient dans lesquelles se mêlent des éléments asiatiques et européens, comme Malacca, Macao, Singapour et Hoi An. L'exemple le plus proche est probablement Hoi An où l'on trouve le même type de construction, combinant magasin et habitation, fortement influencé par le modèle chinois.

Vigan est cependant unique en ce qu'elle est la seule de ce groupe à conserver intact le plan rigide à damier des villes coloniales espagnoles. Les seuls exemples de ce type d'urbanisme parvenus jusqu'à nous se trouvent en Amérique latine, mais ceux-ci ne présentent pas la fusion multiculturelle de Vigan.

Observations et recommandations de l'ICOMOS pour les actions futures

La proposition d'inscription de Vigan sur la Liste du patrimoine mondial a été examinée par le Comité lors de sa 13^e Session à Paris en décembre 1989. Le Comité a recommandé qu'elle ne soit pas inscrite sur la Liste, mais a exceptionnellement "suggéré que les autorités philippines contactent l'ICOMOS et le Secrétariat afin d'étudier la possibilité d'élaborer une nouvelle proposition d'inscription composée d'éléments particulièrement significatifs du patrimoine historique très spécifique des Philippines" (Rapport du Comité, XIV.46.C).

L'ICOMOS avait recommandé le rejet en 1989 du fait que "ce bien culturel ne montrait pas d'exemplarité suffisante, et les caractéristiques urbaines et architecturales de Vigan n'étaient en aucun cas comparables à celles des villes espagnoles des Caraïbes comme Carthagène (Colombie) ou Trinidad (Cuba)." L'ICOMOS reconnaît maintenant que la comparaison avec les villes coloniales espagnoles d'Amérique latine et des Caraïbes n'est pas pertinente car les villes historiques doivent être évaluées dans un contexte régional et non pas mondial.

La mission d'expert qui a visité Vigan en Janvier 1999 a fait un certain nombre d'observations qui devraient être rapportées à l'Etat partie :

- Des modifications mineures sont suggérées concernant la délimitation de la zone centrale historique. Le collège de Vigan « Divine Word » situé dans la partie nord-est de la zone centrale, qui est une structure moderne à quatre niveaux, doit être exclu, de même que certains bâtiments dont l'usage ne convient pas (magasin de boissons, pompe à essence).
- De même, les limites de la zone tampon devraient être modifiées de manière à exclure l'ancienne école centrale de Vigan qui sert maintenant d'annexe à la gare terminale routière.
- La mission s'inquiète de ce que la Commission du patrimoine de Vigan, créée en 1996, ne soit pas complètement opérationnelle, apparemment par manque de personnel professionnel. Il y a également un problème de dédoublement des responsabilités entre la Commission et le Musée national, qui est l'organisme auquel toutes les demandes relatives

aux bâtiments historiques protégés doivent être adressées.

- L'ordonnance municipale devant créer l'Agence pour la Conservation était sur le point d'obtenir l'agrément lorsque la mission a eu lieu. Etant donné qu'elle prévoit la constitution d'une équipe de spécialistes de la conservation, l'ICOMOS craint que cela ne crée un problème de répartition des tâches dans un avenir proche.

L'ICOMOS recommande qu'il soit demandé à l'Etat partie : a. de modifier légèrement les limites des zones centrale et tampon de manière à les rendre plus conformes pour l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial et b. de délimiter clairement les responsabilités et les compétences de chaque organisme - existant et en cours de création - impliqué dans la préservation de la ville historique, afin d'éviter tout conflit d'autorité et une éventuelle répétition du travail.

Brève description

Vigan est l'exemple le plus intact de ville coloniale espagnole fondée au XVI^e siècle en Asie. Son architecture reflète la réunion d'éléments culturels en provenance d'autres régions des Philippines, de Chine et d'Europe, ce qui crée une culture unique et un paysage urbain sans équivalent en Extrême-Orient.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'Etat partie, en demandant la modification des limites de la zone proposée pour inscription et de sa zone tampon, comme le suggère l'ICOMOS, et la définition claire et sans ambiguïté de la structure de conservation du bien proposé. Si ces informations sont fournies et jugées acceptables, l'ICOMOS recommande que le bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii Vigan représente une alliance unique de la conception architecturale et de la construction asiatiques avec les caractéristiques urbanistiques et architecturales coloniales européennes.

Critère iv Vigan est un exemple exceptionnellement intact et bien préservé de ville commerçante européenne en Extrême-Orient.

ICOMOS, mars 1999

Kalwaria Zebrzydowska (Pologne)

No 905

Identification

<i>Bien proposé</i>	Kalwaria Zebrzydowska : ensemble architectural maniériste et paysager et parc de pèlerinage
<i>Lieu</i>	Voïvodie de Bielsko-Biala, District de Kalwaria Zebrzydowska
<i>Etat partie</i>	République de Pologne
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant l'Etat partie

Dans son ensemble, le parc du calvaire maniériste Kalwaria Zebrzydowska constitue un bien culturel unique et exceptionnel composé de quarante-quatre édifices nichés dans un grand et bel espace naturel et disposés selon un savant système défini en fonction du contenu, du rôle et de la forme. Ce système, dominé par la nature, est un paysage historique unique au monde (**critère ii**). C'est aussi un superbe exemple de paysage de calvaire, représentatif de ce type de site (**critère iv**). Il renferme des messages symboliques majeurs au niveau des idées et du contenu, traduits en langage théâtral religieux traditionnel dans un décor naturel paysager. L'ensemble associe des effets de forme et des valeurs architecturales à un contenu symbolique et idéologique (**critère vi**).

Catégorie de bien

En terme de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*. C'est aussi un *paysage culturel* tel que défini à l'article 39 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Histoire et description

Histoire

Les travaux de construction du Calvaire commencèrent en 1600 sur ordre de Mikolaj Zebrzydowski, seigneur de Cracovie. Il y fit construire la chapelle de la Crucifixion et un petit ermitage sur les pentes du mont Zar où il avait l'habitude de se retirer pour méditer.

Puis les moines bernardins (cisterciens), Tomasz Bucki et Ludwig Boguski, le persuadèrent d'agrandir son

projet d'origine et d'édifier dans le paysage de nombreuses chapelles dont la forme et l'idée s'inspireraient de Jérusalem. Ce lieu serait destiné non seulement aux habitants de la région mais aussi aux croyants de toute la Pologne et des pays voisins.

Les plans du site sont dus à l'éminent mathématicien, astronome et topographe Feliks Zebrowski. Il se basa sur le paysage de Jérusalem au temps du Christ, utilisant un système de mesure qu'il avait mis au point afin de reproduire symboliquement le paysage urbain de Jérusalem sur le paysage naturel. Il fit usage de la topographie naturelle. Ainsi le mont Lackaranska représente-t-il le Mont des Oliviers et le mont Zar, le Golgotha.

Les sites choisis pour les chapelles, qui retracent les étapes de la vie de Jésus et les stations du chemin de croix, étaient reliés par des chemins tracés à travers la forêt et furent d'abord marqués par une simple croix. Celles-ci furent remplacées par des chapelles, dont la quasi-totalité fut construite entre 1605 et 1632. L'architecte des chapelles, le belge Paul Baudarth, a transmis l'influence de l'architecture Maniériste des Pays-Bas. En 1632 un mur encercla le site – il n'existe plus aujourd'hui – pour symboliser les limites de la Ville Sainte, de même qu'un réseau de chemins qui reliait les dix chapelles consacrées à la vie de la Vierge Marie.

Seules quatre chapelles furent ajoutées – celles dédiées à la troisième chute du Christ (1754), aux saintes Femmes (1782), à saint Jean Népomucène (1824) et à l'ange (1836). Le premier pont des Anges a été remplacé en 1907 par une nouvelle structure.

L'église de Notre-Dame-des-Anges et le monastère des bernardins sont l'œuvre de l'architecte italien Giovanni Maria Bernardoni. Toutefois, il ne termina pas les travaux qui furent repris par Baudarth en 1609. Le monastère fut considérablement agrandi en 1654-1656 et prit l'apparence d'un château baroque. Une chapelle des pèlerins, de style baroque, fut ajoutée à l'église en 1658-1667 afin de recueillir l'icône miraculeuse de la Vierge. L'église n'a pas été modifiée depuis le XVII^e siècle, mais le monastère fut encore agrandi au début du XIX^e siècle.

Lorsque le monastère fut fondé en 1617, les habitants de la ville de Kalwaria Zebrzydowska qui s'était agrandie eurent la possibilité de louer une partie des terres appartenant au parc du calvaire. Ils commencèrent par défricher pour créer des pâtures et, au milieu du XVIII^e siècle, ils eurent l'autorisation de construire des maisons sur leurs parcelles. Un processus de reboisement a été entamé au début du XIX^e siècle.

Au début du XVIII^e siècle, la famille Czartoryski, propriétaire du parc, construisit un palais près de l'église des pèlerins, qui fut en grande partie détruit au XIX^e siècle. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la parcelle sur laquelle se trouvait cette demeure ainsi que certains bâtiments annexes qui avaient survécu, devinrent propriété de l'Etat qui y construisit un séminaire.

Les archives historiques montrent que Kalwaria Zebrzydowska a reçu de nombreux nobles et royaux visiteurs ainsi que des pèlerins. Beaucoup étaient attirés par les représentations religieuses et les cérémonies qui y étaient organisées. Dès 1613 Mikolaj Zebrzydowski avait reçu l'autorisation de fonder une confrérie religieuse pour organiser des cérémonies religieuses de ce type. Les paysans de la région se joignaient aux moines bernardins à Pâques pour prendre part aux représentations théâtrales de la Passion du Christ. Ces manifestations religieuses furent réprimées pendant l'occupation autrichienne, mais elles furent ranimées en 1947. En plus de la procession de la Passion à Pâques, une cérémonie semblable se déroule lors de la fête de l'Assomption de la Vierge Marie en août.

Description

Kalwaria Zebrzydowska se niche entre les vallées des affluents de la Vistule, la Skawa et la Raba, et s'inscrit entre les monts Zar et le mont Lanckoronska. La région est actuellement très boisée grâce au reboisement effectué au XVIII^e siècle. Les ruines de deux châteaux médiévaux encadrent le paysage sur les pentes de ces deux montagnes.

Le parc paysager tire partie des caractéristiques naturelles du site pour compléter et équilibrer les œuvres humaines. La disposition des édifices dans le paysage fait de ce site un exemple exceptionnel de parc maniériste : des caractéristiques des parcs et jardins de la Renaissance italienne et du baroque français se mêlent à la liberté et à l'irrégularité du maniérisme. Le plan général est en forme d'ellipse, d'une superficie d'environ 400ha. Les principaux édifices sont disposés sur le pourtour de cette zone et reliés par des chemins et des routes qui symbolisent ceux de l'ancienne Jérusalem et que les pèlerins empruntaient pour suivre pas à pas la Passion du Christ.

Une des caractéristiques du maniérisme est de multiplier les points de vue et les perspectives entre les différents édifices, ainsi que les panoramas magnifiques, non seulement sur le parc lui-même, mais aussi sur les Tatras et sur la ville de Cracovie.

Les chapelles et les églises complètent la composition du parc. Elles surgissent à l'improviste de l'épaisseur des bois ou ponctuent de longues allées. Les chapelles montrent un degré élevé d'originalité dans les formes et les compositions, parallèlement à une attention particulière au détail. Leur caractéristique la plus frappante est la diversité des formes qui s'inspirent de leur signification symbolique (comme par exemple la chapelle du Cœur de la Vierge Marie dont le plan est en forme de cœur). Les plans vont de la simple ellipse (la maison du Caïphe) au triangle (la maison d'Anne) à des formes plus complexes telles qu'un triangle lié à deux demi-cercles (la maison de Notre Dame), une croix grecque (la maison de Pilate), un plan rectangulaire avec des absides semi-circulaires (le Saint Sépulcre), un octogone contenant un carré (l'Ascension), un rectangle allongé (la Cène) et un carré flanqué de pilastres aux quatre coins (la porte Est de Jérusalem).

Les façades sont tout autant imaginatives et variées. Les matériaux et les techniques utilisés sont variés – pierre brute et brique, pierre de parement, briques brutes et briques enduites ; toits de cuivre, de zinc ou de tuiles vernissées. Les détails des façades rappellent nettement les Pays-Bas. Bandeaux et larges entablements divisent les façades horizontalement tandis que demi-colonnes ou pilastres les ponctuent verticalement. Des éléments des ordres toscan, ionique et composite, animés de visages, décorent les encadrements de portes et de fenêtres. Les petites fenêtres sont de formes diverses, souvent circulaires ou ovales. Parmi les autres éléments de décors, on trouve des tresses, des arcades aveugles et des pendants ornés ou non. Plusieurs chapelles ont des chaires en pierre, brique ou bois se détachant des façades. La couleur est utilisée savamment, par la diversité des matériaux et des peintures. Plusieurs chapelles ont des dômes richement décorés de stuc.

Par opposition, les décors et le mobilier intérieurs sont simples. De nombreuses chapelles renferment des blocs portant l'inscription *Terra Santa*, indiquant qu'elles contiennent de la terre de Jérusalem.

Il y a deux grandes églises à Kalwaria Zebrzydowska. L'église du Tombeau de la Vierge de style baroque est construite en cailloutis et en blocs de pierre pour les ornements et la base massive sur laquelle elle repose. L'église est de plan rectangulaire avec une abside orientée et un porche d'entrée ou narthex à l'ouest. Elle comporte deux niveaux, la partie inférieure représentant le tombeau lui-même et l'étage supérieur, l'Ascension. Son toit en bâtière est surmonté d'une mince flèche centrale.

L'église de la Crucifixion est de plan rectangulaire allongé, l'intérieur est divisé en deux parties par des voûtes composées et le toit en bâtière est surmonté d'une flèche. La façade composée de trois parties possède trois entrées et quatre saillies. Des pilastres doubles de style toscan soutiennent un large entablement décoré de frises représentant des sujets symboliques.

L'église Notre-Dame-Des-Anges et le monastère des bernardins, situés au sommet des pentes du mont Zar dominent le paysage. L'église possède une seule nef et un chœur allongé fermé par le maître-autel. Trois chapelles surmontées de dômes s'ouvrent sur le côté sud. La façade à deux étages est surmontée d'un fronton triangulaire flanqué de deux tours à toiture baroque. L'intérieur richement décoré est de style baroque et le chœur comporte quelques stalles sculptées exceptionnelles.

Le monastère construit autour de deux cloîtres intérieurs se trouve au nord de l'église. Il possède une façade à trois niveaux et cinq ornements en saillie, il est couronné de corniches à lunettes.

Un certain nombre de bâtiments séculiers sont édifiés dans le parc. Ce sont des pavillons qui pour la plupart bordent les avenues. Les premiers, datant du XVIII^e et du XIX^e siècles sont en bois dans le style particulier de la région. Ils comportent généralement un étage, un

grenier et des vérandas en façade. Les toitures en bâtière sont faites en différents matériaux.

Gestion et protection

Statut juridique

L'ensemble du parc est un monument protégé car il est inscrit sur la liste des monuments historiques de la Voïvodie de Bielsko-Biala. La protection ainsi offerte est définie dans la Loi polonaise de la protection des biens culturels de 1962 amendée ultérieurement, et le Code de la procédure administrative.

Il est soumis aux politiques spéciales du Plan général local du développement de la ville et du District de Kalwaria Zebrzydowska, approuvé en 1982. Une partie est couverte par le plan correspondant du District du parc de Lanckorona.

Gestion

Le paysage culturel de Kalwaria Zebrzydowska et ses avenues traversant le parc, ses chapelles, ses prairies et ses forêts de la partie nord-est, sont la propriété du monastère des bernardins. Les forêts du mont Zar sont en partie la propriété du monastère et en partie celle de l'Etat. La forêt de Lanckorona ainsi qu'un certain nombre de petites exploitations agricoles et de zones résidentielles sont divisées en plusieurs propriétés privées.

En tant que monument historique national, Kalwaria Zebrzydowska relève de la compétence du Service de l'Etat pour la Protection des Monuments. A ce titre, des fonds destinés à la conservation lui sont attribués par le ministère de la Culture et des Arts par l'intermédiaire du Coordinateur général des Monuments et du Conservateur régional des Monuments.

La gestion locale est confiée au propriétaire, à savoir le monastère des bernardins qui travaille avec le Conservateur du District qui représente l'Etat. Ce dernier est employé par le Conseil de la ville et par le District de Kalwaria Zebrzydowska et travaille en collaboration avec l'architecte de la ville. Le monastère est doté d'un conseil scientifique composé d'architectes, d'architectes paysagers, de conservateurs des monuments historiques, de spécialistes des jardins historiques, d'historiens d'art, etc. Ce corps supervise les personnes responsables des chantiers et les conseillent sur les politiques de conservation et de gestion.

Il n'existe pas de plan global de gestion pour le parc. Toutefois, il existe un programme constamment remis à jour de projets de restauration et de conservation convenu entre les responsables de la gestion du parc et approuvé par le conseil scientifique. Actuellement, sont en cours ou prévus les projets suivants : rénovation et consolidation des églises et des chapelles, conservation des décorations intérieures, entretien des routes du parc,

gestion de la végétation et contrôle du développement immobilier dans le parc.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Depuis sa création, le calvaire est placé sous l'autorité et la gestion du monastère des bernardins. Plusieurs campagnes de restauration ont été menées par les pères supérieurs successifs de la communauté de Kalwaria Zebrzydowska : au milieu du XVIII^e siècle, à trois reprises au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La plus grande partie des travaux, qui visaient la consolidation des fondations des chapelles, le remplacement des matériaux de couverture et des structures et la conservation des intérieurs, a été effectuée par les moines eux-mêmes, bien qu'il ait été fait appel à des spécialistes pour réaliser certaines tâches spécialisées comme la conservation et la restauration des peintures.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le parc fut nationalisé et devint domaine de l'Etat. Parallèlement, on a tenté de limiter l'usage du calvaire par les pèlerins. En 1981, le classement du calvaire comme monument protégé a permis d'améliorer la situation, mais cela a coïncidé avec la construction de nouvelles habitations privées dans la zone et la création de nouvelles routes d'accès. Cela a suscité une série d'interventions de la part du Conservateur régional des monuments. En 1986, le poste d'Architecte du parc a été créé puis remplacé en 1992 par le poste de Conservateur des monuments par celui de Conseil de la ville et du District de Kalwaria Zebrzydowska.

Il a d'abord été procédé à une étude pour le rétablissement du réseau des routes et des avenues, qui a abouti à une réglementation de la circulation, à la réhabilitation de la végétation et à la conception et la construction de nouveaux bâtiments. Une grande partie de la zone des avenues a ensuite été restituée par l'Etat au monastère des bernardins. Le plan de développement de 1994 a mis les avenues sous contrôle strict en tant que zone de conservation du parc paysager et en même temps des zones tampon ont été constituées pour l'ensemble du site.

Actuellement, la construction de nouvelles maisons d'habitation dans la zone protégée est interdite et un contrôle est effectué sur les bâtiments dans la zone tampon. La forêt fait l'objet d'une exploitation contrôlée intensive pour le bois de charpente.

Authenticité

Kalwaria Zebrzydowska conserve globalement son authenticité en tant que paysage culturel. Les réalisations humaines et l'environnement naturel, totalement préservés, conservent presque intacts les liens symboliques et topographiques du plan de 1604.

Les créations de l'homme ont été soigneusement préservées par la communauté des bernardins au cours des siècles. Les travaux de conservation ont été réalisés avec soin et dans le respect de l'authenticité des matériaux et des techniques.

L'authenticité des fonctions est également intacte, car le Calvaire attire toujours les pèlerins qui viennent voir ce paysage qui symbolise la Passion du Christ et la vie de la Vierge Marie.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Kalwaria Zebrzydowska en janvier 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité international Scientifique des Jardins et Sites historiques.

Caractéristiques

Kalwaria Zebrzydowska est un ensemble de constructions exceptionnel dans un paysage naturel d'Europe centrale, une représentation symbolique des éléments du paysage urbain de Jérusalem au temps de la Passion de Jésus Christ, un lieu de pèlerinage depuis quatre siècles, parvenu intact jusqu'à nous.

Analyse comparative

Le concept du Calvaire - groupe de chapelles disposées dans l'espace symbolisant le chemin de croix du Christ dans un paysage urbain ou un paysage ouvert (*Sacri Monti*) - a évolué dans le temps. Il a pris une importance particulière au moment de la Contre-Réforme à la fin du XVI^e siècle, et fut aidé en cela par la publication de la reconstitution par Androchomius en 1584 d'un plan exact de Jérusalem à l'époque du Christ.

Beaucoup ont été construits au XVII^e siècle en Italie, dans la péninsule ibérique, les Pays-Bas et en Europe centrale, sous des formes très variées. Kalwaria Zebrzydowska appartient au petit groupe des « grands calvaires » qui sont de vastes projets s'étendant sur de grandes superficies dans des paysages qui possèdent des caractéristiques topographiques particulières et adoptent une approche dérivée de la conception du parc baroque. Kalwaria Zebrzydowska est d'une importance particulière en raison de la manière dont les routes et les avenues sont disposées entre les chapelles, amplifiant leur signification symbolique.

En Italie, un certain nombre de ces calvaires sont préservés dans le cadre de parcs naturels nationaux ; Plusieurs *Sacri Monti* de ce type sont maintenant préservés et protégés dans le Piémont, par exemple. Leur préservation est cependant presque uniquement liée à leur valeur historique, l'élément religieux étant subordonné et le pèlerinage n'étant pas considéré comme essentiel à leur gestion et leur présentation. Kalwaria Zebrzydowska, par opposition, joue encore un rôle spirituel prédominant dans la vie du peuple polonais et sa gestion est toujours confiée à la communauté monastique qui en est le gardien depuis le début du XVII^e siècle.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

L'ICOMOS s'inquiète du projet de jardin néobaroque près du nouveau séminaire, à l'emplacement du palais des Czartoryski. Ce projet moderne ne conviendrait pas à l'environnement dans lequel il s'insérerait. Il faut envisager quelque chose de beaucoup plus simple qui utilise le verger existant, et créer un jardin plus en harmonie avec les bâtiments qui l'entourent.

Les poteaux métalliques modernes qui environnent la zone de pèlerinage sont surmontés pendant la saison touristique par des haut-parleurs, des drapeaux et autres accessoires. Ils sont totalement hors contexte et devraient être remplacés par des équipements plus discrets.

Il y a un groupe de maisons anciennes pittoresques près de la basilique. Elles ne sont pas la propriété du monastère des bernardins qui ne peut en contrôler le développement, de sorte que certaines ont été "modernisées" avec des matériaux et des techniques impropres. D'autres portent de grandes antennes paraboliques sur leur façade. Il conviendrait de prendre des mesures pour améliorer leur apparence et empêcher tout enlaidissement de ce type.

Au vu de ce qui précède, l'Etat partie pourrait envisager de rétablir les droits de pleine propriété au monastère des bernardins qui s'est montré parfaitement apte à gérer et à conserver la zone proposée pour inscription.

Il n'existe pas de plan de gestion du parc de Kalwaria Zebrzydowska, tel que l'entend le Comité du Patrimoine mondial (*Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* paragraphe 24.b.i) bien que certains éléments d'un tel plan soient déjà en place. L'Etat partie devrait sans délai travailler avec les différentes institutions concernées à la préparation de ce plan pour le soumettre au Comité pour évaluation.

Brève description

Kalwaria Zebrzydowska est un exemple de paysage naturel quasi immuable depuis le XVII^e siècle dans lequel s'inscrivent des lieux symboliques de dévotion relatifs à la Passion de Jésus Christ et à la vie de la Vierge Marie. C'est encore aujourd'hui un lieu de pèlerinage.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'Etat partie, en lui demandant de préparer un projet de plan de gestion du bien pour évaluation avant la réunion du Comité du patrimoine mondial de décembre 1999. Au cas où ce projet serait fourni et favorablement évalué, l'ICOMOS recommande que le bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii Kalwaria Zebrzydowska est un monument culturel exceptionnel dans lequel le paysage naturel a été utilisé comme cadre d'une représentation symbolique de la Passion du Christ sous la forme de chapelles et d'avenues. C'est donc un paysage culturel d'une grande beauté et d'une grande qualité spirituelle dans laquelle les éléments naturels et ceux dus à l'homme se marient harmonieusement.

Critère iv La Contre-Réforme à la fin du XVI^e siècle conduisit à la multiplication des calvaires en Europe. Kalwaria Zebrzydowska est un exemple exceptionnel de ce type de paysage à grande échelle, qui intègre la beauté naturelle, les objectifs spirituels et la conception d'un parc selon l'idéal baroque.

ICOMOS, mars 1999

Litomyšl (République tchèque)

No 901

Identification

<i>Bien proposé</i>	Château de Litomyšl
<i>Lieu</i>	Province de Bohême, Région de Bohême orientale
<i>Etat partie</i>	République tchèque
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

Le château de Litomyšl est l'un des plus remarquables exemples parmi les châteaux à arcades de Bohême et de Moravie construits au XVI^e siècle, et dont le style architectural, inspiré de la Renaissance italienne, fut porté à son paroxysme en terre tchèque. L'analyse architectonique du château de Litomyšl a conduit à l'idée nouvelle que les châteaux à arcades des terres tchèques sont un genre à part entière qui s'inscrit dans le mouvement de la Renaissance en Europe. Ces châteaux à arcades sont profondément liés à la Renaissance italienne mais, conçus indépendamment, ils possèdent une grande originalité de conception. Le château de Litomyšl tient une place importante dans cette catégorie de châteaux, non seulement à cause de sa haute qualité artistique mais aussi parce que son architecture Renaissance a été largement préservée. Les façades ont gardé leur apparence presque intacte. Leurs pignons richement découpés et leurs sgraffites à la fois ornementaux et figuratifs ne se retrouvent dans aucun autre édifice dont le style approche celui du château de Litomyšl. Sa plastique et son architecture, d'une facture exceptionnelle, ainsi que l'authenticité et l'originalité de l'ensemble comme du détail placent ce château au rang des plus remarquables exemples d'architecture d'Europe centrale – et bien sûr d'Europe. **Critère i**

Une comparaison s'impose entre les châteaux à arcades Renaissance d'Europe centrale, d'Allemagne, de Pologne, des pays alpins et du bassin du Danube.

Les châteaux à arcades d'Allemagne, ayant une structure architectonique différente de celle des châteaux des terres tchèques, sont exclus de ce groupe. Les châteaux d'Autriche demeurent dans ce groupe mais les exemples intéressants construits à la même époque atteignent rarement la qualité de réalisation des édifices tchèques. Les exemples polonais sont rares. En Europe centrale, la République tchèque domine sans nul doute par le nombre des châteaux, la diversité des réalisations, la richesse architectonique et le niveau artistique élevé des œuvres.

Reste à comparer les châteaux à arcades des terres tchèques et les exemples architectoniques de leur pays d'origine, l'Italie. A première vue, il semble que par leur supériorité quantitative, leur grande variété et leur plus grande qualité architectonique, les palais à arcades italiens sont uniques et incomparables. Des études comparatives ont donc été menées à ce sujet et ont abouti aux conclusions suivantes : par la pureté exceptionnelle de leur style, les châteaux de Moravie et de Bohême ont un lien direct avec les exemples italiens sans cependant en être de pâles copies de province. Ces œuvres architecturales puisent leur inspiration dans le premier style de la Renaissance italienne qu'elles ont ensuite développé. Les châteaux à arcades tchèques représentent l'apogée des exemples architectoniques italiens. Les motifs d'arcades voûtées qui embrassent deux niveaux, rares en Italie, sont très impressionnants.

Litomyšl n'est pas le seul château de Bohême et de Moravie à comporter des cours à arcades ; nombre d'entre eux possèdent des caractéristiques architectoniques splendides et des formes d'une grande pureté ; mais seul le château de Litomyšl a préservé intacts ses admirables pignons, dont les silhouettes compliquées, aux lointaines origines italiennes, ont reçu, par leur naissance tchèque, un renouveau de dynamisme et une grande originalité d'expression.

Le château de Litomyšl est par conséquent une œuvre unique dans le mouvement architectural de la Renaissance européenne, ce qui le met en droit de revendiquer pleinement son inscription sur la Liste du Patrimoine mondial. Ce chef d'œuvre se suffit à soi-même, mais il représente aussi l'aboutissement du développement européen d'un certain type de palais et de châteaux Renaissance. **Critère ii**

Le château de Litomyšl est au centre du mouvement européen qui a donné naissance à un certain type de palais et châteaux Renaissance. Il est entouré des espaces et annexes qui lui étaient nécessaires pour accomplir son rôle prestigieux et tenir son rang. Il possède donc un jardin et un parc contigus au château. Dans la première cour se trouvent une brasserie, un manège, une écurie et une remise à voitures. L'ensemble témoigne de la vie de l'aristocratie du XVI^e au XIX^e siècles. **Critère iv**

Litomyšl a joué un rôle important dans le développement culturel de l'Etat tchèque, surtout au Moyen Age mais plus récemment aussi. Jan de Streda, personnalité éminente de la cour du roi empereur Charles IV (dernière partie du XIV^e siècle), fut évêque de Litomyšl et initiateur d'œuvres d'art de portée européenne. En 1567 le domaine de Litomyšl fut acheté par les Pernštejns, une des plus illustres familles aristocratiques de l'Etat tchèque. C'est là que s'éteignit le dernier représentant de cette famille, Dame Frebonie, en 1646. Bedrich Smetana, un des plus grands compositeurs tchèques est né à la brasserie du château en 1824 ; ses compositions sont toujours jouées dans les salles de concert du monde entier. **Critère vi**

[Note La partie "Justification" du dossier donne le détail des caractéristiques de la première cour du château et de

ses bâtiments, mais ceux-ci seront traités comme faisant partie intégrante du château dans l'évaluation.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de bien culturel, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *monument*.

Histoire et description

Histoire

Le site a été occupé depuis au moins le X^e siècle. Implanté à un carrefour important sur la route principale qui relie la Bohême à la Moravie, Litomyšl possède un centre fortifié sur la colline d'où domine le château.

Des sources attestent l'existence d'une petite église dédiée à saint Clément. Puis des moines prémontrés fondèrent un monastère dans la première moitié du XII^e siècle. Celui-ci fut fermé au moment de la création de l'évêché en 1344 et le bâtiment fut partagé entre l'évêque et le chapitre. Un document de 1398 qui fait état de ce partage contient la première référence à un "vieux palais" et un château à Litomyšl. Des recherches archéologiques et historiques ont révélé des vestiges de la structure médiévale sous et dans le château Renaissance.

En 1425, la ville fut conquise après un siège mené par les Hussites qui rasèrent tous les bâtiments ecclésiastiques. Après les guerres Hussites la restauration du château fut entreprise par les nouveaux propriétaires de Litomyšl, la famille Kostka de Postupice ; de récentes investigations ont révélé certaines caractéristiques de ce bâtiment. Il fut endommagé par un incendie en 1460 puis à nouveau en 1546 ; après le second incendie, le château fut confisqué par le roi, puis presque entièrement détruit par un troisième incendie en 1560.

Les ruines furent concédées à la famille des Pernštejn de Bratislava en 1567 qui reçut une dotation royale pour les relever. Les travaux commencèrent en 1568 sous la direction de Giovanni Battista Avostalli, bientôt rejoint par son frère, Ulrico. La plus grande partie des travaux était terminée en 1580.

En 1635 un incendie causa de légers dommages à l'étage supérieur du château, qui furent rapidement réparés. L'architecte František Maximilián Kanka procéda à d'importantes modifications à partir de 1719 dans le style du premier art baroque. Un incendie sévit encore en 1775 et les réparations entraînèrent certaines transformations. Les principales modifications ont été réalisées à l'intérieur de l'édifice en 1792-1796, selon les plans de Jan Kryštof Habich, mais il prit soin de préserver les beaux pignons Renaissance. Depuis lors, il n'y a pas eu de changements significatifs de la structure, du plan ou de la décoration.

La première cour faisait partie du premier château fortifié. Les bâtiments de cette cour ont tous été construits ou reconstruits au cours des modifications

que subit le château et les différents remaniements se traduisent par des styles d'architecture différents.

Description

Le château est un ensemble de plan asymétrique, composé de quatre corps de bâtiment, avec une élévation à trois niveaux. Le corps occidental est le plus grand, alors que l'aile sud est juste une galerie à arcades sur deux niveaux, servant à fermer le carré de la seconde cour (disposition originale que l'on ne retrouve pas ailleurs). Les arcades composées de voûtes d'arêtes se poursuivent sur les flancs est et ouest de la cour. La chapelle du château se trouve à l'angle sud-est de l'aile orientale. Une cour plus petite, de plan oblong, est prise dans l'aile nord et une fine tour polygonale s'élève à l'angle nord-est.

Toutes les façades extérieures ont une articulation Renaissance. Elles offrent une relative homogénéité ; nous n'en donnerons donc qu'une description générale. Des baies jumelées, avec des tableaux et des linteaux en pierre, sont percées au-dessus de l'embasement du rez-de-chaussée.

Le portail principal, sur la façade sud, est excentré. Il est surmonté d'un arc en plein cintre et flanqué de doubles colonnes engagées à bossages. Au-dessus du linteau plat, on peut voir les armoiries des Pernštejn et des Manriques de Lara.

Le premier et le deuxième étage sont également percés de baies jumelées, avec des tableaux en pierre ornés et des larmiers portés par des modillons à volutes. Dans l'aile sud, les fenêtres du deuxième étage sont remplacées par une galerie ouverte à arcades. L'abside polygonale de la chapelle, en saillie sur la façade orientale, présente deux triplets en lancette. Un fragment bas d'une tourelle polygonale à toit pyramidal a été conservé à côté de la chapelle. Toutes les façades sont recouvertes de sgraffites, imitant un parement à bossages et pointes de diamant, qui nous sont parvenus dans différents états de conservation.

Sur la façade sud des ailes orientale et occidentale et sur la façade ouest, une corniche cintrée a été restaurée. Sur les autres façades, on n'en distingue que des traces. La corniche est surmontée d'un attique, rythmé par des pilastres et des petites baies dont la succession ne s'interrompt qu'au-dessus de la galerie de l'aile sud. Des frontons brisés abondamment décorés et rythmés par des pilastres gauffrés couronnent l'attique. Des épis de faitage sont disposés sur des bases trapues, des piliers courts et au sommet de petits appendices.

La seconde cour (intérieure) s'ouvre au sud, à l'est et à l'ouest par des arcades en plein cintre. Au rez-de-chaussée, celles-ci reposent sur des piliers carrés à bossages ; arcs et écoinçons sont également à bossages. Au premier et au deuxième étage, les arcs sont portés par des colonnes : les colonnes à *entasis* reposent sur des piédestaux, des plinthes et des bases cubiques ; les chapiteaux sont toscans, au premier étage, et à volutes (ioniques) au deuxième. Des parapets, rythmés au centre par des bandeaux,

viennent s'insérer entre les plinthes. La façade nord est ornée de sgraffites monumentaux, disposés en quatre registres entre l'appui des fenêtres du premier étage et la corniche. Ils illustrent des scènes de l'Ancien Testament, de l'histoire classique, les Vertus romaines et Renaissance, ainsi que des scènes de chasse. Des bustes de guerriers et de héros sont représentés dans les cartouches à volutes des lunettes.

Parmi les aménagements intérieurs du château, le magnifique théâtre néo-classique, construit en 1796-1797 dans l'aile occidentale, est particulièrement remarquable. Entièrement en bois, il peut accueillir 150 spectateurs, dans ses neuf loges et la salle du rez-de-chaussée. Les peintures décoratives de la salle, les décors de la scène et la machinerie ont été conservés dans leur état d'origine. Le grand escalier Renaissance du château se trouve dans cette aile, qui abrite également quelques pièces Renaissance bien proportionnées et décorées essentiellement en style néo-classique au XVIII^e siècle.

L'intérieur des deux autres ailes présente les mêmes caractéristiques : architecture Renaissance ayant reçu une somptueuse ornementation en style baroque tardif ou néo-classique, avec des stucs sophistiqués et des peintures aux murs et aux plafonds. Les peintures imitent des compositions à trois dimensions comportant des moulures ornementales de l'Antiquité romaine ; elles proposent un programme pictural coordonné d'une pièce à l'autre. La décoration intérieure est d'un style très homogène, ce style de transition éphémère entre le baroque et le classicisme, qui apparaît à la fin du XVIII^e siècle et qu'on a appelé « baroque-classique tardif ».

De l'aile orientale, on accède à la chapelle par un élégant portail. L'intérieur, avec sa nef voûtée en berceau, a gardé pour l'essentiel les dispositions Renaissance d'origine. Le décor est aujourd'hui assez simple, en grisaille, mais on a trouvé sur les murs des traces de peintures plus anciennes.

Parmi les dépendances, le bâtiment le plus intéressant est la brasserie, au sud de la première cour. Construite à l'origine en accord avec le château et décorée de sgraffites, elle a été fortement remaniée suite à l'incendie de 1728. Mais c'est après l'incendie de 1775 qu'on lui a donné son aspect actuel, un mélange d'éléments de premier baroque et de néo-classicisme, encore que l'étude de la structure même révèle des composantes qui remontent jusqu'au style gothique.

L'écurie est contiguë à la brasserie et fait partie des annexes Renaissance du château. Elle a subi nombre de vicissitudes en raison des incendies dont le château a été la proie. Aujourd'hui, son aspect extérieur fait pendant à la brasserie.

L'écurie ferme la première cour à l'est. Il s'agit d'un bâtiment à un seul niveau, construit à l'origine en premier baroque mais transformé, comme le reste des bâtiments entourant cette cour, au XVIII^e siècle. La façade régulière est divisée en neuf travées ; le portail principal, au centre, est flanqué de fenêtres et

d'entrées latérales. Quatre lucarnes sont disposées à intervalles réguliers sur le toit en bâtière brisée.

L'ensemble comprend en outre la maison du Maître, à l'ouest du parc, la remise à voiture, l'ancienne écurie, une petite maison ou cottage, l'ancien jardin à la française avec sa *saletta* (pavillon) de style baroque et le parc à l'anglaise (fin du XVIII^e siècle).

Gestion et protection

Statut juridique

Les différents biens qui composent l'ensemble du château de Litomyšl sont protégés par la loi No 20 relative à la conservation du patrimoine culturel national (1987). L'ensemble est enregistré comme patrimoine culturel national au titre de la Résolution gouvernementale No 251/1962. Il fait partie de la zone de conservation urbaine de Litomyšl, qui couvre le centre historique de la ville (y compris le château), telle que définie dans le Décret No 16417/97-VI/1 du ministère de la Culture.

Toutes ces réglementations garantissent que toutes les interventions doivent être autorisées par les institutions compétentes aux niveaux local et national.

Gestion

Le château est propriété publique. Il était la propriété de l'Etat jusqu'en 1995, lorsqu'une partie de l'ensemble fut transférée à la municipalité de Litomyšl. Actuellement, le château, la maison du Maître, la remise à voiture, la *saletta*, la deuxième et la troisième cours, le jardin et le parc sont la propriété de l'Institut de conservation de Pardubice, tandis que la brasserie, le manège, l'écurie, la petite maison et la première cour appartiennent à la municipalité.

La gestion des biens de chacune des propriétés revient à leur propriétaire respectif. Le contrôle de la conservation est exercé par le Département de la conservation du ministère tchèque de la Culture et par l'Institut d'Etat chargé des monuments historiques.

Des études approfondies portant sur différents aspects du complexe du château ont été effectuées pendant les années 1990 au niveau local et national en vue d'établir des programmes de conservation et de gestion : réhabilitation de la zone de conservation urbaine ; préservation du patrimoine architectural ; réfection des parties délabrées (toitures) ; restauration des biens meubles reconnus patrimoine culturel. Ces différents programmes sont financés par le ministère de la Culture.

Le plan de gestion est basé sur deux études menées en 1995 et vise à améliorer la présentation du château : montrer son importance en Europe et dans le monde, aménager un centre culturel et social et une galerie d'art, achever la reconstruction de la brasserie, installer un musée d'architecture et de sculptures anciennes et mettre les bâtiments aux normes techniques.

Le bien proposé couvre une zone de 44ha, et la zone de conservation environnante est de 209ha. Cette zone de conservation, qui est contrôlée de manière stricte, constitue une zone tampon efficace, comme l'exigent les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Toutefois, en 1987 le conseil d'administration du District de Svitavy a délimité une zone tampon supplémentaire de 94,9ha autour de la zone de conservation de Litomyšl, conformément à la loi No 20/1987. L'environnement du bien proposé pour inscription est donc pourvu d'une protection très complète.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le château était la propriété de la famille Thurn und Taxis jusqu'en 1945, date à laquelle il est devenu propriété de l'Etat. Litomyšl fut l'un des 130 biens comparables qui furent choisis pour être conservés dans leur état d'origine en raison de leur qualité architecturale et de leur contenu artistique. L'ensemble fut géré par l'Institut de Pardubice jusqu'en 1995 dans le respect des normes de conservation internationales.

Authenticité

L'authenticité de l'ensemble est élevée. Chaque composante est physiquement intégrée aux autres dans son état d'origine, tandis que l'ensemble conserve sa relation spatiale avec l'environnement urbain historique. Les modifications et reconstructions successives des siècles passés ont été respectées. Aucune tentative n'a été faite pour privilégier une période particulière. Au contraire, l'évolution naturelle est présentée dans son intégralité. On a pris soin de s'assurer que les matériaux et les techniques authentiques ont été utilisés dans toutes les interventions de restauration et de conservation.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Litomyšl en janvier 1999.

Caractéristiques

Le château de Litomyšl est une œuvre exceptionnelle de l'architecture Renaissance d'Europe centrale, dérivée des modèles italiens, qui a conservé intacts tant son aspect historique d'origine que la haute qualité et la portée historique des remaniements réalisés aux XVII^e et XVIII^e siècles, surtout dans la décoration intérieure.

Analyse comparative

La justification émanant de l'Etat partie signale des comparaisons possibles avec d'autres ensembles, à la fois en Italie, d'où sont originaires les châteaux à arcades, et ailleurs en Europe centrale.

La comparaison avec des exemples italiens ne semble pas appropriée, car si la forme a été reprise par les architectes tchèques, ceux-ci l'ont largement fait évoluer.

En Europe centrale, il existe un certain nombre de châteaux de ce type en terres tchèques (Palais du Belvédère à Prague, Kacerov, Moravský Krumlov, Bucovice, Opocno) et en Autriche (Spital). Aucun cependant ne conserve la totalité des caractéristiques d'origine qui distinguent Litomyšl (l'état complet de l'ensemble, le plan intact du bâtiment principal), sa haute qualité artistique (la logique formelle des galeries à arcades sur trois niveaux, le sgraffite monumental, la décoration intérieure de style "baroque-classique tardif") et la relation de l'ensemble à son environnement urbain.

Brève description

Le château de Litomyšl est à l'origine une structure Renaissance, un château à arcades du type qui fut au départ construit en Italie puis adopté et largement développé en Europe centrale au XVI^e siècle. Sa conception et sa décoration sont de haute qualité, y compris les derniers éléments du premier art baroque ajoutés au XVIII^e siècle. Il conserve intacte la totalité des bâtiments annexes qui sont associés à ce type de demeure aristocratique.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv* :

Critère ii Le château de Litomyšl est un exemple exceptionnel et intégralement préservé de château à arcades, type d'édifice construit à l'origine en Italie et adapté aux terres tchèques pour créer une forme évoluée d'une qualité architecturale particulière.

Critère iv Le château de Litomyšl illustre de manière exceptionnelle les résidences aristocratiques d'Europe centrale pendant la Renaissance et leur évolution ultérieure sous l'influence de nouveaux mouvements artistiques.

ICOMOS, mars 1999

Sighisoara (Roumanie)

No 902

Identification

<i>Bien proposé</i>	Centre historique de Sighisoara
<i>Lieu</i>	Région de Mures
<i>Etat Partie</i>	Roumanie
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

La vieille ville de Sighisoara est un site représentatif de la civilisation allemande des colons saxons de Transylvanie. Elle témoigne d'une manière de construire qui a considérablement influencé, pendant tout le Moyen Age, le développement ultérieur des villes de Transylvanie, le type d'habitat urbain ainsi que l'architecture traditionnelle. **Critère ii**

Le tissu urbain et la structure géométrique et spatiale ainsi que les nombreux monuments d'une valeur incontestable, confèrent à cet ensemble, développé en symbiose organique avec le paysage, la valeur d'un accomplissement exceptionnel. **Critère iii**

La ville constitue l'un des types les plus représentatifs de la structure médiévale spécifique d'un site urbain de petite dimension possédant un ensemble architectural homogène et disposant toutefois d'une position géographique unique. **Critère iv**

Elle constitue l'exemple le mieux conservé de toutes les villes de Transylvanie, un témoignage de ce qui est caractéristique de la tradition de construction des colons saxons du Moyen Age, tradition exprimée par la conservation des styles architecturaux, des procédés de construction et de la forme de l'habitat urbain, maintenus jusqu'à nos jours.

Tout cela prouve que Sighisoara est un site représentatif de la civilisation allemande médiévale et moderne de Transylvanie, menacée par les mutations sociales et culturelles survenues durant les dernières décennies suite à l'exil massif de la minorité allemande. **Critère v**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le Centre historique de Sighisoara est un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

Situé au cœur de la Transylvanie, Sighisoara s'est développé sur un plateau, dominé par une colline, qui surplombe une boucle de la rivière Tîrnava.

Au XIII^e siècle, des artisans et des marchands allemands, dits Saxons, sont appelés par les souverains hongrois pour coloniser la Transylvanie et protéger la frontière des Carpates contre les peuples des steppes. Ils s'établirent sur la colline, appelée colline de la Cité, qui a livré des témoignages d'occupation remontant au paléolithique.

À la suite des incursions tatars de 1241, l'établissement fortifié de la colline de la Cité sera renforcé de murs munis de tours qui seront étendus pour englober l'ensemble du plateau à la fin du XIV^e siècle. La ville, connue en 1280 sous le nom de *Castrum Sex*, développe ses activités commerciales grâce aux puissantes corporations d'artisans. Chacune des corporations s'est chargée de la construction d'une tour et de sa défense. L'importance de la ville est reconnue en 1367, lorsqu'elle obtient le titre de *Civitas* et devient la deuxième entité politique territoriale de Transylvanie (le « scaun » de Schässburg, appellation d'origine germanique de Sighisoara).

Soumise à la pression des Turcs entre 1421 et 1526, la cité surélève ses murs. Dans le même temps, un habitat se développe autour de l'église de l'hôpital Saint-Antoine (présence attestée par des documents en 1461) située au pied du plateau. Le noyau de la Ville basse protégé par des murs percés de portes défensives, s'étendra progressivement à l'est et à l'ouest pour atteindre aujourd'hui les deux rives de la Tîrnava.

Au cours du XVII^e siècle, la ville de Sighisoara subit une succession d'événements tragiques. La population est réduite de près de moitié à la suite de deux épidémies de peste. En 1676, un incendie détruit les trois quarts de la ville dont réchappent les édifices de la colline de la Cité et les bâtiments sont reconstruits sur les anciennes fondations. La Ville basse est également frappée par deux incendies (1736 et 1788), des inondations (1771) et l'ensemble de la ville par le séisme de 1838.

En 1840, les corporations de marchands perdent le monopole qui leur avait été accordé dès le XIII^e siècle et elles disparaissent. Resté quelque peu en retrait du grand courant de développement économique du XIX^e siècle, Sighisoara a préservé son centre historique des transformations à grande échelle. Des interventions ponctuelles ont cependant entraîné la perte de quelques tours et d'une section des murs. En 1886, lorsque la Hongrie a transféré la constitution de « *Komitat* » (district) à la Transylvanie, Sighisoara/Schässburg devenant la capitale du district Tîrgu Mares/Neumarkt, le monastère des dominicains a été démoli pour faire place au nouvel hôtel de ville.

Au XIX^e siècle, la partie haute de Sighisoara maintient sa fonction de centre administratif et culturel. Les activités commerciales et artisanales sont transférées dans la Ville Basse qui perdra ses fortifications dans une phase d'extension ultérieure.

Description

Le centre historique de Sighisoara, proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, est constitué par le site fortifié qui s'étend sur le plateau aux versants abrupts dominé par la colline de la Cité, la Ville basse et les versants boisés situés en contrebas. Ces deux secteurs forment un ensemble indissociable qui correspond aux limites historiques de la ville médiévale.

Le centre historique de Sighisoara conserve, en dehors des implantations du XIX^e siècle, un tissu urbain d'origine médiévale avec son parcellaire, différencié suivant les phases successives de développement du site, et son réseau de rues étroites sur lesquelles s'alignent des rangées serrées de maisons.

La Citadelle est composée de trois rues longitudinales coupées de passages transversaux. L'axe principal (rue de l'Ecole) relie la Place de la Cité, créée sur l'emplacement d'un groupe de maison en 1894, aux deux portes principales aménagées au nord, sous la Tour des Tailleurs et au sud, sous la Tour de l'Horloge. Cette dernière permet de passer dans la Ville basse qui s'étend en suivant la pente autour de la Place Hermann Oberth (ancienne Place du Marché), point d'intersection des rues transversales avec l'axe majeur (rue Ilari Chendi et rue 1 Decembrie).

Les fouilles archéologiques menées dans la Citadelle ont dégagé les vestiges de maisons en bois des XIII^e-XIV^e siècles dont les fondations ont été englobées dans les maisons en pierre des XV^e-XVI^e siècles reconstruites pour la plupart après l'incendie de 1676.

Les maisons, pour la plupart de simples maisons d'artisans à deux ou trois étages, sont construites en pierre ou en briques revêtues d'un crépi coloré et surmontées d'une haute toiture couverte de tuiles. Elles se distinguent par leur plan : façades étroites sur la rue avec disposition en L ou en U, tour d'habitation, maisons avec pièces en enfilade, etc.

Les maisons au plan compact, sans doute les plus anciennes, sont caractérisées par une galerie d'entrée latérale et voûtée. En raison de l'exiguïté des parcelles, cette galerie d'entrée est parfois commune à deux maisons mitoyennes. Elles conservent généralement au sous-sol d'anciennes voûtes en berceau, les ateliers au rez-de-chaussée couverts de plafonds en bois ou bien de voûtes en briques et aux étages, les pièces d'habitation. Quelques façades (Place de la Cité, par exemple) présentent une architecture plus aristocratique d'inspiration baroque (XVII^e-XVIII^e siècle).

Un groupe de maisons, situées entre la ruelle de la Citadelle et la Place Hermann Oberth, se singularise

par la disposition des étages, adaptation à la configuration du terrain en pente.

Un mur long de 930 mètres et muni de tours ceinture le plateau de la Citadelle. Il témoigne des différentes phases de construction depuis le XIII^e siècle jusqu'au XVII^e siècle. Il s'élève sur une hauteur de 8 à 10 mètres entre la tour des Cordiers et celle des Bouchers, partie la mieux conservée. Les neuf tours qui subsistent, sur les quatorze d'origine, se distinguent par leurs formes. L'imposante tour de l'Horloge occupe une place particulière comme symbole de la ville car elle était placée sous la responsabilité du conseil municipal qui y tenait ses assemblées jusqu'en 1556. Située au milieu du mur sud des fortifications, elle domine les trois places du centre historique et protège les escaliers qui relient la ville haute de la ville basse. Elle abrite aujourd'hui un musée.

Parmi les monuments du centre historique de Sighisoara, il faut citer l'église Saint-Nicolas, un édifice représentatif de l'architecture gothique de Transylvanie. Juchée sur la colline, on y accède par un escalier à rampes de 175 marches appelé escalier des Ecoliers et protégé par une couverture en bois depuis 1642. L'église Saint-Nicolas, construite par étapes du XIV^e au XV^e siècle sur les vestiges d'un édifice roman, adopte un plan de type halle avec une abside polygonale. La décoration sculptée de la façade témoigne d'influences provenant d'Europe centrale.

L'église Sainte-Marie du monastère des dominicains, démoli en 1886, est un monument gothique du XIII^e siècle de type halle aux façades dépouillées qui renferme un autel baroque de 1680.

Le monastère des dominicains, la tour des Tonneliers, au sud-est de la Citadelle, la tour des Serruriers et l'église du couvent des franciscains, au nord ont fait place respectivement au massif bâtiment de style néo-Renaissance de l'Hôtel de Ville (1886-1888) et à l'église romane catholique (1894).

Gestion et Protection

Statut juridique

Une nouvelle loi de conservation fait l'objet de discussions depuis plusieurs années ; le projet a déjà été amendé 15 fois. Une question particulièrement ardue se pose : dans quelle mesure la dénationalisation doit-elle être autorisée pour les édifices historiques qui appartenaient jusqu'à maintenant à l'État ou aux gouvernements communaux (par exemple les demeures des Saxons ayant émigré en Allemagne avant 1990) ? Une division en deux catégories est prévue. Les édifices historiques d'importance nationale (catégorie A) doivent rester propriété de l'État ; tous les autres peuvent être dénationalisés. À ce jour, la seule distinction se fonde sur les bâtiments historiques classés et les bâtiments importants pour le paysage urbain. Ainsi, à l'avenir, une troisième catégorie fera son apparition.

Sur le plan du district de conservation de Sighisoara, qui constitue une zone tampon adéquate, la quasi-totalité des édifices de la Ville haute est enregistrée sous l'une ou l'autre des deux désignations actuellement utilisées. Les deux tiers des maisons sont des bâtiments historiques, un tiers est considéré comme important pour le paysage urbain. Dans la Ville basse, le ratio est inversé. La nouvelle loi imposera d'éliminer les édifices qui sont d'envergure nationale et ne peuvent donc être dénationalisés. Très probablement, cette catégorie comprendra essentiellement les deux églises, le cimetière, l'Hôtel de Ville, les fortifications et l'escalier des Écoliers.

Problème particulier de la dénationalisation : de nombreuses demeures sont occupées par plusieurs familles, qui devraient toutes avoir le droit d'acheter la partie dans laquelle elles vivent. D'autres réglementations devront être élaborées pour assurer la responsabilité mutuelle de toutes les parties en ce qui concerne la conservation et le traitement uniforme des parties communes des bâtiments (toit, escaliers, façades).

L'importance nationale de la Ville haute et de la Ville basse en qualité de district de conservation a déjà été établie en 1996, époque à laquelle elles ont été réunies en une « zone de protection du patrimoine architectural et urbain » ; ce district de conservation porte sur l'intégralité de la Ville haute, l'ancienne place du marché (place Hermann Oberth) et ses alentours, ainsi que sur les bâtiments à flanc de colline de la route du Moulin et de l'Hôpital. Les portes de la ville (la porte de l'Hôpital, la porte du Moulin et la porte de la route Baier), représentées sur les anciennes cartes et les vues de la ville, ont été utilisées pour déterminer les limites du district de conservation.

Ces limites deviennent incertaines dans les régions où des zones urbaines se sont élevées en dehors des fortifications. Cette remarque est particulièrement valable pour les quartiers aux alentours de la porte de la route Baier (aujourd'hui nommée rue du 1^{er} Décembre). Le développement historique homogène dans cette zone (les édifices datent principalement du XIX^e siècle pour ce qui est des éléments extérieurs, mais le noyau est souvent plus ancien) rend souhaitable d'ajouter celle-ci au district de conservation, en l'incluant aussi dans la zone proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Cela vaut également pour la courte route transversale qui part de la route de l'Hôpital jusqu'au sud, directement à l'ouest de l'ancienne porte de l'Hôpital, avec ses deux édifices historiques du XIX^e siècle (étude du notaire et ancien pensionnat).

Gestion

La conformité aux dispositions réglementant le district de conservation est contrôlée par l'office de construction municipal, qui répond de ses actes directement devant le maire. Un permis est requis pour tout travail de construction dans la zone de conservation. En principe, la démolition n'est pas autorisée, à l'exception de récents bâtiments à l'arrière de certains lots de terrain. L'agrément de

l'Administration de la conservation historique, du ministère de la Culture, doit être obtenu pour les travaux de construction sur les bâtiments historiques. Les mesures prises illégalement doivent être défaites, et donnent lieu au paiement d'une amende. Les édifices dans le district de conservation ayant tous été étudiés, et les résultats ayant été publiés, personne ne peut prétendre ignorer la situation.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Apparemment, aucun travail de conservation majeur n'a été effectué avant 1990 ; tout du moins, aucun rapport n'en fait état. Le plus important projet de ces dix dernières années a été la restauration de l'église Saint-Nicolas sur la colline, en étroite collaboration avec l'office de conservation roumain et la fondation Messerschmitt de Munich. Cette dernière s'est assignée pour mission de préserver le patrimoine culturel des Allemands en Europe de l'est et du sud-est, même après leur expulsion ou leur émigration vers leur ancienne patrie. L'église a été fermée et a subi des travaux pendant plusieurs années. Elle possède un nouveau toit de petites tuiles d'argile et d'un nouveau sol fait de dalles de grès ; l'édifice a été ré-enduit et peint. Des vestiges de l'enduit peint façon pierre de taille ont été conservés, de même que les peintures murales du gothique tardif qui ont survécu en plusieurs endroits. L'église de la colline, que la congrégation n'utilise que pendant les vacances, doit abriter un musée pour les peintures murales et les tableaux du gothique tardif ; les retables non réclamés des églises désaffectées doivent également y trouver asile.

Il n'existe pratiquement aucun fonds public disponible pour des travaux de conservation sur les maisons résidentielles ou pour la rénovation de l'infrastructure, qui s'impose pourtant de toute urgence. Il n'y a aucune chance pour que cette situation change bientôt ; le travail d'urbanisme est donc lui aussi limité à la formulation d'objectifs généraux tels l'amélioration du niveau de vie dans les appartements, la rénovation et l'enfouissement des lignes d'électricité, de gaz et de téléphone, et le pavage des rues.

Les fortifications de la ville posent un problème particulièrement important. Dans les discussions autour de la possibilité d'inscrire Sighisoara sur la Liste du patrimoine mondial, elles sont l'un des atouts maîtres. D'autres villes de Transylvanie, comme par exemple Sibiu, possèdent des fortifications plus vastes, associées à des événements historiques de plus grande importance (sièges, bombardements). Mais aucune ne peut prétendre, même de loin, posséder des fortifications aussi bien préservées que celles de Sighisoara. Toutefois, les murailles ne conservent leur hauteur originale qu'en quelques endroits. La plus longue section de mur présentant sa hauteur originale, qui s'étend entre la tour des Cordiers et celle des Bouchers (aux portes du cimetière, en contrebas de l'église de la colline), s'est effondrée sur près de la moitié de sa longueur pendant l'été 1998. La partie restante risque elle aussi de s'écrouler. Une action

rapide et déterminée s'impose donc si l'on ne veut pas perdre totalement cette section du mur.

Authenticité

Le degré d'authenticité de Sighisoara peut être considéré comme très élevé, tant en termes de monuments que de tissu urbain, si l'on prend pour point de départ la situation créée au XIX^e siècle. Néanmoins, si la perte du monastère des dominicains et son remplacement par l'Hôtel de Ville en 1886-1888 ne sont pas acceptés comme un développement légitime de la forme urbaine, des conclusions différentes et moins positives s'ensuivent. La même remarque vaut également pour le couvent franciscain et l'école allemande baroque, tous deux des nouveaux édifices illustrant le renouveau des styles historiques.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise s'est rendue à Sighisoara en janvier 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Sighisoara est une petite ville à l'intersection de routes commerciales qui viennent de l'ouest et du nord de la Transylvanie, poursuivent jusqu'à Brasov et de là enjambent les Carpates pour mener en Valachie. Pendant des siècles, elles ont permis l'échange de produits et d'idées entre les pays chrétiens de l'Europe centrale et l'empire ottoman.

Analyse comparative

Du fait de sa situation exposée dans l'arc des Carpates, qui a toujours formé une frontière dangereuse entre les Mongols et les Tatars (à l'est) et les Turcs (au sud), la Transylvanie était un pays où non seulement les villes, mais aussi les places de marché et les villages ne pouvaient survivre, que si leurs défenses (murailles, châteaux, églises fortifiées) étaient constamment renouvelées et étendues. Par opposition aux églises fortifiées, dont de nombreux exemples ont survécu, les fortifications des villes ont été laissées à l'abandon, exception faite de quelques fragments, du fait de la croissance qu'ont connue les XIX^e et XX^e siècles, si ce n'est en ce qui concerne Sighisoara.

Quand on envisage Sighisoara dans le contexte plus vaste de toutes les villes fondées aux XII^e et XIII^e siècles dans ce qui était alors le royaume de Hongrie par des marchands et artisans allemands (les Saxons), on trouve deux autres villes de la Slovaquie actuelle inscrites sur la Liste du patrimoine mondial il y a plusieurs années : Banská Štiavnica (Schemnitz) et Spissky Hrad (Zipser Burg). Toutes deux sont comparables, en taille et en âge, à Sighisoara. Dans l'une comme dans l'autre, les monuments les plus importants sont des édifices fortifiés. Mais là

s'arrêtent leurs similitudes. En effet, Banská Štiavnica est née de l'industrie minière, Spissky Hrad est un évêché. Les fortifications n'ont pas survécu. Dans le patrimoine culturel des Saxons qui s'installèrent en Transylvanie et à Spis (Zips), marquant de leur griffe les villes et villages de ces régions depuis 1150, environ, jusqu'en 1990, Sighisoara représente le type urbain d'une ville fortifiée d'artisans et de marchands. Elle est d'ailleurs le meilleur exemple de ce type.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

La question de la propriété doit faire l'objet de nouvelles réglementations. Il convient de donner aux habitants la possibilité d'acquérir les maisons dans lesquelles ils vivent, et d'encourager les propriétaires à investir des capitaux privés dans la conservation des bâtiments historiques. Les tours des fortifications devraient rester la propriété de la ville, mais des contrats peuvent être rédigés en vue d'un usage privé.

Les parties de la muraille en danger, tout particulièrement la section s'étendant entre la tour des Cordiers et celle des Bouchers, doivent être provisoirement renforcées afin d'empêcher d'autres pertes. Il convient en outre de se pencher, par des recherches approfondies, sur les causes du danger et du récent effondrement. Enfin, des plans pour la protection à long terme des murailles doivent être mis au point et discutés avec les experts internationaux recommandés par l'UNESCO.

Les limites du district de conservation (zone de protection du patrimoine architectural et urbain) devraient être révisées, en envisageant la possibilité d'inclure la route Baier (rue du 1^{er} Décembre) dans ce district. L'objectif : empêcher le type de démolition à grande échelle qui a malheureusement eu lieu sur la route du Moulin.

Un plan d'urbanisme devrait être élaboré pour la zone égalisée sur la route du Moulin, afin de définir les possibles emplacements d'un développement futur (lignes de construction, densité, limites de hauteur, etc.). Une fois les investisseurs trouvés, il serait bon de lancer un concours, afin d'aider au développement d'idées pour la conception future de la zone.

Avant de prendre une décision concernant la proposition d'inscription, il est recommandé de demander au gouvernement roumain les informations supplémentaires suivantes :

- Pour quand est-on en droit d'attendre la promulgation de la loi sur la protection des bâtiments historiques ? Les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* stipulent absolument qu'un bien culturel proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial doit être protégé par la loi, par des accords contractuels ou par la tradition (paragraphe 24 b ii). Aucune de ces options n'est valable pour Sighisoara.
- Une version complète de l'arrêté local concernant le district de conservation (zone de protection du

patrimoine architectural et urbain de Sighisoara) est requise.

- Une déclaration est également requise en ce qui concerne les mesures préventives prises pour empêcher d'autres pertes des murailles. S'il existe des plans de reconstruction des sections effondrées entre la tour des Bouchers et celle des Cordiers, ceux-ci devraient être soumis.
- Une requête est faite quant à la possibilité d'inclure la route Baier (rue du 1^{er} Décembre) dans le district de conservation.

Brève description

Fondé par des artisans et des marchands allemands, appelés Saxons de Transylvanie, le centre historique de Sighisoara a gardé de manière exemplaire les caractéristiques d'une petite ville médiévale fortifiée qui a eu pendant plusieurs siècles un rôle stratégique et commercial notable aux confins de l'Europe centrale.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie afin que ce dernier fournisse les informations supplémentaires que demande l'ICOMOS. Si ces informations sont fournies et s'avèrent acceptables, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iii et v* :

Critère iii Sighisoara est un témoignage remarquable de la culture des Saxons de Transylvanie, culture qui s'achève après 850 années d'existence et qui ne perdurera plus que par ses monuments architecturaux et urbains.

Critère v Sighisoara est un exemple remarquable de petite ville fortifiée dans la région qui marque la frontière entre la culture latine de l'Europe centrale et la culture byzantine orthodoxe de l'Europe du sud-est. Le processus d'émigration des Saxons, apparemment impossible à endiguer, la disparition des couches sociales qui formaient et maintenaient les traditions culturelles de la région, tout cela menace également la survie de leur patrimoine architectural.

ICOMOS, mars 1999

Monastère de Neamt (Roumanie)

No 903

Identification

<i>Bien proposé</i>	Le monastère de Neamt – L'église de l'Ascension de Jésus
<i>Lieu</i>	Département de Neamt
<i>Etat Partie</i>	Roumanie
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

[**Note** Ce texte est une version abrégée du texte qui figure dans le dossier de proposition d'inscription]

L'analyse comparative de l'œuvre qui est représentée par l'église de l'Ascension de Jésus du monastère de Neamt, dans le contexte de l'histoire de l'architecture et de l'art roumains et universels dans laquelle elle s'inscrit, nous permet d'établir sa valeur de monument parfaitement intégré dans l'ensemble et le site du monastère au titre des critères d'inscription du patrimoine universel suivants (voir les *Orientations*) :

Création de l'art byzantin et post-byzantin orthodoxe, l'église de l'Ascension de Jésus démontre la grande capacité de l'architecture roumaine moldave du XVe siècle à assimiler, façonner et adapter les éléments de grande valeur de certains styles culturels des environs, en l'occurrence : les réflexes de l'art gothique occidental (la spatialité dominante, la décoration des encadrements, l'image fruste d'une certaine technique du travail de la pierre) et de l'art arménien (système constructif des coupes entières ou percées).

Elle réalise ainsi :

- En architecture, un enrichissement des fonctions classiques de l'église orthodoxe (pronaos, naos et autel) avec de nouveaux espaces, l'un tourné vers l'extérieur (l'exonarthex) et l'autre, intermédiaire, ayant une fonction funéraire (la chambre des tombeaux –« gropnita »). La volumétrie intérieure qui se développe selon un plan vertical met plus en évidence la spatialité d'essence byzantine, créée par les coupes et par le percement du toit pour la tour lanterne. L'expression artistique extérieure se singularise par la visualisation claire de la suite des espaces intérieurs, grâce au jeu des toits (surnommé « de type moldave »).

- Au niveau technologique, un nouveau système de construction des coupes assure plus de stabilité aux voûtes, en utilisant des arcs en diagonale qui caractérisent « les voûtes moldaves » afin de diminuer graduellement l'ouverture de celles-ci vers le haut.
- Dans l'art monumental, une utilisation maximale de la céramique émaillée (briques, disques, triangles et « clous ») associée à la maçonnerie en pierre pour la décoration du parement extérieur.

En ce qui concerne la peinture murale intérieure de l'église, les études spécialisées ont démontré qu'elle représente « un prototype de peinture monastique », probablement le plus important de la Moldavie du XVe siècle » et, « un modèle de programme théologique et mystique du monachisme moldave de cette époque ».

Critère ii

L'église de l'Ascension est reconnue comme étant à l'apogée de l'architecture moldave du XVe siècle, le plus beau et « le plus important édifice élevé pendant le règne d'Etienne le Grand qui renferme toutes les quêtes des solutions antérieures ». L'architecture moldave de cette époque porte une empreinte bien définie dans le contexte de l'architecture post-byzantine qui s'est manifestée, en raison du contexte historique, uniquement dans la zone septentrionale du christianisme orthodoxe.

En même temps, il faut souligner qu'au-delà de sa qualité de principal centre de la foi chrétienne, le monastère de Neamt figure (grâce au fort soutien de la souveraineté) parmi les principaux foyers de culture de l'époque, tant pour le pays que pour le monde orthodoxe, dont le centre de gravité s'est établi au nord du Danube après la chute de Constantinople (1453). Parmi les nombreux manuscrits, créés ou copiés à Neamt, les icônes ou les objets ecclésiastiques fabriqués dans le monastère, on peut mentionner le plus célèbre peut-être : le livre qui renferme les quatre Evangiles, orné d'enluminures, copié en 1429 sur parchemin par Gavriil Uric, le fondateur de l'école moldave de l'art du livre, conservé aujourd'hui à la bibliothèque Bodléienne d'Oxford.

Près du monastère, ont fonctionné et fonctionnent toujours, une riche bibliothèque (contenant des manuscrits et des ouvrages imprimés), un atelier de broderies (citons par exemple, un chef d'œuvre du genre, l'Epitaphe de 1437) et un atelier de sculpture sur bois.

La vie de la communauté monastique a été guidée par des principes élaborés en une théorie par des parents spirituels de renom dans le monde orthodoxe moldave, comme Pahomie de Pocrov, et le père supérieur de Neamt, Paisie Velcicovscki (au XVIIIe siècle).

Autour du monastère, ont fonctionné un hôpital-asile (attesté avant 1735 puis reconstruit plusieurs fois à d'autres emplacements en 1791, 1802, 1843 et en 1846

lieu du bâtiment actuel), une pharmacie (attestée en 1760 et, depuis 1843, située dans l'hôpital) et une série d'écoles (les plus anciennes fondées dans l'enceinte du monastère et déplacées à l'extérieur après le XIXe siècle), parmi lesquelles nous pouvons mentionner l'école confessionnelle (1843, 1848), le séminaire théologique (1855, 1901, réorganisé en 1925, 1929, modernisé en 1840). Près du séminaire, on trouve aujourd'hui une nouvelle église dédiée à Saint-Jean-Jacob de Neamt (1996) et une école de chœurs (créée en 1901 et intégrée au système national d'enseignement depuis 1940).

Critère iii

L'église offre vraiment l'« exemple éminent » d'un type d'architecture appartenant à une époque significative de l'humanité – celle de la ferme opposition du monde chrétien face à l'expansion en force de la puissance ottomane en Europe (après la conquête des Balkans et la chute de Constantinople). Cette époque est marquée par la personnalité du voïvode Etienne le Grand, qualifié en son temps par le pape comme « athlète de la chrétienté », peut-être non seulement pour ses qualités de soldat, mais aussi pour celle de fondateur d'églises.

De cette manière, à une époque où l'Eglise devenait un argument politique de la plus grande importance, toutes les connaissances architecturales et artistiques se concentrent, de manière parfaite, dans le bâtiment de l'église de l'Ascension qui se transforme elle-même à son tour, en archétype « que semblent imiter les splendides églises du XVIe siècle (de Moldavie) dont l'évolution arrive à son terme à la fin du siècle, à Sucevita ».

En comparaison aux églises du XVIe siècle qui se sont inspirées du modèle de Neamt, à l'exception de Sucevita, Saint-Georges de Suceva et Probota, toutes les trois déjà inscrites sur la Liste du patrimoine mondial (il est vrai en particulier pour leur mante peinte extérieure), la valeur de l'église de Neamt s'impose dans le contexte de l'architecture moldave, par elle-même.

Critère iv

L'église de l'Ascension de Jésus, est à considérer avec l'ensemble dans lequel elle a été bâtie, le monastère de Neamt (ensemble qui s'est développé et restructuré inévitablement dans les siècles suivants) qui a polarisé un véritable habitat, le village monacal et une série d'ermitages satellites dédiés (Vovidenia, Pocrov et Icoana).

Le monastère de Neamt, dans son ensemble, a été désigné dès le début du XVe siècle (en 1407 et, conjointement à un autre monastère situé de même dans la contrée de Neamt) par le premier métropolite « national » de Moldavie, Josef I, proche parent du voïvode Alexandre Ier le Bon, comme prime Laure de l'orthodoxie moldave. Il est ainsi devenu le premier centre du monachisme du pays. Il a conservé ce titre tout au long du XVe siècle et dans les siècles suivants même après qu'Etienne le Grand eut fondé le puissant monastère de Putna.

Etablissement fort et riche, il a attiré une population laïque à proximité et parfois avec une telle force qu'à plusieurs reprises il a fallu intervenir pour transférer la population afin de préserver le caractère ecclésiastique du monastère (ainsi en 1780 un nouveau village a été fondé dans la commune de Neamt pour quelques dizaines de familles).

L'exemple d'un établissement monacal construit en dehors d'une enceinte a été suivi plus tard par d'autres monastères et surtout au XIXe siècle. Le monastère de Neamt demeure encore aujourd'hui le village monacal le plus complexe de Moldavie.

Critère v

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

Situé à une quinzaine de kilomètres de la ville de Tirgu Neamt, le monastère orthodoxe de Neamt, fondé au XIVe siècle, est l'un des établissements monastiques les plus anciens qui subsiste en Moldavie. Des documents nous apprennent que le monastère a bénéficié de donations de la part du comte Petru Musat (1375-1391).

Les fouilles entreprises au monastère ont confirmé la tradition selon laquelle une première église en bois avait été élevée dans la seconde moitié du XIVe siècle sur l'emplacement de l'église Saint-Georges (1826). Cette première église en bois serait l'œuvre de Sophronie, Pimène et Sylvain, disciples du moine serbe Nicodème, fondateur de plusieurs monastères en Valachie. A la fin du XIVe-début du XVe siècle, elle a été remplacée par une église en maçonnerie dédiée à l'Ascension.

Dans la première moitié du XVe siècle, période au cours de laquelle l'organisation politique de la principauté de Moldavie (indépendante depuis 1359) se consolide et le siège du métropolite, placé sous l'autorité du patriarche de Constantinople, se fixe à Suceava, le monastère de Neamt est désigné comme prime Laure de Moldavie (1407).

Le monastère de Neamt devient le premier centre du monachisme en Moldavie mais également, grâce à l'appui des princes moldaves, un important foyer culturel. Il se distingue notamment par l'activité de son scriptorium qui a livré le célèbre évangélaire enluminé par le moine Gabriel Uric (1429), de son atelier de broderie où a été réalisé en 1437 le voile rectangulaire décoré d'une Mise au tombeau

(« épitaphioi ») commandé par l'abbé Sylvain et celui de sculpture sur bois.

Le monastère de Neamt continue de bénéficier du contexte favorable aux activités artistiques et culturelles qui s'affirme plus particulièrement sous le long règne du prince Etienne III le Grand (1457-1504). En 1497, le prince décide de reconstruire l'église de l'Ascension détruite à la suite d'un tremblement de terre (1472).

Au XVIIe et XVIIIe siècle, un village se développe autour du monastère qui accueille une partie de la communauté religieuse et de ses institutions.

Au XVIIIe siècle, de nombreux moines rejoignent les ermites qui s'étaient installés dans une zone boisée à quelques kilomètres du monastère de Neamt pour constituer de petites communautés. Ainsi en 1706, le moine Pahomie, originaire de Transylvanie et qui avait passé deux années à la Laure de Kiev, fonde l'ermitage de Pocrov. Cet ermitage et celui de Vovidenia (XVIIIe siècle), indépendants au moment de leur création, ont ensuite été rattachés au monastère.

Des personnalités, telles que le moine Pahomie ou plus particulièrement l'abbé Paisie Velicovschi (mort en 1794), connu dans tout l'Orient orthodoxe pour ses préceptes de la vie monastique mis en pratique par la communauté de Neamt, ont fait du monastère le foyer d'une vie spirituelle intense.

Aujourd'hui, le monastère de Neamt avec son village et ses ermitages perpétuent une tradition pluriséculaire.

Description

Le bien proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial comprend le monastère de Neamt, le village du monastère bâti à l'extérieur de l'enceinte puis les deux ermitages, Vovidenia et Pocrov, situés respectivement à 1,5 km et 4 km du monastère.

L'enceinte du monastère, telle qu'elle se présente actuellement, est le résultat de plusieurs étapes de construction. L'enceinte est ponctuée à l'ouest, par la tour clocher d'entrée (début du XVe siècle et remaniée au XIXe siècle) et à l'est, par la tour de garde « Pirg » qui représentent les parties les plus anciennes de l'enceinte. Sur les murs de la galerie d'entrée du monastère, située au rez-de-chaussée de la tour clocher, se déroulent les peintures murales (fin XVe ou milieu du XVIe siècle) qui illustrent trois cycles iconographiques dont les scènes du roman médiéval de Barlaam et Joasaph, seules représentations connues à ce jour de ce thème sur ce type de support.

Les cellules des moines et les annexes (chapelle de la Dormition de la Vierge, réfectoire, cuisines, bibliothèque et musée) qui sont adossées au mur d'enceinte et disposées sur deux niveaux datent de la fin

du XVIIIe-XIXe siècle. Au rez-de-chaussée, une enfilade d'arcades en pierre est interrompue par des escaliers qui mènent au balcon en bois de l'étage. L'église néoclassique Saint-Georges qui s'élevait au XIXe siècle au sud de l'église de l'Ascension a été démantelée en 1959-1960 puis reconstruite entre les cellules des moines du côté est de l'enceinte pour dégager l'espace autour du monument principal.

L'église de l'Ascension, légèrement excentrée par rapport à l'axe de l'enceinte du monastère, est un édifice de plan triconque de tradition byzantine, qui a été adopté en Moldavie dans la deuxième moitié du XIVe siècle.

Toutefois, ce plan prend ici la forme la plus évoluée de l'architecture monastique moldave avec l'adjonction aux trois espaces traditionnels (sanctuaire, naos et pronaos) de deux espaces, la chambre des tombeaux réservée aux fondateurs de l'église (entre le naos et le pronaos), et un exonarthex à l'ouest. Ces espaces forment de véritables compartiments, séparés les uns des autres par des murs percés de portes à l'exception du sanctuaire, isolé du naos par une iconostase. En 1930, le mur qui séparait le naos de la chambre funéraire est abattu entraînant la perte du tableau votif de la fin du XVe siècle. Un vestiaire est venu se greffer au diaconicum sur le côté sud de l'église en 1549.

A l'extension en longueur de l'édifice correspond un développement vertical. La répartition des charges est assurée par un système de voûtement particulier, appelé « voûte moldave ». Une coupole soutenue par un système d'arcs obliques superposés qui reposent sur des pendentifs couvre chacun des espaces de l'église hormis le sanctuaire. A l'extérieur, les coupoles disparaissent sous une haute toiture en pente raide ; celle du naos sert de base à la tour lanterne. Des toits indépendants les uns des autres couvrent les différentes parties de l'église autour de la tour lanterne à double base octogonale coiffée d'un toit pointu.

Les artisans venus de Transylvanie ou de Pologne qui ont travaillé à l'église de l'Ascension ont adapté à l'architecture moldave un répertoire de formes (haut socle, contreforts, encadrement des portes et des fenêtres) de facture gothique. La décoration des façades extérieures témoigne de l'héritage byzantin avec un parement de pierre rythmé de niches et décoré de bandes de briques et de motifs en céramique émaillée aux coloris variés.

L'église renferme un important ensemble de peintures murales dont la valeur sera plus appréciée encore lorsque les travaux de restauration en cours seront achevés. L'état actuel des travaux permet d'établir une datation approximative des deux phases de réalisation, fin du XVe-début du XVIe siècle et, pour le pronaos et l'exonarthex 1554-1557. Ces peintures apparaissent donc pour la plus grande partie comme l'œuvre de l'école de peinture de l'époque d'Etienne III le Grand

qui a donné une interprétation créative de l'art des Paléologues.

Des édifices annexes (hôpital et typographie, baptistère et fontaine, séminaire théologique et église Saint Jean Jacob de Neamt, maison du prieur, etc.), bâtis pour la plupart au XIX^e siècle sur l'emplacement de constructions plus anciennes, sont disséminés aux alentours de l'enceinte du monastère. Ils composent avec les maisons des moines refaites au XIX^e siècle et leurs annexes (granges, étables, etc.) le village du monastère. Parmi les édifices, l'église du cimetière Saint-Jean-le-Théologien (construite en 1835 à l'emplacement d'une église en bois du XV^e siècle) est une petite construction de plan triconque dont la tour lanterne est surmontée d'un bulbe.

L'ermitage de la Présentation de la Vierge et Saint-Spiridon (Vovidenia), est établi autour de la pittoresque église homonyme, élevée en 1849 sur l'emplacement d'une église en bois de la fin du XVIII^e siècle. Des maisons en bois à un étage (XVIII^e siècle) sont dispersées autour de l'édifice. Elles reposent sur des fondations surélevées et sont couvertes d'une toiture à quatre pentes dont l'avant toit protège une terrasse en bois. La maison qui a accueilli le romancier Mihail Sadoveanu (1880-1961) a été transformée en musée à sa mémoire.

A quelques kilomètres plus au sud, une clairière accueille l'ermitage dédié à la Vierge (Pocrov). L'église bâtie en 1714 est une construction aux dimensions inhabituelles pour l'architecture en bois roumaine du XVIII^e siècle. Il est fort probable que ses proportions avaient été inspirées à son fondateur, le moine Pahomie, par les modèles rencontrés à l'occasion de son voyage à Kiev.

Gestion et Protection

Statut juridique

Les bâtiments du monastère de Neamt avec son enceinte, l'église Saint-Jean le Théologien (Bogoslov) et le clocher, l'église Saint-Jean-le-Nouveau, la maison Nicodim, le bénitier, l'ermitage Vovidenia (église de la Présentation de la Vierge et Saint-Spiridon et les constructions monacales) et l'ermitage Pocrov (église de la Vierge et tour clocher) bénéficient du statut de monuments historiques aux termes de la loi sur la protection du patrimoine culturel national N° 11/1994 qui a été complétée ultérieurement par plusieurs lois et ordonnances.

Le ministère de la Culture a élaboré un projet de loi sur les monuments historiques qui est en cours d'approbation. Ce projet de loi vise à unifier les dispositions légales en vigueur et à délimiter les questions spécifiques aux monuments historiques de celles du patrimoine culturel national dans son ensemble.

En vertu de la loi N°41/1995, les propriétaires de monuments historiques sont responsables de leur entretien courant. Les projets de conservation et de restauration des monuments historiques sont soumis à l'approbation des organes spécialisés du ministère de la Culture qui sont également chargés du contrôle des travaux. Les contrevenants aux décisions ministérielles sont soumis à des sanctions.

Par ailleurs, le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire et celui de la Culture collaborent pour l'établissement des zones construites protégées (Ordonnance N°134/1998).

Gestion

Les biens qui constituent la proposition d'inscription sont la propriété du monastère de Neamt qui est placé sous l'autorité de la métropole de Moldavie et de Bucovine. Le séminaire théologique et l'église Saint-Jacob de Neamt appartiennent à la métropole et le musée Mihail Sadoveanu au musée de la Littérature roumaine.

Le ministère de la Culture est responsable de la protection des monuments historiques. Il exerce ses fonctions par l'intermédiaire de la Direction des monuments historiques qui bénéficie des conseils de la Commission nationale des monuments historiques pour tout ce qui a trait à la recherche, au relevé, à l'inventaire, l'évaluation, la restauration, la conservation et la mise en valeur des monuments historiques.

Le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire (Direction des zones protégées et Commission des zones protégées construites), le ministère du Tourisme (Direction du développement, de la stratégie et de la gestion) et le Secrétariat d'Etat pour les cultes sont également impliqués dans la gestion des monuments historiques. Chacune de ces institutions est représentée au niveau du département de Neamt.

Un Plan national d'aménagement du territoire (PATN) dans lequel sont définies des zones protégées pour les monuments du département de Neamt a été élaboré par le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire. Il a été soumis à l'approbation du Parlement et fera l'objet de mesures législatives.

Par ailleurs, ce même ministère a approuvé (avis N° 315/1995) une « Etude pilote de délimitation et conservation des zones protégées et naturelles construites du département de Neamt » (projet N° 27/1995) qui définit quatre degrés de protection qui sont appliqués au bien proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial et à la zone tampon. Le Conseil départemental de Neamt doit accepter et donner une base juridique à cette étude conformément à la législation roumaine.

Les bâtiments du monastère proprement dit, les édifices principaux du village et les deux ermitages (classés monuments historiques) constituent le cœur d'une zone protégée et ils sont en même temps intégrés dans une zone de protection de plusieurs degrés.

Les quatre degrés de protection sont appliqués dans la vaste zone tampon qui comprend des constructions qui dépendent du monastère, un site archéologique, une réserve de chênes et d'aurochs, des champs et forêts. Les autorités compétentes ont également veillé à ce que des terrains agricoles, des vergers et pâturages qui avaient jadis appartenu au monastère et pourraient lui être rendus (le Parlement roumain examine actuellement la loi sur la rétrocession des terres) aient été intégrés dans la zone tampon. Cette hiérarchie qui établit la fonction actuelle et le futur usage de chaque zone vise à préserver le paysage attractif du site de nouvelles constructions qui pourraient avoir un impact visuel négatif. Elle fournit également des orientations pour planifier d'éventuels aménagements touristiques (des parcs de stationnement sont déjà prévus) dont le monastère de Neamt, déjà visité par de nombreux pèlerins et touristes, pourrait avoir besoin.

Par ailleurs, le département de Neamt a fait l'objet d'une étude sur l'aménagement des zones touristiques comprenant des monuments historiques et d'architecture.

Les responsabilités spirituelle et socio-économique du monastère de Neamt constituent un facteur tout aussi significatif pour la protection du bien proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Le monastère et l'église de l'Ascension ont été l'objet d'interventions dans la première moitié du XIXe siècle qui ont été corrigées à l'occasion des travaux de restauration des années 1953-1961 (rétablissement de la forme originale de la toiture, de fenêtres et de la façade sud de l'église, etc.).

Ces dernières années, des travaux de consolidation, de conservation et de mise en valeur du monastère de Neamt et des édifices du village sont en cours (peintures murales de l'église de l'Ascension, baptistère, etc.) et d'autres sont prévus pour le mur d'enceinte du monastère.

Seules les interventions absolument nécessaires ont été autorisées. Les spécialistes qui ont entrepris ces réparations de la structure des édifices (pour les éléments en bois par exemple) ont insisté sur la sauvegarde de la structure d'origine plutôt que sur le remplacement des éléments en vue d'une rénovation. Les travaux de rénovation qui ont été menés en plusieurs endroits de l'ensemble du complexe monastique faisaient partie de restaurations antérieures

et plus particulièrement de celles réalisées entre 1953 et 1961. Toutefois, certaines pratiques de conservation des bâtiments, la démolition et la reconstruction de l'église Saint-Georges (1959-1960) et le remplacement de la toiture en bois de l'enceinte monastique par du cuivre (1997), peuvent être remises en question.

La première campagne de conservation et de restauration de l'ensemble des peintures murales de l'église de l'Ascension de Jésus a été lancée en 1992. Ce travail délicat de mise à jour des peintures médiévales masquées par des repeints successifs (notamment ceux de la première moitié du XIXe siècle) est pratiquement achevé dans le sanctuaire.

Des interventions similaires sont prévues pour les peintures murales de la galerie d'entrée au monastère située au rez-de-chaussée de la tour clocher.

Le fait que le monastère de Neamt avec son village et les deux ermitages Vovidenia et Pocrov soient toujours en fonction est assurément un facteur essentiel qui a largement contribué à leur bon état de conservation.

Authenticité

En dépit des réparations et des adaptations que les édifices composant la proposition d'inscription ont subi à travers le temps, ils conservent un important degré d'authenticité.

Les édifices ont gardé leur fonction d'origine ce qui constitue un facteur important du caractère historique authentique du site. Ils représentent un répertoire des diverses phases d'un développement architectural continu depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Neamt au mois de février 1999.

Caractéristiques

La Roumanie a été une des dernières régions d'Europe à tomber sous l'influence culturelle de Byzance et elle a également été en contact avec l'architecture occidentale. Ces influences (et peut-être celle de l'Arménie également pour les coupoles) seront synthétisées et interprétées dans la deuxième moitié du XVe siècle pour former une architecture religieuse propre à la Moldavie. L'église de l'Ascension du monastère de Neamt propose des principes de construction caractéristiques de cette architecture.

Analyse comparative

Le plan à cinq espaces, le système de voûtement et le parti décoratif des façades de l'église de l'Ascension du

monastère de Neamt synthétisent des expériences antérieures mais qui ont été menées de manière partielle notamment à Putna (1466-1469) et à l'ancienne église de Probota (avant 1469), deux fondations du prince Etienne III le Grand aujourd'hui disparues. Il a servi de modèle aux églises du XVI^e siècle des monastères de Suceava et de Probota qui sont inscrites sur la Liste du patrimoine mondial (sous la dénomination Eglises de Moldavie) plus particulièrement pour leurs peintures murales extérieures.

Les monastères orthodoxes sont déjà représentés sur la Liste du patrimoine mondial par le Mont Athos (Grèce), le monastère de Rila (Bulgarie), le monastère de Studenica (Yougoslavie) et d'autres monastères figurent sur la liste indicative de plusieurs Etats Parties comme celui de Decani (République fédérative de Yougoslavie).

Recommandation

Tout en reconnaissant l'importance du bien proposé pour inscription dans le contexte de la Moldavie, il est recommandé que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Eglises en bois de Maramures (Roumanie)

No 904

Identification

<i>Bien proposé</i>	L'ensemble « Eglises en bois de Maramures »
<i>Lieu</i>	Département de Maramures Commune: Bârsana, village : Bârsana Commune: Budesti, village : Budesti Commune: Desesti, village : Desesti Commune: Ieud, village : Ieud Commune: Sisesti, village : Plopis Commune: Poienile Izei, Village: Poienile Izei Ville: Tirgu Lapus, village : Rogoz Commune: Sisesti, village : Surdesti
<i>Etat Partie</i>	Roumanie
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Certains chercheurs soulignent le caractère exceptionnel des églises en bois de Maramures dû à leur forme, leur réalisation, leur authenticité, leur équilibre, leur dynamisme, et leur ambiance. Les superlatifs que tout un chacun serait tenté d'employer à la vue de ces églises ne sont certainement pas anodins, mais expriment l'émotion provoquée par tout ce qui est oeuvre d'art. Ces églises sont le fruit du travail de générations successives d'artisans géniaux, et le résultat de l'art de travailler avec un sens artistique inné. Le talent des maîtres tailleurs de Maramures leur a valu une renommée méritée, toujours reconnue aujourd'hui, ainsi que le prouvent leurs créations contemporaines. **Critère i**

Les églises en bois de Maramures, proposées pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, sont l'exemple d'un type de construction établi sur le système blockbau, et sont la représentation d'une interprétation du gothique utilisant exclusivement le bois, suivant une technique traditionnelle, qui s'est cristallisée au XVIII^e siècle pour se perpétuer sous cette forme jusqu'à nos jours, créant un modèle, voire même un style appelé «à la Maramures». **Critère iv**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles que définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé pour inscription est un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

Le territoire de Maramures, situé au nord de la Transylvanie, s'est constitué à travers le temps par la fusion de très anciennes entités géographiques et socio-politiques, appelées « pays » dont celui de Maramures, de Chioar et du Lapus où sont implantées les églises proposées pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Ces « pays » sont unis par le cadre géographique, composé de montagnes autrefois couvertes de forêts et de nombreux cours d'eau, mais également par leur histoire et la vie spirituelle.

Au Moyen Age, les structures sociales rurales sont fondées sur des villages de type communautaire qui sont regroupés par vallées sous la direction générale du voïvode de Maramures. Les églises de la région sont placées sous la juridiction du monastère orthodoxe de Peri. Le territoire de Maramures, connu sous le nom de *terra Maramorosiensi* (1324) et de *districtus Maramorosiensi* (1326), a bénéficié d'une certaine autonomie politique avant de passer sous l'autorité des souverains hongrois.

Il devient un « comitat » en 1385 et il est ensuite intégré à la principauté de Transylvanie (1538) qui sera annexée par les Habsbourg en 1711. La période comprise entre la fin du XVII^e et celle du XVIII^e siècle est particulièrement riche en événements politiques et culturels pour le Maramures où se sont croisés la tradition byzantine et les apports occidentaux (église uniate, Réforme et Contre-Réforme). La plupart des églises en bois de la région sont reconstruites après les destructions provoquées par la dernière grande invasion tatare en 1717.

Description

Les huit églises de Maramures qui sont proposées pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial sont des monuments de l'architecture traditionnelle en bois.

Elevées au XVIII^e et au XIX^e siècle, elles ont conservé leur plan traditionnel composé d'un pronaos et d'un naos lesquels forment un rectangle et d'un sanctuaire pentagonal en décrochement. Un portique a été ajouté à la façade occidentale des églises de Bârsana, Poienile Izei, Ieud Deal, Surdesti et Plopis. Elles sont couvertes d'une haute toiture double à pentes raides d'où s'élance une haute tour clocher munie d'une galerie qui rappelle les églises gothiques en pierre et confère aux églises une silhouette caractéristique.

Les églises s'élèvent sur un socle de blocs de pierres et remplage de cailloux ; les poutres de bois (chêne ou bien sapin) sont disposées selon le système blockbau et assemblées par des jointures en forme de V, U ou T qui confèrent stabilité et flexibilité à la construction. Les poutres de la partie supérieure des parois se prolongent au-delà des points de jonction pour former des consoles d'appui pour la charpente. Les parois extérieures sont généralement ornées d'un motif de torsade et les éléments de la structure (consoles, encadrement des ouvertures, balustrade, galerie du clocher, etc.) sont le support de décorations sculptées.

Les trois espaces intérieurs sont couverts de plafonds ou de voûtes aux formes variées et une tribune est installée ultérieurement (fin XIXe-début XXe siècle) sur le naos pour accueillir les fidèles plus nombreux. L'intérieur est entièrement couvert de peintures qui ont été réalisées dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et la première du XIXe siècle par des peintres itinérants dont les noms nous sont connus. Ces peintures se rattachent aux traditions post-byzantines mais leur iconographie reflète également les idées véhiculées par la Réforme et la Contre-Réforme. Les canons de la peinture byzantine sont réinterprétés dans un style graphique et décoratif pour créer une peinture au caractère plus naïf et frais. Au début du XIXe siècle, une peinture de facture baroque et rococo fait son apparition dans les églises en bois de Maramures sans doute par l'intermédiaire des pays voisins.

- Eglise de la Présentation de la Vierge au temple (Bârsana)

L'ancienne église du monastère de Bârsana, construite en 1720 est devenue église paroissiale en 1806 au moment où elle a été déplacée sur le site actuel. A cette occasion, un portique à deux niveaux, reliés par un escalier, est aménagé sur la façade occidentale. L'église s'inscrit par sa planimétrie dans la tradition des églises du département de Maramures mais s'en distingue par ses dimensions plus modestes. Le peintre Hodor Toader réalise en 1806 le décor peint dont l'iconographie et le style confirment les influences de la peinture baroque et rococo notamment dans le naos et le sanctuaire.

- Eglise Saint-Nicolas (Budesti)

L'église Saint-Nicolas est élevée en 1643 à l'emplacement d'une église antérieure au XVe siècle. Elle constitue un exemple éminent des églises en bois de Maramures qui a servi de modèle à d'autres églises. Elle se distingue également par la taille et la présence de quatre clochetons à la base de la flèche qui témoignent d'un lien avec la région voisine de Lapus. La peinture intérieure relève de deux périodes différentes : celle du narthex et du naos est l'œuvre d'Alexandru Ponehalski (1762) qui est également l'auteur de plusieurs icônes et celle du sanctuaire de Ioan Opris (1832).

- L'église Sainte-Parascève (Desesti)

Construite en 1770, l'église témoigne de la maturité artistique des constructeurs. Les éléments architecturaux sont soulignés à l'extérieur par des motifs décoratifs (dents de scie, feuilles, etc.) incisés ou taillés dans le

bois qui composent un ensemble homogène et de grande qualité. Le peintre Radu Munteanu, reconnu comme le promoteur d'une école de peinture religieuse au XVIIIe siècle, a réalisé avec l'aide du peintre Gheorghe la décoration intérieure (1780).

- L'église de la Nativité-de-la-Vierge (Ieud Deal)

L'église actuelle édifiée au milieu du XVIIIe siècle remplace l'édifice détruit par les Tatars en 1717. La structure de l'espace intérieur et plus particulièrement les voûtes qui couvrent le naos et le narthex témoignent de l'ingéniosité des bâtisseurs. Le peintre Alexandru Ponehalski, déjà actif dans la région, réalise la décoration intérieure qui se distingue par la richesse du programme iconographique (1782). L'ensemble que constituent généralement les églises en bois de Maramures avec le cimetière est complété à Ieud par une tour clocher en bois isolée et un chemin de croix dont les stations sont construites en maçonnerie.

- L'église des Saints-Archanges (Plopis)

Située dans le « pays » de Chioar, l'église des Saints-Archanges (1796-1798) présente certaines analogies avec l'église de Surdesti comme le toit uniforme légèrement surbaissé au-dessus du sanctuaire, le clocher élané avec ses quatre clochetons d'angles et certains éléments du décor sculpté à l'extérieur (torsade médiane des murs, motifs du socle et de la balustrade du belvédère). Le décor peint par Stefan en 1811, originaire du village, est conservé sur les voûtes et l'iconostase avec notamment une Descente de Croix.

- L'église Sainte-Parascève (Poienile Izei)

L'église Sainte-Parascève est une des plus anciennes églises en bois de Maramures (1604) et elle témoigne également des deux étapes de l'évolution de ces édifices. La première étape concerne la partie inférieure des murs avec un sanctuaire de plan carré, forme caractéristique des plus anciens bâtiments en bois. Au XVIIIe siècle, les murs sont surélevés, le naos est couvert d'une voûte en plein cintre et l'intérieur reçoit son décor peint (1794). Le portique qui protège l'entrée est ajouté dans la première moitié du XIXe siècle.

- L'église des Saints-Archanges (Rogoz)

L'église construite en 1663 a été déplacée de Suci de Sus à Rogoz en 1883. Elle se caractérise par un sanctuaire en décrochement heptagonal, un pronaos polygonal, une entrée au sud et une large toiture asymétrique. Elle se distingue également par une abondante sculpture décorative (consoles à « tête de cheval », motif d'ancienne tradition roumaine, encadrement de l'entrée en accolade, torsade, rosette, croix, etc.). La peinture murale réalisée en 1785 par deux peintres du pays, Radu Munteanu et Nicolae Man, est en partie conservée.

- L'église des Saints-Archanges (Surdesti)

Elevée en 1767, l'église des Saints-Archanges de Surdesti synthétise toutes les caractéristiques des églises en bois de Maramures arrivées à leur pleine maturité

avec notamment un double auvent et des fenêtres superposées. Le portique à deux niveaux et sa haute tour clocher datent du XIXe siècle. En 1783, trois peintres dont Stefan (iconostase et sanctuaire) se partagent la décoration intérieure de l'église.

Gestion et Protection

Statut juridique

Les huit églises de bois incluses dans la proposition d'inscription - Bârsana, Budesti, Desesti, Ieud-Deal, Plopis, Poienile Izei, Rogoz et Surdesti – sont classées monuments historiques d'importance nationale et dotées du statut de trésors nationaux (Liste des monuments, catégorie A) aux termes des Articles 1 et 2 de la loi n° 11 de 1994 sur la Protection des monuments historiques. L'article 1 de cette même loi définit les zones de conservation avoisinantes comme faisant « partie intégrante du monument historique ». Pour chacune de ces huit églises, une zone de conservation et une zone tampon ont été définies et soumises aux réglementations nécessaires ; agréées par la Commission des zones de conservation, sous l'égide du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire en vertu de la loi sur la construction, la loi n° 50 de 1991 sur les Réglementations de la construction et l'Aménagement du territoire, elles jouissent d'un statut juridique.

Il convient de mentionner que la législation de protection des monuments historiques en vigueur, la loi n° 11 de 1994, contient des dispositions extrêmement strictes relatives à la protection, la préservation et la gestion des biens et des sites classés. Néanmoins, elle n'est que provisoire, et ne stipule aucun contrôle ni aucune gestion efficace au niveau du comté ou de la localité. Il n'existe aucune organisme ou institution professionnelle (depuis la dissolution de l'Office national en novembre 1994), la Direction des monuments historiques étant comprise dans l'administration du ministère de la Culture. Un projet de nouvelle loi sur la Conservation préparé ces dernières années, stipulant entre autres un Comité national et des structures décentralisées à l'échelle du comté, sera présenté au Parlement à la fin du mois de mars 1999.

Gestion

Les églises de bois, en tant que lieux de culte, appartiennent aux communautés religieuses orthodoxes

Les propriétaires des bâtiments et des zones classés sont responsables de leur gestion, de leur réparation et de leur ouverture au public. Toute altération nécessite la permission du ministère de la Culture et de la Commission nationale des monuments historiques.

Il existe des zones de conservation clairement définies et adéquates, ainsi que des zones tampons appropriées autour des biens. Elles ont été dessinées dès 1993 sur l'initiative du ministère de la Culture, en collaboration avec le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire et l'administration du comté. Elles sont énoncées par la loi n° 11 de 1994 sur

la Protection des monuments historiques, la loi sur la construction, la loi n° 50 de 1991 sur les Réglementations de la construction et l'Aménagement du territoire, et les réglementations de chaque zone de conservation liées à l'urbanisme, conformément à l'arrêté du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire concernant les zones de conservation.

La supervision globale des biens proposés pour inscription a été confiée au ministère de la Culture, qui remplit sa mission en collaboration avec la Commission nationale des monuments historiques, l'Office national de la protection du patrimoine, le Secrétariat d'État pour les Cultes et, si besoin est, avec le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, le ministère de l'Éducation, le Bureau d'inspection culturelle du comté de Maramures, l'Office du Patrimoine culturel du comté, l'archevêché orthodoxe de Maramures et les paroisses locales.

Le ministère de la Culture met une aide financière conséquente à la disposition des propriétaires privés – tout particulièrement les communautés religieuses – pour les projets de conservation et de restauration. Il est également possible d'obtenir des subventions du Secrétariat d'État pour les Cultes de l'archevêché orthodoxe. Entre 1992 et 1997, le ministère de la Culture a contribué au programme de conservation de 17 églises en bois dans le comté de Maramures et, depuis 1997, un projet pilote de conservation portant sur sept églises en bois (dont les biens proposés pour inscription), le « projet Maramures », est en cours. Autres initiatives à mentionner, les demandes d'aide financière de la Commission européenne pour les travaux de conservation des peintures murales de Surdesti et le Getty Grant Program, concernant des travaux de conservation du bois à Bârsana, Ieud et Rogoz.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Grâce au respect de la tradition et des lieux sacrés, les travaux de maintenance et de restauration se sont toujours poursuivis, même à l'époque communiste. Entre 1958 et 1977, l'Office national de protection des monuments historiques est parvenu à former plusieurs spécialistes à la conservation de l'architecture de bois du Maramures et à coordonner les interventions de conservation sur la quasi-totalité des églises proposées pour inscription. À Bârsana, entre 1963-1965, des travaux de conservation ont éliminé certains ajouts inappropriés de 1929 ; à Budesti, en 1970, les fondations de pierre ont été rénovées et la voûte du naos partiellement remplacée. À Ieud-Deal, entre 1957-1959 et 1960-62, le clocher a subi des travaux de consolidation structurelle et le toit en bardeaux a été remplacé ; à Plopis, des travaux de réparation et de consolidation ont eu lieu en 1961 (fondations et base de pierre), ainsi qu'une consolidation structurelle de la tour en 1973. À Poienile Izei, une restauration complète a eu lieu entre 1961-1962 (avec l'élargissement de la galerie en 1970) ; à Rogoz, en 1960-61, les fondations et la

base de pierre ont été remplacées, de même que de certaines billes, et le toit de bois a fait l'objet de réparations ; en 1968, une intervention a été conduite contre les attaques biologiques (*Merulius Lacrimans*). À Surdesti, entre 1960 et 1962, des travaux de consolidation structurelle ont été entrepris.

Tous ces travaux de conservation ont été exécutés avec un extrême souci professionnel et un grand respect ; seuls des matériaux, des méthodes et des techniques traditionnels ont été utilisés.

Après la dissolution de l'Office national en 1977, certains des artisans qualifiés ont eu la chance de pouvoir poursuivre leur travail dans le cadre des musées en plein air ; ainsi, les compétences traditionnelles ont survécu.

Depuis 1990, toutes les autorités responsables de la protection et de la conservation des églises en bois au niveau national et régional ont lancé différentes initiatives et projets de formation de spécialistes à la fois à la conservation traditionnelle du bois et au traitement biologique (professionnels spécialisés en Norvège, Grande-Bretagne, etc.). Un intérêt tout particulier est porté aux problèmes de conservation des peintures murales ; certains restaurateurs sont spécialisés et des stages internationaux organisés (à Rogoz en 1998). Pour le moment, on compte quatre entreprises de haut niveau dans le comté de Maramures, spécialisées dans la conservation, la maintenance et la réparation des églises. Ces travaux de conservation se sont poursuivis après 1990 sur les biens proposés pour inscription : à Bârsana en 1997, travaux de consolidation structurelle sur le clocher et le toit (protection de la voûte peinte) ; à Budesti, travaux de restauration actuellement en cours (remplacement du toit et de certaines parties du clocher). De même, à Desesti, des travaux du début du siècle (fondations remplacées par du béton, changement du matériau de construction du toit) ont été réparés pendant les travaux de conservation de 1996-1997 (incluant la conservation des peintures murales) ; à Poienile Izei, en 1996-97, la galerie a été réduite à ses dimensions originales et le toit rénové ; à Rogoz, en 1997-98, des travaux de conservation contre les attaques biologiques et sur les peintures murales ont été menés à bien ; à Surdesti, des travaux de conservation des peintures murales sont en cours depuis 1997.

Authenticité

Le degré d'authenticité des divers biens proposés pour inscription est très élevé. En effet, les travaux traditionnels de maintenance et de réparation des églises en bois, ainsi que les principes de conservation des artisans de Maramures, ont assuré le remplacement des éléments architecturaux endommagés ou dégradés dans le respect des matériaux et des techniques utilisés à l'origine par les premiers constructeurs.

La disposition intérieure et la décoration des églises, avec leurs peintures murales qui sont de véritables chefs d'œuvre, sont d'authentiques témoignages de la vie religieuse traditionnelle des communautés orthodoxes au fil des siècles.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise a visité les églises en bois de Maramures en février 1999. Le Comité scientifique international de l'ICOMOS pour l'Architecture vernaculaire a également été consulté.

Caractéristiques

Les biens qui composent la proposition d'inscription des églises en bois de Maramures offrent une image vivante de l'architecture de bois traditionnelle du nord de la Roumanie depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours, grâce à la tradition de construction en rondins de bois répondant à l'ordre de l'espace liturgique orthodoxe et combinée à une interprétation particulière de l'architecture gothique, matérialisée par le bois. Les églises proposées pour inscription, leurs peintures murales, leur enclos paroissial et leur cimetière sont des exemples représentatifs de régions géographiquement et historiquement distinctes de ces traditions vernaculaires dans les contrées montagneuses du nord des Carpates.

Analyse comparative

La valeur particulière des églises en bois de Maramures réside dans le fait qu'elles sont des exemples exceptionnels d'un type spécifique d'architecture religieuse en bois résultant de la combinaison entre les traditions religieuses orthodoxes et l'interprétation de l'esprit gothique dans le bois, l'expression architecturale, la conception et les proportions étant très différentes de l'architecture religieuse en bois des régions des Carpates plus au nord et au nord-ouest.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* soumettent l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial à la condition que chaque bien fasse l'objet d'un plan de gestion approprié en vigueur. Ce n'est le cas pour aucune des huit églises proposées pour inscription : il convient donc d'en préparer un et de le mettre en applications au plus vite.

Brève description

Les églises en bois de Maramures proposées pour inscription – une sélection d'exemples remarquables de différentes solutions architecturales issues de périodes et de régions différentes – dessinent un portrait vivant de la diversité des conceptions et des compétences artisanales exprimées dans ces constructions de bois hautes et étroites, dotées du caractère clocher haut et élancé du côté ouest du bâtiment et de toits simples ou doubles couverts de bardeaux. Il s'agit là d'une

expression vernaculaire propre au paysage culturel de cette région montagneuse du nord de la Roumanie.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie en demandant la préparation de plans de gestion pour les biens proposés pour inscription. Si ces informations sont fournies et considérées comme étant acceptables, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base du *critère iv* :

Critère iv Les églises en bois de Maramures sont des exemples exceptionnels d'une architecture religieuse et vernaculaire en bois, fruit des interactions entre traditions religieuses orthodoxes et influences gothiques, dans une interprétation particulière des traditions architecturales du bois, qui laisse apparaître une grande maturité artistique et d'immenses compétences artisanales.

ICOMOS, mars 1999

Forteresses daces (Roumanie)

No 906

Identification

Bien proposé Forteresses daces des monts d'Orastie

- Lieu*
- 1 Sarmizegetusa : village de Gradistea de Munte, commune d'Orastioara de Sus, département de Hunedoara
 - 2 Costesti-Cetatuie : village de Costesti, commune d'Orastioara de Sus, département de Hunedoara
 - 3 Costesti-Blidaru : village de Costesti, commune d'Orastioara, département de Hunedoara
 - 4 Luncani-Piatra Rosie : village de Luncani, commune de Bosorod, département de Hunedoara
 - 5 Banita : village de Banita, commune de Banita, municipalité de Petrosana, département de Hunedoara
 - 6 Capalna : village de Capalna, commune de Sasciori, département d'Alba

État partie Roumanie

Date 29 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

Le système défensif des citadelles daces des monts d'Orastie représente un chef d'œuvre du génie créateur de l'homme, par l'unicité et l'exemplarité du phénomène développé en dehors du monde gréco-romain, par le concept de montagne fortifiée, par la structure planifiée de l'ensemble, la vision architecturale à l'échelle d'un vaste territoire, l'emploi ingénieux du milieu naturel. Le site de Gradistea de Munte-Sarmizegetusa, dans son intégralité mais surtout la zone sacrée représente une des plus impressionnantes réussites humaines par la suggestion remarquable de l'espace sacré et impénétrable des Dieux, par la proportion et la spiritualité qui s'en dégage. **Critère i**

Le système défensif des forteresses daces des monts d'Orastie apporte un témoignage unique et exceptionnel sur la civilisation aujourd'hui disparue des Géo-Daces, un des derniers peuples à avoir été intégré au monde romain ; la texture et la structure raisonnée de l'ensemble, les solutions particulières propres à l'exécution technique de chaque élément de l'ensemble, la parfaite intégration au milieu naturel confèrent aux sites situés autour de la capitale Sarmizegetusa Regia une valeur exceptionnelle.

Critère iii

L'ensemble des citadelles daces de la zone montagneuse d'Orastie représente le plus bel exemple d'un programme architectural cohérent d'un pouvoir politique et religieux, capable de briser les anciennes structures tribales et d'unifier son ethnos autour du concept d'Etat, fait unique en son temps. **Critère iv**

Les citadelles daces des monts d'Orastie sont un exemple nullement préservé ailleurs qui témoigne d'une conception originale de l'habitat basé sur un site modelé avec des objectifs précis, traditionnels et spécifiques à cette civilisation. **Critère v**

L'ensemble dace des monts d'Orastie est un repère exceptionnel dans l'imaginaire collectif lié à l'histoire romaine, puis latine du peuple roumain. Pour les roumains, les scènes historiques représentées sur la colonne Trajane est le symbole de leur histoire européenne. **Critère vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un ensemble de *sites*.

Histoire et description

Histoire

La civilisation des Gètes (*Getae*) et des Daces apparaît dans le monde thrace bien avant qu'Hérodote ne les mentionne pour la première fois, au VII^e siècle avant J.-C. Les Gètes habitaient la plaine du Danube, et les Daces la partie centrale et occidentale de la région s'étendant entre les Carpates et le Danube. Plusieurs auteurs anciens soulignent leurs étroites relations culturelles et linguistiques.

Leur culture était typique de l'âge du Fer : ils pratiquaient l'agriculture, l'élevage, la pêche et le travail du métal, ainsi que le commerce avec le monde gréco-romain, comme en attestent les produits de luxe et les monnaies retrouvés. Lorsque des colonies grecques comme Istros, Tomis, Odessos, etc. s'établirent le long des côtes septentrionales de la mer Noire au VII^e siècle avant J.-C., les dirigeants géto-daces instaurèrent avec elles des liens étroits, et leur offrirent leur protection. Cet échange culturel eut un profond impact sur les sociétés de la région. Quant aux autres influences culturelles majeures, adoptées par l'aristocratie guerrière, elles venaient des Scythes, qui habitaient les régions situées au nord et à l'est.

Pendant leur expansion, qui commença au IV^e siècle, les peuples celtes s'établirent dans ce qui est aujourd'hui la Transylvanie, et établirent une hégémonie sur la région, grâce à la supériorité de leurs armes. Cependant, à partir du milieu du III^e siècle avant J.-C., leur influence commença à s'étioler. Une nouvelle forme géto-dace d'organisation territoriale fit son apparition au début du II^e siècle avant J.-C., parallèlement à d'importantes

avancées technologiques (poterie au tour, socs de fer, construction en pierre). Celle-ci s'organisait autour de la *dava*, centre d'un territoire tribal, qui accueillait de nombreux sites sacrés (*temenoi*) et autres lieux de culte.

On ignore par quel processus la structure tribale et fragmentée antérieure devint une structure centralisée, mais il existe de nombreuses preuves attestant que la civilisation géto-dace s'épanouit à partir du 1^{er} siècle avant J.-C., grâce à l'intelligence et au pragmatisme de ses souverains et de ses prêtres. Burebista (82-44 avant J.-C.) instaura un royaume de type hellénique, soutenu par une aristocratie guerrière, dont le cœur se trouvait dans les monts d'Orastie, autour de la montagne sacrée *Kogaionon*, où fut construite la cité sacrée, *Sarmizegetusa Regia*. Ce royaume devint le maître de toute la côte de la mer Noire, absorbant les colonies grecques.

Après la mort de Burebista, son royaume fut morcelé en territoires plus petits, mais Sarmizegetusa conserva sa place prépondérante ; elle devint de fait la première (et la seule) véritable ville de Dacie. Les souverains daces s'impliquèrent de plus en plus dans la politique interne de l'empire romain, et subirent en conséquence des expéditions punitives. La frontière inférieure du Danube (*limes*) était le théâtre constant d'incursions transfrontalières et de campagnes mineures. Une nouvelle phase commença en 86 après J.C., avec le début d'une série de guerres entre Romains et Daces.

Au printemps de l'an 101, l'empereur romain Trajan, ayant sécurisé la frontière du Rhin, entama une offensive contre les Daces. C'est alors que Décébale unifia les royaumes daces et concentra ses forces dans les monts d'Orastie, où il finit par se rendre à Trajan. S'ensuivit une division houleuse du territoire, à laquelle Décébale mit un terme en 105 en capturant le gouverneur romain Longinus. Cette fois cependant, il ne put maintenir l'union des Daces contre la puissante armée romaine. Son trésor et ses forteresses furent conquis, et Décébale se suicida pour ne pas être fait prisonnier. Cette campagne est illustrée par les reliefs ornant la colonne Trajane à Rome.

La Dacie devint une province impériale romaine, et ses forteresses furent délaissées. De nouvelles cités romaines furent créées, mais aucune ne le fut sur les sites daces, à l'exception de Sarmizegetusa, qui reçut le nom ronflant de *Colonia Ulpia Traiana Augusta Dacica Sarmizegetusa*. La Dacie devait rester partie intégrante de l'empire romain jusqu'en 274, époque à laquelle l'empereur Aurélien l'abandonna sous l'irrésistible pression des Goths.

Description

Le système élaboré par les Daces pour défendre leur capitale, Sarmizegetusa Regia, se composait de trois éléments fortifiés distincts. Tous étaient placés à un point stratégique, afin de contrôler d'importantes artères militaires et/ou de communications : passages montagneux, rivières ou routes commerciales.

Le plus ancien est représenté par les *sites fortifiés* perchés sur des hauteurs (pics ou promontoires). Ces

ouvrages consistaient en remparts à palissades et en fossés, d'un style répandu dans l'Antiquité (les *oppida* celtes, par exemple). La plupart étaient d'importants centres économiques et commerciaux, où les habitants s'installaient à la fois à l'intérieur et à l'extérieur.

Le deuxième groupe est constitué de *forteresses*, complexes militaires invariablement établis sur des collines et exclusivement occupés par des garnisons. Cependant, elles comptaient parfois une population civile très réduite, installée extra-muros. Mais elles présentaient souvent une grave lacune : en effet, elles manquaient de sources d'eau et ne pouvaient donc soutenir un siège prolongé.

Enfin, la dernière catégorie est celle des ouvrages de défense linéaires, qui bloquaient l'accès depuis certaines routes et reliaient plusieurs forteresses.

- *Sarmizegetusa*

Ce site, capitale de la Dacie, couvrant 17,83 ha, réunit trois composantes : la forteresse, la zone sacrée et le quartier civil.

Des terrassements du plateau de Gradistea permirent d'accueillir cette installation. Le site est dominé par la forteresse, centre du gouvernement séculier et spirituel. Une zone d'à peine plus d'un hectare était entourée d'un imposant mur de pierre et de bois, construit selon la technique dite *murus dacicus*. Rares sont les vestiges des divisions internes, démolies quand Sarmizegetusa tomba aux mains des Romains.

La zone sacrée est située à l'est de la forteresse. L'accès se fait au moyen d'un chemin pavé à l'ouest, et d'un escalier monumental de pierre à l'est. Au centre subsistent un certain nombre de sanctuaires circulaires ou rectangulaires. Les premiers, construits en blocs d'andésite volcanique avec des piliers de bois, présentaient en leur centre des foyers sacrificiels. Quant aux seconds, ils étaient faits d'andésite ou de calcaire, et étaient dotés de colonnes de pierre ou de bois.

Le quartier civil s'étendait sur plus d'une centaine de terrasses artificielles, dont une poignée seulement ont déjà été fouillées. Les maisons de plan circulaire étaient faites de pierre et de bois. Un certain nombre d'ateliers (travail du métal, poterie, verre, frappeage des monnaies, etc.) ont été découverts. Des thermes romains ont également été mis à jour le long de l'une des routes d'accès à ce quartier ; Ils disposaient de trois sources, qui alimentaient des citernes et des canaux.

Le bien proposé pour inscription comprend également le site dace voisin de *Fetele Albe*, associé au site principal. Il s'agit d'un site en terrasse, où des fouilles ont révélé des habitations et des sanctuaires en pierre. Les matériaux céramiques et métalliques découverts pendant les fouilles étaient de grande qualité, certains importés de l'empire Romain, attestant du niveau culturel et économique avancé des Daces aux 1^{ers} siècles avant et après J.-C.

- *Costesti-Cetatuie*

Ce petit plateau ellipsoïdal, sur une colline surplombant la rive gauche de la rivière Apa Orasului, a été terrassé pour former une puissante forteresse. Ses fortifications ont été posées en trois remparts concentriques, érigés lors d'étapes successives de la vie de la forteresse. Les remparts sont faits de pierre, de bois et de remblais de terre, chaque enceinte faisant appel à une technique différente.

L'entrée, très protégée, se trouvait au sud. Un certain nombre de tours subsistent : certaines d'entre elles étaient des bastions, les autres étant utilisées comme des habitations. L'architecture religieuse est représentée par quatre sanctuaires rectangulaires, érigés sur des socles de calcaire, avec des colonnes de bois. Deux citernes ont également été découvertes.

- Costesti-Blidaru

Blidaru est la plus puissante et la plus spectaculaire des forteresses érigées pour défendre la capitale de Sarmizegetusa. De plan rectiligne, elle est située au sommet nivelé d'une petite colline.

Il y a deux enceintes, couvrant 0,5 ha La première, la plus haute, est trapézoïdale. Les murs (de style *murus dacicus*) sont dotés de bastions d'angle, l'un d'entre eux permettant d'accéder à l'intérieur, où se trouvent les vestiges d'un bâtiment carré, qui devait abriter la garnison.

Une seconde enceinte fut ajoutée plus tard, la forteresse s'étendant désormais sur tout le sommet de la colline. De plan rectangulaire elle aussi, elle est dotée de murs qui ont été renforcés par une série de contreforts ; sur deux des murailles, ceux-ci ont par la suite été transformés en une série de casemates, avec des étages supérieurs probablement utilisés comme entrepôts.

- Lunca Piatra Rosie

Cette forteresse consiste en deux enceintes fortifiées situées sur le versant oriental d'un massif rocheux, couvrant 1,2 ha La plus ancienne et la plus petite des deux, de plan rectangulaire, possède des bastions d'angle, un cinquième couvrant l'approche moins abrupte de l'est. À l'intérieur, on trouve un bâtiment absidal à charpente de bois, avec deux pièces. Au nord, et à l'extérieur des enceintes, se dressent deux édifices, sur le site d'un sanctuaire antérieur.

La seconde enceinte date de la fin du I^{er} siècle après J.-C. Ses fortifications ont été construites en pierre concassée et en terre battue, et encerclent une zone bien plus vaste. Il y a deux grands bastions semi-circulaires aux angles, et trois autres en dehors de l'enceinte.

- Banita

Cette forteresse a été construite sur une colline conique et escarpée, dans la vallée de Jiu. Le sommet n'était accessible que par le nord, et était défendu par un fort mur de pierre, de style *murus dacicus*. On entre dans la forteresse elle-même par une porte menant à un escalier monumental de calcaire, flanqué de balustrades d'andésite.

Le plateau qui se trouve au-dessus possède trois terrasses de niveaux différents. Sur la deuxième, au centre du plateau, s'élevait un baraquement militaire à charpente de bois. Quant à la troisième, elle est de plan trapézoïdal, et délimitée par un imposant mur de pierre.

- Capalna

La forteresse de Capalna a été construite au sommet d'une colline escarpée, qui a été terrassée et entourée de remparts suivant ses contours naturels. Une imposante structure carrée fut construite selon la technique *murus dacicus*, laquelle était occupée par la garnison ; elle était dotée à l'origine d'un étage supérieur. Elle est flanquée de plusieurs structures plus petites. En outre, des fouilles ont révélé les traces de plusieurs baraquements à charpente de bois dans l'enceinte.

La muraille fortifiée part du bâtiment militaire, et servait également de soutènement aux terrasses. On entrant dans l'enceinte par une porte fortifiée au sud-est, proche du bâtiment militaire. À l'origine, une autre entrée se trouvait au nord-est, mais elle fut condamnée entre la construction de la forteresse et la conquête romaine en 106 après J.-C.

Gestion et protection

Statut juridique

Les biens proposés pour inscription font partie de la Réserve préhistorique et historique des monts d'Orastie, créée en vertu de la loi fondamentale sur la Protection du patrimoine n° 41/1994, telle qu'étendue et complétée par des lois et décrets ultérieurs. Celle-ci exige que toutes les interventions sur des sites et des monuments protégés soient soumises à l'agrément des autorités compétentes. Il existe deux niveaux de protection autour de chaque bien. Aucune construction n'est autorisée dans les zones intérieures, et un contrôle est exercé sur les travaux dans les zones extérieures.

Gestion

Les sites proposés pour inscription sont tous la propriété de l'État. Les biens situés dans les zones tampon appartiennent en partie à l'État et en partie à des particuliers.

La responsabilité globale des monuments protégés incombe au ministère de la Culture, qui opère par l'intermédiaire de sa direction des Monuments historiques, sur les conseils de la Commission nationale des monuments historiques en matière de recherche et d'inventaire, d'évaluation, de restauration, de conservation et d'autres aspects de son travail.

La direction des Monuments historiques compte des inspecteurs aux responsabilités régionales ; au niveau départemental, les Offices du patrimoine culturel national emploient des professionnels.

Le plan national d'occupation des sols (PATN) reconnaît l'importance des forteresses daces des monts

d'Orastie. Un plan propre à la région a d'ailleurs été approuvé en 1997-1998, et stipule l'investigation et la présentation des sites archéologiques, la préparation et la mise en œuvre de mesures destinées à assurer leur protection dans la planification socio-économique, la réévaluation du statut juridique des zones de protection, des recherches scientifiques permanentes, le développement de politiques touristiques régionales, l'implication accrue des petites administrations et des populations locales, un meilleur accès et une meilleure signalisation.

Il existe actuellement des plans de gestion pour chacun des biens qui composent la proposition d'inscription. Ceux-ci sont liés à l'investigation, à la conservation et à la présentation, et tiennent également compte des modifications potentielles de la propriété et/ou de l'occupation des sols dans les zones tampon.

Chacun des sites compte une zone de protection intérieure et extérieure, selon les prescriptions de la législation sur le patrimoine. Celles-ci sont conformes aux zones tampons qu'exigent les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Les sites sont tous relativement isolés et difficiles d'accès. Seuls Sarmizegetusa, Cetatuie et Blidaru comptent des gardiens permanents sur place, responsables du travail général de maintenance.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Des travaux de conservation considérables, précédés par des fouilles archéologiques limitées, ont eu lieu à *Sarmizegetusa* ces dernières années. En sus de la consolidation et d'une anastylose limitée sur les murs, de nouveaux sols ont été insérés dans l'un des grands sanctuaires, un drainage a été introduit, des éléments architecturaux très détériorés ont été remplacés par des copies faites de matériaux modernes, et des montants de bois ont été insérés dans le grand sanctuaire de calcaire dans les trous à cet effet découverts pendant les fouilles.

Capalna a fait l'objet de fouilles scientifiques systématiques, en 1965-1967 et en 1982-1983 ; les résultats ont été publiés dans une monographie en 1989, et ont constitué la base d'un programme de restauration lancé en 1998.

Les campagnes de *Banita* en 1960-1961 et de *Luncani* en 1950-1952 n'ont pas été suivies de travaux de restauration ; en conséquence, des glissements de terrain ont causé quelques dégâts. Des projets de fouilles préalables à la restauration ont récemment commencé sur les deux sites.

De vastes programmes de conservation et de restauration ont eu lieu à *Blidaru* à 1981-1985 et à *Cetatuie* à 1981-1986, avec la consolidation des murs et l'insertion de drainage dans les parties inférieures du site, mais il reste beaucoup à faire à *Blidaru* pour empêcher de plus amples dégradations.

Authenticité

Les forteresses ont été détruites par les Romains en 106 après J.-C., et les sites n'ont jamais été occupés à nouveau. Par conséquent, l'authenticité des vestiges est totale. Quelques interventions modernes ont eu lieu, sous la forme du remplacement des éléments architecturaux qui avaient été détériorés, et de l'insertion de montants de bois modernes pour indiquer l'emplacement d'anciennes colonnes aujourd'hui disparues. Toutefois, l'authenticité globale de l'ensemble des sites est très élevée.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS visitera tous les biens qui composent cette proposition d'inscription en mai 1999.

Caractéristiques

La civilisation géto-dace qui s'est développée en dehors du monde gréco-romain à la fin du I^{er} millénaire avant J.-C. a atteint un remarquable niveau culturel et économique, qui a rendu sa conquête finale par les Romains, au début du II^e siècle après J.-C., inévitable. La force et la structure de cette civilisation sont admirablement illustrées par cette série de forteresses, et en particulier par la proto-cité qui en était la capitale, *Sarmizegetusa*.

Analyse comparative

Les seules civilisations comparables de la fin de l'âge du Fer sont celles des peuples celtes d'Europe centrale et de Gaule. Toutefois, aucune d'entre elles n'avait planifié ni exécuté un ensemble défensif tel que les forteresses daces qui font l'objet de la présente proposition d'inscription.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

[en attente du rapport de la mission d'expertise]

Brève description

Les forteresses daces sont un groupe remarquable d'œuvres fortifiées de l'âge du Fer créées aux I^{ers} siècles avant et après J.-C. afin de protéger les habitants de la conquête romaine. Ces vestiges imposants et bien préservés sur des sites naturels spectaculaires présentent une image remarquable d'une civilisation de l'âge du Fer vigoureuse et novatrice.

Recommandation

Que, en fonction d'un rapport de mission favorable, ce groupe de biens soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii, iii et iv* :

Critère ii Les forteresses daces représentent la fusion des techniques et des concepts d'architecture militaire issus du monde classique et d'ailleurs, fusion qui donna naissance à un style unique.

Critère iii Les royaumes géto-daces de la fin du 1^{er} millénaire avant J.-C. ont atteint un niveau culturel et socio-économique extrêmement élevé, que symbolise ce groupe de forteresses.

Critère iv Le fort de colline et son successeur évolué, *l'oppidum*, étaient caractéristiques de la fin de l'âge du Fer en Europe, et les forteresses daces sont de remarquables exemples de ce type de site fortifié.

ICOMOS, mars 1999

Brimstone Hill (Saint-Kitts-et-Nevis)

No 910

Identification

<i>Bien proposé</i>	Parc national de la forteresse de Brimstone Hill
<i>Lieu</i>	Paroisse de Saint-Thomas, Saint-Christopher (Saint-Kitts)
<i>État partie</i>	Saint-Kitts-et-Nevis
<i>Date</i>	29 juin 1998

Justification émanant de l'État partie

La forteresse de Brimstone Hill est d'une grande valeur historique, culturelle et architecturale : c'est un monument dédié à l'ingéniosité des ingénieurs militaires britanniques qui l'ont conçue et ont supervisé sa construction et à l'habileté, la force et l'endurance des esclaves africains qui l'ont construite et entretenue.

Le parc national de la forteresse de Brimstone Hill mérite d'être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial pour les raisons suivantes :

- Cette adaptation des fortifications classiques européennes des XVII^e et XVIII^e siècles à la construction d'un vaste complexe militaire autonome sur les pentes abruptes et le sommet escarpé d'une colline aride, à quelques 230 m d'altitude, est une merveille d'ingénierie.
- Dans certaines de ses caractéristiques architecturales, notamment la citadelle, s'expriment des éléments des diverses étapes de la conception de la forteresse.
- Elle symbolise l'impérialisme européen, l'esclavage des Africains et l'émergence d'une culture propre aux Caraïbes.
- Elle illustre la compétition pour le pouvoir et la richesse à une période cruciale de l'histoire du monde.
- Elle fournit un outil permettant de comprendre la géologie, l'écologie et l'histoire des Caraïbes.
- Gérée, conformément aux critères établis, par un organisme local au nom du peuple d'une jeune nation, dont la majorité des citoyens descendent d'anciens esclaves, elle est le symbole de l'endurance des peuples africains colonisés et de

l'intégrité de la culture caraïbe, et en tant que telle peut être une source d'inspiration pour d'autres jeunes nations elles aussi dans leur ère post-coloniale.

[**Remarque** L'État partie n'avance aucune hypothèse dans le dossier de proposition d'inscription quant aux critères en vertu desquels il considère que le bien devrait être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *monument*.

Histoire et description

Histoire

Saint-Kitts, que les natifs amérindiens avaient baptisée Liamuiga (île fertile), fut la première île des Caraïbes à avoir été occupée sans interruption tant par les Anglais (en 1623) que par les Français (1625), qui se la partagèrent entre 1627 et 1713, époque à laquelle elle passa sous seul contrôle anglais grâce au traité d'Utrecht, qui mirent fin à la guerre de Succession d'Espagne. Connue sous le nom de « l'île Mère », elle fut à la fois le modèle et le tremplin de la colonisation anglaise et française aux Caraïbes.

Des esclaves africains furent amenés dès les premières années de la colonisation européenne, et ce fut sur Saint-Kitts et les autres premières colonies que le système des plantations, basé sur la production sucrière et l'esclavage, s'enracina. La piste de certaines formes syncrétiques qui combinent des éléments des cultures européennes, africaines et, dans une moindre mesure, amérindiennes, peut être remontée jusqu'à Saint-Kitts.

L'usage militaire de Brimstone Hill commença en 1690, quand les Britanniques montèrent un canon du côté nord-ouest pour éloigner les Français de Fort Charles, au pied de la colline. Le site devint un lieu de refuge lors des invasions, par exemple par les Français en 1706.

En 1782, la forteresse, après un mois de siège, se rendit aux Français. Cependant, cette même année, les Britanniques remportèrent une victoire navale retentissante lors de la bataille des Saints, établissant ainsi leur supériorité navale. En 1783, le traité de Versailles (qui accordait l'indépendance aux treize colonies d'Amérique du Nord) rendit l'île aux Britanniques ; s'ensuivit une période de reconstruction intensive et d'investissement. Grâce à la reconstruction de ses formidables ouvrages défensifs, Saint-Kitts fut surnommée « la Gibraltar des Antilles ». Elle résista vaillamment à une attaque de la marine française en 1806. Par la suite, la marine britannique put assurer la sécurité des colonies insulaires aux Caraïbes.

La forteresse fut abandonnée en conséquence de diminutions des dépenses militaires britanniques en 1853. Les édifices de bois furent vendus aux enchères et démantelés, tandis que les pierres taillées des bâtisses de maçonnerie furent pillées. Progressivement, la végétation reprit le dessus.

Description

Brimstone Hill est un soulèvement de roche volcanique de 230 m de haut, doté de deux pics, et recouvert de craie sur la majeure partie de sa surface. Elle est couverte de broussailles, avec parfois des zones de roche nue ; les endroits plus abrités et les ravins sont couverts de grands arbres et de sous-bois denses.

À la différence des forteresses espagnoles des Caraïbes, Brimstone Hill n'a pas été construite pour protéger un port ou une ville importante. De fait, son rôle consistait à protéger la partie de la côte de l'île colonisée par les Anglais contre les attaques venues de la mer et à servir de refuge en cas d'invasion jusqu'à ce que la Marine Royale puisse reconquérir les eaux environnantes et forcer les envahisseurs à se rendre. À ce titre, elle se distingue très nettement des forteresses espagnoles.

Les structures se trouvent à des niveaux différents, sur le tiers supérieur de la colline. Elles se composent d'une série de murs de maçonnerie discontinus, de quatre bastions défensifs, d'une citadelle sur le pic le plus au nord, et d'une série de baraquements, entrepôts, installations de captage de l'eau, citernes et autres bâtiments militaires, dont il ne reste plus aujourd'hui que des ruines. Ces divers éléments sont reliés par des embranchements de la route militaire, qui pénètre dans le complexe du côté nord.

Le principal matériau de construction est la pierre taillée (basalte), qui forme le parement d'une maçonnerie en blocaille. Se distinguant encore une fois des forts espagnols, ceux construits par les Britanniques n'étaient pas revêtus d'enduit. Toutefois, la craie locale servait d'élément décoratif pour les angles et le revêtement des encadrements de porte et des embrasures.

La première structure qui se dresse à l'entrée de la forteresse est la *redoute d'arrêt*, avec ses murailles fortifiées et une petite casemate qui faisait office de poste de garde et de poudrière. Ensuite vient l'*ouvrage défensif du nord-ouest*, qui comprend le massif bastion entrepôt, avec son installation de captage de l'eau et sa citerne.

Celui-ci est relié par un mur-rideau à l'*ouvrage du sud-est*, dont la principale caractéristique est le bastion à orillons, qui fait pendant au bastion entrepôt. Autre trait particulier : l'entrepôt fortifié d'artillerie. L'hôpital se dressait également dans ce bastion, mais seules ses fondations subsistent. À l'extérieur de l'enceinte se trouve un petit cimetière, avec des pierres tombales.

Derrière la ligne défensive formée par les ouvrages défensifs du nord-ouest et du sud-est, un peu plus haut, se dresse l'imposant *bastion du Prince de Galles*. Ses murs renferment une citerne, un entrepôt et un poste de garde (qui fait aujourd'hui office de petit centre de

conférence), avec une réserve au sous-sol. Ces bâtiments ont été restaurés avec un soin minutieux et une grande exactitude.

Tout près s'élèvent les *quartiers des officiers d'infanterie* et leurs impressionnants soubassements à colonnades. Les étages supérieurs, faits de bois, ont été détruits par un ouragan en 1844, et remplacés par des structures de pierre plus petites, dont une seule subsiste, sous sa forme reconstruite. Ces bâtiments font face au *grand système de captage de l'eau*, qui se compose d'une surface de captage pavée de plus de 150 m², de trois citernes souterraines et d'un réservoir à ciel ouvert, capables de stocker plus de 400 000 litres d'eau.

Il reste à peine quelques vestiges des murs des *quartiers des officiers d'artillerie*, mais la cuisine a été restaurée. Dans la *cour de l'intendance*, les *quartiers des adjudants* et l'*entrepôt d'intendance* ont été reconstruits et sont utilisés aujourd'hui comme centre d'accueil et magasin de souvenirs.

Derrière les systèmes de murailles connus sous le nom d'*ouvrage défensif du nord-est* se dressent plusieurs blocs de baraquement, mais ils n'ont pas encore été restaurés. Des fouilles archéologiques ont eu lieu en vue d'une éventuelle reconstruction.

Au cœur de la forteresse se dresse le *Fort George*, une massive structure de maçonnerie érigée sur l'un des deux pics qui surplombent le complexe. Toujours en excellent état, c'est le plus ancien exemple britannique subsistant du type de fortifications connu sous le nom de « système polygonal », et l'un des plus beaux dans le monde. On l'appelle généralement la citadelle, dénomination qui recouvre également les deux terrains de manœuvre associés. Une série de pièces se regroupe autour d'une cour centrale : sept d'entre elles ont été restaurées et abritent maintenant le musée. Sous le sol de l'une d'entre elles se trouve une grande citerne, qui reste à ce jour la principale source d'eau du parc national.

On compte encore beaucoup d'autres structures en ruines dans l'enceinte des murailles et sur les versants à l'extérieur.

Gestion et protection

Statut juridique

Les 15,37 hectares de la forteresse de Brimstone Hill constituent un parc national aux termes de la loi de 1987 sur la Conservation nationale et l'Environnement.

Gestion

Le bien appartient à la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis.

Il est protégé par le projet de loi de 1998 sur le Développement physique national et la planification de Saint-Kitts, entrepris avec l'assistance technique du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et du Programme des Nations Unies pour le

Développement. La loi, en ce qui concerne le parc, contient les dispositions suivantes :

- Etablissement d'une protection et d'une mise en valeur du parc national afin d'assurer qu'il continue à apporter son incommensurable contribution aux qualités esthétiques du paysage ;
- Établissement d'une zone tampon de 1,6 km autour de Brimstone Hill ;
- Élaboration et mise en œuvre d'un plan détaillé de gestion du Parc national ;
- Assurance, par la conception et le contrôle du développement, que le développement de l'occupation des sols dans les zones adjacentes est compatible avec les objectifs de développement du parc.

La loi de 1987 confère à la Société du Parc National de Brimstone Hill « le pouvoir d'élaborer et de faire appliquer des réglementations concernant [sa] gestion et [son] administration. » La Société en question est un organisme bénévole à but non lucratif. Les décisions concernant sa politique relèvent de son Conseil de Gestion, composé de représentants élus par ses membres, à l'exception de deux représentants désignés par le Gouvernement.

Dans les années soixante, après sa fondation en tant que Société pour la restauration de Brimstone Hill, la Société tirait ses revenus des cotisations des membres, des dons privés et des subventions gouvernementales. Dans les deux décennies qui suivirent, elle reçut des fonds de l'Agence canadienne de Développement, de l'Organisation des États américains et, en particulier, de la Division britannique pour le Développement. Vers le milieu des années quatre-vingt-dix, une aide fut également obtenue du PNUD, du Fonds Mukti et de la Mission française, et depuis cette époque, le financement des projets a principalement été assuré par les droits d'entrée (qui ont doublé en 1994). Le Gouvernement continue de fournir l'électricité gratuite, des minorations des droits de douane sur les matériaux et les fournitures importés, ainsi que l'entretien de la route qui mène à la forteresse.

Le siège de la Société se trouve à Basseterre, où sont établis le président et le directeur général. L'assistance technique provient du Gouvernement, des professionnels locaux et des experts étrangers (Amérique du Nord, Venezuela et Royaume-Uni). On compte également un directeur du parc sur le site, sous les ordres duquel travaillent quatorze employés. Les responsables effectuent un suivi régulier, assistés de deux gardiens à plein temps.

Le projet de plan de gestion pour 1997-1999 inclut un programme échelonné de restauration et de stabilisation, de nivellement du sol, de reconstruction et de nouvelle construction, de développement des infrastructures, d'interprétation, de recherches archéologiques, de développement du musée, d'ameublement, de promotion, d'exploitation, de loisirs, de personnel, de

révision de la structure d'adhésion, et de propositions au Gouvernement. Il s'accompagne d'un budget détaillé.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Le Gouvernement a mis en œuvre un programme de débroussaillage sélectif entre 1900 et 1929, mais ce n'est qu'en 1965 que la réhabilitation du monument a commencé, avec la création de la Société pour la Restauration de Brimstone Hill, qui a pris le site sous concession auprès du Gouvernement. Les travaux se sont tout d'abord concentrés sur l'élimination de la végétation de certains murs et la stabilisation des structures principales. Avec l'assistance technique du Royaume-Uni et des États-Unis, des projets de reconstruction ont vu le jour afin de permettre la mise en place d'installations destinées aux visiteurs et au personnel.

Authenticité

En tant qu'ensemble historique militaire et défensif, la forteresse possède un degré élevé d'authenticité. Cependant, les projets de stabilisation, de restauration et de reconstruction mis en œuvre depuis 1965 ont impliqué l'utilisation discrète de matériaux modernes, habituellement combinés à des matériaux traditionnels. Ainsi, du ciment Portland a été utilisé pour la préparation des mortiers, mélangé toutefois à de la chaux dans les proportions recommandées. De la pierre neuve a été utilisée pour la reconstruction, mais elle a été travaillée à l'aide des techniques traditionnelles. Quand les travaux de reconstruction ont dû faire appel à du bois, il n'a pas toujours été possible d'obtenir les bois originaux, mais une grande attention a été apportée à l'application des dimensions et des techniques de travail authentiques.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Brimstone Hill en février 1999.

Caractéristiques

La forteresse de Brimstone Hill est un exemple exceptionnel de l'ingénierie militaire européenne des XVII^e et XVIII^e siècles dans le contexte des Caraïbes et dans un site naturel en hauteur.

Analyse comparative

Brimstone Hill faisait partie des sites fortifiés des Caraïbes étudiés par la réunion d'experts organisée à ce sujet par Colcultura et l'UNESCO, qui s'est tenue à Cartagena de Indias (Colombie) en juillet / août 1996. Ses antécédents multiethniques particuliers (amérindiens, anglais, français, africains) ont été

identifiés comme une caractéristique exceptionnelle, de même que son statut de première colonie anglaise aux Caraïbes. C'est l'une des cinq forteresses majeures qui ont fait l'objet d'une mention spéciale, les autres étant Shirley Heights (Antigua, 1786-93), The Garrison, Bridgetown (La Barbade, 1650-1750), The Cabrits (Dominique, 1770-1815) et Fort Rodney, Pigeon Island (Sainte-Lucie, 1778-1824). Toutes ont été construites par les Britanniques, mais hormis The Garrison (moins complètement préservée que Brimstone Hill), elles sont nettement plus tardives que Brimstone Hill. The Cabrits et Fort Rodney desservaient un objectif stratégique analogue à celui de Brimstone Hill, puisqu'elles faisaient à la fois office de forteresse et de lieu de refuge.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Au fur et à mesure que les visiteurs se feront plus nombreux, la direction du parc devra faire face à deux problèmes. En premier lieu, l'accroissement de la dégradation des monuments eux-mêmes, qui s'accompagnera d'une augmentation parallèle de l'entretien nécessaire. En second lieu, la nécessité d'accès et d'espaces de parking supplémentaires. Actuellement, les voitures stationnent sur le terrain de manœuvre, ce qui implique de passer par un portail étroit et de conduire le long d'une route tout aussi étroite ; il est bien évidemment impossible de les élargir sans que cela n'ait un impact négatif sur l'authenticité du bien. Il convient donc d'envisager l'éventuelle prestation d'un service de navettes pour les visiteurs, qui réduirait ainsi la menace pesant sur le site.

Ces dispositions devraient être incorporées dans le projet de Plan de gestion du parc national. Il est également essentiel que la loi sur le Développement national et la planification soit approuvée et mise en œuvre sans plus attendre, afin d'apporter un cadre législatif à toutes les activités futures à Brimstone Hill.

Selon le plan d'occupation des sols qui accompagne la proposition d'inscription, les terrains à l'est de Brimstone Hill et derrière celle-ci, actuellement boisés et utilisés comme pâturages, devraient devenir une zone touristique à faible densité (restaurants, petites maisons, etc.). L'ICOMOS estime que cette proposition devrait être reconsidérée, son état actuel contribuant grandement à l'environnement pittoresque du monument.

Brève description

Brimstone Hill est un exemple remarquable de l'application des principes de l'architecture militaire des XVII^e et XVIII^e siècles dans le contexte des Caraïbes. Elle est d'un intérêt tout particulier en ce qu'elle représente une solution exclusivement britannique, le choix de saillies naturelles comme site de forteresses servant à la fois d'ouvrages défensifs et de refuges.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie, en demandant des informations sur les progrès du projet de loi sur le Développement national et la planification. S'il est assuré que cette loi entrera en vigueur et sera appliquée avant la fin de l'année 1999, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères iii et iv*.

Critère iii Brimstone Hill est une forteresse britannique exceptionnelle, construite par des esclaves selon des normes précises, à l'apogée de l'expansion coloniale européenne aux Caraïbes.

Critère iv Du fait de ses disposition et construction stratégiques, la forteresse de Brimstone Hill est un exemple exceptionnel et bien préservé de l'architecture militaire britannique des XVII^e et XVIII^e siècles.

ICOMOS, mars 1999

Bellinzone (Suisse)

No 884

Identification

<i>Bien proposé</i>	Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzone
<i>Lieu</i>	Bellinzone - Canton du Tessin
<i>Etat Partie</i>	Suisse
<i>Date</i>	9 septembre 1998

Justification émanant de l'Etat partie

L'ensemble monumental de Bellinzone est le seul et unique exemple, encore visible sur tout l'arc alpin, d'architecture militaire médiévale qui se compose de trois châteaux, d'une muraille qui barrait l'entière vallée du Tessin et de remparts qui entouraient le bourg pour la défense de la population civile.

Il est parfaitement légitime de classer les fortifications de Bellinzone en tant que monument unique de l'architecture européenne de défense de la culture féodale.

[**Note** : dans le dossier de proposition d'inscription, l'Etat Partie n'émet aucune proposition sur les critères motivant selon lui l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial]

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

L'origine de Bellinzone est liée à la situation stratégique du site contrôlant, par la vallée du Tessin, l'accès aux principaux cols alpins constituant le passage du Milanais, c'est-à-dire de tout le nord de l'Italie, vers les régions situées plus au nord jusqu'au Danube et au-delà.

Les fouilles récentes ont attesté que le site était occupé dès le néolithique. Les romains en firent un point avancé jusqu'à ce que la frontière de l'empire soit reportée plus au nord sur le Danube. Sous la pression des barbares venus du nord, Bellinzone fut de nouveau un point de défense face aux peuplades

qui descendaient des plaines danubiennes. Dans cette période troublée de fin d'empire, le site passa aux mains des Ostrogoths, des Byzantins, et enfin aux Lombards.

Les fouilles ont montré que la forteresse avait été incendiée vers l'an 800. Au X^e siècle Bellinzone fut inclus dans la possession d'Otton 1er, fondateur du Saint Empire. On peut situer l'origine des premières constructions qui nous sont parvenues vers cette époque.

Vers l'an 1000 le château et le comté furent cédés par l'empereur à l'évêque de Côme. Cette époque correspond à une division des espaces intérieurs du château de Castelgrande qui accueille des maisons à la manière d'une petite ville fortifiée.

Au XII^e siècle, Frédéric Barberousse prit possession de la forteresse. Progressivement la ville se construit autour de la citadelle et les fortifications s'améliorent.

Du XIII^e au XV^e siècle, le bourg s'agrandit autour du château. Le château de Montebello est construit vers 1300, bientôt englobé dans le système de fortifications. Le château de Sasso Corbaro construit en 1480 au sud-est de Castelgrande participe également au système de défense mais sera toujours indépendant du réseau de fortifications.

Bellinzone fut inclus dans l'état milanais sous le règne des Visconti. A partir du début du XV^e siècle, Bellinzone fut l'objet de luttes face aux Confédérés qui voulaient s'emparer de la place. Les Visconti augmentèrent considérablement les défenses et entreprirent la construction d'un mur qui partant de Castelgrande devait barrer la vallée du Tessin : la Murata. Castelgrande qui constitue le centre du dispositif fait l'objet de nouveaux travaux afin d'en rationaliser le plan. La cour est débarrassée des maisons qui l'encombrent, sa disposition tripartite se dessine et les constructions du flanc sud sont rattachées au château. De ce point fort part un ensemble de remparts qui protègent la ville et permettent le contrôle du trafic dans la vallée.

Au début du XVI^e siècle, Bellinzone fut soumis aux confédérés, les fortifications perdirent beaucoup de leur importance mais ne furent pas détruites. En 1515 une crue du Tessin emporta une grande partie de la Murata.

A partir du XVI^e siècle l'histoire n'active plus cet ensemble fortifié. En 1803 Castelgrande est utilisé comme prison et arsenal. La ville moderne se développe au détriment des remparts. En 1882, l'arsenal fut agrandi.

Avec le XX^e siècle, on entre dans la période de reconnaissance de la valeur historique du site et commencent les grandes opérations de restauration.

Description

L'ensemble se présente sous forme de trois châteaux et d'un réseau de fortifications avec émergence de tours et de dispositifs de défense qui commande la vallée du Tessin et domine le centre de la ville.

Les trois châteaux sont les suivants :

- Castelgrande (Château d'Uri, Château Saint Michel) ;
- Château de Montebello (Château de Schwyz, Château Saint Martin) ;
- Château de Sasso Corbaro (Château d'Unterwald, Château Sainte Barbara).

Castelgrande est la plus grande des trois forteresses ; de son promontoire rocheux, elle domine la ville. Ses deux caractéristiques les plus remarquables sont ses deux tours, la Tour Blanche et la Tour Noire. L'intérieur, spacieux, est divisé par des murs intérieurs qui rayonnent à partir de la Tour Noire et forment trois cours. Quant à la Tour Blanche, à l'est, elle est entourée de son propre ensemble de fortifications, connues sous le nom de Redoute. L'arsenal se compose d'une série de bâtiments massifs, du côté ouest de la cour méridionale. L'enceinte possédait deux chapelles, dont il ne subsiste plus que les fondations.

Le château de Montebello se dresse sur un éperon rocheux à l'est de Castelgrande, auquel il est relié par les murailles de la ville. Son plan au sol est en forme de losange et, à l'inverse de Castelgrande, il est entouré par de profondes douves. Le donjon central, de la fin du XIII^e siècle, en constitue le cœur ; au milieu du XIV^e siècle et à la fin du XV^e, il fut doté d'une protection supplémentaire, sous la forme de nouvelles murailles fortifiées.

Contrairement à Castelgrande et à Montebello, le *château de Sasso Corbaro* ne fait pas partie du périmètre défensif de Bellinzone. Construit sur un affleurement rocheux à quelques 600 m au sud-est de la ville, il protège une route d'approche vulnérable. Le château tout entier, composé d'un donjon principal et d'une cour aux fortifications solides, avec des ouvrages défensifs avancés, fut construit dans le dernier quart du XV^e siècle. Il présente un plan carré, le donjon faisant légèrement saillie dans l'angle nord-est et s'élevant au-dessus du niveau des murailles crénelées.

Les deux tiers de la ligne originale des *remparts de la ville* subsistent, jalonnés de tours, mais les portes ont disparu. À l'ouest de la ville se dressent les vestiges de l'impressionnante muraille fortifiée connue sous le nom de *La Murata*, commençant à Castelgrande et qui traversait à l'origine le Tessin. Si l'ouvrage fut tout d'abord construit au début du XV^e siècle, sa forme actuelle date des années 1480.

Gestion et Protection

Statut juridique

Les trois châteaux, la Murata et la zone tampon sont protégés par le décret émis le 18 mai 1926 et mis à jour le 23 octobre 1962 par le Conseil d'état du Canton du Tessin : toutes les fortifications figurent au plan d'aménagement du territoire de la Commune de

Bellinzone en tant que monuments d'intérêt cantonal et national et bénéficient ainsi de tous les instruments de protection prévus par la législation fédérale et cantonale en vigueur afin d'éviter tout abus.

Gestion

Les trois châteaux et les fortifications sont la propriété du Conseil d'Etat du Canton du Tessin.

Les organes compétents pour la gestion et l'entretien des monuments sont le Département Cantonal des Finances et de l'Economie et le Département du Territoire. Des pourparlers sont actuellement en cours pour confier la responsabilité de la gestion des trois châteaux à l'Office du Tourisme de Bellinzone.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

En même temps qu'étaient conduites les fouilles, plusieurs projets de restauration furent étudiés. La première restauration conduite par Max Alioth eut lieu en 1953 : certains bâtiments furent démolis, les remparts furent remontés à leur hauteur présumée d'origine et dotés de créneaux. Dans les années suivantes des divergences d'opinion sur cette restauration conduisirent à en supprimer certaines parties. En 1967 fut confiée au Prof. Werner Meyer une mission de fouilles archéologiques qui devait livrer des résultats pouvant servir de base aux futures interventions.

Un double objectif semble aujourd'hui avoir été atteint : sauver de la ruine l'ensemble des trois châteaux et le réseau de fortifications, améliorer l'accueil des visiteurs en aménageant l'accès au site et la présentation des espaces intérieurs. Le château de Castelgrande a fait l'objet d'une restauration et d'un aménagement réalisés en 1981 par l'architecte Aurelio Galfetti. Ce projet a permis de faire aisément accéder le public depuis le pied du rocher jusqu'au niveau de la forteresse en pratiquant une faille et une circulation verticale (ascenseur et escalier) qui aboutit à la plateforme. Cet aménagement est d'une grande qualité tout comme les présentations intérieures des salles qui accueillent des lieux de réunion et de musée. Il n'est cependant pas souhaitable que les aménagements aillent au-delà de ce qui existe actuellement. L'ascenseur est la juste concession faite à la visite, un soin excessif dans la présentation risquerait l'altérer l'émotion que suscitent habituellement les forteresses médiévales, émotion toujours atténuée par le perfectionnisme des restaurateurs.

Authenticité

L'authenticité du bien est attestée par les nombreux documents concernant son évolution, elle est cependant atténuée par des reconstitutions excessives en particulier pour les parties hautes des murs, probablement documentées mais le dossier d'inscription ne permet pas d'apprécier l'importance des reconstitutions.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise s'est rendue à Bellinzone en février 1999.

Analyse comparative

Au XV^e siècle, bon nombre de seigneurs et de souverains féodaux se sont efforcés de protéger leurs frontières au moyen de grandioses fortifications (Helsingborg/Helsingör, Viborg, Peschiera, Hohentwiel). D'autres ont transformé leurs cités en forteresses pour leurs garnisons (Dubrovnik/Ragusa, Graz, Novara, Luxembourg). Parmi tous ces ensembles d'importance historique, Bellinzone constitue un cas à part à la fois pour la dimension de son architecture conditionnée par le site et pour l'excellent état de conservation de l'ensemble.

Avec la passation du pouvoir aux Confédérés suisses, le dispositif défensif de Bellinzone, qui avait été érigé contre eux-mêmes, perdit son intérêt militaire et ne connut donc pas d'extension ultérieure. Pour cette raison, les fortifications ont pu conserver inaltéré leur aspect typique du bas Moyen Age, abstraction faite des pertes substantielles dans la muraille et dans les remparts de la ville.

Dans le reste de l'Europe, contrairement à Bellinzone, les plus importantes fortifications ont, soit été détruites lors de guerres ou à la suite d'événements politiques, soit ont fait l'objet, au cours des siècles successifs, de telles adaptations aux connaissances du moment dans l'art de la construction de remparts qu'il n'en subsiste que quelques fragments, tels les murs de Wenzel au Luxembourg.

Commentaires de l'ICOMOS

Cet ensemble est authentique dans son plan mais il a connu des restaurations hypothétiques qui en ont affirmé l'aspect pittoresque au détriment de l'authenticité des élévations et des couronnements de mur.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Il n'existe pas dans le dossier de plan définissant précisément les limites du bien proposé pour inscription. Il est simplement indiqué que la surface à inscrire est de cinq hectares sans zone tampon.

On peut s'interroger sur ce choix. Une forteresse est par nature un ouvrage conçu pour surveiller un territoire, en l'occurrence il s'agit d'un passage, mais dans les deux cas, le paysage environnant est partie intégrante de la fonction de la forteresse. Il paraît donc nécessaire pour conserver en mémoire le rôle de cet ouvrage depuis sa création, de créer une large zone tampon qui permette de contrôler l'évolution urbaine des abords.

Brève description

Le site de Bellinzone est composé d'un ensemble de fortifications centré sur le château de Castelgrande qui occupe le sommet d'un rocher contrôlant la vallée du Tessin. Depuis ce château, une série de murs de fortification protègent l'ancienne ville et barrent la vallée du Tessin ; le second château est intégré au dispositif fortifié ; un troisième château isolé (Sasso Corbaro) a été construit sur un promontoire au sud-est de l'ensemble.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé* en demandant à l'Etat partie des précisions sur la nature des restaurations concernant le monument (indépendamment des aménagements) et sur les limites du bien proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial et de la zone tampon.

ICOMOS, mars 1999

Paramaribo (Suriname)

No 940

Identification

Bien proposé Centre ville historique de Paramaribo

Lieu District de Paramaribo

État partie République du Suriname

Date 1^{er} juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

Le bien proposé pour inscription est une ancienne ville coloniale hollandaise des XVII^e et XVIII^e siècles ayant conservé le tracé original de ses rues. Il se compose d'édifices de bois au style architectural sobre et symétrique, où se ressentent diverses influences européennes et nord américaines, ainsi que le savoir-faire des créoles [des descendants des esclaves africains]. Cette structure urbaine historique abrite plus de 250 monuments, tous authentiques dans leur plan, leurs matériaux et leur facture. Un programme récemment mis au point de conservation et de développement intégrés (*Plan pour le centre ville de Paramaribo*) s'inscrit dans la législation d'urbanisme globale de Paramaribo. Ce programme instaure des conditions favorables au développement du centre urbain historique, ainsi qu'à la conservation et à la réutilisation des monuments protégés.

Critères ii, iii et iv

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Ce sont les Espagnols Alonso et Juan de la Cosa, accompagnés d'Amerigo Vespucci, qui découvrirent les premiers la « côte sauvage » de l'Amérique du Sud, en 1499. Rapidement, des rumeurs commencèrent à circuler sur une fabuleuse « cité d'or » inca (*Eldorado*), au lac Parima, à l'intérieur des terres de la Guyane moderne : une foule d'aventuriers convergea donc vers cette côte, mais l'*Eldorado* resta une légende.

Dès le début du XVII^e siècle, la colonisation de cette « côte sauvage » s'orienta vers la culture de la canne à sucre et du tabac. Les gouvernements européens encourageaient les colons à établir des plantations et à exploiter la région, afin de satisfaire la demande de produits tropicaux, alors en plein essor en Europe. Des planteurs anglais de La Barbade arrivèrent au milieu du XVII^e siècle. Les Hollandais, qui disposaient d'une concession marchande, vinrent également sur cette côte à cette époque, à la recherche de tabac et de bois ; des comptoirs hollandais existaient dès 1614 sur le fleuve Corantijn et près du village indien de *Parmarbo* ou *Parmurbo*, sur les rives du fleuve Suriname. Les Anglais furent chassés par une flotte hollandaise commandée par Abraham Crijnssen pendant la seconde guerre entre Hollandais et Anglais (1665-1667) et le Suriname resta possession hollandaise pendant les trois siècles suivants.

À la fin du XVIII^e siècle, environ six cents plantations étaient exploitées. Pendant la seconde moitié du siècle, les propriétaires, qui avaient jusque là vécu dans leur plantation, commencèrent à émigrer vers Paramaribo, laissant leurs plantations entre les mains de gérants, à la suite de quoi celles-ci commencèrent à décliner. En revanche, la ville s'étendit, et bon nombre de maisons superbes furent construites le long de rues bordées d'arbres.

La situation économique du Suriname déclina parallèlement à celle des plantations, le sucre étant désormais fabriqué à partir de betteraves, et se détériora encore avec l'abolition de l'esclavage en 1863. Moins d'une centaine de plantations résista, tandis que les propriétaires et les esclaves émancipés partaient s'installer à Paramaribo, qui s'agrandit rapidement.

Pour remplacer les esclaves, le Gouvernement fit venir de la main d'œuvre pour travailler dans les plantations restantes, d'abord de Chine et des Antilles, puis d'Inde et de Java. Entre 1873 et 1939, 34 000 Indiens et 33 000 Javanais immigrèrent au Suriname, augmentant sa diversité culturelle et ethnique, comme en atteste aujourd'hui l'aspect de Paramaribo qui, de centre administratif et portuaire, est devenu une ville où cohabitent de multiples activités.

Paramaribo vit le jour avec la construction sur un promontoire, en 1667, du fort Zeelandia, sur la rive gauche du fleuve Suriname, mais le développement urbain était à l'origine de qualité médiocre et soumis au hasard. Quand Van Sommelsdijck, premier gouverneur et propriétaire conjoint de la colonie, entra en fonctions en 1683, il instaura un urbanisme planifié. Ce dernier commença sur les crêtes de l'ouest, qui offraient une base solide naturellement asséchée à la construction. Au milieu du XVIII^e siècle, la ville s'étendit vers le sud, vers les terrains sablonneux le long du fleuve et enfin, au tournant du siècle, vers le nord, région asséchée grâce aux compétences des ingénieurs civils hollandais.

En sus de la protection que lui offrait le fort Zeelandia, Paramaribo était également défendue par la forteresse Nieuw-Amsterdam, aux confluents du Suriname et du Commewijne, près de la côte. Grâce à ces puissants ouvrages défensifs, il ne fut pas nécessaire de fortifier la

ville, ce qui lui permit de s'étendre sur des grands espaces, le long de larges rues.

En 1821, puis de nouveau en 1832, des incendies désastreux ravagèrent la ville, qui fut en grande partie détruite.

Description

Le tracé du centre ville proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial consiste en un axe principal s'étendant du nord à l'ouest, à partir d'Onafhankelijkheidsplein, derrière le fort Zeelandia (le groupe de bâtiments publics qui s'y trouve est l'ensemble central du plan de la ville), avec des rues qui se croisent à angle droit. Il est délimité par Sommelsdijkse Kreek au nord et Viottekreek au sud. Au nord du fort Zeelandia, on trouve le grand parc public connu sous le nom de Jardin des Palmiers (*Palmentuin*). Le bien proposé pour inscription couvre une zone de 60 hectares. Les rues larges et les espaces publics en plein air sont bordés d'arbres, ce qui confère au paysage urbain un aspect serein et spacieux.

Les grands édifices publics de Paramaribo, tels que le fort Zeelandia (1667), le palais présidentiel (1730), le ministère des Finances (1841), l'église réformée (1837) et la cathédrale catholique romaine (1885), ont été construits en pierre et en brique, dans le style flamand traditionnel, mais en incorporant de plus en plus des éléments de style autochtone. Ainsi, le rez-de-chaussée du palais présidentiel est en pierre, mais les étages supérieurs sont en bois. À l'inverse, le ministère des Finances est une structure monumentale en briques, dotée d'un portique classique et d'un beffroi qui domine Onafhankelijkheidsplein, le principal espace en plein air de la ville, situé derrière le fort Zeelandia. Il est intéressant de noter que, si l'église réformée de style néoclassique est une bâtisse de briques, la cathédrale catholique romaine de style néogothique est elle entièrement faite de bois.

La plupart des édifices de Paramaribo, tant commerciaux que résidentiels, sont entièrement faits de bois et ultérieurs aux incendies de 1821 et 1832, qui ont détruit quelques 450 maisons. Les travaux sont l'œuvre d'artisans locaux. Ils sont tous conformes à un schéma général identique : de plan rectangulaire et symétrique, ils présentent des toits à la pente prononcée (la plupart en tôle ondulée) et des infrastructures de brique. Ils sont généralement peints en blanc, tout comme les édifices publics, les éléments en briques étant peints en rouge pour mieux les faire ressortir. Les portes et les volets sont vert sombre.

Gestion et protection

Statut juridique

Les monuments protégés et classés de Paramaribo sont couverts par la loi de 1963 sur les Monuments (*Verordening Historische Monumenten*). Malheureusement, celle-ci, pour des raisons techniques, n'a pu être intégralement mise en œuvre, la Liste n° 1 des monuments de Paramaribo n'ayant pas été

correctement promulguée au moyen du Journal Officiel. Un nouveau projet de loi sur les monuments, de 1998, attend actuellement une approbation finale. Il stipulera la désignation de quartiers historiques protégés ; cependant, il ne semble pas que l'intégralité du centre ville de Paramaribo sera ainsi classée quand il entrera en vigueur. Cette législation impose des contrôles sur les interventions susceptibles d'affecter l'état des édifices et des paysages urbains tels qu'ils ont été enregistrés pendant la procédure de classement. Elle stipule en outre des prêts à taux préférentiels aux propriétaires en vue des travaux essentiels de conservation et de restauration. L'État a également le pouvoir d'imposer la vente forcée des monuments à son profit, dans certaines circonstances, et des droits de préemption quand les propriétés sont mises en vente.

La loi de Planification de 1973 (*Planwet*) assigne la responsabilité d'une politique spatiale, écologique et socio-économique exhaustive et durable dans tout le pays au ministère de l'Urbanisme et de la Coopération en vue du développement. Des plans régionaux et locaux sont en outre couverts par la loi sur les Instances régionales (*Wet Regionale Organen*), administrée par le ministère du Développement régional, tandis que le ministère des Travaux publics est chargé de la loi sur l'Urbanisation (*Stedebouwkundige Wet*). Ces deux derniers textes et les ministères de tutelle fonctionnent en collaboration pour ce qui est de la formulation des plans de structure et d'occupation des sols.

Enfin, la loi sur la Construction (*Bouwwet*) et la résolution sur la Construction (*Bouwebesluit*) contrôlent la délivrance des permis pour les nouvelles constructions et les zones résidentielles.

Gestion

Environ un cinquième des édifices et des espaces en plein air de la zone proposée pour inscription est la propriété du Gouvernement ou d'instances et d'institutions gouvernementales. Quant au reste, il s'agit de propriétés privées.

En 1997, la Fondation du patrimoine urbain du Suriname (*Stichting Gebouwd Erfgoed Suriname*) fut créée ; il s'agissait d'une mesure provisoire, pour un an, en attendant la création de la Société de Conservation de Paramaribo (*NV Stadsbeheer Paramaribo*). Une étude de faisabilité est actuellement en cours sur cet organisme, qui sera une organisation non gouvernementale et commerciale contrôlant le développement de la ville et faisant office d'intermédiaire entre les divers organismes de planification et les autres institutions dont la liste est donnée ci-dessus. Il aura également le pouvoir d'acheter et de gérer des sites et des monuments pour les restaurer et les rénover, et de superviser, sur une base contractuelle, l'entretien et la restauration des propriétés. Dans l'intervalle, la fondation du patrimoine urbain met au point un plan intégré de conservation urbaine et de développement pour le centre ville de Paramaribo, ainsi qu'un plan de gestion.

Ce plan consiste en un programme de développement et un plan d'occupation des sols pour le centre ville

historique, ainsi que d'un plan de conservation détaillé. Il est basé sur une analyse du développement historique de la ville et sur un inventaire à jour de l'état architectural et technique des édifices existants. Après son approbation par le Gouvernement, la Fondation transmettra la responsabilité de sa mise en œuvre à la Société de Conservation de Paramaribo.

Une somme de 500.000 USD a été allouée à la conservation de Paramaribo dans le cadre de l'accord conclu entre les Gouvernements des Pays-Bas et du Suriname. En outre, un fonds commun a été mis sur pied, financé par le ministère hollandais des Affaires étrangères et de la Coopération au développement (pour le patrimoine dit mutuel), la Commission Européenne, le Fonds Getty, et des prélèvements supplémentaires sur des projets commercialement rentables dans la ville. Il servira principalement au prêt de fonds à des taux préférentiels.

Ce dossier ne comprend pas de zone tampon pour le bien proposé pour inscription.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La conservation à Paramaribo n'a pas vraiment été systématique ces dernières années, bien que les principaux édifices publics aient été régulièrement entretenus. Toutefois, les citoyens ont une solide affection pour leur patrimoine et lui apportent leur soutien, et il existe une longue tradition de conservation des bâtiments individuels à l'aide de techniques et de matériaux traditionnels. Les bases sont désormais posées pour un programme systématique et exhaustif.

Toutefois, la mission d'expertise de l'ICOMOS a observé un certain nombre d'édifices en ruines ou ayant un besoin urgent de conservation.

La mission a également commenté la forte proportion d'édifices reconstruits, en particulier ceux de style traditionnel mais en béton imitation bois.

Authenticité

Le tissu urbain global de Paramaribo datant de 1680-1800 est toujours pratiquement intact, de même que plus de 250 bâtiments classés d'intérêt historique dans la ville historique, et beaucoup des bâtiments présentent un degré d'authenticité élevé du fait de l'usage des techniques et des matériaux traditionnels dans la réparation et la réhabilitation.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Paramaribo en février 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques quant à l'importance culturelle de la ville.

Caractéristiques

Paramaribo est un exemple unique de ville hollandaise sur la côte de l'Amérique du Sud tropicale. Elle a conservé intact son tracé d'origine, et illustre par ses édifices la fusion progressive de l'architecture flamande aux techniques et matériaux locaux traditionnels.

Analyse comparative

Bien que situé en Amérique du Sud, Paramaribo, du point de vue historique comme culturel, entretient des liens plus étroits avec les Caraïbes. Il convient donc de la comparer aux villes coloniales européennes de cette dernière région.

Toutes celles qui sont déjà inscrites sur la Liste du patrimoine mondial, à l'exception de Willemstad (Antilles néerlandaises), sont d'origine espagnole, et strictement conformes au plan en damier développé à Alcalá de Henares et imposé au Nouveau Monde par ses conquérants espagnols.

Willemstad a également été fondée par les Hollandais. Cependant, elle diffère significativement de Paramaribo à deux égards. En premier lieu, sa situation est radicalement opposée à celle de Paramaribo, de même que son schéma d'expansion ; en second lieu, son architecture et son paysage urbain révèlent une forte influence espagnole.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Tout en reconnaissant la valeur culturelle de Paramaribo, l'ICOMOS recommande que l'État partie prenne les mesures suivantes :

1. Création d'une instance gouvernementale centrale responsable de la protection et de la présentation du patrimoine historique ;
2. Extension de la législation de façon à inclure des directives concernant les interventions dans le centre des villes et sur les monuments ;
3. Mise en place d'une protection législative pour l'intégralité du centre de Paramaribo, tel qu'il est défini dans le dossier de proposition d'inscription ;
4. Définition de la zone d'expansion du XVIII^e siècle, ainsi que de la zone au nord de Van Roosenvaldkade, en tant que zone tampon pour le site proposé pour inscription ;
5. Organisation, avec l'assistance de l'ICOMOS et du Centre du patrimoine mondial, d'un atelier international sur la conservation et la protection des villes historiques ;
6. Encouragement des architectes et des ingénieurs à se spécialiser dans la conservation architecturale et la restauration.

Recommandation

Que l'examen de cette proposition d'inscription soit *différé*, afin que l'État partie puisse lancer la mise en œuvre des recommandations de l'ICOMOS.

ICOMOS, mars 1999

Merv (Turkménistan)

No 886

Identification

<i>Bien proposé</i>	Parc national historique et culturel de l'« Ancienne Merv »
<i>Lieu</i>	Région de Mary
<i>État partie</i>	République du Turkménistan
<i>Date</i>	7 novembre 1996

Justification émanant de l'État partie

Le mausolée du sultan Sanjar est un chef d'œuvre du génie créateur humain et, à lui seul, mérite déjà l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il est préservé au centre de la ville, qui présente également des fortifications, un tracé de rues unique, une citadelle et d'autres monuments remarquables.

Critère i

Les villes de l'oasis de Merv ont exercé une influence considérable sur les civilisations d'Asie centrale et d'Iran depuis quatre millénaires. Situées dans une oasis qui se trouve sur un grand axe commercial est-ouest, couramment appelé la route de la Soie, elles ont facilité les échanges de produits et d'idées. La ville seldjoukide, en particulier, a influencé l'architecture et la décoration architecturale, ainsi que le développement scientifique et culturel.

Critère ii

La séquence des grandes villes séparées, l'ensemble de fortifications, la possibilité d'étudier les différents schémas de rue d'une ville à l'autre et le mausolée du sultan Sanjar sont uniques.

Critère iii

Les monuments ondulés, faits de brique crue, sont des exemples typiques des édifices d'Asie centrale, dont peu subsistent à ce jour. Ils se trouvent dans leur grande majorité dans l'oasis de Merv, avec deux exemples remarquables à l'ouest de la ville seldjoukide. Les fours islamiques pour la fabrication de l'acier récemment découverts indiquent que Merv était un centre technologique majeur.

Critère iv

Les monuments de brique crue de Merv, édifices ondulés, pavillons et glaciers, sont des structures traditionnelles caractéristiques de la région, fragiles par nature et vulnérables à l'impact d'une irrémédiable évolution environnementale et socio-économique.

Critère v

De nombreux événements majeurs et personnalités d'importance historique sont associés à Merv. Parmi eux, on compte Abû Muslîm, qui fut à l'origine du mouvement révolutionnaire abbasside, la dynastie des sultans seldjoukides, et les érudits attirés par les bibliothèques et l'observatoire de Merv, tels le géographe Yâqût al-Hamavi, et le poète et astronome Umar Khayyâm.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

L'oasis de Merv, dans le désert du Karakoum, héberge depuis le III^e millénaire avant J.-C. toute une série de centres urbains. Les plus anciens centres, datant de l'âge du Bronze (2500-1200 avant J.-C., approximativement), étaient situés au nord de l'oasis, où le cours du Mourgab affleurait à la surface et pouvait aisément être mis à profit. Au fur et à mesure que se développaient des techniques d'irrigation plus avancées, les centres se déplaçaient vers le sud ; on trouve dans cette région d'importants sites du premier âge du Fer.

Le centre historique urbain se développa aux alentours de 500 avant J.-C. à l'est de l'oasis, emplacement de prédilection pour tirer avantage des routes vers l'Orient. Il se compose d'une série de cités fortifiées adjacentes, qui couvre plus de 1 200 hectares. L'existence de la plus ancienne, Erk Kala, est déjà attestée par des sources écrites de la période achéménide (519-331 avant J.-C.), et plus particulièrement par la fameuse inscription trilingue de Darius le Grand à Bisitun, dans l'Ouest de l'Iran.

L'oasis faisait partie de l'empire d'Alexandre le Grand et Plinie l'Ancien suggère, dans son *Histoire naturelle* (VI, 16-17) que la cité hellénique fut fondée par Alexandre lui-même. Le roi séleucide Antiochos I^{er} Sôter (281-261 avant J.-C.) la reconstruisit et la baptisa *Margiana Antiochia* ; elle est identifiée à Erk Kala et à Gyaur Kala. Elle fut occupée pendant quelques 1 500 ans, pendant l'intégralité des périodes parthe et sassanide et au début de la période islamique. Selon certains, des soldats grecs et romains, survivants de l'écrasante victoire des Parthes sur les Romains à Carrhes en 53 avant J.-C., pourraient s'être installés à Margiana. L'islam devint dominant avec la mort du dernier roi sassanide, Yazdgerd III, en 651. Toutefois, du VIII^e au X^e siècle, Merv ne fut guère plus qu'une zone industrielle, même si la mosquée centrale resta fréquentée jusqu'aux XI^e - XII^e siècles.

La cité médiévale des Seldjoukides se développa à l'ouest de Gyaur Kala, la remplaçant en tant que centre urbain au fur et à mesure que cette dernière déclinait. Le sultan Malikchah (1072-1092) la fortifia, et d'autres

développements urbains au nord et au sud furent également fortifiés par le sultan Sanjar (1118-1157). La cité, qui s'étendait sur plus de 600 hectares, était la capitale du grand empire seldjoukide (XI - XIII^e siècles), et l'une des principales villes de son époque. Ses célèbres bibliothèques attirèrent des érudits des quatre coins du monde islamique, notamment l'astronome et poète Umar Khayyâm et le géographe Yâqût al-Hamavi.

Ce brillant épanouissement prit brutalement fin en 1221-1222 : la ville fut mise à sac par les Mongols, qui massacrèrent une grande partie de sa population et détruisirent le complexe système d'irrigation. Elle survécut sous une forme très diminuée, en tant que partie de l'empire de Timour (1370-1405). La nouvelle ville, beaucoup plus petite et connue aujourd'hui sous le nom d'Abdullah Khan Kala, fut construite sur un autre site au sud par le successeur de Timour, le shâh Rukh (1408-1447).

Au XVI^e siècle, Merv tomba sous le joug des Ouzbeks, qui régnèrent depuis Boukhara, et, un siècle plus tard, fut intégrée à l'empire perse. Au XVIII^e siècle, l'essor démographique entraîna la création d'une extension fortifiée, connue sous le nom de Bairam Ala Khan Kala, aujourd'hui quasiment totalement en ruines.

Description

L'oasis de Merv occupe actuellement une superficie de 85 km sur 74 km dans le désert du Karakoum, à l'intersection de l'Amou-Daria et de la principale route est-ouest vers Boukhara et Samarkand. Elle fut formée par le limon charrié par la rivière Mourgab, qui créa un cône alluvial. Le paysage est plat, excepté lorsqu'il est bouleversé par des travaux d'irrigation, et il est quadrillé par un réseau dense de sites anciens datant de l'âge du Bronze jusqu'à la fin de la période post-médiévale.

- Les centres de l'âge du Bronze (2500-1200 avant J.-C.)

Les plus anciennes installations se trouvent au nord de l'oasis. Cinq d'entre elles doivent être incluses dans un programme de protection : Kelleli, Adjî Kui, Taip, Gonur et Toguluk.

Kelleli est une zone d'installation regroupant deux sites majeurs. Kelleli 3 (4 ha) possède une double muraille extérieure, avec des tours flanquant quatre entrées symétriques ; une zone d'habitations a été nettoyée dans le secteur sud-ouest. Kelleli 4 (3 hectares) présente également une double muraille extérieure et des tours. Les deux sites sont dans un état de conservation médiocre, mais ils abritent des témoignages importants de la *Margiana* de l'âge du Bronze moyen. Adjî Kui (8,5 ha) date de la même époque.

La transition de l'âge du Bronze moyen à l'âge du Bronze tardif, d'un schéma de peuplement à un autre, est illustrée par Taip. Deux tells proches mais distincts composent une zone carrée de 3,5 hectares entourée de murailles, avec un grand édifice et sa cour au sud.

Gonur Depe (55 ha) est le plus grand site de l'âge du Bronze dans le delta du Mourgab. L'énorme tell au nord

s'élève encore aujourd'hui à 4 mètres au-dessus de ses alentours. Les fouilles ont révélé l'existence d'un gigantesque palais, et très probablement d'un temple du feu, remontant tous deux à l'âge du Bronze moyen. Une grande nécropole contemporaine s'élève à l'ouest.

Sur le tell du sud, beaucoup plus petit (3 ha), se dresse un village de l'âge du Bronze tardif. Il est entouré d'une massive muraille carrée, avec des bastions d'angle circulaires et des tours semi-circulaires le long de chaque côté. Le site est bien préservé.

La zone de Toguluk accueillait une population dense pendant l'âge du Bronze. Des fouilles ont ainsi révélé les vestiges de plusieurs grands édifices fortifiés.

- Les centres de l'âge du Fer (1200-300 avant J.-C.)

Deux centres de l'âge du Fer doivent être inclus dans le programme global de protection – Yaz / Gobekli Depe et Takhirbaj Depe.

Une installation de l'âge du Fer se trouvait également au nord de l'oasis. Takhirbaj Depe est le site le plus remarquable de la région. Des fouilles ont révélé que le peuplement a commencé à l'âge du Bronze tardif, avec la construction d'une citadelle fortifiée et entourée de fossés, et qui s'est considérablement étendue par la suite. C'était le centre le plus important de l'âge du Fer dans la région, et il resta occupé jusqu'à la période achéménide.

Yaz Depe est d'une importance toute particulière, non pas tant par ses vestiges archéologiques que pour les abondantes céramiques qu'il contenait et d'après lesquelles on a pu établir la typologie fondamentale de la période. Tout près s'élève la forteresse rectangulaire partho-sassanide de Gobekli.

- Le centre historique urbain

Il se compose de trois éléments principaux – Erk Kala, Gyaur Kala et la cité médiévale du sultan Kala, ou Marv al-Chahijan.

Erk Kala (20 ha) est un site polygonal entouré de murailles et de fossés, dont les murailles subsistent encore sur quelques 30 mètres de long, et qui compte également une citadelle intérieure.

Gyaur Kala est de plan approximativement carré, avec des murs qui atteignent environ 2 km de long. À l'intérieur subsistent les vestiges de plusieurs structures importantes. La mosquée centrale de Beni Makhan est en partie cachée par les déblais des fouilles, mais sa citerne témoigne du mode de distribution de l'eau, au moyen de canaux souterrains. Le *stupa* et le monastère bouddhistes à l'angle sud-est sont les structures de ce type les plus à l'ouest qui aient été mises à jour à l'heure actuelle. L'« édifice ovale », dans le quartier nord-ouest, se compose d'une série de pièces autour d'une cour, sur une plate-forme surélevée.

Sultan Kala la médiévale, qui s'élève à l'ouest de Gyaur Kala, vit le jour comme un développement suburbain, et ce n'est qu'au XI^e siècle qu'elle fut fortifiée. Elle couvre

approximativement la même surface (4 km²), mais une autre zone fortifiée de 2-3 km² lui fut ajoutée ultérieurement. Le mausolée du sultan Sanjar (1118-1157) fut érigé au centre de la cité seldjoukide. La structure cubique qui subsiste faisait à l'origine partie d'un grand complexe religieux. Ses détails élaborés, tels que l'élégant briquetage, le stuc sculpté et les peintures murales intactes, en font l'une des plus remarquables prouesses architecturales de la période seldjoukide.

Les murailles de la cité médiévale et celles de la citadelle (Chahriyar Ark) sont uniques. Elles illustrent en effet deux périodes consécutives d'architecture militaire des XI^e - XIII^e siècles. Le circuit de 12 km des murailles est jalonné de tours, de poternes, d'escaliers, de galeries et, à certains endroits, de créneaux, les ouvrages les plus anciens ayant été préservés par leur intégration au sein des structures ultérieures.

En sus de ces éléments urbains principaux, on dénombre plusieurs importants monuments médiévaux dans leur voisinage immédiat. Le mausolée de Muhammad ibn Zayd fut construit en 1112 pour un descendant du Prophète. Sa chambre en forme de dôme présente une magnifique inscription coufique, et une partie de la décoration d'origine de sa façade de brique est toujours visible dans la salle de prière.

Parmi les traits architecturaux les plus caractéristiques de l'oasis, figurent les monuments connus sous le nom de *köshks*. Il s'agit de structures carrées ou rectangulaires isolées, généralement de deux niveaux. Les murs au-dessus du niveau du glacis sont ondulés, ce qui leur donne un aspect caractéristique. Les Kiz Kala supérieur et inférieur sont deux des édifices les plus impressionnants : les pièces principales s'organisent autour d'une cour située au premier étage, les pièces au rez-de-chaussée sont faiblement éclairées par des fenêtres en fente.

- La cité post-médiévale d'Abdullah Khan Kala

À l'exception des murailles et des fossés du XV^e siècle, seuls quelques murs du palais subsistent dans la citadelle. Toutefois, les murailles sont d'un intérêt exceptionnel, car elles permettent de suivre de façon remarquable l'évolution de l'architecture militaire du V^e siècle avant J.-C. jusqu'aux XV^e - XVI^e siècles après J.-C.

De nombreux monuments majeurs de la période historique subsistent dans l'oasis. Les imposantes forteresses de Gobekli, Uly Kishman et Garry Kishman faisaient partie des remparts de terre de 30 km construits pour se défendre des menaces venues des steppes septentrionales.

L'oasis abrite encore beaucoup de splendides mosquées et mausolées de cette période. On note parmi eux les trois mausolées de la période timouride à Geok Gumbaz, la magnifique mosquée seldjoukide du XII^e siècle Talkhattan Baba, et le mausolée restauré de l'imam Bakr et de l'imam Shafi dans le cimetière de Talkhattan. On dénombre également plusieurs *köshks* bien préservés et des tours défensives (*dings*) des XVIII^e et XIX^e siècles.

Gestion et protection

Statut juridique

Merv est couverte par les dispositions de la loi de 1992 sur la protection des monuments historiques et culturels du Turkménistan. Le parc national historique et culturel de l'« ancienne Merv » a été créé par décret en 1997. Toutes les interventions au sein du parc, notamment les fouilles archéologiques, nécessitent des permis officiels du ministère de la Culture.

Gestion

Le parc est la propriété de la République du Turkménistan. De même que les sept autres parcs nationaux, il est sous l'égide de la direction nationale de la Protection, de l'Étude et de la Restauration des Monuments, un organisme du ministère de la Culture. La gestion et la conservation des sites et monuments dans le parc et de tous les monuments subsistant dans l'oasis sont sous la responsabilité de l'Office du parc, sous l'égide de la direction nationale.

Le personnel de l'Office, dont le siège est situé près de Sultan Sanjar, se compose d'un directeur, d'un directeur adjoint, d'un archéologue, de secrétaires et de gardiens. Il y a deux offices annexes dans la région de Mary, responsables du suivi des monuments isolés.

Le Dr Georgina Herrmann (directrice du projet international de Merv – Cf. « Historique de la conservation » ci-dessous) a rédigé un projet de plan de gestion quinquennal pour le bureau de l'UNESCO à Tachkent. Ce projet avance plusieurs propositions spécifiques pour des travaux urgents à réaliser sur les monuments vulnérables. Les recommandations générales concernent la mise en place d'installations d'interprétation, des itinéraires recommandés pour les visiteurs et des améliorations de l'infrastructure (agrandissement des zones de stationnement, rénovation des routes, délocalisation des poteaux et pylônes électriques et téléphoniques situés à proximité des monuments). Il compte également des propositions spécifiques très détaillées portant sur les monuments individuels, leurs besoins en conservation, les installations d'accès et de sécurité pour les visiteurs, le nettoyage des débris, l'écoulement des eaux, les études structurelles, la démolition des structures modernes et des échafaudages indésirables et l'établissement de zones tampon effectives autour des monuments individuels.

Un programme de mise en œuvre en trois étapes est proposé pour l'amélioration des installations touristiques. La première étape se limitera à l'amélioration de l'interprétation et de l'accueil. La deuxième concerne l'amélioration des installations hôtelières de Mary, la construction de centres de visite et d'étude, de restaurants et de bureaux à Merv, ainsi qu'un programme majeur de formation du personnel et de guides. La troisième étape, qui dépend de

l'accroissement du nombre de visiteurs et des recettes touristiques, envisage la possibilité de la création d'un complexe hôtelier à Merv même.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Il n'y a jamais eu aucune conservation systématique des monuments et sites de Merv, qui ont été négligés pendant la période soviétique. Ils ne sont traités comme un groupe que depuis la création du parc national et, depuis lors, les travaux ont pour la majorité été ponctuels, en réaction à des menaces urgentes. Les monuments islamiques, particulièrement ceux de brique cuite, ont fait l'objet d'actions de conservation d'urgence depuis le début du ^{xx} siècle. Toutefois, les monuments majeurs n'ont pas fait l'objet d'autres travaux, afin d'éviter les dégradations potentielles suite à leur mise à nu.

Tous les travaux de conservation sont effectués par le personnel du parc, sous le contrôle du Conseil méthodologique scientifique sur l'étude et la restauration des monuments historiques, présidé par le ministre adjoint de la Culture et composé d'experts issus de la direction de la Protection des Monuments, de l'Académie des Sciences, de l'université d'État et du ministère de la Culture.

Il n'y a eu aucun vandalisme ni intrusion depuis l'établissement du parc, et un frein définitif a été mis à la construction non autorisée dans le voisinage. Les seules intrusions modernes sont les routes d'accès de Sultan et de Gyaur Kala, qui servent à l'accès des visiteurs.

Le projet international de Merv est une collaboration archéologique turkmène-britannique entre IouTAKE, l'Expédition archéologique multidisciplinaire du Turkménistan du Sud, le Département d'histoire, l'Académie des Sciences (Achgabat) et l'Institut d'archéologie de l'université de Londres. Il est soutenu par divers organismes officiels et fondations privées, du Royaume-Uni, des États-Unis et d'ailleurs. C'est un vaste programme, couvrant l'étude, la cartographie, l'inventaire, les fouilles, la conservation et l'analyse.

Les enregistrements de tous les travaux effectués depuis la création du parc sont conservés au siège de ce dernier. Un dossier photographique de l'évolution des sites et monuments depuis la fin du ^{xix} siècle a été préparé par le projet international de Merv et doit être publié, en 1999 pour ce qui est de celui qui porte sur les édifices séculiers, et en 2000 pour celui qui concerne les bâtiments religieux.

Authenticité

Il est difficile de généraliser sur l'authenticité d'un bien aussi vaste et complexe que le parc national culturel et historique de l'« ancienne Merv », qui fait l'objet de la présente proposition d'inscription.

Les sites archéologiques sont restés relativement intacts ; leur authenticité est donc irréprochable. Les interventions de restauration et de conservation sur certaines des structures islamiques au cours de ce siècle n'ont pas suivi les principes de conservation actuels, quoiqu'on puisse arguer qu'elles ont joué un rôle essentiel dans la stabilisation et la continuité de ces monuments « vivants ». Elles ont en outre été bien documentées, et il est possible de revenir en arrière si besoin est. Dans tous les cas, elles ne représentent qu'une minuscule partie de la totalité de ce paysage ancien et de ses monuments.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité Merv en décembre 1998. L'ICOMOS a également eu l'occasion de s'entretenir avec la directrice du projet international de Merv.

Caractéristiques

La longue histoire d'occupation humaine de l'oasis de Merv est préservée par ses sites, ses monuments et ses paysages dans une remarquable mesure. C'est une archive matérielle unique, en grande partie intacte, de l'histoire de cette région, d'une grande signification culturelle mais relativement inconnue, sur une période de plus de quatre millénaires.

Analyse comparative

En Asie centrale, la route de la Soie est jalonnée de nombre d'établissements préhistoriques et historiques. Aucune cependant n'est comparable à Merv en termes de richesse et de particularité des preuves matérielles sur une si longue période, et aucune ne présente à un degré si élevé ce schéma spécial d'évolution des installations urbaines.

Recommandations de l'ICOMOS

Le projet de plan de gestion quinquennal (cf. « Gestion » ci-dessus) est admirable et parfaitement adapté aux exigences actuelles de ce bien. L'ICOMOS recommande que le Bureau du Comité du patrimoine mondial cherche à obtenir des assurances quant à l'agrément et à la mise en œuvre intégrale du plan dans les plus brefs délais.

L'ICOMOS souhaite en particulier attirer l'attention de l'État partie sur la nécessité d'augmenter les effectifs de sécurité disponibles pour ce bien gigantesque et de leur fournir l'équipement nécessaire (véhicules, communications).

Brève description

Merv est la plus ancienne et la mieux préservée des cités oasis le long de la route de la Soie en Asie centrale. Les vestiges de cette vaste oasis couvrent quelques quatre milliers d'années d'histoire humaine, et un certain

nombre de monuments, particulièrement des deux derniers millénaires, restent visibles.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie, en demandant des assurances afin que le plan de gestion quinquennal soit agréé et intégralement mis en œuvre avant la fin de l'année 1999. Si ces assurances sont fournies, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iii* :

Critère ii Les villes de l'oasis de Merv ont exercé une influence considérable sur les cultures d'Asie centrale et d'Iran depuis quatre millénaires. La ville seldjoukide, en particulier, a influencé l'architecture et la décoration architecturale, ainsi que le développement scientifique et culturel.

Critère iii La séquence des cités de l'oasis de Merv, leurs fortifications et leur paysage urbain sont des témoins exceptionnels des civilisations d'Asie centrale sur plusieurs millénaires.

ICOMOS, mars 1999

Hoi An (Viêt-nam)

No 948

Identification

<i>Bien proposé</i>	Vieille ville de Hoi An
<i>Lieu</i>	Hoi An, province de Quang Nam
<i>État partie</i>	République socialiste du Viêt-nam
<i>Date</i>	28 juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

La vieille ville de Hoi An est un exemple particulier de port marchand traditionnel d'Asie du Sud-Est qui a été parfaitement et assidûment préservé. C'est la seule ville du Viêt-nam qui soit demeurée intacte à un tel degré. La majorité des édifices de Hoi An sont bâtis dans le style architectural traditionnel des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Ils se dressent le long d'allées étroites, de type traditionnel, et comptent parmi eux de nombreux édifices religieux : pagodes, temples, salles de réunion, etc., liés au développement d'une communauté portuaire. Le style de vie traditionnel, la religion, les us et coutumes et la cuisine ont été préservés, et de nombreux festivals continuent d'avoir lieu chaque année.

Critères ii, iii, v et vi

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Les découvertes et les fouilles archéologiques ont montré qu'il existait un port et centre marchand du peuple local Sa Huynh le long du fleuve Thu Bon dès le II^e siècle avant J.-C. Ils continuèrent à se développer et au XV^e siècle, Hoi An (connue au Viêt-nam et ailleurs sous divers noms : Fayfo, Haifo, Kaifo, Faifoo, Faicfo, Hoai Pho) était déjà le plus grand port du puissant royaume de Champâ. Il le resta après l'intégration de Champâ au Viêt-nam, devenant l'un des plus importants centres d'échanges marchands, et donc culturels, en Asie du Sud-Est, attirant des navires et des négociants d'autres pays d'Asie et d'Europe, particulièrement pendant sa période la plus florissante, de la fin du XVI^e siècle au début du XVIII^e siècle. C'est d'ailleurs par Hoi

An que le christianisme s'introduit au Viêt-nam au XVII^e siècle.

Elle conserva le statut de port principal du centre du pays pendant tout le XIX^e siècle, alors que les monarques de la dynastie des Nguyên avaient adopté une politique de « fermeture commerciale ». Cependant, à la fin du siècle, l'essor des autres ports de la côte du Viêt-nam, en particulier de Da Nang, éclipsa définitivement Hoi An. En conséquence de cette stagnation économique, la ville a remarquablement bien préservé son ancienne apparence.

Description

La vieille ville, proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, est située sur la rive nord du fleuve Thu Bon et couvre une zone de 0,3 km² (300 m sur 1000 m). Une rue court d'est en ouest sur la rive du fleuve, et trois autres sont parallèles à ce dernier. D'autres rues et allées les croisent à angles droits. Cette zone abrite des maisons (souvent associées à des échoppes), des monuments religieux comme des pagodes, des temples, des maisons communales, des lieux de culte des ancêtres, un quai et un marché à ciel ouvert.

L'architecture de Hoi An, entièrement de bois, est d'un intérêt considérable. Elle combine des modèles et des techniques traditionnels du Viêt-nam à ceux d'autres pays, dont les citoyens s'y étaient installés pour faire du commerce et avaient construit des maisons et des centres communautaires conformes à leur propre culture. Ces influences sont principalement originaires de Chine, mais les styles japonais se discernent également dans certains détails.

La maison typique s'organise autour d'un axe longitudinal, avec les éléments suivants, dans l'ordre : maison, cour, maison. Il s'agit de construction dont la charpente est en bois et les murs en briques ou en bois eux aussi. Il y a plusieurs formes de toits de bois, dénotant des influences de diverses régions. Les maisons ont des toits de tuiles et les composants de bois sont gravés de motifs traditionnels.

Les lieux de culte familiaux, dédiés au culte des ancêtres, se divisent en deux parties, qui sont l'une derrière l'autre quand on vient de la rue. Elles se distinguent par le système de support du toit. Entre elles, deux petits édifices latéraux forment une petite cour.

Les maisons communautaires, où sont révévés les anciens sages, les fondateurs des communautés ou les légendaires fondateurs des corps de métier, sont des structures rectangulaires simples à charpente de bois. Celles qui sont encore debout datent principalement du XIX^e siècle.

Comme les maisons communautaires, les pagodes datent quasiment toutes du XIX^e siècle, bien que des inscriptions fassent remonter leur fondation aux XVII^e et XVIII^e siècles. Elles suivent un plan carré, et leur décoration se limite essentiellement aux ornements élaborés des toits. Les plus grandes constituaient le noyau d'édifices regroupés, aux fonctions religieuses et

séculières. Par exemple, certaines des plus grandes pagodes servaient également de salles de réunion. Celles-ci s'élèvent le long de la rue principale (Tran Phu). De petits édifices de bois aux structures similaires à celles des lieux de culte faisaient office de sanctuaires consacrés aux ancêtres et à la communauté. Deux d'entre eux sont associés à des pagodes.

On remarque aussi un splendide pont de bois, évoquant les constructions japonaises équivalentes, sur lequel se dresse une pagode. Il existe au moins depuis le début du XVIII^e siècle, comme l'indique une inscription, mais a été reconstruit plusieurs fois.

La zone tampon compte un certain nombre d'anciennes tombes. Celles-ci, de style vietnamien, japonais et chinois, reflètent la variété des liens commerciaux et des origines ethniques des habitants de Hoi An.

L'étude des édifices historiques importants, réalisée entre 1993 et 1995, montre qu'il y a dix-huit maisons communautaires, quatorze pagodes et sanctuaires, cinq salles de réunion, dix-neuf maisons de culte et quinze grandes sépultures. Dans leur forme actuelle, la plupart d'entre eux datent du XIX^e siècle, mais une forte proportion présente des caractéristiques remontant aux XVII^e et XVIII^e siècles. En sus de ces bâtiments exceptionnels, la majorité de l'architecture domestique est de forme traditionnelle : structures en bois et toits de tuiles.

Gestion et protection

Statut juridique

Le décret n° 14 du Conseil d'État pour « la protection et l'utilisation des reliques et paysages culturels et historiques » a été promulgué en 1984. L'année suivante, la vieille ville de Hoi An a été désignée Site culturel et historique national par la Résolution 506/VH-QD du ministère de la Culture et de l'Information. Celle-ci a ensuite été suivie, successivement, par la loi 1796/QD-UB du Comité populaire de la province de Quang Nam-Da Nang (1987) et par la loi 161/QD-UB du Comité populaire de la ville de Hoi An (1997).

Ces instruments législatifs ont imposé de stricts contrôles sur toutes les actions susceptibles d'avoir un impact négatif sur les qualités culturelles et historiques de Hoi An.

Gestion

Toute la ville est la propriété de l'État. Il existe toute une série d'instances aux responsabilités toutes plus précises les unes que les autres pour la protection et la préservation du Site culturel et historique national de Hoi An : le ministère de la Culture et de l'Information (bureau de la Conservation et de la Muséologie), le Comité populaire de la province de Quang Nam (direction de la Culture, de l'Information et des Sports), et le Comité populaire de la ville de Hoi An.

La loi de 1997 sur la ville de Hoi An définit des réglementations mises en œuvre par le Centre de conservation et de gestion des monuments de Hoi An, qui a été créé pour être le bras exécutif du Comité populaire de la ville. Ces réglementations sont très détaillées, et portent par exemple, sur les matériaux agréés dans le cadre des projets de réhabilitation et de restauration, les couleurs autorisées pour les façades et les arbres plantés. Il existe des dispositions différenciées pour la vieille ville proprement dite, objet de la proposition d'inscription, la zone tampon, et la zone de développement ultérieur au-delà de la zone tampon (où la hauteur des nouvelles constructions est limitée).

Il existe également un plan cadre pour le centre de Hoi An prévu jusqu'en 2010 et qui a été approuvé en 1994, ainsi que des plans distincts pour le transport, le tourisme, l'éclairage public, l'approvisionnement en eau, les nouveaux quartiers résidentiels et l'amélioration de l'environnement. La promulgation du décret municipal de 1997 a été associée à l'approbation du plan de gestion pour « l'investigation, la conservation, la restauration et l'exploitation de la vieille ville entre 1997 et 2005 », qui est mis en œuvre par le Centre de conservation et de gestion des monuments.

Ce centre dispose d'un personnel permanent de 25 professionnels et techniciens. Ces effectifs devraient progressivement augmenter dans les années à venir. Le Centre travaille en collaboration avec des instances techniques spécialisées au niveau de l'État et du Gouvernement central.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

L'étude, l'inscription, la conservation et la restauration de Hoi An ont commencé en 1982, avec une première étude réalisée par un architecte polonais du PKZ. L'année suivante, le conseil municipal a mis sur pied un groupe de conservation et de recherche pour continuer ce travail, qui s'est poursuivi pendant plusieurs années. En 1985 et 1990 ont eu lieu des séminaires scientifiques afin d'étudier les problèmes de Hoi An et les solutions à y apporter.

Une série de projets de recherche a été mise en œuvre, traitant de différentes périodes de l'archéologie et de l'histoire de la ville et aboutissant à la création de trois musées portant sur les divers aspects de son histoire.

Actuellement, le plan de gestion est mis en œuvre, avec des projets de conservation et de restauration échelonnés et classés par priorité, sur les édifices les plus significatifs et ceux qui nécessitent une attention urgente.

Authenticité

L'aspect de l'authenticité le plus significatif, dans le cas d'une ville historique, est celui du paysage urbain global plutôt que des édifices individuels. Le tracé historique des rues qui s'est développé parallèlement à l'expansion du port commercial est resté intact.

économiquement et socialement. Hoi An est également exceptionnelle en raison de la prédominance du bois comme matériel de construction.

Les parcelles bâties donnant sur les rues sont pour la plus grande part préservées, et les édifices construits sur celles-ci conservent les types traditionnels de façades et de toits. La plupart des édifices ayant été construits en bois, il s'est avéré nécessaire de les rénover à certaines époques ; C'est pourquoi nombre de bâtiments dont la structure date du XVII^e et du XVIII^e siècle ont été reconstruits au XIX^e siècle. Du fait du déclin économique de la ville à la fin du XIX^e siècle, cependant, aucune pression ultérieure n'est venue imposer le remplacement des édifices anciens par des nouveaux dans des matériaux modernes tels que béton ou tôle ondulée.

En conséquence, le tracé traditionnel des rues a été préservé de façon remarquable, ce qui renforce encore l'authenticité globale de cette ville historique.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Hoi An en janvier 1999. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international sur les villes et villages historiques.

Caractéristiques

Hoi An est un exemple exceptionnellement bien préservé d'un port d'Extrême-Orient jadis très actif, commerçant tant avec les pays d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient qu'avec le reste du monde. Son déclin, à la fin du XIX^e siècle, lui a permis de conserver dans une remarquable proportion son tissu urbain traditionnel qui est très inhabituel pour cette région car construit presque entièrement en bois.

Analyse comparative

Des activités marchandes intenses entre l'Asie du Sud-Est et d'autres pays, d'abord avec l'Asie de l'Est et du Sud, puis avec l'Europe, dès le XVI^e siècle, ont entraîné la création de pléthore de ports marchands florissants, tels Malacca et Penang. Toutefois, la quasi-totalité d'entre eux sont tombés en totale décrépitude ou sont devenus de grands ports internationaux et modernes. Dans les deux cas, le paysage urbain original a disparu, par négligence ou en raison de démolitions.

Le seul port marchand d'Asie du Sud-Est avec lequel il est possible de comparer Hoi An est Vigan aux Philippines (qui, coïncidence, est également proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1999). Il est difficile de distinguer les deux en termes d'architecture, qui représente un mélange de styles indigènes et importés, et d'état de conservation. Il existe toutefois une différence importante entre ces deux sites. En effet, le tracé des rues de Vigan, dessiné par les conquérants espagnols des Philippines, est absolument identique à celui des nombreuses villes coloniales espagnoles que comptent les Amériques. À l'inverse, le tracé des rues de Hoi An a évolué de manière organique, au fur et à mesure que la ville elle-même se développait

Brève description

Hoi An est un exemple exceptionnellement bien préservé d'un port marchand d'Asie du Sud-Est du XV^e au XIX^e siècle. Ses bâtiments et la disposition de ses rues reflètent les influences, tant autochtones qu'étrangères, qui se sont liées pour donner naissance à ce vestige unique.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et v* :

Critère ii Hoi An est une importante et remarquable manifestation de la fusion des cultures, au fil du temps, dans un port commercial international.

Critère v Hoi An est un exemple exceptionnellement bien préservé de port marchand traditionnel d'Asie.

ICOMOS, mars 1999

Mi-sôn (Viêt-nam)

No 949

Identification

<i>Bien proposé</i>	Sanctuaire de Mi-sôn
<i>Lieu</i>	Commune de Duy Phu, district de Duy Xuyen, province de Quang Nam
<i>État partie</i>	République socialiste du Viêt-nam
<i>Date</i>	28 juillet 1998

Justification émanant de l'État partie

Mi-sôn, vallée encerclée de montagnes, a été choisie pour être le site du centre religieux de la capitale du royaume de Champâ. Le sanctuaire de Mi-sôn et ses environs constituent l'un des plus célèbres monuments architecturaux et sculpturaux cham au Viêt-nam. Ces importants vestiges contribuent à la compréhension de l'évolution de la pensée cham.

La majorité des tours de Mi-sôn ont été construites au X^e siècle après J.-C. Beaucoup ont été endommagées pendant la récente guerre ; elles sont actuellement préservées dans l'attente de décisions sur les futurs travaux de réparation.

Critères ii et v

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *site*.

Histoire et description

Histoire

Le royaume de Champâ est né en 192 après J.-C., quand le peuple de la région de Tuong Lam se dressa contre ses suzerains chinois et fonda un État indépendant dans l'étroite bande de terre qui longe la côte de l'Annam. Cet État est connu d'après des archives chinoises sporadiques, dans lesquelles il apparaît successivement sous le nom de Lam Ap, Hoan Vuong et de Chiem Thanh, une transcription de *Champâpura*, qui signifie « la cité du peuple cham ». L'économie cham était basée sur l'agriculture (culture en rizières), la pêche et le commerce maritime.

Les Chams tombèrent sous l'influence de l'hindouisme du sous-continent indien à un stade précoce de leur développement, quoique la date exacte ne soit pas connue. Ils construisirent de nombreux temples dédiés aux divinités hindouistes : Krishna et Vishnou, par exemple, mais par-dessus tout Shiva. Le bouddhisme mahayana, qui doit avoir pénétré la culture cham plus tard, probablement au IV^e siècle, s'implanta solidement au nord du royaume de Champâ, mais le l'hindouisme et plus particulièrement le culte de Shiva resta la religion officielle.

Ce royaume comptait deux cités sacrées, appartenant chacune à un grand clan. Mi-sôn (dont le nom, en vietnamien, signifie « belle montagne ») était sacrée pour le clan Dua (*Narikelavansa* en sanscrit), qui vénérait le roi mythique Srisanabhadresvara et gouvernait Amaraveti, la région septentrionale du royaume ; c'était également la capitale de tout le royaume de Champâ. Si la signification religieuse de Mi-sôn était importante, son emplacement lui donnait également une importance stratégique car, nichée au cœur d'un petit cirque montagneux, la cité était une place forte facile à défendre.

Les monarques qui se succédèrent du VI^e au VIII^e siècle favorisèrent Mi-sôn et la dotèrent de temples magnifiques. Entre 749 et 875, le clan Cau prit le pouvoir et, pendant un temps, la capitale fut transférée à Vivapura, au sud du territoire. Néanmoins, Mi-sôn conserva son importance religieuse, et reprit sa place au début du IX^e siècle, sous le règne de Naravarman I^{er}, qui remporta nombre de batailles contre les armées chinoise et khmère.

Dès le début du X^e siècle, l'influence du bouddhisme commença à s'étioler, au bénéfice de Mi-sôn, où l'hindouisme avait toujours dominé. Quand arriva le règne de Giaya Simhavaram, à la fin du X^e siècle, il s'était hissé à un pied d'égalité avec le bouddhisme dans le royaume cham. C'est à cette époque que furent construits la majorité des plus beaux monuments architecturaux subsistants.

Pendant la plus grande partie du XI^e siècle, la guerre fit rage et Mi-sôn, à l'instar d'autres sites sacrés de Champâ, en pâtit grandement. Harivarman IV ramena la paix dans le royaume. Vers la fin du siècle, il avait transféré sa capitale à Do Ban, mais entreprit néanmoins de restaurer Mi-sôn. La guerre éclata à nouveau au XII^e siècle, quand Jaya Indravarman IV attaqua l'empire khmer et mit sa capitale à sac. Les représailles furent immédiates, et le royaume cham fut occupé par les Khmers de 1190 à 1220.

À partir du XIII^e siècle, le royaume cham déclina lentement et fut absorbé par le pouvoir croissant du Viêt-nam. Il cessa d'exister en tant qu'entité à la fin du XV^e siècle, et Mi-sôn cessa parallèlement d'être un lieu de culte.

Description

Dans le site proposé pour inscription, qui représente l'ancienne zone de peuplement et celle du sanctuaire, huit groupes de tours sanctuaires ont été dénombrés, et

nommés de A-H, conformément à la classification de l'architecte et archéologue français Henri Parmentier, qui étudia Mi-sôn au début du XX^e siècle et recensa près de soixante-dix monuments.

En termes de date, ceux-ci couvrent la période qui va du X^e au XIII^e siècle, laps de temps assez long que reflètent les divers styles architecturaux. Tous sont construits en briques, avec des colonnes de pierre, et ornés de bas-reliefs de grès dépeignant des scènes tirées de la mythologie hindoue.

La disposition fondamentale d'une tour sanctuaire, qui reflète la cosmogonie hindoue, s'articule autour de la tour principale (*kalan*), symbolisant la montagne sacrée (*meru*) au centre de l'univers. La base carrée ou rectangulaire (*bhurloka*), qui représente le monde humain, est faite de briques ou de blocs de pierre et décorée de reliefs. Au-dessus s'élève la tour principale, (*bhuvakola*), construite entièrement en briques et dotée de pilastres et d'une fausse porte orientée à l'est, aux ornements foisonnants, une fois encore. Les intérieurs sont sobres, avec de petites niches destinées à accueillir des lampes ; quant au *Shivalingam*, symbole du monde spirituel, il se dressait sur un socle au centre. Les tours étaient séparées de leurs toits (*suarloka*) par une frise décorée. Ils consistaient en trois niveaux formant une pyramide, et représentaient *Kailasa*, la montagne sacrée de Shiva. On sait que bon nombre de ces toits étaient à l'origine couverts de feuilles d'or ou d'argent.

En face du *kalan* s'élève une petite tour d'entrée qui constitue une porte (*gopura*), faite de briques, avec des colonnes de pierre. La plupart des complexes des temples étaient dotés de longs bâtiments (*mandapa*) aux toits de tuiles, adjacents à ces « tours portes » et destinés aux cérémonies religieuses. On remarque souvent autour du *kalan* de petits temples à deux pièces (*kasagraha*) où étaient révéérées des divinités de moindre importance. Chaque complexe était entouré d'un épais mur de briques, mais ces murs ont presque entièrement disparu au fil des siècles depuis que Mi-sôn a cessé d'être un lieu saint.

Le style prédominant de l'architecture et de la décoration sculpturale des temples de Mi-sôn provient en droite ligne d'Inde. On y distingue toutefois certains éléments de l'art vietnamien du nord ; Il s'agit tout particulièrement des toits en forme de bateau d'un ou deux bâtiments parmi les édifices caractéristiques de l'architecture Đông Sơn.

On compte treize temples dans l'enceinte qui porte le nom de *Groupe A*, dont le principal, A1, est le plus haut de Mi-sôn (24 m). Le *Groupe A* secondaire, avec ses quatre temples, est tout proche. La plupart des temples ont été construits au X^e siècle, à l'exception d'A10, érigé avant 875.

Quant au *groupe B* et aux *groupes C et D* associés, il s'agit de la plus importante concentration de temples de Mi-sôn : 27 en tout. En termes de date, ils vont du X^e au XII^e siècle. Le temple B1, construit en 1275, était le plus grand de Mi-sôn ; toutefois, il a malheureusement été largement détruit par des bombardements. Le temple B5, une structure auxiliaire utilisée pour les offrandes, est d'une beauté toute particulière.

Le *groupe E* compte deux temples principaux, l'un du VII^e siècle et l'autre du XI^e. La construction originale du premier des deux, E1, semble avoir contenu une importante proportion de bois. Il est remarquable par la complexité et la variété des sculptures qui le décorent.

Le *groupe F* ne compte que deux temples. Le temple F2 présente certaines caractéristiques décoratives qui, avec son style architectural global Hoa-lai, suggèrent une construction du début du IX^e siècle.

Au XII^e siècle, Jaya Harivarman I^{er} fit construire sur une colline les cinq temples qui composent le *groupe G*, entre les groupes A et E. L'un des temples était le lieu où se célébrait le culte des parents du monarque ; l'autre était dédié à son ange gardien. À noter, l'utilisation omniprésente de la terre cuite, caractéristique de l'art cham des XII^e et XIII^e siècles.

À l'ouest des autres, le *groupe H* se compose de quatre temples de la fin du XII^e siècle – début du XIII^e siècle parmi les derniers construits à Mi-sôn. Seul le temple principal H1 a survécu aux bombardements de la guerre.

En sus de ces groupes, il existe également trois petites tours sanctuaires isolées (K, L et M), mais toutes sont dans un état avancé de détérioration.

Gestion et protection

Statut juridique

Le sanctuaire de Mi-sôn, qui couvre une zone de 310 ha, a été classé Monument national en 1979. En 1989, le Comité populaire de l'ancienne province de Quang Nam – Da Nang édicta le décret n° 1484/QĐ-UB « relatif à l'enceinte de protection de la zone des monuments culturels et historiques de Hon-Den – Mi-sôn ». Il définit une zone de 1062 ha au sein de laquelle l'installation, le pâturage, l'exploitation forestière et autres activités néfastes à la préservation du site et de ses monuments sont interdits. Le décret assigne également les responsabilités afférentes à sa mise en application.

Gestion

La responsabilité globale de la protection du bien incombe au ministère de la Culture et de l'Information, par l'intermédiaire de sa direction de la Préservation et de la Muséologie. Elle est dévolue à la direction de la Culture et de l'Information de la province de Quang Nam, qui collabore étroitement avec le Comité populaire et la division de la Culture et de l'Information du district de Duy Xuen, qui a créé un Comité de gestion des monuments de Mi-sôn.

Les besoins propres au patrimoine historique sont pris en compte dans le Plan national de développement du tourisme au Viêt-nam et dans le Plan général pour le développement socio-économique du district de Duy Xuyen.

En outre, un Plan principal pour le renforcement, la préservation et l'exploitation des monuments de Mi-sôn

a été élaboré par la direction de la Culture et de l'Information de la province de Quang Nam. Suite à une évaluation de l'état actuel de conservation des monuments, il définit et classe par ordre de priorité les objectifs de développement infrastructurel, de conservation, de promotion et de développement touristique. Il se divise en deux phases de mise en œuvre (1999-2005 et 2005-2010), pour lesquelles des budgets détaillés ont été préparés. La préservation et la conservation ont été placées sous la responsabilité de la direction de la Préservation et de la Muséologie du ministère de la Culture, tandis que les autorités provinciales et de district seront chargées de la maintenance, de la présentation et de la promotion touristique. À la date de la visite de la mission d'expertise de l'ICOMOS (cf. ci-dessous), ce dernier point attendait toujours l'agrément officiel.

Il n'y a aucun peuplement dans la zone proposée pour inscription ni dans la zone tampon, et aucun n'est autorisé par la législation de protection. Le Plan socio-économique principal de Quang Nam stipule la réhabilitation de la zone boisée aux alentours du site, afin d'améliorer l'environnement écologique et les conditions climatiques locales.

L'encadrement du bien se fait actuellement par six conservateurs diplômés et administrateurs, deux étudiants en conservation et muséologie, un comptable diplômé et huit gardiens. Le district fournit pour sa part des techniciens de maintenance.

Le nombre annuel de visiteurs a connu une progression régulière : de 3 570 en 1990, il est passé à 12 500 en 1997. Le plan de tourisme national prévoit de très conséquentes augmentations de ce nombre dans la décennie à venir.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

À la suite du travail d'étude et d'inventaire réalisé par Parmentier au début du ^{xx} siècle, l'École française de l'Extrême-Orient (EFEO) a entrepris à Mi-sôn des travaux de restauration en 1938-1944, incluant la construction, entre 1939 et 1941, d'un barrage sur la rivière qui traverse le site, après une inondation désastreuse ; malheureusement, le barrage fut à son tour emporté par une autre inondation en 1946.

L'année 1965 marqua le début des hostilités ; Mi-sôn devint une base de guérilla et toute la région devint la cible des bombardements et des mines américaines. En août 1969, le sanctuaire lui-même fut lourdement bombardé, ce qui provoqua des dégâts considérables. Après la guerre, la zone fut progressivement débarrassée des mines, des bombes et des obus qui n'avaient pas explosé.

En 1980, une délégation d'experts polonais du PKZ collabora avec des spécialistes du ministère vietnamien de la Culture et de l'Information pour étudier les vestiges de Champâ dans la région centrale du Viêt-nam. Un Comité conjoint pour la restauration des vestiges cham fut mis sur pied, et des travaux relatifs à

la documentation et à la consolidation des temples des groupes A-D et au nettoyage général du site s'ensuivirent. Entre 1990 et 1996, le travail se concentra sur l'élimination de la végétation dans les structures et sur la consolidation des fondations des temples des groupes E-H.

Quant au travail de conservation actuel, il se limite au nettoyage de la végétation et de la terre dans les structures. Le Conseil de gestion et le Musée de la province de Quang Nam sont responsables d'un système de suivi régulier des monuments de Mi-sôn. Les rapports sont soumis à la direction de la Culture et de l'Information de la province et à la direction de la Préservation et de la Muséologie du ministère de la Culture et de l'Information.

En 1998, la Fondazione Lerici, institution italienne, a préparé un projet de cartographie archéologique assistée par ordinateur de la zone de Mi-sôn. Ce projet comprendrait l'interprétation d'images par satellite et de photographies aériennes, la reconnaissance archéologique et topographique, géomorphologique et hydrogéologique, l'exploration géophysique, une étude de l'état de dégradation des monuments, des fouilles, la création d'une base de données Système d'Informations Géographiques (GIS), et des stages de formation. Il s'étendrait sur trois ans. (Le dossier de proposition d'inscription ne fait aucune mention de ce projet, bien que le document de ce dernier soit inclus en annexe à la proposition ; son statut actuel est donc incertain).

Authenticité

En termes de conception, de matériaux, de construction et de cadre le degré d'authenticité de Mi-sôn est élevé. Les interventions de conservation réalisées sous l'égide d'experts français et polonais ont été relativement mineures et n'affectent aucunement le degré global d'authenticité, bien que certaines ne soient pas conformes aux principes de conservation contemporains.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS s'est rendue à Mi-sôn en janvier 1999.

Caractéristiques

Le sanctuaire de Mi-sôn est un ensemble architectural remarquable qui s'est développé sur dix siècles. Il évoque l'image vivante de la vie spirituelle et politique, au cours d'une étape majeure dans l'histoire de l'Asie du Sud-Est.

Analyse comparative

Le royaume de Champâ présente un certain nombre de caractéristiques qui font de lui un site historique unique au sein des royaumes majeurs d'Asie du Sud-Est. Trait particulièrement important : l'association à la religion hindouiste, importée d'Inde, qui s'est entêtée à résister pendant des siècles à la concurrence du bouddhisme. On

peut le comparer à d'autres sites plus spectaculaires, tels celui d'Angkor (Cambodge), de Pagan (Myanmar) ou de Sukhothai (Thaïlande), mais ceux-ci illustrent des cultures plus complémentaires de celle de Mi-sön que concurrentielles, en termes culturels comme spirituels.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Il est essentiel que le plan de gestion soit mis en œuvre sans délai. En effet, en dépit des admirables efforts de l'État partie, l'état de conservation de nombre des monuments individuels est médiocre, et une action s'impose de toute urgence.

Nous recommandons le projet italien, car il vise à améliorer la compréhension du complexe tout entier, et il inclut également un important élément de formation. Il est souhaitable que les fonds nécessaires à la mise en œuvre du projet soient levés dans les plus brefs délais.

Brève description

Du IV^e au XIII^e siècle, la côte du Viêt-nam contemporain accueillait une culture unique, associée par ses racines spirituelles à l'hindouisme indien. Cette relation est illustrée par les vestiges d'une série d'impressionnantes tours sanctuaires, au cœur d'un site remarquable qui fut pendant quasiment toute son existence la capitale religieuse et politique du royaume de Champâ.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *différée*. L'État partie devrait fournir des informations sur la mise en œuvre du plan de gestion du bien et des assurances quant à la mise à disposition du financement. Si ces informations sont disponibles avant la 23^e session du Comité du Patrimoine mondial de décembre 1999, l'ICOMOS recommande que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iii* :

Critère ii Le sanctuaire de Mi-sön est un exemple exceptionnel d'échange culturel, de par l'introduction de l'architecture hindoue du sous-continent indien en Asie du Sud-Est.

Critère iii Le royaume de Champâ était un important phénomène de l'histoire politique et culturelle de l'Asie du Sud-Est, comme en témoignent remarquablement les ruines de Mi-sön.

Cependant, dans le cas où ces informations ne seraient pas disponibles pour cette réunion, l'ICOMOS suggère que soit appliquée la procédure adoptée pour la dernière fois en 1991 et par laquelle la procédure d'inscription est considérée comme engagée.

ICOMOS, mars 1999

Château de Mir (Biélorus)

No 625

Identification

Bien proposé Château de Mir (château des Radziwill)

Lieu Région de Grodno, district de Korelichi

État partie République de Biélorus

Date 1^{er} octobre 1991

Justification émanant de l'État partie

La composition plastique subtilement nuancée du château de Mir, dans le plus grand respect de l'environnement, ses dimensions, sa conception artistique et ses couleurs, ainsi que l'harmonieuse combinaison de la conception originale et des développements ultérieurs, font que le château de Mir peut prétendre au statut de chef d'œuvre unique et de création exceptionnelle de plusieurs générations.

Ces mêmes facteurs, ainsi que l'originalité des fortifications, en font un remarquable exemple de résidence féodale fortifiée de la fin du Moyen Âge, tout du moins pour les territoires slaves et la région de la Baltique.

Les éléments originaux du château reflètent certaines des caractéristiques du gothique tardif biélorusse, qui se développa à partir des arts populaires sous la Renaissance en Europe de l'Est et fut influencé tant par la foi orthodoxe, prédominante dans la région, que par des traditions païennes latentes. Chacun de ces facteurs a contribué à façonner les caractéristiques propres au gothique biélorusse, qui apparaissent dans les proportions et les dimensions de la construction, adaptées à l'homme et à l'environnement, dans le raffinement de la décoration des divers éléments du château en fonction de leurs attributions et de leur importance (qui reflète certaines idées païennes sur la magie des symboles) et dans l'utilisation pour l'ornementation de la façade d'une combinaison originale de jeux d'ombres et de lumière, confrontés aux différentes textures des matériaux et à des couleurs adoucies. Ces fonctions architecturales et artistiques font du château une construction fortifiée unique en son genre. Cette tendance originale de l'architecture fut plus tard supplantée par les écoles occidentales, dont l'influence s'étendit parallèlement à l'expansion du catholicisme romain. Dans le château de Mir, certains aménagements ultérieurs conformes aux principes de la Renaissance italienne furent cependant adaptés à la conception d'origine grâce à l'usage de méthodes et de traditions artistiques locales.

Par ailleurs, le château de Mir n'a pour ainsi dire fait l'objet d'aucune stylisation ou reconstruction imitative. Toutes les caractéristiques étrangères sont visiblement authentiques. Le projet actuellement en cours envisage la préservation, la conservation, la restauration scientifique sélective de divers éléments d'origine et développements ultérieurs et, en outre, l'ouverture du site aux visiteurs.

Critères i, iii et iv

Catégorie de bien

Aux termes des catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, il s'agit d'un *monument*.

Histoire et description

Histoire

Le château a été construit à la fin du xv^e siècle ou au début du xvi^e (la première référence qui y est faite remonte à 1531) par la famille Ilyinichi. Les travaux initiaux concernaient la construction des murailles et des tours, mais ils furent interrompus pour une raison inconnue. Au début du xvii^e siècle, la construction fut achevée grâce à l'ajout d'une résidence palatiale présentant quelques traits de la Renaissance (dont un jardin de style italien) après que la famille Radziwill en eut pris possession en 1569. Ces travaux furent probablement réalisés sous la direction de l'architecte italien Gian Maria Bernardoni.

À la suite de sièges en 1655 et en 1706, des travaux de reconstruction ajoutèrent au château quelques caractéristiques baroques. Il fut gravement endommagé sous la période napoléonienne, en 1794 et à nouveau en 1812, et resta dans un état d'abandon et de décrépitude jusqu'aux années 1920, époque à laquelle des travaux de restauration furent entrepris, lesquels ajoutèrent certains éléments typiques de la sécession. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il servit de camp de prisonniers et de ghetto. La restauration à proprement parler ne recommença qu'en 1982.

Description

Le château de Mir est situé sur la rive d'un petit lac, au confluent de la rivière Mirianka et d'un petit affluent.

Ses murailles fortifiées forment un quadrilatère irrégulier ; il y a quatre tours d'angle extérieures dotées de toits en croupe s'élevant sur cinq étages et une tour-porte extérieure de six étages du côté ouest. Toutes les tours ont des sous-sols aux plafonds voûtés ; les rez-de-chaussée et les étages inférieurs sont quadrilatéraux, les étages supérieurs octogonaux. Les étages supérieurs présentaient jadis des plafonds de bois, mais ceux-ci furent ensuite remplacés par des voûtes de briques.

Les façades sont en briques, avec un plâtrage encastré. À la fin du xvi^e siècle, des éléments de pierre furent ajoutés. Les huisseries et les balcons sont en grès. Quant

aux toits, ils sont couverts de tuiles, dont certaines vernies.

Quelques traces des remparts originaux subsistent à l'ouest, au nord et à l'est. La surface totale du château, telle qu'elle est proposée pour inscription, fait 18,750 m², et le complexe dans son ensemble, château et parc compris, couvre 27 hectares.

Gestion et protection

Statut juridique

Le bien est inscrit sur la Liste nationale des monuments d'urbanisme et d'architecture de la république de Bélarus.

Gestion

Le château de Mir appartient au Musée national des arts de la république de Bélarus, à qui incombe également son administration. Il est géré par l'Agence régionale de Minsk.

Évaluation

L'ICOMOS a commandé une étude comparative, qui devrait être très bientôt prête. Une mission d'expertise doit être envoyée pour évaluer le bien dans les plus brefs délais.

Toutefois, il semble plus que probable que ni l'étude comparative ni le rapport de la mission ne seront prêts à temps pour que l'ICOMOS puisse présenter une recommandation à la réunion du Bureau du Comité du patrimoine mondial en juillet 1999.

En outre, le dossier de proposition d'inscription en possession de l'ICOMOS a été soumis à la fin de l'année 1991 ; à l'époque, un projet majeur de restauration était en cours. L'ICOMOS souhaite disposer d'un rapport à jour sur le bien, touchant à son statut juridique, la propriété, la gestion et l'historique de la conservation, et accompagné des plans, photographies et diapositives pertinents. Si cela est disponible avant la fin septembre 1999, l'ICOMOS présentera une évaluation et une recommandation à l'occasion de la réunion extraordinaire du Bureau en novembre 1999.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie, en demandant que soient fournies des informations mises à jour selon les prescriptions mentionnées ci-dessus.

ICOMOS, mars 1999

Les Orcades néolithiques (Royaume-Uni)

No 514rev

Identification

Bien proposé Le cœur néolithique des Orcades

Lieu Ecosse

Etat Partie Royaume-Uni

Date 26 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Maes Howe, Stenness, Brogar et Skara Brae proclament le triomphe de l'esprit humain loin des premiers centres traditionnellement reconnus de civilisation, pendant le demi millénaire qui vit les premiers mastabas de la période archaïque de l'Egypte, les temples de briques du Sumer et les premières cités de la culture Harappa en Inde.

Maes Howe est un chef d'œuvre des peuples du néolithique, une réalisation architecturale exceptionnellement précoce, d'une force et d'une simplicité quasi classiques. C'est un témoignage unique d'il y a 5000 ans, l'expression du génie d'une communauté humaine qui, par ailleurs, ensevelissaient ses morts dans des sépultures étroites sous des tumuli de plus petites dimensions.

Stenness est une des plus anciennes et expressions uniques des rituels des hommes qui enterraient leurs morts dans des tombes comme celles de Maes Howe et vivaient dans des villages comme celui de Skara Brae. Cet ensemble témoigne, à un degré de richesse extraordinaire, d'une culture disparue qui donna naissance aux sites inscrits au Patrimoine mondial de Avebury et Stonehenge en Angleterre.

Le cercle de Brogar est le plus bel exemple connu de cercle parfait de pierres levées du néolithique supérieur ou du début de l'âge du bronze et une expression plus tardive de l'esprit qui donna naissance à Maes Howe, Stenness et Skara Brae.

Skara Brae possède des vestiges particulièrement riches. Ce village néolithique présente une belle collection d'objets rituels et usuels et un extraordinaire mobilier de pierre. Leur remarquable préservation permet un degré d'interprétation dont on ne retrouve pas l'équivalent sur les autres sites fouillés de cette période en Europe. L'ensemble de Skara Brae, Stenness et Maes Howe et des monuments qui leur sont associés témoignent de manière exceptionnelle et complète des pratiques funéraires, rituelles et domestiques d'une culture vieille de 5000 ans aujourd'hui disparue.

Les monuments représentent des chefs-d'œuvre du génie créateur humain (**critère i**) car ils montrent un échange d'influences considérable de valeurs humaines pendant la période du développement architectural des grands complexes cérémoniels en Grande-Bretagne (**critère ii**), ils apportent un témoignage unique et exceptionnel sur une tradition culturelle indigène majeure qui a fleuri sur une période de 500 à 1000 ans et qui s'est éteinte au environs de 2000 av. J.-C. (**critère iii**) et ils constituent un exemple éminent d'ensemble architectural et de paysage archéologique qui illustrent une phase importante de l'histoire humaine durant laquelle furent érigés les premiers grands monuments cérémoniels. (**critère iv**).

Catégorie de bien

En terme de catégorie de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le cœur néolithique des Orcades est un groupe de *sites*.

Histoire et description

Histoire

La période néolithique dans les îles Britanniques se traduit surtout par une architecture monumentale et un grand développement des rituels. Les inhumations collectives et les cercles cérémoniels font leur apparition, révélant une structure sociale plus complexe et la mobilisation des efforts d'un grand nombre d'individus en direction d'un objectif commun.

Les tombes à couloir comme celle de Maes Howe, construites vers 3000 avant J.-C., étaient de grandes structures faites de pierres formant un couloir conduisant de l'extérieur du tertre jusqu'à la chambre mortuaire contenant la dépouille du défunt. Que ces tombes aient été réservées à l'élite ou qu'elles aient été destinées à tous les gens de la communauté n'est pas prouvé par les spécialistes, mais la grande quantité d'ossements humains et animaux, de poteries et d'autres objets découverts dans ces tertres prouve leur importance d'un point de vue religieux et social. L'orientation générale de ces structures indique également que leurs constructeurs connaissaient les mouvements saisonniers des astres. Le couloir de Maes Howe, par exemple, est orienté vers le soleil couchant du solstice d'hiver qui éclaire la chambre funéraire.

Le cercle de Brogar, véritable cercle formé de soixante grandes pierres dressées, ceinturé d'un fossé circulaire, semble aussi avoir servi d'observatoire des mouvements solaires et lunaires, bien qu'aucune preuve formelle n'ait encore été apportée par les scientifiques.

Dans la même zone, un village néolithique de maisons construites en pierre et reliées entre elles par des galeries a été découvert et a fait l'objet de fouilles. Le plus ancien établissement remonte aux environs de 3100 av.J.-C. Le site fut occupé alors pendant quelque 600 ans. Les constructions visibles aujourd'hui sont

datées entre 2900 et 2600 av.J.-C. Le style des maisons varie selon les différentes périodes d'occupation, mais les constituants de base des intérieurs restent les mêmes : des lits de chaque côté construits dans les murs, un foyer central et une armoire de pierre à l'arrière de l'habitation. Le site atteste la pratique d'activités caractéristiques du Néolithique, à savoir l'élevage ovin et bovin, la pêche et la culture des céréales. Le site apporte aussi des preuves d'activités rituelles étroitement liées aux activités domestiques quotidiennes telles que la présence de formes grattées à proximité des portes, des séparations aménagées dans les galeries conduisant d'une maison à l'autre, des caches de perles et de pendants et des inhumations individuelles dans certains maisons.

Les structures des Orcades ont été érigées pendant la période allant de 3000 à 2000 av. J.-C.. La présence de poteries dans des fosses suggère que les sites religieux ont été réutilisés au début de l'âge du fer ancien. Ces établissements humains eurent cependant une durée de vie relativement courte d'environ 600 ans.

Au milieu du 12^e siècle après J.-C., des Scandinaves et des Vikings ont débarqué dans les îles. Des runes gravées sur les pierres de la chambre funéraire principale de Maes Howe attestent leur présence. Le site, assez isolé, est aujourd'hui situé dans un paysage essentiellement pastoral.

Description

Les îles des Orcades se trouvent à 15km au nord de la côte écossaise. L'archipel est composé de quelque 40 îles et de nombreux îlots, dont 17 seulement sont habités. Le paysage d'aujourd'hui comporte de hautes falaises et de vastes herbages.

Les deux zones retenues sont distantes d'environ 6.6km sur l'île de Mainland, la plus grande de l'archipel. La Zone de conservation rurale de Brogar est disposée autour d'un isthme s'étendant entre le loch de Harray à l'est et le loch de Stenness à l'ouest ; elle comprend le tumulus de Maes Howe, les pierres dressées de Stenness et le cercle de Brogar. Le village néolithique de Skara Brae se trouve sur la côte ouest de Mainland à la limite sud de la baie de Skaill, dont la forme et les dimensions ont beaucoup changé au cours des siècles en raison de l'érosion. Elle était couverte d'une immense dune de sable jusqu'en 1850. En tenant compte des zones tampon importantes, la zone proposée pour inscription couvre une superficie de près de 161km².

Maes Howe est un tertre de 35m de diamètre et de 7m de haut, en partie construit sur une plate-forme artificielle et entouré d'un fossé. A l'intérieur du tertre se trouvent un couloir et des chambres constitués de grandes dalles de pierre ; à l'origine, une dalle obturait l'entrée. La chambre funéraire principale mesure 4.6m² ; les chambres latérales contenaient les restes des morts et étaient probablement le lieu de cérémonies religieuses. Des fouilles ont été réalisées vers 1955 puis à nouveau en 1973 et 1974, révélant la totalité de la structure.

Les *pierres dressées de Stenness* ont été érigées aux alentours de 3000 av. J.-C.. Douze grandes pierres levées, la plus haute de plus de 5,7m, ont été disposées en forme d'ellipse pointant au nord nord-ouest et entourées d'un fossé de 6m de large et de 2,3m de profondeur et d'un talus extérieur, tous deux traversés par une chaussée.

La « Watch Stone » est un monolithe de 5,5m de haut dressé à l'extrémité sud de la chaussée, entre les lochs Harray et Stenness. Il reste des traces d'autres monolithes dans cette zone.

Le cercle de *Brogar*, qui est situé à 1,5km des pierres dressées de Stenness, est constitué d'une série de 60 mégalithes formant un véritable cercle de 104m de diamètre entouré d'un fossé de 5 à 6m de large et de 3m de profondeur. Une aire de quelque 10ha comptant 13 tertres funéraires et un complexe de mégalithes entoure le cercle de pierres et fait partie du même monument. Les trois monuments les plus importants, Salt Knowe, Plumcake Mound et South Mound, ont été édifés et utilisés entre 2500 et 1500 av.J.-C..

La zone tampon comprend aussi un certain nombre de sites funéraires, religieux et domestiques, contemporains des sites proposés pour inscription, et pouvant contribuer à expliquer les rites pratiqués sur ces sites. Le village de Barnhouse, occupé avant 3000 av. J.-C., est un élément crucial de comparaison pour la compréhension des monuments proposés pour inscription dans leur contexte. Cet établissement semble avoir eu une organisation complexe, comme le prouve la disposition des lieux qui a perduré au fil du temps et l'existence de zones spécialisées pour chaque activité. Chaque maison, construite de pierre et de tourbe, présente la même disposition intérieure que celle de Skara Brae : une armoire de pierre à l'arrière, un foyer central et des lits ménagés de chaque côté dans les murs. De plus, un mégalithe gravé, similaire à ceux de Skara Brae et de Maes Howe, a été trouvé dans ce village.

Au moment de sa construction il y a 5000 ans, l'établissement de *Skara Brae* était plus proche de la mer qu'il ne l'est aujourd'hui, car le niveau de l'eau était beaucoup plus élevé à l'époque. Le village est composé de maisons de pierre indépendantes les unes des autres. Elles comportent des lits ménagés dans les murs, un foyer central et une armoire de pierre à l'arrière de la pièce principale. Le style des maisons a évolué avec le temps, elles sont devenues plus grandes et les lits ont été placés dans l'espace à vivre. Une des maisons, construite selon un plan ovale et comportant un porche, isolée à l'extrémité du village et ouvrant sur un espace libre, avait la fonction présumée d'atelier en raison de la quantité d'éclats de silex retrouvés. Le village a été abandonné quelque 600 ans après sa construction et la plupart des maisons ont été vidées de leur contenu. Le site a ensuite été recouvert de sable s'accumulant sous l'action du vent.

Gestion et protection

Statut juridique

Les monuments de la zone proposée pour inscription et ceux inclus dans les zones tampon sont tous protégés par l'article 28 de la loi de 1979 sur les monuments antiques et les sites archéologiques du Royaume-Uni qui stipule que toute destruction ou modification de monuments antiques classés est punissable par la loi.

Tous les monuments, à l'exception de Skara Brae, se trouvent dans la zone de conservation telle que définie par la loi écossaise sur la planification de 1997 (Édifices classés et zones de conservation). La directive nationale de 1994 sur l'archéologie et la planification (NPPG 5) et la note sur les procédures de planification et les monuments classés comme monuments historiques (PAN 42) renseignent les services administratifs sur la manière de gérer les monuments antiques dans le cadre de dispositions réglementaires strictes.

Le programme structurel préparé par l'*Orkney Islands Council* (Conseil des îles des Orcades) et approuvé par le Secrétaire d'État aux affaires écossaises en 1979 est un document fondamental. Il reconnaît officiellement le caractère unique des monuments archéologiques des Orcades et prévoit un contrôle strict destiné à protéger le patrimoine archéologique de tout développement préjudiciable.

Plusieurs zones adjacentes et les zones tampon sont protégées par d'autres instruments juridiques. Les lochs de Stenness et de Harray sont classés comme sites d'intérêt scientifique particulier par la Loi de 1981 sur la nature, la faune et la flore. Le loch de Stenness fait l'objet d'une demande d'inscription sur la liste des Zones spéciales de conservation des habitats naturels, de la faune et la flore dans le cadre de la Directive européenne sur les habitats. La zone tampon comprise dans la zone de conservation rurale de Brogar a été classée en 1980 comme paysage d'intérêt national.

Gestion

Les monuments sont la propriété de l'État (cercle de Brogar) et de particuliers (Maes Howe, Stenness et Skara Brae). Cependant, *Historic Scotland*, organisme émanant du *Scottish Office*, responsable de l'application des lois sur la protection et la gestion des monuments antiques, est chargé de la gestion des monuments proposés pour inscription, qui sont classés ou en cours de classement au titre de la loi de 1979 sur les monuments antiques et les sites archéologiques.

Les inspecteurs des monuments antiques de *Historic Scotland* sont formés à la gestion des biens culturels archéologiques et historiques. Ils sont basés à Edimbourg. Des architectes, spécialisés dans la conservation des monuments, appartenant à *Historic Scotland*, travaillent au niveau régional et local. Le Centre de conservation de Stenhouse emploie des conservateurs qualifiés. Le Service recherche, enseignement et conservation dirige la recherche et publie des rapports techniques sur la conservation. Ses directeurs de travaux sont parfaitement qualifiés et le personnel bénéficie de sessions de formation interne et externe complémentaires.

Les fonctionnaires de *Historic Scotland* collaborent étroitement avec les autorités locales, et en particulier avec l'archéologue du Service administratif de la planification des Orcades. Il existe également une très bonne coopération avec des associations locales comme *Orkney Heritage Society* et *Orkney Archaeological Trust*, ainsi qu'avec la population qui est très engagée dans la protection du patrimoine préhistorique des îles.

Un plan global de gestion du cœur néolithique des Orcades et des plans de gestion spécifiques aux principaux monuments de la zone proposée à l'inscription (Skara Brae, Maes Howe et les mégalithes de Stenness) sont en cours d'achèvement. Ces plans visent à assurer une gestion adéquate du site, avec le recours aux consultations publiques et la coopération de tous les partenaires concernés par ce site. Les questions importantes de présentation du site, de diffusion des informations, d'environnement, de vie de la communauté et de tourisme sont exposées et discutées, et des plans annuels de travaux sont décidés.

Les biens sont inspectés chaque année par l'architecte régional et l'inspecteur principal. Un responsable technique effectue une visite mensuelle de chaque site. Le contrôle quotidien est assuré par les gardiens et un organe de conservation des monuments.

Le tourisme pose un problème majeur, car environ 91 000 personnes visitent Skara Brae et Maes Howe chaque année. Les visiteurs arrivent par bateau et par bus. Des visites guidées sont organisées à leur intention. Des centres d'information et une signalétique est mise en place. Des centres pour les visiteurs existent à Maes Howe, lequel est installé dans un bâtiment historique bien préservé, et à Skara Brae.

Les programmes de gestion actuels mettent l'accent sur le développement d'un tourisme culturel de grande qualité, fondé sur la mise à disposition d'informations qui n'affectent pas les monuments eux-mêmes. De même, ils sont axés sur la régulation des flux de visiteurs grâce à la répartition de ceux-ci entre les différents sites et l'organisation de diverses activités.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

Les inscriptions runiques scandinaves de *Maes Howe* ont été découvertes fortuitement en 1862, à l'occasion de l'enlèvement des débris d'un toit effondré l'année précédente. Des fouilles scientifiques suivies de travaux de consolidation furent menées à Maes Howe en 1954-55 et à nouveau en 1973-74.

Il est fait mention des *pierres de Stenness* pour la première fois en 1700. En 1760, quatre des douze pierres d'origine étaient encore debout et une autre était couchée. En 1851, seules trois pierres demeuraient, dont une était couchée (elle fut redressée en 1906). En 1908, plusieurs de ces pierres ont été dressées à l'intérieur en "dolmen". En 1973, le fossé qui entourait les pierres étant entièrement comblé par

des siècles de labourage, des fouilles scientifiques ont permis de replacer les pierres à leur emplacement d'origine (leur disposition est totalement réversible si des recherches ultérieures prouvent que cette restauration est erronée) et de dégager le fossé.

La première référence écrite au cercle de Brogar remonte à 1529. En 1792, dix-huit des pierres sont encore dressées et huit sont couchées. En 1815, seules seize d'entre elles sont encore debout, avec dix-sept fragments de moins d'1 mètre de haut. Le premier relevé exact date de 1854 et indique que sur les soixante pierres d'origine, treize sont encore debout, dix sont renversées, et treize sont réduites en morceaux. Lorsque le monument est passé sous la garde de l'Etat en 1906, la plupart des pierres tombées ont été redressées à leur emplacement d'origine (avec les mêmes garanties qu'à Stenness); actuellement, 36 des 60 pierres d'origine sont debout. L'intérieur du cercle n'a jamais été fouillé, mais une tranchée creusée en 1973 à travers le fossé qui encercle le monument a montré qu'il devait faire 6m de large et 3m de profondeur. Tous les tertres voisins ont subi des fouilles sauvages au XIXe siècle.

Au milieu du XIXe siècle, les vestiges de *Skara Brae* ont été mis au jour lorsque le sable qui les recouvrait a été emporté par une violente tempête, et des travaux de déblayage furent entrepris en 1913. En 1924, le site est passé sous la garde de l'Etat et, à la suite d'une nouvelle tempête qui se produisit quelques temps après, une digue de protection fut construite à l'occasion d'une fouille partielle entreprise sur le site. D'importantes fouilles scientifiques ont été menées en 1972-73. De nouveaux sites ont été révélés par des tempêtes plus récentes et d'autres fouilles archéologiques ont commencé en 1998.

Plusieurs villages préhistoriques ont été découverts dans la zone tampon autour de Maes Howe, des pierres de Stenness et du cercle de Brogar par la *Brogar Rural Community Conservation Area*. Certains ont été fouillés au XIXe siècle et à la fin du XXe siècle.

L'état de préservation de tous les monuments est globalement bon. Des problèmes liés à l'humidité de la chambre funéraire de Maes Howe ont été résolus par des travaux de stabilisation entrepris vers 1930.

Authenticité

Tous les sites qui composent le bien proposé pour inscription ont un haut degré d'authenticité. Des travaux d'entretien ont commencé sur tous les sites à partir de la fin du XIXe siècle et se sont poursuivis systématiquement pendant une grande partie du XXe siècle. A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, quelques travaux de restauration ont été entrepris, dans le respect des principes de l'anastylose définis plus tard par la Charte de Venise (1964) et appliqués au cercle de Brogar et aux pierres de Stenness. Dans les deux cas, seuls des matériaux d'origine ou, d'une manière très limitée, des matériaux identiques dans leurs caractéristiques et leur origine, ont été utilisés, et l'on s'est assuré que les parties restaurées sont clairement discernables des structures d'origine.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité les Orcades en janvier 1999.

Caractéristiques

Les quatre monuments qui constituent le cœur néolithique des Orcades sont incontestablement parmi les sites néolithiques les plus importants d'Europe de l'ouest. Ils apportent un témoignage exceptionnel sur le développement spirituel et matériel, les croyances et les structures sociales de cette période dynamique de la préhistoire.

Analyse comparative

Le site est à l'évidence comparable aux deux groupes de monuments néolithiques des îles Britanniques déjà inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial, à savoir Stonehenge et Avebury (Angleterre) et aux monuments de Bend of the Boyne (Irlande).

Les deux grands enclos rituels (henge) d'Angleterre, avec leur paysage environnant, sont sans conteste de première importance. Toutefois, ils représentent l'épanouissement de la culture mégalithique dans un environnement accueillant où l'établissement humain a persisté sans interruption pendant plusieurs millénaires.

Les chambres funéraires de Bend of the Boyne - Newgrange, Knowth et Dowth - sont des exemples exceptionnels de ce type de monuments funéraires, à la fois par la taille et par la conception. Par comparaison, Maes Howe est une structure relativement modeste.

Le groupe de sites des Orcades possède des caractéristiques de lieu et de nature qui le rendent susceptible d'être inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial au même titre que les sites déjà mentionnés. L'environnement physique de l'archipel des Orcades était rude par rapport aux terres calcaires du sud de l'Angleterre ou de la vallée fertile de Boyne, et cependant une société culturellement riche s'y est installée et s'y est épanouie pendant plus de mille ans.

La diversité culturelle des Orcades néolithiques est admirablement représentée par les quatre monuments proposés pour inscription – deux sites cérémoniels, une grande tombe à chambres funéraires et un village évolué. La zone tampon, qui recèle un grand nombre de sépultures et de villages contemporains non fouillés, constitue un exceptionnel paysage culturel relique. En tant que groupe, les sites constituent un modèle sans équivalent de la culture mégalithique en Europe de l'ouest.

Observations de l'ICOMOS

En 1988, l'Etat partie proposait Maes Howe, Stenness et Brogar pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Dans son évaluation, l'ICOMOS exprima son soutien de principe à cette inscription. Il regrettait cependant que d'autres monuments néolithiques des Orcades, en particulier Skara Brae, n'aient pas été inclus dans la proposition d'inscription. Il suggérait également que soit envisagée "une proposition qui tienne compte des caractéristiques naturelles de l'archipel des

Orcades.” La recommandation formulée par l’ICOMOS demandant que l’inscription soit différée afin de permettre à l’Etat partie de “rédiger une proposition moins restrictive” fut adoptée par le Bureau lors de sa réunion de 1988.

Pendant la préparation de la proposition révisée qui est l’objet de la présente évaluation, l’Etat partie a envisagé la possibilité de proposer pour inscription une vaste zone de l’île de Mainland comme paysage culturel. Il a toutefois été décidé que le paysage néolithique avait été effacé à tel point par la distribution et l’usage post-médiéval des terres que Mainland ne pouvait plus être considéré comme un paysage relique de la qualité requise par le Patrimoine mondial. De même, l’Etat partie a décidé d’inclure Skara Brae dans le bien proposé pour inscription. L’ICOMOS approuve entièrement ces deux décisions.

Brève description

Le groupe de monuments néolithiques des Orcades consiste en une grande tombe à chambres funéraires (Maes Howe), deux cercles de pierres cérémoniels (les pierres dressées de Stenness et le cercle de Brogar) et un établissement humain (Skara Brae) ainsi qu’un certain nombre de sites non fouillés comportant des lieux d’habitation, des sites cérémoniels et des sépultures. Le groupe constitue un paysage culturel relique représentant la vie dans cet archipel lointain il y a 5000 ans.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères i, ii, iii et iv* :

Les monuments des Orcades, datés de 3000 à 2000 av. J.-C., sont un témoignage exceptionnel des réalisations culturelles des hommes du Néolithique en Europe du Nord.

ICOMOS, mars 1999

Ligne ferroviaire Kysuce-Orava (Slovaquie)

No 756

Identification

<i>Bien proposé</i>	Ligne ferroviaire à aiguillage Kysuce-Orava
<i>Lieu</i>	Slovaquie centrale
<i>Etat Partie</i>	République slovaque
<i>Date</i>	18 octobre 1995

Justification émanant de l'Etat Partie

La ligne ferroviaire à faible écartement et à aiguillage Kysuce-Orava est la pièce maîtresse technique d'un auteur inventif. Sur une courte section de rail, le système d'aiguillage permet de surmonter les grandes variations d'altitude du terrain et se fonde parfaitement dans l'environnement naturel. **Critère i**

Avec son système d'aiguillage rare, la ligne ferroviaire constitue une exception pour l'ensemble du continent européen. **Critère iii**

Elle est unique de par la solution technique qu'elle apporte au problème d'élévation et elle représente un progrès technique en matière de transport et de sylviculture. **Critère iv**

La ligne ferroviaire est actuellement menacée par une rapide mutation sociale, économique et technologique. Il est nécessaire de la préserver en tant que monument historique et technique ainsi que comme document unique du progrès technologique. **Critère v**

Catégorie de bien

En termes de catégorie de biens, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, la ligne ferroviaire à aiguillage Kysuce-Orava est un *site*. Elle peut également être considérée comme un paysage culturel linéaire, selon les termes des *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du Patrimoine mondial* (1998), paragraphes 35-39.

Histoire et description

Histoire

Le caractère géomorphologique de cette région pittoresque du Nord-Ouest de la Slovaquie a déterminé son occupation. Elle est caractérisée par des villages *kopanice* aux fermes éparpillées et s'éloignant progressivement pour atteindre les territoires déboisés. Du XVe au XVIIe siècles, ces établissements s'étendent lentement des vallées de Kysuce et d'Orava vers les hauteurs des Beskydes et des Tatras. Sous l'impulsion de la loi "Wallach" qui offre des terres aux nouveaux arrivants investissant des zones inhabitées et aux conditions climatiques et géographiques peu favorables, la région est progressivement déforestée. La plupart des habitants y vivent de l'agriculture et de la sylviculture. La ligne ferroviaire à aiguillage traverse les villages de Nová Bystrica, Oravská Lesná et Zakamenné.

Au début du XXe siècle, les lignes ferroviaires des régions forestières prolifèrent et représentent une avancée technologique importante en matière de sylviculture. La ligne ferroviaire Kysuce-Orava démarre en 1926 lorsque la ligne de Košice entre Ošcadnica et Chmúra et la ligne d'Orava entre Lokce et Erdutky sont réunies. Construites entre 1915 et 1918 (avec un écartement de 760 mm), elles étaient consacrées au transport du bois. La ligne de Kysuce était alors reliée à Ošcadnica par une jonction à la ligne principale Kysuce-Bohumín. La ligne d'Orava ne possédait pas de pareil jonction : les billes de bois devaient flotter le long de la rivière Biela Orava puis être transportées par une longue et pénible route. Afin de résoudre ce problème, l'Administration forestière d'Orava décida d'établir une liaison de 10,5 km de long entre Erdutky et Chmúra.

En 1925, les travaux sont entamés sur deux sections. La première, de Gontkuly (Erdútky) au col des montagnes Beskydes, est droite mais la seconde, de Chmúra au col, présente des difficultés techniques considérables dans la mesure où elle nécessite une ascension de 217,69 m sur une distance d'à peine 1 500 mètres. La complexité du terrain ne permettant pas d'utiliser la traditionnelle piste sinueuse, la société d'ingénierie (Dipl. Ing. L. et E. Gal de Ruzomberok) opte alors pour la construction de trois culs-de-sac ou aiguillages, avec d'autres postes d'aiguillages à Chmúra et au col. Les travaux s'achèvent en 1926 et la ligne ferroviaire Kysuce-Orava entre en service sur 61 km, avec plusieurs embranchements totalisant 110 kilomètres.

Jusqu'au début des années 1970, la ligne est exploitée en permanence, utilisant des locomotives à vapeur et des wagons ouverts spéciaux en bois. Puis la décision est prise de la démanteler totalement avant fin 1971 car, pour le transport du bois, cette méthode est beaucoup plus onéreuse que l'utilisation de véhicules routiers. Mais une campagne farouche menée par des "amis" des lignes ferroviaires à aiguillage, soutenue par l'Institut des Monuments historiques, parvient à sauver la section

d'aiguillage, laquelle est placée sous la coupe de la commission culturelle de l'Office National du District de Cadca, et sous la responsabilité du Musée de Kysuce pour les questions administratives.

Description

La section préservée de la ligne ferroviaire à aiguillage relie Chmúra à Tanecník ; de plus, la courte section située entre Chmúra et Kubatkovia a été entièrement reconstruite sur le rail d'origine. La longueur totale de la section préservée faisant l'objet de la proposition d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial couvre une distance de 11 kilomètres.

Cette longueur comporte trois culs-de-sac ou aiguillages, munis de points, et une partie de piste tortueuse. Les édifices préservés associés à la ligne comprennent le dépôt ferroviaire de Chmúra ainsi que le hangar à locomotives et le dortoir des sylviculteurs près de Tanecník. La route est jalonnée de vingt ponts, dont trois à écluse.

Gestion et protection

Statut juridique

Le bien qui fait l'objet de cette proposition d'inscription se situe dans les villages de Nová Bystrica, Oravska, Lesna et Zakamenné. Nová Bystrica se trouve dans la Zone de Paysage Protégé de Kysuce et les trois autres villages se trouvent dans Zone de Paysage Protégé de Haute Orava. La section Kubátkovia-Beskydes (à Nová Bystrica) fait partie du Musée d'architecture populaire de plein air de Kysuce et il est protégé par la loi slovaque N° 109/1961 relative aux "Musées et Galeries".

La ligne ferroviaire à aiguillage a été déclarée monument culturel en 1972 par les Offices d'Administration des Districts de Cadca et Dolný Kubín conformément à la loi N° 7/1958. Elle est également régie par les provisions de la loi N° 27/1987 relative à la "Préservation des Monuments par l'Etat" en tant que partie intégrante du patrimoine culturel de la République de Slovaquie (N° 2713 et 2714 de la Liste Centrale des Monuments culturels de la République slovaque).

Parmi les autres réglementations s'appliquant à tout ou partie de la ligne ferroviaire, citons la loi N° 50/1976 sur les "Codes d'aménagement du territoire", la loi N° 43/1990 sur les "Travaux préparatoires pour la construction d'édifices", la loi N° 61/1977 sur la "Protection des forêts" et la loi N° 100/1977 (amendée par la loi N° 15/1944) sur la "Gestion des forêts par l'administration gouvernementale".

Gestion

La ligne ferroviaire appartient à la République slovaque.

Lorsque le bien a été sauvé du démantèlement, de nombreux débats se sont tenus sur la meilleure façon de le gérer. Il fut finalement décidé que la meilleure solution consistait à intégrer la section Kubátkovia-Beskydes au Musée d'architecture populaire de plein air de Kysuce dont la construction débuta en 1974. Une partie de la ligne ferroviaire a été remise en service pour acheminer les visiteurs jusqu'au Musée. La section Beskydes-Tanecník est gérée par le Musée d'Orava situé à Oravský Podzámok.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

La restauration et la conservation systématiques datent de 1972 (année pendant laquelle la ligne ferroviaire fut déclarée monument culturel) et elles se sont intensifiées depuis la création du Musée à ciel ouvert. En 1993-1994, le lit de la ligne endommagé, tous les ponts et certaines écluses furent rénovés sur la section Kubátkovia-Beskydes. Les rails furent également rénovés, les traverses défectueuses furent remplacées et une nouvelle plateforme de ballast fut aménagée. Le toit de l'auberge des sylviculteurs près de Tanecník fut rénové.

Authenticité

L'authenticité de la majeure partie du tracé de la ligne ferroviaire à aiguillage est incontestable : elle préserve dans les moindres détails la forme et l'état qui étaient les siens lorsqu'elle était en service. De nombreux efforts furent déployés afin de garantir l'utilisation des matériaux et techniques appropriés lors de la restauration de la section Kubátkovia-Beskydes, sur son alignement d'origine.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise ICOMOS-TICCIH a visité la ligne ferroviaire à aiguillage Kysuce-Orava en mai 1996.

Caractéristiques

La ligne ferroviaire Kysuce-Orava est un exemple important et très bien préservé d'un type de chemin de fer créé en vue de gérer des déclivités importantes sur des terrains montagneux difficiles. Ce type de construction était courant au début du siècle mais nombre d'entre eux ont été démantelés au cours de ces dernières décennies.

Analyse comparative

Les seuls biens comparables de ce type, autrefois forts répandus et à présent réduits à une poignée, qui ont été identifiés par l'Etat Partie dans le dossier de proposition

d'inscription sont le Ferrocarril Central (Pérou) toujours en service pour le fret et les usagers entre Callao et Oroya, puis divisé en deux sections vers Hencayo et Cerro de Pasco, la ligne menant d'Antofagasta (Chili) à Salto (Argentine), actuellement réservée au fret, et le Darjeeling Himalayan Railway (Inde) utilisée à la fois pour le fret et pour les usagers.

Observations de l'ICOMOS

L'étude comparative internationale de 1998 *Railways as World Heritage Sites*, coordonnée par le *National Railway Museum* de York (Royaume-Uni) à la demande de l'ICOMOS, définit des critères d'évaluation spécifiques des lignes de chemin de fer historiques. Pour que leur proposition d'inscription sur la liste du patrimoine mondial soit prise en considération, ces sites doivent répondre à l'un ou plusieurs des critères suivants :

- Etre un ouvrage révélateur du génie créateur humain ;
- Démontrer l'influence des innovations technologiques sur l'ouvrage et, inversement, l'influence de l'ouvrage sur la technologie ;
- Etre un exemple éminent ou typique ;
- Illustrer l'évolution économique ou sociale.

L'ICOMOS reconnaît l'intérêt technologique de la ligne ferroviaire à aiguillage Kysuce-Orava. Il félicite plus particulièrement l'Etat partie pour les efforts qu'il a fournis pour éviter que cet important monument technologique ne soit démantelé. Toutefois, il considère que la signification historique et technologique de cette ligne de chemin de fer est limitée et qu'elle n'est pas éligible à l'inscription sur la base des critères spécifiques définis dans l'étude comparative de 1998.

Recommandation

Que ce bien ne soit pas inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

ICOMOS, mars 1999

Potsdam (Allemagne)

No 532ter

Identification

Bien proposé Châteaux et parcs de Potsdam et Berlin (extension)

Lieu Land de Brandebourg

Etat partie Allemagne

Date 3 juin 1998

Justification émanant de l'Etat partie

La ville résidentielle baroque de Potsdam, avec ses palais royaux et ses jardins, est un paysage extraordinaire qui a été systématiquement façonné et agrandi par la volonté des rois de Prusse. Le plan général pour l'embellissement de "l'île de Potsdam" sur la Havel, qui est à l'origine de ce développement, est dû à Peter Joseph Lenné. La ville et l'ensemble architectural et paysager qui constitue le parc royal ont été conçus comme une composition unique et globale adaptée à la topographie. Les extensions proposées au site du Patrimoine mondial sont des éléments essentiels de cette remarquable et unique création architecturale et paysagère. Ce paysage, façonné par l'homme, a été préservé et peut être apprécié encore à sa juste valeur malgré le développement de la ville au XX^e siècle. Du point de vue européen, ce paysage façonné par la main de l'homme est un exemple unique qui s'inscrit dans le double contexte de la conception monarchique de l'Etat et des efforts d'émancipation.

[Le site existant du Patrimoine mondial est inscrit au titre des *critères i, ii et iv*.]

Catégorie de bien

En terme de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *site*.

Histoire et description

- *La Lindenallee*

La première allée bordée de tilleuls, d'environ 700m de long, dans le prolongement de l'axe principal menant du château de Sans-Souci à Golmer Luch, hors des limites du parc, fut ouverte en 1769, après l'achèvement de la construction du Nouveau Palais. Un siècle plus tard,

Frédéric III commanda à Emil Sello, jardinier du roi, qu'il la prolonge encore de 2km.

- *L'ancienne école d'horticulture*

En 1823, Lenné créa une pépinière et une école d'horticulture, destinées à la fois à cultiver les végétaux, former de jeunes jardiniers et enseigner l'art du jardinage. Lorsque la pépinière fut transférée à Alt Geltow, l'école d'horticulture emménagea dans le bâtiment principal - dans la rue bordant le Nouveau Palais - qui prit en 1854 le nom de l'école d'horticulture royale de Potsdam, Wildpark. Elle fut agrandie dans un style classique en 1869, et on lui ajouta des corps de ferme et une serre en 1880-1882, sur une superficie de plus de 4ha. L'école fut transférée à Dahlem en 1902 et les bâtiments transformés en lieu de résidence.

Lorsque la ligne de chemin de fer Berlin-Potsdam a été prolongée jusqu'à Magdebourg en 1846, une nouvelle gare a été construite sur la route allant de Wildpark au Nouveau Palais, principalement pour l'usage de la famille royale et ses invités, mais aussi pour le public. Une autre gare impériale fut construite à la demande de Guillaume II et fut inaugurée en 1909.

- *Le palais et le parc de Linstedt*

En 1828, le prince héritier fit l'acquisition d'un palais qu'il fit transformer selon ses propres plans dans le style d'une villa de campagne. Les travaux furent réalisés au milieu du XX^e siècle. Les jardins, dessinés par Lenné, ne furent pas terminés avant 1860.

- *Bornstedt*

Le village de Bornstedt, fondé à la fin du XII^e siècle, passa aux mains du Grand Electeur en 1664 puis fut donné à l'orphelinat militaire de Potsdam par Frédéric-Guillaume Ier en 1722. Il fut racheté en 1841 par Frédéric-Guillaume IV qui l'attribua aux manoirs de l'armée Kronfidei.

Lenné fut chargé de redessiner le village, ce qu'il fit en changeant l'orientation des rues et des allées et en entreprenant de larges aménagements paysagers dans le style italien. Le manoir de style baroque brûla en 1846 et fut remplacé par un nouvel édifice conçu par Johann Heinrich Häberlin qui construisit l'église et son campanile, également d'inspiration italienne.

- *Le Seekoppel*

Le Seekoppel, zone paysagère aménagée entre le lac de Bornstedt et le Ruinenberg, fut dessiné par Lenné en 1842.

- *Voltaireweg*

La « ceinture de verdure » du Voltaireweg fut d'abord conçue à la fin du XVIII^e siècle comme une allée cavalière royale, puis elle fut agrémentée par Lenné, avec des bosquets d'arbres, des prairies et des jardins. Par la suite, des constructions sont venues diminuer l'impact du paysage d'origine, mais ce lieu conserve son caractère de ceinture de verdure étroite.

- *L'Allee nach Sans-Souci*

Avant l'aménagement du parc de Sans-Souci, cette allée menait au jardin potager de Frédéric-Guillaume Ier. Cette partie fut complétée par une serre chaude et des bâtiments pour les jardiniers. Après la transformation de Sans-Souci en résidence d'été des rois de Prusse, la rue attira les gens de la cour qui y construisirent leurs villas. A la demande de Frédéric-Guillaume IV, Ludwig Persius transforma en 1842-43 deux résidences existantes en un bâtiment administratif dont le style italien fut imité par les constructions suivantes.

- *Alexandrovka*

A la mort du tsar Alexandre Ier de Russie en 1825, Frédéric-Guillaume III qui, en plus de ses liens dynastiques avec la famille royale russe, était amateur de culture russe, ordonna la création d'une « colonie russe » à la mémoire du tsar. La conception de la colonie fut confiée à Lenné, et les constructions furent placées sous l'autorité du Capitaine Snethlage, commandeur de l'unité du Génie des Gardes. Le plan comportait un hippodrome qui symbolisait la liberté. Frédéric-Guillaume lui-même ajouta la Croix de Saint André, saint patron de la Russie.

La colonie elle-même était composée de douze petites maisons en rondins de bois et d'une plus grande pour le commandeur, d'une église et d'un presbytère.

- *Le Pfingstberg*

L'allée de la Faisanderie dessinée par le Grand Electeur au XVII^e siècle conduisait directement au Pfingstberg. Frédéric-Guillaume II voulait y construire un palais belvédère néogothique au sommet de la colline, mais le projet dut être abandonné faute de moyens. Un petit pavillon, le temple de Pomone, y fut élevé au milieu d'un jardin « à la grecque » en 1800-1801 par Karl Friedrich Schinkel qui réalisa là son premier projet architectural.

La splendide vue panoramique sur l'île de Potsdam inspira un autre projet à Frédéric-Guillaume IV. La colline devait être surmontée d'un casino à colonnades avec des tours au milieu de cascades, à l'instar d'une villa italienne. Seules les colonnades et les cascades furent construites entre 1847 et 1863.

- *Entre le Pfingstberg et le Nouveau Jardin*

L'étroit terrain reliant les jardins de Lenné sur le Pfingstberg et le Nouveau Jardin fut aménagé en parc en 1862.

- *La rive sud du Jungfernsee*

A la fin du XVIII^e siècle, il y avait un café avec son vignoble et un restaurant sur le chemin longeant le lac. A la place du café, Persius construisit une villa flanquée d'une tour qui servit de modèle pour les futures villas de

Potsdam. Aucune construction n'a été autorisée sur cette voie qui s'appelle actuellement la Berninistrasse, afin de ne pas modifier l'aménagement paysager de l'île de Potsdam créé par Lenné.

- *La forêt royale*

Au XIX^e siècle, les terrains qui entouraient le village de Sacrow appartenaient à plusieurs familles aristocratiques. Frédéric-Guillaume IV en fit l'acquisition et les fit aménager en forêt et parc royal par Lenné. Le village lui-même devint partie intégrante du nouveau paysage.

- *Les abords du parc de Babelsberg*

Le paysage du parc de Babelsberg est un autre des chefs d'œuvre de Lenné, agrandi à partir de 1842 par le prince Herman von Pückler-Muskau. Les abords, y compris les marais le long de la rivière Nuthe, font partie du paysage.

- *L'observatoire de Babelsberg*

Berlin se développant très rapidement, son observatoire dut quitter le faubourg sud de la ville où il était installé depuis 1877. Neubabelsberg, propriété royale abandonnée, fut choisie pour l'accueillir en 1911. En 1928, une extension fut ajoutée à l'ouest.

Gestion et protection

Statut juridique

Concernant le bien proposé, il est déclaré : "La totalité de la zone d'extension est classée comme zone monumentale selon la Loi du Land de Brandebourg sur la Protection des Monuments, datée du 22 juillet 1991. Elle est protégée par les Statuts pour la Protection du District monumental paysager de Berlin-Potsdam daté du 30 octobre 1996, selon la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO."

Elle est également couverte par « le plan directeur de la Ville de Potsdam » et le « Traité d'Etat sur l'établissement de la fondation des Palais prussiens et des Jardins de Berlin-Brandebourg » [*Stiftung Preussische Schlösser und Gärten Berlin-Brandenburg*], du 23 août 1994.

La mission d'expert de l'ICOMOS a constaté que les bâtiments et les jardins et parcs historiques étaient protégés individuellement en tant que monuments. Toutefois, ni liste ni registre n'est joint au dossier d'inscription.

Les paragraphes du dossier portant sur « la situation urbanistique de la ville et les projets d'urbanisme » mettent l'accent sur les plans environnementaux de Potsdam qui restent à définir. Les plans environnementaux définitifs n'étaient pas encore disponibles au moment de la mission. La version définitive d'un certain nombre de propositions doit être disponible en février/mars 1999. Ces propositions

seront alors soumises au *Stadtparlament*, après quoi Potsdam rendra les plans officiels.

La proposition d'extension du site est basée sur des sections qui appartiennent à la zone centrale ou qui peuvent être considérées comme des zones tampon. Il est également fait mention de nouveaux aménagements prévus/possibles dans certaines zones.

Gestion

La proposition d'inscription ne fournit pas d'informations précises sur la gestion du bien. La *Stiftung Preussische Schlösser und Gärten Berlin-Brandenburg* possède une documentation détaillée (photographies, relevés géographiques, plans) sur toutes les composantes du parc. Chaque parc a son propre ingénieur. La *Stiftung* utilise les services de quatre historiens des parcs et jardins. Des plans quinquennaux sont prévus pour chaque parc.

La *Stiftung* a une *Denkmalkommission* (Commission des Monuments) qui est chargée d'étudier les mesures fondamentales telles que celles concernant la restauration.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La *Stiftung Preussische Schlösser und Gärten Berlin-Brandenburg* possède et gère les parcs et les bâtiments historiques situés dans ces parcs et les restaure elle-même ou les fait restaurer de manière exemplaire. Parmi les exemples de restauration, citons le banc romain (*Römische Bank*), qui a été réinstallé à son lieu d'origine sur la pente ouest du Ruinenberg, le temple de Pomone sur le Pflingstberg, les huit points de vue sur le Pflingstberg, le tracé d'origine des allées et la prochaine rénovation de la tour gauche du Belvédère avec son cabinet romain (Pflingstberg). La liaison entre le Pflingstberg et le Nouveau Jardin, appelée le *Mirbachwäldchen*, a été restaurée, notamment par la réfection des allées d'origine. Une partie des chemins du Nouveau Jardin qui passent à proximité du Cecilienhof est en cours de réhabilitation.

La restauration et la remise en état du parc du Pflingstberg et du parc de Babelsberg ont reçu un financement du *Landesarbeitsamt Berlin-Brandenburg* et de l'*Internationaler Bund für Sozialarbeit eV*.

Ces dernières années, la *Stiftung* a restauré la bibliothèque gothique du Nouveau Jardin (financé en grande partie par le *Land* de Berlin qui a contribué à hauteur de 1,6 millions de DM à l'occasion du 1000^e anniversaire de Potsdam en 1993).

La *Stiftung* a pris plusieurs mesures de conservation pour des bâtiments en attente de restauration, parmi lesquels le Belvédère sur le Pflingstberg et la Villa Quandt située en contrebas.

Potsdam mène une politique active de restauration et de remise en état des monuments, dont les résultats sont de plus en plus clairement visibles.

La proposition d'inscription ne dresse qu'un constat général des activités de restauration et de rénovation qui ont eu lieu sur chaque composante du bien.

Authenticité

L'histoire des cinquante dernières années a laissé sur le patrimoine de Potsdam des marques d'abandon dues aux effets de la réutilisation collective des bâtiments et de la construction de bâtiments militaires.

Les plans de Peter Joseph Lenné, conçus dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ont marqué de leur empreinte la transformation du paysage de la Havel en paysage culturel. Aujourd'hui encore, ils transparaissent dans la disposition du paysage culturel de Potsdam.

Les politiques du *Land* de Brandebourg, de la Ville de Potsdam et de la *Stiftung* visent à rétablir ou à mettre en valeur la structure historique et la conception de ce paysage planifié tout en ménageant un cadre qui accueillera les nouveaux développements urbains et paysagers.

Le plan de l'Alexandrovka est resté quasiment inchangé. Concernant les autres zones proposées pour l'inscription, l'intégrité de l'environnement spatial semble avoir été quelque peu perturbé à proximité du Voltairoweg, sur la rive sud du Jungferensee, aux abords du parc de Babelsberg et de l'observatoire de Babelsberg.

De vastes recherches historiques - sources, archéologie et histoire de l'architecture - précèdent et soutiennent les activités de restauration de la *Stiftung*. Elles garantissent une restauration et une rénovation consciencieuses et responsables. Il est procédé à des reconstructions partielles qui, elles aussi, reposent sur des études ou des recherches préliminaires poussées.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expert de l'ICOMOS a visité Potsdam en janvier 1999. Avant cette mission, l'ICOMOS avait été consulté sur les aspects de la planification urbaine de Potsdam en 1997 et 1998.

Caractéristiques

Le bien proposé est un complément et un parachèvement logique du site du Patrimoine mondial actuel, inscrit initialement en 1990 et complété en 1992, en raison de l'unité historique - paysage, composition, architecture, structure et culture - qui règne avec le bien existant inscrit.

Analyse comparative

L'importance exceptionnelle de ce site est déjà reconnue par le Comité du Patrimoine mondial. L'extension proposée complète l'ensemble culturel historique

Observations et recommandations de l'ICOMOS

L'ICOMOS recommande que le Comité du Patrimoine mondial félicite le Land de Brandebourg, la *Stiftung Preussische Schlösser und Gärten Berlin-Brandenburg* et la Ville de Potsdam pour la qualité exemplaire des nombreux projets de restaurations, de rénovations et de redéveloppement menés ces dix dernières années.

Le Comité devrait proposer que soit constituée une Commission communale composée de représentants de Berlin et de Potsdam et chargée de la coordination des plans concernant le site.

Il convient de s'opposer par tous les moyens à la réalisation du *Projekt Quartier Am Bahnhof* et de proposer un plan de développement urbain et un plan sur l'architecture paysagère qui établiraient des liens organiques entre la ville, le Alter Markt et le Quartier Am Bahnhof afin de réaliser des voies piétonnes logiques entre la ville et l'entrée actuelle de la gare de Potsdam-Stadt.

Actuellement, aucun plan détaillé du Projet Transport de l'Unité allemande N° 17 n'a été soumis au Comité du Patrimoine mondial. Les plans auront un impact technique et visuel immédiat et désastreux sur le cœur du site du Patrimoine mondial en raison de la dimension des navires (185m de long) et du volume de trafic fluvial souhaité.

On peut supposer que cela aura des répercussions considérables sur la qualité et la signification intrinsèques du site, plus grandes même que celles du Quartier Am Bahnhof qui se trouve hors des limites du site. Le Comité du Patrimoine mondial devrait demander que l'Etat partie fournisse des informations complètes à ce sujet dans le 5^e rapport sur l'état de conservation qui devra être soumis avant le 15 septembre 1999.

Le développement architectural et environnemental de la Berliner Vorstadt, des deux côtés de la Berliner Strasse (une langue de terre entre le Heiliger See et le Tiefer See/Havel, qui font partie du site) devrait être inclus dans les prochains rapports établis par le Land de Brandebourg sur l'état de conservation. Les modifications d'échelle et de hauteur des bâtiments auront un impact visuel majeur depuis les points de vue que l'on a du Nouveau Jardin sur le Klein-Glienicke et de la Havel sur le parc de Babelsberg. En fait, la Berliner Vorstadt devrait être considérée comme une zone tampon.

Pendant la visite de l'ICOMOS il a été décidé que le Land de Brandebourg soumettrait un plan qui présenterait un aménagement modifié de l'espace pour les zones proposées à l'inscription.

Les biotopes sont répertoriés par la Ville pour les sections déjà inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial ainsi que celles proposées comme extensions. Les fonctionnaires en charge du dossier ont reconnu que la conservation de la nature dans ces circonstances peut accroître la valeur culturelle du site.

Recommandation

Il est recommandé que cette extension du site des Châteaux et parcs de Potsdam et Berlin inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial soit **approuvée** sous réserve de la soumission des plans indiquant les limites révisées, telles qu'elles ont été acceptées avec la mission d'expert de l'ICOMOS.

ICOMOS, mars 1999

Résidences des ducs d'Este (Italie)

No 733bis

Identification

Bien proposé Les résidences des ducs d'Este dans le delta du Pô (Extension de « Ferrare : ville de la Renaissance »)

Lieu Province d'Emilie-Romagne

État Partie Italie

Date 29 juin 1998

Justification émanant de l'État Partie

[**Note** Ce texte est une version abrégée du texte qui figure dans le dossier de proposition d'inscription]

Les résidences des ducs d'Este dans le delta du Pô ont exercé une grande influence, qui a duré des siècles dans la zone méditerranéenne, sur l'évolution de l'aménagement du territoire et de son paysage.

Dans ce territoire instable qu'est le territoire de Ferrare, qui a vu les eaux s'alterner aux terres émergées et qui a vu se modifier, pendant des siècles, sa configuration hydrogéologique mais aussi les possibilités d'existence des populations, apparaît absolument unique la façon dont les hommes s'y sont implantés et ont lutté pour en contrôler les conditions.

Les hommes ont construit cet environnement pendant des millénaires, en sachant intégrer leur présence avec des œuvres de grande valeur et de profond respect pour les beautés naturelles : ce mariage entre l'architecture et la nature est ici exceptionnel et caractérise ce paysage culturel, dans un équilibre harmonieux, en le distinguant de tous les autres exemples. **Critère ii**

Le bien proposé pour inscription peut être considéré comme un témoignage unique ou, tout au moins, essentiel des civilisations disparues (Spina, Pomposa, Este, etc.). **Critère iii**

Le bien proposé constitue un exemple exceptionnel d'un type de structure qui illustre une étape significative de l'histoire (les assainissements hydrauliques et le réseau des villas dans le territoire). **Critère iv**

Le patrimoine des résidences des ducs d'Este constitue un exemple exceptionnel de mise en place d'une culture devenue vulnérable à la suite d'une dégradation indirecte et irréversible. **Critère v**

Ce patrimoine est cependant, directement et d'une manière perceptible, associé aussi bien négativement

que positivement aux événements, aux idées qui relèvent d'une importance universelle extraordinaire.

Critère vi

Catégorie de bien

En termes de catégorie de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, les résidences des ducs d'Este dans le delta du Pô sont un *ensemble*. C'est également un *paysage culturel* comme défini dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial* (1998), paragraphe 39.

Histoire et Description

Histoire

À l'aube de l'âge du fer, le secteur du delta était marqué par la prédominance de deux bras principaux du fleuve : l'un septentrional devenu par la suite le "Po d'Adria", l'autre plus méridional marqué par une diversité de lits autour de la ville de Bondeno. Vers le VIII^e siècle avant J.-C. des bouleversements hydrologiques aboutirent à de nouvelles ramifications, c'est le long de l'une d'entre elles vers le VI^e siècle avant J.-C. que se forma la cité étrusque de Spina dont les fouilles devaient fournir d'importantes pièces archéologiques.

La position privilégiée de Spina permit le développement d'un grand centre de négoce ouvert sur l'arrière-pays que la construction d'un canal dès l'Antiquité reliait à la mer. Les fouilles ont livré outre des objets étrusques, des vases grecs et toute sorte de productions du pourtour de la Méditerranée qui attestent les richesses des échanges dont la cité était le siège.

L'ensablement rapide du delta conduisit la cité à son déclin et dès le règne d'Auguste elle n'était plus qu'un village.

À l'époque romaine, le tracé côtier s'était déjà avancé vers la mer et certaines localités situées en bordure du delta se développèrent. L'action des romains s'inscrit dans la continuité des occupations précédentes mais les établissements se déplacent en fonction des variations alluvionnaires du fleuve.

Le repérage aérien et l'archéologie ont permis d'identifier des sites fonciers, des briqueteries, des villages et la trace d'une activité de navigation dont témoigne la découverte d'épaves comme la célèbre "Fortuna Maris" découverte dans les environs de Comacchio.

Dès le haut Moyen Âge les centres d'Adria, Classe et Voghenza (devenu siège épiscopal dès le VI^e siècle) sont des pôles de concentration d'habitations du delta.

Progressivement se formait un vaste cordon littoral et survenaient des peuplements et des créations religieuses comme Pomposa, mais de nouveaux bouleversements hydrauliques qui submergèrent les territoires habités ont effacé de nombreux témoignages de cette époque.

Comacchio avait été fondée au Ve siècle, date attestée par les fouilles archéologiques. Elle devint siège épiscopal au VIIIe siècle et se développa rapidement comme centre commercial bénéficiant des mêmes avantages géographiques que l'antique Spina. La ville était un grand producteur de sel. Son expansion fut stoppée par le pillage des Vénitiens, et la cité contrainte de retrouver une économie inventa les "lavorieri", équipements de pêche qui permirent un développement important de la pêche et en particulier la pêche des anguilles.

Dans le même temps que se développe Comacchio, s'implantait le monastère de Pomposa. Cette présence monastique contribua largement à l'assainissement et à la bonne gestion des terres, au rayonnement culturel de la région, par les études qui rendirent célèbre cette abbaye bénédictine.

Ferrare avait développé son activité commerciale autour du fleuve. Venise régnait sur le commerce maritime avec l'Orient, Ferrare était en relation avec l'Italie septentrionale, la Toscane, voire la France. Après de longues luttes entre différentes familles, la maison d'Este arriva à Ferrare au XIIIe siècle.

Les Este créèrent un état qu'ils devaient administrer pendant trois siècles. Ils y développèrent l'agriculture. Afin d'étendre les terres cultivables, ils entreprirent de vastes travaux d'irrigation et d'assainissement inspirés des techniques les plus perfectionnées de l'époque notamment à travers les travaux de Galilée et Léonard de Vinci. C'est ainsi que des terres furent émergées pour devenir de riches terrains cultivables.

Toutes les voies d'eau étaient surveillées et organisées par l'implantation sur les points les plus importants du réseau des "Delizie", villas d'agrément éventuellement associées à une installation hydraulique ou agricole. L'équilibre hydrologique du delta fut également amélioré par la déviation des torrents descendant des Appennins.

Lorsque à la fin du XVIe siècle l'église prit possession de l'ancien duché, les améliorations d'exploitation se poursuivent notamment par l'invention de la rotation des cultures. Les aménagements imposés par les Vénitiens à la même époque afin de prévenir un éventuel engorgement des passes d'entrée de la lagune, entraînèrent une modification de la géographie du delta qui contraignit à de nouvelles organisations hydrauliques. Ces travaux se déroulèrent jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

L'occupation française et les nouvelles divisions administratives imposées au début du XIXe siècle eurent de fâcheuses conséquences sur l'évolution du pays. La restauration de l'état pontifical en 1815 ouvrit l'ère de l'assainissement mécanique.

La bonification des terres conduisit à la création de vastes zones céréalières. Cette politique de conquête du sol dans le respect de l'histoire et de l'organisation hydraulique ancienne devait se poursuivre jusqu'au milieu du XXe siècle et donner au pays sa physionomie actuelle.

Description

Vaste plaine alluviale, fragile équilibre entre la terre et l'eau, pays à dominante agricole parcouru par les ramifications du fleuve et les canaux rectilignes : le territoire du Diamant proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, est constitué d'une nature façonnée par l'homme depuis les temps préhistoriques. Toutes les époques faites de l'histoire de la civilisation y ont laissé leur marque. La maîtrise de l'eau y tient une place permanente qui reste dominante.

Le site proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial peut se décomposer en quatre parties :

1. la zone liée au territoire du Diamant, à l'ouest de Ferrare ;
2. une zone s'étendant au nord et comprenant le territoire de Fossadalbero ;
3. l'ancienne rivière de Po di Volano s'étendant depuis Ferrare jusqu'à la mer, incluant l'abbaye de Pomposa, le château de Mesola et le Boschetto associé, ainsi que le territoire de La Mensa ;
4. Les anciennes voies d'eau partant de Ferrare pour aller d'abord vers le sud, avec les territoires de Belriguardo, Venvignante et Verginese, puis continuant vers l'est jusqu'à Comacchio.

Tout le territoire qui relie ces zones et s'étend jusqu'au cours actuel du Pô, au nord, est défini comme la zone tampon. Les zones proposées pour inscription et la zone tampon sont caractéristiques de la région. Dans la proposition d'inscription, l'accent est mis sur l'infrastructure territoriale, avec ses voies d'eau et ses connexions terrestres. Les traits architecturaux, les *delizie*, les autres édifices et établissements historiques expriment la partie visible de la proposition d'inscription, tout en reflétant la stratigraphie historique de l'endroit.

Les monuments les plus remarquables, indépendamment des centres historiques et des constructions militaires sont les édifices hydrauliques mais principalement les "Delizie" qui ont modelé le paysage à l'époque des Este. Cette répartition de demeures d'agrément et d'utilité a organisé le paysage de façon définitive illustrant encore aujourd'hui l'âge d'or du territoire de Ferrare.

L'évolution ultérieure n'est que la continuité de cette entreprise de conquête de terre agricole, de sorte que les techniques contemporaines utilisées pour maintenir ce fragile équilibre, n'ont fait qu'enrichir ce paysage au péril de la mer sans amoindrir la valeur de l'héritage historique qui reste dominant.

Il existe aujourd'hui un peu plus de la moitié des "Delizie" des Este (dix) dont la construction s'échelonne environ du XIVE au XVIe siècle. A ces demeures s'ajoutent les châteaux de chasse, de nombreuses villas, domaines agricoles et jardins, des édifices hydrauliques, des tours et fortifications et dans la région de Comacchio, les pavillons de pêche. Il y a également les

nombreuses églises et oratoires et particulièrement le monastère de Pomposa très tôt célèbre dans toute la péninsule dont la basilique Santa Maria a été élevée au VIII^e siècle.

La plus connue des *delizie* est peut-être le palais *Schifanoia* de Ferrare, construit entre la fin du XIV^e siècle et le début du XV^e, alors que cette partie de la ville faisait toujours l'objet de travaux en vue de gagner du terrain sur la mer.

Bon nombre des *delizie* extérieures étaient de véritables châteaux, comme c'est le cas de *Mesola*, qui domine le paysage côtier. Les Este semblent avoir eu l'intention de construire une ville tout entière autour du château, mais ont abandonné du fait des conflits avec les Vénitiens. Le château a été restauré dans les années 1980, et abrite maintenant diverses fonctions culturelles. Non loin du château se dresse une tour qui servait au contrôle des eaux ; c'est aujourd'hui un musée et une salle d'exposition.

Autre grande *delizia* du XV^e siècle, *Belriguardo* (commune de Voghiera), qui possédait jadis quelques 300 pièces et de grands jardins à la française, magnifiquement disposés le long d'un axe s'étendant jusqu'au paysage du Diamant. Après le départ des Este, le château a eu plusieurs propriétaires et, progressivement, est tombé en ruines. Aujourd'hui, avec l'aide de la province, la commune a racheté une partie du bien, et a entrepris de petites interventions pour le restaurer et lui conférer des fonctions sociales et culturelles utiles, parmi lesquelles celle de musée archéologique présentant les découvertes extraites de l'ancien site funéraire romain tout proche. Bien qu'une partie du site soit toujours aux mains de particuliers, il semble y avoir une collaboration efficace avec les propriétaires. Les édifices eux-mêmes tombent en ruines, bien que quelques magnifiques fenêtres gothiques et arcades élégantes continuent d'attester de leur gloire passée. Un grand hall abrite les vestiges de magnifiques peintures murales du XVI^e siècle réalisées par des maîtres reconnus.

Le domaine de *Zenzalino* est la mieux préservée de toutes les *delizie*. Comme par le passé, il est normalement utilisé à de fins agricoles par une famille de particuliers. Jadis, il couvrait quelques 2000 hectares, qui se sont aujourd'hui réduits à 850. Le lieu n'est pas ouvert au public, mais il contient de magnifiques intérieurs, avec des meubles, des peintures et des objets historiques de grande valeur. Le bâtiment principal donne sur un splendide jardin paysager comptant des plantes rares. L'endroit est bien entretenu.

Autre domaine des Este toujours en usage, celui du *Diamant*, à l'ouest de Ferrare, avec ses 500 hectares de terre et ses trois églises. Une partie du bâtiment principal fait office de musée, et les propriétaires ne viennent qu'occasionnellement. En fait, l'activité agricole actuelle se caractérise par le fait que les propriétaires tendent généralement à vivre en zone urbaine, et à ne se rendre dans leur exploitation agricole que lorsque des activités spécifiques le

requièrent. Le domaine du Diamant est en bon état et bien entretenu par le propriétaire. A l'ouest s'élève le fort de *Stellata*, restauré et actuellement utilisé comme centre d'activités culturelles.

Le *Fossadalbero* est un club sportif exclusivement réservé aux membres, qui bénéficie d'installations sportives et est fréquenté toute l'année. Le domaine de *Benvignante* (commune d'Argenta) est en mauvais état ; quelques réparations structurelles sont en cours, mais aucune décision n'a été prise quant à son usage futur. Le domaine de *Verginese* (commune de Portomaggiore) est relativement petit, et présente une structure typique dotée de tours d'angle. Le bâtiment principal a récemment été restauré, et sert maintenant pour des événements sociaux et des expositions, mais la commune lui cherche actuellement une utilisation plus conséquente.

La Mensa, relativement modeste, est en mauvais état, et le propriétaire semble attendre la première occasion pour la vendre. L'ancienne *delizia* de *Copparo* a été intégrée à l'hôtel de ville actuel ; la tour centrale se dresse intacte, et sert à des fins d'enseignement. A l'intérieur de l'hôtel de ville, les réparations en cours ont révélé les vestiges d'une autre tour intégrée aux structures modernes.

La religion s'impose comme un trait important du paysage ; c'est dans le monastère de *Pomposa* qu'elle est la plus présente. C'est l'un des sites les plus visités d'Italie. Ses bâtiments forment un intéressant ensemble, et présentent des caractéristiques typiques de cette région particulière d'Italie, notamment de riches fresques décoratives, et des sols en mosaïque de type cômase. Pomposa joua un rôle majeur dans l'extension du christianisme vers l'intérieur des terres, et dans la campagne sont disséminées plusieurs petites chapelles et églises romanes.

Enfin, la région du delta est caractérisée par de nombreuses petites villes et villages de campagne issus du contexte historique, dont beaucoup remontent à des temps anciens. La plus importante est *Comacchio*, jadis rivale de Venise et plus tard intégrée à l'État d'Este. Quoique beaucoup plus petite, Comacchio est caractérisée par un système de canaux et de ponts sur le même modèle que Venise, mais possédant son caractère propre. La ville compte en outre nombre de bâtiments historiques importants, palais et églises, notamment le fameux pont Renaissance de Tre Ponti. Comacchio continue d'élever des anguilles selon la tradition, bien que cette activité s'inscrive également, de nos jours, parmi les attractions touristiques de l'endroit.

Gestion et Protection

Statut juridique

Actuellement les protections qui concernent le territoire de Ferrare comprennent 58 décrets sur la propriété privée (Loi n° 1089/1939), 7 décrets sur les protections en matière de paysage (Loi 1497/1939), 36399 hectares de parc régional (Loi régionale 27/1988). En outre, en

application de la loi nationale 142/1990 et régionale 6/1995, le plan territorial de coordination provinciale en cours détermine 27 implantations historiques, 9 routes historiques, 2079 hectares de zone retenue de grande valeur paysagère et 4140 hectares de sites archéologiques et 1728 hectares de zone d'intérêts historiques témoins.

Si l'on additionne la surface actuellement protégée par les différentes lois (en admettant que ces surfaces s'additionnent) on parvient à une surface à peu près équivalente à la surface proposée pour inscription.

Gestion

Les biens qui composent cette proposition d'extension appartiennent à des propriétaires différents : entités publiques et privées, particuliers et institutions ecclésiastiques.

L'administration provinciale exerce la tutelle sur le territoire, elle gère les routes et les édifices scolaires du second cycle et intervient sur la restauration du patrimoine courant et des monuments historiques.

Les administrations communales ont la charge de faire respecter les lois sur la protection et l'urbanisme dans la limite de leur commune.

La Surintendance pour le patrimoine architectural des provinces de Ferrare, Ravenne et Forlì est responsable des monuments historiques et de la surveillance des biens publics ou privés soumis à réglementation.

La Surintendance du patrimoine archéologique d'Emilie-Romagne intervient sur les fouilles et sites archéologiques.

La Surintendance pour le patrimoine des archives est responsable des archives et des bibliothèques publiques et privées.

Les Surintendances (*Soprintendenze*) sont des institutions d'État placées sous la tutelle du Ministère des Biens Culturels. L'Université et la Curie Archiépiscope participent également à des interventions de restauration sous la surveillance des autorités compétentes.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Par rapport aux autres territoires assainis et aux autres deltas : Hollande, Danube, Rhône, Guadalquivir, etc. pour ne citer que l'Europe, le delta du Pô conserve encore aujourd'hui des traces de civilisations très anciennes disparues, mais principalement l'organisation imposée par la volonté des ducs d'Este.

Certains éléments naturels comme les bois de la Ponfilia et de la Mesola ou les lagunes de Comacchio sont des témoignages uniques et exceptionnels d'environnement naturel que l'homme a maintenu intacts pratiquement depuis la préhistoire.

Le paysage culturel du delta du Pô s'est construit sur plusieurs siècles en conséquence des activités des

habitants et des propriétaires. Les diverses phases historiques s'expriment dans les constructions et les changements qui sont devenus partie intégrante du paysage historique. Aujourd'hui encore, on peut lire le schéma des strates historiques dans l'histoire des propriétaires de la terre et dans la construction des voies d'eau et des routes.

Certains édifices historiques ont conservé leur fonction originale, tandis que d'autres ont connu moins de succès. En fait, certaines des propriétés de la Renaissance ont été perdues au fil du temps, et d'autres n'ont été préservées qu'à l'état de ruines. L'intérêt contemporain porté à la protection et à la restauration de certains de ces bâtiments remonte au XIXe siècle (tel est le cas pour Pomposa) et au début du XXe siècle, avec la création de l'association de *Ferrariae Decus* (en 1906), qui souleva l'intérêt public pour les lieux historiques non seulement à Ferrare mais aussi sur l'ensemble de son territoire.

Plus récemment, ces dernières décennies, les autorités publiques ont fait des efforts de sauvegarde de lieux qui auraient jadis été abandonnés, risquant ainsi d'être démolis. Plusieurs des édifices importants ont été restaurés par la *Soprintendenza*, tandis que les administrations locales se chargeaient d'autres plus modestes. *Ferrariae Decus* lève activement des fonds destinés à la conservation et à la maintenance des petites églises et d'autres bâtiments historiques

Authenticité

Les points forts de l'infrastructure et de l'architecture du delta du Pô attestent encore aujourd'hui des efforts d'urbanisme de la famille d'Este aux XVe et XVIe siècles. En outre, la stratigraphie de la région reflète les précédentes phases historiques sur plus de deux millénaires. L'introduction d'une technologie mécanique dans le travail de la terre a jusqu'à présent pris en compte les strates historiques, et les interventions modernes ont été raisonnablement bien intégrées.

Aujourd'hui, ce paysage culturel forme un tout historique, dont l'intégrité doit impérativement être respectée. Considérant que la technologie continue de progresser et que les priorités économiques du jour ne favorisent pas nécessairement les méthodes traditionnelles de culture, l'intégrité du site pourrait à l'avenir être mise en péril.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le site en février 1999.

Caractéristiques

En conséquence des divers résultats des phases de récupération de terrain sur la mer et de construction, le delta du Pô est devenu un important paysage culturel dont la stratification s'étend sur plus de trois millénaires. Même si la région a connu des

changements, causés par l'homme et la nature, les différentes strates historiques restent visibles dans le paysage. L'infrastructure créée par la famille d'Este reste le trait dominant de la région, mais il est possible de voir que cette transparence va bien au-delà – jusqu'au Moyen Âge et à l'Antiquité classique. Parallèlement, le paysage du delta, tel que l'a développé la famille d'Este, est étroitement lié à la ville de Ferrare, qui forme avec lui un seul tout, doté d'un caractère et d'une intégrité propres.

Analyse comparative

Dans l'ensemble du delta du Pô, le territoire de Ferrare se caractérise par une occupation humaine très ancienne et une constante association entre l'homme et la nature. Il en résulte un grand nombre de vestiges de toutes époques tant archéologiques qu'architecturaux.

La plupart des deltas des autres grands fleuves du monde présentent des états où la nature domine, la présence de l'homme n'étant que secondaire et fluctuante. Dans le territoire de Ferrare se sont au contraire développées et succédées des civilisations dont l'action a été complémentaire et qui, confrontées à cette nature lagunaire ont très tôt développé des techniques hydrauliques et des œuvres architecturales spécifiques. Les richesses ainsi créées ont poussé le développement des arts, de la céramique en particulier, et des doctrines civiques et religieuses.

Commentaires de l'ICOMOS

Cette proposition d'inscription fait suite à l'inscription de la ville de Ferrare dont elle est la suite logique.

Les moyens de protection d'une ville sont fort différents de ceux qui doivent s'appliquer à la campagne, quel que soit l'arsenal juridique il est souvent difficile de maîtriser un paysage dont les équipements se transforment au gré des techniques et du marché.

La région de Ferrare a reçu son premier plan directeur territorial il y a 30 ans. Les principes alors exprimés sont toujours à la base de l'urbanisme de la zone du delta. Toutefois, il existe certains problèmes d'une nature plus générale liés à la migration des agriculteurs vers les centres urbains. S'il est souhaitable de poursuivre les types traditionnels d'activité chaque fois que cela est possible, il sera nécessaire de faire des efforts pour réhabiliter certains biens historiques qui ont perdu leur fonction d'origine pour leur éviter un plus grand délabrement. Les activités culturelles, la représentation et même le tourisme seraient acceptables dans certains de ces endroits, étant donné qu'ils ont été créés pour représenter le pouvoir ducal.

Si cette extension de l'inscription existante de « Ferrare : ville de la Renaissance » est approuvée par le Comité du patrimoine mondial, il conviendra d'accorder une grande attention au nom du site inscrit. Pour sa part, l'ICOMOS suggère « Ferrare et les résidences des ducs d'Este dans le delta du Pô ».

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Afin de continuer et d'améliorer les politiques territoriales dans la gestion des biens historiques, il est recommandé que la collaboration entre les administrations municipales individuelles, l'autorité provinciale et le gouvernement central soit renforcée et coordonnée par l'administration provinciale. L'ICOMOS estime essentielle l'instauration d'un plan de gestion global pour le paysage proposé pour inscription établissant les mécanismes de coordination des dispositions existantes d'urbanisme et de gestion et en répartissant les responsabilités.

L'État Partie devrait développer dans les meilleurs délais une large information auprès des propriétaires et des exploitants afin de les amener à une prise de conscience de la valeur universelle du bien.

Brève description

Le delta alluvial de la vallée du Pô existe depuis des millénaires. Du XIV^e au XVI^e siècle, les ducs d'Este ont gagné de vastes terrains sur la mer et mené à bien de grands projets de construction, qui confèrent à cette région un caractère unique et la relie étroitement à la ville de Ferrare, siège de la famille d'Este.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit *renvoyée* à l'État partie, en demandant la préparation du projet de plan de gestion et de coordination proposé par l'ICOMOS. Il convient également de penser à une nouvelle dénomination qui tiendrait compte du fait qu'il s'agit d'une extension de l'inscription existante de la ville de Ferrare. Dans l'éventualité où cette requête est remplie et reçoit l'agrément de l'ICOMOS et du Bureau, l'extension devrait être approuvée, et les *critères iii et v* ajoutés aux critères actuels ii, iv et vi.

ICOMOS, mars 1999

Sites villageois de Transylvanie (Roumanie)

No 596bis

Identification

Bien proposé Sites villageois avec églises fortifiées de Transylvanie

Lieu

- Département de Alba, commune de Călnic, village de Călnic
- Département de Brasov, commune de Prejmer, village de Prejmer
- Commune de Bunesti, village de Viscri
- Département de Harghita, commune de Dârjiu, village de Dârjiu
- Département de Mures, commune de Saschiz, village de Saschiz
- Département de Sibiu, commune de Biertan, village de Biertan
- Commune de Valea Viilor, village de Valea Viilor

Etat Partie Roumanie

Date 29 juin 1998

Justification émanant de l'Etat Partie

Les églises fortifiées s'imposent en tant qu'ensemble ; On ne trouve nulle part ailleurs un aussi grand nombre d'églises fortifiées dans un espace aussi restreint, preuve de la généralisation du phénomène au sein d'une zone géographique et culturelle (ethnique). Elles constituent une œuvre architectonique d'exception, grâce à la variété et à l'usage du répertoire de formes de l'architecture défensive du Moyen Age européen tardif. Si en Europe occidentale et septentrionale, certains types défensifs appliqués aux églises sont caractéristiques de certains territoires ou pays (par ex. l'église fortifiée en France et dans les pays nordiques, ou les églises à enceinte fortifiée en Allemagne et en Autriche), on constate, en Transylvanie, la présence dans l'espace restreint déjà mentionné, de trois types de fortification d'églises :

L'église à enceinte fortifiée (par exemple Prejmer), l'église fortifiée (exemple, Saschiz) et l'église forteresse (exemple de complexe : Valea Viilor). Il faut remarquer la façon dont ces fortifications reprennent et adaptent les conditions particulières des monuments antérieurs. La plupart des cas attestent la transformation, en vue de la fortification, du répertoire

entier des formes et des plans des basiliques romanes courtes, avec ou sans tour occidentale et des églises à nef unique appartenant au gothique tardif. Dans certains cas, ces fortifications créent des monuments ayant une double fonction – sacrée et défensive –, parfaitement équilibrées du point de vue de la forme et de la fonction (exemples, Saschiz, Cloasterf, etc.).

A ces réussites d'architecture défensive s'ajoute la valeur intrinsèque des églises témoignant de la diffusion de certains styles d'architecture, depuis l'art roman au gothique tardif. Les églises gardent encore des éléments de décor et de mobilier précieux : des autels à Prejmer (env.1450), des fragments de peinture murale (Dârjiu), des meubles du XVIème siècle (Prejmer, Saschiz, Valea Viilor). L'habitation fortifiée des nobles est elle aussi authentique et précieuse pour l'architecture.

Critère iv

Les localités proposées pour inscription présentent toutes les caractéristiques des villages de colonisation saxonne construits sur les anciennes « terres royales », localités qui ont été préservées dans la plupart des deux cent cinquante colonies saxonnes de Transylvanie :

- le réseau régulier des rues, bien que parfois influencé par le relief, est exemplaire dans les sites proposés ; la plupart d'entre eux se sont développés le long d'une rue ou d'un vaste espace médian, parfois doublé d'axes secondaires (exemples, Călnic, Valea Viilor, Biertan, Viscri). D'autres exemples plus rares de village se sont développés en fonction d'une place, créée à la suite de la fortification de l'église (Prejmer).
- La zone protégée – le noyau historique – présente encore les parcelles étroites et longues attestées par les documents et les recherches, aussi bien que la façon d'organiser celle-ci : maison avec mur pignon donnant sur la rue et dépendances en enfilade ; on peut aussi reconstituer de manière historique la forme du lotissement des terres cultivées (par exemple Viscri), les toponymes désignant les anciennes propriétés étant encore utilisés dans la tradition orale.

Le caractère clos, typique de ces localités, est lui aussi préservé : rangée continue de maisons à cave à demi enterrée et à rez-de-chaussée surélevé, avec peu d'ouvertures et pignons et murailles de clôture à la hauteur de la façade, reprenant parfois la décoration de celle-ci.

L'emplacement des bâtiments à usage public est également conservé. Disposés autour de l'église fortifiée, certains de ces bâtiments fonctionnent encore de nos jours : le presbytère ou le logis du prédicateur de la paroisse, l'école et la maison de l'instituteur placée soit dans l'enceinte de l'école, soit à proximité, la mairie et la salle des fêtes, les granges pour les céréales. Le nombre des bâtiments et leur qualité architecturale est notable pour tous les sites proposés.

Dans les localités saxonnes qui se trouvent sur les anciennes « terres royales » et surtout dans les localités proposées, on peut trouver deux types

d'habitations conservées telles quelles. Cependant la variété des solutions ornementales et certaines modifications importantes du répertoire marquent leur évolution au fil du temps.

Ces sites ont gardé jusque dans les années 80 de notre siècle leur caractère de localités pluriethniques, avec des quartiers ethniques – ce qu'on peut encore voir de nos jours.

Critère v

Les sites proposés, typiques des localités de colonisation saxonne de Transylvanie, forment un « tout cohérent, une unité à valeur d'identité historique, qui possède un équilibre et une nature spécifiques, comprenant en même temps des organisations spatiales, des bâtiments et des traces d'activités humaines qui structurent l'environnement » ; elles représentent un phénomène de construction représentatif des conditions historiques, juridiques, religieuses et sociales de leurs créateurs ; il s'agit d'une culture et d'une civilisation fragilisées par l'émigration des Saxons vers l'Allemagne et l'Autriche, exode qui a commencé dans les années 1970 et qui s'est accentué dans les années 90.

Critère iii

Les réalisations bâties et défensives des Saxons de Transylvanie ont influencé la région culturelle environnante - en tout premier lieu les villages saxons asservis, qui ont essayé d'imiter autant que possible les structures défensives et organisationnelles des communautés libres ; cette influence a touché les Szeklers (églises avec enceintes et aménagements de défense simples dont l'exemple le plus parlant est Dârjiu), ainsi que les Roumains. Cela a modifié non seulement l'aspect des quartiers roumains des villages saxons, mais encore celui des villages roumains de la colonisation saxonne, qui ont repris les fronts de maisons, le vocabulaire ornemental, ou le système du lotissement (par exemple, Rasinari).

Critère ii

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles que définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, la bien proposé pour inscription est un *ensemble*.

Histoire et Description

Histoire

Le bien proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial se situe au sud de la Transylvanie, une région de collines délimitée par l'arc que décrivent les Carpates.

Au cours de l'occupation progressive de la Transylvanie par les souverains hongrois, le roi Géza II (1141-1161) établit les premières colonies d'Allemands, connus sous le nom de Saxons. En tant que colons libres et bénéficiant de privilèges, ils établirent des associations de colonies dans la région de Sibiu-Hermannstadt dirigées par des comtes. En 1224, le roi Andreas II signe la lettre de franchise appelée

Andreanum qui confirme les libertés des Saxons sur la base territoriale de la province d'Hermannstadt. La colonisation des communes saxonnnes actuelles s'achève pour la plupart vers 1300 après de nouvelles implantations favorisées par les comtes et les chevaliers teutoniques.

Aux XIV^e et XV^e siècles, les statuts juridiques de l'Andreanum sont diffusés aux dernières régions de colonisation. L'unité de droit ainsi acquise prit le nom d'Universitas Saxonum, reconnue par le roi de Hongrie en 1486, statut qu'elle conserva au sein de la principauté de Transylvanie jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle.

L'origine et le développement des fortifications d'église sont liées à l'histoire mouvementée de la Transylvanie depuis l'invasion des Mongols en 1241-1242, en passant par les incursions répétées des Turcs depuis 1395 et des guerres que se sont livrées les souverains des pays voisins jusqu'au début du XVIII^e siècle. Elles doivent également être considérées comme un phénomène spécifique lié à l'histoire de leurs bâtisseurs, les Saxons de Transylvanie.

La colonisation saxonne a introduit en Transylvanie un type de colonie adapté à l'emplacement des villages qui s'élèvent pour la plupart sur des collines faciles à atteindre et à protéger. Les terres arables sont partagées selon un système flamand et les villages compactes avec l'église au centre sont composés de maisons avec jardin alignées en rangs serrés le long des rues. La défense de ce type d'agglomération qui présente certains avantages a constitué une préoccupation constante des communautés qui sont soutenues dans leur démarche par les souverains hongrois et l'Eglise dès la deuxième moitié du XIII^e siècle. Elle a également été à la base du développement des fortifications d'églises.

Jusqu'à un passé récent, les églises forteresses ont été au centre de la vie de la communauté villageoise comme lieu de culte alors que les bâtiments adossés au mur d'enceinte ont accueilli l'école et la mairie.

Description

En dépit de transformations ultérieures et grâce au découvertes archéologiques, il est possible de reconstituer l'aspect des premières fortifications d'églises de la deuxième moitié du XIII^e siècle. Les églises datant de la colonisation ont conservé une massive tour occidentale pourvue d'un chemin de ronde et de meurtrières et elles étaient protégées par un mur d'enceinte, une tour d'entrée et un fossé. Ces dispositions ont été inspirées des châteaux forts mais sans doute également des demeures fortifiées des comtes transylvains. Celle de Călnic-Kelling est la seule qui soit parvenue jusqu'à nous.

Les principes de fortification qui avaient déjà connu un grand développement dans les villes (Sibiu-Hermannstadt, Sighisoara-Schässburg, Brasov-Kronstadt, etc.) fut transposé au XV^e siècle aux églises-forteresses. Les plus anciennes d'entre elles se trouvent dans la plaine de la région de Tara Barsei où l'enceinte

des églises a été rehaussée, muni d'un chemin de ronde couvert et de tours comme à Prejmer.

Dans les autres régions de colonisation où le paysage est vallonné, de nouveaux ouvrages défensifs sont distribués tant sur les églises que les enceintes qui offrent une grande variété de formes (Biertan, Valea Viilor et Viscri par exemple). La fin du XVI^e siècle marque la dernière étape importante pour les églises fortifiées : dans certains villages, comme à Saschiz, les églises sont démolies et remplacées par un bâtiment pourvu d'étages défensifs et munis de meurtrières et de bretèches qui reposent sur des consoles ou des arcs-boutants. Une tour clocher est intégrée au mur d'enceinte.

Les églises fortifiées conservent les structures qui étaient nécessaires à la vie quotidienne des villageois (moulins, fontaines, fours à pain et magasins à céréales) et les institutions traditionnelles, l'école, le presbytère et la maison du prêtre sont regroupées à proximité de l'église.

Les maisons des villages sont serrées le long d'une ou deux rues ou bien groupées autour de la place. Construites à l'origine en bois et couvertes de chaume, elles sont remplacées à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle par des bâtiments en pierre et brique avec une couverture en tuiles. La forme des parcelles d'origine et la disposition des dépendances en enfilade (étables, granges, etc.) sont conservées. Les maisons pour la plupart à pignon et au toit en demi-croupe sont reliées sur la façade côté rue par un haut mur percé d'une porte cochère et d'une petite porte. La décoration des façades se limite généralement à l'encadrement des fenêtres, une corniche et des niches ou des médaillons sur le fronton. Certaines façades ont reçu une ornementation plus élaborée composée de thyrses, de guirlandes ou bien au XIX^e siècle de piliers à chapiteaux. Le village conserve les quartiers des différentes communautés (saxonne, roumaine et hongroise) qui ont cohabité pendant plusieurs siècles.

Les six sites villageois avec églises fortifiées de Transylvanie qui composent la proposition d'extension du village de Biertan avec son église fortifiée, bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1993, sont les suivants :

- *Village de Câlnic*

La demeure fortifiée construite vers 1260 par le comte Chyl de Kelling comprend une tour d'habitation de trois étages, une chapelle et une enceinte de forme ovale. En 1430, elle est offerte à la communauté du village qui rehausse les murs pourvus de deux tours et transforme la tour d'habitation en tour défensive. Au XVI^e siècle, elle élève une deuxième enceinte pourvue d'un chemin de ronde, un bastion et renforce la muraille intérieure pour les magasins à provisions.

- *Village de Prejmer*

Au centre de la place du village se trouve l'église-forteresse. L'église de la Sainte-Croix est un édifice cruciforme du début du gothique qui fut entouré au XV^e siècle d'une muraille de 12 mètres de haut formant

un quadrilatère aux angles arrondis renforcé de quatre tours en fer-à-cheval (deux ont disparu). L'entrée, une galerie voûtée, est protégée par une barbacane et flanquée d'une enceinte latérale. Le chemin de ronde est couvert et muni d'un parapet. L'ensemble est renforcé par des meurtrières et quelques bretèches. Les greniers et les pièces qui accueillaient les habitants sont disposées sur quatre niveaux au-dessus des caves.

- *Village de Viscri*

Dans le premier quart du XVI^e siècle, l'ancienne chapelle romane est agrandie pour former un édifice à nef unique dont l'étage fortifié repose sur des arcs en plein cintre soutenus par de massifs contreforts. La toiture conique de la tour clocher est rehaussée et pourvue d'un hourd. La première enceinte du XVI^e siècle est renforcée par deux tours équipée d'une galerie en bois au XVII^e siècle et, un siècle plus tard, son chemin de ronde sera aménagé pour recevoir les remises tandis qu'on élève une deuxième enceinte plus basse.

- *Village de Dârjiu*

L'ensemble fortifié de Dârjiu témoigne de l'influence des constructions de la Transylvanie dans le territoire voisin du Szekler. L'église de style gothique tardif est fortifiée vers 1520 et abrite un ensemble de peintures murales de 1419. L'enceinte rectangulaire réaménagée au XVII^e siècle est pourvue d'un bastion à chaque angle, d'un cinquième à l'ouest et d'une tour clocher au sud. Les murs et les bastions sont percés de meurtrières et de canonnières. Des remises à appentis où étaient entreposées les caisses de céréales ont remplacé le chemin de ronde.

- *Village de Saschiz*

L'ancien château fort du village, aujourd'hui abandonné, situé au sommet de la colline ne pouvant probablement plus assurer la protection des habitants, on décide de remplacer l'église romane à l'enceinte, plus facile d'accès, par une nouvelle construction de style gothique tardif (1493-1525). L'étage défensif donne à l'église Saint-Stéphane l'aspect d'un haut bastion avec la tour quadrangulaire de la sacristie en saillie. La tour clocher de l'ancienne enceinte démolie au XIX^e siècle reproduit la forme de la tour de l'Horloge de la ville voisine et concurrente de Sighisoara.

- *Village de Valea Viilor*

L'église Saint-Pierre est transformée en style gothique tardif et fortifiée au début du XVI^e siècle. Un ou plusieurs étages défensifs sont construits au-dessus du chœur, de la nef et de la tour qui communiquent entre eux. Les porches des entrées nord et sud sont protégés par des petites tours et dotés de herses. L'enceinte de plan ovale a également été remaniée. Le mur haut de 6 à 7 mètres qui soutient le chemin de ronde avec un toit de tuiles en appentis dessert les meurtrières, les mâchicoulis et des canonnières. L'accès se fait par la galerie voûtée du bastion ouest qui est en saillie par rapport à la ligne de l'enceinte.

Le dossier d'inscription propose également d'étendre la délimitation du *Village de Biertan avec son église fortifiée* déjà inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial et de sa zone tampon.

Gestion et Protection

Statut juridique

Les sept églises fortifiées incluses dans la proposition d'inscription étendue – Câlnic, Valea Viilor, Biertan, Saschiz, Viscri, Prejmer et Dârjiu – ont déjà été inscrites sur la première Liste des monuments nationaux roumains en 1959. Elles sont classées monuments historiques d'importance nationale, et dotées du statut de trésors nationaux aux termes des Articles 1 et 2 de la loi n° 11 de 1994 sur la Protection des monuments historiques. L'article 1 de cette même loi définit les zones de conservation qui entourent les monuments comme faisant « partie intégrante des monuments historiques ». Pour chacun des sept villages, la zone proposée pour inscription a été définie comme une zone de conservation soumise aux réglementations nécessaires ; agréées par la Commission des zones de conservation, sous l'égide du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, en vertu de la loi sur la construction, loi n° 50 de 1991 sur les Réglementations de la construction et l'Aménagement du territoire, elles jouissent d'un statut juridique.

Il convient de mentionner que la législation de protection des monuments historiques en vigueur, la loi n° 11 de 1994, contient des dispositions extrêmement strictes relatives à la protection, la préservation et la gestion des biens et des sites classés. Néanmoins, elle n'est que provisoire, et ne stipule aucun contrôle ni aucune gestion efficace au niveau du comté ou de la localité. Il n'existe aucun organisme ni aucune institution professionnels (depuis la dissolution de l'Office national en novembre 1994), la Direction des monuments historiques étant intégrée à l'administration du ministère de la Culture. Un projet de nouvelle loi sur la Conservation préparé ces dernières années, stipulant entre autres un Comité national et des structures décentralisées à l'échelle du comté, sera présenté au Parlement à la fin du mois de mars 1999.

Gestion

Les biens appartiennent à divers propriétaires. Les églises fortifiées, à l'instar des autres lieux de culte des villages (églises orthodoxes, catholiques, grecques catholiques ou unitariennes) sont la propriété de leur communauté religieuse respective. Si l'émigration vers l'Allemagne a causé sa disparition, c'est le Conseil supérieur de l'Église luthérienne de Sibiu qui prend le relais. Tel est le cas pour les fortifications de Câlnic, que le Conseil supérieur a confiées aux bons soins de la Fondation *Ars Transsilvaniae* de Cluj-Napoca afin de créer un Centre de documentation transylvain des monuments historiques. Les édifices publics des villages incluant des bâtiments administratifs, éducatifs ou commerciaux (écoles, conseil du village, tavernes, boutiques) appartiennent toujours à l'État (sous la tutelle des autorités locales), tandis que la plupart des fermes appartiennent à des particuliers. Certains des

Saxons émigrés après 1990 sont toujours les propriétaires de leur exploitation agricole.

Les propriétaires des bâtiments et des zones classés sont responsables de leur gestion, de leur réparation et de leur ouverture au public. Toute altération nécessite la permission du ministère de la Culture et de la Commission nationale des monuments historiques.

Il existe des zones de conservation clairement définies et adéquates (suite à la mission d'évaluation de l'ICOMOS, des plans révisés les délimitant ont été fournis pour Câlnic et Dârjiu) pour les sites villageois, ainsi que des zones tampons appropriées, incluant certaines parties du paysage culturel transylvain typique aux alentours des biens proposés pour inscription (elles ont également été redéfinies pour Biertan). Celles-ci sont énoncées par la loi n° 11 de 1994 sur la Protection des monuments historiques, la loi sur la construction, la loi n° 50 de 1991 sur les Réglementations de la construction et l'Aménagement du territoire, et les réglementations de chaque zone de conservation liées à l'urbanisme, conformément à l'arrêté du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire concernant les zones de conservation.

La supervision globale des biens proposés pour inscription a été confiée au ministère de la Culture, qui remplit sa mission en collaboration avec la Commission nationale des monuments historiques, l'Office national de la protection du patrimoine et, si besoin est, avec le ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, le ministère de l'Éducation, les Bureaux d'inspection culturelle du comté, les Offices du comté chargés du patrimoine et les autorités locales.

La gestion du bien proposé pour inscription est sous la responsabilité des autorités locales. Il n'existe aucun plan de gestion global pour l'ensemble des biens inclus dans la proposition d'inscription. D'après l'inventaire scientifique achevé suite au projet de documentation germano-roumain, deux des villages proposés pour inscription – Biertan et Viscri – font l'objet d'études de faisabilité en vue d'un programme de revitalisation, initié et financé par la Banque mondiale. Cette dernière a l'intention d'offrir aussi une aide financière pour les projets de conservation des églises fortifiées de deux des villages, la planification étant chapeautée par l'Office national de protection du patrimoine, sous l'égide du ministère de la Culture.

Le ministère de la Culture met une aide financière conséquente à la disposition des propriétaires privés – tout particulièrement les communautés religieuses et le Conseil supérieur luthérien – pour les projets de conservation et de restauration. Il est également possible d'obtenir des subventions auprès de la Fondation des Saxons de Transylvanie de Munich, qui parraine les églises fortifiées de Prejmer et Viscri, de la Fondation de Stuttgart pour le patrimoine allemand en Roumanie et également – spécialement pour les travaux de maintenance et de réparation dans les zones de conservation des villages – auprès des anciennes communautés saxonnes, organisées en Allemagne sous la forme du Conseil culturel des Saxons de Transylvanie.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

Grâce au respect de la tradition et des lieux sacrés, les travaux de maintenance et de restauration se sont toujours poursuivis, même à l'époque communiste. Au début des années soixante, l'Office national de protection des monuments historiques a restauré l'église fortifiée de Prejmer. Au début des années soixante-dix, ce même office a exécuté des travaux de consolidation structurelle sur la principale tour familiale et les courtines extérieures du château de Câlnic, à l'époque propriété de l'État, au moyen d'un squelette de béton peu adéquat, mais sans altérer le monument. À la fin des années cinquante, le Conseil supérieur luthérien a créé un département de l'architecture et des monuments historiques au sein de son administration centrale, chargé de coordonner les travaux mineurs de réparation et de maintenance sur les églises fortifiées. Toutefois, ces dernières ont subi des travaux de maintenance permanents car elles ont fait office de centres de la vie publique quotidienne des communautés jusqu'à nos jours. La plupart des interventions sont d'une bonne qualité professionnelle, sans reconstruction, ajout ou utilisation de matériaux inappropriés. Le soin apporté à la maintenance et la réparation transparait également dans la disposition intérieure des églises, avec leur mobilier traditionnel. Les bancs, les galeries, les retables, les orgues et les peintures murales, dont certaines sont des chefs d'œuvre du gothique tardif, reflètent ainsi la continuité dans l'usage de l'espace liturgique par les communautés depuis la réforme et jusqu'à nos jours. Les célèbres retables de Biertan et de Prejmer ont été restaurés dans les années quatre-vingt par l'Atelier de conservation du Conseil luthérien supérieur, installé dans les années soixante-dix à Brasov.

À Valea Viilor et à Viscri, des travaux de maintenance et de réparation des fortifications des églises sont en cours depuis quelques années (après 1990). En ce qui concerne l'église fortifiée de Saschiz, en mauvais état du fait de l'absence de maintenance (émigration de la communauté) et des risques sismiques dans la région (qui a connu plusieurs tremblements de terre ces deux derniers siècles), un projet de consolidation des structures et de conservation a déjà été lancé par le ministère de la Culture : il sera exécuté en 1999. Des travaux de conservation ont eu lieu en 1981 à Dârjiu (notamment la restauration des peintures murales), à Prejmer entre 1994 et 1998 et à nouveau entre 1989 et 1992. Quant aux fortifications de Câlnic, la fondation *Ars Transylvaniae* a mis au point pour elles un plan de conservation en coopération avec l'Office national de protection du patrimoine, plan dont certaines parties sont déjà mises en œuvre.

Du fait du système socialiste introduit après 1945 dans l'agriculture, la plupart des dépendances des fermes, particulièrement les étables et les granges, sont tombées en désaffection et sont dans une grande majorité en mauvais état, voire même perdues en ce qui concerne certaines des granges typiques. Dans la majeure partie des cas, les maisons ont fait l'objet de travaux de maintenance, le problème majeur actuel étant posé par les demeures abandonnées ou vides des Saxons

émigrés. Un programme de conservation et de revitalisation des fermes devrait donc faire partie du plan de gestion des zones proposées pour inscription.

Authenticité

Le degré d'authenticité des divers biens proposés pour inscription est très élevé. En effet, comme il a déjà été mentionné, les travaux traditionnels de maintenance et de réparation des églises fortifiées, ainsi que les principes de conservation des années quatre-vingt dix, ont assuré le remplacement des éléments architecturaux endommagés ou dégradés dans le respect des matériaux et des techniques utilisés à l'origine par les premiers constructeurs. La disposition intérieure et les mobiliers bien préservés des églises, qui abritent des chefs d'œuvre, sont d'authentiques témoignages de la vie religieuse traditionnelle des communautés réformées au fil des siècles.

Les sites des villages attestent d'une tradition vernaculaire spécifique : ils préservent le schéma original de l'établissement, avec l'église au milieu du village. Ainsi, en temps de danger, il était possible d'y accéder très rapidement de toutes parts. Par ailleurs, une rangée de parcelles étroites et tout en longueur s'alignent de chaque côté d'une ou deux rues principales (Câlnic, Valea Viilor, Saschiz, Viscri) ou se regroupent autour d'une place rectangulaire (Biertan, Prejmer). Ce genre d'aménagement du territoire est typique des premiers peuplements de colons allemands en Europe de l'Est, et a été conservé même si l'ancienne architecture de bois (constructions en rondins, en pan de bois) a cédé la place à la maçonnerie dans tous les peuplements saxons à la fin du XVIIIe siècle et à la première moitié du XIXe siècle. Les rangées de maisons à pignons, de murs de clôture aux entrées sous arcade (la « ligne franconienne ») face aux rues ou aux places, les dépendances des fermes alignées derrière le bâtiment principal le long d'un terrain étroit et tout en longueur, fermé par la grange transversale, le terrain se continuant ensuite sur un verger et s'arrêtant sur une clôture ou un muret : tous ces éléments sont caractéristiques de la tradition vernaculaire saxonne, préservée jusqu'à nos jours. Ce type d'architecture vernaculaire a également eu une influence très marquante sur l'architecture des populations roumaines et hongroises installées en Transylvanie, non seulement parmi les paysans roumains des villages saxons, qui ont adapté leurs fermes à cette tradition architecturale, mais aussi parmi les peuplements des Szeklers, tels le village de Dârjiu, où le type d'installation et l'architecture des fermes étaient similaires.

En conséquence du système socialiste, les fermes, et par conséquent les villages, n'ont eu à subir aucun dommage dû à la révolution industrielle dans l'agriculture, les bâtiments des fermes collectives ou étatiques étant situés en dehors du village : les villages sont donc des documents authentiques. Le cas de Dârjiu est différent : dans ce village, l'ancienne systématisation socialiste et le développement économique de ces dernières décennies ont entraîné plusieurs altérations, la zone de conservation se limitant à une petite zone autour de l'église fortifiée.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le bien en février 1999. Le Comité scientifique international de l'ICOMOS pour l'Architecture vernaculaire a également été consulté.

Caractéristiques

Les biens qui composent la proposition d'inscription des sites villageois de Transylvanie et de leurs églises fortifiées offrent une image vivante des traditions vernaculaires préservées malgré le passage des siècles dans les peuplements du sud de la Transylvanie : système d'aménagement du territoire, schéma de l'établissement et organisation des unités agricoles et de leur architecture typique des colons allemands, forte influence sur l'architecture et les traditions vernaculaires d'autres groupes ethniques de la région. La diversité des types d'édifices et des solutions défensives, préservés au fil des siècles et documentés par les fortifications des églises, doit elle aussi être considérée comme une expression vernaculaire unique des traditions culturelles de ces communautés.

Analyse comparative

La valeur particulière de ces sites villageois de Transylvanie et de leurs églises fortifiées réside dans le fait qu'ils constituent des exemples exceptionnels d'une tradition vernaculaire propre au sud de l'Europe de l'Est, les peuplements homogènes et bien préservés des Saxons transylvains et des Szeklers formant une unité compacte autour des églises fortifiées ; ils sont présentés au nom de quelques 200 peuplements préservés, avec leurs églises fortifiées, uniques au monde.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

Les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* soumettent l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial à la condition que chaque bien fasse l'objet d'un plan de gestion approprié en vigueur. Ce n'est le cas pour aucun des sept villages proposés pour inscription : il convient donc d'en préparer un et de le mettre en applications au plus vite.

Brève description

Les sites villageois de Transylvanie et leurs églises fortifiées dessinent un portrait vivant du paysage culturel du sud de la Transylvanie. Ils sont illustrés par le système particulier d'aménagement du territoire, le schéma des établissements et l'organisation des unités agricoles familiales préservés au fil des siècles depuis la fin du Moyen Age. Les villages sont dominés par leurs églises fortifiées qui illustrent les périodes de construction du treizième au seizième siècle.

Recommandation

Que cette proposition d'inscription soit **renvoyée** à l'État partie en demandant la préparation de plans de gestion pour les biens proposés. Si ces informations sont fournies et considérées comme étant acceptables, l'ICOMOS recommande que l'extension du bien soit **approuvée**.

ICOMOS, mars 1999

Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle (France)

No 868bis

Identification

<i>Bien proposé</i>	Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France
<i>Lieu</i>	Régions Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Picardie, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur
<i>Etat Partie</i>	France
<i>Date</i>	27 juin 1997

Introduction

Ce bien a été inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial lors de la 22^e session du Comité du Patrimoine mondial à Kyoto (Japon) en décembre 1998. Depuis lors, trois oublis sur la liste des biens individuels qui composent cette série d'inscription ont été signalés. L'un des biens a été omis par inadvertance sur la liste des 69 cités dans l'évaluation de l'ICOMOS ; Les deux autres ont été oubliés par les autorités françaises au moment de la préparation de la documentation détaillée qui accompagne la proposition d'inscription alors qu'ils faisaient partie de la liste d'origine des 71 biens identifiés lors de l'étude approfondie menée pendant la phase préparatoire de cette proposition d'inscription.

Bien supplémentaires

Bien omis dans l'évaluation de l'ICOMOS

L'église Sainte-Marie, à Oloron Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), se trouve aux pieds des Pyrénées, sur la route qui mène en Espagne par le col du Somport. La première église a été construite au XII^e siècle, mais elle a connu de nombreuses vicissitudes depuis lors - guerres et catastrophes naturelles. Dans sa forme actuelle, elle présente l'évolution des styles d'architecture, du roman au gothique flamboyant. Son portail du XII^e siècle est particulièrement remarquable.

Biens omis dans le dossier de proposition d'inscription

L'église abbatiale de Buisson-de-Cadouin (Aquitaine) fut fondée par les Cisterciens en 1119. Elle est vouée à l'adoration du saint Suaire. La belle église romane et sa

stricte façade possède un intérieur richement décoré. Le cloître présente une synthèse exceptionnelle des différents styles gothiques à l'aube de la Renaissance. Les bâtiments conventuels ont connu de nombreuses modifications, notamment aux XVII^e et XIX^e siècles, mais conservent leur authenticité d'ensemble. Ils abritent actuellement une auberge de jeunesse, préservant ainsi le rôle traditionnel d'hébergement de l'abbaye sur le chemin du pèlerinage.

L'église de Saint-Avit-Sénieur (Aquitaine) est consacrée à un converti gallo-romain du VI^e siècle qui adopta la foi chrétienne et la vie monastique. L'imposante église, la plus grande de Dordogne, a été construite au début du XII^e siècle et a conservé en grande partie son aspect d'origine malgré les troubles qu'a connus la région dans la dernière partie du Moyen Age. L'intérieur donne autant l'impression de puissance que l'extérieur. Les murs et les voûtes sont peints de motifs géométriques et les décors sont de style baroque populaire du XVIII^e et XIX^e siècles. Après 20 ans de travaux de stabilisation des structures, l'église a été rouverte à Noël 1998.

Action de l'ICOMOS

L'église d'Oloron a été visitée par la mission d'expertise de l'ICOMOS en février 1998. Les deux autres biens n'ont pas été visités mais, à l'étude des documents fournis par les autorités françaises, l'ICOMOS est assuré que tous deux sont conformes aux exigences des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*.

Recommandation

Que le bien inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial, Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle, soit étendu à l'église Sainte-Marie d'Oloron, l'église abbatiale de Buisson-de-Cadouin et l'église de Saint-Avit-Sénieur.

ICOMOS, mars 1999